



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2007

Volume II

Détails des
charges et des
revenus

Canada^{ca}

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2007

En vente au Canada chez
votre libraire local
ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

Téléphone: 1-613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Copie papier : N° de catalogue P51-1/2007-2F

ISBN 978-0-660-97247-3

Copie PDF : N° de catalogue P51-1/2007-2F-PDF

ISBN 978-0-662-07020-7

ERRATUM

Suite au dépôt des *Comptes publics du Canada*, une correction a été effectuée au volume II, section 1, Tableau 4a, Récapitulation des revenus externes sous Autres revenus de programmes, Revenus divers, Autres, page 1.29.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

VOLUME II

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Table des matières

Section

- Introduction
- 1. Tableaux sommaires et Appendices
- 2. Affaires étrangères et Commerce international
- 3. Affaires indiennes et du Nord canadien
- 4. Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
- 5. Agence de promotion économique du Canada atlantique
- 6. Agence du revenu du Canada
- 7. Agriculture et Agroalimentaire
- 8. Anciens Combattants
- 9. Citoyenneté et Immigration
- 10. Conseil du Trésor
- 11. Conseil privé
- 12. Défense nationale
- 13. Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
- 14. Environnement
- 15. Finances
- 16. Gouverneur général
- 17. Industrie
- 18. Justice
- 19. Parlement
- 20. Patrimoine canadien
- 21. Pêches et Océans
- 22. Ressources humaines et Développement des compétences
- 23. Ressources naturelles
- 24. Santé
- 25. Sécurité publique et Protection civile
- 26. Transports
- 27. Travaux publics et Services gouvernementaux
- 28. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

INTRODUCTION AUX *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes.

Le volume I présente les états financiers vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le volume II présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le volume III présente des informations et analyses supplémentaires.

Le contenu du volume II se résume comme suit :

Tableaux sommaires et Appendices (section 1)

La section 1 comprend des tableaux sommaires qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles.

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

Sections ministérielles (sections 2 à 27)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les programmes du ministère et des organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des résultats stratégiques et des descriptions des activités de programme. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

- *Sommaire du portefeuille ministériel*
Présente par ministère et organismes la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.
- *Activités de programme*
Présente par ministère et organismes le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque activité de programme sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).
- *Paiements de transfert*
Présente par ministère et organismes la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.
- *Détail des montants disponibles pour être dépensés*
Présente par ministère et organismes la nature des revenus et rentrées lesquels augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.
- *Revenus*
Présente par ministère et organismes la nature des revenus sous chaque catégorie principale de revenus.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux Tableaux sommaires

de la section 1 (e.g. les données de l'état des *Paie-ments de transfert* peuvent être retracées à l'état des Activités de programme, lesquelles peuvent ensuite être retracées au *Sommaire du portefeuille ministériel*; les données du *Sommaire du portefeuille ministériel* peuvent être retracées aux *Tableaux sommaires* (5, 6 et 7) de la section 1.

Le volume II est conçu de façon à refléter d'aus- si près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget principal des dépenses. Cer- tains Tableaux sommaires et Appendices et le *Sommaire du portefeuille ministériel* des sections ministérielles montrent la provenance et l'utilisa- tion des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la prove- nance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

- **Provenance des autorisations**

- *Disponibles des exercices antérieurs*
Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seule- ment les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les revenus et les ren- trées. Ces crédits représentent généralement soit des autorisations relatives à des fonds re- nouvelables, au produit de la vente de biens excédentaires de l'État ou à des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.
- *Budget principal des dépenses et budgets supplémentaires des dépenses*
Comprennent les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses

ainsi que les montants estimatifs des dépen- ses compris dans les Budgets des dépenses en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

- *Redressements, mandats et virements*
Comprennent :
 - les virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5, 10 et 15 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
 - les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire) ou entre paiements de transfert;
 - les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dé- penses compris dans les Budgets des dé- penses, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redres- sements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État;
 - les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice et le produit de la vente de biens excédentaires de l'État;
 - les mandats spéciaux du gouverneur géné- ral pour couvrir les paiements requis lorsque le Parlement est dissous pour une élection générale.
- *Total disponible pour emploi*
Autorisations disponibles pour être dépen- sées au cours de l'exercice (après avoir dé- duit les montants estimatifs des revenus et rentrées disponibles pour être dépensés).

- **Utilisation des autorisations**

- *Employées au cours de l'exercice*
Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés).
- *Annulées (écart positif)*
Autorisations de dépenses non employées qui ne peuvent être reportées à un exercice ul- térieur.
- *Dépassées (écart négatif)*
Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.
- *Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs*
Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.
- *Employées au cours de l'exercice précédent*
Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés). Pour les crédits ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le to- tal des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul, en ligne avec l'énoncé «Crédits (éléments) non requis pour l'exercice en cours».

SECTION 1

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Tableaux sommaires et Appendices

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Tableaux sommaires —	
Tableau 1 — État des revenus et charges	1.3
Tableau 2 — Dépenses ministérielles par catégorie	1.4
Tableau 2a — Récapitulation des charges externes par catégorie	1.10
Tableau 2b — Détail des autres paiements de transfert	1.11
Tableau 2c — Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels	1.12
Tableau 3 — Dépenses ministérielles par article courant	1.13
Tableau 3a — Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges	1.21
Tableau 4 — Revenus ministériels	1.22
Tableau 4a — Récapitulation des revenus externes	1.28
Tableau 4b — Ventes de biens et de services	1.30
Tableau 5 — Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel	1.34
Tableau 6 — Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel	1.40
Tableau 7 — Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)	1.42
Appendices —	
Appendice 1 — Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice	1.48
Appendice 2 — Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits	1.75
Appendice 3 — Autorisations disponibles des exercices antérieurs	1.87
Appendice 4 — Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice	1.95
Appendice 5 — Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1.97

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

TABLEAU 1

État des revenus et charges

Le tableau 1 présente les revenus et les charges pour l'exercice financier 2006-2007. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I des *Comptes publics du Canada*.

(en milliers de dollars)

REVENUS	2006-2007	CHARGES	2006-2007
REVENUS FISCAUX—		Paielements de transfert—	
Revenus d'impôt sur le revenu—		Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	30 284 055
Des particuliers	110 476 565	Autres paliers de gouvernement—	
Des sociétés	37 745 403	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	28 639 876
Autres revenus d'impôt sur le revenu	4 876 871	Accords fiscaux	13 032 761
	<i>153 098 839</i>	Paielements de remplacement pour programmes permanents	(3 177 016)
Autres taxes et droits—		Autres principaux transferts	42 514 274
Taxe sur les produits et services	31 296 126	Prestations d'assurance-emploi	14 083 631
Taxes sur l'énergie—		Prestations pour enfants	11 214 246
Taxe d'accise—Essence	4 002 904	Autres paielements de transfert	26 844 059
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	1 124 377		
	<i>5 127 281</i>	Total des paielements de transfert	124 940 265
Droits de douane à l'importation	3 704 222	Autres charges de programmes—	
Autres taxes et droits d'accise—		Charges des sociétés d'État	7 210 987
Droits d'accise	3 916 037	Affaires étrangères et Commerce international	1 959 269
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	357 096	Affaires indiennes et du Nord canadien	1 171 461
Diverses taxes et droits d'accise	915 827	Agence du revenu du Canada	6 768 697
	<i>5 188 960</i>	Agriculture et Agroalimentaire	1 618 222
	<i>45 316 589</i>	Conseil du Trésor	1 911 239
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	198 415 428	Défense nationale	15 731 786
COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI	16 788 915	Environnement	1 439 474
AUTRES REVENUS—		Industrie	2 258 919
Revenus des sociétés d'État—		Justice	1 147 940
Sociétés d'État consolidées	1 734 780	Pêches et Océans	1 559 960
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques—		Ressources humaines et Développement des compétences	3 222 929
Quote-part des bénéfices annuels	5 335 104	Ressources naturelles	1 042 159
Intérêt et autres	432 908	Santé	3 312 646
	<i>7 502 792</i>	Sécurité publique et Protection civile	7 367 106
Autres revenus de programmes—		Travaux publics et Services gouvernementaux	2 723 869
Revenus de placements	1 159 663	Autres portefeuilles ministériels	2 881 982
Ventes de biens et de services	6 124 927		
Revenus divers	4 259 663	Total des autres charges de programmes	63 328 645
	<i>11 544 253</i>	Total des charges de programmes	188 268 910
Revenus des opérations en devises—		Frais de la dette publique	33 944 566
Compte du fonds des changes	1 728 076	TOTAL DES CHARGES	222 213 476
Fonds monétaire international	28 630		
Autres	(42 915)		
	<i>1 713 791</i>		
TOTAL DES AUTRES REVENUS	20 760 836	EXCÉDENT ANNUEL	13 751 703
TOTAL DES REVENUS	235 965 179		

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» présente le total des dépenses nettes rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ⁽¹⁾					Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres				
2	Affaires étrangères et Commerce international									
	Ministère	...	...	...	...	1 181 318	1 181 318	1 622 257	...	2 803 575
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	16 923	...	16 923
	Agence canadienne de développement international	...	...	...	...	2 777 999	2 777 999	236 672	...	3 014 671
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	143 616	...	143 616
	Commission mixte internationale	...	...	...	...	...	...	6 122	...	6 122
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	...	...	...	...	...	...	1 511	...	1 511
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	3 959 317	3 959 317	2 027 101	...	5 986 418
3	Affaires indiennes et du Nord canadien									
	Ministère	...	...	...	...	5 328 674	5 328 674	757 564	...	6 086 238
	Commission canadienne des affaires polaires	...	...	...	...	10	10	994	...	1 004
	Commission des revendications particulières des Indiens	...	...	...	...	...	...	6 534	...	6 534
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	...	...	...	...	5 837	5 837	218 687	...	224 524
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	5 334 521	5 334 521	983 779	...	6 318 300
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	...	...	...	...	316 125	316 125	48 774	...	364 899
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique									
	Ministère	...	...	...	...	296 340	296 340	89 001	...	385 341
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	8 655	...	8 655
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	296 340	296 340	97 656	...	393 996
6	Agence du revenu du Canada	...	...	...	...	202 370	202 370	3 202 753	...	3 405 123

7	Agriculture et Agroalimentaire								
	Ministère	...	...	...	2 749 296	2 749 296	818 426	...	3 567 722
	Commission canadienne du lait	...	...	...	...	...	3 660	...	3 660
	Agence canadienne d'inspection des aliments	...	...	...	4 686	4 686	615 936	...	620 622
	Commission canadienne des grains	...	...	...	...	...	24 759	...	24 759
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	2 753 982	2 753 982	1 462 781	...	4 216 763
8	Anciens Combattants	...	...	...	2 125 287	2 125 287	902 680	...	3 027 967
9	Citoyenneté et Immigration								
	Ministère	...	...	...	522 805	522 805	535 822	...	1 058 627
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	...	...	...	110 438	...	110 438
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	522 805	522 805	646 260	...	1 169 065
10	Conseil du Trésor								
	Secrétariat	...	...	...	35 038	35 038	1 709 375	...	1 744 413
	École de la fonction publique du Canada	...	...	...	316	316	112 721	...	113 037
	Bureau du directeur des lobbyistes	...	...	...	...	...	3 103	...	3 103
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	...	...	...	...	...	96 369	...	96 369
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	35 354	35 354	1 921 568	...	1 956 922
11	Conseil privé								
	Ministère	...	...	...	413	413	135 148	...	135 561
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	...	5 283	...	5 283
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	...	30 884	...	30 884
	Directeur général des élections	...	...	...	26 584	26 584	88 632	...	115 216
	Commissariat aux langues officielles	...	...	...	...	...	19 832	...	19 832
	Secrétariat de la commission des nominations publiques	...	...	...	...	...	632	...	632
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	2 627	...	2 627
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	26 997	26 997	283 038	...	310 035
12	Défense nationale								
	Ministère	...	...	...	195 719	195 719	15 486 912	...	15 682 631
	Comité des griefs des Forces canadiennes	...	...	...	...	...	5 852	...	5 852
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	...	...	...	...	...	2 837	...	2 837
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	195 719	195 719	15 495 601	...	15 691 320
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	...	...	...	292 591	292 591	46 418	...	339 009

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie—Suite
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ⁽¹⁾					Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres				
14	Environnement									
	Ministère	...	...	...	...	47 867	47 867	820 572	...	868 439
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	...	...	2 050	2 050	16 322	...	18 372
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	...	...	...	4 535	...	4 535
	Agence Parcs Canada	...	...	...	...	12 273	12 273	592 342	...	604 615
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	62 190	62 190	1 433 771	...	1 495 961
15	Finances									
	Ministère	...	28 639 876	12 978 361	(3 177 016)	636 483	39 077 704	359 369	34 108 504	73 545 577
	Vérificateur général	...	...	...	...	380	380	77 387	...	77 767
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	...	...	...	...	9 700	...	9 700
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	...	...	...	...	7 873	...	7 873
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	...	...	...	...	...	...	39 420	...	39 420
	Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	...	...	...	...	5 304	...	5 304
	Total du portefeuille ministériel	...	28 639 876	12 978 361	(3 177 016)	636 863	39 078 084	499 053	34 108 504	73 685 641
16	Gouverneur général	...	...	...	...	420	420	18 729	...	19 149
17	Industrie									
	Ministère	...	...	...	...	709 979	709 979	479 687	...	1 189 666
	Agence spatiale canadienne	...	...	...	...	56 836	56 836	257 580	...	314 416
	Commission canadienne du tourisme	...	...	...	...	...	...	76 534	...	76 534
	Tribunal de la concurrence	...	...	...	...	...	...	1 701	...	1 701
	Commission du droit d'auteur	...	...	...	...	...	...	2 364	...	2 364
	Conseil national de recherches du Canada	...	...	...	...	136 047	136 047	606 037	...	742 084
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	...	...	855 198	855 198	40 225	...	895 423
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	...	...	603 117	603 117	22 131	...	625 248
	Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	7 529	...	7 529
	Statistique Canada	...	...	...	...	561	561	618 959	...	619 520
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	2 361 738	2 361 738	2 112 747	...	4 474 485

18	Justice									
	Ministère	...	...	...	...	354 964	354 964	619 259	...	974 223
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	21 129	...	21 129
	Tribunal canadien des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	4 562	...	4 562
	Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	...	...	...	404 584	...	404 584
	Service administratif des tribunaux judiciaires	...	...	...	...	...	...	66 621	...	66 621
	Commission du droit du Canada	...	...	...	...	...	...	2 178	...	2 178
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	...	...	423	423	21 904	...	22 327
	Cour suprême du Canada	...	...	...	...	...	...	29 544	...	29 544
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	355 387	355 387	1 169 781	...	1 525 168
19	Parlement									
	Sénat	...	...	...	...	472	472	80 129	...	80 601
	Chambre des communes	...	...	...	...	892	892	377 806	...	378 698
	Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	...	...	33 431	...	33 431
	Commissariat à l'éthique	...	...	...	...	...	...	5 406	...	5 406
	Conseiller sénatorial en éthique	...	...	...	...	...	...	856	...	856
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	1 364	1 364	497 628	...	498 992
20	Patrimoine canadien									
	Ministère	...	...	...	...	1 150 289	1 150 289	253 153	...	1 403 442
	Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	171 418	...	171 418
	Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	1 114 053	...	1 114 053
	Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	...	61 961	...	61 961
	Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	...	59 761	...	59 761
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	...	...	...	...	7 712	...	7 712
	Bibliothèque et Archives du Canada	...	...	...	...	2 206	2 206	103 960	...	106 166
	Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	56 465	...	56 465
	Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	...	...	...	9 467	...	9 467
	Office national du film	...	...	...	...	312	312	68 124	...	68 436
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	...	47 142	...	47 142
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	...	30 995	...	30 995
	Commission de la fonction publique	...	...	...	...	...	...	98 876	...	98 876
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	...	...	...	...	10 377	...	10 377
	Tribunal de la dotation de la fonction publique	...	...	...	...	...	...	3 216	...	3 216
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	...	...	...	11 593	11 593	12 456	...	24 049
	Téléfilm Canada	...	...	...	...	...	...	104 994	...	104 994
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	1 164 400	1 164 400	2 214 130	...	3 378 530
21	Pêches et Océans	...	...	...	...	141 081	141 081	1 507 866	...	1 648 947

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie—Fin
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ⁽¹⁾					Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres				
22	Ressources humaines et Développement des compétences									
	Ministères—									
	Ressources humaines et développement des compétences	...	...	...	...	1 620 746	1 620 746	629 006	...	2 249 752
	Développement social	30 284 055	...	...	...	2 723 575	33 007 630	340 736	...	33 348 366
	Total des ministères	30 284 055	...	...	...	4 344 321	34 628 376	969 742	...	35 598 118
	Conseil canadien des relations industrielles	...	...	...	...	...	...	11 658	...	11 658
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	2 101 900	...	2 101 900
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	...	...	...	...	...	...	1 341	...	1 341
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	...	...	4 506	...	4 506
	Total du portefeuille ministériel	30 284 055	...	...	...	4 344 321	34 628 376	3 089 147	...	37 717 523
23	Ressources naturelles									
	Ministère	...	...	...	...	982 412	982 412	703 319	...	1 685 731
	Énergie atomique du Canada limitée	...	...	...	...	...	...	109 033	...	109 033
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	...	...	239	239	85 023	...	85 262
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	66 211	...	66 211
	Office national de l'énergie	...	...	...	...	...	...	43 949	...	43 949
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	...	...	391	...	391
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	982 651	982 651	1 007 926	...	1 990 577
24	Santé									
	Ministère	...	...	...	...	1 151 906	1 151 906	1 845 644	...	2 997 550
	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	...	...	...	...	...	...	134	...	134
	Instituts de recherche en santé du Canada	...	...	...	...	799 647	799 647	43 622	...	843 269
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	...	3 401	...	3 401
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	...	7 365	...	7 365
	Agence de santé publique du Canada	...	...	...	...	182 153	182 153	328 659	...	510 812
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	2 133 706	2 133 706	2 228 825	...	4 362 531

25	Sécurité publique et Protection civile									
	Ministère	...	...	...	...	131 944	131 944	168 509	...	300 453
	Agence des services frontaliers du Canada	...	...	...	...	...	...	1 281 100	...	1 281 100
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	356 797	...	356 797
	Service correctionnel	...	...	...	...	1 257	1 257	1 864 286	...	1 865 543
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	...	...	...	43 346	...	43 346
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	...	...	...	...	...	...	3 156	...	3 156
	Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	89 263	89 263	2 208 447	...	2 297 710
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	909	...	909
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	6 625	...	6 625
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	222 464	222 464	5 933 175	...	6 155 639
26	Transports									
	Ministère	...	...	...	...	287 552	287 552	1 138 631	...	1 426 183
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	147 210	...	147 210
	Office des transports du Canada	...	...	...	...	...	...	26 551	...	26 551
	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...	...	95 133	...	95 133
	Bureau de l'infrastructure du Canada	...	...	...	...	1 433 792	1 433 792	35 044	...	1 468 836
	Société du Vieux-Port de Montréal inc.	...	...	...	...	...	...	15 226	...	15 226
	Tribunal d'appel des transports du Canada	...	...	...	...	...	...	1 337	...	1 337
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	1 721 344	1 721 344	1 459 132	...	3 180 476
27	Travaux publics et Services gouvernementaux	...	...	...	...	45 113	45 113	2 558 330	...	2 603 443
	Total des dépenses ministérielles nettes	30 284 055	28 639 876	12 978 361	(3 177 016)	30 234 450	98 959 726	52 848 649	34 108 504	185 916 879

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Les paiements de transfert pour les prestations d'assurance-emploi et la prestation fiscale canadienne pour enfants sont présentés au tableau 2a.

(2) Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

TABLEAU 2a

Récapitulation des charges externes par catégorie

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État consolidées	Crédits et rembour- sements fiscaux	Charges internes	CHARGES EXTERNES TOTALES
Paiements de transfert—							
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	30 284 055	...	...	...	...	...	30 284 055
<i>Autres paliers de gouvernement—</i>							
Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	28 639 876	...	...	...	...	...	28 639 876
Accords fiscaux	12 978 361	...	54 400	...	...	...	13 032 761
Paiements de remplacement pour programmes permanents	(3 177 016)	...	...	...	...	...	(3 177 016)
Autres	1 277 676	...	2 740 977	...	...	...	4 018 653
<i>Total des autres paliers de gouvernement</i>	<i>39 718 897</i>	...	<i>2 795 377</i>	...	...	...	<i>42 514 274</i>
Prestations d'assurance-emploi	...	14 083 631	...	...	...	...	14 083 631
Prestations pour enfants	1 784 359	...	...	...	9 429 887	...	11 214 246
Autres paiements de transfert ⁽¹⁾	27 172 415	104 905	(433 261)	...	...	...	26 844 059
Total des paiements de transfert	98 959 726	14 188 536	2 362 116	...	9 429 887	...	124 940 265
Autres charges de programmes—							
Charges des sociétés d'État	...	...	...	7 210 987	...	...	7 210 987
Affaires étrangères et Commerce international	2 027 101	...	110 417	...	...	(17 710)	1 959 269
Affaires indiennes et du Nord canadien	983 779	...	245 402	(39 311)	...	(18 409)	1 171 461
Agence du revenu du Canada	3 202 753	...	3 580 885	...	...	(14 941)	6 768 697
Agriculture et Agroalimentaire	1 462 781	...	168 722	...	...	(13 281)	1 618 222
Conseil du Trésor	1 921 568	...	1 790	...	...	(12 119)	1 911 239
Défense nationale	15 495 601	(91 902)	395 443	(160 539)	...	(67 356)	15 731 786
Environnement	1 433 771	2 364	24 752	...	...	(21 413)	1 439 474
Industrie	2 112 747	...	240 323	(2 101 900)	...	(10 088)	2 258 919
Justice	1 169 781	...	(17 704)	(84 063)	...	(4 137)	1 147 940
Pêches et Océans	1 507 866	142	76 768	...	...	(24 816)	1 559 960
Ressources humaines et Développement des compétences	3 089 147	1 732 373	668 668	...	...	(165 359)	3 222 929
Ressources naturelles	1 007 926	2 538	217 135	(175 244)	...	(10 196)	1 042 159
Santé	2 228 825	...	1 097 760	...	...	(13 939)	3 312 646
Sécurité publique et Protection civile	5 933 175	...	1 512 918	...	...	(78 987)	7 367 106
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 558 330	26 382	214 964	...	...	(75 807)	2 723 869
Autres portefeuilles ministériels ⁽²⁾	6 713 498	(227 202)	(813 543)	(2 646 946)	...	(143 825)	2 881 982
Total des autres charges de programmes	52 848 649	1 444 695	7 724 700	2 002 984	...	(692 383)	63 328 645
Total des charges de programmes	151 808 375	15 633 231	10 086 816	2 002 984	9 429 887	(692 383)	188 268 910
Frais de la dette publique	34 108 504	(1 926 898)	1 762 960	...	...	...	33 944 566
TOTAL DES CHARGES	185 916 879	13 706 333	11 849 776	2 002 984	9 429 887	(692 383)	222 213 476

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

⁽¹⁾ Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

⁽²⁾ Le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels est présenté au tableau 2c.

TABLEAU 2b

Détail des autres paiements de transfert

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert rapportés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Charges internes	CHARGES EXTERNES TOTALES
Affaires étrangères et Commerce international	3 959 317	...	45 121	...	...	...	4 004 438
Affaires indiennes et du Nord canadien	5 334 521	...	(173 983)	...	...	...	5 160 538
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	316 125	...	(57 090)	...	...	...	259 035
Agence de promotion économique du Canada atlantique	296 340	...	(44 075)	...	...	...	252 265
Agence du revenu du Canada	202 370	...	206 529	...	...	...	408 899
Agriculture et Agroalimentaire	2 753 982	12	368 019	...	...	...	3 122 013
Anciens Combattants	2 125 287	...	(2 074 951)	...	...	...	50 336
Citoyenneté et Immigration	522 805	...	(2 474)	...	...	...	520 331
Conseil du Trésor	35 354	...	(338)	...	...	...	35 016
Conseil privé	26 997	...	...	...	...	...	26 997
Défense nationale	195 719	...	(62)	...	...	...	195 657
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	292 591	...	174	...	...	...	292 765
Environnement	62 190	...	223 134	...	...	...	285 324
Finances	636 863	...	357 086	...	...	...	993 949
Gouverneur général	420	...	(420)	...	...	...	...
Industrie	2 361 738	...	26 102	...	...	...	2 387 840
Justice	355 387	...	(3 766)	...	...	...	351 621
Parlement	1 364	...	(109)	...	...	...	1 255
Patrimoine canadien	1 164 400	...	(6 222)	...	...	...	1 158 178
Pêches et Océans	141 081	...	...	...	...	...	141 081
Ressources humaines et Développement des compétences	1 909 962	104 893	(96 913)	...	...	...	1 917 942
Ressources naturelles	982 651	...	(5 713)	...	...	...	976 938
Santé	2 103 706	...	410 333	...	...	...	2 514 039
Sécurité publique et Protection civile	214 993	...	(48 597)	...	...	...	166 396
Transports	1 131 139	...	(62 847)	...	...	...	1 068 292
Travaux publics et Services gouvernementaux	45 113	...	331	...	...	...	45 444
Total partiel	27 172 415	104 905	(940 731)	...	...	...	26 336 589
Provision pour évaluation et autres éléments	...	...	507 470	...	...	...	507 470
Total des autres paiements de transfert	27 172 415	104 905	(433 261)	...	...	...	26 844 059

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 2c

Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels

Le tableau 2c présente le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels rapportées au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements cours et autres	Sociétés d'État consolidées	Crédits et rembour- sements fiscaux	Charges internes	CHARGES EXTERNES TOTALES
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	48 774	...	18 466	...	...	(198)	67 042
Agence de promotion économique du Canada atlantique	97 656	...	15 021	(8 655)	...	(700)	103 322
Anciens Combattants	902 680	...	(18 301)	...	...	(5 686)	878 693
Citoyenneté et Immigration	646 260	...	(90 273)	...	...	(3 189)	552 798
Conseil privé	283 038	...	(5 730)	...	...	(3 267)	274 041
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	46 418	...	(131)	...	...	(299)	45 988
Finances	499 053	...	(56 259)	...	...	(42)	442 752
Gouverneur général	18 729	...	680	...	...	8	19 417
Parlement	497 628	...	13 216	...	...	(1 251)	509 593
Patrimoine canadien	2 214 130	...	41 061	(1 656 991)	...	(5 283)	592 917
Transports	1 459 132	1 152	595 714	(981 300)	...	(123 918)	950 780
Total partiel	6 713 498	1 152	513 464	(2 646 946)	...	(143 825)	4 437 343
Provision pour évaluation et autres éléments	...	(228 354)	(1 327 007)	...	...	...	(1 555 361)
Total des autres charges de programmes	6 713 498	(227 202)	(813 543)	(2 646 946)	...	(143 825)	2 881 982

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 3
Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les revenus affectés aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne «Total des dépenses brutes» représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des revenus affectés aux dépenses. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» présente le total des dépenses rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux ⁽¹⁾ Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette publique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes		
													Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total	
2	Affaires étrangères et Commerce international																	
	Ministère	842 107	229 944	8 720	231 194	152 811	49 544	57 209	23 149	77 246	1 181 318	...	200 985	3 054 227	242 156	8 496	250 652	2 803 575
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	16 923	16 923	...	...	...	16 923
	Agence canadienne de développement international	156 345	16 948	438	44 325	2 436	2 474	1 314	...	2 329	2 777 999	...	10 063	3 014 671	...	...	...	3 014 671
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	143 616	143 616	...	...	...	143 616
	Commission mixte internationale	3 539	788	166	833	328	14	88	...	366	...	...	...	6 122	...	...	...	6 122
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	726	48	7	538	48	20	24	...	96	...	...	4	1 511	...	...	...	1 511
	Total du portefeuille ministériel	1 002 717	247 728	9 331	276 890	155 623	52 052	58 635	23 149	80 037	3 959 317	...	371 591	6 237 070	242 156	8 496	250 652	5 986 418
3	Affaires indiennes et du Nord canadien																	
	Ministère	351 592	40 362	5 232	205 791	10 072	10 446	11 215	7 646	17 251	5 328 674	...	97 957	6 086 238	...	...	...	6 086 238
	Commission canadienne des affaires polaires	460	197	35	187	99	1	4	...	11	10	...	...	1 004	...	...	...	1 004
	Commission des revendications particulières des Indiens	4 225	827	146	831	338	32	67	...	40	...	...	28	6 534	...	...	...	6 534
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	19 921	4 200	3 087	33 277	390	293	596	...	2 046	5 837	...	154 877	224 524	...	...	...	224 524
	Total du portefeuille ministériel	376 198	45 586	8 500	240 086	10 899	10 772	11 882	7 646	19 348	5 334 521	...	252 862	6 318 300	...	...	...	6 318 300

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—Suite
 (en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	37 369	2 586	684	5 484	1 308	97	283	...	925	316 125	...	38	364 899	...	...	...	364 899
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique																				
	Ministère	62 050	7 441	1 180	14 225	1 607	514	771	...	1 771	296 340	...	(558)	385 341	...	...	...	385 341
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8 655	8 655	...	...	...	8 655
	Total du portefeuille ministériel	62 050	7 441	1 180	14 225	1 607	514	771	...	1 771	296 340	...	8 097	393 996	...	...	...	393 996
6	Agence du revenu du Canada	2 692 399	179 993	5 238	320 946	7 282	87 840	38 474	...	97 741	202 369	...	2 763	3 635 045	105 575	124 347	229 922	3 405 123			
7	Agriculture et Agro- alimentaire																				
	Ministère	528 077	37 658	9 999	125 866	6 740	23 269	44 838	10 025	58 857	2 749 296	...	15 226	3 609 851	42 129	...	42 129	3 567 722			
	Commission canadienne du lait	5 135	426	95	871	337	62	68	...	94	...	...	(3 428)	3 660	...	...	...	3 660
	Agence canadienne d'inspec- tion des aliments	465 082	41 651	4 694	70 006	3 088	13 998	21 625	228	41 170	4 686	...	10 429	676 657	55 950	85	56 035	620 622			
	Commission canadienne des grains	53 635	3 619	194	1 284	3 738	372	752	...	3 125	...	...	466	67 185	42 426	...	42 426	24 759	
	Total du portefeuille ministériel	1 051 929	83 354	14 982	198 027	13 903	37 701	67 283	10 253	103 246	2 753 982	...	22 693	4 357 353	140 505	85	140 590	4 216 763			
8	Anciens Combattants	275 620	37 987	1 695	312 139	8 987	11 067	217 529	24 585	8 858	2 125 287	...	4 213	3 027 967	...	...	...	3 027 967
9	Citoyenneté et Immigration																				
	Ministère	294 553	25 572	3 832	118 667	6 779	6 421	6 368	2 725	15 886	522 805	...	55 019	1 058 627	...	...	...	1 058 627
	Commission de l'immigra- tion et du statut de réfugié du Canada	80 312	5 001	227	19 758	1 050	1 258	723	...	2 037	...	...	72	110 438	...	...	...	110 438
	Total du portefeuille ministériel	374 865	30 573	4 059	138 425	7 829	7 679	7 091	2 725	17 923	522 805	...	55 091	1 169 065	...	...	...	1 169 065

10	Conseil du Trésor																	
	Secrétariat	1 817 996	5 008	1 481	43 781	895	1 644	1 483	...	4 370	35 038	...	701	1 912 397	...	167 984	167 984	1 744 413
	École de la fonction publique du Canada	60 504	5 175	864	35 558	2 978	371	2 169	...	4 994	316	...	108	113 037	...	...	...	113 037
	Bureau du directeur des lobbyistes	1 620	53	68	1 082	10	223	29	...	17	...	...	1	3 103	...	...	...	3 103
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	65 045	2 938	811	21 354	646	2 286	794	...	2 817	...	...	(322)	96 369	...	...	...	96 369
	Total du portefeuille ministériel	1 945 165	13 174	3 224	101 775	4 529	4 524	4 475	...	12 198	35 354	...	488	2 124 906	...	167 984	167 984	1 956 922
11	Conseil privé																	
	Ministère	87 623	6 639	3 890	19 850	3 570	2 855	1 675	...	8 869	413	...	177	135 561	...	...	...	135 561
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2 480	1 034	24	731	691	91	52	...	180	...	...	...	5 283	...	...	...	5 283
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	23 885	2 021	160	3 135	120	646	282	...	634	...	...	1	30 884	...	...	...	30 884
	Directeur général des élections	35 797	6 013	9 383	27 330	3 116	2 439	1 039	1 189	2 243	26 584	...	83	115 216	...	...	...	115 216
	Commissariat aux langues officielles	13 378	915	170	3 347	115	64	168	...	1 632	...	...	43	19 832	...	...	...	19 832
	Secrétariat de la Commission des nominations publiques	509	33	...	79	3	...	5	...	...	...	...	3	632	...	...	...	632
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1 822	240	64	392	15	11	16	...	65	...	...	2	2 627	...	...	...	2 627
	Total du portefeuille ministériel	165 494	16 895	13 691	54 864	7 630	6 106	3 237	1 189	13 623	26 997	...	309	310 035	...	...	...	310 035
12	Défense nationale																	
	Ministère	7 721 247	760 268	35 370	2 017 119	334 826	1 116 993	1 006 203	209 815	2 516 565	195 719	...	203 122	16 117 247	418 319	16 297	434 616	15 682 631
	Comité des griefs des Forces canadiennes	3 763	165	29	1 058	589	41	35	...	171	...	...	1	5 852	...	...	...	5 852
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	1 394	95	33	998	159	3	39	...	116	...	...	...	2 837	...	...	...	2 837
	Total du portefeuille ministériel	7 726 404	760 528	35 432	2 019 175	335 574	1 117 037	1 006 277	209 815	2 516 852	195 719	...	203 123	16 125 936	418 319	16 297	434 616	15 691 320
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	34 215	3 159	445	5 737	775	108	1 020	...	973	292 591	...	(14)	339 009	...	...	...	339 009

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette publique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total
14	Environnement																	
	Ministère	568 566	60 885	7 050	103 476	25 504	14 908	30 171	2 202	53 418	47 867	...	19 214	933 261	44 019	20 803	64 822	868 439
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	13 810	2 677	342	4 868	869	11	189	...	142	2 049	...	8	24 965	6 472	121	6 593	18 372
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	2 399	380	217	1 213	59	80	31	...	155	...	...	1	4 535	...	...	...	4 535
	Agence Parcs Canada	311 757	29 053	7 605	117 778	15 565	24 542	34 409	7 579	24 929	12 274	...	19 124	604 615	...	...	...	604 615
	Total du portefeuille ministériel	896 532	92 995	15 214	227 335	41 997	39 541	64 800	9 781	78 644	62 190	...	38 347	1 567 376	50 491	20 924	71 415	1 495 961
15	Finances																	
	Ministère	77 289	5 115	3 747	9 504	566	549	136 502	...	4 373	39 077 704	34 108 504	121 724	73 545 577	...	...	...	73 545 577
	Vérificateur général	63 449	4 387	727	6 673	237	529	617	...	(97)	380	...	865	77 767	...	...	...	77 767
	Tribunal canadien du commerce extérieur	8 243	205	52	740	24	139	161	...	136	...	...	...	9 700	...	...	...	9 700
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	3 861	561	383	2 054	532	56	62	53	102	...	...	209	7 873	...	...	...	7 873
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	22 661	2 204	310	2 214	2 902	3 051	408	...	5 666	...	...	4	39 420	...	...	...	39 420
	Bureau du surintendant des institutions financières	56 800	5 027	766	8 257	5 199	1 280	497	233	6 211	...	...	293	84 563	72 584	6 675	79 259	5 304
	Total du portefeuille ministériel	232 303	17 499	5 985	29 442	9 460	5 604	138 247	286	16 391	39 078 084	34 108 504	123 095	73 764 900	72 584	6 675	79 259	73 685 641
16	Gouverneur général	13 714	1 403	462	1 458	148	113	1 029	...	402	420	...	...	19 149	...	...	...	19 149
17	Industrie																	
	Ministère	485 427	35 042	6 331	90 791	10 975	12 976	10 315	4 208	29 815	709 979	...	2 611	1 398 470	200 794	8 010	208 804	1 189 666
	Agence spatiale canadienne	62 824	8 381	1 236	117 372	462	2 858	5 718	...	55 088	56 836	...	3 641	314 416	...	...	...	314 416
	Commission canadienne du tourisme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	76 534	76 534	...	...	...	76 534
	Tribunal de la concurrence	1 133	106	11	407	9	1	30	...	3	...	...	1	1 701	...	...	...	1 701
	Commission du droit d'auteur	1 568	224	56	387	63	2	44	...	19	...	...	1	2 364	...	...	...	2 364
	Conseil national de recherches du Canada	372 330	26 132	5 493	54 509	4 909	20 289	50 015	15 905	81 465	136 047	...	(25 010)	742 084	...	...	...	742 084

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	26 094	4 101	1 235	5 759	495	438	445	...	1 370	855 198	...	288	895 423	...	...	...	895 423
Conseil de recherches en sciences humaines	15 197	1 424	587	3 180	262	561	133	...	745	603 117	...	42	625 248	...	...	...	625 248
Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7 529	7 529	...	...	...	7 529
Statistique Canada	512 011	34 938	12 756	126 189	5 893	16 474	6 712	...	17 722	561	...	46	733 302	20 232	93 550	113 782	619 520
Total du portefeuille ministériel	1 476 584	110 348	27 705	398 594	23 068	53 599	73 412	20 113	186 227	2 361 738	...	65 683	4 797 071	221 026	101 560	322 586	4 474 485
18 Justice																	
Ministère	493 632	23 294	5 184	67 711	2 876	7 849	6 005	...	10 846	354 964	...	1 862	974 223	...	...	...	974 223
Commission canadienne des droits de la personne	16 484	995	154	2 743	181	170	169	3	217	...	...	13	21 129	...	...	...	21 129
Tribunal canadien des droits de la personne	2 431	453	40	1 223	301	39	35	...	40	...	...	...	4 562	...	...	...	4 562
Commissaire à la magistrature fédérale	372 124	23 730	121	3 180	67	116	86	...	363	...	...	4 970	404 757	166	7	173	404 584
Service administratif des tribunaux judiciaires	43 638	3 926	369	10 308	531	3 437	2 178	...	2 214	...	...	20	66 621	...	...	...	66 621
Commission du droit du Canada	1 109	161	112	684	81	10	14	...	6	...	...	1	2 178	...	...	...	2 178
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	14 292	835	498	4 311	95	247	195	...	1 421	423	...	10	22 327	...	...	...	22 327
Cour suprême du Canada	20 190	1 193	187	2 700	208	2 419	1 302	...	1 110	...	...	235	29 544	...	...	...	29 544
Total du portefeuille ministériel	963 900	54 587	6 665	92 860	4 340	14 287	9 984	3	16 217	355 387	...	7 111	1 525 341	166	7	173	1 525 168
19 Parlement																	
Sénat	56 463	12 097	244	5 907	183	1 186	1 071	...	2 978	472	...	...	80 601	...	...	...	80 601
Chambre des communes	273 754	46 887	6 187	18 866	10 159	5 664	7 404	...	9 902	892	...	208	379 923	1 221	4	1 225	378 698
Bibliothèque du Parlement	26 743	593	259	2 638	295	331	2 853	...	637	...	...	1	34 350	919	...	919	33 431
Commissariat à l'éthique	3 913	63	6	1 247	32	20	22	...	103	...	...	...	5 406	...	...	...	5 406
Conseiller sénatorial en éthique	769	13	20	29	1	...	3	...	20	...	...	1	856	...	...	...	856
Total du portefeuille ministériel	361 642	59 653	6 716	28 687	10 670	7 201	11 353	...	13 640	1 364	...	210	501 136	2 140	4	2 144	498 992
20 Patrimoine canadien																	
Ministère	178 427	13 143	8 429	33 228	1 849	2 562	4 372	...	12 122	1 150 289	...	3 764	1 408 185	4 645	98	4 743	1 403 442
Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	171 418	171 418	...	...	...	171 418
Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 114 053	1 114 053	...	...	...	1 114 053
Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	61 961	61 961	...	...	...	61 961
Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	59 761	59 761	...	...	...	59 761
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	38 113	1 600	1 669	4 266	297	692	402	...	536	...	...	3	47 578	39 866	...	39 866	7 712
Bibliothèque et Archives du Canada	77 573	3 165	724	12 150	1 734	3 996	3 240	...	3 031	2 206	...	(1 238)	106 581	415	...	415	106 166

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes
	Société du Centre national des Arts	56 465	56 465	56 465		
	Commission des champs de bataille nationaux	3 116	136	161	660	58	559	981	734	157	2 905	9 467	9 467		
	Office national du film	38 684	3 968	1 306	14 353	8 704	1 021	1 654	...	4 066	313	...	998	75 067	6 259	372	6 631	68 436			
	Musée des beaux-arts du Canada	47 142	47 142	47 142		
	Musée national des sciences et de la technologie	30 995	30 995	30 995		
	Commission de la fonction publique	80 398	3 961	717	10 740	1 336	1 844	629	...	5 540	...	...	188	105 353	22	6 455	6 477	98 876	
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	7 096	577	323	1 491	275	23	193	...	444	...	...	(45)	10 377	...	...	...	10 377
	Tribunal de la dotation de la fonction publique	2 359	167	29	387	103	13	41	...	73	...	...	44	3 216	...	...	...	3 216
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	9 491	598	374	1 620	63	156	62	...	90	11 593	...	2	24 049	...	...	...	24 049
	Téléfilm Canada	104 994	104 994	104 994		
	Total du portefeuille ministériel	435 257	27 315	13 732	78 895	14 419	10 866	11 574	734	26 059	1 164 401	...	1 653 410	3 436 662	51 207	6 925	58 132	3 378 530			
21	Pêches et Océans	819 864	75 612	5 514	196 086	29 022	175 962	93 636	25 106	98 447	141 081	...	30 391	1 690 721	41 647	127	41 774	1 648 947			
22	Ressources humaines et Développement des compétences																				
	Ministères—																				
	Ressources humaines et développement des compétences	1 037 522	40 567	21 057	314 160	4 288	2 472	6 134	...	9 045	1 620 747	...	520 563	3 576 555	63 211	1 263 592	1 326 803	2 249 752			
	Développement social	737 928	81 933	9 515	95 886	189 177	31 961	4 608	...	20 497	33 007 630	...	(518 604)	33 660 531	250 958	61 207	312 165	33 348 366			
	Total des ministères	1 775 450	122 500	30 572	410 046	193 465	34 433	10 742	...	29 542	34 628 377	...	1 959	37 237 086	314 169	1 324 799	1 638 968	35 598 118			
	Conseil canadien des relations industrielles	8 975	1 111	12	879	172	142	149	...	209	...	...	9	11 658	...	...	...	11 658
	Société canadienne d'hypo- thèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 101 900	2 101 900	...	...	...	2 101 900

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	947	75	14	218	20	1	28	...	38	...	...	...	1 341	...	...	...	1 341
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	6 669	255	211	853	23	108	119	...	145	...	...	...	8 383	3 124	753	3 877	4 506
Total du portefeuille ministériel	1 792 041	123 941	30 809	411 996	193 680	34 684	11 038	...	29 934	34 628 377	...	2 103 868	39 360 368	317 293	1 325 552	1 642 845	37 717 523
23 Ressources naturelles																	
Ministère	403 243	34 566	7 965	193 342	11 949	7 528	21 132	1 283	34 138	982 412	...	19 288	1 716 846	26 724	4 391	31 115	1 685 731
Énergie atomique du Canada limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	109 033	109 033	...	...	...	109 033
Commission canadienne de sûreté nucléaire	58 964	6 086	652	13 312	297	1 532	810	...	3 119	239	...	251	85 262	...	...	...	85 262
Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	66 211	66 211	...	...	...	66 211
Office national de l'énergie	33 760	2 800	310	4 496	740	515	375	430	495	...	...	28	43 949	...	...	...	43 949
Administration du pipe-line du Nord	83	11	3	69	43	...	1	...	...	...	...	181	391	...	...	...	391
Total du portefeuille ministériel	496 050	43 463	8 930	211 219	13 029	9 575	22 318	1 713	37 752	982 651	...	194 992	2 021 692	26 724	4 391	31 115	1 990 577
24 Santé																	
Ministère	742 799	183 137	27 368	417 820	16 898	38 508	413 631	2 423	62 555	1 151 906	...	4 345	3 061 390	57 266	6 574	63 840	2 997 550
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	50	7	...	28	6	3	2	...	38	...	...	...	134	...	...	...	134
Instituts de recherche en santé du Canada	29 576	4 645	1 450	4 725	326	493	487	...	1 912	799 646	...	9	843 269	...	...	...	843 269
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	2 835	73	13	359	12	7	54	...	48	...	...	...	3 401	...	...	...	3 401
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	4 369	265	122	1 947	16	124	155	...	330	...	...	37	7 365	...	...	...	7 365
Agence de santé publique du Canada	167 536	23 060	8 632	70 134	4 374	9 409	20 893	60	22 996	182 153	...	1 606	510 853	...	41	41	510 812
Total du portefeuille ministériel	947 165	211 187	37 585	495 013	21 632	48 544	435 222	2 483	87 879	2 133 705	...	5 997	4 426 412	57 266	6 615	63 881	4 362 531
25 Sécurité publique et Protection civile																	
Ministère	71 650	8 790	4 779	53 188	13 932	1 565	1 546	6 766	6 128	131 944	...	165	300 453	...	...	...	300 453
Agence des services frontaliers du Canada	935 148	54 609	1 698	196 502	4 557	23 522	19 503	29 556	31 648	...	...	4 865	1 301 608	20 508	...	20 508	1 281 100
Service canadien de renseignement de sécurité	221 742	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	135 055	356 797	...	...	...	356 797
Service correctionnel	1 328 583	40 573	963	228 312	7 614	42 161	121 688	69 401	43 903	1 257	...	64 065	1 948 520	11 699	71 278	82 977	1 865 543
Commission nationale des libérations conditionnelles	35 167	3 259	86	2 896	192	275	400	...	1 059	...	...	12	43 346	...	...	...	43 346
Bureau de l'enquêteur correctionnel	2 556	274	6	294	3	2	16	...	4	...	...	1	3 156	...	...	...	3 156
Gendarmerie royale du Canada	2 323 724	203 815	3 959	304 412	74 344	87 895	105 024	49 138	230 573	89 263	...	102 392	3 574 539	1 251 583	25 246	1 276 829	2 297 710

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—Fin
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	637	27	33	170	8	...	11	...	24	...	...	(1)	909	...	...	...	909
	Commission des plaintes du public contre la Gendar- merie royale du Canada	3 833	388	64	1 972	112	22	97	80	57	...	...	...	6 625	...	...	...	6 625
	Total du portefeuille ministériel	4 923 040	311 735	11 588	787 746	100 762	155 442	248 285	154 941	313 396	222 464	...	306 554	7 535 953	1 283 790	96 524	1 380 314	6 155 639
26	Transports																	
	Ministère	448 484	47 388	9 349	155 587	5 334	33 198	19 288	1 393	50 827	287 552	...	753 528	1 811 928	350 956	34 789	385 745	1 426 183
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	147 210	147 210	...	...	...	147 210
	Office des transports du Canada	22 409	971	161	1 692	280	220	261	...	557	...	...	...	26 551	...	...	...	26 551
	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	95 133	95 133	...	...	...	95 133
	Bureau de l'infrastructure du Canada	17 719	1 547	352	11 929	1 501	324	163	...	1 490	1 433 792	...	19	1 468 836	...	...	...	1 468 836
	Société du Vieux-Port de Montréal inc.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	15 226	15 226	...	...	...	15 226
	Tribunal d'appel des transports du Canada	824	121	21	332	14	3	18	...	3	...	...	1	1 337	...	...	...	1 337
	Total du portefeuille ministériel	489 436	50 027	9 883	169 540	7 129	33 745	19 730	1 393	52 877	1 721 344	...	1 011 117	3 566 221	350 956	34 789	385 745	3 180 476
27	Travaux publics et Services gouvernementaux	1 043 916	267 757	19 327	1 030 724	827 152	914 801	195 659	185 230	100 002	45 113	...	401 548	5 031 229	287 578	2 140 208	2 427 786	2 603 443
	Total des dépenses ministérielles nettes	30 635 869	2 876 526	298 576	7 847 368	1 852 454	2 839 461	2 753 244	681 145	3 931 362	98 959 726	34 108 504	6 863 577	193 647 812	3 669 423	4 061 510	7 730 933	185 916 879

Notes : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 3 du volume III.

(2) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 4 du volume III.

(3) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume III.

(4) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume III.

(5) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume III.

TABLERAU 3a

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec le total des charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes et des revenus internes affectés aux charges.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Moins :		TOTAL DES CHARGES EXTERNES
						Charges internes	Revenus internes affectés aux charges	
Paiements de transfert	98 959 726	14 188 536	2 362 116	...	9 429 887	...	...	124 940 265
Sociétés d'État	...	...	...	6 850 761	...	...	...	6 850 761
Personnel	30 635 869	(320 256)	2 607 810	...	...	...	...	32 923 423
Transports et communications	2 876 526	...	(6 575)	...	...	20 432	100 658	2 748 861
Information	298 576	...	(2 066)	...	...	2 130	10 495	283 885
Services professionnels et spéciaux	7 847 368	...	(22 704)	...	...	187 834	925 370	6 711 460
Location	1 852 454	...	(93 384)	...	...	48 538	239 121	1 471 411
Services de réparation et d'entretien	2 839 461	...	(273 822)	...	...	42 948	211 583	2 311 108
Services publics, fournitures et approvisionnements	2 753 244	...	(37 241)	...	...	7 666	37 765	2 670 572
Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	681 145	...	(681 145)	...	...	...	...	...
Acquisition de matériel et d'outillage	3 931 362	...	(3 931 362)	...	...	...	...	...
Frais de la dette publique	34 108 504	(1 926 898)	1 762 960	...	...	...	...	33 944 566
Autres subventions et paiements	6 863 577	236 385	2 780 790	(5 208 003)	...	234 473	1 156 314	3 281 962
Charges d'amortissement	...	...	3 482 491	324 267	...	...	...	3 806 758
Perte sur cession d'actif	...	...	232 485	35 959	...	...	...	268 444
Total brut	193 647 812	12 177 767	8 180 353	2 002 984	9 429 887	544 021	2 681 306	222 213 476
Autres éléments :								
Compte d'assurance-emploi	...	1 528 566	...	...	...	148 362	1 380 204	...
Revenus affectés aux dépenses—								
Revenus externes	(3 669 423)	...	3 669 423	...	...	...	...	...
Revenus internes	(4 061 510)	...	...	...	...	...	(4 061 510)	...
	(7 730 933)	1 528 566	3 669 423	...	...	148 362	(2 681 306)	...
Total des charges	185 916 879	13 706 333	11 849 776	2 002 984	9 429 887	692 383	...	222 213 476

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 4

Revenus ministériels

Le tableau 4 présente les revenus pour chaque portefeuille ministériel. La colonne «Total des revenus ministériels» représente les revenus provenant de toutes sources. Elle représente les revenus fiscaux et les autres revenus de sources externes et internes. Elle présente le total des revenus ministériels rapporté à l'état des «Revenus» dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus					Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
		Revenus fiscaux	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ⁽²⁾	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers ^{(3)}
2	Affaires étrangères et Commerce international							
	Ministère	...	434 393	12 473	326 858	2 524	169 160	945 408
	Agence canadienne de développement international	...	2 941	10 912	...	...	9 522	23 375
	Commission mixte internationale	...	...	98	...	...	103	201
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	...	...	246	...	...	19	265
	Total du portefeuille ministériel	...	437 334	23 729	326 858	2 524	178 804	969 249
3	Affaires indiennes et du Nord canadien							
	Ministère	...	135 353	39 021	34 512	1 339	38 063	248 288
	Commission des revendications particulières des Indiens	...	...	28	...	...	...	28
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	...	...	119	...	...	1	120
	Total du portefeuille ministériel	...	135 353	39 168	34 512	1 339	38 064	248 436
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	...	...	48 734	...	7	1 470	50 211
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique							
	Ministère	...	...	4 049	...	24	61 403	65 476
	Total du portefeuille ministériel	...	...	4 049	...	24	61 403	65 476

6	Agence du revenu du Canada	163 113 469	...	1 660	369 805	210	3 477 978	3 849 653	166 963 122
7	Agriculture et Agroalimentaire								
	Ministère	...	8 722	48 724	50 118	2 784	6 462	116 810	116 810
	Agence canadienne d'inspection des aliments	...	...	...	56 905	603	411	57 919	57 919
	Commission canadienne des grains	...	...	...	42 749	28	...	42 777	42 777
	Total du portefeuille ministériel	...	8 722	48 724	149 772	3 415	6 873	217 506	217 506
8	Anciens Combattants	...	1	7 726	18 172	114	3 742	29 755	29 755
9	Citoyenneté et Immigration								
	Ministère	...	734	3 990	446 708	14	73	451 519	451 519
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	52	...	6	3	61	61
	Total du portefeuille ministériel	...	734	4 042	446 708	20	76	451 580	451 580
10	Conseil du Trésor								
	Secrétariat	...	...	3 833	2 737	10	26 150	32 730	32 730
	École de la fonction publique du Canada	...	...	1 167	33 059	6	27	34 259	34 259
	Bureau du directeur des lobbyistes	...	...	...	1	...	...	1	1
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	...	...	650	...	...	...	650	650
	Total du portefeuille ministériel	...	...	5 650	35 797	16	26 177	67 640	67 640
11	Conseil privé								
	Ministère	...	...	1 548	...	19	14	1 581	1 581
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	...	1 170	1 170	1 170
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	15	4	5	32	56	56
	Directeur général des élections	...	...	33	...	6	62	101	101
	Commissariat aux langues officielles	...	...	31	...	3	...	34	34
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	3	...	...	...	3	3
	Total du portefeuille ministériel	...	...	1 630	4	33	1 278	2 945	2 945
12	Défense nationale								
	Ministère	...	9 400	77 786	416 942	20 471	7 966	532 565	532 565
	Comité des griefs des Forces canadiennes	...	...	27	...	...	...	27	27
	Total du portefeuille ministériel	...	9 400	77 813	416 942	20 471	7 966	532 592	532 592

TABLEAU 4

Revenus ministériels—Suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus					Divers ⁽³⁾	Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
		Revenus fiscaux	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ⁽²⁾	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	...	...	2 251	...	...	7 506	9 757	9 757
14	Environnement								
	Ministère	...	...	7 625	72 530	710	822	81 687	81 687
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	286	7 231	...	...	7 517	7 517
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	...	3	1	4	4
	Agence Parcs Canada	...	...	5 778	102 889	...	12	108 679	108 679
	Total du portefeuille ministériel	...	...	13 689	182 650	713	835	197 887	197 887
15	Finances								
	Ministère	...	4 293 108	242	132	22	346 433	4 639 937	4 639 937
	Vérificateur général	...	...	196	...	4	478	678	678
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	2	...	...	1	3	3
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	...	8 141	...	...	8 141	8 141
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	...	...	107	...	...	...	107	107
	Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	...	82 753	1	...	82 754	82 754
	Total du portefeuille ministériel	...	4 293 108	547	91 026	27	346 912	4 731 620	4 731 620
16	Gouverneur général	...	...	...	...	3	140	143	143
17	Industrie								
	Ministère	...	21 128	55 120	497 241	241	157 399	731 129	731 129
	Agence spatiale canadienne	...	...	747	4 253	23	3 982	9 005	9 005
	Tribunal de la concurrence	...	...	8	...	...	...	8	8
	Conseil national de recherches du Canada	...	...	3 186	91 579	316	...	95 081	95 081
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	1 605	...	...	150	1 755	1 755
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	1 717	...	...	2	1 719	1 719
	Statistique Canada	...	...	2 978	114 597	45	3 034	120 654	120 654
	Total du portefeuille ministériel	...	21 128	65 361	707 670	625	164 567	959 351	959 351

18 Justice								
Ministère	...	...	6 528	6 875	18	163 185	176 606	176 606
Commission canadienne des droits de la personne	...	...	218	...	4	35	257	257
Tribunal canadien des droits de la personne	...	...	4	...	...	...	4	4
Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	173	...	12 473	12 646	12 646
Service administratif des tribunaux judiciaires	...	...	71	1 723	2	2 766	4 562	4 562
Commission du droit du Canada	...	...	29	...	...	...	29	29
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	91	...	8	...	99	99
Cour suprême du Canada	...	...	24	148	10	105	287	287
Total du portefeuille ministériel	...	...	6 965	8 919	42	178 564	194 490	194 490
19 Parlement								
Sénat	...	...	298	...	...	(5)	293	293
Chambre des communes	...	...	489	1 190	55	...	1 734	1 734
Bibliothèque du Parlement	...	...	10	943	41	...	994	994
Conseiller sénatorial en éthique	...	...	27	...	...	...	27	27
Total du portefeuille ministériel	...	...	824	2 133	96	(5)	3 048	3 048
20 Patrimoine canadien								
Ministère	...	...	12 866	4 993	19	62 806	80 684	80 684
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	281	175 464	...	29	175 774	175 774
Bibliothèque et Archives du Canada	...	...	97	413	113	39	662	662
Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	1 623	...	...	1 623	1 623
Office national du film	...	...	...	6 496	...	...	6 496	6 496
Commission de la fonction publique	...	...	448	6 480	2	29	6 959	6 959
Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	46	...	...	...	46	46
Tribunal de la dotation de la fonction publique	...	...	29	...	...	...	29	29
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	...	58	...	...	...	58	58
Total du portefeuille ministériel	...	...	13 825	195 469	134	62 903	272 331	272 331
21 Pêches et Océans	...	107	5 849	90 882	1 987	2 529	101 354	101 354
22 Ressources humaines et Développement des compétences								
Ministères—								
Ressources humaines et développement des compétences	...	497 595	14 099	2 418	54	126 257	640 423	640 423
Développement social	...	36	3 323	213	58	23 377	27 007	27 007
Total des ministères	...	497 631	17 422	2 631	112	149 634	667 430	667 430

TABLEAU 4

Revenus ministériels—Fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus						Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
		Revenus fiscaux	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ⁽²⁾	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers ⁽³⁾		
	Conseil canadien des relations industrielles	...	...	76	1	...	...	77	77
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	429 586	...	...	...	15 245	444 831	444 831
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	3 966	...	...	3 966	3 966
	Total du portefeuille ministériel	...	927 217	17 498	6 598	112	164 879	1 116 304	1 116 304
23	Ressources naturelles								
	Ministère	...	76	16 058	482 918	303	...	499 355	499 355
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	420	62 967	25	9	63 421	63 421
	Office national de l'énergie	...	...	4	35 633	1	...	35 638	35 638
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	595	...	...	595	595
	Total du portefeuille ministériel	...	76	16 482	582 113	329	9	599 009	599 009
24	Santé								
	Ministère	...	...	40 156	73 618	235	1 558	115 567	115 567
	Instituts de recherche en santé du Canada	...	...	2 431	...	9	...	2 440	2 440
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	39	591	...	...	630	630
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	9	210	...	...	219	219
	Agence de santé publique du Canada	...	...	3 174	125	1	213	3 513	3 513
	Total du portefeuille ministériel	...	...	45 809	74 544	245	1 771	122 369	122 369
25	Sécurité publique et Protection civile								
	Ministère	...	...	11 445	...	...	35	11 480	11 480
	Agence des services frontaliers du Canada	25 970 072	...	4 200	22 625	274	48 453	75 552	26 045 624
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	44	1 077	3 678	856	44	5 699	5 699
	Service correctionnel	...	...	1 435	90 174	866	557	93 032	93 032
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	14	975	2	...	991	991
	Gendarmerie royale du Canada	...	35	7 748	1 420 607	4 645	6	1 433 041	1 433 041
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	...	...	1	...	...	...	1	1
	Total du portefeuille ministériel	25 970 072	79	25 920	1 538 059	6 643	49 095	1 619 796	27 589 868

26 Transports								
Ministère	...	99 969	7 660	398 208	1 369	8 057	515 263	515 263
Office des transports du Canada	...	...	48	...	...	44	92	92
Bureau de l'infrastructure du Canada	...	...	6 630	...	24	7	6 661	6 661
Tribunal d'appel des transports du Canada	...	...	5	...	...	...	5	5
Total du portefeuille ministériel	...	99 969	14 343	398 208	1 393	8 108	522 021	522 021
27 Travaux publics et Services gouvernementaux	...	...	7 999	2 424 481	272	54 645	2 487 397	2 487 397
Total des revenus ministériels		189 083 541	5 933 228	500 287	8 101 322	40 794	4 846 289	19 421 920
								208 505 461

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

(1) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 10 du volume III. Ils comprennent les revenus de placements de 1 096 548 \$, les revenus des sociétés d'État de 3 048 652 \$, le compte du fonds des changes de 1 765 275 \$ et le Fonds monétaire international de 22 753 \$. Le montant total comprend 1 788 028 \$ qui se rapporte aux comptes des opérations en devises (1 765 275 \$ pour le compte du fonds des changes et 22 753 \$ pour le Fonds monétaire international), et 3 048 652 \$ pour les sociétés d'État entreprises qui ont été respectivement reclassifiés aux revenus des opérations en devises et aux revenus des sociétés d'État au tableau 4a de ce volume.

(2) Le détail des ventes de biens et de services est présenté au tableau 4b de ce volume.

(3) Inclut les pièces de monnaie canadienne de 226 843 \$ et le gain net de change de 74 444 \$. Le montant de 74 444 \$ a été reclassifié aux revenus des opérations en devises au tableau 4a de ce volume.

TABLEAU 4a

Récapitulation des revenus externes

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels (tableau 4) avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les revenus des comptes à fins déterminées consolidés, des débiteurs courus et le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les autres revenus courus et reportés, l'élimination des revenus internes, les revenus des sociétés d'État et les crédits et remboursements fiscaux.

(en milliers de dollars)

	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Revenus internes ⁽¹⁾	Crédits et remboursements fiscaux	Sociétés d'État	TOTAL DES REVENUS EXTERNES
REVENUS FISCAUX—							
Revenus d'impôt sur le revenu—							
Des particuliers	101 144 678	...	...	(98 000)	9 429 887	...	110 476 565
Des sociétés	37 745 403	...	...	...	...	...	37 745 403
Autres revenus d'impôt sur le revenu	4 876 871	...	...	...	...	...	4 876 871
	<i>143 766 952</i>	...	...	<i>(98 000)</i>	<i>9 429 887</i>	...	<i>153 098 839</i>
Autres taxes et droits—							
Taxe sur les produits et services	31 296 126	...	...	...	...	...	31 296 126
Taxes sur l'énergie—							
Taxe d'accise—Essence	4 002 904	...	...	...	...	...	4 002 904
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	1 124 377	...	...	...	...	...	1 124 377
	<i>5 127 281</i>	...	...	...	...	...	<i>5 127 281</i>
Droits de douane à l'importation	3 704 222	...	...	...	...	...	3 704 222
Autres taxes et droits d'accise—							
Droits d'accise	3 916 037	...	...	...	...	...	3 916 037
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	357 096	...	...	...	...	...	357 096
Diverses taxes et droits d'accise	915 827	...	...	...	...	...	915 827
	<i>5 188 960</i>	...	...	...	...	...	<i>5 188 960</i>
	<i>45 316 589</i>	...	...	...	...	...	<i>45 316 589</i>
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	189 083 541	...	...	(98 000)	9 429 887	...	198 415 428
COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI	...	17 109 171	...	(320 256)	...	...	16 788 915

AUTRES REVENUS—							
Revenus des sociétés d'État—							
Sociétés d'État consolidées	...	...	...	...	...	1 734 780	1 734 780
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques—							
Quote-part des bénéfices annuels	2 603 718	...	...	...	...	2 731 386	5 335 104
Intérêts et autres	444 934	...	(12 026)	...	...	...	432 908
	3 048 652	...	(12 026)	...	...	4 466 166	7 502 792
Autres revenus de programmes—							
Revenus de placements	1 096 548	...	108 444	(45 329)	...	...	1 159 663
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	500 287	...	(464 983)	(35 304)	...	...	...
Ventes de biens et de services—							
Droits et privilèges	1 126 016	...	379 974	(6 558)	...	...	1 499 432
Location et utilisation de biens publics	867 946	...	21 728	(365 358)	...	...	524 316
Services de nature réglementaire	1 259 725	...	(15 290)	(290 329)	...	...	954 106
Services de nature non réglementaire	3 028 963	...	570 916	(1 082 610)	...	...	2 517 269
Ventes de biens et de produits d'information	1 176 086	...	1 724	(874 082)	...	...	303 728
Autres frais et droits	642 586	...	(159 133)	(157 377)	...	...	326 076
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	40 794	...	(36 872)	(3 922)	...	...	...
Revenus divers—							
Intérêt et pénalités	3 463 402	...	160	...	...	...	3 463 562
Autres	1 308 443	(133 191)	24 013	(403 164)	...	...	796 101
	14 510 796	(133 191)	430 681	(3 264 033)	...	...	11 544 253
Revenus des opérations en devises—							
Compte du fonds des changes	1 765 275	...	(37 199)	...	...	...	1 728 076
Fonds monétaire international	22 753	...	5 877	...	...	...	28 630
Autres	74 444	...	(117 359)	...	...	...	(42 915)
	1 862 472	...	(148 681)	...	...	...	1 713 791
TOTAL DES AUTRES REVENUS	19 421 920	(133 191)	269 974	(3 264 033)	...	4 466 166	20 760 836
TOTAL DES REVENUS	208 505 461	16 975 980	269 974	(3 682 289)	9 429 887	4 466 166	235 965 179

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

(1) Le montant total des revenus internes réduit de 3 264 033 \$ le montant total des autres revenus. Ce montant comprend 692 383 \$ qui représente des charges internes, tel que détaillé au tableau 2a de ce volume et 2 571 650 \$ de revenus disponibles pour être dépensés.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

AUTRES REVENUS—								
Revenus des sociétés d'État—								
Sociétés d'État consolidées	...	...	...	...	...	...	1 734 780	1 734 780
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques—								
Quote-part des bénéfices annuels	2 603 718	...	...	...	...	...	2 731 386	5 335 104
Intérêts et autres	444 934	...	(12 026)	...	...	...	...	432 908
	3 048 652	...	(12 026)	...	...	...	4 466 166	7 502 792
Autres revenus de programmes—								
Revenus de placements	1 096 548	...	108 444	(45 329)	...	...	...	1 159 663
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	500 287	...	(464 983)	(35 304)	...	...	...	...
Ventes de biens et de services—								
Droits et privilèges	1 126 016	...	379 974	(6 558)	...	...	...	1 499 432
Location et utilisation de biens publics	867 946	...	21 728	(365 358)	...	...	...	524 316
Services de nature réglementaire	1 259 725	...	(15 290)	(290 329)	...	...	...	954 106
Services de nature non réglementaire	3 028 963	...	570 916	(1 082 610)	...	...	...	2 517 269
Ventes de biens et de produits d'information	1 176 086	...	1 724	(874 082)	...	...	...	303 728
Autres frais et droits	642 586	...	(159 133)	(157 377)	...	...	...	326 076
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	40 794	...	(36 872)	(3 922)	...	...	...	...
Revenus divers—								
Intérêt et pénalités	3 463 402	...	160	...	...	...	...	3 463 562
Autres	1 308 443	(17 109 171)	16 999 900	(403 64)	...	...	...	796 101
	14 510 796	(17 109 171)	17 106 660	(3 264 033)	...	...	...	11 544 253
Revenus des opérations en devises—								
Compte du fonds des changes	1 765 275	...	(25 199)	...	...	...	...	1 728 076
Fonds monétaire international	22 753	...	5 807	...	...	...	...	28 630
Autres	74 444	...	(117 259)	...	...	...	...	(42 915)
	1 862 472	...	(148 681)	...	...	...	...	1 713 791
TOTAL DES AUTRES REVENUS	19 421 920	(17 109 171)	17 245 954	(3 264 033)	...	...	4 466 166	20 760 836
TOTAL DES REVENUS	208 505 461	...	17 245 954	(3 682 289)	9 429 887	4 466 166	235 965 179	...

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

(1) Le montant total des revenus internes réduit de 3 264 033 \$ le montant total des autres revenus. Ce montant comprend 692 383 \$ qui représente des charges internes, tel que détaillé au tableau 2a de ce volume et 2 571 650 \$ de revenus disponibles pour être dépensés.

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services

Le tableau 4b présente le détail des revenus provenant de la vente de biens et de services pour chaque portefeuille ministériel. Ils comprennent ceux provenant des sources internes et externes.

(en milliers de dollars)

	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
2 Affaires étrangères et Commerce international							
Ministère	231 125	1 563	79 397	6 995	...	7 778	326 858
Total du portefeuille ministériel	231 125	1 563	79 397	6 995	...	7 778	326 858
3 Affaires indiennes et du Nord canadien							
Ministère	34 434	...	...	78	...	...	34 512
Total du portefeuille ministériel	34 434	...	...	78	...	...	34 512
6 Agence du revenu du Canada	110	107	232 211	131 649	38	5 690	369 805
7 Agriculture et Agroalimentaire							
Ministère	5 077	7 220	24 881	7 507	296	5 137	50 118
Agence canadienne d'inspection des aliments	...	45	56 273	...	...	587	56 905
Commission canadienne des grains	...	...	38 104	4 587	2	56	42 749
Total du portefeuille ministériel	5 077	7 265	119 258	12 094	298	5 780	149 772
8 Anciens Combattants	...	...	...	18 172	...	...	18 172
9 Citoyenneté et Immigration							
Ministère	92 502	...	353 644	...	79	483	446 708
Total du portefeuille ministériel	92 502	...	353 644	...	79	483	446 708
10 Conseil du Trésor							
Secrétariat	...	...	...	...	...	2 737	2 737
École de la fonction publique du Canada	...	...	33 059	...	...	...	33 059

Bureau du directeur des lobbyistes	...	...	...	...	1	...	1
Total du portefeuille ministériel	...	...	33 059	...	1	2 737	35 797
11 Conseil privé							
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	...	4	4
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	4	4
12 Défense nationale							
Ministère	...	107 514	12	203 171	81 438	24 807	416 942
Total du portefeuille ministériel	...	107 514	12	203 171	81 438	24 807	416 942
14 Environnement							
Ministère	...	1 252	5 849	18 744	43 684	3 001	72 530
Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	...	7 230	1	...	7 231
Agence Parcs Canada	...	17 552	...	81 178	1 138	3 021	102 889
Total du portefeuille ministériel	...	18 804	5 849	107 152	44 823	6 022	182 650
15 Finances							
Ministère	...	...	...	...	119	13	132
Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	8 026	14	...	101	8 141
Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	72 957	9 566	2	228	82 753
Total du portefeuille ministériel	...	...	80 983	9 580	121	342	91 026
17 Industrie							
Ministère	156 764	...	48 793	11 628	312	279 744	497 241
Agence spatiale canadienne	3 307	...	...	946	...	...	4 253
Conseil national de recherches du Canada	5 657	3 221	...	1 463	11 576	69 662	91 579
Statistique Canada	...	...	...	...	114 597	...	114 597
Total du portefeuille ministériel	165 728	3 221	48 793	14 037	126 485	349 406	707 670
18 Justice							
Ministère	...	...	6 875	...	...	...	6 875
Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	173	...	...	173
Service administratif des tribunaux judiciaires	...	...	1 496	...	227	...	1 723
Cour suprême du Canada	...	6	...	...	20	122	148
Total du portefeuille ministériel	...	6	8 371	173	247	122	8 919

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services—Fin
(en milliers de dollars)

	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
19 Parlement							
Chambre des communes	...	...	...	...	1 080	110	1 190
Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	943	...	943
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	2 023	110	2 133
20 Patrimoine canadien							
Ministère	...	28	...	4 587	96	282	4 993
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	121 851	...	53 587	...	...	26	175 464
Bibliothèque et Archives du Canada	...	...	...	...	385	28	413
Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	...	...	1 623	1 623
Office national du film	2 063	...	...	...	4 558	(125)	6 496
Commission de la fonction publique	...	...	...	6 480	...	...	6 480
Total du portefeuille ministériel	123 914	28	53 587	11 067	5 039	1 834	195 469
21 Pêches et Océans	46 284	...	...	42 740	1 858	...	90 882
22 Ressources humaines et Développement des compétences							
Ministères—							
Ressources humaines et développement des compétences	...	...	...	2 223	...	195	2 418
Développement social	...	...	...	211	...	2	213
Total des ministères	...	...	...	2 434	...	197	2 631
Conseil canadien des relations industrielles	...	...	...	...	1	...	1
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	3 967	(1)	3 966
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	2 434	3 968	196	6 598
23 Ressources naturelles							
Ministère	396 052	324	1 313	22 927	6 571	55 731	482 918
Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	62 967	...	...	...	62 967
Office national de l'énergie	...	...	35 630	...	...	3	35 633

Administration du pipe-line du Nord	28	...	567	...	...	...	595
Total du portefeuille ministériel	396 080	324	100 477	22 927	6 571	55 734	582 113
24 Santé							
Ministère	21 383	424	25 802	17 410	712	7 887	73 618
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	591	591
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	210	210
Agence de santé publique du Canada	28	...	...	89	...	8	125
Total du portefeuille ministériel	21 411	424	25 802	17 499	712	8 696	74 544
25 Sécurité publique et Protection civile							
Agence des services frontaliers du Canada	1 876	...	6 442	14 125	1	181	22 625
Service canadien du renseignement de sécurité	...	62	3 124	...	...	492	3 678
Service correctionnel	...	651	...	26 061	62 730	732	90 174
Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	969	...	6	975
Gendarmerie royale du Canada	...	...	7 715	1 381 479	...	31 413	1 420 607
Total du portefeuille ministériel	1 876	713	17 281	1 422 634	62 731	32 824	1 538 059
26 Transports							
Ministère	7 475	315 545	20 937	51 292	1 570	1 389	398 208
Total du portefeuille ministériel	7 475	315 545	20 937	51 292	1 570	1 389	398 208
27 Travaux publics et Services gouvernementaux	...	412 432	80 064	955 269	838 084	138 632	2 424 481
Total des revenus ministériels	1 126 016	867 946	1 259 725	3 028 963	1 176 086	642 586	8 101 322

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées		
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
					2	Affaires étrangères et Commerce international					
36 247	2 145 028	291 799	542 305	3 015 379		Ministère	2 803 575	156 206	...	55 598	2 111 439
...	15 969	...	960	16 929		Corporation commerciale canadienne	16 923	6	...	...	16 187
7	2 935 587	93 300	91 215	3 120 109		Agence canadienne de développement international	3 014 671	105 438	...	...	3 044 844
...	133 092	...	10 524	143 616		Centre de recherches pour le développement international	143 616	...	...	...	128 173
...	5 810	237	481	6 528		Commission mixte internationale	6 122	406	...	...	7 150
...	2 991	...	(51)	2 940		Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	1 511	1 429	...	...	2 003
36 254	5 238 477	385 336	645 434	6 305 501		Total du portefeuille ministériel	5 986 418	263 485	...	55 598	5 309 796
					3	Affaires indiennes et du Nord canadien					
29 978	6 189 701	181 866	43 428	6 444 973		Ministère	6 086 238	325 628	...	33 107	5 824 235
...	976	44	13	1 033		Commission canadienne des affaires polaires	1 004	29	...	...	955
...	5 572	6 156	(4 901)	6 827		Commission des revendications particulières des Indiens	6 534	293	...	...	6 876
...	...	45 605	197 465	243 070		Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	224 524	18 546	...	...	159 186
29 978	6 196 249	233 671	236 005	6 695 903		Total du portefeuille ministériel	6 318 300	344 496	...	33 107	5 991 252
					4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
25	381 595	34 976	(5 320)	411 276			364 899	46 369	...	8	334 235
					5	Agence de promotion économique du Canada atlantique					
4	381 748	9 495	393	391 640		Ministère	385 341	6 293	...	6	418 740
...	8 650	5	...	8 655		Société d'expansion du Cap-Breton	8 655	...	...	...	8 645
4	390 398	9 500	393	400 295		Total du portefeuille ministériel	393 996	6 293	...	6	427 385

100 723	3 228 253	120 854	176 016	3 625 845	6	Agence du revenu du Canada	3 405 123	52 998	...	167 724	3 707 414
					7	Agriculture et Agroalimentaire					
2 692	2 191 678	1 911 424	(235 435)	3 870 359		Ministère	3 567 722	299 074	...	3 563	3 381 692
...	3 513	...	147	3 660		Commission canadienne du lait	3 660	...	...	...	3 494
57	571 529	89 791	595	661 972		Agence canadienne d'inspection des aliments	620 622	41 022	...	328	588 128
13 925	35 222	251	1 124	50 522		Commission canadienne des grains	24 759	25	...	25 738	27 523
16 674	2 801 942	2 001 466	(233 569)	4 586 513		Total du portefeuille ministériel	4 216 763	340 121	...	29 629	4 000 837
1	3 202 761	84 968	10 957	3 298 687	8	Anciens Combattants	3 027 967	270 720	...	...	2 881 436
					9	Citoyenneté et Immigration					
8	1 226 775	18 609	(61 458)	1 183 934		Ministère	1 058 627	125 293	...	14	882 452
...	117 375	3 820	(1 869)	119 326		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	110 438	8 888	...	...	112 733
8	1 344 150	22 429	(63 327)	1 303 260		Total du portefeuille ministériel	1 169 065	134 181	...	14	995 185
					10	Conseil du Trésor					
7	2 598 226	533 619	(547 805)	2 584 047		Secrétariat	1 744 413	839 624	...	10	1 578 259
9 888	111 185	5 971	9 057	136 101		École de la fonction publique du Canada	113 037	7 472	...	15 592	100 351
...	300	2 839	268	3 407		Bureau du directeur des lobbyistes	3 103	304	...	...	...
...	106 880	788	400	108 068		Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	96 369	11 699	...	...	99 310
9 895	2 816 591	543 217	(538 080)	2 831 623		Total du portefeuille ministériel	1 956 922	859 099	...	15 602	1 777 920
					11	Conseil privé					
22	146 721	16 435	(14 818)	148 360		Ministère	135 561	12 780	...	19	162 318
...	6 432	...	18	6 450		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 283	1 167	...	...	5 395
...	29 138	1 674	855	31 667		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	30 884	783	...	...	31 298
...	87 226	40 043	(8 596)	118 673		Directeur général des élections	115 216	3 457	...	...	314 387
...	19 129	814	4	19 947		Commissariat aux langues officielles	19 832	112	...	3	17 802
...	...	986	54	1 040		Secrétariat de la Commission des nominations publiques	632	408	...	...	...
...	2 900	...	(27)	2 873		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 627	246	...	...	2 738
22	291 546	59 952	(22 510)	329 010		Total du portefeuille ministériel	310 035	18 953	...	22	533 938
					12	Défense nationale					
13 610	14 789 222	1 074 239	45 368	15 922 439		Ministère	15 682 631	226 319	...	13 489	14 682 343
...	6 407	...	6	6 413		Comité des griefs des Forces canadiennes	5 852	561	...	...	6 188
...	3 416	180	(57)	3 539		Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	2 837	702	...	...	2 703
13 610	14 799 045	1 074 419	45 317	15 932 391		Total du portefeuille ministériel	15 691 320	227 582	...	13 489	14 691 234
					13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
2	315 531	55 732	2 695	373 960			339 009	34 951	...	...	306 649

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—*Suite*

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans						Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi							
321	803 869	58 765	25 354	888 309	14	Environnement					
...	49 442	...	(760)	48 682		Ministère	868 439	19 586	...	284	1 041 546
...	17 383	1 080	1 062	19 525		Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions	...	48 682	...	...	...
...	5 183	82	(136)	5 129		Agence canadienne d'évaluation environnementale	18 372	1 153	...	...	17 578
42 826	578 054	17 342	17 125	655 347		Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	4 535	594	...	...	5 576
						Agence Parcs Canada	604 615	...	...	50 732	534 700
43 147	1 453 931	77 269	42 645	1 616 992		Total du portefeuille ministériel	1 495 961	70 015	...	51 016	1 599 400
130 177	73 639 606	755 048	(753 293)	73 771 538	15	Finances					
...	73 748	3 129	1 681	78 558		Ministère	73 545 577	157 367	...	68 594	79 397 209
...	10 005	361	(122)	10 244		Vérificateur général	77 767	791	...	...	76 798
...	...	...	7 874	7 874		Tribunal canadien du commerce extérieur	9 700	544	...	...	10 581
...	31 128	8 991	144	40 263		Agence de la consommation en matière financière du Canada	7 873	...	...	1	6 901
59 870	768	...	14	60 652		Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	39 420	843	...	...	32 360
						Bureau du surintendant des institutions financières	5 304	15	...	55 333	(4 761)
190 047	73 755 255	767 529	(743 702)	73 969 129		Total du portefeuille ministériel	73 685 641	159 560	...	123 928	79 519 088
...	19 236	321	184	19 741	16	Gouverneur général	19 149	592	...	...	20 200
140 031	1 197 282	134 251	(85 293)	1 386 271	17	Industrie					
...	374 093	8 773	1 831	384 697		Ministère	1 189 666	79 170	...	117 435	1 617 037
...	76 526	...	8	76 534		Agence spatiale canadienne	314 416	70 259	...	22	288 025
1	1 686	10	26	1 723		Commission canadienne du tourisme	76 534	...	...	...	99 147
1	2 580	110	(60)	2 631		Tribunal de la concurrence	1 701	22	...	...	1 737
40 628	692 421	54 427	57 267	844 743		Commission du droit d'auteur	2 364	267	...	...	2 342
...	885 258	18 903	(456)	903 705		Conseil national de recherches du Canada	742 084	24 491	...	78 168	734 863
...	581 321	46 382	(299)	627 404		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	895 423	8 282	...	...	859 423
						Conseil de recherches en sciences humaines	625 248	2 156	...	...	571 323

...	7 529	...	...	7 529	Conseil canadien des normes	7 529	...	...	6 929	
...	601 243	29 570	12 486	643 299	Statistique Canada	619 520	23 748	...	558 427	
180 661	4 419 939	292 426	(14 490)	4 878 536	Total du portefeuille ministériel	4 474 485	208 395	...	195 656	4 739 253
18 Justice										
8	915 752	109 063	3 740	1 028 563	Ministère	974 223	54 339	...	1	959 609
...	21 005	964	152	22 121	Commission canadienne des droits de la personne	21 129	988	...	4	22 389
...	4 352	179	104	4 635	Tribunal canadien des droits de la personne	4 562	73	...	...	3 804
...	359 632	599	45 258	405 489	Commissaire à la magistrature fédérale	404 584	905	...	...	351 797
9	62 547	4 674	(182)	67 048	Service administratif des tribunaux judiciaires	66 621	426	...	1	59 650
...	3 193	...	(11)	3 182	Commission du droit du Canada	2 178	1 004	...	...	3 175
...	24 479	239	(709)	24 009	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	22 327	1 674	...	8	17 522
20	27 824	2 445	729	31 018	Cour suprême du Canada	29 544	1 464	...	10	27 521
37	1 418 784	118 163	49 081	1 586 065	Total du portefeuille ministériel	1 525 168	60 873	...	24	1 445 467
19 Parlement										
...	84 276	...	(755)	83 521	Sénat	80 601	2 920	...	...	76 527
...	400 324	6 767	(12 561)	394 530	Chambre des communes	378 698	15 832	...	...	375 662
...	33 986	873	(541)	34 318	Bibliothèque du Parlement	33 431	887	...	...	31 266
...	5 051	500	(109)	5 442	Commissariat à l'éthique	5 406	36	...	...	4 540
...	957	...	(25)	932	Conseiller sénatorial en éthique	856	76	...	...	819
...	524 594	8 140	(13 991)	518 743	Total du portefeuille ministériel	498 992	19 751	...	...	488 814
20 Patrimoine canadien										
23	1 384 621	73 842	501	1 458 987	Ministère	1 403 442	55 527	...	19	1 279 103
...	150 445	20 000	973	171 418	Conseil des Arts du Canada	171 418	...	...	...	150 378
...	1 112 039	...	2 014	1 114 053	Société Radio-Canada	1 114 053	...	...	...	1 097 741
...	59 946	...	2 015	61 961	Musée canadien des civilisations	61 961	...	...	...	61 043
...	59 145	500	116	59 761	Musée canadien de la nature	59 761	...	...	...	56 150
...	5 815	1 883	455	8 153	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	7 712	440	...	...	7 898
163	109 071	1 405	5 317	115 956	Bibliothèque et Archives du Canada	106 166	9 717	...	73	113 900
...	33 283	20 553	2 629	56 465	Société du Centre national des Arts	56 465	...	...	...	32 547
...	8 907	933	32	9 872	Commission des champs de bataille nationaux	9 467	405	...	...	8 860
5 977	64 839	3 214	3 168	77 198	Office national du film	68 436	2 785	...	5 977	65 111
...	46 618	...	524	47 142	Musée des beaux-arts du Canada	47 142	...	...	...	46 126
...	25 577	4 744	674	30 995	Musée national des sciences et de la technologie	30 995	...	...	...	26 921
...	208 611	...	(208 611)	...	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	...	...	...	...	...
...	106 017	2 101	(298)	107 820	Commission de la fonction publique	98 876	8 944	...	...	103 987
...	17 924	...	249	18 173	Commission des relations de travail dans la fonction publique	10 377	7 796	...	...	9 549
...	5 244	...	(221)	5 023	Tribunal de la dotation de la fonction publique	3 216	1 807	...	...	1 950
...	24 606	385	186	25 177	Condition féminine—Bureau de la coordinatrice	24 049	1 128	...	...	24 368
...	125 042	...	(19 843)	105 199	Téléfilm Canada	104 994	205	...	...	124 671
6 163	3 547 750	129 560	(210 120)	3 473 353	Total du portefeuille ministériel	3 378 530	88 754	...	6 069	3 210 303

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—Fin

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses										
642	1 513 368	213 278	9 911	1 737 199	21	Pêches et Océans	1 648 947	86 969	...	1 283	1 494 520
<hr/>											
					22	Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministères—											
Ressources humaines et développement des compétences											
93	2 475 121	16 209	(123 961)	2 367 462			2 249 752	117 657	...	53	2 210 240
274	31 902 116	2 281 497	(144 263)	34 039 624		Développement social	33 348 366	691 200	...	58	29 818 956
<hr/>											
367	34 377 237	2 297 706	(268 224)	36 407 086		Total des ministères	35 598 118	808 857	...	111	32 029 196
<hr/>											
...	12 396	480	(211)	12 665		Conseil canadien des relations industrielles	11 658	1 007	...	...	12 287
...	2 266 048	5 200	(671)	2 270 577		Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 101 900	168 677	...	...	2 119 279
...	1 929	...	(29)	1 900		Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1 341	559	...	...	1 086
...	4 484	...	66	4 550		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	4 506	44	...	...	4 501
<hr/>											
367	36 662 094	2 303 386	(269 069)	38 696 778		Total du portefeuille ministériel	37 717 523	979 144	...	111	34 166 349
<hr/>											
					23	Ressources naturelles					
13 698	1 426 054	430 625	(132 278)	1 738 099		Ministère	1 685 731	38 062	...	14 306	1 680 002
...	103 749	8 400	...	112 149		Énergie atomique du Canada limitée	109 033	3 116	...	...	158 849
3	78 671	10 672	2 900	92 246		Commission canadienne de sûreté nucléaire	85 262	6 959	...	25	75 550
...	66 211	...	...	66 211		Société de développement du Cap-Breton	66 211	...	...	...	56 905
...	37 932	725	4 469	43 126		Office national de l'énergie	43 949	...	(824)	1	39 784
...	946	62	(67)	941		Administration du pipe-line du Nord	391	550	...	...	628
<hr/>											
13 701	1 713 563	450 484	(124 976)	2 052 772		Total du portefeuille ministériel	1 990 577	48 687	(824)	14 332	2 011 718
<hr/>											
					24	Santé					
238	2 975 397	97 142	17 286	3 090 063		Ministère	2 997 550	92 278	...	235	2 891 980
...	9 681	...	(655)	9 026		Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	134	8 892	...	...	...
...	832 665	31 917	(1 111)	863 471		Instituts de recherche en santé du Canada	843 269	20 193	...	9	800 876
...	3 512	145	(56)	3 601		Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	3 401	200	...	...	3 257

...	6 512	5 092	(3)	11 601	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	7 365	4 236	...	...	5 326
...	506 589	37 748	(8 187)	536 150	Agence de santé publique du Canada	510 812	25 338	...	...	477 166
238	4 334 356	172 044	7 274	4 513 912	Total du portefeuille ministériel	4 362 531	151 137	...	244	4 178 605
25 Sécurité publique et Protection civile										
...	458 092	9 861	(422)	467 531	Ministère	300 453	167 078	...	...	369 723
90	1 293 533	148 132	12 773	1 454 528	Agence des services frontaliers du Canada	1 281 100	173 304	...	124	1 168 851
13	83 595	...	(83 608)	...	Centre canadien des armes à feu	...	...	...	...	...
...	346 148	9 171	10 310	365 629	Service canadien du renseignement de sécurité	356 797	8 831	...	1	348 616
12 423	1 709 353	33 568	175 076	1 930 420	Service correctionnel	1 865 543	51 132	...	13 745	1 652 095
1	43 057	2 234	21	45 313	Commission nationale des libérations conditionnelles	43 346	1 965	...	2	42 841
...	3 114	128	(13)	3 229	Bureau de l'enquêteur correctionnel	3 156	73	...	...	3 168
2 753	2 077 657	251 099	132 000	2 463 509	Gendarmerie royale du Canada	2 297 710	162 256	...	3 543	2 115 936
...	895	85	(6)	974	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	909	65	...	...	932
...	6 303	371	133	6 807	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	6 625	182	...	...	5 830
15 280	6 021 747	454 649	246 264	6 737 940	Total du portefeuille ministériel	6 155 639	564 886	...	17 415	5 707 992
26 Transports										
963	1 417 191	121 305	18 497	1 557 956	Ministère	1 426 183	130 404	...	1 369	1 574 165
...	147 210	...	...	147 210	Société canadienne des postes	147 210	...	...	...	172 210
65	26 817	1 049	(96)	27 835	Office des transports du Canada	26 551	1 284	...	...	27 633
...	91 370	2 326	1 437	95 133	Commission de la capitale nationale	95 133	...	...	...	93 093
...	1 844 624	301 837	(18 819)	2 127 642	Bureau de l'infrastructure du Canada	1 468 836	658 782	...	24	1 527 336
...	...	...	17 100	17 100	Société du Vieux-Port de Montréal inc.	15 226	1 874	...	...	...
...	1 329	59	176	1 564	Tribunal d'appel des transports du Canada	1 337	227	...	...	1 285
1 028	3 528 541	426 576	18 295	3 974 440	Total du portefeuille ministériel	3 180 476	792 571	...	1 393	3 395 722
27 Travaux publics et Services gouvernementaux										
415 553	2 573 295	159 698	48 800	3 197 346	Total du portefeuille ministériel	2 603 443	212 152	...	381 751	2 528 158
1 074 060	182 492 991	10 200 043	(699 883)	193 067 210	Total du gouvernement	185 916 879	6 042 734	(824)	1 108 421	185 462 870

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations					
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses										
64 119 831	209 000	...	17 763 539	82 092 370	2	Affaires étrangères et Commerce international						
10 000	...	...	...	10 000		Ministère	(314 928)	...	...	82 407 298	272 839	
8 152 776	39 269	38 906	114 591	8 345 542		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	10 000	...	
						Agence canadienne de développement international	218 513	49 639	...	8 077 390	222 087	
72 282 607	248 269	38 906	17 878 130	90 447 912		Total du portefeuille ministériel	(96 415)	49 639	...	90 494 688	494 926	
60 355	80 843	8 500	...	149 698	3	Affaires indiennes et du Nord canadien						
						Ministère	44 829	44 495	...	60 374	50 662	
60 355	80 843	8 500	...	149 698		Total du portefeuille ministériel	44 829	44 495	...	60 374	50 662	
209 304	...	...	...	209 304	7	Agriculture et Agroalimentaire						
3 857 637	...	...	1 320 296	5 177 933		Commission canadienne du lait	(44 739)	...	...	254 043	58 749	
						Financement agricole Canada	...	...	...	5 177 933	15 000	
4 066 941	...	...	1 320 296	5 387 237		Total du portefeuille ministériel	(44 739)	...	...	5 431 976	73 749	
604 983	...	...	...	604 983	8	Anciens Combattants	1	...	...	604 982	(20)	
69 729	...	...	...	69 729	9	Citoyenneté et Immigration						
						Ministère	(2 191)	...	...	71 920	(1 672)	
69 729	...	...	...	69 729		Total du portefeuille ministériel	(2 191)	...	...	71 920	(1 672)	
104 307	...	...	...	104 307	12	Défense nationale						
						Ministère	755	14 211	...	89 341	3 684	
104 307	...	...	...	104 307		Total du portefeuille ministériel	755	14 211	...	89 341	3 684	

...	7 471	...	322 297	329 768	15	Finances						
6 000 000	...	...	...	6 000 000		Ministère	329 768	...	...	...	436 990	...
						Société d'assurance-dépôts du Canada	...	...	...	6 000 000	...	...
6 000 000	7 471	...	322 297	6 329 768		Total du portefeuille ministériel	329 768	...	...	6 000 000	436 990	...
1 950	800	...	...	2 750	17	Industrie						
						Ministère	...	800	...	1 950	...	...
1 950	800	...	...	2 750		Total du portefeuille ministériel	...	800	...	1 950	...	...
...	10	...	...	10	20	Patrimoine canadien						
						Ministère	...	10	...	...	...	...
...	10	...	...	10		Total du portefeuille ministériel	...	10	...	...	...	...
30 000	...	...	20 000	50 000	21	Pêches et Océans						
						Office de commercialisation du poisson d'eau douce	...	...	...	50 000	...	...
30 000	...	...	20 000	50 000		Total du portefeuille ministériel	...	...	...	50 000	...	...
...	981 456	(103 346)	353 818	1 231 928	22	Ressources humaines et Développement des compétences						
						Ministères—						
						Ressources humaines et développement des compétences	1 231 928	...	...	...	1 331 300	...
...	(198 472)	...	...	(198 472)		Société canadienne d'hypothèques et de logement	(147 931)	(50 541)	...	...	(199 622)	...
...	782 984	(103 346)	353 818	1 033 456		Total du portefeuille ministériel	1 083 997	(50 541)	...	...	1 131 678	...
50 000	...	...	...	50 000	23	Ressources naturelles						
						Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	50 000	...	...
50 000	...	...	...	50 000		Total du portefeuille ministériel	...	...	...	50 000	...	...
45	...	...	...	45	25	Sécurité publique et Protection civile						
						Service correctionnel	(1)	...	...	46	(2)	...
45	...	...	...	45		Total du portefeuille ministériel	(1)	...	...	46	(2)	...
...	...	...	2 492	2 492	26	Transports						
500 000	...	...	...	500 000		Ministère	2 492	...	...	...	...	...
...	2 492	...	(2 492)	...		Société canadienne des postes	...	...	...	500 000	...	...
75 000	...	...	...	75 000		Bureau de l'infrastructure du Canada	...	...	...	...	...	...
						Monnaie royale canadienne	...	...	...	75 000	...	...
575 000	2 492	...	...	577 492		Total du portefeuille ministériel	2 492	...	...	575 000	...	...
51 417	...	...	...	51 417	27	Travaux publics et Services gouvernementaux						
							(7 830)	...	...	59 247	3 448	...
83 897 334	1 122 869	(55 940)	19 894 541	104 858 804		Total du gouvernement	1 310 666	58 614	...	103 489 524	2 193 443	...

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun prêt, placement ou avance n'a été rapporté.

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le «Budget principal des dépenses», et les demandes additionnelles sont intitulées «Budget(s) supplémentaire(s) des dépenses». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations «annuelles» ou «votées». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations «législatives» pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui «ne s'annulent pas».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements ⁽¹⁾	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
						2					
						Affaires étrangères et Commerce international					
...	4 816 210	385 336	1 060	5 202 606		Budgétaires—Votées	4 939 128	263 478	...	...	4 448 786
36 254	422 267	...	644 374	1 102 895		Législatives	1 047 290	7	...	55 598	861 010
36 254	5 238 477	385 336	645 434	6 305 501			5 986 418	263 485	...	55 598	5 309 796
32 886	39 269	38 906	189 976	301 037		Non budgétaires—Votées	212 409	49 639	...	38 989	225 646
72 249 721	209 000	...	17 688 154	90 146 875		Législatives	(308 824)	...	...	90 455 699	269 280
72 282 607	248 269	38 906	17 878 130	90 447 912			(96 415)	49 639	...	90 494 688	494 926

					3	Affaires indiennes et du Nord canadien				
...	5 962 668	233 671	234 305	6 430 644		Budgétaires—Votées	6 086 192	344 452	...	5 681 046
29 978	233 581	...	1 700	265 259		Législatives	232 108	44	...	310 206
29 978	6 196 249	233 671	236 005	6 695 903			6 318 300	344 496	...	33 107
60 355	80 843	8 500	...	149 698		Non budgétaires—Votées	44 829	44 495	...	60 374
										50 662
					4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
...	375 858	34 976	(4 676)	406 158		Budgétaires—Votées	359 789	46 369	...	328 467
25	5 737	...	(644)	5 118		Législatives	5 110	...	...	5 768
25	381 595	34 976	(5 320)	411 276			364 899	46 369	...	8
										334 235
					5	Agence de promotion économique du Canada atlantique				
...	381 826	9 500	423	391 749		Budgétaires—Votées	385 456	6 293	...	417 816
4	8 572	...	(30)	8 546		Législatives	8 540	...	...	9 569
4	390 398	9 500	393	400 295			393 996	6 293	...	6
										427 385
					6	Agence du revenu du Canada				
100 722	2 551 607	102 351	135 811	2 890 491		Budgétaires—Votées	2 669 769	52 998	...	167 724
...	676 646	18 503	40 205	735 354		Législatives	735 354	...	...	1 064 114
100 722	3 228 253	120 854	176 016	3 625 845			3 405 123	52 998	...	167 724
										3 707 414
					7	Agriculture et Agroalimentaire				
...	1 586 731	658 690	15 116	2 260 537		Budgétaires—Votées	1 920 416	340 121	...	1 489 027
16 674	1 215 211	1 342 776	(248 685)	2 325 976		Législatives	2 296 347	...	...	2 511 810
16 674	2 801 942	2 001 466	(233 569)	4 586 513			4 216 763	340 121	...	29 629
4 066 941	...	...	1 320 296	5 387 237		Non budgétaires—Législatives	(44 739)	...	...	5 431 976
										73 749
					8	Anciens Combattants				
...	3 162 541	84 968	11 613	3 259 122		Budgétaires—Votées	2 988 402	270 720	...	2 840 381
1	40 220	...	(656)	39 565		Législatives	39 565	...	...	41 055
1	3 202 761	84 968	10 957	3 298 687			3 027 967	270 720	...	2 881 436
604 983	...	...	...	604 983		Non budgétaires—Législatives	1	...	...	604 982
										(20)
					9	Citoyenneté et Immigration				
...	1 286 847	22 429	(111 813)	1 197 463		Budgétaires—Votées	1 063 290	134 173	...	928 852
8	57 303	...	48 486	105 797		Législatives	105 775	8	...	66 333
8	1 344 150	22 429	(63 327)	1 303 260			1 169 065	134 181	...	14
69 729	...	...	...	69 729		Non budgétaires—Législatives	(2 191)	...	...	71 920
										(1 672)

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—*Suite*

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations												
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements ⁽¹⁾	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent						
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses															
...	2 760 065	537 246	(552 533)	2 744 778	10	Conseil du Trésor	1 885 686	859 092	...	...	1 684 261						
9 895	56 526	5 971	14 453	86 845								Budgétaires—Votées	71 236	7	...	15 602	93 659
9 895	2 816 591	543 217	(538 080)	2 831 623								Législatives					
...	203 254	19 909	(9 441)	213 722	11	Conseil privé	194 791	18 931	...	...	216 412						
22	88 292	40 043	(13 069)	115 288								Budgétaires—Votées	115 244	22	...	22	317 526
22	291 546	59 952	(22 510)	329 010								Législatives					
...	13 624 283	1 074 419	31 206	14 729 908	12	Défense nationale	14 502 326	227 582	...	...	13 526 831						
13 610	1 174 762	...	14 111	1 202 483								Budgétaires—Votées	1 188 994	...	...	13 489	1 164 403
13 610	14 799 045	1 074 419	45 317	15 932 391								Législatives					
104 307	...	...	...	104 307		Non budgétaires—Votées	755	14 211	...	89 341	3 684						
...	310 015	55 732	3 289	369 036	13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	334 085	34 951	...	...	301 123						
2	5 516	...	(594)	4 924								Budgétaires—Votées	4 924	...	...	...	5 526
2	315 531	55 732	2 695	373 960								Législatives					
42 826	1 229 022	77 269	31 028	1 380 145	14	Environnement	1 259 401	70 012	...	50 732	1 216 548						
321	224 909	...	11 617	236 847								Budgétaires—Votées	236 560	3	...	284	382 852
43 147	1 453 931	77 269	42 645	1 616 992								Législatives					
...	599 742	20 129	(1 970)	617 901	15	Finances	519 382	98 519	...	...	854 731						
190 047	73 155 513	747 400	(741 732)	73 351 228								Budgétaires—Votées	73 166 259	61 041	...	123 928	78 664 357
190 047	73 755 255	767 529	(743 702)	73 969 129								Législatives					
							73 685 641	159 560	...	123 928	79 519 088						

...	...	...	318 270	318 270	Non budgétaires—Votées	318 270	...	...	...	318 270
6 000 000	7 471	...	4 027	6 011 498	Législatives	11 498	...	...	6 000 000	118 720
6 000 000	7 471	...	322 297	6 329 768		329 768	...	...	6 000 000	436 990
<hr/>										
16 Gouverneur général										
...	16 654	321	306	17 281	Budgétaires—Votées	16 689	592	...	...	17 680
...	2 582	...	(122)	2 460	Législatives	2 460	...	...	...	2 520
...	19 236	321	184	19 741		19 149	592	...	...	20 200
<hr/>										
17 Industrie										
...	4 050 631	292 036	23 468	4 366 135	Budgétaires—Votées	4 157 763	208 372	...	...	4 168 508
180 661	369 308	390	(37 958)	512 401	Législatives	316 722	23	...	195 656	570 745
180 661	4 419 939	292 426	(14 490)	4 878 536		4 474 485	208 395	...	195 656	4 739 253
1 950	800	...	...	2 750	Non budgétaires—Votées	...	800	...	1 950	...
<hr/>										
18 Justice										
...	969 105	118 163	11 962	1 099 230	Budgétaires—Votées	1 038 369	60 861	...	...	1 013 557
37	449 679	...	37 119	486 835	Législatives	486 799	12	...	24	431 910
37	1 418 784	118 163	49 081	1 586 065		1 525 168	60 873	...	24	1 445 467
<hr/>										
19 Parlement										
...	345 145	5 839	...	350 984	Budgétaires—Votées	331 233	19 751	...	...	317 390
...	179 449	2 301	(13 991)	167 759	Législatives	167 759	...	...	...	171 424
...	524 594	8 140	(13 991)	518 743		498 992	19 751	...	...	488 814
<hr/>										
20 Patrimoine canadien										
...	3 475 781	129 460	(197 942)	3 407 299	Budgétaires—Votées	3 318 562 ⁽²⁾	88 737	...	...	3 148 111
6 163	71 969	100	(12 178)	66 054	Législatives	59 968	17	...	6 069	62 192
6 163	3 547 750	129 560	(210 120)	3 473 353		3 378 530	88 754	...	6 069	3 210 303
...	10	...	...	10	Non budgétaires—Votées	...	10	...	...	...
<hr/>										
21 Pêches et Océans										
...	1 391 003	213 278	15 498	1 619 779	Budgétaires—Votées	1 532 810	86 969	...	...	1 371 084
642	122 365	...	(5 587)	117 420	Législatives	116 137	...	...	1 283	123 436
642	1 513 368	213 278	9 911	1 737 199		1 648 947	86 969	...	1 283	1 494 520
30 000	...	...	20 000	50 000	Non budgétaires—Votées	...	...	...	50 000	...
<hr/>										
22 Ressources humaines et Développement des compétences										
...	4 672 793	48 550	15 255	4 736 598	Budgétaires—Votées	3 757 524	979 074	...	...	3 737 609
367	31 989 301	2 254 836	(284 324)	33 960 180	Législatives	33 959 999	70	...	111	30 428 740
367	36 662 094	2 303 386	(269 069)	38 696 778		37 717 523	979 144	...	111	34 166 349
...	782 984	(103 346)	353 818	1 033 456	Non budgétaires—Législatives	1 083 997	(50 541)	...	...	1 131 678

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—Fin

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements ⁽¹⁾	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
...	1 085 233	157 876	14 237	1 257 346	23	Ressources naturelles					
13 701	628 330	292 608	(139 213)	795 426		Budgétaires—Votées	1 209 487	48 683	(824)	...	1 127 304
					Législatives	781 090	4	...	14 332	884 414	
13 701	1 713 563	450 484	(124 976)	2 052 772			1 990 577	48 687	(824)	14 332	2 011 718
50 000	...	...	...	50 000		Non budgétaires—Votées	...	...	...	50 000	...
...	4 188 236	172 044	18 839	4 379 119	24	Santé					
238	146 120	...	(11 565)	134 793		Budgétaires—Votées	4 228 086	151 033	...	...	4 040 960
					Législatives	134 445	104	...	244	137 645	
238	4 334 356	172 044	7 274	4 513 912			4 362 531	151 137	...	244	4 178 605
...	5 283 416	454 649	247 863	5 985 928	25	Sécurité publique et Protection civile					
15 280	738 331	...	(1 599)	752 012		Budgétaires—Votées	5 421 042	564 886	...	...	4 991 008
					Législatives	734 597	...	...	17 415	716 984	
15 280	6 021 747	454 649	246 264	6 737 940			6 155 639	564 886	...	17 415	5 707 992
45	...	...	...	45		Non budgétaires—Votées	(1)	...	...	46	(2)
...	3 375 235	407 464	19 913	3 802 612	26	Transports					
1 028	153 306	19 112	(1 618)	171 828		Budgétaires—Votées	3 010 041	792 571	...	...	2 276 017
					Législatives	170 435	...	...	1 393	1 119 705	
1 028	3 528 541	426 576	18 295	3 974 440			3 180 476	792 571	...	1 393	3 395 722
...	2 492	...	...	2 492		Non budgétaires—Votées	2 492	...	...	...	...
575 000	...	...	...	575 000		Législatives	...	...	...	575 000	...
575 000	2 492	...	...	577 492			2 492	...	...	575 000	...
...	2 501 075	159 698	47 941	2 708 714	27	Travaux publics et Services gouvernementaux					
415 553	72 220	...	859	488 632		Budgétaires—Votées	2 503 368	205 346	...	...	2 423 219
					Législatives	100 075	6 806	...	381 751	104 939	
415 553	2 573 295	159 698	48 800	3 197 346			2 603 443	212 152	...	381 751	2 528 158

1 243	...	...	...	1 243	Non budgétaires—Votées	(10 037)	...	...	11 280	827
50 174	...	...	...	50 174	Législatives	2 207	...	...	47 967	2 621
51 417	...	...	...	51 417		(7 830)	...	...	59 247	3 448
Total du gouvernement										
143 548	70 204 976	5 476 003	758	75 825 285	Budgétaires—Votées	69 633 087	5 974 566	(824)	218 456	65 210 028
930 511	112 288 015	4 724 040	(700 641)	117 241 925	Législatives	116 283 792	68 168	...	889 965	120 252 842
1 074 059	182 492 991	10 200 043	(699 883)	193 067 210		185 916 879	6 042 734	(824)	1 108 421	185 462 870
Total du gouvernement										
280 786	123 414	47 406	528 246	979 852	Non budgétaires—Votées	568 717	109 155	...	301 980	599 087
83 616 548	999 455	(103 346)	19 366 295	103 878 952	Législatives	741 949	(50 541)	...	103 187 544	1 594 356
83 897 334	1 122 869	(55 940)	19 894 541	104 858 804		1 310 666	58 614	...	103 489 524	2 193 443
Total du gouvernement										
424 334	70 328 390	5 523 409	529 004	76 805 137	Votées	70 201 804	6 083 721	(824)	520 436	65 809 115
84 547 059	113 287 470	4 620 694	18 665 654	221 120 877	Législatives	117 025 741	17 627	...	104 077 509	121 847 198
84 971 393	183 615 860	10 144 103	19 194 658	297 926 014	Total du gouvernement	187 227 545	6 101 348	(824)	104 597 945	187 656 313

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun montant n'a été rapporté.

(1) Les redressements et virements comprennent des éléments tels que :

- les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des Crédeurs de l'exercice précédent;
- les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles; et,
- les augmentations aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
2		Affaires étrangères et Commerce international ⁽¹⁾		
		Ministère—		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; des services partagés fournis au ministère du Commerce international; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes	1 025 854 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres d'affaires canadiens et aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 115 659 250 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 616 363 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 3 302 222 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 506 970 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 466 800 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 270 600 \$ du crédit 1 (Justice) et de 187 952 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		130 288 660

1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 39 006 750 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 200 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 344 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 560 980 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 542 770 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile), de 394 200 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 346 386 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 334 920 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 267 900 \$ du crédit 1 (Conseil du trésor), de 152 960 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 77 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 43 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 32 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
5	Dépenses en capital	115 719 000	
5a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 361 000 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 097 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 538 600 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 540 200 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 460 700 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 205 400 \$ du crédit 1 (Finances) et de 11 600 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		23 264 000
5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 352 900 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile), de 315 800 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 182 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile), de 169 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 137 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 68 600 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 51 524 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 42 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 18 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et qui peuvent également dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, consister en des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2005 à	718 744 000	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et qui peuvent également dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, consister en des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme de la sécurité humaine et du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, consister en des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes conseils, et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2005 à 718 744 000 \$—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 220 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 8 182 500 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international), de 477 000 \$ du crédit 10 (Environnement) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		16 045 139
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 727 500 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international), de 84 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 84 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 50 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
12a	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce de certaines dettes et obligations payables à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 110 100 000 \$ US (soit l'équivalent à 122 201 000 \$ CAN au taux de change de 1,11 \$ CAN au dollar américain) et qui représentent des réductions sur le résidu du principal respectif que lui doivent les pays débiteurs suivants : République du Cameroun, 2 981 000 \$; République démocratique du Congo, 1 559 000 \$; République de Madagascar, 29 408 000 \$; République du Rwanda, 4 072 000 \$; République-Unie de Tanzanie, 58 603 000 \$; République de Zambie, 25 578 000 \$		122 201 000
13b	Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3)b) de cette loi de 20 000 000 000 \$ à 27 000 000 000 \$		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	15	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements et des publications ministérielles	156 027 000	
	20	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes	10 910 000	
		Corporation commerciale canadienne		
	25	Dépenses du programme	15 969 000	
		Agence canadienne de développement international		
	30	Dépenses de fonctionnement et autorisation : <ul style="list-style-type: none"> a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret CP 1986-993 du 24 avril 1986, y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none"> i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition 	210 666 000	
	30a	Dépenses de fonctionnement		3 810 565
	30b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 477 200 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	35	Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	2 421 158 000	
	35a	Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 594 558 \$ du crédit 5 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		89 489 556
	35b	Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 500 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 375 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	L40	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 215 032 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales		1

L40a	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 189 921 644 \$ (215 032 000 \$ - 25 110 356 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales		1
L45	Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$ US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 3 269 586 \$ le 16 décembre 2005 peut varier à la hausse, et émission et paiements de billets sur demande non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 1 000 000 \$ CAN, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales	3 269 586	
L50	Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	36 000 000	
L50a	Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur les fonds canadien pour l'Afrique</i>		19 000 000
L50b	Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur les fonds canadien pour l'Afrique</i>		19 906 000
Centre de recherches pour le développement international			
55	Versements au Centre de recherches pour le développement international	133 092 000	
55a	Versements au Centre de recherches pour le développement international—Pour autoriser le virement au présent crédit de 101 458 \$ du crédit 15 (Santé) et de 2 623 541 \$ du crédit 20 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
55b	Versements au Centre de recherches pour le développement international—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 600 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
Commission mixte internationale			
60	Dépenses du programme—Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	5 282 000	
60a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		236 619
60b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 709 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne			
65	Dépenses du programme	2 789 000	
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		4 816 210 000	385 335 548
Non budgétaire		39 269 587	38 906 001

3

Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère

1	Dépenses de fonctionnement et		
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel; et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
	b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;		
	c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	609 420 000	
1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 043 000 \$ du crédit 45 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 1 400 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 234 547 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		47 725 547
1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 491 362 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 5 562 947 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
5	Dépenses en capital et		
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes	28 708 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5 252 780 900	
	10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 283 729 \$ du crédit 5 (Santé) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		120 592 591
	10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 400 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 27 820 586 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	15	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord	27 600 000	
	15a	Paiements à la Société canadienne des postes		13 300 000
	20	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement	7 182 000	
	20a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement		247 900
	20b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 375 000 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	25	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions	31 029 000	
	L30	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	31 103 000	
	L30a	Prêts à des revendicateurs autochtones		8 500 000
	L35	Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	49 740 000	
		Commission canadienne des affaires polaires		
	40	Dépenses du programme et contributions	905 000	
	40a	Dépenses du programme		44 250
		Commission des revendications particulières des Indiens ⁽²⁾		
	45	Dépenses du programme	5 043 000	
	45a	Dépenses du programme		6 135 750
	45b	Dépenses du programme		20 000
		Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽³⁾		
	52a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 147 153 750 \$ du crédit 85 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		45 604 750
	52b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 051 250 \$ du crédit 85 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	54a	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 500 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
	54b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	5 962 667 900	233 670 794
		Non budgétaire	80 843 000	8 500 000

4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
1	Dépenses de fonctionnement	44 693 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		721 000
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	331 165 000	
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		34 255 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	375 858 000	34 976 000
	Non budgétaire	...	...
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement	82 785 000	
1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 402 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 103 650 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 545 550
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	290 391 000	
5a	Contributions		6 949 000
	Société d'expansion du Cap-Breton		
10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	8 650 000	
10a	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton		5 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	381 826 000	9 499 550
	Non budgétaire	...	...
6	Agence du revenu du Canada		
1	Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 551 607 000	
1a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 166 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		66 943 698
1b	Dépenses du programme		35 407 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 551 607 000	102 350 698
	Non budgétaire	...	...
7	Agriculture et Agroalimentaire		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice	583 866 000	
1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 700 000 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		161 631 664
1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		9 305 036
5	Dépenses en capital	28 631 000	
5a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 994 000
5b	Dépenses en capital		7 586 000
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	448 930 000	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		296 721 000
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		88 410 256
13b	Pour radier jusqu'à concurrence de 1 400 000 \$ le prélèvement prévu devant être utilisé par le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel, à compter du 31 mars 2007		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 700 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières	1	
	15a	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié		1
	20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	1	
		Commission canadienne du lait		
	25	Dépenses du programme	3 513 000	
		Agence canadienne d'inspection des aliments		
		Dépenses de fonctionnement et contributions	482 401 000	
	30a	Dépenses de fonctionnement et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 700 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) et de 500 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		76 370 633
	30b	Dépenses de fonctionnement et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 372 500 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	35	Dépenses en capital	14 724 000	
	35a	Dépenses en capital		13 420 346
		Commission canadienne des grains		
	40	Dépenses du programme	24 666 000	
	40a	Dépenses du programme		251 700
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 586 731 002	658 690 638
		Non budgétaire	...	...
8		Anciens Combattants		
	1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède	856 769 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 705 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 035 592

1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 880 726 \$ du crédit 5 (Anciens Combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
5	Dépenses en capital	31 956 000	
5a	Dépenses en capital		1 000 000
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	2 264 415 000	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses		79 500 000
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		1
15	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—Dépenses de fonctionnement	9 401 000	
15a	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—Dépenses de fonctionnement		432 594
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 162 541 000	84 968 188
	Non budgétaire	...	...

9	Citoyenneté et Immigration		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement	471 886 000	
1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 400 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) et de 5 576 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		14 663 397
2a	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 3 164 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 986 871 \$ relativement à des prêts versés aux immigrants aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> —Pour autoriser le virement au présent crédit de 41 349 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		945 522
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	711 702 000	
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses		3 000 000
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 217 498 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
10	Dépenses du programme	103 259 000	
10a	Dépenses du programme		3 820 070
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 286 847 000	22 428 990
	Non budgétaire	...	...

10	Conseil du Trésor		
	Secrétariat		
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	150 649 000	
1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 092 432 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 1 084 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		9 516 736
1b	Dépenses de fonctionnement		9 826 649
2a	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 230 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 86 039 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
2b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 000 000
5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	10	Initiatives pangouvernementales—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	13 000 000	
	10b	Initiatives pangouvernementales—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada		667 000
	15a	Rajustements de la rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes		407 994 000
	15b	Rajustements de la rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		101 569 000
	20	Assurances de la fonction publique—Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1 663 800 000	
	20a	Assurances de la fonction publique		3 046 228
		École de la fonction publique du Canada		
	25	Dépenses du programme et contributions	84 641 000	
		Bureau du directeur des lobbyistes ⁽⁴⁾		
	27a	Dépenses de programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 838 666
		Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada		
	30	Dépenses du programme	97 675 000	
	30a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 166 898 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		788 237
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 759 765 000	537 246 517
		Non budgétaire	...	...
11		Conseil privé		
		Ministère		
	1	Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'ex-cédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	130 714 000	
	1a	Dépenses du programme		16 435 412

	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
5	Dépenses du programme	5 978 000	
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
10	Dépenses du programme	25 486 000	
10a	Dépenses du programme		1 673 856
	Directeur général des élections		
15	Dépenses du programme	21 468 000	
	Commissariat aux langues officielles		
20	Dépenses du programme	17 008 000	
20a	Dépenses du programme		813 950
	Secrétariat de la Commission des nominations publiques		
23b	Dépenses du programme		985 966
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
25	Dépenses du programme	2 600 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	203 254 000	19 909 184
	Non budgétaire	...	...
12	Défense nationale		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 25 424 069 212 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 440 000 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les revenus de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits	11 155 813 000	
1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 387 088 \$ du crédit 85 (Industrie), de 918 800 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 339 946 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		826 892 725
5	Dépenses en capital	2 267 832 000	
5a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		247 082 794
5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 176 567 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions aux budgets militaires, au Programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestations de services et fourniture d'installations aux fins de défense	191 721 212	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		263 327
11a	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dette due par M. R. P. Thompson à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 1 766,11 \$—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 766 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
12a	Conformément à l'alinéa 24.1(1)b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dettes dues par Parc Downsview Park Inc. à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 15 059 000 \$		1
	Comité des griefs des Forces canadiennes		
15	Dépenses du programme	5 798 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	20	Dépenses du programme	3 119 000	
	20b	Dépenses du programme		180 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	13 624 283 212	1 074 418 849
		Non budgétaire	...	...
13		Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
	1	Dépenses de fonctionnement	47 217 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 209 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 110 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		833 270
	1b	Dépenses de fonctionnement		100 000
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	262 798 000	
	5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 500 000 \$ du crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile) et de 330 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		35 798 658
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 500 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 100 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		19 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	310 015 000	55 731 928
		Non budgétaire	...	...
14		Environnement		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et : a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les revenus de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit	648 208 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 241 350 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		36 003 306

1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 830 000 \$ du crédit 10 (Environnement), de 375 000 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		22 761 890
5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	33 001 000	
5a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 715 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 284 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	47 070 000	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 432 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 30 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 194 500 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 300 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions		
15	Dépenses du programme et paiements pour l'acquisition de crédits admissibles en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions</i>	48 682 000	
	Agence canadienne d'évaluation environnementale		
20	Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	15 609 000	
20a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 167 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 167 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 079 964
20b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 200 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
25	Dépenses du programme	4 722 000	
25a	Dépenses du programme		82 354
	Agence Parcs Canada		
30	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières	428 730 000	
30a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 273 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 74 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 269 187 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 536 958
30b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 862 854 \$ du crédit 2 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 2006-2007</i> et pour autoriser un montant supplémentaire de		11 805 000
35	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	3 000 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 229 022 000	77 269 476
	Non budgétaire	...	...
15	Finances		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	93 135 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		7 648 400
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	404 200 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	10	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser le Ministre, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, à garantir aux détenteurs d'hypothèques assurées par des assureurs privés approuvés par le Surintendant des institutions financières pour vendre de l'assurance hypothécaire au Canada, le paiement d'au plus 90 % des réclamations nettes des détenteurs des hypothèques assurées dans le cas de l'insolvabilité ou de la liquidation de l'assureur privé, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques couvertes par la garantie ne devant, en aucun temps, dépasser 100 000 000 000 \$; et pour abroger le crédit 16b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2003-2004</i>	1	
	L15	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 270 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	
		Vérificateur général		
	20	Dépenses du programme et contributions	64 920 000	
	20a	Dépenses du programme		3 128 850
		Tribunal canadien du commerce extérieur		
	25	Dépenses du programme	8 609 000	
	25a	Dépenses du programme		360 859
		Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	30	Dépenses du programme	28 110 000	
	30a	Dépenses du programme		8 990 349
		Bureau du surintendant des institutions financières		
	35	Dépenses du programme	768 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	599 742 001	20 128 458
		Non budgétaire	1	...
16		Gouverneur général		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	16 654 000	
	1a	Dépenses du programme		320 818
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	16 654 000	320 818
		Non budgétaire	...	...
17		Industrie ⁽⁴⁾		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus, perçus au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies	420 949 000	

1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 474 763 \$ du crédit 1 (Conseil privé), de 60 504 \$ du crédit 60 (Transports) et de 50 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		44 911 661
1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
5	Dépenses en capital	12 901 000	
5a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 363 338 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	607 064 000	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 465 000 \$ du crédit 1 (Industrie), de 150 000 \$ du crédit 55 (Industrie), de 4 565 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 1 127 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		88 949 852
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		1
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	
	Agence spatiale canadienne		
25	Dépenses de fonctionnement	194 391 000	
25a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		7 132 555
30	Dépenses en capital	114 724 000	
30a	Dépenses en capital		1 640 000
35	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	54 326 000	
35a	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 380 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
35b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 640 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	Commission canadienne du tourisme		
40	Dépenses du programme	76 526 000	
	Tribunal de la concurrence		
45	Dépenses du programme	1 524 000	
45a	Dépenses du programme		9 953
	Commission du droit d'auteur		
50	Dépenses du programme	2 274 000	
50a	Dépenses du programme		110 300
	Conseil national de recherches du Canada		
55	Dépenses de fonctionnement	393 464 000	
55a	Dépenses de fonctionnement		47 341 858
55b	Dépenses de fonctionnement		919 333
60	Dépenses en capital	46 995 000	
60a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 982 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		945 000
65	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	130 335 000	
65a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 306 000 \$ du crédit 10 (Industrie), de 446 999 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 2 570 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
65b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 979 500 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 220 500
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
70	Dépenses de fonctionnement	36 002 000	
70a	Dépenses de fonctionnement		2 753 050

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	75	Subventions inscrites au Budget des dépenses	845 165 000	
	75a	Subventions inscrites au Budget des dépenses		16 150 000
	75b	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 179 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
		Conseil de recherches en sciences humaines		
	80	Dépenses de fonctionnement	19 616 000	
	80a	Dépenses de fonctionnement		1 055 550
	85	Subventions inscrites au Budget des dépenses	559 445 000	
	85a	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 487 264 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 273 750 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		45 326 300
	85b	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 264 353 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
		Conseil canadien des normes		
	90	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 529 000	
		Statistique Canada		
	95	Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	527 701 000	
	95a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 355 523 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		29 570 074
	95b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 346 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 050 931 000	292 035 995
		Non budgétaire	800 000	...
18		Justice		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement	549 019 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement		24 768 646
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 000 000 \$ du crédit 5 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 137 000
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	286 850 000	
	5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		46 605 000
	5b	Contributions		36 552 415
		Commission canadienne des droits de la personne		
	10	Dépenses du programme	18 643 000	
	10a	Dépenses du programme		964 450
		Tribunal canadien des droits de la personne		
	15	Dépenses du programme	3 984 000	
	15a	Dépenses du programme		178 523

	Commissaire à la magistrature fédérale		
20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'année générés par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	7 629 000	
20a	Dépenses de fonctionnement		159 929
20b	Dépenses de fonctionnement		175 684
25	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	1 589 000	
25a	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement		262 950
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
30	Dépenses du programme	55 932 000	
30a	Dépenses du programme		2 051 249
30b	Dépenses du programme		2 623 111
	Commission du droit du Canada		
35	Dépenses du programme	3 020 000	
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
40	Commissariat à l'information du Canada—Dépenses du programme	7 188 000	
40a	Commissariat à l'information du Canada—Dépenses du programme		42 571
45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—Dépenses du programme	14 460 000	
45a	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—Dépenses du programme		196 250
	Cour suprême du Canada		
50	Dépenses du programme	20 791 000	
50a	Dépenses du programme		2 445 350
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	969 105 000	118 163 128
	Non budgétaire	...	...
19	Parlement		
	Sénat		
1	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les revenus perçus, inhérents aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice	53 905 150	
	Chambre des communes		
5	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	256 312 241	
5a	Dépenses du programme		2 905 895
5b	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes		1 560 367
	Bibliothèque du Parlement		
10	Dépenses du programme, y compris l'autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	29 614 000	
10a	Dépenses du programme		623 000
10b	Dépenses du programme, y compris l'autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement		250 000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Commissariat à l'éthique		
	15	Dépenses du programme	4 486 000	
	15b	Dépenses du programme		500 000
		Conseiller sénatorial en éthique		
	20	Dépenses du programme	827 560	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	345 144 951	5 839 262
		Non budgétaire	...	...
20		Patrimoine canadien		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens	249 623 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 730 946 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		18 074 762
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 444 289 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 58 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 104 612 000	
	5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 400 000 \$ du crédit 120 (Patrimoine canadien) et de 20 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		55 767 536
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 527 950 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 20 000 \$ du crédit 10 (Anciens Combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	L10	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins prévues à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10 000	
		Conseil des Arts du Canada		
	15	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	150 445 250	
	15a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi—Pour autoriser le virement au présent crédit de 965 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		20 000 000
		Société Radio-Canada		
	20	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	1 006 039 000	
	20a	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
	25	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	
	30	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	102 000 000	
	30a	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 33 730 000 \$ du crédit 20 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1

	Musée canadien des civilisations		
35	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	59 946 000	
35a	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 554 250 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
	Musée canadien de la nature		
40	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	59 145 000	
40b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		500 000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
45	Dépenses du programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice des revenus en vertu du Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication, du Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion, et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	1	
45a	Dépenses du programme		1 882 300
	Bibliothèque et Archives du Canada		
50	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	97 430 000	
50a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 485 155 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 404 914
	Société du Centre national des Arts		
55	Paiements à la Société du Centre national des Arts	33 283 000	
55a	Paiements à la Société du Centre national des Arts—Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 1 518 323 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
55b	Paiements à la Société du Centre national des Arts—Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		20 553 000
	Commission des champs de bataille nationaux		
60	Dépenses du programme	7 006 000	
60a	Dépenses du programme		833 350
	Office national du film		
65	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	64 839 000	
65a	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 470 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 420 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 214 253
	Musée des beaux-arts du Canada		
70	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	38 618 000	
75	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	8 000 000	
	Musée national des sciences et de la technologie		
80	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	25 577 000	
80a	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 323 620 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
80b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		4 744 000
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽³⁾		
85	Dépenses de fonctionnement	196 205 000	
90	Contributions	6 000 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Commission de la fonction publique		
	95	Dépenses du programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours de l'exercice afin de compenser les dépenses encourues durant l'exercice pour la prestation de services d'évaluation et de counselling	92 949 000	
	95a	Dépenses du programme		2 100 944
		Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	100	Dépenses du programme	17 073 000	
		Tribunal de la dotation de la fonction publique		
	105	Dépenses du programme	4 710 000	
		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
	110	Dépenses de fonctionnement	11 489 000	
	110a	Dépenses de fonctionnement		384 591
	115	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	11 750 000	
	115a	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 115 815 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
		Téléfilm Canada		
	120	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	125 042 000	
	120a	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> —Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 475 781 251	129 459 659
		Non budgétaire	10 000	...
21		Pêches et Océans		
	1	Dépenses de fonctionnement et : a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; c) autorisation de dépenser les revenus produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne	1 111 027 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 554 324 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 1 258 245 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		123 762 921
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	168 064 000	

5a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 360 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		48 750 000
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	111 912 000	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions— Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 062 508 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 109 250 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		40 765 300
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions— Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		1 391 003 000	213 278 223
Non budgétaire		...	...
<hr/>			
22	Ressources humaines et Développement des compétences		
	Ministères—		
	Ressources humaines et développement des compétences		
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	323 188 000	
1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 077 443 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 213 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		18 360 223
1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 410 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 35 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	825 378 000	
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 207 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		29 348 177
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses		1
7a	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 33 401 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 362 040 \$ relativement à des prêts aux étudiants irrécouvrables et 228 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total de 61 562 \$ relativement au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État— Pour autoriser le virement au présent crédit de 61 562 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		362 040
	Développement social		
10	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	295 540 078	
10a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 574 160 \$ du crédit 15 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 2 324 800 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
10b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 677 917 \$ du crédit 52 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 2006-2007</i>		1
15	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	946 642 000	
	Conseil canadien des relations industrielles		
20	Dépenses du programme	10 822 000	
20a	Dépenses du programme		479 500
	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
25	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 266 048 000	
27a	Porter de 300 000 000 000 \$ à 350 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11(b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
	30	Dépenses du programme	1 757 000	
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	35	Dépenses du programme	3 418 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 672 793 078	48 549 945
		Non budgétaire	...	...
23		Ressources naturelles		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisations de dépenser les revenus reçus pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestier, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère	551 245 000	111 717 415
	1a	Dépenses de fonctionnement		
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	5	Dépenses en capital	3 701 000	
	5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	256 094 000	
	10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		21 661 710
	10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 057 703 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 50 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 638 067
		Énergie atomique du Canada limitée		
	15	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	103 749 000	
	15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		8 400 000
		Commission canadienne de sûreté nucléaire		
	20	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	70 321 000	
	20a	Dépenses du programme		10 671 756
		Société de développement du Cap-Breton		
	25	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	66 211 000	
		Office national de l'énergie		
	30	Dépenses du programme	33 042 000	
	30a	Dépenses du programme		724 597
	30b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1

	Administration du pipe-line du Nord		
35	Dépenses du programme	870 000	
35b	Dépenses du programme		62 600
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 085 233 000	157 876 148
	Non budgétaire	...	...
24	Santé		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux	1 674 443 733	
1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 3 910 580 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		97 142 511
1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 017 277 \$ du crédit 5 (Santé), de 204 810 \$ du crédit 35 (Santé) et de 300 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 189 350 297	
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 700 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 154 998 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée		
10	Dépenses du programme	9 022 000	
	Instituts de recherche en santé du Canada		
15	Dépenses de fonctionnement	41 252 000	
15a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 12 500 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 791 545
20	Subventions inscrites au Budget des dépenses	786 765 000	
20a	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 635 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		29 125 000
20b	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 219 335 \$ du crédit 5 (Santé), de 1 000 000 \$ du crédit 15 (Santé) et de 62 500 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
25	Dépenses du programme	3 019 000	
25a	Dépenses du programme		144 850
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
30	Dépenses du programme	5 800 000	
30a	Dépenses du programme		5 092 025
	Agence de santé publique du Canada		
35	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits	299 278 000	
35a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 433 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		30 730 105
35b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 206 200 \$ du crédit 1 (Santé) et de 126 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
40	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	179 306 000	
40a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 293 605 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		6 018 366

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	40b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 55 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 2 075 000 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 188 236 030	172 044 406
		Non budgétaire	...	...
25		Sécurité publique et Protection civile		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement	147 890 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 491 567 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 426 190
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 825 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 602 959
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	298 673 000	
	5b	Contributions		2 832 000
		Agence des services frontaliers du Canada		
	10	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	1 119 660 000	
	10a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 373 500 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 689 995 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 60 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		118 923 697
	10b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		6 387 199
	15	Dépenses en capital	28 853 000	
	15a	Dépenses en capital		20 950 850
	15b	Dépenses en capital		1 870 000
		Centre canadien des armes à feu ⁽⁵⁾		
	20	Dépenses de fonctionnement, excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement	50 737 000	
	25	Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement	14 654 000	
	30	Contributions	14 000 000	
		Service canadien du renseignement de sécurité		
	35	Dépenses du programme	310 882 000	
	35a	Dépenses du programme		8 863 116
	35b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 350 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		307 704

	Service correctionnel		
40	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et		
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;		
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;		
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;		
	d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	1 380 738 000	
40a	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement		33 567 818
40b	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement— Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 196 184 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
45	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital, y compris les paiements :		
	a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;		
	b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	161 936 000	
	Commission nationale des libérations conditionnelles		
50	Dépenses du programme	37 660 000	
50a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 39 040 \$ du crédit 40 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 659 989
50b	Dépenses du programme		574 000
	Bureau de l'enquêteur correctionnel		
55	Dépenses du programme	2 750 000	
55a	Dépenses du programme		127 900
	Gendarmerie royale du Canada ⁽⁵⁾		
60	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	1 396 661 000	
60a	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 296 944 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 313 242 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 36 164 875 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		217 252 863
61a	Centre canadien des armes à feu—Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement— Pour autoriser le virement au présent crédit de 38 052 750 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
61b	Centre canadien des armes à feu—Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement— Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 684 250 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i> et de 681 000 \$ du crédit 62 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 2006-2007</i>		1
62a	Centre canadien des armes à feu—Dépenses de fonctionnement pour les activités et les fonctions d'enregistrement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 990 500 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
62b	Centre canadien des armes à feu—Dépenses de fonctionnement pour les activités et les fonctions d'enregistrement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 663 500 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
65	Application de la loi—Dépenses en capital	261 071 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	65a	Application de la loi—Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 58 125 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		33 846 030
	70	Application de la loi—Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	50 845 880	
	70a	Application de la loi—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 500 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
	70b	Application de la loi—Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 500 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) et de 10 000 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	75	Dépenses du programme	790 000	
	75a	Dépenses du programme		85 354
		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	80	Dépenses du programme	5 615 000	
	80a	Dépenses du programme		371 200
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	5 283 415 880	454 648 876
		Non budgétaire	...	...
26		Transports		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et		
		a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;		
		b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;		
		c) autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	234 692 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 224 834 \$ du crédit 55 (Transports), de 394 899 \$ du crédit 60 (Transports), de 1 955 580 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 797 576 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 756 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		47 068 532
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 731 688 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	76 455 000	
	5a	Dépenses en capital		2 669 500
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	296 228 000	
	10a	Contributions		3 967 161
	10b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	30 488 000	

15a	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.		1 800 000
15b	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.—Pour autoriser le virement au présent crédit de 290 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :		
	a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;		
	b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service	80 980 000	
20b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
25	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	169 001 000	
30	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	381 366 000	
30a	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien		65 600 000
33a	Versements à La Société des ponts fédéraux Limitée pour remplacer le pont en détérioration du chenal Nord du Pont international de la voie maritime et apporter des améliorations à des infrastructures connexes		200 000
L32b	Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc.—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 492 000 \$ du crédit L70 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
L34b	Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc.—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 \$ du crédit L75 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	Société canadienne des postes		
35	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	147 210 000	
	Office des transports du Canada		
40	Dépenses du programme	23 173 000	
40a	Dépenses du programme		1 048 550
	Commission de la capitale nationale		
45	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	74 657 000	
45a	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 775 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 104 652
50	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	16 713 000	
50a	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital		1 222 000
	Bureau de l'infrastructure du Canada		
55	Dépenses de fonctionnement	37 103 000	
55a	Dépenses de fonctionnement		3 715 700
60	Contributions	1 787 169 000	
60a	Contributions		279 009 289
60b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 708 710 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
65	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement	18 800 000	
L70	Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc.	2 492 000	
L75	Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc.		1
	Société du Vieux-Port de Montréal inc. ⁽⁶⁾		
84b	Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 100 000 \$ du crédit 65 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Tribunal d'appel des transports du Canada		
	80	Dépenses du programme	1 200 000	
	80a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 173 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		58 650
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 375 235 000	407 464 040
		Non budgétaire	2 492 001	2
27		Travaux publics et Services gouvernementaux		
	1	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi), de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux	2 154 809 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 877 360 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 235 600 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 26 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		107 473 862
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 67 535 351 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 1 872 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	5	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	342 634 000	
	5a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 479 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		10 554 000
	5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 700 000 \$ du crédit 65 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	3 632 000	
	10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses		41 670 000
	10b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2006-2007</i>		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 501 075 000	159 697 865
		Non budgétaire	...	...
		Total du gouvernement—Budgétaire	70 204 976 305	5 476 003 183
		Non budgétaire	123 414 589	47 406 003

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Au cours de l'exercice, le ministère Affaires étrangères et le ministère Commerce international ont été regroupés.

(2) Commission des revendications particulières des Indiens est un nouvel organisme.

(3) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnés autochtones a été transféré de Patrimoine canadien à Affaires indiennes et du Nord canadien.

(4) Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur des lobbyistes a été transféré de Industrie au Conseil du Trésor.

(5) Au cours de l'exercice, le Centre canadien des armes à feu a été transféré à Gendarmerie royale du Canada.

(6) Société du Vieux-Port de Montréal inc. est un nouvel organisme.

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾

L'appendice 2 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
2	Affaires étrangères et Commerce international ⁽²⁾		
	Ministère		
	Ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Paielements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 493 000	
	Ministre du Commerce international—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 585 000	
	Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays	18 300 000	
	(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays	209 000 000	
	Agence canadienne de développement international		
	Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>	279 962 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23 728 000	
	Commission mixte internationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	528 000	
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	202 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	422 266 766	...
	Non budgétaire	209 000 000	...
3	Affaires indiennes et du Nord canadien ⁽³⁾		
	Ministère		
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i>)	15 000	
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>)	2 000 000	
	Rentes versées aux Indiens—Paielements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>)	1 400 000	
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	137 636 000	
	Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	35 974 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (Lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	1 472 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 411 000	
	Commission canadienne des affaires polaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 000	
	Commission des revendications particulières des Indiens ⁽⁴⁾		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	529 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	233 580 922	...
	Non budgétaire	...	...
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 737 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	5 737 000	...
	Non budgétaire	...	...
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 572 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	8 572 000	...
	Non budgétaire	...	...
6	Agence du revenu du Canada		
	Ministre du Revenu national et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Dépense des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	96 089 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	393 484 000	
	Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>)	187 000 000	
	Paiement aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		18 503 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	676 645 922	18 503 000
	Non budgétaire	...	...
7	Agriculture et Agroalimentaire		
	Ministère		
	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200 000	
	Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	5 000 000	
	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	570 020 000	468 700 000
	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Assurance-production	406 970 000	
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	65 500 000	

	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4 000 000	
	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Projets de politiques agricoles	4 180 000	
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 308 000	
	Subventions et contributions à l'appui des modifications apportées à la méthode d'évaluation des stocks en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole		873 000 000
	Paielements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré		1 076 000
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
	Paielements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	1 500 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 904 000	
	Commission canadienne des grains		
	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (<i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>)	(127 000)	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 683 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 215 210 922	1 342 776 000
	Non budgétaire	...	...
8	Anciens Combattants		
	Ministre des Anciens Combattants—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i>	2 000	
	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	10 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i>)	10 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)	175 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 950 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	40 219 922	...
	Non budgétaire	...	...
9	Citoyenneté et Immigration		
	Ministère		
	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 114 000	
	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	1	
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 115 860	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	57 302 782	...
	Non budgétaire	1	...
10	Conseil du Trésor		
	Secrétariat		
	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 684 000	
	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	20 000	
	École de la fonction publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 544 000	
	Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	20 000 000	5 971 000

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 205 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	56 525 922	5 971 000
	Non budgétaire	...	...
11	Conseil privé		
	Ministère		
	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	149 622	
	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	16 976	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 695 000	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	454 000	
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 652 000	
	Directeur général des élections		
	Traitement du directeur général des élections	224 000	
	Dépenses d'élections (<i>Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982 et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>)	61 455 000	40 043 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 079 000	
	Commissariat aux langues officielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 121 000	
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	300 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	88 292 442	40 043 000
	Non budgétaire	...	...
12	Défense nationale		
	Ministère		
	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	9 000 000	
	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	1 900 000	
	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	95 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Membres militaires	903 931 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	258 857 000	

	Comité des griefs des Forces canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	609 000	
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	297 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 174 761 922	...
	Non budgétaire	...	...
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 516 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	5 516 000	...
	Non budgétaire	...	...
14	Environnement		
	Ministère		
	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75 517 000	
	Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	760 000	
	Agence canadienne d'évaluation environnementale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 774 000	
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	441 000	
	Agence Parcs Canada		
	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	100 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	46 324 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	224 908 922	...
	Non budgétaire	...	...
15	Finances		
	Ministère		
	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Financement des territoires (Partie I.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et Loi d'exécution du budget de 2006</i>)	2 070 000 000	47 899 000
	Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	318 269 000	1 000
	Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	3 400 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 429 000	
	Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>)	83 100 000	42 900 000
	Frais d'intérêt et autres coûts (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	34 395 000 000	209 000 000
	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives</i>)	32 000 000	
	Péréquation fiscale (Partie I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	11 282 000 000	253 600 000
	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	20 140 000 000	
	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8 500 000 000	
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(699 000 000)	69 000 000

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Paielements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(2 995 000 000)	125 000 000
	(L) Paielements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> —Souscriptions au capital	7 471 000	
	Vérificateur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 828 000	
	Tribunal canadien du commerce extérieur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 396 000	
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 018 000	
	Bureau du surintendant des institutions financières		
	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	1	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	73 155 512 923	747 400 000
	Non budgétaire	7 471 000	...
16	Gouverneur général		
	Traitement du gouverneur général (<i>Loi sur le gouverneur général</i>)	116 000	
	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	413 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 053 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 582 000	...
	Non budgétaire	...	...
17	Industrie		
	Ministère		
	Ministre de l'Industrie—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Paielements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional (<i>Loi sur le développement industriel et régional</i>)	10 000 000	
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(7 719 000)	389 753
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	4 000 000	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	89 500 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	60 814 000	
	Agence spatiale canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 652 000	
	Tribunal de la concurrence		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	162 000	

	Commission du droit d'auteur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	306 000	
	Conseil national de recherches du Canada		
	Dépenses des revenus conformément à l'alinéa 5.1e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	73 494 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 133 000	
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 091 000	
	Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 260 000	
	Statistique Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	73 542 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	369 307 922	389 753
	Non budgétaire	...	...
18	Justice		
	Ministère		
	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 810 000	
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 362 000	
	Tribunal canadien des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	368 000	
	Commissaire à la magistrature fédérale		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (<i>Loi sur les juges</i>)	349 546 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	868 000	
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 615 000	
	Commission du droit du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	173 000	
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 831 000	
	Cour suprême du Canada		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (<i>Loi sur les juges</i>)	4 653 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 380 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	449 678 922	...
	Non budgétaire	...	...
19	Parlement		
	Sénat		
	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	23 917 500	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 453 100	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Chambre des communes		
	Députés—Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	109 396 501	2 300 700
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 615 153	
	Bibliothèque du Parlement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 372 000	
	Commissariat à l'éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	565 000	
	Conseiller sénatorial en éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 865	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	179 449 119	2 300 700
	Non budgétaire	...	...
20	Patrimoine canadien		
	Ministère		
	Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les traitements</i>)	1 030 000	
	Paievements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	637 000	
	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	
	Ministre du Patrimoine canadien—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 464 000	
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 815 000	
	Bibliothèque et Archives du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 641 000	
	Commission des champs de bataille nationaux		
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 500 000	100 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	401 000	
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽³⁾		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 406 000	
	Commission de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 068 000	
	Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	851 000	
	Tribunal de la dotation de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	534 000	

	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 367 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	71 968 922	100 000
	Non budgétaire	...	...
21	Pêches et Océans		
	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 292 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	122 364 922	...
	Non budgétaire	...	...
22	Ressources humaines et Développement des compétences		
	Ministères—		
	Ressources humaines et développement des compétences		
	Ministre des Ressources humaines et Développement des compétences—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Paielements liés aux modalités de financement direct accordées en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	304 638 000	(8 782 000)
	Paielements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	75 000	36 000
	Paielements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	9 525 000	6 446 000
	Paielements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	46 402 000	17 729 000
	Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	119 888 000	30 732 000
	Paielements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régime enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	45 000 000	(23 000 000)
	Paielements de subventions canadienne pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE, afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	575 000 000	(65 000 000)
	Prestations de retraite supplémentaires—Pensions pour les agents des rentes sur l'État (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>)	35 000	
	Paielements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région (<i>Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs</i>)	22 000	(22 000)
	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	
	Paielements d'indemnités à des agents de l'État (<i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>) et à des marins marchands (<i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>)	48 000 000	10 000 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	177 679 000	
	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	981 456 000	(103 346 000)
	Développement social		
	Versements de la sécurité de la vieillesse (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	23 255 000 000	(141 000 000)
	Versements du supplément de revenu garanti (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	6 820 000 000	166 000 000
	Versements d'allocations (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	500 000 000	15 000 000
	Paielements aux provinces et aux territoires pour le développement de la petite enfance et la garde d'enfants (<i>Loi d'exécution du budget de 2006</i>)		650 000 000
	Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)		1 610 000 000
	Paielements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	18 503 000	(18 503 000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 431 000	
	Conseil canadien des relations industrielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 574 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> EnerGuide pour les ménages à faible revenu	(198 472 000)	5 200 000
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	172 000	
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 066 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	31 989 300 844	2 254 836 000
	Non budgétaire	782 984 000	(103 346 000)
23	Ressources naturelles		
	Ministère		
	Ministre des Ressources naturelles—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 280 000	
	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières</i>)	1 935 000	
	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve (<i>Loi sur l'Accord entre le Canada et Terre-Neuve sur la gestion des ressources pétrolières et gazières</i>)	500 000	
	Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i>)	4 200 000	
	Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	2 900 000	
	Paiements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	200 000 000	11 200 000
	Paiements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i>)	349 126 000	171 624 000
	Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve		109 784 000
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 350 000	
	Office national de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 890 000	
	Administration du pipe-line du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	628 329 922	292 608 000
	Non budgétaire	...	...

24	Santé		
	Ministère		
	Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	111 530 000	
	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	659 000	
	Instituts de recherche en santé du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 648 000	
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	493 000	
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	712 000	
	Agence de santé publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 005 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	146 119 922	...
	Non budgétaire	...	...
25	Sécurité publique et Protection civile		
	Ministère		
	Ministre de la Sécurité publique—Traitement et allocation pour automobile	73 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 456 000	
	Agence des services frontaliers du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	145 020 000	
	Centre canadien des armes à feu ⁽⁵⁾		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 204 000	
	Service canadien du renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35 266 000	
	Service correctionnel		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	166 679 000	
	Commission nationale des libérations conditionnelles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 397 000	
	Bureau de l'enquêteur correctionnel		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	364 000	
	Gendarmerie royale du Canada ⁽⁵⁾		
	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	23 000 000	
	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	290 110 701	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	55 969 030	
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	105 000	
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	688 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	738 331 731	...
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Fin

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
26	Transports		
	Ministère		
	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107 (Transports), <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i>)	3 300 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 781 000	
	Paievements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>	23 900 000	
	Paievement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	53 927 814	
	Office des transports du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 644 000	
	Bureau de l'infrastructure du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 552 000	
	Fonds pour le transport en commun		19 112 014
	Tribunal d'appel des transports du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	153 306 736	19 112 014
	Non budgétaire	...	...
27	Travaux publics et Services gouvernementaux		
	Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile	72 922	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 628 000	
	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(8 000 000)	
	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(481 000)	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	72 219 922	...
	Non budgétaire	...	...
	Total du gouvernement—Budgétaire	112 288 015 251	4 724 039 467
	Non budgétaire	999 455 001	(103 346 000)

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Le détail des autorisations législatives non présentées dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

(2) Au cours de l'exercice, le ministère Affaires étrangères et le ministère Commerce international ont été regroupés.

(3) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Patrimoine canadien à Affaires indiennes et du Nord canadien.

(4) Commission des revendications particulières des Indiens est un nouvel organisme.

(5) Au cours de l'exercice, le Centre canadien des armes à feu a été transféré à Gendarmerie royale du Canada.

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs

L'appendice 3 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
2		Affaires étrangères et Commerce international ⁽¹⁾	
		Ministère	
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau des passeports— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 000 000 \$ en aucun temps	35 581 809
	L11	<i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> Pour porter de 14 500 000 \$ à 22 500 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> , le crédit L11 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> (Net)	6 876 759
	L12	<i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> Pour porter de 30 000 000 \$ à 50 000 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> (Net)	26 008 964
	(S)	(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 11 Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 1 500 000 000 \$ (Brut) Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14; L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis, établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net)	516 800 000 57 934 361 915
	(S)	(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 23 Autorité selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 13 000 000 000 \$ (Net) (Conformément aux articles 10, 23 et 24 de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , l'autorisation maximale de 13 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport)	5 635 783 883
		Corporation commerciale canadienne	
	(S)	(L) <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11 Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000
		Agence canadienne de développement international	
	(S)	(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque africaine de développement Autorisation de souscrire pour 73 473 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	1 192 043 116

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
(S)	(L)	<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque de développement des Caraïbes Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	57 234 167
(S)	(L)	<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque asiatique de développement Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement (Brut)	2 387 766 122
(S)	(L)	<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque interaméricaine de développement Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	4 515 731 738
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	35 581 809
		Non budgétaire	72 282 606 664
3		Affaires indiennes et du Nord canadien	
		Ministère	
(S)		<i>Loi de crédits n° 4 de 1987-1988</i> (crédit 5c) Paiement du Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de 60 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 2002-2003 au montant de 27 840 319 \$	29 888 405
L20		<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> Prêts consentis, au cours du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'Indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir des prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> , ne doit pas dépasser 48 550 835 \$ (Net)	48 498 955
L40		<i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> . Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 \$ (Brut)	305 503
L55		<i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> , ne doit pas dépasser 6 633 697 \$ (Net)	6 550 860
L81a		<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon : a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 \$ (Net)	5 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	29 888 405
		Non budgétaire	60 355 318

6	Agence du revenu du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>		83 399 323
5	Contributions; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>		17 323 289
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		100 722 612
	Non budgétaire		...
7	Agriculture et Agroalimentaire		
	Ministère		
(S)	<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> , article 28 Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la loi est de 1 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1993-1994 au montant de 400 000 \$		600 000
(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 2 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 \$ en aucun temps		1 932 620
	Commission canadienne du lait		
(L)	(L) <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 300 000 000 \$ (Net)		209 304 000
	Commission canadienne des grains		
(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Dépenser pour les besoins du Fonds, tous les revenus que ce dernier générera; l'ensemble des dépenses faites pour les besoins du Fonds ne devra jamais dépasser les revenus générés par le Fonds de plus de 12 000 000 \$		13 924 504
	Financement agricole Canada		
(S)	(L) <i>Loi sur le Financement agricole Canada</i> Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 1 175 000 000 \$, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Brut) Paragraphe 12(3). La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances, peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement, qui lui ont été consentis, ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net)		6 667 000 3 850 970 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		16 457 124
	Non budgétaire		4 066 941 000
8	Anciens Combattants		
(S)	(L) <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 605 000 000 \$ (Net)		604 983 056
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		...
	Non budgétaire		604 983 056

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
9		Citoyenneté et Immigration	
		Ministère	
	(S)	(L) <i>Loi sur l'immigration</i> , article 119 Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport, ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 et en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ne pourra à aucun moment dépasser 110 000 000 \$ (Net)	69 728 829
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	69 728 829
10		Conseil du Trésor	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	<i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> Conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> et sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'École peut, au cours de deux exercices consécutifs, dépenser à ses fins les recettes tirées de ses redevances d'exploitation perçues durant le premier de ceux-ci.	9 874 752
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	9 874 752
		Non budgétaire	...
12		Défense nationale	
		Ministère	
	L11c	<i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> , établi par le crédit L20b Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps telle que modifiée par le crédit L16c, <i>Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits</i> , le crédit L11c de 1991, et le crédit L11b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2002</i> ne devant pas dépasser 120 000 000 \$ (Net)	90 095 984
	L15	<i>Loi spéciale des subsides, 1963</i> Prêts effectués lors de l'exercice financier en cours et des exercices ultérieurs à l'égard de la construction de projets de logement, conformément aux accords établis avec le ministre de la Défense nationale, pour occupation par des membres des Forces canadiennes; ces prêts sont soumis à des taux d'intérêt et aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. Le montant total autorisé est 37 000 000 \$ (Net)	14 210 689
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	104 306 673
14		Environnement	
		Agence Parcs Canada	
	20	Dépenses du programme; la partie non utilisée des crédits affectés dans le cadre du paragraphe (1) aux dépenses de fonctionnement de l'Agence est annulée à la fin de l'exercice suivant celui au cours duquel ceux-ci ont été votés ou de tout exercice ultérieur précisé par la loi fédérale qui fait l'affectation, en vertu de l'article 19 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	42 825 577
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	42 825 577
		Non budgétaire	...

15	Finances		
	Ministère		
(S)	<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(2) Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international. Limite de 225 000 000 DTS		61 598 569
(S)	<i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i> , article 16 Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi 875 000 000 \$ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins		68 571 831
	Société d'assurance-dépôts du Canada		
(S)	(L) <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1 Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Trésor, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder 6 000 000 000 \$ (Net)		6 000 000 000
	Bureau du surintendant des institutions financières		
(S)	<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> , articles 16 et 17 Le Ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 \$, le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor		59 867 652
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		190 038 052
	Non budgétaire		6 000 000 000
17	Industrie		
	Ministère		
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada— <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 25 000 000 \$ à 15 000 000 \$ en vertu du crédit 21b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i>		139 799 927
L97b	<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 \$ (Net)		1 950 000
	Conseil national de recherches du Canada		
(S)	<i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> , alinéa 5(1)e) Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>		40 609 039
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		180 408 966
	Non budgétaire		1 950 000
20	Patrimoine canadien		
	Office national du film		
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 12 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 25 000 000 \$ en aucun temps. Augmentation de l'autorisation en vertu du crédit 121d, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>		5 976 885
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		5 976 885
	Non budgétaire		...

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
21		Pêches et Océans	
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> , 1968-1969, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créer l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office Le crédit L30b, <i>Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits</i> et modifié en 2006. Le total non remboursé des montants ayant été, d'une part, empruntés par l'Office au titre de l'alinéa 7g) et, d'autre part, prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> ne peut, à aucun moment, dépasser 50 000 000 \$ (Net)	30 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	30 000 000
23		Ressources naturelles	
		Ministère	
	(S)	<i>Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières</i> , paragraphe 237(1) Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la loi Autorisation maximale de 50 000 000 \$ à chacun des exercices 1984-1985 à 1987-1988 inclusivement moins le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V de la loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices ultérieurs. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder 200 000 000 \$	2 435 219
	(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada— <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 8 000 000 \$ en aucun temps	11 078 504
	(S)	<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i> , paragraphe 233(1) Fonds de développement Canada/Terre-Neuve—Pour tout paiement prélevé sur le Trésor, le montant total ne doit pas excéder 225 000 000 \$	20 259
		Société de développement du Cap-Breton	
	L40a	<i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i> , paragraphe 19(3) Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du Ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Trésor, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement pour la division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, ne doit pas excéder 50 000 000 \$ (Net)	50 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	13 533 982
		Non budgétaire	50 000 000

25	Sécurité publique et Protection civile		
	Service correctionnel		
(S)	Fonds renouvelable CORCAN— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992</i> (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 45 000 000 \$ en aucun temps		12 201 558
L14b	<i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la <i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 \$ à 50 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> (Net)		45 303
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		12 201 558
	Non budgétaire		45 303
26	Transports		
	Société canadienne des postes		
(S)	(L) <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30 Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net)		500 000 000
	Monnaie royale canadienne		
(S)	(L) <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> , paragraphe 20(1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources, à des emprunts d'un montant global maximal de 75 000 000 \$ ou d'un montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net)		75 000 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		...
	Non budgétaire		575 000 000
27	Travaux publics et Services gouvernementaux		
(S)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour l'aliénation des biens immobiliers, le montant total ne peut excéder 5 000 000 \$ en aucun temps		7 030 039
(S)	Fonds renouvelable des services optionnels— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 200 000 000 \$ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 21d de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>		41 353 825
(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 30 000 000 \$ à 25 100 163 \$ en vertu de la <i>Loi de crédits n° 5 pour 1998-1999</i>		29 555 409
(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le Ministre à dépenser aux fins du Fonds les revenus reçus à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser 75 000 000 \$ les revenus reçus en fonction des objectifs du Fonds; radier un montant de 13 606 000 \$ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i>		45 203 664
(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 450 000 000 \$ en aucun temps		150 000 000
(S)	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 3 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, diminution de l'autorisation de 64 000 000 \$ à 45 000 000 \$, telle que modifiée par le crédit 6b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1999-2000</i>		41 699 063

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
(S)		Fonds renouvelable de la production de défense— <i>Loi sur la production de défense</i> , article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 \$ moins les prêts et avances du Compte de prêts de la production de défense	100 000 000
L15b		<i>Loi de crédits n° 3 pour 1990-1991</i> Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1967</i> : a) remplacer les mots «des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables» suivant immédiatement «ministères et organismes» par les mots suivants : «des caisses d'avances fixe, des avances à justifier et des avances recouvrables»; et b) accroître de 17 000 000 \$ à 22 000 000 \$ le montant qui peut être dû à n'importe quel moment aux fins du présent crédit (Net)	1 242 595
(S)		(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	50 174 125
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	414 842 000
		Non budgétaire	51 416 720
		Total du gouvernement—Budgétaire	1 052 351 722
		Non budgétaire	83 897 333 563

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Au cours de l'exercice, le ministère Affaires étrangères et le ministère Commerce international ont été regroupés.

APPENDICE 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes lesquelles ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ⁽¹⁾
			\$
6		Agence du revenu du Canada	
	1	Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	167 724 230
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	167 724 230
		Non budgétaire	...
10		Conseil du Trésor	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	32 625 292
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	32 625 292
		Non budgétaire	...
12		Défense nationale	
		Ministère	
	L15	<i>Loi spéciale des subsides, 1963.</i> L'autorisation est périmée suite au remboursement des prêts	14 210 689
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	14 210 689
14		Environnement	
		Agence Parcs Canada	
	30	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	50 731 221
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	50 731 221
		Non budgétaire	...
15		Finances	
		Ministère	
	(S)	(L) <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(2). Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(2). Paiement final émis en 2006	61 032 659
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	61 032 659

APPENDICE 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ⁽¹⁾
			\$
17		Industrie	
		Ministère	
	(S)	Office de la propriété intellectuelle du Canada Diminution de l'autorisation de (50 000 000 \$) suite à la diminution de la valeur nette comptable des immobilisations et augmentation de l'autorisation de 264 203 \$ suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor)	(49 735 797)
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	Dépenses des revenus en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	93 097 362
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	43 361 565
		Non budgétaire	...
21		Pêche et Océans	
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	(S)	(L) <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> , section 16(2). Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> . Porter de 30 000 000 \$ à 50 000 000 \$ le total non remboursé des montants ayant été empruntés par l'office en vertu de la section 16(2) de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> ne peut, à aucun moment, dépasser 50 000 000 \$ (Net)	20 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	20 000 000
27		Travaux publics et Services gouvernementaux	
	(S)	Fonds renouvelable des services optionnels Diminution de l'autorisation suite à la diminution de la valeur nette comptable des immobilisations	(4 000 000)
	(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada Diminution de l'autorisation de (6 000 000 \$) suite à la diminution de la valeur nette comptable des immobilisations et augmentation de l'autorisation de 590 003 \$ suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor)	(5 409 997)
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction Diminution de l'autorisation de (11 000 000 \$) suite à la diminution de la valeur nette comptable des immobilisations et augmentation de l'autorisation de 3 110 961 \$ suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor)	(7 889 039)
	(S)	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique Diminution de l'autorisation suite à la diminution de la valeur nette comptable des immobilisations	(19 000 000)
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	(36 299 036)
		Non budgétaire	...
		Total du gouvernement—Budgétaire	258 143 272
		Non budgétaire	95 243 348

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat, la Bibliothèque du Parlement, le Commissariat à l'éthique et la Commission mixte internationale) ont le pouvoir d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice et qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur, pour emploi dans cet exercice seulement. Le montant reporté est toutefois sujet à une limite maximale.

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
2	Affaires étrangères et Commerce international ⁽¹⁾						
	Ministère	665 104	2 524 190	3 189 294	2 529 593	...	659 701
	Agence canadienne de développement international	7 415	...	7 415	...	7 415	...
	Total du portefeuille ministériel	672 519	2 524 190	3 196 709	2 529 593	7 415	659 701
3	Affaires indiennes et du Nord canadien						
	Ministère	90 064	1 339 015	1 429 079	45 603	44 461	1 339 015
	Commission des revendications particulières des Indiens ⁽²⁾	41	559	600	600	...	...
	Total du portefeuille ministériel	90 105	1 339 574	1 429 679	46 203	44 461	1 339 015
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	25 436	7 583	33 019	25 436	...	7 583
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique						
	Ministère	4 246	24 170	28 416	21 847	...	6 569
	Total du portefeuille ministériel	4 246	24 170	28 416	21 847	...	6 569
6	Agence du revenu du Canada	...	209 907	209 907	209 907	...	...
7	Agriculture et Agroalimentaire						
	Ministère	159 796	2 784 528	2 944 324	2 672 193	...	272 131
	Agence canadienne d'inspection des aliments	57 118	602 534	659 652	331 787	...	327 865
	Commission canadienne des grains	...	28 125	28 125	28 125	...	...
	Total du portefeuille ministériel	216 914	3 415 187	3 632 101	3 032 105	...	599 996
8	Anciens Combattants	471	113 830	114 301	114 301	...	...

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État—Suite

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
9	Citoyenneté et Immigration						
	Ministère	7 810	14 528	22 338	...	7 810	14 528
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	...	5 987	5 987	5 987	...	...
	Total du portefeuille ministériel	7 810	20 515	28 325	5 987	7 810	14 528
10	Conseil du Trésor						
	Secrétariat	7 059	10 409	17 468	...	7 059	10 409
	École de la fonction publique du Canada	12 821	5 877	18 698	18 698	...	...
	Total du portefeuille ministériel	19 880	16 286	36 166	18 698	7 059	10 409
11	Conseil privé						
	Ministère	21 648	18 794	40 442	...	21 648	18 794
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	4 401	4 401	4 401	...	...
	Directeur général des élections	...	6 821	6 821	6 821	...	...
	Commissariat aux langues officielles	287	2 876	3 163	...	287	2 876
	Total du portefeuille ministériel	21 935	32 892	54 827	11 222	21 935	21 670
12	Défense nationale						
	Ministère	13 609 389	20 470 605	34 079 994	20 591 268	...	13 488 726
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	...	200	200	...	...	200
	Total du portefeuille ministériel	13 609 389	20 470 805	34 080 194	20 591 268	...	13 488 926
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	2 099	213	2 312	2 312	...	...
14	Environnement						
	Ministère	321 064	709 602	1 030 666	746 601	...	284 065
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	245	245	...	...	245
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	2 674	2 674	...	2 674	...
	Total du portefeuille ministériel	321 064	712 521	1 033 585	746 601	2 674	284 310

15	Finances						
	Ministère	6 179	22 041	28 220	...	6 179	22 041
	Vérificateur général	...	3 860	3 860	3 860	...	...
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	6	6	...	...	6
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	148	401	549	...	148	401
	Bureau du surintendant des institutions financières	2 306	1 442	3 748	...	2 306	1 442
	Total du portefeuille ministériel	8 633	27 750	36 383	3 860	8 633	23 890
16	Gouverneur général	...	2 609	2 609	2 609	...	...
17	Industrie						
	Ministère	230 928	240 787	471 715	209 274	21 654	240 787
	Agence spatiale canadienne	1	22 761	22 762	...	1	22 761
	Tribunal de la concurrence	1 117	...	1 117	...	1 117	...
	Commission du droit d'auteur	376	...	376	376	...	...
	Conseil national de recherches du Canada	19 450	315 809	335 259	273 936	...	61 323
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	120	368	488	...	120	368
	Statistique Canada	...	44 730	44 730	13 843	...	30 887
	Total du portefeuille ministériel	251 992	624 455	876 447	497 429	22 892	356 126
18	Justice						
	Ministère	7 379	17 894	25 273	24 436	...	837
	Commission canadienne des droits de la personne	10	4 085	4 095	14	...	4 081
	Service administratif des tribunaux judiciaires	9 669	1 751	11 420	10 000	...	1 420
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	8 065	8 065	...	...	8 065
	Cour suprême du Canada	19 651	9 610	29 261	7 769	11 882	9 610
	Total du portefeuille ministériel	36 709	41 405	78 114	42 219	11 882	24 013
20	Patrimoine canadien						
	Ministère	23 476	18 664	42 140	7 018	16 458	18 664
	Bibliothèque et Archives du Canada	163 065	112 758	275 823	202 682	...	73 141
	Commission de la fonction publique	...	1 840	1 840	1 840	...	...
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	67	405	472	472	...	...
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	92	92	...	...	92
	Total du portefeuille ministériel	186 608	133 759	320 367	212 012	16 458	91 897
21	Pêches et Océans	642 377	1 987 009	2 629 386	1 346 154	...	1 283 232
22	Ressources humaines et Développement des compétences						
	Ministères—						
	Ressources humaines et développement des compétences	92 948	53 524	146 472	82 803	10 145	53 524
	Développement social	273 514	57 715	331 229	214 328	59 186	57 715
	Total des ministères	366 462	111 239	477 701	297 131	69 331	111 239
	Conseil canadien des relations industrielles	187	96	283	...	187	96
	Total du portefeuille ministériel	366 649	111 335	477 984	297 131	69 518	111 335

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État—Fin

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
23	Ressources naturelles						
	Ministère	163 516	302 692	466 208	223 951	...	242 257
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	3 694	25 301	28 995	...	3 694	25 301
	Office national de l'énergie	266	671	937	...	266	671
	Total du portefeuille ministériel	167 476	328 664	496 140	223 951	3 960	268 229
24	Santé						
	Ministère	237 925	235 070	472 995	133 799	104 126	235 070
	Instituts de recherche en santé du Canada	...	8 505	8 505	...	...	8 505
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	26	26	26	...	...
	Agence de santé publique du Canada	...	1 287	1 287	1 287	...	...
	Total du portefeuille ministériel	237 925	244 888	482 813	135 112	104 126	243 575
25	Sécurité publique et Protection civile						
	Agence des services frontaliers du Canada	90 597	274 328	364 925	241 103	...	123 822
	Centre canadien des armes à feu ⁽³⁾	13 084	(13 084)	...	...	...	...
	Service canadien du renseignement de sécurité	359	855 588	855 947	854 983	...	964
	Service correctionnel	221 094	866 371	1 087 465	236 387	...	851 078
	Commission nationale des libérations conditionnelles	649	2 303	2 952	1 289	...	1 663
	Gendarmerie royale du Canada ⁽³⁾	2 752 856	4 657 644	7 410 500	3 867 566	...	3 542 934
	Total du portefeuille ministériel	3 078 639	6 643 150	9 721 789	5 201 328	...	4 520 461
26	Transports						
	Ministère	962 801	1 369 265	2 332 066	962 801	...	1 369 265
	Office des transports du Canada	64 624	58	64 682	64 682	...	...
	Bureau de l'infrastructure du Canada	...	23 781	23 781	...	...	23 781
	Total du portefeuille ministériel	1 027 425	1 393 104	2 420 529	1 027 483	...	1 393 046
27	Travaux publics et Services gouvernementaux	710 782	272 553	983 335	644 960	65 822	272 553
	Total du gouvernement	21 707 083	40 698 354	62 405 437	36 989 728	394 645	25 021 064

(1) Au cours de l'exercice le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce international ont été regroupés.

(2) Commission des revendications particulières des Indiens est un nouvel organisme.

(3) Au cours de l'exercice, le Centre canadien des armes à feu a été transféré à Gendarmerie royale du Canada.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Affaires étrangères et Commerce international

Ministère

Corporation commerciale canadienne

**Agence canadienne de développement
international**

**Centre de recherches pour le
développement international**

Commission mixte internationale

**Secrétariat de l'ALÉNA, section
canadienne**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	2.2
Sommaire du portefeuille ministériel	2.6
Activités de programme	2.15
Paievements de transfert	2.17
Déetail des montants disponibles pour être dépensés.	2.29
Revenus	2.30

Ministère**Résultat stratégique**

Faire progresser les intérêts du Canada sur la scène internationale – Les intérêts du Canada sur la scène internationale ont progressé – En partenariat avec les Canadiens, le Canada et ses valeurs sont reflétés dans le monde. Les intérêts du Canada sont poursuivis à l'étranger et les Canadiens sont davantage en mesure d'interpréter le monde.

Description des activités de programme*Sécurité internationale*

Défendre les intérêts du Canada en matière de sécurité internationale et du programme de sécurité humaine aux plans bilatéral et multilatéral, ainsi que gérer les responsabilités du Ministère à l'égard de la sécurité et du renseignement.

Enjeux mondiaux

Promouvoir un système multilatéral renforcé et plus efficace, capable de servir les intérêts du Canada relativement aux questions d'ordre mondial, particulièrement les relations et le développement économiques internationaux, l'environnement et le développement durable, les droits de la personne et la sécurité humaine.

Relations bilatérales

Gérer et promouvoir les relations diplomatiques bilatérales du Canada au pays et à l'étranger.

Politique stratégique et diplomatie ouverte

Diriger l'élaboration de la politique internationale globale du Canada et l'élaboration interministérielle de stratégies pangouvernementales, notamment en matière de diplomatie publique.

Protocole

Gérer et faciliter la présence de diplomates étrangers au Canada, de même que planifier et diriger les visites officielles de la gouverneure générale, du Premier ministre et des ministres du portefeuille, ainsi que toutes les activités diplomatiques officielles.

Résultat stratégique

Servir le gouvernement à l'étranger – Le gouvernement du Canada dispense ses programmes et obtient ses résultats dans un environnement sécuritaire de manière rentable grâce à des services et à des infrastructures efficaces dans les missions canadiennes à l'étranger.

Description des activités de programme*Services communs et infrastructure–Soutien de l'administration centrale*

Gérer et fournir des services communs de l'administration centrale dans le cadre des programmes du gouvernement et aux partenaires œuvrant à l'étranger.

Services communs et infrastructure–Missions à l'étranger

Gérer et fournir des services communs offerts par les missions dans le cadre des programmes du gouvernement et aux partenaires à l'étranger.

Résultat stratégique

Servir les Canadiens à l'étranger – Les Canadiens qui voyagent et vivent à l'étranger reçoivent de l'aide, des conseils, des avis et des services efficaces, tant concer-

nant leurs documents de voyage que les services consulaires dont ils ont besoin.

Description des activités de programme*Affaires consulaires*

Gérer et fournir des services consulaires aux Canadiens.

Passeport Canada (fonds renouvelable) organisme de service spécial

Gérer et fournir des services de passeport aux Canadiens (par le biais du Fonds renouvelable de Passeport Canada). Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de 4 000 000 \$ au titre du Fonds renouvelable de Passeport Canada.

Résultat stratégique

Les intérêts internationaux du Canada en matière de commerce sont avancés, au Canada et à l'extérieur, en collaboration avec les entreprises canadiennes et autres intervenants.

Description des activités de programme*Politique économique et négociations*

Analyser, négocier, défendre et représenter les intérêts commerciaux et économiques internationaux du Canada au pays et à l'étranger, en consultation avec les intervenants concernés.

Marchés mondiaux/Relations commerciales

Intégrer les intérêts du Canada tant économiques qu'en matière de commerce, d'investissement et de science et technologie aux niveaux régional et bilatéral, et gérer les relations commerciales.

Promotion de l'investissement étranger direct et coopération en science et technologie

Attirer, conserver et accroître l'investissement étranger direct au Canada.

Développement du commerce international

Gérer et offrir des services commerciaux internationaux aux Canadiens.

Corporation commerciale canadienne

Résultat stratégique

Un portefeuille de contrats d'exportation diversifié et croissant.

Description des activités de programme

Accord canado-américain sur le partage de la production de défense

En accord avec les termes de l'Accord canado-américain sur le partage de la production de défense (APPD) de 1956, les exportateurs canadiens ont reçu l'approbation de vendre au ministère de la défense des États-Unis et de la National Aeronautics and Space Administration (NASA). Tous les contrats de défense au-dessus de 100 000 \$ US doivent transiger par l'intermédiaire de la Corporation commerciale canadienne (CCC). Le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada valide et certifie les prix des fournisseurs ainsi que les modalités de livraison et administre les contrats internes; le ministère de la Défense nationale fournit les services d'inspection et de contrôle de la qualité. L'APPD ne permet pas à la CCC d'être rémunérée pour ces services et les coûts doivent être compensés par des crédits parlementaires.

Aérospatiale et défense

Ce sont des ventes globales qui ne sont pas régies par l'APPD et qui comprennent les industries de l'aérospatiale et de la défense et peuvent inclure les ventes à tous les ordres de gouvernement, soit fédéral, de l'état ou municipal.

Affaires commerciales internationales

Ce sont des affaires commerciales qui ne sont pas régies par l'APPD et qui consistent à l'approvisionnement et la construction de projets dans une variété d'autres secteurs, pouvant inclure les ventes à tous les ordres de gouvernement, soit fédéral, de l'état ou municipal.

Agence canadienne de développement international

Résultat stratégique

Développement durable afin de réduire la pauvreté dans les pays les plus pauvres, évalué selon les progrès réalisés à atteindre les objectifs de développement dans les domaines du bien-être économique, du développement social, de la durabilité environnementale et de la gouvernance.

Description des activités de programme

Programmes géographiques

Responsable des programmes de pays à pays, Afrique, Asie, Amériques et Europe centrale et de l'Est, permet au gouvernement du Canada de planifier et d'exécuter des activités de coopération internationale par des liens directs avec des gouvernements et organisations dans les pays en voie de développement.

Partenariat canadien

Le Programme du partenariat canadien est un programme réactif qui est aligné avec le mandat de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et des objectifs stratégiques, par ses partenariats financiers avec des organisations de société civile et du secteur privé au Canada et dans les pays en voie de développement. Le financement pluriannuel est fourni sur une base de mérite aux organismes non gouvernementaux canadiens et internationaux et à des organisations d'envoi de bénévoles. Le financement de projet est également fourni par les mécanismes concurrentiels dans le contexte de concours avec échanciers ou concours ouverts. De plus, un secrétariat de conférence soutient la participation des représentants des pays en voie de développement aux conférences internationales.

Programmes multilatéraux

Responsable de gérer les programmes globaux de développement du Canada par de substantielles contributions de base essentielles aux institutions multilatérales de développement. Entreprend également une programmation planifiée à travers les organisations multilatérales internationales et locales qui sont responsables pour la gestion du Programme d'aide humanitaire international.

Cohérence des politiques

Dirige la recherche sur les politiques, l'analyse et l'élaboration des politiques afin d'appuyer et d'orienter les plans et les priorités de l'Agence et les objectifs et les engagements généraux du Canada en matière d'aide internationale. Assure la cohérence et l'harmonisation entre les priorités ministérielles et les priorités de programme ainsi qu'assurer la cohérence entre les politiques de l'ACDI et celles des autres ministères fédéraux. Ces derniers administrent les politiques dans les autres secteurs que l'aide qui comprennent, sans s'y limiter, le commerce international, l'investissement, le transfert de technologie et l'immigration.

Engagement des Canadiens

Améliore la conscientisation du public, l'éducation et l'engagement des Canadiens à soutenir la participation du Canada dans la coopération et le développement international.

Centre de recherches pour le développement international**Résultat stratégique**

Faire en sorte que les pays en développement accroissent leurs capacités de recherche en science et en technologie afin de relever les défis sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face.

Description des activités de programme*Environnement et gestion des ressources naturelles*

Par ses travaux, l'activité de programme Environnement et gestion des ressources naturelles appuie des démarches concrètes visant à accroître la sécurité alimentaire et hydrique, la santé humaine, la qualité des ressources naturelles, la participation à la démocratie, la gouvernance et l'équité.

Technologies de l'information et de la communication au service du développement

L'activité de programme Technologies de l'information et de la communication au service du développement vise à accroître la connectivité dans les régions en développement, notamment pour les universités, les instituts de recherche et les organisations de citoyens, et à favoriser la participation des partenaires de ces régions à l'économie de l'information.

Politique sociale et économique

Les travaux en matière de politique sociale et économique ont trait aux politiques publiques qui peuvent faire reculer la pauvreté et accroître l'égalité sociale dans les pays en développement, même là où il y a des conflits.

Initiatives spéciales en matière de programme

Les initiatives spéciales en matière de programme ont trois objectifs distincts bien qu'interreliés : favoriser et appuyer l'établissement de liens avec les institutions et les organismes canadiens, administrer le Programme de la formation et des bourses, et administrer des projets spéciaux. Par l'appui qu'elles apportent au milieu du développement au Canada, ces initiatives favorisent les organismes et les activités qui adoptent des démarches motivées par la connaissance pour étayer leur engagement envers une coopération internationale fondée sur le savoir. Le Programme de la formation et des bourses offre des services à tout le Centre, veillant à la diffusion la plus large possible de l'information sur les bourses qu'octroie le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et au bon fonctionnement d'un mécanisme efficace et transparent pour le choix des boursiers et l'administration des sommes qui leur sont destinées. C'est dans le cadre de ces initiatives que des projets spéciaux sont administrés pour le Centre. Ces projets sont exécutés en fonction des besoins avec des fonds du Centre et d'autres sources.

Autres activités de recherche du Centre

Le Centre peut tirer parti d'occasions imprévues, appuyer des activités additionnelles visant à attirer l'attention des décideurs sur les résultats de la recherche, conserver une certaine souplesse pour s'adapter à un contexte qui évolue sans cesse et raffermir ses partena-

riats avec d'autres bailleurs de fonds en collaborant avec eux à de petites activités.

Soutien aux partenaires du Sud

Les fonds destinés au Soutien aux partenaires du Sud sont employés à plusieurs fins, soit pour augmenter le financement des projets de recherche en cours, diffuser les travaux appuyés par le CRDI, examiner les possibilités de partenariats et de nouveaux programmes, promouvoir le Centre et sa programmation, mener des activités de veille stratégique et renforcer les capacités des partenaires de recherche du Sud.

Soutien à la recherche pour le développement

Le soutien à la recherche pour le développement aide à l'élaboration de nouveaux projets, assure le suivi des projets de recherche en cours et prête une assistance scientifique spécialisée aux bénéficiaires en veillant à les guider sur le plan méthodologique et en favorisant la création et la longévité des réseaux de même que la synthèse des résultats d'un vaste éventail d'activités. S'y ajoutent les différents services qui appuient directement l'exécution de la programmation, notamment en évaluant les programmes et en diffusant les résultats de la recherche, et le groupe de gestion des programmes qui établit l'orientation stratégique du cadre de programmation du CRDI et la soutient.

Commission mixte internationale**Résultat stratégique**

Prévention et/ou résolution prompte et efficace des différends possibles sous le régime du Traité des eaux limitrophes et de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs pour éviter et prévenir des répercussions nuisibles aux relations canado-américaines.

Description des activités de programme

Traité des eaux limitrophes

Émettre des ordonnances en réponse à des demandes d'approbation concernant l'utilisation, l'obstruction ou la dérivation des eaux coulant le long de la frontière ou qui la traversent, si les utilisations envisagées doivent influencer sur les niveaux ou les débits naturels de ces eaux de l'autre côté de la frontière; à la demande des gouvernements, des enquêtes peuvent être faites sur des questions particulières (renvois); et selon les dispositions du traité, prendre une décision exécutoire relativement à ces questions.

Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs

Évaluer les progrès vers la restauration et la conservation de l'intégrité chimique, physique et biologique des eaux de l'écosystème du bassin des Grands Lacs.

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Résultat stratégique

Procédures de règlement des différends commerciaux internationaux extrêmement efficaces, impartiales et fondées sur des règles, qui sont destinées aux Canadiennes et aux Canadiens qui exportent vers les pays de l'ALÉNA, ainsi qu'aux exportateurs des pays de l'ALÉNA qui traitent avec le Canada.

Description des activités de programme

Administrer les mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux

Administrer les mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux de manière à garantir l'impartialité de la procédure administrative ainsi que l'équité et la sécurité du processus, tout en assurant des services de qualité.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	1 025 854 000	...	...	1 025 854 000	1				
					1a	Ministère ⁽²⁾			
						Dépenses de fonctionnement			
						Virement de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 115 659 250 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 616 363 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 3 302 222 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 506 970 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 466 800 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 270 600 \$ du crédit 1 (Justice) et de 187 952 \$ du crédit 1 (Finances)			
...	...	130 288 660	...	130 288 660	1b	Virement de 39 006 750 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 200 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 344 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 560 980 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 542 770 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile), de 394 200 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 346 386 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 334 920 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 267 900 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 152 960 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 77 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 43 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 32 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile)			
...	...	1	...	1		Virement du : crédit 1 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	1 344 500	1 344 500		crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)			
...	...	...	3 379 222	3 379 222		crédit 1 (Finances)			
...	...	...	187 952	187 952		crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)			
...	...	...	152 960	152 960		crédit 1 (Justice)			
...	...	...	270 600	270 600		crédit 1 (Défense nationale)			
...	...	...	861 000	861 000		crédit 1 (Ressources naturelles)			
...	...	...	560 980	560 980		crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)			
...	...	...	346 386	346 386		crédit 1 (Conseil du Trésor)			
...	...	...	267 900	267 900		crédit 5			
...	...	...	3 000 000	3 000 000		crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)			
...	...	...	334 920	334 920					

...	...	...	154 666 000	154 666 000
...	...	...	549 970	549 970
...	...	...	2 816 363	2 816 363
...	...	...	542 770	542 770
...	...	...	32 000	32 000
...	...	...	212 000	212 000
...	...	...	6 984 000	6 984 000
...	...	...	(4 220 000)	(4 220 000)
...	...	...	(6 500 000)	(6 500 000)
...	...	...	(420 709)	(420 709)
...	1 025 854 000	130 288 661	165 368 814	1 321 511 475
...	115 719 000	...	...	115 719 000
...	...	23 264 000	...	23 264 000
...	...	1	...	1
...	...	...	51 524	51 524
...	...	...	169 500	169 500
...	...	...	2 556 600	2 556 600
...	...	...	205 400	205 400
...	...	...	11 600	11 600
...	...	...	856 000	856 000
...	...	...	68 600	68 600
...	...	...	137 200	137 200
...	...	...	1 361 000	1 361 000
...	...	...	502 700	502 700
...	...	...	1 097 000	1 097 000
...	...	...	352 900	352 900
...	...	...	182 000	182 000
...	...	...	(3 000 000)	(3 000 000)
...	115 719 000	23 264 001	4 552 024	143 535 025

crédit 15				
crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire)				
crédit 35				
crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile)				
crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile)				
CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
Virement au : crédit 10				
crédit 35				
crédit 60				
Total—Crédit 1	1 269 900 437	51 611 038	...	984 232 756
5				
5a				
Virement de 1 361 000 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 097 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 538 600 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 540 200 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 460 700 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 205 400 \$ du crédit 1 (Finances) et de 11 600 \$ du crédit 1 (Justice)				
5b				
Virement de 352 900 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile), de 315 800 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 182 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile), de 169 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 137 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 68 600 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 51 524 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 42 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 18 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
Virement du : crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)				
crédit 1 (Patrimoine canadien)				
crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
crédit 1 (Finances)				
crédit 1 (Justice)				
crédit 1 (Défense nationale)				
crédit 1 (Conseil du Trésor)				
crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)				
crédit 15				
crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire)				
crédit 35				
crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile)				
crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile)				
Virement au crédit 1				
Total—Crédit 5	136 399 103	7 135 922	...	110 281 588

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice			Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$	
...	718 744 000	...	...	718 744 000	10	Subventions et contributions				
					10a	Virement de 4 220 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 8 182 500 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international), de 477 000 \$ du crédit 10 (Environnement) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien)					
...	...	16 045 139	...	16 045 139	10b	Virement de 2 727 500 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international), de 84 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 84 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 50 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)					
...	...	1	...	1		Virement du : crédit 1					
...	...	...	4 220 000	4 220 000		crédit 1 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	100 000	100 000		crédit 1 (Environnement)				
...	...	...	84 000	84 000		crédit 1 (Santé)				
...	...	...	84 000	84 000		crédit 10 (Environnement)				
...	...	...	477 000	477 000		crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	50 000	50 000		crédit 20				
...	...	...	10 910 000	10 910 000						
...	718 744 000	16 045 140	15 925 000	750 714 140		Total—Crédit 10	653 255 260	97 458 880	...	591 813 708	
					12a	Faire grâce de certaines dettes et obligations payables à Sa Majesté du chef du Canada, totalisant 110 100 000 \$ US (soit l'équivalent à 122 201 000 \$ CAN) et qui représentent des réductions sur le résidu du principal respectif que lui doivent les pays débiteurs suivants : République du Cameroun, 2 981 000 \$; République démocratique du Congo, 1 559 000 \$; République de Madagascar, 29 408 000 \$; République du Rwanda, 4 072 000 \$; République-Unie de Tanzanie, 58 603 000 \$; et République de Zambie, 25 578 000 \$	126 923 466	...	...	...
...	...	122 201 000	4 722 466	126 923 466	13b	Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3)b) de cette loi de 20 000 000 000 \$ à 27 000 000 000 \$	...	1	...	...
...	...	1	...	1			...	1	...	...

...	156 027 000	...	...	156 027 000	15	Dépenses de fonctionnement						
...	...	...	(154 666 000)	(154 666 000)		Virement au : crédit 1						
...	...	...	(1 361 000)	(1 361 000)		crédit 5						
...	156 027 000	...	(156 027 000)	...		Total—Crédit 15	...	...	...	...	156 128 860	
...	10 910 000	...	...	10 910 000	20	Subventions et contributions						
...	...	...	(10 910 000)	(10 910 000)		Virement au crédit 10						
...	10 910 000	...	(10 910 000)	...		Total—Crédit 20	...	...	...	...	27 935 326	
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique—						
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	...	59 952	
...	250 000	...	(106 953)	143 047	(S)	Ministre du Commerce international—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	...	72 267	
...	99 078 000	...	(25 785 542)	73 292 458	(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	143 047	...	...	...	78 017	
35 581 809	...	...	(10 258 514) ⁽³⁾	25 323 295	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	73 292 458	...	...	...	76 739 635	
...	18 300 000	...	(18 300 000)	...	(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada	(29 615 633)	...	54 938 928	...	(24 153 398)	
...	...	...	(27 516 445)	(27 516 445)	(S)	Une partie de l'autorisation budgétaire autorisée en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (voir ci-dessous) ⁽⁴⁾						
...	18 300 000	...	(45 816 445)	(27 516 445)		Virement de l'autorisation non budgétaire ⁽⁴⁾						
...	...	...	21 925	21 925	(S)	Total de l'autorisation budgétaire reliée à l'article 24 (Net) ⁽⁴⁾	(27 516 445)	...	...	...	(50 699 597)	
...	...	...	2 349	2 349	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	21 925	...	...	...	6 543 462	
665 104	...	...	2 524 190	3 189 294	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	2 349	...	...	...	8 258	
...	...	...	7 134 924	7 134 924	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 529 593	...	659 701	...	2 212 651	
...	...	...	48 593 198	48 593 198	(S)	Pertes d'opérations de change	7 134 924	...	...	...	6 106 640	
...	...	...	14 445 675	14 445 675	(S)	Pertes d'opérations de change (Exportation et développement Canada)	48 593 198	...	...	...	174 078 644	
...	...	...	502 919 703	502 919 703	(S)	Frais administratif (Exportation et développement Canada)	14 445 675	...	...	...	...
...	...	...	25 000 000	25 000 000	(S)	Paiements pour les obligations du Canada découlant de l'accord sur le bois d'œuvre sous la <i>Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	502 919 703	...	...	...	...
...	...	...	...	...	(S)	Versements pour l'aide à l'étranger	25 000 000	...	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	50 000 000	
36 246 913	2 145 027 844	291 798 803	542 305 814	3 015 379 374		Total budgétaire	2 803 574 904	156 205 841	55 598 629	2 111 438 769		
6 876 759	...	...	...	6 876 759	L11	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971</i> portant affectation de crédits. Limite 22 500 000 \$ (Net)	(455 152)	...	7 331 911	...	581 302	
26 008 964	...	...	...	26 008 964	L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , modifié par le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> . Limite 50 000 000 \$ (Net)	(5 648 410)	...	31 657 374	...	2 978 034	

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					(S)				
					(L)				
516 800 000	...	...	...	516 800 000	(L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , article 11. Limite 1 500 000 000 \$ (Brut)	...	...	516 800 000	...
57 934 361 915	...	...	16 325 768 704	74 260 130 619	(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)	...	...	74 260 130 619	...
5 635 783 883	209 000 000	...	1 410 253 419	7 255 037 302	(S) (L) L'autorisation maximale de 13 000 000 000 \$ en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23 ⁽⁴⁾				
...	...	...	27 516 445	27 516 445	Moins : partie budgétaire de l'autorisation (voir ci-dessus) ⁽⁴⁾				
5 635 783 883	209 000 000	...	1 437 769 864	7 282 553 747	Total de l'autorisation non budgétaire reliée à l'article 24 (Net) ⁽⁴⁾	(308 824 642)	...	7 591 378 389	269 280 438
64 119 831 521	209 000 000	...	17 763 538 568	82 092 370 089	Total non budgétaire	(314 928 204)	...	82 407 298 293	272 839 774
36 246 913	2 145 027 844	291 798 803	542 305 814	3 015 379 374	Total du ministère—	2 803 574 904	156 205 841	55 598 629	2 111 438 769
64 119 831 521	209 000 000	...	17 763 538 568	82 092 370 089	Budgétaire	(314 928 204)	...	82 407 298 293	272 839 774
					Non budgétaire				
...	15 969 000	...	...	15 969 000	Corporation commerciale canadienne				
...	...	...	960 000	960 000	Dépenses du programme				
...	15 969 000	...	960 000	16 929 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
					Total—Crédit 25	16 923 000	6 000	...	16 187 000
10 000 000	...	...	...	10 000 000	(S) (L) Versements à la Corporation en vertu de la <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11. Limite 10 000 000 \$ (Net)	...	...	10 000 000	...
...	15 969 000	...	960 000	16 929 000	Total de l'organisme—	16 923 000	6 000	...	16 187 000
10 000 000	...	...	...	10 000 000	Budgétaire	...	...	10 000 000	...
					Non budgétaire				
...	210 666 000	...	...	210 666 000	Agence canadienne de développement international				
...	...	3 810 565	...	3 810 565	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	Dépenses de fonctionnement				
					Virement de 1 477 200 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international)				

...	...	...	1 477 200	1 477 200	Virement du : crédit 35				
...	...	...	110 000	110 000	CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	2 138 000	2 138 000	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	210 666 000	3 810 566	3 725 200	218 201 766	Total—Crédit 30	205 394 532	12 807 234	...	209 684 604
...	2 421 158 000	...	...	2 421 158 000	35 Subventions et contributions				
...	...	89 489 556	...	89 489 556	35a Virement de 5 594 558 \$ du crédit 5 (Finances)				
...	...	1	...	1	35b Virement de 6 500 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 375 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	...	6 500 000	6 500 000	Virement du : crédit 1				
...	...	...	1 000 000	1 000 000	crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
...	...	...	375 000	375 000	crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	...	5 594 558	5 594 558	crédit 5 (Finances)				
...	...	...	(2 816 363)	(2 816 363)	Virement au : crédit 1				
...	...	...	(1 097 000)	(1 097 000)	crédit 5				
...	...	...	(4 565 000)	(4 565 000)	crédit 10 (Industrie)				
...	...	...	(1 477 200)	(1 477 200)	crédit 30				
...	...	...	(5 600 000)	(5 600 000)	crédit 55				
...	...	...	(36 164 875)	(36 164 875)	crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	(58 125)	(58 125)	crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	2 421 158 000	89 489 557	(38 309 005)	2 472 338 552	Total—Crédit 35	2 379 714 676	92 623 876	...	2 215 927 271
...	72 922	...	...	72 922	(S) Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	71 522
...	279 962 000	...	(36 677 778)	243 284 222	(S) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>	243 284 222	...	...	271 520 796
...	23 728 000	...	(1 836 420)	21 891 580	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 891 580	...	...	22 420 603
7 415	...	...	...	7 415	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	7 415	...	...
...	...	...	9 310 605	9 310 605	(S) Perte sur réévaluation à la fin de l'exercice	9 310 605	...	...	30 209 517
...	...	...	2 041	2 041	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	2 041	...	...	9 409
...	...	...	155 000 000	155 000 000	(S) Versements pour l'aide à l'étranger	155 000 000	...	...	295 000 000
7 415	2 935 586 922	93 300 123	91 214 643	3 120 109 103	Total budgétaire	3 014 670 578	105 438 525	...	3 044 843 722
Fonds d'institutions financières internationales									
...	1	...	...	1	L40 Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 215 032 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales (Brut)				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
					L40a	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 189 921 644 \$ (215 032 000 \$ - 25 110 356 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales (Brut)					
...	...	1	189 921 642	189 921 643							
...	1	1	189 921 642	189 921 644	Total—Crédit L40	189 921 644	...	...	193 500 000	
Banque africaine de développement											
					L45	Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$ US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 3 269 586 \$ le 16 décembre 2005 peut varier à la hausse et émission et paiements de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 1 000 000 \$ CAN, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales (Brut)					
...	3 269 586	...	54 285	3 323 871		3 323 871	...	...	3 492 101	
					L50	Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le Fonds canadien pour l'Afrique</i>					
...	36 000 000	...	...	36 000 000						
					L50a	Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le Fonds canadien pour l'Afrique</i>					
...	...	19 000 000	...	19 000 000							
					L50b	Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le Fonds canadien pour l'Afrique</i>					
...	...	19 906 000	...	19 906 000							
...	36 000 000	38 906 000	...	74 906 000	Total—Crédit L50	25 267 192	49 638 808	...	25 094 288		
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 73 473 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :					
1 192 043 116	...	...	...	1 192 043 116		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	...	...	(2 376 269)	(2 376 269)		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
1 192 043 116	...	...	(2 376 269)	1 189 666 847	Total ⁽⁵⁾	1 189 666 847	...		

					Banque de développement des Caraïbes					
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
57 234 167	...	...	...	57 234 167	Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	...	...	(656 624)	(656 624)	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
57 234 167	...	...	(656 624)	56 577 543	Total ⁽⁵⁾	56 577 543	...	
					Banque asiatique de développement					
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
2 387 766 122	...	...	...	2 387 766 122	Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	...	...	(20 545 022)	(20 545 022)	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
2 387 766 122	...	...	(20 545 022)	2 367 221 100	Total ⁽⁵⁾	2 367 221 100	...	
					Banque interaméricaine de développement					
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
4 515 731 738	...	...	...	4 515 731 738	Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	...	...	(51 807 196)	(51 807 196)	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
4 515 731 738	...	...	(51 807 196)	4 463 924 542	Total ⁽⁵⁾	4 463 924 542	...	
8 152 775 143	39 269 587	38 906 001	114 590 816	8 345 541 547	Total non budgétaire	218 512 707	49 638 808	8 077 390 032	222 086 389	
					Total de l'organisme—					
7 415	2 935 586 922	93 300 123	91 214 643	3 120 109 103	Budgétaire	3 014 670 578	105 438 525	...	3 044 843 722	
8 152 775 143	39 269 587	38 906 001	114 590 816	8 345 541 547	Non budgétaire	218 512 707	49 638 808	8 077 390 032	222 086 389	
					Centre de recherches pour le développement international					
...	133 092 000	...	...	133 092 000	55	Versements au Centre de recherches pour le développement international			
...	...	1	...	1	55a	Virement de 101 458 \$ du crédit 15 (Santé) et de 2 623 541 \$ du crédit 20 (Santé)				
...	...	1	...	1	55b	Virement de 5 600 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	101 458	101 458	Virement du : crédit 15 (Santé)				
...	...	...	2 623 541	2 623 541	crédit 20 (Santé)				

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
...	...	...	5 600 000	5 600 000						
...	...	...	2 199 000	2 199 000						
...	133 092 000	2	10 523 999	143 616 001							
...	133 092 000	2	10 523 999	143 616 001		Total—Crédit 55	143 615 999	2	...	128 173 500	
						Total de l'organisme—Budgétaire	143 615 999	2	...	128 173 500	
						Commission mixte internationale					
...	5 282 000	...	...	5 282 000	60	Dépenses du programme				
...	...	236 619	...	236 619	60a	Virement de 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)					
...	...	1	...	1	60b	Virement de 220 709 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)					
...	...	...	420 709	420 709		Virement du : crédit 1				
...	...	...	91 000	91 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	5 282 000	236 620	511 709	6 030 329	(S)	Total—Crédit 60	5 624 418	405 911	...	6 560 394	
...	528 000	...	(30 482)	497 518		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	497 518	...	...	589 519
...	5 810 000	236 620	481 227	6 527 847		Total de l'organisme—Budgétaire	6 121 936	405 911	...	7 149 913	
						Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne					
...	2 789 000	...	...	2 789 000	65	Dépenses du programme				
...	...	...	17 000	17 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	2 789 000	...	17 000	2 806 000	(S)	Total—Crédit 65	1 377 459	1 428 541	...	1 861 171	
...	202 000	...	(68 142)	133 858		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	133 858	...	...	141 792
...	2 991 000	...	(51 142)	2 939 858		Total de l'organisme—Budgétaire	1 511 317	1 428 541	...	2 002 963	
						Total du portefeuille ministériel—					
						Budgétaire	5 986 417 734	263 484 820	55 598 629	5 309 795 867	
						Non budgétaire	(96 415 497)	49 638 808	90 494 688 325	494 926 163	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

(2) Au cours de l'exercice, le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce international ont été regroupés.

(3) L'autorisation reportée des exercices antérieurs a été redressée.

(4) Conformément aux articles 23 et 24 de la *Loi sur le développement des exportations*, l'autorisation maximale de 13 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer le développement des exportations. Cette augmentation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est présentée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.

(5) Comprend le montant équivalent en dollars canadiens du nombre total d'actions remboursables sur demande de toutes les ententes originales.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère ⁽¹⁾												
Sécurité internationale	107 508 222	107 460 067	7 896 410	7 646 167	254 542 712	237 849 178	...	...	...	...	369 947 344	352 955 412
Enjeux mondiaux	72 061 257	65 516 903	2 951 800	2 856 488	475 014 971	394 784 847	...	...	...	...	550 028 028	463 158 238
Relations bilatérales	135 325 537	122 226 531	4 817 400	4 790 325	...	...	...	...	...	...	140 142 937	127 016 856
Politique stratégique et diplomatie ouverte	29 551 566	27 146 657	758 400	754 561	22 687 248	22 499 903	2 603 000	1 380 423	...	...	50 394 214	49 020 698
Protocole	31 770 725	31 277 224	451 700	377 305	11 159 209	10 841 643	...	...	...	...	43 381 634	42 496 172
Services communs et infrastructure— Soutien de l'administration centrale	151 302 096	140 223 906	78 447 400	76 300 602	163 047	163 047	17 775 000	7 428 778	...	...	212 137 543	209 258 777
Services communs et infrastructure— Missions à l'étranger—												
Budgétaire	627 410 513	602 500 558	42 765 625	38 443 753	...	...	29 140 000	...	...	...	641 036 138	640 944 311
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	82 092 370 089	(314 928 204)	82 092 370 089	(314 928 204)
Affaires consulaires	116 323 545	108 057 859	2 976 500	2 930 745	80 000	80 000	3 200 000	3 189 421	...	...	116 180 045	107 879 183
Passeport Canada (fonds renouvelable) organisme de service spécial	216 434 297	200 932 921	6 975 998	6 975 998	...	...	198 087 000	237 524 552	...	...	25 323 295	(29 615 633)
Politique économique et négociations	53 631 671	38 589 315	755 790	730 931	502 919 703	502 919 703	...	...	...	...	557 307 164	542 239 949
Marchés mondiaux/Relations commerciales	40 895 927	33 373 877	...	...	...	...	...	...	...	...	40 895 927	33 373 877
Promotion de l'investissement étranger direct et coopération en science et technologie	6 710 286	4 908 059	...	...	8 050 000	8 050 000	...	...	...	...	14 760 286	12 958 059
Développement du commerce international	251 020 819	247 320 429	1 714 000	1 568 226	4 160 000	4 129 689	3 050 000	1 129 339	...	...	253 844 819	251 889 005
Sous-total—												
Budgétaire	1 839 946 461	1 729 534 306	150 511 023	143 375 101	1 278 776 890	1 181 318 010	253 855 000	250 652 513	...	...	3 015 379 374	2 803 574 904
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	82 092 370 089	(314 928 204)	82 092 370 089	(314 928 204)
Revenus affectés aux dépenses	(253 855 000)	(250 652 513)	...	...	...	...	...	(253 855 000)	(250 652 513)	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	1 586 091 461	1 478 881 793	150 511 023	143 375 101	1 278 776 890	1 181 318 010	...	...	...	...	3 015 379 374	2 803 574 904
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	82 092 370 089	(314 928 204)	82 092 370 089	(314 928 204)
Corporation commerciale canadienne—												
Budgétaire	16 929 000	16 923 000	...	...	...	...	...	...	...	...	16 929 000	16 923 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000 000	...	10 000 000	...

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agence canadienne de développement international												
Programmes géographiques—												
Budgétaire	125 446 000	120 387 216	...	...	1 497 224 888	1 442 821 369	...	...	...	...	1 622 670 888	1 563 208 585
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	74 906 000	25 267 192	74 906 000	25 267 192
Partenariat canadien	28 916 921	25 383 975	...	...	260 333 500	248 029 362	...	...	...	...	289 250 421	273 413 337
Programmes multilatéraux—												
Budgétaire	38 706 494	34 486 573	...	...	1 068 513 222	1 046 269 834	...	...	...	...	1 107 219 716	1 080 756 407
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	8 270 635 547	193 245 515	8 270 635 547	193 245 515
Cohérence des politiques	49 786 785	49 785 785	...	...	14 405 000	14 249 968	...	...	...	...	64 191 785	64 035 753
Engagement des Canadiens	6 630 129	6 628 131	...	...	30 146 164	26 628 365	...	...	...	...	36 776 293	33 256 496
Total de l'organisme—												
Budgétaire	249 486 329	236 671 680	...	...	2 870 622 774	2 777 998 898	...	...	...	...	3 120 109 103	3 014 670 578
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	8 345 541 547	218 512 707	8 345 541 547	218 512 707
Centre de recherches pour le développement international—												
Budgétaire	143 616 001	143 615 999	...	...	...	...	...	...	...	...	143 616 001	143 615 999
Commission mixte internationale												
Traité des eaux limitrophes	4 333 329	4 296 952	...	...	...	...	...	...	...	...	4 333 329	4 296 952
Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	2 194 518	1 824 984	...	...	...	...	...	...	...	...	2 194 518	1 824 984
Total de l'organisme—Budgétaire	6 527 847	6 121 936	...	...	...	...	...	...	...	...	6 527 847	6 121 936
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne												
Administrer les mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux	2 939 858	1 511 317	...	...	...	...	...	...	...	...	2 939 858	1 511 317
Total de l'organisme—Budgétaire	2 939 858	1 511 317	...	...	...	...	...	...	...	...	2 939 858	1 511 317
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	2 005 590 496	1 883 725 725	150 511 023	143 375 101	4 149 399 664	3 959 316 908	...	...	...	...	6 305 501 183	5 986 417 734
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	90 447 911 636	(96 415 497)	90 447 911 636	(96 415 497)

(1) Au cours de l'exercice, le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce international ont été regroupés.

Paievements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère ⁽¹⁾									
Subventions									
Sécurité internationale									
...	1 480 000	...	(446 201)	1 033 799	Subventions à l'appui des activités liées au déminage et aux débris de guerre explosifs	1 033 799	...	...	2 217 197
...	3 000 000	...	617 950	3 617 950	Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	3 617 950	...	...	2 090 825
...	...	150 000	...	150 000	Subvention à l'Université Dalhousie en mémoire de Dr Glyn Berry, 2006-2007	150 000	...	...	...
...	4 480 000	150 000	171 749	4 801 749		4 801 749	...	...	4 308 022

Enjeux mondiaux									
...	1 060 000	...	(129 280)	930 720	Secrétariat permanent de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	930 720	...	...	...
...	60 000	...	...	60 000	Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	60 000	...	...	60 000
...	4 873 000	...	...	4 873 000	Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	4 873 000	...	...	4 873 104
...	...	30 000	...	30 000	Subvention au Fonds de contribution au soutien des peuples autochtones des Nations Unies	30 000	...	...	...
...	...	1 766 203	...	1 766 203	Subvention à titre de remboursement au Québec pour les coûts liés aux mesures canadiennes d'aide à la suite de l'ouragan Katrina	1 766 203	...	...	...
...	...	464 781	...	464 781	Subvention à titre de remboursement à la Colombie-Britannique pour les coûts liés aux mesures canadiennes d'aide à la suite de l'ouragan Katrina	464 781	...	...	...
...	...	119 155	...	119 155	Subvention à titre de remboursement à la Croix-Rouge canadienne pour les coûts liés aux mesures canadiennes d'aide à la suite de l'ouragan Katrina	119 155	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 500 000
...	5 993 000	2 380 139	(129 280)	8 243 859		8 243 859	...	...	6 433 104

Relations bilatérales									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50 000 000

Politique stratégique et diplomatie ouverte									
...	4 000	...	(4 000)	...	Office du baccalauréat international	...	...	...	...
...	7 894 000	...	(1 379 142)	6 514 858	Subventions dans le domaine des relations culturelles	6 327 514	187 344	...	4 680 365
...	13 500 000	(1 600 000)	1 325 390	13 225 390	Subventions dans le domaine des relations avec les universités	13 225 390	...	...	12 260 000
...	21 398 000	(1 600 000)	(57 752)	19 740 248		19 552 904	187 344	...	16 940 365

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	10 576 000	583 209	...	11 159 209	Protocole Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	10 841 643	317 566	...	10 228 779
...	20 000	...	...	20 000	Services communs et infrastructure—Soutien de l'administration centrale Association de la communauté du service extérieur	20 000	...	...	20 000
...	250 000	...	(106 953)	143 047	(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	143 047	...	...	78 017
...	270 000	...	(106 953)	163 047		163 047	...	...	98 017
...	2 000 000	...	(1 205 000)	795 000	Développement du commerce international Subventions dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation	765 636	29 364	...	3 029 358
...	44 717 000	1 513 348	(1 327 236)	44 903 112	Total—Subventions	44 368 838	534 274	...	91 037 645
Contributions									
Sécurité internationale									
...	516 000	...	8 200	524 200	Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (352 070 euros)	522 221	1 979	...	516 983
...	486 000	...	(356 200)	129 800	Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (408 474 \$ US)	37 653	92 147	...	149 341
...	1 400 000	...	(521 912)	878 088	Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues	878 088	...	...	892 592
...	1 500 000	...	800 000	2 300 000	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues	2 300 000	...	...	2 000 000
...	3 296 000	...	(317 400)	2 978 600	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (2 250 400 euros)	2 679 906	298 694	...	2 493 514
...	641 000	...	534 353	1 175 353	Fonds canadien sur les mines antipersonnelles	1 175 353	...	...	1 120 987
...	55 234 000	(733 208)	(3 687 296)	50 813 496	Fonds pour la paix mondiale et la sécurité	37 796 696	13 016 800	...	...
...	10 950 000	...	259 600	11 209 600	Agence internationale de l'énergie atomique (7 477 070 euros)	11 184 207	25 393	...	10 244 738
...	16 211 000	...	...	16 211 000	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (11 070 000 euros)	13 186 090	3 024 910	...	17 345 104
...	8 000 000	...	10 227 949	18 227 949	Programme pour la sécurité humaine	18 227 949	...	...	...
...	2 500 000	...	810 751	3 310 751	Contribution pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	3 294 751	16 000	...	...
...	17 222 000	...	(480 000)	16 742 000	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)—Administration civile (11 760 000 euros)	16 662 889	79 111	...	20 175 102
Contributions, dans le cadre du Programme de partenariat mondial au Centre international des sciences et de la technologie, afin d'aider les pays de l'ancienne Union soviétique en ce									

...	24 593 000	...	(7 451 794)	17 141 206	qui a trait à la destruction, à l'élimination ou à la mise en sûreté des armes de destruction de masse	17 141 206	...	...	1 586 451
Contributions dans le cadre du programme Partenariat mondial du G8 pour la destruction, la liquidation ou la sécurisation d'armes et de matériel de destruction massive dans la Fédération de la Russie et dans les autres pays de l'ancienne Union soviétique dans les secteurs d'activité suivants :									
...	2 000 000	...	(2 000 000)	...	Le fonds spécial des projets du Partenariat mondial	...	...	...	245 110
...	20 500 000	...	(372 307)	20 127 693	La sécurité radiologique et nucléaire	19 989 193	138 500	...	640 130
...	29 821 000	4 564 000	(7 402 027)	26 982 973	Le démantèlement des sous-marins nucléaires	26 982 973	...	...	29 217 997
...	9 000 000	8 000 000	18 988 254	35 988 254	La destruction des armes chimiques	35 988 254	...	...	56 749 462
...	...	...	25 000 000	25 000 000	(S) Versements pour l'aide à l'étranger	25 000 000	...	...	...
...	203 870 000	11 830 792	34 040 171	249 740 963		233 047 429	16 693 534	...	143 377 511
Enjeux mondiaux									
Commission internationale d'établissement des faits									
...	14 000	...	...	14 000	(14 427 francs suisses)	9 145	4 855	...	7 275
...	20 000	...	(20 000)	...	Société royale du Commonwealth du Canada	...	...	...	...
...	30 000	(30 000)	...	...	Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	...	...	...	30 000
...	34 000	...	...	34 000	Organisations internationales de produits de base (22 994 euros)	29 863	4 137	...	36 663
...	58 000	...	8 000	66 000	Cour permanente d'arbitrage (39 690 euros)	62 109	3 891	...	116 731
...	65 000	...	4 000	69 000	Entente de Wassenaar (44 394 euros)	69 000	...	...	58 333
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (32 486 514 FCFA)									
...	73 000	...	10 000	83 000		81 374	1 626	...	76 986
Organisation de coopération et de développement économiques—									
Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (112 888 euros)									
...	165 000	...	...	165 000		151 812	13 188	...	172 881
...	426 000	...	...	426 000	Organisation mondiale des douanes (290 584 euros)	408 621	17 379	...	423 353
...	466 000	...	...	466 000	Organisation maritime internationale (216 927 livres sterling)	445 599	20 401	...	379 008
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (455 756 francs suisses)									
...	440 000	...	...	440 000		430 858	9 142	...	411 168
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (502 590 \$ US)									
...	598 000	...	...	598 000		458 175	139 825	...	396 331
...	542 000	...	(542 000)	...	Activités de la francophonie internationale	...	...	...	275 587
...	600 000	...	(75 000)	525 000	Soutien des intérêts du Canada à l'étranger	...	525 000	...	595 122
...	990 000	...	...	990 000	Agence internationale de l'énergie (675 602 euros)	990 000	...	...	1 027 862
...	925 000	...	(811 000)	114 000	Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement	...	114 000	...	925 000
...	732 000	...	...	732 000	Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (500 000 euros)	400 000	332 000	...	578 888
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 102 641 \$ US)									
...	1 312 000	...	...	1 312 000		1 312 000	...	...	2 464 493
...	1 445 000	...	...	1 445 000	Fondation du Commonwealth (673 043 livres sterling)	1 402 669	42 331	...	1 375 741
...	1 700 000	...	187 381	1 887 381	Volet nordique de la politique étrangère du Canada	962 380	925 001	...	1 089 468
...	1 981 000	...	(1 972 203)	8 797	Contributions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	8 797	...	...	446 007
...	1 793 000	...	(4 400)	1 788 600	Organisation de l'aviation civile internationale (1 507 542 \$ US)	1 748 146	40 454	...	1 762 846
...	1 788 000	...	(1 778 700)	9 300	Accords environnementaux internationaux	...	9 300	...	1 768 021
Contributions au Bureau canadien du mécanisme pour un développement propre et de l'application conjointe									
...	1 350 000	800 000	(420 015)	1 729 985		201 784	1 528 201	...	4 243 204
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (3 400 073 \$ US)									
...	4 044 000	...	...	4 044 000		3 996 786	47 214	...	3 947 145
...	5 854 000	...	(1 238 998)	4 615 002	Programme de stages internationaux pour les jeunes	4 615 002	...	...	5 721 602
...	6 832 000	...	...	6 832 000	Organisation mondiale du commerce (7 707 901 francs suisses)	6 239 870	592 130	...	6 012 923
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie									
...	7 500 000	...	(203 493)	7 296 507		7 296 507	...	...	7 500 000
...	11 108 000	...	(1 204 455)	9 903 545	Organisation internationale du travail (11 505 842 francs suisses)	9 753 794	149 751	...	9 259 994

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
...	12 714 000	...	2 600	12 716 600	Organisation de coopération et de développement économiques (8 682 202 euros)	12 706 498	10 102	...	25 489 591
...	10 676 000	...	398 855	11 074 855	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (8 975 725 \$ US)	11 012 299	62 556	...	10 224 596
...	11 195 000	...	...	11 195 000	Organisation des états américains (9 412 140 \$ US)	10 688 147	506 853	...	11 002 876
...	14 627 000	...	...	14 627 000	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (12 297 950 \$ US)	13 595 877	1 031 123	...	13 086 582
...	18 314 000	...	...	18 314 000	Organisation mondiale de la santé (15 397 523 \$ US)	14 373 484	3 940 516	...	14 226 005
...	107 511 000	...	(657 600)	106 853 400	Organisation des Nations Unies (90 390 804 \$ US)	97 923 816	8 929 584	...	65 106 934
...	211 612 000	...	(3 082 000)	208 530 000	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (167 990 746 \$ US)	147 928 358	60 601 642	...	168 348 821
...	5 212 000	...	500 000	5 712 000	Secrétariat du Commonwealth (2 428 196 livres sterling)	5 535 750	176 250	...	5 420 987
...	12 066 000	...	2 989 000	15 055 000	Agence intergouvernementale de la Francophonie (8 293 358 euros)	14 781 718	273 282	...	11 466 095
...	1 503 000	...	...	1 503 000	Programme du Commonwealth pour la jeunesse (700 035 livres sterling)	1 503 000	...	...	1 560 031
...	3 159 000	...	491 800	3 650 800	Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (2 655 860 \$ US)	3 642 753	8 047	...	3 432 410
...	7 018 000	...	819 170	7 837 170	Cour pénale internationale (4 792 715 euros)	7 778 060	59 110	...	6 408 168
...	437 000	...	108 830	545 830	Tribunal international du droit de la mer (298 416 \$ euros)	535 450	10 380	...	426 570
...	275 000	...	...	275 000	Autorité internationale des fonds marins (230 574 \$ US)	257 886	17 114	...	183 700
...	...	...	246 500	246 500	Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international	238 795	7 705	...	...
...	...	...	394 000	394 000	Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants	352 981	41 019	...	...
...	...	...	50 000	50 000	Fondation canadienne pour les Amériques	50 000	...	...	200 000
...	...	...	960 340	960 340	Programme de contribution à la catégorie du changement climatique international	960 340	...	...	418 807
...	...	...	165 000	165 000	Convention de Bâle	160 611	4 389	...	...
...	...	...	167 500	167 500	Convention de Vienne et Protocole de Montréal	167 500	...	...	...
...	...	...	350 000	350 000	Convention sur la diversité biologique	343 155	6 845	...	...
...	...	...	954 000	954 000	CCNUCC et le Protocole de Kyoto	930 219	23 781	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	17 417 145
...	469 204 000	770 000	(3 202 888)	466 771 112		386 540 988	80 230 124	...	405 521 950
...	993 000	(319 000)	(674 000)	...	Politique stratégique et diplomatie ouverte	...	...	...	260 987
...	2 130 000	...	362 000	2 492 000	Appui à la consultation, à la recherche et à l'information sur la politique étrangère	2 492 000	...	...	4 642 990
...	...	...	455 000	455 000	Contribution pour la Maison des étudiants canadiens	454 999	1	...	...
...	3 123 000	(319 000)	143 000	2 947 000	Contribution dans le domaine des relations avec les universités	2 946 999	1	...	4 903 977

...	80 000	...	...	80 000	Affaires consulaires Service social international Canada	80 000	...	...	80 000
...	54 000	...	(54 000)	...	Politique économique et négociations Programme de partenariats internationaux en sciences et technologie	...	...	...	...
...	...	...	502 919 703	502 919 703	(S) Paiements pour les obligations du Canada découlant de l'accord sur le bois d'œuvre sous la <i>Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	502 919 703	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	19 832 583
...	54 000	...	502 865 703	502 919 703		502 919 703	...	...	19 832 583
...	63 000	...	(63 000)	...	Marchés mondiaux/Relations commerciales Programme de partenariats internationaux en sciences et technologie	...	...	...	...
...	4 500 000	...	(700 000)	3 800 000	Promotion de l'investissement étranger direct et coopération en science et technologie Programme d'appui à l'investissement dans les communautés	3 800 000	...	...	...
...	13 000	2 250 000	1 987 000	4 250 000	Programme de partenariats internationaux en sciences et technologie	4 250 000	...	...	...
...	4 513 000	2 250 000	1 287 000	8 050 000		8 050 000	...	...	...
...	390 000	...	(45 000)	345 000	Développement du commerce international Programme de science et technologie Horizon le monde	344 053	947	...	1 364 361
...	3 020 000	...	...	3 020 000	Contributions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	3 020 000	...	...	3 709 024
...	870 000	...	(870 000)	...	Programme de partenariats internationaux en sciences et technologie	...	...	...	...
...	4 280 000	...	(915 000)	3 365 000		3 364 053	947	...	5 073 385
...	685 187 000	14 531 792	534 154 986	1 233 873 778	Total—Contributions	1 136 949 172	96 924 606	...	578 789 406
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	208 350 000	11 980 792	34 211 920	254 542 712	Sécurité internationale	237 849 178	16 693 534	...	147 685 533
...	475 197 000	3 150 139	(3 332 168)	475 014 971	Enjeux mondiaux	394 784 847	80 230 124	...	411 955 054
...	...	...	...	...	Relations bilatérales	...	...	...	50 000 000
...	24 521 000	(1 919 000)	85 248	22 687 248	Politique stratégique et diplomatie ouverte	22 499 903	187 345	...	21 844 342
...	10 576 000	583 209	...	11 159 209	Protocole	10 841 643	317 566	...	10 228 779
...	270 000	...	(106 953)	163 047	Services communs et infrastructure—Soutien de l'administration centrale	163 047	...	...	98 017
...	80 000	...	...	80 000	Affaires consulaires	80 000	...	...	80 000
...	54 000	...	502 865 703	502 919 703	Politique économique et négociations	502 919 703	...	...	19 832 583
...	63 000	...	(63 000)	...	Marchés mondiaux/Relations commerciales	...	...	...	...
...	4 513 000	2 250 000	1 287 000	8 050 000	Promotion de l'investissement étranger direct et coopération en science et technologie	8 050 000	...	...	...
...	6 280 000	...	(2 120 000)	4 160 000	Développement du commerce international	4 129 689	30 311	...	8 102 743
...	729 904 000	16 045 140	532 827 750	1 278 776 890	Total du ministère	1 181 318 010	97 458 880	...	669 827 051

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Écart		Employées au cours de l'exercice	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent		
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$	\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Agence canadienne de développement international										
Subventions										
Programmes géographiques										
...	427 577 000	1	128 423 000	556 000 001	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	518 467 472	37 532 529	...	384 462 777	
...	1 700 000	...	13 800 000	15 500 000	Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations, et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement	14 496 100	1 003 900	...	5 615 642	
...	18 047 000	...	9 194 340	27 241 340	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels	11 500 000	15 741 340	...	12 275 000	
...	...	...	700 000	700 000	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	650 000	50 000	...	...
...	447 324 000	1	152 117 340	599 441 341		545 113 572	54 327 769	...	402 353 419	
Partenariat canadien										
...	1 700 000	...	2 065 000	3 765 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	3 600 000	165 000	...	1 000 000	

...	22 000 000	...	(4 550 000)	17 450 000	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	14 710 083	2 739 917	...	21 376 064
...	8 250 000	...	(5 750 000)	2 500 000	Aide au développement pour l'éducation et la formation des particuliers	966 654	1 533 346	...	6 490 835
...	31 950 000	...	(8 235 000)	23 715 000		19 276 737	4 438 263	...	28 866 899

Programmes multilatéraux									
...	224 513 000	...	(16 313 000)	208 200 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	207 318 462	881 538	...	234 449 826
...	409 129 000	(50 000 000)	(60 270 000)	298 859 000	Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement	289 892 219	8 966 781	...	285 952 483
...	114 935 000	50 000 000	20 815 000	185 750 000	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels	176 276 939	9 473 061	...	110 258 608
...	748 577 000	...	(55 768 000)	692 809 000		673 487 620	19 321 380	...	630 660 917

Cohérence des politiques									
...	3 900 000	...	...	3 900 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	3 809 365	90 635	...	4 159 142
...	2 300 000	...	(800 000)	1 500 000	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	1 486 827	13 173	...	1 479 665
...	6 200 000	...	(800 000)	5 400 000		5 296 192	103 808	...	5 638 807

Paielements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Engagement des Canadiens				
					Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	1 485 600	3 164 400	...	1 750 000
...	...	...	4 650 000	4 650 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	3 559 035	140 965	...	...
...	...	...	3 700 000	3 700 000		5 044 635	3 305 365	...	1 750 000
...	...	...	8 350 000	8 350 000					
...	1 234 051 000	1	95 664 340	1 329 715 341	Total—Subventions	1 248 218 756	81 496 585	...	1 069 270 042
					Contributions				
					Programmes géographiques				
					Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions pour la coopération avec les pays en transition et des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernements des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	855 415 731	67 566	...	810 549 037
...	944 308 000	64 379 200	(153 203 903)	855 483 297	Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de pro-				

...	685 000	...	(378 750)	306 250	grammes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	306 066	184	...	910 652
...	...	...	1 994 000	1 994 000	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, et d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations de programmes, de projets, d'activités et d'appels	1 986 000	8 000	...	1 614 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	57 341 136
...	944 993 000	64 379 200	(151 588 653)	857 783 547		857 707 797	75 750	...	870 414 825

Partenariat canadien									
...	57 242 000	25 110 356	(51 060 356)	31 292 000	Encouragements à des entreprises privées, des investisseurs, des institutions et des organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de développement au secteur privé	23 462 201	7 829 799	...	30 758 300
...	162 183 000	...	42 358 500	204 541 500	Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement	204 540 424	1 076	...	187 242 512
...	...	...	785 000	785 000	Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernements des autres pays donateurs et à des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	750 000	35 000	...	250 000
...	219 425 000	25 110 356	(7 916 856)	236 618 500		228 752 625	7 865 875	...	218 250 812

Programmes multilatéraux									
...	2 814 000	...	1 956 000	4 770 000	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, et d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations de programmes, de projets, d'activités et d'appels	4 769 464	536	...	12 891 695

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
...	1 200 000	...	400 000	1 600 000	Encouragements à des entreprises privées, des investisseurs, des institutions et des organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de développement au secteur privé	1 200 000	400 000	...	1 200 000
...	4 300 000	...	(260 000)	4 040 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes, des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	1 885 934	2 154 066	...	1 766 101
...	1 200 000	...	...	1 200 000	Contribution à la Banque interaméricaine de développement	880 454	319 546	...	945 001
...	290 000	...	2 870 000	3 160 000	Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, d'entreprises privées et de citoyens canadiens, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement	3 153 291	6 709	...	9 585 470
...	...	...	2 650 000	2 650 000	Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernements des autres pays donateurs et à des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	2 608 849	41 151	...	...
...	9 804 000	...	7 616 000	17 420 000		14 497 992	2 922 008	...	26 388 267
					Cohérence des politiques				
					Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions pour la coopération avec les pays en transition et				

...	1 614 000	...	1 946 000	3 560 000	des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernements des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	3 557 627	2 373	...	4 511 692
...	1 143 000	...	4 042 000	5 185 000	Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	5 184 899	101	...	5 828 892
...	...	...	260 000	260 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	211 250	48 750	...	2 411 894
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 027 614
...	2 757 000	...	6 248 000	9 005 000		8 953 776	51 224	...	13 780 092
Engagement des Canadiens									
...	4 178 000	...	...	4 178 000	Contributions à l'appui du programme d'information sur le développement versées aux organisations canadiennes ou internationales de communication, à d'autres ministères fédéraux ou aux administrations provinciales ou municipales, à des radiodiffuseurs et des producteurs et aux gouvernements, institutions, organisations, organismes et personnes d'autres pays donateurs en vue de la production et la diffusion d'information sur le développement et de matériel éducatif et de la réalisation d'activités connexes	3 972 103	205 897	...	3 963 239
...	5 950 000	...	10 233 164	16 183 164	Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	16 181 132	2 032	...	11 602 329
					Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs,				

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	1 435 000	1 435 000	à tous les ordres de gouvernements des autres pays donateurs et à des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	1 430 495	4 505	...	2 244 351
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	13 314
...	10 128 000	...	11 668 164	21 796 164		21 583 730	212 434	...	17 823 233
...	1 187 107 000	89 489 556	(133 973 345)	1 142 623 211	Total—Contributions	1 131 495 920	11 127 291	...	1 146 657 229
					Autres paiements de transfert				
...	...	...	40 000 000	40 000 000	Programmes géographiques (S) Versements pour l'aide à l'étranger	40 000 000	...	...	...
...	279 962 000	...	(36 677 778)	243 284 222	Programmes multilatéraux (S) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières)	243 284 222	...	...	271 520 796
...	...	...	115 000 000	115 000 000	(S) Versements pour l'aide à l'étranger	115 000 000	...	...	295 000 000
...	279 962 000	...	78 322 222	358 284 222		358 284 222	...	...	566 520 796
...	279 962 000	...	118 322 222	398 284 222	Total—Autres paiements de transfert	398 284 222	...	...	566 520 796
					Sommaire de l'organisme par activité de programme				
...	1 392 317 000	64 379 201	40 528 687	1 497 224 888	Programmes géographiques	1 442 821 369	54 403 519	...	1 272 768 244
...	251 375 000	25 110 356	(16 151 856)	260 333 500	Partenariat canadien	248 029 362	12 304 138	...	247 117 711
...	1 038 343 000	...	30 170 222	1 068 513 222	Programmes multilatéraux	1 046 269 834	22 243 388	...	1 223 569 980
...	8 957 000	...	5 448 000	14 405 000	Cohérence des politiques	14 249 968	155 032	...	19 418 899
...	10 128 000	...	20 018 164	30 146 164	Engagement des Canadiens	26 628 365	3 517 799	...	19 573 233
...	2 701 120 000	89 489 557	80 013 217	2 870 622 774	Total de l'organisme	2 777 998 898	92 623 876	...	2 782 448 067
...	3 431 024 000	105 534 697	612 840 967	4 149 399 664	Total du portefeuille ministériel	3 959 316 908	190 082 756	...	3 452 275 118

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce international ont été regroupés.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère ⁽¹⁾				Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger	...	10 874 728	3 956 076
Politique stratégique et diplomatie ouverte				Avances au financement des missions à l'étranger	...	412 670 427	630 995 535
Centres canadiens d'enseignement	1 103 000	...	...	Remboursements de prêts	385 000 000	328 790 927	220 254 786
Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse	1 500 000	1 380 423	1 214 160	Total non budgétaire	385 000 000	752 336 082	855 206 397
	2 603 000	1 380 423	1 214 160	Total du portefeuille ministériel—			
Services communs et infrastructure—				Budgétaire	253 855 000	250 652 513	244 967 780
Soutien de l'administration centrale				Non budgétaire	385 000 000	752 336 082	855 206 397
Services internationaux de télécommunication	2 090 000	1 213 226	735 309				
Services de formation par l'Institut canadien du service extérieur	5 000 000	5 131 262	4 957 883				
Services immobiliers à l'étranger	9 300 000	1 084 290	7 719 224				
Services partagés de ITCan	1 385 000	...	1 385 000				
	17 775 000	7 428 778	14 797 416				
Services communs et infrastructure—							
Missions à l'étranger							
Services partagés de ITCan	29 140 000	...	29 215 000				
Affaires consulaires							
Droits consulaires spécialisés	3 200 000	3 189 421	3 120 036				
Passeport Canada (fonds renouvelable) organisme de service spécial							
Frais de passeports	198 087 000	237 524 552	195 929 168				
Développement du commerce international							
Foires commerciales et missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement	3 050 000	1 129 339	692 000				
Total budgétaire	253 855 000	250 652 513	244 967 780				

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce international ont été regroupés.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère ⁽²⁾					
Autres revenus—			Autres frais et droits—		
Revenus de placements ⁽¹⁾			Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse	1 380 423	1 335 736
Prêts, placements et avances—			Revenus divers de Passeport Canada	1 243	1 319
Sociétés d'État entreprises—			Dépôt et chèques non touchés	(6 485)	(7 178)
Exportation et développement Canada—Dividendes	350 000 000	...	Revenus reportés—Frais de bois d'œuvre contingent	3 619	5 029
Prêts, placements et avances aux gouvernements nationaux—			Divers	6 399 012	473 486
Expansion du commerce d'exportation—Intérêt—				7 777 812	1 808 392
Prêts	5 419 979	354			
Autres prêts, placements et avances—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 524 190	2 082 555
Employés affectés à l'étranger	407 404	350 817			
Expansion du commerce d'exportation—Intérêt	78 447 370	132 392 930	Revenus divers—		
Autres comptes—			Produits de la vente d'éléments d'actifs capitalisés—		
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	118 454	98 483	Biens immobiliers	3 700 194	13 523 933
	434 393 207	132 842 584 ⁽³⁾	Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice	122 654 487	4 008 961
			Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance	279 333	132 619
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Autres frais et droits	8 293	5 493
Autres subventions et contributions	3 068 926	682 902	Autres permis d'importation/exportation	8 730 490	7 862 919
Avances comptables	174 065	106 671	Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	855 632	1 580 134
Capital	739 718	4 709 420	Revenus de locations	17 273 283	16 752 221
Fonctionnement	2 605 386	7 456 175	Vente de publications	2 240	3 806
Divers	65 225	40 687	Services rendus à Passeport Canada	4 447 464	4 447 464
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	5 820 117	11 003 342	Divers	11 208 355	12 661 400
	12 473 437	23 999 197		169 159 771	60 978 950
			Total du ministère	945 408 462	529 883 644
Ventes de biens et de services—			Agence canadienne de développement international		
Droits et privilèges—			Autres revenus—		
Ventes de passeports	231 125 331	195 435 469	Revenus de placements ⁽¹⁾		
Location et utilisation de biens publics—			Prêts, placements et avances—		
Colocation	1 562 964	6 572 406	Placements de portefeuille—		
Services de nature réglementaire—			Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique—		
Autres permis d'importation/exportation	3 189 421	3 120 037	Intérêt	118 030	...
Droits consulaires—Achat de passeports	76 207 176	64 912 044	Profits	244 027	...
	79 396 597	68 032 081	Aide au développement international—Prêts aux pays en développement	2 556 820	2 566 404
Services de nature non réglementaire—			Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	21 763	151 950
Revenus tirés d'une activité de crédit net—				2 940 640	2 718 354
Services divers	6 260 600	38 072 536			
Revenus tirés d'une activité de crédit net—					
Services de télécommunications	734 553	59 474			
	6 995 153	38 132 010			

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Sommaire du portefeuille ministériel		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 960 585	11 764 090	Autres revenus		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 951 379	2 099 154	Revenus de placements	437 333 847	135 560 938
	10 911 964	13 863 244	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	23 729 159	37 862 461
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	7 415	Ventes de biens et de services	326 857 857	309 980 358
Revenus divers—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 524 190	2 089 970
Gain pour réévaluation à la fin de l'exercice	9 338 611	29 588 627	Revenus divers	178 804 509	91 796 944
Divers	184 012	1 016 195	Total du portefeuille ministériel	969 249 562	577 290 671
	9 522 623	30 604 822			
Total de l'organisme	23 375 227	47 193 835			
Commission mixte internationale					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	92 892	20			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	5 348	...			
	98 240	20			
Revenus divers—					
Quote-part des États-Unis aux dépenses du Bureau régional de Windsor	102 576	213 172			
Total de l'organisme	200 816	213 192			
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	80	...			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	245 438	...			
	245 518	...			
Revenus divers	19 539	...			
Total de l'organisme	265 057	...			

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce international ont été regroupés.

(3) Certaines données comparatives ont été reclassées pour refléter la présentation de l'exercice en cours.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère

**Commission canadienne des affaires
polaires**

**Commission des revendications
particulières des Indiens**

**Bureau du Canada sur le règlement des
questions des pensionnats autochtones**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	3.2
Sommaire du portefeuille ministériel	3.5
Activités de programme	3.10
Paielements de transfert	3.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	3.20
Revenus	3.20

Ministère**Résultat stratégique**

Le gouvernement – Bonne gouvernance, institutions efficaces et relations de collaboration pour les Premières nations, les Inuits et les habitants du Nord.

Description des activités de programme*Gouvernance et institutions gouvernementales*

Exercice d'une saine gouvernance et renforcement des institutions gouvernementales en s'appuyant sur des mesures législatives, des programmes, des politiques et des processus administratifs qui favorisent la mise en place des gouvernements inuits et des Premières nations stables, légitimes, efficaces et adaptés à la culture, qui dispensent des services efficaces et qui sont responsables envers leurs citoyens.

Relations de coopération

Développement de relations intergouvernementales et découlant des traités avec les Premières nations et les Inuits qui sont empreintes de collaboration et de productivité, en vue d'optimiser la poursuite et l'atteinte des objectifs communs; réconciliation des intérêts autochtones et autres par la recherche, l'évaluation, la négociation et la mise en œuvre d'ententes de revendication et d'autonomie gouvernementale; quête d'interprétations communes en ce qui concerne la relation découlant des traités historiques; et élaboration d'arrangements législatifs et administratifs qui tiennent compte de l'évolution des capacités de gouvernance et des relations.

Gouvernance du Nord

Soutien au renforcement des gouvernements nordiques par le transfert de responsabilités de type provincial, par des mécanismes intergouvernementaux efficaces de collaboration et de gestion des questions stratégiques, et par la consolidation de la collaboration inter-

gouvernementale de niveau international pour ce qui est des questions circumpolaires.

Résultat stratégique

Les gens – Individus forts et familles en santé chez les Premières nations, les Inuits et les habitants du Nord.

Description des activités de programme*Gestion des affaires des particuliers*

Gérer de façon professionnelle les affaires individuelles des Premières nations pour que les responsabilités du Ministre en matière de fonds en fiducie, d'appartenance et de successions, qui lui sont confiées en vertu de la *Loi sur les Indiens*, soient exercées comme il se doit.

Éducation

Soutien à la prestation de services d'éducation primaire et secondaire conformes aux normes et aux programmes provinciaux, contribuant, du fait, à faire grimper les niveaux de réussite scolaire et à rehausser l'employabilité des élèves des Premières nations et Inuits; aux services d'éducation spéciale visant à améliorer la qualité de l'éducation et le niveau des services de soutien offerts aux élèves admissibles ayant des besoins spéciaux pour que les niveaux se comparent raisonnablement à ceux des services de soutien offerts par les provinces; et à l'aide financière aux Indiens inscrits pour qu'ils puissent faire des études postsecondaires et pour qu'ils puissent augmenter le niveau de participation, de réussite et d'employabilité.

Développement social

Soutien à la prestation d'aide au revenu pour combler les besoins fondamentaux que sont la nourriture, les vêtements et le logement, pour assurer la sécurité et le bien-être des personnes et des familles conformément aux normes et aux programmes provinciaux; aux Services à l'enfance et à la famille des Premières nations,

pour améliorer leur bien-être et leur sécurité; à l'aide à la vie autonome pour les services de soutien social de nature non médicale comme les soins à domicile, les soins de relève à court terme, le placement familial et les soins en établissement, en vue d'améliorer le bien-être et la sécurité; au Programme de financement de la lutte contre la violence familiale pour améliorer la sécurité et la sûreté, surtout des femmes et des enfants à risque; au Programme de réinvestissement de la prestation nationale pour enfants, pour soutenir les familles à faible revenu avec des enfants et prévenir ou réduire la pauvreté chez les enfants; et aux autres services sociaux dont les Premières nations peuvent assumer la responsabilité, de même que l'autorité pour les activités de développement social grâce à l'élaboration de politiques, la conception de programmes et la prestation de services pour arriver à bâtir des collectivités de Premières nations qui soient autonomes, stables, viables et en santé.

Communautés nordiques saines

Soutien à l'amélioration de la santé et du bien-être des résidents du Nord grâce à des subventions aux hôpitaux et pour les services de médecins offerts aux résidents indiens et inuits des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut; soutien au transport à prix réduits d'aliments nutritifs périssables et autres produits essentiels vers les collectivités éloignées du Nord; à la recherche sur les sources et les effets des contaminants sur la chaîne alimentaire de l'Arctique; et aux projets pour aider les résidents du Nord à composer avec des problèmes d'ordre plus général, comme les conséquences du changement climatique.

Résultat stratégique

Les terres – Utilisation durable des terres et des ressources par les Premières nations, les Inuits et les habitants du Nord.

Description des activités de programme

Certitude du titre en matière de terres de réserves et des ressources

Activités : ajouts aux réserves; garantir la clarté du titre pour faciliter les transactions foncières futures au moyen de levés et d'ententes négociées sur les terres; et mettre en œuvre les transferts de terres dans le cadre des revendications particulières et globales.

Administration fédérale responsable

Activités : s'acquitter des responsabilités du gouvernement fédéral à l'égard des Premières nations (p. ex. en vertu de la *Loi sur les Indiens* et de la *Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes* et des règlements afférents); s'acquitter des responsabilités et de la coordination avec d'autres ministères fédéraux qui ont des responsabilités semblables, par exemple Environnement Canada; assainir des sites contaminés sous juridiction fédérale; percevoir et gérer de l'argent des Indiens résultant de l'exploitation des terres et des ressources.

Gestion des terres, des ressources et de l'environnement par les Premières nations

Activités : aider les Premières nations à renforcer leurs capacités professionnelles et institutionnelles en travaillant notamment avec les nouvelles institutions et associations professionnelles des Premières nations; appuyer l'élaboration d'options et d'ententes sectorielles concernant l'autonomie gouvernementale; travailler avec les Premières nations pour mettre en œuvre ces ententes, par exemple collaborer avec le Conseil consultatif des terres à la mise en œuvre de la *Loi sur la gestion des terres des Premières nations*.

Terres et ressources du Nord

Soutien du développement durable des ressources naturelles du Nord en mettant l'accent sur une meilleure gestion et intendance de l'environnement, dont l'assai-

nissement des sites contaminés, l'élargissement de la base de connaissances pour pouvoir prendre des décisions solides, et l'amélioration de l'efficacité du contexte réglementaire nordique.

Résultat stratégique

L'économie – Réduction de l'écart économique des peuples autochtones et des habitants du Nord.

Description des activités de programme

Possibilités d'emploi et de développement économique des peuples autochtones

Soutien à l'expansion des perspectives d'emploi et économiques pour les personnes autochtones dans les secteurs public et privé. Favorise et supporte les opportunités de passation de marché pour les entreprises autochtones.

Accès aux capitaux et développement économique

Soutien financier pour le règlement des revendications globales particulières et spéciales qui incluent des paiements fournis aux Premières nations et aux communautés inuites pour des investissements en capital. Les programmes de développement économique favorisent les opportunités de développement économique de même que l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de développement économique.

Infrastructure communautaire

Soutien à la fourniture de fonds pour l'acquisition, la construction, l'exploitation et l'entretien des installations de la collectivité, comme les routes, les ponts, les systèmes d'eau potable et d'égout ainsi que les bureaux administratifs; pour les installations éducatives comme les écoles et les résidences pour enseignants; l'assainissement de sites contaminés dans les réserves; et les logements dans les réserves.

Économie du Nord

Soutien à la croissance économique durable des économies territoriales grâce à des investissements dans l'innovation et le savoir, et les programmes de développement régional; à la défense d'intérêts et à des activités qui mènent à la participation avantageuse des résidents du Nord au développement des ressources.

Résultat stratégique

Bureau de l'Interlocuteur fédéral (BIF) – Relations renforcées avec les Métis, les Indiens non inscrits et les Canadiens d'origine autochtone vivant en milieu urbain, afin de mieux connaître leurs besoins et d'améliorer leur accès aux services fédéraux, de façon à améliorer leurs conditions socio-économiques.

Description des activités de programme

Relations de coopération (BIF)

Soutien le renforcement des relations interministérielles et intergouvernementales (fédérales-provinciales-territoriales-municipales) efficaces; poursuit les relations coopératives avec les Métis, les Indiens non inscrits ou vivant hors réserve et avec les organismes de Canadiens d'origine autochtone vivant en milieu urbain afin d'optimiser la poursuite et l'atteinte d'objectifs partagés; et la gestion proactive des enjeux stratégiques reliés aux Métis, aux Indiens non inscrits et aux Canadiens d'origine autochtone vivant en milieu urbain.

Commission canadienne des affaires polaires

Résultat stratégique

Accroissement des connaissances sur les régions polaires du Canada.

Description des activités de programme

Facilitation de la recherche et communications

Facilitation de la recherche et communications.

Commission des revendications particulières des Indiens

Résultat stratégique

Règlement équitable des revendications particulières.

Description des activités de programme

Commission des revendications particulières des Indiens

La Commission mène des enquêtes impartiales dans les cas où une Première nation conteste le rejet de sa revendication particulière par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ou est en désaccord avec les critères de dédommagement appliqués par le gouvernement au cours des négociations en vue du règlement de sa revendication. Outre ses enquêtes formelles, la Commission offre ou organise, à la demande du gouvernement et de la Première nation concernée, des services de médiation qui, à leur avis, les aidera à parvenir à une entente sur toute question relative à une revendication particulière.

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Résultat stratégique

Réconciliation entre les survivants des pensionnats indiens et le gouvernement du Canada.

Description des activités de programme

Règlement des réclamations

Pour centraliser et concentrer les efforts fédéraux afin de régler les réclamations associées au fonctionnement de l'ancien réseau des pensionnats indiens le plus rapidement possible.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	609 420 000	...	...	609 420 000	1				
...	...	47 725 547	...	47 725 547	1a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	1	...	1	1a	Virement de 5 043 000 \$ du crédit 45 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 1 400 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 234 547 \$ du crédit 60 (Transports)			
...	...	...	5 562 947	5 562 947	1b	Virement de 27 491 362 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 5 562 947 \$ du crédit 1 (Industrie)			
...	...	...	1 400 000	1 400 000		Virement du : crédit 1 (Industrie)			
...	...	...	27 491 362	27 491 362		crédit 1 (Conseil privé)			
...	...	...	5 043 000	5 043 000		crédit 10			
...	...	...	234 547	234 547		crédit 45			
...	...	...	462 500	462 500		crédit 60 (Transports)			
...	...	...	5 443 000	5 443 000		CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	...	...	...	...		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	609 420 000	47 725 548	45 637 356	702 782 904		Total—Crédit 1	649 858 008	52 924 896	...
...	28 708 000	...	...	28 708 000	5	Dépenses en capital			
...	...	...	(3 400 000)	(3 400 000)		Virement au crédit 10			
...	28 708 000	...	(3 400 000)	25 308 000		Total—Crédit 5	7 633 236	17 674 764	...
...	5 252 780 900	...	...	5 252 780 900	10	Subventions et contributions			
...	...	120 592 591	...	120 592 591	10a	Virement de 283 729 \$ du crédit 5 (Santé) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)			
...	...	1	...	1	10b	Virement de 3 400 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 27 820 586 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	3 400 000	3 400 000		Virement du : crédit 5			
...	...	...	400 000	400 000		crédit 5 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	283 729	283 729		crédit 5 (Santé)			
...	...	...	27 820 586	27 820 586		crédit 10 (Industrie)			
...	...	...	(27 491 362)	(27 491 362)		Virement au : crédit 1			
...	...	...	(1 360 000)	(1 360 000)		crédit 5 (Pêches et Océans)			
...	...	...	(50 000)	(50 000)		crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	...	...	(708 710)	(708 710)		crédit 60 (Transports)			
...	5 252 780 900	120 592 592	2 294 243	5 375 667 735		Total—Crédit 10	5 124 136 207	251 531 528	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	27 600 000	...	...	27 600 000	15	Paiements à la Société canadienne des postes			
...	...	13 300 000	...	13 300 000	15a	Paiements à la Société canadienne des postes			
...	27 600 000	13 300 000	...	40 900 000		Total—Crédit 15	39 311 162	1 588 838	...
...	7 182 000	...	...	7 182 000	20	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement			
...	...	247 900	...	247 900	20a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement			
...	...	1	...	1	20b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Virement de 375 000 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien)			
...	...	...	375 000	375 000		Virement du crédit 25			
...	7 182 000	247 901	375 000	7 804 901		Total—Crédit 20	7 443 408	361 493	...
...	31 029 000	...	...	31 029 000	25	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions			
...	...	...	(375 000)	(375 000)		Virement au crédit 20			
...	31 029 000	...	(375 000)	30 654 000		Total—Crédit 25	29 151 300	1 502 700	...
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...
...	15 000	...	(15 000)	...	(S)	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i>)	...	...	...
...	2 000 000	...	(1 751 855)	248 145	(S)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>)	248 145	...	...
...	1 400 000	...	436 601	1 836 601	(S)	Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>)	1 836 601	...	...
...	137 636 000	...	(26 501)	137 609 499	(S)	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	137 609 499	...	...
...	35 974 000	...	(33 765)	35 940 235	(S)	Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	35 940 235	...	...
...	1 472 000	...	445 311	1 917 311	(S)	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	1 917 311	...	...
...	54 411 000	...	(6 026 195)	48 384 805	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 384 805	...	...

(2)

...	...	...	469 590	469 590	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	469 590	...	...	360 640
29 888 405	...	...	1 959 215 ⁽³⁾	31 847 620	(S) Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$)	80 000	...	31 767 620	12 417 ⁽²⁾
...	...	...	1 573 514	1 573 514	(S) Montants adjugés par une cour	1 573 514	...	...	2 528 806
...	...	...	526 155	526 155	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	526 155	...	...	4 240 866
90 064	...	...	1 339 015	1 429 079	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	45 603	44 461	1 339 015	66 971
29 978 469	6 189 700 822	181 866 041	43 427 684	6 444 973 016	Total budgétaire	6 086 237 701	325 628 680	33 106 635	5 824 234 432
48 498 955	...	...	...	48 498 955	L20 Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> . Limite 48 550 835 \$ (Net)	(18 201)	...	48 517 156	(17 620)
...	31 103 000	...	...	31 103 000	L30 Prêts à des revendicateurs autochtones (Brut)				
...	...	8 500 000	...	8 500 000	L30a Prêts à des revendicateurs autochtones (Brut)				
...	31 103 000	8 500 000	...	39 603 000	Total—Crédit L30	16 544 350	23 058 650	...	21 953 155
...	49 740 000	...	...	49 740 000	L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique (Brut)	28 303 248	21 436 752	...	28 726 748
305 503	...	...	...	305 503	L40 Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et de la <i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 320 000 \$ (Brut)	...	...	305 503	...
6 550 860	...	...	...	6 550 860	L55 Provision à la Caisse de prêts aux Inuits pour les prêts consentis aux Inuits afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> et telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> . Limite 6 633 697 \$ (Net)	...	...	6 550 860	...
5 000 000	...	...	...	5 000 000	L81a Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite 5 000 000 \$ (<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i>) (Net)	...	...	5 000 000	...
60 355 318	80 843 000	8 500 000	...	149 698 318	Total non budgétaire	44 829 397	44 495 402	60 373 519	50 662 283
29 978 469	6 189 700 822	181 866 041	43 427 684	6 444 973 016	Total du ministère—	6 086 237 701	325 628 680	33 106 635	5 824 234 432⁽⁴⁾
60 355 318	80 843 000	8 500 000	...	149 698 318	Budgétaire	44 829 397	44 495 402	60 373 519	50 662 283
					Non budgétaire				
...	905 000	...	...	905 000	Commission canadienne des affaires polaires				
...	...	44 250	...	44 250	40 Dépenses du programme				
...	...	...	16 000	16 000	40a Dépenses du programme				
...	905 000	44 250	16 000	965 250	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
					Total—Crédit 40	935 982	29 268	...	887 117

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$		
...	71 000	...	(2 986)	68 014	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 014	...	...	68 077
...	976 000	44 250	13 014	1 033 264		Total de l'organisme—Budgétaire	1 003 996	29 268	...	955 194	
Commission des revendications particulières des Indiens ⁽⁴⁾											
...	5 043 000	...	...	5 043 000	45	Dépenses du programme				
...	...	6 135 750	...	6 135 750	45a	Dépenses du programme					
...	...	20 000	...	20 000	45b	Dépenses du programme					
...	...	...	72 000	72 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(5 043 000)	(5 043 000)		Virement au crédit 1				
...	5 043 000	6 155 750	(4 971 000)	6 227 750		Total—Crédit 45	5 935 337	292 413	...	6 209 394	
...	529 000	...	68 819	597 819	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	597 819	...	...	666 752
41	...	...	559	600	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	600	...	...	...
41	5 572 000	6 155 750	(4 901 622)	6 826 169		Total de l'organisme—Budgétaire	6 533 756	292 413	...	6 876 146 ⁽⁴⁾	
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽⁵⁾											
...	...	45 604 750	...	45 604 750	52a	Dépenses de fonctionnement—Virement de 147 153 750 \$ du crédit 85 (Patrimoine canadien)					
...	...	1	...	1	52b	Virement de 49 051 250 \$ du crédit 85 (Patrimoine canadien)					
...	...	...	196 205 000	196 205 000		Virement du : crédit 85 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	201 000	201 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(7 677 917)	(7 677 917)		Virement au crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
...	...	45 604 751	188 728 083	234 332 834		Total—Crédit 52	215 949 913	18 382 921	...	109 985 658	
...	...	1	...	1	54a	Contributions—Virement de 4 500 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien)					
...	...	1	...	1	54b	Virement de 1 500 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien)					
...	...	...	6 000 000	6 000 000		Virement du crédit 90 (Patrimoine canadien)				
...	...	2	6 000 000	6 000 002		Total—Crédit 54	5 837 085	162 917	...	6 482 953	

...	...	...	2 737 177	2 737 177	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 737 177	...	...	2 364 326
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	40 352 937
...	...	45 604 753	197 465 260	243 070 013	Total de l'organisme—Budgétaire	224 524 175	18 545 838	...	159 185 874
					Total du portefeuille ministériel—				
29 978 510	6 196 248 822	233 670 794	236 004 336	6 695 902 462	Budgétaire	6 318 299 628	344 496 199	33 106 635	5 991 251 646 ⁽⁴⁾⁽⁵⁾
60 355 318	80 843 000	8 500 000	...	149 698 318	Non budgétaire	44 829 397	44 495 402	60 373 519	50 662 283

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

(2) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

(3) L'autorisation reportée des exercices antérieurs a été redressée.

(4) Au cours de l'exercice, la Commission des revendications particulières des Indiens a été créée. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 6 876 146 \$.

(5) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Patrimoine canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 159 185 874 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Gouvernance et institutions gouvernementales	46 206 695	44 468 080	387 769	...	600 677 544	600 614 789	...	...	...	...	647 272 008	645 082 869
Relations de coopération—												
Budgétaire	67 689 501	67 003 094	12 071 991	849 985	71 649 289	71 618 082	...	...	...	...	151 410 781	139 471 161
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	101 199 363	44 847 598	101 199 363	44 847 598
Gouvernance du Nord	11 135 000	6 010 270	401	...	2 042 606	2 042 606	...	...	...	...	13 178 007	8 052 876
Gestion des affaires des particuliers	9 633 366	9 633 366	557	...	7 495 559	7 495 559	...	...	...	...	17 129 482	17 128 925
Éducation	119 564 522	115 059 077	57 178	...	1 566 741 669	1 564 739 290	...	...	...	...	1 686 363 369	1 679 798 367
Développement social	91 328 549	86 164 833	47 686	...	1 340 781 118	1 339 563 994	...	...	...	...	1 432 157 353	1 425 728 827
Communautés nordiques saines	47 713 499	47 603 037	3 075	...	48 820 271	48 820 271	...	...	...	...	96 536 845	96 423 308
Certitude du titre en matière de terres de réserves et des ressources	7 409 069	7 409 069	1 702 509	1 229 095	3 972 149	2 274 548	...	...	...	...	13 083 727	10 912 712
Administration fédérale responsable	33 534 291	33 534 291	1 738	...	86 818 930	86 818 930	...	...	...	...	120 354 959	120 353 221
Gestion des terres, des ressources et de l'environnement par les Premiè- res nations	14 601 316	5 869 208	1 627	...	9 509 557	9 509 557	...	...	...	...	24 112 500	15 378 765
Terres et ressources du Nord	159 477 338	153 736 766	6 195	...	28 981 895	28 981 895	...	...	...	...	188 465 428	182 718 661
Possibilités d'emploi et de développe- ment économique des peuples autochtones	1 594 020	1 594 020	45	...	858 400	858 400	...	...	...	...	2 452 465	2 452 420
Accès aux capitaux et développe- ment économique—												
Budgétaire	61 110 899	53 030 092	24 645	...	611 387 864	365 672 856	...	...	...	...	672 523 408	418 702 948
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	48 498 955	(18 201)	48 498 955	(18 201)
Infrastructure communautaire	127 855 881	104 883 805	11 000 000	5 554 156	1 151 666 354	1 150 860 900	...	...	...	...	1 290 522 235	1 261 298 861
Économie du Nord	8 943 000	3 469 929	1 136	...	19 650 865	19 650 865	...	...	...	...	28 595 001	23 120 794
Relations de coopération (BIF)	30 160 000	10 461 686	1 448	...	30 654 000	29 151 300	...	...	...	...	60 815 448	39 612 986
Total du ministère—												
Budgétaire	837 956 946	749 930 623	25 308 000	7 633 236	5 581 708 070	5 328 673 842	...	...	...	...	6 444 973 016	6 086 237 701
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	149 698 318	44 829 397	149 698 318	44 829 397
Commission canadienne des affaires polaires												
Facilitation de la recherche et communications	1 023 264	993 996	...	...	10 000	10 000	...	...	...	...	1 033 264	1 003 996
Total de l'organisme—Budgétaire	1 023 264	993 996	...	...	10 000	10 000	...	...	...	...	1 033 264	1 003 996

**Commission des revendications
particulières des Indiens ⁽¹⁾**

Commission des revendications particulières des Indiens	6 826 169	6 533 756	...	...	...	...	...	...	...	...	6 826 169	6 533 756
Total de l'organisme—Budgétaire	6 826 169	6 533 756	...	...	...	...	...	...	...	...	6 826 169	6 533 756

**Bureau du Canada sur le règlement
des questions des pensionnats
autochtones ⁽²⁾**

Règlement des réclamations	237 070 011	218 687 090	...	...	6 000 002	5 837 085	...	...	...	...	243 070 013	224 524 175
Total de l'organisme—Budgétaire	237 070 011	218 687 090	...	...	6 000 002	5 837 085	...	...	...	...	243 070 013	224 524 175

Total du portefeuille ministériel—

Budgétaire	1 082 876 390	976 145 465	25 308 000	7 633 236	5 587 718 072	5 334 520 927	6 695 902 462	6 318 299 628	
Non budgétaire	149 698 318	44 829 397	149 698 318	44 829 397

(1) Au cours de l'exercice, la Commission des revendications particulières des Indiens a été créée.

(2) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Patrimoine canadien.

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère										
Subventions										
Gouvernance et institutions gouvernementales										
...	222 934 000	...	(82 241 851)	140 692 149	Subvention pour le financement du soutien des bandes	140 692 149	...	...	137 767 270
...	43 957 000	...	(43 260)	43 913 740	Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale	43 912 907	833	...	41 734 600	
...	70 662 000	...	(2 451 676)	68 210 324	Paiements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	68 210 324	...	...	51 291 829
...	4 004 000	...	...	4 004 000	Subvention à la Première nation de Westbank en vue de la mise en œuvre de l'Entente d'autonomie gouvernementale de la Première nation de Westbank	4 003 155	845	...	3 886 558
...	3 799 000	...	361 202	4 160 202	Subventions à la bande indienne Sechelte en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelte</i>	4 159 866	336	...	4 076 830	
...	8 897 000	...	...	8 897 000	Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	8 896 700	300	...	8 723 000
...	370 000	...	1 668	371 668	Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	371 668	...	...	361 057
...	...	...	300 000	300 000	Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	300 000	...	...	...
...	354 623 000	...	(84 073 917)	270 549 083		270 546 769	2 314	...	247 841 144	

Relations de coopération										
...	5 572 000	...	36 000	5 608 000	Subventions à des organismes représentant les indiens inscrits pour appuyer leur administration	5 576 793	31 207	...	5 587 456	

Gestion des affaires des particuliers										
...	1 400 000	...	436 601	1 836 601	(S) Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités	1 836 601	...	...	1 827 267
...	300 000	...	(300 000)	...	Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	...	...	...	300 000
...	1 700 000	...	136 601	1 836 601		1 836 601	...	...	2 127 267

Éducation										
...	200 000	...	...	200 000	Subventions accordées aux Indiens et aux Inuits pour offrir des services d'aide à l'éducation primaire et secondaire	10 128	189 872	...	4 513
...	45 000	...	...	45 000	Subventions accordées aux Inuits pour favoriser leur essor culturel	45 000	...	...	43 215
...	31 537 000	...	...	31 537 000	Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse	31 537 000	...	...	29 063 977

...	2 319 000	...	...	2 319 000	Subventions accordées aux Indiens et Inuits pour favoriser l'essor de leur régime d'éducation postsecondaire	506 493	1 812 507	...	776 362
...	34 101 000	...	...	34 101 000		32 098 621	2 002 379	...	29 888 067
Développement social									
...	10 000 000	...	...	10 000 000	Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes démunies qui habitent dans les réserves indiennes	8 782 876	1 217 124	...	7 958 183
Communautés nordiques saines									
...	44 598 000	...	...	44 598 000	Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	44 598 000	...	...	43 724 000
Certitude du titre en matière de terres de réserves et des ressources									
...	3 000 000	...	...	3 000 000	Subventions pour appuyer les bénéficiaires/organismes pour le règlement de revendications particulières et spéciales	1 302 399	1 697 601	...	1 647 830
Terres et ressources du Nord									
...	1 080 500	...	5 500	1 086 000	Subvention pour le perfectionnement des connaissances scientifiques sur le Nord	1 086 000	...	...	1 080 500
Accès aux capitaux et développement économique									
...	311 310 000	...	(33 631 818)	277 678 182	Subventions pour appuyer les bénéficiaires/organismes pour le règlement de revendications particulières et spéciales	44 919 136	232 759 046	...	43 071 060
...	525 000	...	...	525 000	Subvention aux Chippewas de Kettle Point et de Stony Point conformément à l'Entente relative aux paiements anticipés d'une compensation aux personnes âgées	525 000	...	...	...
...	137 636 000	...	(26 501)	137 609 499	(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	137 609 499	...	...	160 363 472
...	35 974 000	...	(33 765)	35 940 235	(S) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	35 940 235	...	...	35 940 235
...	10 000 000	...	...	10 000 000	Subvention aux Premières nations Deh Cho aux termes de l'accord de règlement extrajudiciaire	10 000 000	...	...	...
...	14 543 000	...	...	14 543 000	Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	10 842 477	3 700 523	...	50 575 985
...	2 795 000	...	...	2 795 000	Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour faciliter la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales	2 240 865	554 135	...	1 660 462
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	40 115 215
...	512 783 000	...	(33 692 084)	479 090 916		242 077 212	237 013 704	...	331 726 429
Infrastructure communautaire									
...	136 000	...	...	136 000	Subventions aux étudiants et à leurs chaperons pour promouvoir la sensibilisation à la protection contre les incendies dans les écoles dont les bandes et le gouvernement fédéral assurent le fonctionnement	11 318	124 682	...	7 725

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	80 018 000	...	1 221 478	81 239 478	Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	80 558 706	680 772	...	77 850 931
...	80 154 000	...	1 221 478	81 375 478		80 570 024	805 454	...	77 858 656
...	1 047 611 500	...	(116 366 422)	931 245 078	Total—Subventions	688 475 295	242 769 783	...	749 439 532
Contributions									
Gouvernance et institutions gouvernementales									
...	114 501 000	417 000	86 079 881	200 997 881	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du soutien aux administrations indiennes	200 937 440	60 441	...	197 809 201
...	58 575 000	...	(2 764 453)	55 810 547	Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	55 810 547	...	...	39 430 113
...	18 710 000	...	30 557 415	49 267 415	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	49 267 415	...	...	44 583 256
...	1 689 000	...	(1 689 000)	...	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	...	...	...	...
...	15 300 000	...	5 992 940	21 292 940	Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	21 292 940	...	...	16 585 293
...	2 250 000	1 533 395	(3 783 395)	...	Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale	...	...	...	209 490
...	600 000	...	(450 000)	150 000	Contributions aux Premières nations, à leurs organismes, aux provinces et aux tiers pour les mesures provisoires et les mesures couvertes par un traité de la Colombie-Britannique	150 000	...	...	...
...	458 000	...	...	458 000	Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Nouveau-Québec et du Labrador à perfectionner leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art	458 000	...	...	458 000
...	...	...	860 678	860 678	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	860 678	...	...	750 797
...	...	...	141 000	141 000	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et entretien	141 000	...	...	233 479
...	...	...	1 150 000	1 150 000	Contributions versées aux institutions des Premières nations dans le but de favoriser une saine gestion publique	1 150 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6 343 779
...	212 083 000	1 950 395	116 095 066	330 128 461		330 068 020	60 441	...	306 403 408

					Relations de coopération				
...	45 709 000	...	(1 964 016)	43 744 984	Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale	43 744 984	...	...	47 294 156
...	9 000 000	...	3 067 475	12 067 475	Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	12 067 475	...	...	12 335 799
...	1 050 000	...	1 927 463	2 977 463	Contributions à l'intention des commissions de traités provinciales et/ou régionales	2 977 463	...	...	1 752 250
...	7 200 000	6 380 000	(9 618 067)	3 961 933	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	3 961 933	...	...	2 850 281
...	3 900 000	...	(2 313 765)	1 586 235	Contributions aux Premières nations, à leurs organismes, aux provinces et aux tiers pour les mesures provisoires et les mesures couvertes par un traité de la Colombie-Britannique	1 586 235	...	...	2 439 027
...	150 000	...	(150 000)	...	Contributions pour la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada	...	...	...	55 628
...	1 000 000	3 046 416	(4 046 416)	...	Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	...	...	...	...
...	1 000 000	...	579 954	1 579 954	Contributions pour faire les frais juridiques et autres frais des demandeurs dans des causes concernant les Indiens et susceptibles de faire jurisprudence	1 579 954	...	...	4 284 171
...	...	...	123 245	123 245	Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	123 245	...	...	65 000
...	69 009 000	9 426 416	(12 394 127)	66 041 289		66 041 289	...	...	71 076 312
					Gouvernance du Nord				
...	179 100	...	1 793 506	1 972 606	Contributions pour la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada	1 972 606	...	...	2 451 526
...	...	...	70 000	70 000	Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	70 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	71 650
...	179 100	...	1 863 506	2 042 606		2 042 606	...	...	2 523 176
					Gestion des affaires des particuliers				
...	200 000	...	2 004 975	2 204 975	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	2 204 975	...	...	2 094 522
...	5 806 000	...	(2 352 017)	3 453 983	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	3 453 983	...	...	4 424 942
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	45 000
...	6 006 000	...	(347 042)	5 658 958		5 658 958	...	...	6 564 464
					Éducation				
...	1 380 003 000	3 700 000	45 439 881	1 429 142 881	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation	1 429 142 881	...	...	1 388 631 984
...	817 000	...	...	817 000	Contributions à la Fondation nationale des réalisations autochtones	817 000	...	...	...
...	99 267 000	...	(2 834 140)	96 432 860	Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	96 432 860	...	...	93 620 730
...	...	...	5 857 928	5 857 928	Contributions en vertu du programme Rescol	5 857 928	...	...	...
...	...	...	390 000	390 000	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et entretien	390 000	...	...	640 484

Paielements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	817 000
...	1 480 087 000	3 700 000	48 853 669	1 532 640 669		1 532 640 669	...	...	1 483 710 198
Développement social									
...	1 261 080 000	6 516 000	63 170 712	1 330 766 712	Paielements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social	1 330 766 712	...	...	1 268 577 571
...	...	...	14 406	14 406	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	14 406	...	...	...
...	1 261 080 000	6 516 000	63 185 118	1 330 781 118		1 330 781 118	...	...	1 268 577 571
Communautés nordiques saines									
...	8 483 000	(4 560 000)	189 271	4 112 271	Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	4 112 271	...	...	4 440 078
...	80 000	...	...	80 000	Contribution au titre de services de consultation fournis aux Inuits dans le Sud	80 000	...	...	80 000
...	...	4 000 000	(4 000 000)	...	Contribution pour la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada	...	...	...	...
...	...	...	30 000	30 000	Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	30 000	...	...	...
...	8 563 000	(560 000)	(3 780 729)	4 222 271		4 222 271	...	...	4 520 078
Certitude du titre en matière de terres de réserves et des ressources									
...	505 000	...	261 330	766 330	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	766 330	...	...	342 945
...	...	...	160 000	160 000	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	160 000	...	...	...
...	...	...	45 819	45 819	Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale	45 819	...	...	179 745
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	62 000
...	505 000	...	467 149	972 149		972 149	...	...	584 690
Administration fédérale responsable									
...	11 832 000	8 535 928	1 115 455	21 483 383	Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	21 483 383	...	...	8 658 220
...	3 300 000	10 000	8 626 554	11 936 554	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	11 936 554	...	...	7 184 454
...	9 696 000	65 766 000	(28 184 890)	47 277 110	Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	47 277 110	...	...	31 553 440

...	5 377 000	...	(3 972 685)	1 404 315	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	1 404 315	...	...	2 180 258
...	...	...	861 712	861 712	Contributions pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur la gestion des terres des Premières nations</i>	861 712	...	...	839 208
...	...	...	114 000	114 000	Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	114 000	...	...	26 400
...	...	...	3 143 478	3 143 478	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique	3 143 478	...	...	...
...	...	...	598 378	598 378	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du soutien aux administrations indiennes	598 378	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	800 475
...	30 205 000	74 311 928	(17 697 998)	86 818 930		86 818 930	...	...	51 242 455

Gestion des terres, des ressources et de l'environnement par les Premières nations									
...	18 602 000	...	(9 192 443)	9 409 557	Contributions pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur la gestion des terres des Premières nations</i>	9 409 557	...	...	7 566 053
...	7 132 000	...	(7 132 000)	...	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	...	...	...	8 026 792
...	...	...	100 000	100 000	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique	100 000	...	...	1 985 900
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 276 804
...	25 734 000	...	(16 224 443)	9 509 557		9 509 557	...	...	18 855 549

Terres et ressources du Nord									
...	14 456 100	...	9 937 885	24 393 985	Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	24 393 985	...	...	33 021 633
...	...	...	3 456 460	3 456 460	Contributions pour la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada	3 456 460	...	...	917 400
...	...	...	45 450	45 450	Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	45 450	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 639 562
...	14 456 100	...	13 439 795	27 895 895		27 895 895	...	...	35 578 595

Possibilités d'emploi et de développement économique des peuples autochtones									
...	...	...	858 400	858 400	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique	858 400	...	...	...

Accès aux capitaux et développement économique									
...	131 447 000	2 000 000	(23 726 100)	109 720 900	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique	101 019 596	8 701 304	...	154 876 565
...	1 500 000	...	(1 500 000)	...	Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	...	...	...	15 000
...	...	...	21 962 658	21 962 658	Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada	21 962 658	...	...	...

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	613 390	613 390	Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	613 390	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 190 000
...	132 947 000	2 000 000	(2 650 052)	132 296 948		123 595 644	8 701 304	...	156 081 565

Infrastructure communautaire									
...	1 116 168 000	23 247 853	(70 416 283)	1 068 999 570	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien	1 068 999 570	...	...	938 656 767
...	...	...	766 531	766 531	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	766 531	...	...	75 269
...	...	...	524 775	524 775	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du soutien aux administrations indiennes	524 775	...	...	...
...	1 116 168 000	23 247 853	(69 124 977)	1 070 290 876		1 070 290 876	...	...	938 732 036

Économie du Nord									
...	23 157 200	...	(3 521 335)	19 635 865	Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	19 635 865	...	...	13 635 653
...	...	...	15 000	15 000	Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	15 000	...	...	...
...	23 157 200	...	(3 506 335)	19 650 865		19 650 865	...	...	13 635 653

Relations de coopération (BIF)									
...	16 004 000	...	(375 000)	15 629 000	Programme de contributions de l'Interlocuteur fédéral	15 622 489	6 511	...	15 136 863
...	15 025 000	...	...	15 025 000	Stratégie pour les autochtones en milieu urbain	13 528 811	1 496 189	...	13 331 385
...	31 029 000	...	(375 000)	30 654 000		29 151 300	1 502 700	...	28 468 248
...	4 411 208 400	120 592 592	118 662 000	4 650 462 992	Total—Contributions	4 640 198 547	10 264 445	...	4 386 553 998

Sommaire du ministère par activité de programme									
...	566 706 000	1 950 395	32 021 149	600 677 544	Gouvernance et institutions gouvernementales	600 614 789	62 755	...	554 244 552
...	74 581 000	9 426 416	(12 358 127)	71 649 289	Relations de coopération	71 618 082	31 207	...	76 663 768
...	179 100	...	1 863 506	2 042 606	Gouvernance du Nord	2 042 606	...	...	2 523 176
...	7 706 000	...	(210 441)	7 495 559	Gestion des affaires des particuliers	7 495 559	...	...	8 691 731
...	1 514 188 000	3 700 000	48 853 669	1 566 741 669	Éducation	1 564 739 290	2 002 379	...	1 513 598 265
...	1 271 080 000	6 516 000	63 185 118	1 340 781 118	Développement social	1 339 563 994	1 217 124	...	1 276 535 754
...	53 161 000	(560 000)	(3 780 729)	48 820 271	Communautés nordiques saines	48 820 271	...	...	48 244 078
...	3 505 000	...	467 149	3 972 149	Certitude du titre en matière de terres de réserves et des ressources	2 274 548	1 697 601	...	2 232 520

...	30 205 000	74 311 928	(17 697 998)	86 818 930	Administration fédérale responsable	86 818 930	...	...	51 242 455
...	25 734 000	...	(16 224 443)	9 509 557	Gestion des terres, des ressources et de l'environnement par les Premières nations	9 509 557	...	...	18 855 549
...	15 536 600	...	13 445 295	28 981 895	Terres et ressources du Nord	28 981 895	...	...	36 659 095
...	...	...	858 400	858 400	Possibilités d'emploi et de développement économique des peuples autochtones	858 400	...	...	...
...	645 730 000	2 000 000	(36 342 136)	611 387 864	Accès aux capitaux et développement économique	365 672 856	245 715 008	...	487 807 994
...	1 196 322 000	23 247 853	(67 903 499)	1 151 666 354	Infrastructure communautaire	1 150 860 900	805 454	...	1 016 590 692
...	23 157 200	...	(3 506 335)	19 650 865	Économie du Nord	19 650 865	...	...	13 635 653
...	31 029 000	...	(375 000)	30 654 000	Relations de coopération (BIF)	29 151 300	1 502 700	...	28 468 248
...	5 458 819 900	120 592 592	2 295 578	5 581 708 070	Total du ministère	5 328 673 842	253 034 228	...	5 135 993 530 ⁽¹⁾
Commission canadienne des affaires polaires									
Contributions									
Facilitation de la recherche et communications									
Contributions aux particuliers, aux organisations, aux asso- ciations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires									
...	10 000	...	...	10 000		10 000	...	...	10 000
...	10 000	...	...	10 000	Total de l'organisme	10 000	...	...	10 000
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽²⁾									
Contributions									
Règlement des réclamations									
Contributions au titre du règlement des différends en groupe, des consultations et de l'élaboration des politiques, et de commémoration									
...	...	2	6 000 000	6 000 002		5 837 085	162 917	...	6 482 953
...	...	...	...	...		...	...	...	40 000 000
...	...	2	6 000 000	6 000 002	Total de l'organisme	5 837 085	162 917	...	46 482 953
...	5 458 829 900	120 592 594	8 295 578	5 587 718 072	Total du portefeuille ministériel	5 334 520 927	253 197 145	...	5 182 486 483 ⁽²⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Patrimoine canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 46 482 953 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Accès aux capitaux et développement économique	...	4 873	18 201
Total du portefeuille ministériel— Non budgétaire	...	4 873	18 201

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Fonds du développement économique des Indiens	413 019	424 347
Conseil des Premières nations du Yukon—Anciens	653 314	763 668
Revendicateurs autochtones	6 481 212	5 553 062
Premières nations de la Colombie-Britannique	3 127 960	3 014 949
Caisse de prêts aux Inuits	4 556	4 556
Autres comptes—		
Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens—		
Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis	1 408 053	1 241 739
Prêt perpétuel de la bande Stoney	11 688	11 688
Esso Ltd—Projet Norman Wells—Bénéfices	123 252 693	131 875 479
	135 352 495	142 889 488
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	31 953 501	23 053 841
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent—		
Fonctionnement et entretien	7 067 670	4 250 290
	39 021 171	27 304 131
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Exploitation minière du Canada—		
Permis	17 652	12 197
Redevances	18 703 146	77 887 814
Locations de terres, bâtiments et matériel	138 895	230 245
Redevances pétrolières et gazières	15 429 936	14 509 692
Redevances—Carrières	144 076	132 148
	34 433 705	92 772 096
Services de nature non réglementaire	77 894	75 480
	34 511 599	92 847 576
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 339 015	90 064
Revenus divers—		
Droits fonciers issus de traités en Saskatchewan	6 600 894	6 600 894
Revenus reportés	...	(19 577)
Divers	31 462 486	30 089 400
	38 063 380	36 670 717
Total du ministère	248 287 660	299 801 976 ⁽²⁾

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Commission des revendications particulières des Indiens ⁽²⁾		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	23 410	76
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	4 290	...
	27 700	76
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	559	41
Total de l'organisme	28 259	117
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽³⁾		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	119 476	449 364
Revenus divers	446	589
Total de l'organisme	119 922	449 953
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	135 352 495	142 889 488
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	39 168 347	27 753 571
Ventes de biens et de services	34 511 599	92 847 576
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 339 574	90 105
Revenus divers	38 063 826	36 671 306
Total du portefeuille ministériel	248 435 841	300 252 046 ⁽²⁾⁽³⁾

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, la Commission des revendications particulières des Indiens a été créée. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 117 \$.

(3) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Patrimoine canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 449 953 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	4.2
Sommaire du portefeuille ministériel	4.3
Activités de programme	4.4
Paievements de transfert	4.5
Revenus	4.7

Résultat stratégique

Compétitivité des entreprises.

Description des activités de programme

Développement des entreprises

Faciliter la croissance des affaires des entreprises.

Résultat stratégique

Vitalité des collectivités.

Description des activités de programme

Amélioration de l'environnement économique des régions

Contribuer à créer des conditions socioéconomiques propices au développement des collectivités et régions du Québec.

Amélioration des infrastructures collectives

Développer et renouveler les infrastructures liées à l'eau potable et aux eaux usées, de transport et à vocation économique et culturelle.

Prestation de mesures spéciales d'ajustement

Stabiliser, revitaliser et diversifier l'économie de certaines collectivités faisant face à des chocs économiques, et atténuer les effets de désastres naturels importants.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
...	44 693 000	...	...	44 693 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	721 000	...	721 000	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	321 000	321 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	44 693 000	721 000	321 000	45 735 000		Total—Crédit 1	43 664 091	2 070 909	...	
...	331 165 000	...	...	331 165 000	5	Subventions et contributions			
...	...	34 255 000	...	34 255 000	5a	Subventions et contributions				
...	...	...	(1 127 000)	(1 127 000)		Virement au : crédit 10 (Industrie)			
...	...	...	(300 000)	(300 000)		crédit 55 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	(1 000 000)	(1 000 000)		crédit 60 (Industrie)			
...	...	...	(2 570 000)	(2 570 000)		crédit 65 (Industrie)			
...	331 165 000	34 255 000	(4 997 000)	360 423 000		Total—Crédit 5	316 124 997	44 298 003	...	
...	5 737 000	...	(652 398)	5 084 602	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 084 602	...	...
25 436	...	...	7 583	33 019	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25 436	...	7 583
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice encours	...	...	...
25 436	381 595 000	34 976 000	(5 320 815)	411 275 621		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	364 899 126	46 368 912	7 583	334 235 322

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Développement des entreprises	28 158 621	25 869 718	...	...	107 314 550	107 314 550	...	...	...	...	135 473 171	133 184 268
Amélioration de l'environnement économique des régions	19 033 000	20 467 771	...	...	124 958 153	113 608 153	...	...	...	...	143 991 153	134 075 924
Amélioration des infrastructures collectives	2 603 000	1 949 312	...	...	115 565 127	91 117 124	...	...	...	...	118 168 127	93 066 436
Prestation de mesures spéciales d'ajustement	1 058 000	487 328	...	...	12 585 170	4 085 170	...	...	...	...	13 643 170	4 572 498
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	50 852 621	48 774 129	...	...	360 423 000	316 124 997	...	...	...	...	411 275 621	364 899 126

Paielements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
					Subventions				
					Amélioration de l'environnement économique des régions				
...	300 000	...	...	300 000	Subventions au programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux petites et moyennes entreprises	95 000	205 000	...	121 000
...	16 770 000	1 875 000	...	18 645 000	Subvention à l'Administration portuaire de Québec afin de commémorer le 400 ^e anniversaire de la ville de Québec en 2008	10 350 000	8 295 000	...	...
...	17 070 000	1 875 000	...	18 945 000	Total—Subventions	10 445 000	8 500 000	...	121 000
					Contributions				
					Développement des entreprises				
...	51 626 500	...	6 602 698	58 229 198	Contributions au programme Initiatives régionales stratégiques	58 229 198	...	...	60 515 473
...	65 436 500	...	(16 497 596)	48 938 904	Contributions au programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux petites et moyennes entreprises	48 938 904	...	...	47 420 908
...	792 000	...	(645 552)	146 448	Contributions au Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	146 448	...	...	2 604 060
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	223 506
...	117 855 000	...	(10 540 450)	107 314 550		107 314 550	...	...	110 763 947
					Amélioration de l'environnement économique des régions				
...	25 994 000	1 632 000	6 637 132	34 263 132	Contributions au Programme de développement des collectivités	34 263 132	...	...	24 088 174
...	42 076 500	1 000 000	7 616 689	50 693 189	Contributions au programme Initiatives régionales stratégiques	47 843 189	2 850 000	...	43 349 243
...	20 869 500	...	(1 387 057)	19 482 443	Contributions au programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux petites et moyennes entreprises	19 482 443	...	...	12 189 202
...	528 000	...	1 046 389	1 574 389	Contributions au Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	1 574 389	...	...	1 779 982
...	89 468 000	2 632 000	13 913 153	106 013 153		103 163 153	2 850 000	...	81 406 601
					Amélioration des infrastructures collectives				
...	86 662 000	35 000 000	(6 096 873)	115 565 127	Contributions à la province de Québec en vertu du programme Infrastructures Canada	91 117 124	24 448 003	...	85 723 688
					Prestation de mesures spéciales d'ajustement				
...	20 110 000	(5 252 000)	(2 274 614)	12 583 386	Contributions au Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement	4 083 386	8 500 000	...	3 881 012

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Contributions au programme Innovation, développement de l'entrepreneursip et exportations destiné aux petites et moyennes entreprises				
...	...	...	1 784	1 784		1 784	...	...	1 060 317
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	13 350
...	20 110 000	(5 252 000)	(2 272 830)	12 585 170		4 085 170	8 500 000	...	4 954 679
...	314 095 000	32 380 000	(4 997 000)	341 478 000	Total—Contributions	305 679 997	35 798 003	...	282 848 915
					Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme				
...	117 855 000	...	(10 540 450)	107 314 550	Développement des entreprises	107 314 550	...	...	110 763 947
...	106 538 000	4 507 000	13 913 153	124 958 153	Amélioration de l'environnement économique des régions	113 608 153	11 350 000	...	81 527 601
...	86 662 000	35 000 000	(6 096 873)	115 565 127	Amélioration des infrastructures collectives	91 117 124	24 448 003	...	85 723 688
...	20 110 000	(5 252 000)	(2 272 830)	12 585 170	Prestation de mesures spéciales d'ajustement	4 085 170	8 500 000	...	4 954 679
...	331 165 000	34 255 000	(4 997 000)	360 423 000	Total du portefeuille ministériel	316 124 997	44 298 003	...	282 969 915

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	46 903 141	42 799 713
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 830 373	2 013 008
	48 733 514	44 812 721
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 583	25 436
Revenus divers	1 469 785	953 287
Total du portefeuille ministériel	50 210 882	45 791 444

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Ministère

Société d'expansion du Cap-Breton

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	5.2
Sommaire du portefeuille ministériel	5.4
Activités de programme	5.5
Paievements de transfert	5.6
Revenus	5.8

Ministère**Résultat stratégique**

Développement des entreprises – Amélioration de la croissance et de la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) de l'Atlantique qui favorise l'augmentation de la productivité, du revenu et de la création d'emplois.

Description des activités de programme*Promotion du développement des PME et renforcement de la capacité économique régionale*

Améliorer la capacité de croissance économique de la région grâce à divers mécanismes, notamment : l'aide aux petites et moyennes entreprises pour les aider aux niveaux du démarrage, de l'expansion et de la modernisation; le partenariat avec des universités et d'autres établissements afin d'accroître la capacité de recherche-développement, de commercialisation et de productivité dans la région; et la promotion de la transition de la région vers l'économie du savoir et la participation à cette transition.

Accès à l'information commerciale

Fourniture de services de counselling, de mentorat et d'orientation aux Canadiens de la région de l'Atlantique.

Résultat stratégique

Développement des collectivités – Amélioration de l'infrastructure économique communautaire et de la capacité de planification stratégique menant à une amélioration des possibilités d'emplois et de la croissance économique dans la région de l'Atlantique.

Description des activités de programme*Développement économique des collectivités*

Projets qui aident les collectivités à renforcer leur capacité et leur confiance afin d'identifier les priorités du développement économique de leur région et d'en coordonner la mise en œuvre. Ces projets sont soutenus par des organismes de développement économique des collectivités qui, à leur tour, fournissent une aide financière et technique aux entreprises et collectivités, font une planification stratégique, coordonnent le développement économique et réalisent tout un éventail de projets de développement autonomes dans le cadre d'initiatives stratégiques de développement économique des collectivités. Un organisme de développement économique des collectivités peut être n'importe quel organisme qui appuie des projets à l'échelle locale, communautaire, sous-communautaire ou municipale.

Mesures d'intervention spéciale

Soutien des initiatives conçues pour répondre aux besoins particuliers de rajustement économique des collectivités du Canada atlantique.

Programme d'infrastructure

Programme conçu pour renouveler et aménager l'infrastructure dans les municipalités rurales et urbaines du Canada atlantique.

Résultat stratégique

Politique, rôle de défenseur et coordination – Positions de politique stratégiques appuyées sur des recherches qui tiennent compte du potentiel de la région; influence

sur les politiques et les programmes nationaux ayant une incidence sur le développement et les intérêts de la région; et coordination des politiques et des programmes des autres ministères fédéraux dans la région afin de former des approches intégrées au développement et de renforcer ainsi le développement économique du Canada atlantique.

Description des activités de programme*Recherche stratégique*

Exécution d'une analyse des politiques et d'une recherche stratégique pour déterminer dans quels secteurs l'agence peut remplir son mandat avec le plus d'efficacité.

Défense des intérêts

Défendre les intérêts du Canada atlantique pour que les nouvelles initiatives du gouvernement répondent davantage aux besoins du Canada atlantique.

Coordination

Recours aux partenaires économiques pour s'attaquer aux priorités économiques stratégiques de la région de l'Atlantique.

Société d'expansion du Cap-Breton**Résultat stratégique**

Développement économique communautaire, Cap-Breton et Mulgrave.

Description des activités de programme

Agent de prestation

À titre de société d'État, la Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) dispose de pouvoirs étendus et d'un mandat flexible qui en font un mode idéal de prestation de services au gouvernement du Canada. La flexibilité caractéristique de la SECB lui permet d'offrir des services et des programmes de façon plus efficace, tout en lui procurant une gamme plus vaste de mécanismes pour atteindre les buts envisagés. La SECB est responsable de l'exécution des programmes de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique (APECA) à l'Île du Cap-Breton. En 1995, la SECB et l'APECA ont conclu un protocole d'entente par lequel la SECB administre les programmes de l'APECA pour l'Île du Cap-Breton et la région de Mulgrave. L'entente a été renégociée avec l'APECA en vue d'un autre mandat de cinq ans à compter du 1^{er} avril 2005. En novembre 2000, la SECB a signé un protocole d'entente avec le Fonds d'investissement du Cap-Breton (FICB) afin d'offrir un soutien administratif et opérationnel. La SECB affecte du personnel pour soutenir le conseil d'administration et les fonctions du FICB.

Soutien à l'entreprise

L'objectif de la SECB en rapport avec le soutien aux entreprises est la croissance de l'économie en incitant l'investissement du secteur privé dans des projets qui rendent plus concurrentielles les entreprises commerciales et qui augmentent les débouchés commerciaux en vue de produire des emplois durables et à long terme. Les plans et priorités en vertu de cette mesure sont les suivants : accès au capital, ressources humaines et commerce électronique pour l'industrie touristique.

Soutien à la collectivité

L'objectif clé du soutien aux collectivités est de les aider à planifier et à mettre en œuvre des projets de développement communautaire liés directement à des activités économiques autonomes et durables. La SECB mène un certain nombre d'initiatives dans ce domaine, soit : éducation de la capacité communautaire, festivals et événements spéciaux, congrès et événements sportifs, revitalisation communautaire et partenariat du Cap-Breton métropolitain.

Investissement

L'objectif clé en matière d'investissement est d'attirer de nouveaux investissements d'entreprise à l'Île du Cap-Breton. Certaines des mesures envisagées incluent la production de matériel de promotion lié à la réalisation d'investissements, de même que des missions afin de stimuler l'investissement.

Défense des intérêts

L'objectif clé est de défendre les intérêts, les priorités et les préoccupations propres aux résidents de l'Île du Cap-Breton face aux décisions gouvernementales. Le rôle vise à accroître la représentation de l'Île du Cap-Breton lors de réunions inter- et intra-gouvernementales, et à en faire valoir les intérêts, les priorités et les préoccupations lors du choix de projets, des décisions et des mesures prises par le gouvernement.

Orientation et recherche

L'objectif clé est de fournir des bases solides pour établir des priorités et des programmes conformes à l'orientation de la SECB. Les activités en question comprennent des recherches menées à l'interne, des études réalisées avec des partenaires de l'extérieur et la participation à divers séminaires ayant trait à l'orientation de développement économique. Les recherches ont cours dans plusieurs domaines, dont l'analyse économique, l'analyse de secteur et de problèmes, la planification et la gestion du rendement.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	82 785 000	...	...	82 785 000	1	Ministère			
...	...	2 545 550	...	2 545 550	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	402 000	402 000		Virement de 402 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 103 650 \$ du crédit 60 (Transports)			
...	...	...	103 650	103 650		Virement du : crédit 1 (Conseil du Trésor)			
...	...	...	223 740	223 740		crédit 60 (Transports)			
...	...	...	694 000	694 000		CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	...	...	...	...		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	82 785 000	2 545 550	1 423 390	86 753 940		Total—Crédit 1	80 461 219	6 292 721	...	
...	290 391 000	...	...	290 391 000	5	Subventions et contributions			
...	...	6 949 000	...	6 949 000	5a	Contributions				
...	...	...	(1 000 000)	(1 000 000)		Virement au crédit 10 (Transports)			
...	290 391 000	6 949 000	(1 000 000)	296 340 000		Total—Crédit 5	296 340 000	...	...
...	8 572 000	...	(54 227)	8 517 773	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 517 773	...	...
4 246	...	...	24 170	28 416	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	21 847	...	6 569
...	...	...	227	227	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	227	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...
4 246	381 748 000	9 494 550	393 560	391 640 356		Total du ministère—Budgétaire	385 341 066	6 292 721	6 569	
...	8 650 000	...	...	8 650 000	10	Société d'expansion du Cap-Breton			
...	...	5 000	...	5 000	10a	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton				
...	8 650 000	5 000	...	8 655 000		Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton				
...	8 650 000	5 000	...	8 655 000		Total—Crédit 10	8 655 000	...	...
...	8 650 000	5 000	...	8 655 000		Total de l'organisme—Budgétaire	8 655 000	...	...
4 246	390 398 000	9 499 550	393 560	400 295 356		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	393 996 066	6 292 721	6 569	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Promotion du développement des PME et renforcement de la capacité économique régionale	67 382 026	50 686 867	...	...	172 915 652	172 915 652	...	...	...	...	240 297 678	223 602 519
Accès à l'information commerciale	2 905 306	3 914 525	...	...	...	...	...	...	...	...	2 905 306	3 914 525
Développement économique des collectivités	12 964 224	22 176 061	...	...	89 243 419	89 243 419	...	...	...	...	102 207 643	111 419 480
Mesures d'intervention spéciale	...	51 856	...	...	13 030 561	13 030 561	...	...	...	...	13 030 561	13 082 417
Programme d'infrastructure	864 000	2 028 029	...	...	19 859 592	19 859 592	...	...	...	...	20 723 592	21 887 621
Recherche stratégique	5 196 335	4 575 400	...	...	1 290 776	1 290 776	...	...	...	...	6 487 111	5 866 176
Défense des intérêts	4 140 298	3 341 338	...	...	...	...	...	...	...	...	4 140 298	3 341 338
Coordination	1 848 167	2 226 990	...	...	...	...	...	...	...	...	1 848 167	2 226 990
Total du ministère—Budgétaire	95 300 356	89 001 066	...	...	296 340 000	296 340 000	...	...	...	...	391 640 356	385 341 066
Société d'expansion du Cap-Breton— Budgétaire	8 655 000	8 655 000	...	...	...	...	...	...	...	...	8 655 000	8 655 000
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	103 955 356	97 656 066	...	...	296 340 000	296 340 000	...	...	...	...	400 295 356	393 996 066

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
Promotion du développement des PME et renforcement de la capacité économique régionale									
...	1 000 000	...	(750 500)	249 500	Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économique	249 500	...	...	605 821

Développement économique des collectivités									
...	1 000 000	...	(376 739)	623 261	Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économique	623 261	...	...	219 073
...	2 000 000	...	(1 127 239)	872 761	Total—Subventions	872 761	...	...	824 894

Contributions									
Promotion du développement des PME et renforcement de la capacité économique régionale									
...	123 376 000	...	(33 601 081)	89 774 919	Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	89 774 919	...	...	127 805 418
...	2 200 000	...	(1 062 046)	1 137 954	Contributions pour le Programme de promotion du commerce extérieur	1 137 954	...	...	305 959
...	65 000 000	...	(5 689 544)	59 310 456	Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	59 310 456	...	...	43 562 055
...	23 900 000	...	(1 728 697)	22 171 303	Contribution pour les secteurs du commerce, de l'investissement, de l'entrepreneuriat et du perfectionnement des compétences en affaires	22 171 303	...	...	29 328 551
...	...	...	20 400	20 400	Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	20 400	...	...	47 199
...	...	...	165 994	165 994	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	165 994	...	...	32 207
...	...	...	22 400	22 400	Contributions en vertu du Programme des fonds de collectivités innovatrices	22 400	...	...	8 583
...	...	...	62 726	62 726	Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	62 726	...	...	650 198
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	848 314
...	214 476 000	...	(41 809 848)	172 666 152		172 666 152	...	...	202 588 484

Développement économique des collectivités									
...	8 248 000	...	17 067 280	25 315 280	Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	25 315 280	...	...	25 347 109
...	12 263 000	...	1 960 859	14 223 859	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	14 223 859	...	...	11 382 227
...	10 000 000	...	28 796 173	38 796 173	Contribution pour le Fonds des collectivités innovatrices	38 796 173	...	...	7 854 399
...	...	...	10 254 835	10 254 835	Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	10 254 835	...	...	46 063 382

...	...	...	30 011	30 011	Contributions pour l'entrepreneurship et du perfectionnement des compétences en affaires	30 011	...	...	52 014
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	94 066
...	30 511 000	...	58 109 158	88 620 158		88 620 158	...	...	90 793 197

Mesures d'intervention spéciale									
...	24 500 000	...	(11 523 019)	12 976 981	Contribution pour la mesure d'adaptation du chantier naval de Saint John	12 976 981	...	...	1 051 996
...	...	...	8 663	8 663	Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	8 663	...	...	...
...	...	...	42 613	42 613	Contribution pour le Fonds des collectivités innovatrices	42 613	...	...	...
...	...	...	2 304	2 304	Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	2 304	...	...	331 937
...	24 500 000	...	(11 469 439)	13 030 561		13 030 561	...	...	1 383 933

Programme d'infrastructure									
...	13 000 000	6 949 000	(89 408)	19 859 592	Contributions aux provinces de l'Atlantique en vertu du Programme Infrastructures Canada	19 859 592	...	...	29 092 234

Recherche stratégique									
...	5 004 000	...	(4 365 721)	638 279	Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	638 279	...	...	680 473
...	900 000	...	(297 503)	602 497	Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	602 497	...	...	674 623
...	...	...	50 000	50 000	Contributions pour les secteurs du commerce et de l'investissement	50 000	...	...	10 691
...	5 904 000	...	(4 613 224)	1 290 776		1 290 776	...	...	1 365 787

Coordination									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	199 062
...	288 391 000	6 949 000	127 239	295 467 239	Total—Contributions	295 467 239	...	...	325 422 697

Sommaire du portefeuille ministérielle par activité de programme									
...	215 476 000	...	(42 560 348)	172 915 652	Promotion du développement des PME et renforcement de la capacité économique régionale	172 915 652	...	...	203 194 305
...	31 511 000	...	57 732 419	89 243 419	Développement économique des collectivités	89 243 419	...	...	91 012 270
...	24 500 000	...	(11 469 439)	13 030 561	Mesures d'intervention spéciale	13 030 561	...	...	1 383 933
...	13 000 000	6 949 000	(89 408)	19 859 592	Programme d'infrastructure	19 859 592	...	...	29 092 234
...	5 904 000	...	(4 613 224)	1 290 776	Recherche stratégique	1 290 776	...	...	1 365 787
...	...	...	...	...	Coordination	...	...	...	199 062
...	290 391 000	6 949 000	(1 000 000)	296 340 000	Total du portefeuille ministériel	296 340 000	...	...	326 247 591

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes—Intérêt	...	21 131
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	4 048 774	1 535 708
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits	...	638
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24 170	12 840
Revenus divers—		
Recouvrements de contribution (prêts, avances et comptes débiteurs)	57 261 482	59 508 903
Reconnaissance de revenus sur comptes débiteurs	3 553 474	5 746 708
Frais d'intérêts et charges diverses imputés aux clients	559 017	472 123
Divers	28 995	23 836
	61 402 968	65 751 570
Total du portefeuille ministériel	65 475 912	67 321 887

SECTION 6

COMPTES PUBLICS DU CANADA **2006-2007**

Agence du revenu du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	6.2
Sommaire du portefeuille ministériel	6.3
Activités de programme	6.4
Paievements de transfert	6.5
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	6.6
Revenus	6.6

Résultat stratégique

Les contribuables s'acquittent de leurs obligations et l'assiette fiscale du Canada est protégée.

Description des activités de programme*Aide à la clientèle*

Aider les clients à s'acquitter de leurs obligations en matière d'impôt qu'impose le régime d'autocotisation.

Cotisations des déclarations et traitement des paiements

Aider et renseigner les clients; traiter les déclarations des clients dans le cadre des programmes fiscaux; inscrire toutes les entreprises du Canada; traiter, évaluer et valider des renseignements; créer des comptes et les tenir à jour; gérer les programmes de l'accise; recevoir des paiements; restructurer le processus opérationnel de l'Agence du revenu du Canada.

Observation en matière de production de déclaration et de versement

Les cas d'inobservation des exigences de production et de versement sont repérés, et des mesures sont prises afin que la dette fiscale demeure dans les limites prévues.

Observation en matière de déclaration

L'observation en matière de déclaration se définit comme étant la déclaration complète et exacte par le contribuable de tous les renseignements nécessaires à l'établissement de l'impôt à payer. Les lois et les règlements fiscaux du Canada doivent être observés pour que l'assiette fiscale soit protégée et que les Canadiens paient leur part d'impôts et de taxes. Les activités que

nous menons pour accroître le niveau d'observation comprennent les suivantes : amener les contribuables à mieux comprendre leurs obligations fiscales grâce à des activités de sensibilisation, au service à la clientèle et à l'éducation; repérer les cas d'inobservation et prendre des mesures à leur égard au moyen d'évaluations des risques, de vérifications et d'enquêtes, établir des partenariats stratégiques avec les intervenants pour donner plus de poids à nos efforts dans le secteur de l'observation. L'observation touche une variété de clients, des particuliers aux sociétés multinationales en passant par les fiducies.

Appels

Fournir un processus de règlement des différends rapide et impartial aux clients qui s'opposent aux décisions de l'Agence.

Résultat stratégique

Les familles et les particuliers admissibles reçoivent en temps opportun les paiements exacts auxquels ils ont droit, de façon à ce que l'intégrité du système canadien de sécurité du revenu soit maintenue.

Description des activités de programme*Programmes de prestations*

Appuyer les familles et les enfants, et aider à réduire la pauvreté chez les enfants, et ce, en versant aux Canadiens des prestations fondées sur le revenu et en leur fournissant d'autres services qui contribuent directement à leur bien-être socioéconomique.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
100 722 612	2 551 607 000	...	...	2 652 329 612	1	Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>				
...	...	66 943 698	...	66 943 698	1a	Virement de 18 166 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
...	...	35 407 000	...	35 407 000	1b	Dépenses du programme				
...	...	...	18 166 000	18 166 000		Virement du : crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
...	...	...	58 842 466	58 842 466		CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	59 558 000	59 558 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(756 000)	(756 000)		Virement au crédit 1 (Transports)				
100 722 612	2 551 607 000	102 350 698	135 810 466	2 890 490 776		Total—Crédit 1	2 669 768 433	52 998 113	167 724 230	2 643 299 902
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Ministre du Revenu national et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	71 582
...	96 089 000	...	38 357 133	134 446 133	(S)	Dépense des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	134 446 133	...	...	129 356 637
...	393 484 000	...	(7 995 178)	385 488 822	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	385 488 822	...	...	406 181 900
...	187 000 000	...	10 768 284	197 768 284	(S)	Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>)	197 768 284	...	...	169 611 000
...	...	18 503 000	(6 126 088)	12 376 912	(S)	Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	12 376 912	...	...	...
...	...	...	4 073 375	4 073 375	(S)	Coût de l'énergie (<i>Loi sur les mesures d'aides liées au coût de l'énergie</i>)	4 073 375	...	...	357 654 376
...	...	...	209 907	209 907	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	209 907	...	...	407 219
...	...	...	917 803	917 803	(S)	Montants adjugés par une cour	917 803	...	...	831 441
100 722 612	3 228 252 922	120 853 698	176 015 702	3 625 844 934		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 405 122 591	52 998 113	167 724 230	3 707 414 057

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Aide à la clientèle	367 750 415	341 758 952	...	...	2 000 000	527 834	22 678 440	22 678 440	...	...	347 071 975	319 608 346
Cotisations des déclarations et traitement des paiements	894 413 760	841 907 050	...	...	...	...	40 063 040	40 063 040	...	...	854 350 720	801 844 010
Observation en matière de production de déclaration et de versement	849 140 340	781 748 319	...	...	...	...	136 486 000	136 486 000	...	...	712 654 340	645 262 319
Observation en matière de déclaration	1 225 686 074	1 181 851 394	...	...	...	...	16 136 200	16 136 200	...	...	1 209 549 874	1 165 715 194
Appels	159 110 285	133 211 378	...	...	...	...	15 930 120	11 557 120	...	...	143 180 165	121 654 258
Programmes de prestations	160 197 401	152 198 005	...	...	201 841 659	201 841 659	3 001 200	3 001 200	...	...	359 037 860	351 038 464
Sous-total	3 656 298 275	3 432 675 098	...	...	203 841 659	202 369 493	234 295 000	229 922 000	...	...	3 625 844 934	3 405 122 591
Revenus affectés aux dépenses	(234 295 000)	(229 922 000)	...	...	...	...	(234 295 000)	(229 922 000)	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	3 422 003 275	3 202 753 098	...	...	203 841 659	202 369 493	...	...	...	...	3 625 844 934	3 405 122 591

Paievements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Subventions									
...	187 000 000	...	10 768 284	197 768 284	Programmes de prestations				
...	...	...	4 073 375	4 073 375	(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants	197 768 284	...	...	169 611 000
...	...	...	...	...	(S) Prestation liée au coût de l'énergie	4 073 375	...	...	357 654 376
...	187 000 000	...	14 841 659	201 841 659	Total—Subventions	201 841 659	...	...	527 265 376
Contributions									
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Aide à la clientèle				
...	...	1 000 000	...	1 000 000	Contributions à l'appui de la réforme du cadre réglementaire des organismes de bienfaisance	...	...	1 000 000	...
...	1 000 000	1 000 000	...	2 000 000	Programme d'aide et de partenariat de la Direction des organismes de bienfaisance	527 834	472 166	...	...
...	...	...	...	...	Cotisations des déclarations et traitement des paiements	527 834	472 166	1 000 000	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	131 402 654
...	1 000 000	1 000 000	...	2 000 000	Total—Contributions	527 834	472 166	1 000 000	131 402 654
Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme									
...	1 000 000	1 000 000	...	2 000 000	Aide à la clientèle	527 834	472 166	1 000 000	...
...	...	...	...	...	Cotisations des déclarations et traitement des paiements	...	...	...	131 402 654
...	187 000 000	...	14 841 659	201 841 659	Programmes de prestations	201 841 659	...	...	527 265 376
...	188 000 000	1 000 000	14 841 659	203 841 659	Total du portefeuille ministériel	202 369 493	472 166	1 000 000	658 668 030

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Les autorisations disponibles des exercices antérieurs au montant de 17 323 289 \$ pour les Contributions à la province de Québec pour les frais de l'administration commune des taxes de vente fédérale et provinciale, antérieurement présentées au crédit 5—Contributions, sont maintenant incluses dans le crédit 1—Dépenses du programme, comme dépenses de fonctionnement.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Aide à la clientèle	22 678 440	22 678 440	13 434 000
Cotisations des déclarations et traitement des paiements	40 063 040	40 063 040	30 499 600
Observation en matière de production de déclaration et de versement	136 486 000	136 486 000	91 135 000
Observation en matière de déclaration	16 136 200	16 136 200	9 349 600
Appels	15 930 120	11 557 120	7 080 800
Programmes de prestations	3 001 200	3 001 200	1 875 000
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	234 295 000	229 922 000	153 374 000

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Revenus fiscaux—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers	101 144 678 359	94 608 427 826
Des sociétés	37 745 402 806	31 724 042 457
Des non résidents	4 876 871 050	4 528 563 513
	143 766 952 215	130 861 033 796
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	14 574 499 209	14 388 841 795
Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale crédit aux particuliers	1 104 753 830 3 463 921 384	1 189 064 831 3 401 491 575
	10 005 823 995	9 798 285 389
Taxe d'accise—Carburant moteur—Essence	4 002 903 404	3 954 503 792
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel—		
Essence d'aviation et carboréacteur	21 518 938	13 231 389
Combustible diesel	1 046 242 803	1 055 448 140
	1 067 761 741	1 068 679 529
Droits d'accise—		
Spiritueux	609 121 060	485 764 622
Bière	590 289 853	587 542 592
Spiritueux rafraîchissants	18 922 526	30 101 006
Vin	205 339 239	252 102 258
Cigarettes	1 464 338 427	2 520 889 416
Cigares	6 182 343	6 602 730
Tabac manufacturé	126 667 571	165 066 736
Autres	(60 340)	18 900
	3 020 800 679	4 048 088 260
Droits sur les remboursements de dépôts douaniers pour le bois d'œuvre	494 306 130	...
Droits d'exportation de produits de bois d'œuvre	228 681 236	...
	722 987 366	...
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	357 095 364	353 006 433

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Autres taxes et droits d'accise—			Autres ministères du gouvernement—Recouvrements de		
Taxes à la fabrication—			coûts non disponibles pour être dépensés	1 030 193	2 858 800
Automobiles	12 756 153	7 218 727	Régime d'avantages sociaux des employés—Recouvrements		
Climatiseurs pour automobiles	132 910 654	138 686 590	de coûts non disponibles pour être dépensés	4 044 810	4 166 741
Primes d'assurance	23 868 260	19 032 185	Divers	104 117	89 543
Bijoux	2 293 641	34 610 326		5 689 786	7 249 246
Divers	(2 684 073)	(20 568 253)		369 805 118	286 764 623
	169 144 635	178 979 575	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	209 907	407 219
Total des revenus fiscaux	163 113 469 399	150 262 576 774	Revenus divers—		
Autres revenus—			Intérêts et pénalités—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Impôt sur le revenu des particuliers	2 276 049 639	2 026 143 350
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	409 844	612 272	Impôt sur le revenu des sociétés	1 377 725 084	708 747 938
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 250 283	4 281 507	Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), taxe d'accise, droits de douane et autre droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	487 521 645	338 502 961
	1 660 127	4 893 779		4 141 296 368	3 073 394 249
Ventes de biens et de services—			Intérêts payés sur les remboursements—		
Droits et privilèges	110 000	50 000	Impôt sur le revenu des particuliers	(101 745 067)	(81 093 484)
Location et utilisation de biens publics	106 898	126 128	Impôt sur le revenu des sociétés	(575 467 140)	(441 534 150)
Services de nature réglementaire—			Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation et taxe d'accise	(39 717 140)	(53 459 731)
Frais de perception d'assurance-emploi et du Régime de pensions du Canada	229 922 000	153 374 000		(716 929 347)	(576 087 365)
Frais d'entente anticipée en matière de prix	2 070 665	1 888 394	Dons à l'État	7 278	...
Divers	218 395	61 393	Divers—		
	232 211 060	155 323 787	Amendes imposées par le tribunal	8 059 738	12 248 542
Services de nature non réglementaire—			Recouvrement d'avantages sociaux des employés	37 572 000	30 804 000
Frais administratifs des programmes provinciaux	30 368 982	29 826 824	Article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i>	...	129 356 640
Frais de services spéciaux	...	37 014	Recouvrement des coûts de locaux liés à l'administration du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi (selon la soumission du Conseil du Trésor de 2006-2007)	6 330 000	...
Autres ministères du gouvernement—Recouvrements de coûts	100 483 017	93 160 670	Divers	1 641 450	4 890 901
Divers	796 789	783 379		53 603 188	177 300 083
	131 648 788	123 807 887		3 477 977 487	2 674 606 967
Ventes de biens et de produits d'information—			Total des autres revenus	3 849 652 639	2 966 672 588
Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc.	38 586	207 575	Total du portefeuille ministériel	166 963 122 038	153 229 249 362
Autres frais et droits—					
Frais d'administration pour titres non payés	887	700			
Revenus reportés	488 248	118 739			
Intérêts sur les autres revenus—Autres	21 531	14 723			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère

Commission canadienne du lait

**Agence canadienne d'inspection des
aliments**

Commission canadienne des grains

Financement agricole Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	7.2
Sommaire du portefeuille ministériel	7.5
Activités de programme	7.10
Palements de transfert	7.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	7.16
Revenus	7.16

Ministère**Résultat stratégique**

Santé de l'environnement.

Description des activités de programme*Environnement*

Faire que le secteur respecte l'environnement et réalise des progrès dans les domaines des sols, de l'eau, de l'air et de la biodiversité.

Résultat stratégique

Sécurité du système alimentaire.

Description des activités de programme*Salubrité et qualité des aliments (SQA)*

Réduire au minimum le risque et l'incidence des toxi-infections alimentaires sur la santé humaine, accroître la confiance des consommateurs et améliorer la capacité du secteur de répondre aux besoins des marchés des produits alimentaires ou de les dépasser.

Gestion des risques de l'entreprise

Améliorer la capacité des producteurs de gérer les risques et accroître la viabilité et la rentabilité du secteur.

Conseil national des produits agricoles (CNPA)

Conseiller le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire sur tous les sujets liés aux organismes créés en vertu de la *Loi sur les offices des produits agricoles*, en vue de maintenir et de promouvoir une industrie agricole efficiente et compétitive :

- pour examiner les activités des offices de commercialisation afin de faire en sorte qu'ils atteignent leurs objectifs tels que décrits dans la législation;

- pour travailler avec les offices à la promotion d'une commercialisation plus efficace des produits agricoles dans le cadre du commerce interprovincial et des exportations; et
- pour travailler avec les offices de promotion et de recherche en relation avec la recherche sur la production primaire et les activités de promotion liées aux produits agricoles.

Résultat stratégique

Innovations propices à la croissance.

Description des activités de programme*Innovation et renouveau*

Doter le secteur de nouvelles compétences en affaires et en gestion, favoriser la création de bioproduits et de systèmes de production fondés sur le savoir, et élaborer des stratégies pour ouvrir des débouchés et gérer le changement.

Agence canadienne du pari mutuel

Régulariser et superviser le pari mutuel en protégeant la mise publique, sur la base de recouvrement complet des coûts, de la manière la plus efficace et efficiente possible.

Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives

Mener une approche intégrée et pangouvernementale, appelée le Partenariat rural canadien, dans le cadre de laquelle le gouvernement vise à coordonner ses politiques économique, sociale, environnementale et culturelle de manière à atteindre le renouveau économique et social des collectivités rurales du Canada.

Faciliter les relations entre les coopératives et les ministères et organismes fédéraux qui ont des lois et des politiques affectant les coopératives. Le Secrétariat

fournit également des conseils à l'ensemble du gouvernement en ce qui a trait aux politiques affectant les coopératives, et coordonne la mise en œuvre de telles politiques, et agit à titre de centre d'expertise sur les coopératives au sein du gouvernement fédéral.

Résultat stratégique

Sécurité du système alimentaire et innovations propices à la croissance.

Description des activités de programme*Marchés et international*

Accroître les possibilités d'expansion du secteur agroalimentaire canadien à l'échelle internationale.

Commission canadienne du lait**Résultat stratégique**

Accroître la vitalité de l'industrie laitière canadienne au profit de tous les partenaires de l'industrie.

Description des activités de programme*Administre le système de gestion des approvisionnements du lait*

- Établit les prix de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé.
- Calcule et recommande le niveau cible national de production du lait de transformation.
- Agit comme facilitateur au sein de l'industrie laitière.
- Gère les Programmes intérieurs de saisonnalité (offre et demande).

Agence canadienne d'inspection des aliments

Résultat stratégique

Protéger les Canadiens contre les risques évitables pour la santé liés à la salubrité des aliments ou à la transmission de maladies animales à l'homme.

Description des activités de programme

Salubrité des aliments et santé publique

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), ainsi qu'un grand nombre d'organismes fédéraux, provinciaux et municipaux, travaillent à l'amélioration globale de la santé des Canadiens. La principale contribution de l'ACIA à cet effort est d'assurer la salubrité des aliments, la santé des animaux et la diffusion d'information permettant aux consommateurs de faire des choix nutritionnels éclairés.

Résultat stratégique

Assurer un régime de réglementation équitable et efficace au chapitre des aliments, des animaux et des végétaux.

Description des activités de programme

Science et réglementation

Mise en place d'un régime de réglementation des aliments, des animaux et des végétaux équitable et efficace et préservation de l'intégrité des politiques de réglementation et des activités d'inspection et de certification de l'ACIA.

Résultat stratégique

Assurer le maintien des ressources végétales et animales.

Description des activités de programme

Protection des ressources animales et végétales

Lutte contre les espèces envahissantes, réglementation des produits agricoles, y compris ceux issus de la biotechnologie, et protection du cheptel, des cultures et des forêts canadiennes contre les organismes nuisibles réglementés et les maladies.

Résultat stratégique

Sécurité contre les menaces délibérées envers les réserves alimentaires et les ressources agricoles canadiennes.

Description des activités de programme

Sécurité publique

Protection de la sécurité publique et agroalimentaire.

Commission canadienne des grains

Résultat stratégique

Un système d'assurance de la qualité du grain qui répond aux exigences changeantes des marchés céréaliers canadiens et internationaux.

Description des activités de programme

Offrir des services d'inspection et d'analyses—Crédits parlementaires

Offrir des services d'inspection et d'analyses en recourant à un système d'assurance de la qualité du grain qui :

- est conforme au mandat législatif défini dans la *Loi sur les grains du Canada* et aux exigences des membres de l'industrie céréalière, du producteur au consommateur;

- fournit un soutien scientifique et technique; et
- peut traiter les variétés distinguables et non distinguables visuellement et avoir la capacité de séparer le grain selon des caractéristiques précises.

Offrir des services d'inspection et d'analyses—Fonds renouvelable de la CCG

Offrir des services d'inspection et d'analyses en recourant à un système d'assurance de la qualité du grain qui :

- est conforme au mandat législatif défini dans la *Loi sur les grains du Canada* et aux exigences des membres de l'industrie céréalière, du producteur au consommateur;
- fournit un soutien scientifique et technique; et
- peut traiter les variétés distinguables et non distinguables visuellement et avoir la capacité de séparer le grain selon des caractéristiques précises.

Résultat stratégique

Un système d'assurance de la quantité des grains qui répond aux besoins changeants de l'industrie céréalière.

Description des activités de programme

Offrir des services de pesée—Crédits parlementaires

Offrir des services de pesée en recourant à un système d'assurance de la quantité du grain qui :

- est conforme au mandat législatif défini dans la *Loi sur les grains du Canada* et aux exigences des membres de l'industrie céréalière, du producteur au consommateur; et
- fournit un soutien technique.

Offrir des services de pesée—Fonds renouvelable de la CCG

Offrir des services de pesée en recourant à un système d'assurance de la quantité du grain qui :

- est conforme au mandat législatif défini dans la *Loi sur les grains du Canada* et aux exigences des membres de l'industrie céréalière, du producteur au consommateur; et
- fournit un soutien technique.

Résultat stratégique

Des activités de recherche et de développement qui rehaussent la valeur marchande des grains canadiens.

Description des activités de programme*Mener des recherches pour mieux comprendre et évaluer la qualité des grains—Crédits parlementaires*

Effectuer des activités de recherche et de développement sur la qualité du grain qui renforcent la facilité d'écoulement du grain canadien grâce :

- aux activités de recherche qui appuient le système d'assurance de la qualité du grain;
- aux activités de recherche à l'appui des nouveaux défis à relever; et
- à l'adaptation des normes de grain qui répondent à l'évolution des besoins de l'industrie céréalière.

Résultat stratégique

La défense des droits des producteurs de façon à ce que ces derniers soient traités équitablement au sein du réseau de manutention des grains.

Description des activités de programme*Défendre les droits des producteurs—Crédits parlementaires*

Défendre les droits des producteurs tels qu'ils sont stipulés dans la *Loi sur les grains du Canada* :

- en administrant un système d'agrément et de garantie;
- en assurant le traitement équitable des producteurs par les sociétés céréalières agréées et les négociants en grain agréés;
- en communiquant aux producteurs des renseignements sur la qualité du grain; et
- en assurant la gestion équitable de l'option de livraison du grain par wagon de producteur.

Défendre les droits des producteurs—Fonds renouvelable de la CCG

Défendre les droits des producteurs tels qu'ils sont stipulés dans la *Loi sur les grains du Canada* :

- en administrant un système d'agrément et de garantie;
- en assurant le traitement équitable des producteurs par les sociétés céréalières agréées et les négociants en grain agréés;
- en communiquant aux producteurs des renseignements sur la qualité du grain; et
- en assurant la gestion équitable de l'option de livraison du grain par wagon de producteur.

Financement agricole Canada**Résultat stratégique**

Le but de la société est de mettre en valeur le secteur rural canadien par la prestation de services et produits financiers et commerciaux, spécialisés et personnalisés, aux exploitations agricoles—notamment aux fermes familiales—et aux petites et moyennes entreprises liées à l'agriculture. Les activités de la société visent principalement les exploitations agricoles, notamment les fermes familiales.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	583 866 000	...	...	583 866 000	1				
...	...	161 631 664	...	161 631 664	1a				
...	...	9 305 036	...	9 305 036	1b				
...	...	...	150 000	150 000					
...	...	...	1 700 000	1 700 000					
...	...	...	138 750	138 750					
...	...	...	7 851 000	7 851 000					
...	...	...	(10 000 000)	(10 000 000)					
...	...	...	(51 524)	(51 524)					
...	...	...	(500 000)	(500 000)					
...	583 866 000	170 936 700	(711 774)	754 090 926	Total—Crédit 1	708 198 255	45 892 671	...	622 469 730
...	28 631 000	...	...	28 631 000	5				
...	...	4 994 000	...	4 994 000	5a				
...	...	7 586 000	...	7 586 000	5b				
...	...	...	10 000 000	10 000 000					
...	28 631 000	12 580 000	10 000 000	51 211 000	Total—Crédit 5	34 133 842	17 077 158	...	31 189 696
...	448 930 000	...	...	448 930 000	10				
...	...	296 721 000	...	296 721 000	10a				
...	...	88 410 256	...	88 410 256	10b				
...	...	...	400 000	400 000					
...	...	...	(1 700 000)	(1 700 000)					
...	448 930 000	385 131 256	(1 300 000)	832 761 256	Total—Crédit 10	596 657 461	236 103 795	...	297 152 705
...	...	1	...	1	13b		1	...	...
...	...	...	...	...	15				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	1	...	...	1	15a				
...	...	1	...	1						
...	1	1	...	2	Total—Crédit 15	...	2	...	...
...	1	...	...	1	20				
600 000	200 000	...	(200 000)	600 000	(S)			600 000	...	
...	5 000 000	...	(122 683)	4 877 317	(S)	4 877 317	...	...	131 600
...	570 020 000	468 700 000	(105 456 874)	933 263 126	(S)	933 263 126	...	...	1 068 670 000
...	406 970 000	...	(63 902 713)	343 067 287	(S)	343 067 287	...	...	345 885 470

...	65 500 000	...	(54 902 390)	10 597 610	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	10 597 610	...	...	9 188 599
...	4 000 000	...	(3 973 830)	26 170	(S) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	26 170	...	...	(526 159)
...	4 180 000	...	(2 451 009)	1 728 991	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Projets de politiques agricoles	1 728 991	...	...	6 678 575
...	72 922	...	2 787	75 709	(S) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire—Traitement et allocation pour automobile	75 709	...	...	68 795
...	74 308 000	...	(354 096)	73 953 904	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	73 953 904	...	...	76 229 037
...	...	873 000 000	(873 000 000)	...	(S) Subventions et contributions à l'appui des modifications apportées à la méthode d'évaluation des stocks en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	...	...	...	...
...	...	1 076 000	(59 297)	1 016 703	(S) Paiements de subvention pour le Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré	1 016 703	...	...	...
...	...	...	431 000 000	431 000 000	(S) Paiements de subventions pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	431 000 000	...	...	...
...	...	...	442 000 000	442 000 000	(S) Paiements de contributions pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	442 000 000	...	...	...
1 932 620	...	...	...	1 932 620	(S) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	(758 622)	...	2 691 242	1 195 431
...	...	...	(2 617 836)	(2 617 836)	(S) Paiements de subvention par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	(2 617 836)	...	...	(19 661 532)
...	...	...	(577 591)	(577 591)	(S) Contributions à la transition aux programmes futurs de gestion des risques	(577 591)	...	...	(8 119 108)
...	...	...	(2 815 590)	(2 815 590)	(S) Paiements de subvention par catégorie pour le Programme de revenu agricole	(2 815 590)	...	...	(43 195)
...	...	...	(1 698 015)	(1 698 015)	(S) Contributions pour la gestion des risques agricoles—Gestion des risques de l'entreprise du Programme des avances de crédit printanières	(1 698 015)	...	...	4 104 773
...	...	...	29 333	29 333	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	29 333	...	...	74 677
...	...	...	121 721	121 721	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	121 721	...	...	...
159 796	...	...	2 784 528	2 944 324	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 672 193	...	272 131	2 518 829
...	...	...	(120 172)	(120 172)	(S) Subventions à l'appui du Programme de paiements relatifs aux céréales et oléagineux	(120 172)	...	...	713 299 260
...	...	...	(20 346)	(20 346)	(S) Paiements de contribution par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	(20 346)	...	...	33 449 356
...	...	...	(1 870 400)	(1 870 400)	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programmes provinciaux	(1 870 400)	...	...	155 235 301
...	...	...	(2 312 329)	(2 312 329)	(S) Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)	(2 312 329)	...	...	...
...	...	...	(1 626 036)	(1 626 036)	(S) Paiements de contribution par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	(1 626 036)	...	...	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$	
...	...	...	(1 280 770)	(1 280 770)	(S) Paiements de contribution par catégorie pour le Programme de revenu agricole	(1 280 770)	...	...	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	42 500 000
2 692 416	2 191 677 924	1 911 423 958	(235 435 382)	3 870 358 916	Total du ministère—Budgétaire	3 567 721 915	299 073 628	3 563 373	3 381 691 840	
...	3 513 000	...	...	3 513 000	Commission canadienne du lait				
...	...	...	147 000	147 000	25 Dépenses du programme				
...	3 513 000	...	147 000	3 660 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾					
...	...	...	...	...	Total—Crédit 25	3 660 000	...	...	3 494 000
209 304 000	...	...	...	209 304 000	(S) (L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 300 000 000 \$ (Net)	(44 739 000)	...	254 043 000	58 749 000
...	3 513 000	...	147 000	3 660 000	Total de l'organisme—	3 660 000	...	...	3 494 000
209 304 000	...	...	...	209 304 000	Budgétaire	(44 739 000)	...	254 043 000	58 749 000
...	482 401 000	...	...	482 401 000	Agence canadienne d'inspection des aliments				
...	...	76 370 633	...	76 370 633	30 Dépenses de fonctionnement et contributions					
...	...	1	...	1	30a Virement de 1 700 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) et de 500 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)					
...	...	...	500 000	500 000	30b Virement de 372 500 \$ du crédit 1 (Industrie)				
...	...	...	372 500	372 500	Virement du : crédit 1				
...	...	...	1 700 000	1 700 000	crédit 1 (Industrie)				
...	...	...	232 373	232 373	crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	4 259 000	4 259 000	CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	...	...	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(549 970)	(549 970)	Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(502 700)	(502 700)	crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	482 401 000	76 370 634	6 011 203	564 782 837	Total—Crédit 30	530 518 983	34 263 854	...	490 120 024	
...	14 724 000	...	...	14 724 000	35 Dépenses en capital				
...	...	13 420 346	...	13 420 346	35a Dépenses en capital					
...	14 724 000	13 420 346	...	28 144 346	Total—Crédit 35	21 386 087	6 758 259	...	17 430 620	

...	1 500 000	...	2 254 092	3 754 092	(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	3 754 092	...	...	9 478 367
...	72 904 000	...	(8 283 564)	64 620 436	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64 620 436	...	...	70 737 308
57 118	...	...	602 534	659 652	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	331 787	...	327 865	343 204
...	...	...	2 810	2 810	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	2 810	...	...	4 525
...	...	...	8 168	8 168	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	8 168	...	...	13 862
57 118	571 529 000	89 790 980	595 243	661 972 341	Total de l'organisme—Budgétaire	620 622 363	41 022 113	327 865	588 127 910
Commission canadienne des grains									
...	24 666 000	...	...	24 666 000	40 Dépenses du programme				
...	...	251 700	...	251 700	40a Dépenses du programme				
...	...	...	460 795	460 795	Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	5 000	5 000	CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	503 000	503 000	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	24 666 000	251 700	968 795	25 886 495	Total—Crédit 40	25 861 497	24 998	...	27 170 148
13 924 504	(127 000)	...	127 000	13 924 504	(S) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	(11 813 591)	...	25 738 095	(248 734)
...	10 683 000	...	...	10 683 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 683 000	...	...	587 000
...	...	...	28 125	28 125	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	28 125	...	...	14 823
13 924 504	35 222 000	251 700	1 123 920	50 522 124	Total de l'organisme—Budgétaire	24 759 031	24 998	25 738 095	27 523 237
Financement agricole Canada									
6 667 000	...	...	...	6 667 000	(S) <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> (L) Paiements de capital en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 11(1). Limite 1 250 000 000 \$ (Net)	...	...	6 667 000	15 000 000
3 850 970 000	...	...	1 320 296 000	5 171 266 000	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	...	...	5 171 266 000	...
3 857 637 000	...	...	1 320 296 000	5 177 933 000	Total de l'organisme—Non budgétaire	...	...	5 177 933 000	15 000 000
Total du portefeuille ministériel—									
16 674 038	2 801 941 924	2 001 466 638	(233 569 219)	4 586 513 381	Budgétaire	4 216 763 309	340 120 739	29 629 333	4 000 836 987
4 066 941 000	...	...	1 320 296 000	5 387 237 000	Non budgétaire	(44 739 000)	...	5 431 976 000	73 749 000

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Environnement	244 759 419	270 142 242	13 372 140	13 082 803	144 189 036	98 935 117	24 500 000	17 716 167	...	...	377 820 595	364 443 995
Salubrité et qualité des aliments (SQA)	53 144 161	55 061 519	2 678 970	2 200 081	33 291 485	10 527 212	1 540 000	978 682	...	...	87 574 616	66 810 130
Gestion des risques de l'entreprise	179 134 768	127 513 714	10 836 070	5 343 053	2 391 600 900	2 310 061 642	5 500 000	4 394 586	...	...	2 576 071 738	2 438 523 823
Conseil national des produits agricoles (CNPA)	2 329 538	2 541 859	...	...	600 000	...	...	...	...	...	2 929 538	2 541 859
Innovation et renouveau	291 532 013	241 359 026	19 348 590	9 422 041	385 164 420	298 618 075	14 960 000	5 069 789	...	...	681 085 023	544 329 353
Agence canadienne du pari mutuel	17 165 620	13 210 009	...	...	...	...	15 233 000	13 968 631	...	...	1 932 620	(758 622)
Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives	13 722 136	11 655 489	...	...	9 102 196	9 102 196	...	...	...	...	22 824 332	20 757 685
Marchés et international	93 093 886	104 937 595	4 975 230	4 085 864	22 051 338	22 051 338	...	1 105	...	...	120 120 454	131 073 692
Sous-total	894 881 541	826 421 453	51 211 000	34 133 842	2 985 999 375	2 749 295 580	61 733 000	42 128 960	...	...	3 870 358 916	3 567 721 915
Revenus affectés aux dépenses	(61 733 000)	(42 128 960)	...	...	...	...	(61 733 000)	(42 128 960)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	833 148 541	784 292 493	51 211 000	34 133 842	2 985 999 375	2 749 295 580	...	...	...	...	3 870 358 916	3 567 721 915
Commission canadienne du lait												
Administre le système de gestion des approvisionnements du lait—												
Budgétaire	3 660 000	3 660 000	...	...	...	...	...	...	...	...	3 660 000	3 660 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	209 304 000	(44 739 000)	209 304 000	(44 739 000)
Total de l'organisme—												
Budgétaire	3 660 000	3 660 000	...	...	...	...	...	...	...	...	3 660 000	3 660 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	209 304 000	(44 739 000)	209 304 000	(44 739 000)
Agence canadienne d'inspection des aliments												
Salubrité des aliments et santé publique	377 168 627	400 640 918	4 566 059	11 187 234	455 923	455 923	32 677 455	32 677 455	...	...	349 513 154	379 606 620
Science et réglementation	140 317 659	91 042 955	7 648 915	3 487 188	...	...	17 419 714	17 419 714	...	...	130 546 860	77 110 429
Protection des ressources animales et végétales	118 225 914	139 703 497	4 261 846	2 128 685	4 230 452	4 230 452	5 937 999	5 937 999	...	...	120 780 213	140 124 635
Sécurité publique	49 464 588	19 197 700	11 667 526	4 582 979	...	...	...	...	...	...	61 132 114	23 780 679
Sous-total	685 176 788	650 585 070	28 144 346	21 386 086	4 686 375	4 686 375	56 035 168	56 035 168	...	...	661 972 341	620 622 363
Revenus affectés aux dépenses	(56 035 168)	(56 035 168)	...	...	...	...	(56 035 168)	(56 035 168)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	629 141 620	594 549 902	28 144 346	21 386 086	4 686 375	4 686 375	...	...	...	...	661 972 341	620 622 363

Commission canadienne des grains

Offrir des services d'inspection et d'analyses—													
Crédits parlementaires	18 772 470	19 016 647	...	...	...	...	...	...	...	...	18 772 470	19 016 647
Fonds renouvelable de la CCG	41 833 878	22 476 788	...	...	...	...	31 326 000	29 727 370	...	...	10 507 878	(7 250 582)
Offrir des services de pesée—													
Crédits parlementaires	6 936 662	4 889 995	...	...	...	...	...	...	...	...	6 936 662	4 889 995
Fonds renouvelable de la CCG	12 451 978	7 476 682	...	...	...	...	9 325 000	12 136 558	...	...	3 126 978	(4 659 876)
Mener des recherches pour mieux comprendre et évaluer la qualité des grains—													
Crédits parlementaires	9 494 944	9 377 858	...	...	...	...	...	...	...	...	9 494 944	9 377 858
Défendre les droits des producteurs—													
Crédits parlementaires	1 393 544	3 259 997	...	...	...	...	...	...	...	...	1 393 544	3 259 997
Fonds renouvelable de la CGC	1 154 648	687 134	...	...	...	...	865 000	562 142	...	...	289 648	124 992
Sous-total	92 038 124	67 185 101	...	...	...	...	41 516 000	42 426 070	...	...	50 522 124	24 759 031
Revenus affectés aux dépenses	(41 516 000)	(42 426 070)	...	...	...	...	(41 516 000)	(42 426 070)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	50 522 124	24 759 031	...	...	...	...	...	...	...	...	50 522 124	24 759 031
Financement agricole Canada—													
Non budgétaire	5 177 933 000	...	5 177 933 000	...
Total du portefeuille ministériel—													
Budgétaire	1 516 472 285	1 407 261 426	79 355 346	55 519 928	2 990 685 750	2 753 981 955	...	...	...	...	4 586 513 381	4 216 763 309
Non budgétaire	5 387 237 000	(44 739 000)	5 387 237 000	(44 739 000)

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
					Gestion des risques de l'entreprise				
...	5 000 000	...	(122 683)	4 877 317	(S) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	4 877 317	...	...	131 600
...	...	481 000 000	(50 000 000)	431 000 000	(S) Paiements de subventions pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	431 000 000	...	...	...
...	...	84 750 000	(1 925 241)	82 824 759	Paiements de subvention pour le Programme de cultures de couverture	78 006 045	4 818 714	...	...
...	...	15 000 000	...	15 000 000	Paiements de subvention pour l'Institut canadien des politiques agroalimentaires	15 000 000	...	...	...
...	...	1 076 000	(59 297)	1 016 703	(S) Paiements de subvention pour le Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré	1 016 703	...	...	...
...	...	...	(2 617 836)	(2 617 836)	(S) Paiements de subvention par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	(2 617 836)	...	...	(19 661 532)
...	...	...	(2 815 590)	(2 815 590)	(S) Paiements de subvention par catégorie pour le Programme de revenu agricole	(2 815 590)	...	...	(43 195)
...	...	...	(120 172)	(120 172)	(S) Subventions pour le financement du Programme de paiements aux producteurs de céréales et oléagineux	(120 172)	...	...	713 299 260
...	5 000 000	581 826 000	(57 660 819)	529 165 181		524 346 467	4 818 714	...	693 726 133
Conseil national des produits agricoles (CNPA)									
600 000	200 000	...	(200 000)	600 000	(S) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	...	...	600 000	...
Innovation et renouveau									
...	999 000	...	(12 801)	986 199	Recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	986 199	...	...	793 278
...	30 300 000	14 400 000	(439 783)	44 260 217	Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	44 260 217	...	...	30 300 000
...	...	190 000 000	...	190 000 000	Paiements de subvention pour le Programme canadien d'options pour les familles agricoles	145 000 000	45 000 000	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 900 000
...	31 299 000	204 400 000	(452 584)	235 246 416		190 246 416	45 000 000	...	33 993 278
600 000	36 499 000	786 226 000	(58 313 403)	765 011 597	Total—Subventions	714 592 883	49 818 714	600 000	727 719 411
Contributions									
Environnement									
...	126 063 000	16 206 036	...	142 269 036	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—Environnement	97 015 117	45 253 919	...	48 570 711

					Contributions pour soutenir les engagements envers la Stratégie intérimaire sur les programmes existants en matière de chan- gement climatique	1 920 000	...	...	...
...	...	1 920 000	...	1 920 000	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4 487 393
...	126 063 000	18 126 036	...	144 189 036		98 935 117	45 253 919	...	53 058 104
Salubrité et qualité des aliments (SQA)									
...	72 961 000	(28 279 161)	(11 390 354)	33 291 485	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agro- alimentaire—Salubrité et qualité des aliments	10 527 212	22 764 273	...	6 066 454
Gestion des risques de l'entreprise									
...	26 020 000	2 520 000	(2 024 546)	26 515 454	Contributions à l'appui de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	25 390 941	1 124 513	...	25 358 619
...	570 020 000	468 700 000	(105 456 874)	933 263 126	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des ris- ques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	933 263 126	...	...	1 068 670 000
...	406 970 000	...	(63 902 713)	343 067 287	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Assurance-production	343 067 287	...	...	345 885 470
...	65 500 000	...	(54 902 390)	10 597 610	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de com- mercialisation agricole</i>	10 597 610	...	...	9 188 599
...	4 000 000	...	(3 973 830)	26 170	(S) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	26 170	...	...	(526 159)
...	4 180 000	...	(2 451 009)	1 728 991	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Projets de politiques agricoles	1 728 991	...	...	6 678 575
...	2 550 000	...	1 204 298	3 754 298	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agricul- ture—Partenariats en gestion des risques avec le secteur privé	3 754 298	...	...	2 221 089
...	75 160 000	(31 400 000)	(1 204 298)	42 555 702	Contributions pour la gestion des risques agricoles—Gestion des risques de l'entreprise du Programme des avances de crédit printanières	7 415 408	35 140 294	...	11 155 127
...	...	31 400 000	(1 700 000)	29 700 000	Contributions pour la gestion des risques agricoles—Gestion des risques de l'entreprise du Programme des avances prin- tanières bonifié	21 692 263	8 007 737	...	...
...	...	392 000 000	50 000 000	442 000 000	(S) Paiements de contributions pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	442 000 000	...	...	...
...	...	32 890 256	(442 256)	32 448 000	Paiements de contribution pour les Initiatives de nouveaux débouchés pour l'agriculture	...	32 448 000	...	...
...	...	5 000 000	(582 582)	4 417 418	Contributions à l'appui de l'initiative de facilitation de l'élimi- nation des matières à risque spécifiées	4 417 418	...	...	...
...	...	...	(20 346)	(20 346)	(S) Paiements de contribution par catégorie pour le reposi- tionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	(20 346)	...	...	33 449 356
...	...	...	(1 870 400)	(1 870 400)	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programmes provinciaux	(1 870 400)	...	...	155 235 301
...	...	...	(577 591)	(577 591)	(S) Contributions à la transition aux programmes futurs de ges- tion des risques	(577 591)	...	...	(8 119 108)
...	...	...	(1 698 015)	(1 698 015)	(S) Contributions pour la gestion des risques agricoles— Gestion des risques de l'entreprise du Programme des avances de crédit printanières	(1 698 015)	...	...	4 104 773

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	...	...	1 747 150	1 747 150	Programme d'aide aux producteurs de tabac	1 747 150	...	...	63 591 712
...	...	...	(2 312 329)	(2 312 329)	(S) Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)	(2 312 329)	...	...	...
...	...	...	(1 626 036)	(1 626 036)	(S) Paiements de contribution par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	(1 626 036)	...	...	...
...	...	...	(1 280 770)	(1 280 770)	(S) Paiements de contribution par catégorie pour le Programme de revenu agricole	(1 280 770)	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	43 163 043
...	1 154 400 000	901 110 256	(193 074 537)	1 862 435 719		1 785 715 175	76 720 544	...	1 760 056 397
Innovation et renouveau									
...	12 300 000	...	(1 800 000)	10 500 000	Contributions en vertu du Programme des routes du grain des Prairies	10 177 129	322 871	...	31 741 000
...	3 061 000	...	3 188 575	6 249 575	Contributions afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	6 249 575	...	...	7 120 096
...	51 596 000	9 329 895	(3 736 382)	57 189 513	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—Science et innovation	53 966 043	3 223 470	...	3 143 135
...	5 011 000	...	491 484	5 502 484	Programme d'éradication de la sharka du prunier	5 502 484	...	...	8 055 380
...	6 519 000	...	25 093 432	31 612 432	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—Renouveau	31 612 432	...	...	15 346 234
...	864 000	...	...	864 000	Contributions en vertu du Programme objectif carrière de la stratégie emploi jeunesse	863 996	4	...	828 593
...	...	29 000 000	...	29 000 000	Paiements de contribution pour le Programme canadien d'options pour les familles agricoles	...	29 000 000	...	...
...	...	9 000 000	...	9 000 000	Paiements de contribution pour le Programme d'innovation pour les bioproduits agricoles	...	9 000 000	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 055 000
...	79 351 000	47 329 895	23 237 109	149 918 004		108 371 659	41 546 345	...	68 289 438
Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives									
...	9 907 000	2 548 413	(3 353 217)	9 102 196	Contributions à l'appui du Canada rural et du développement dans le secteur des coopératives	9 102 196	...	...	8 605 773
Marchés et international									
...	25 619 000	845 817	(4 413 479)	22 051 338	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—International	22 051 338	...	...	24 150 068
...	1 468 301 000	941 681 256	(188 994 478)	2 220 987 778	Total—Contributions	2 034 702 697	186 285 081	...	1 920 226 234

Sommaire du ministère par activité de programme									
...	126 063 000	18 126 036	...	144 189 036	Environnement	98 935 117	45 253 919	...	53 058 104
...	72 961 000	(28 279 161)	(11 390 354)	33 291 485	Salubrité et qualité des aliments (SQA)	10 527 212	22 764 273	...	6 066 454
...	1 159 400 000	1 482 936 256	(250 735 356)	2 391 600 900	Gestion des risques de l'entreprise	2 310 061 642	81 539 258	...	2 453 782 530
600 000	200 000	...	(200 000)	600 000	Conseil national des produits agricoles (CNPA)	...	...	600 000	...
...	110 650 000	251 729 895	22 784 525	385 164 420	Innovation et renouveau	298 618 075	86 546 345	...	102 282 716
...	9 907 000	2 548 413	(3 353 217)	9 102 196	Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives	9 102 196	...	...	8 605 773
...	25 619 000	845 817	(4 413 479)	22 051 338	Marchés et international	22 051 338	...	...	24 150 068
600 000	1 504 800 000	1 727 907 256	(247 307 881)	2 985 999 375	Total du ministère	2 749 295 580	236 103 795	600 000	2 647 945 645
Agence canadienne d'inspection des aliments									
Contributions									
Salubrité des aliments et santé publique									
Contributions à l'appui des initiatives qui contribuent à améliorer, à faire avancer et à promouvoir le système fédéral d'inspection									
...	125 000	...	330 923	455 923		455 923	...	...	...
Protection des ressources animales et végétales									
Indemnités versées, conformément aux dispositions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse									
...	7 000	...	463 350	470 350		470 350	...	...	17 000
Versement aux provinces conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil sur l'indemnisation des victimes de la rage, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants payés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts de la rage									
...	112 000	...	(105 990)	6 010		6 010	...	...	1 484
(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>									
...	1 500 000	...	2 254 092	3 754 092		3 754 092	...	...	9 478 367
...	1 619 000	...	2 611 452	4 230 452		4 230 452	...	...	9 496 851
...	1 744 000	...	2 942 375	4 686 375	Total de l'organisme	4 686 375	...	...	9 496 851
600 000	1 506 544 000	1 727 907 256	(244 365 506)	2 990 685 750	Total du portefeuille ministériel	2 753 981 955	236 103 795	600 000	2 657 442 496

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Environnement	24 500 000	17 716 167	12 891 758
Salubrité et qualité des aliments (SQA)	1 540 000	978 682	38 636
Gestion des risques de l'entreprise	5 500 000	4 394 586	4 713 506
Innovation et renouveau	14 960 000	5 069 789	2 577 089
Agence canadienne du pari mutuel	15 233 000	13 968 631	13 831 293
Marchés et international	...	1 105	137
Total du ministère—Budgétaire	61 733 000	42 128 960	34 052 419
Commission canadienne du lait			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursement de prêts	209 304 000	180 786 000	128 998 000
Total de l'organisme—Non budgétaire	209 304 000	180 786 000	128 998 000
Agence canadienne d'inspection des aliments			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Salubrité des aliments et santé publique	32 677 455	32 677 455	34 489 340
Science et réglementation	17 419 714	17 419 714	15 680 184
Protection des ressources animales et végétales	5 937 999	5 937 999	8 215 260
Total de l'organisme—Budgétaire	56 035 168	56 035 168	58 384 784
Commission canadienne des grains			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Offrir des services d'inspection et d'analyses—Fonds renouvelable de la CCG	31 326 000	29 727 370	29 200 988
Offrir des services de pesée—Fonds renouvelable de la CCG	9 325 000	12 136 558	11 436 694
Défendre les droits des producteurs—Fonds renouvelable de la CCG	865 000	562 142	659 905
Total de l'organisme—Budgétaire	41 516 000	42 426 070	41 297 587
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	159 284 168	140 590 198	133 734 790
Non budgétaire	209 304 000	180 786 000	128 998 000

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Financement agricole Canada	5 477 000	5 310 160
Commission canadienne du lait	3 243 893	1 707 860
Centres de services agricoles	3	50
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	870	8 767
	8 721 766	7 026 837
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 309 555	4 771 481
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	47 414 055	26 182 649
	48 723 610	30 954 130
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	5 077 244	4 981 431
Location et utilisation de biens publics	7 220 462	4 909 258
Services de nature réglementaire	24 881 003	25 672 967
Services de nature non réglementaire	7 506 802	3 034 150
Ventes de biens et de produits d'information	296 046	345 916
Autres frais et droits	5 136 507	3 262 689
	50 118 064	42 206 411
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 784 528	2 596 911
Revenus divers	6 461 678	3 049 533
Total du ministère	116 809 646	85 833 822
Agence canadienne d'inspection des aliments		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	44 537	40 526
Services de nature réglementaire	56 273 023	56 377 967
Autres frais et droits	587 082	406 870
	56 904 642	56 825 363
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	602 534	375 322
Revenus divers	411 654	462 154
Total de l'organisme	57 918 830	57 662 839

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Commission canadienne des grains		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	38 104 174	33 335 941
Services de nature non réglementaire	4 586 862	5 395 939
Ventes de biens et de produits d'information	1 363	25 197
Autres frais et droits—		
Évaluation sur gain de change	...	5 628
Revenus reportés	56 465	(16 671)
	56 465	(11 043)
	42 748 864	38 746 034
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	28 125	7 039
Total de l'organisme	42 776 989	38 753 073
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	8 721 766	7 026 837
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	48 723 610	30 954 130
Ventes de biens et de services	149 771 570	137 777 808
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 415 187	2 979 272
Revenus divers	6 873 332	3 511 687
Total du portefeuille ministériel	217 505 465	182 249 734

(1) Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Anciens Combattants

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	8.2
Sommaire du portefeuille ministériel	8.3
Activités de programme	8.5
Paielements de transfert	8.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	8.8
Revenus	8.8

Résultat stratégique

Les anciens combattants de guerre du Canada, les anciens combattants et les membres des Forces canadiennes, les clients de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), les civils admissibles et leurs familles bénéficient d'avantages et de services équitables en temps opportun.

Description des activités de programme

Pensions, indemnités d'invalidité, allocations d'invalidité et de décès, et soutien financier

Anciens Combattants Canada offre, suite à la détermination de l'admissibilité, des pensions ou des indemnités d'invalidité ou des allocations de décès ainsi que du soutien financier.

Avantages pour soins de santé

Anciens Combattants Canada offre, suite à la détermination de l'admissibilité, des avantages médicaux, un Programme pour l'autonomie des anciens combattants, des soins de longue durée et du soutien pour la réhabilitation et la réintégration dans la vie civile.

Résultat stratégique

Les Canadiens se souviennent de ceux et celles qui ont servi le Canada en temps de guerre, de conflit armé et de paix et leur témoignent de la reconnaissance.

Description des activités de programme

Le Canada se souvient

L'activité de programme Le Canada se souvient vise à perpétuer le souvenir des réalisations et des sacrifices de ceux et de celles qui ont servi le Canada en temps de guerre et de paix; à inciter les collectivités à commémorer ces réalisations et ces sacrifices, et à sensibiliser les collectivités à leur importance dans la vie des Canadiens d'aujourd'hui.

Résultat stratégique

Règlement équitable et efficace des appels relatifs aux pensions d'invalidité et aux allocations d'ancien combattant interjetés par des anciens combattants du temps de guerre, des anciens combattants et des membres admissibles des Forces canadiennes, clients de la GRC, civils admissibles et leurs familles.

Description des activités de programme

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Donner aux anciens combattants canadiens, aux vétérans et aux membre admissibles des Forces canadiennes, aux clients de la GRC, aux civils admissibles et à leurs familles toute possibilité de demander des audiences d'examen et d'appel afin d'assurer un processus décisionnel équitable pour les pensions d'invalidité, les indemnités d'invalidité et les réclamations d'allocation d'ancien combattant.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	856 769 000	...	...	856 769 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	4 035 592	...	4 035 592	1a	Virement de 1 705 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien)			
...	...	1	...	1	1b	Virement de 9 880 726 \$ du crédit 5 (Anciens Combattants)			
...	...	...	1 705 000	1 705 000		Virement du : crédit 1 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	9 880 726	9 880 726		crédit 5			
...	...	...	6 920 000	6 920 000		CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	...	...	363 684	363 684		CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	...	...	2 641 000	2 641 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	856 769 000	4 035 593	21 510 410	882 315 003		Total—Crédit 1	833 296 836	49 018 167	...
...	31 956 000	...	...	31 956 000	5	Dépenses en capital			
...	...	1 000 000	...	1 000 000	5a	Dépenses en capital			
...	...	...	(9 880 726)	(9 880 726)		Virement au crédit 1			
...	31 956 000	1 000 000	(9 880 726)	23 075 274		Total—Crédit 5	20 312 372	2 762 902	...
...	2 264 415 000	...	...	2 264 415 000	10	Subventions et contributions			
...	...	79 500 000	...	79 500 000	10a	Subventions			
...	...	1	...	1	10b	Subventions et contributions			
...	...	...	(200 000)	(200 000)		Virement au crédit 5 (Patrimoine canadien)			
...	2 264 415 000	79 500 001	(200 000)	2 343 715 001		Total—Crédit 10	2 125 270 943	218 444 058	...
...	9 401 000	...	...	9 401 000	15	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—			
...	...	432 594	...	432 594	15a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	141 000	141 000		Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—			
...	...	...	42 000	42 000		Dépenses de fonctionnement			
...	9 401 000	432 594	183 000	10 016 594		Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	72 922	...	...	72 922		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	2 000	...	(2 000)	...	(S)	Ministre des Anciens Combattants—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S)	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i>	...	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	...	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i>)	...	...	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)				
...	175 000	...	(158 806)	16 194		16 194	...	...	194 285
...	39 950 000	...	(919 674)	39 030 326	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 030 326	...	...	40 662 096
471	...	...	113 830	114 301	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	114 301	...	...	93 412
...	...	...	302 893	302 893	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	302 893	...	...	15 928
...	...	...	28 231	28 231	(S) Montants adjugés par une cour	28 231	...	...	10 854
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7 695
471	3 202 760 922	84 968 188	10 957 158	3 298 686 739	Total budgétaire	3 027 966 787	270 719 952	...	2 881 436 042
604 983 056	...	...	...	604 983 056	(S) (L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 605 000 000 \$ (Net)	786	...	604 982 270	(20 770)
471	3 202 760 922	84 968 188	10 957 158	3 298 686 739	Total du portefeuille ministériel—	3 027 966 787	270 719 952	...	2 881 436 042
604 983 056	...	...	...	604 983 056	Budgétaire	786	...	604 982 270	(20 770)
					Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Pensions, indemnités d'invalidité, allocations d'invalidité et de décès, et soutien financier—												
Budgétaire	115 825 523	116 178 282	...	...	2 020 827 195	1 816 562 799	...	...	...	...	2 136 652 718	1 932 741 081
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	604 983 056	786	604 983 056	786
Avantages pour soins de santé	769 830 368	723 291 975	13 135 274	11 534 491	295 000 000	286 682 270	...	...	...	...	1 077 965 642	1 021 508 736
Le Canada se souvient	31 802 409	28 777 390	9 940 000	8 777 881	27 904 000	22 042 068	...	...	...	...	69 646 409	59 597 339
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	14 421 970	14 119 631	...	...	...	...	...	...	...	...	14 421 970	14 119 631
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	931 880 270	882 367 278	23 075 274	20 312 372	2 343 731 195	2 125 287 137	...	...	...	...	3 298 686 739	3 027 966 787
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	604 983 056	786	604 983 056	786

Paielements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses						
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Subventions								
...	1 415 000	...	175 000	1 590 000	1 392 194	197 806	...	1 451 236
...	1 702 500 000	79 500 000	...	1 782 000 000	1 740 824 249	41 175 751	...	1 656 004 065
...	214 800 000	...	(15 677 000)	199 123 000	50 044 504	149 078 496	...	...
...	750 000	...	...	750 000	662 227	87 773	...	626 891
...	71 000	...	...	71 000	30 207	40 793	...	35 395
...	14 900 000	...	...	14 900 000	3 485 619	11 414 381	...	...
...	19 600 000	...	...	19 600 000	18 452 269	1 147 731	...	20 558 647
...	1 690 000	...	...	1 690 000	881 887	808 113	...	794 202
...	237 000	1	150 000	387 001	385 944	1 057	...	410 066
...	700 000	...	...	700 000	387 505	312 495	...	429 438
...	10 000	...	(10 000)	...	...	...	...	...
...	175 000	...	(158 806)	16 194	16 194	...	...	194 285
...	2 000	...	(2 000)	...	...	...	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	...	...	...	...
...	1 956 860 000	79 500 001	(15 532 806)	2 020 827 195	1 816 562 799	204 264 396	...	1 680 504 225

					Le Canada se souvient				
					Association canadienne des anciens combattants du				
...	5 000	...	...	5 000	Royaume-Uni	5 000	...	...	5 000
...	16 319 000	...	...	16 319 000	Fonds du Souvenir	10 985 000	5 334 000	...	11 497 575
...	8 648 000	...	352 000	9 000 000	Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	8 845 177	154 823	...	8 671 911
...	70 000	...	...	70 000	Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	8 805	61 195	...	7 532
...	25 042 000	...	352 000	25 394 000		19 843 982	5 550 018	...	20 182 018
...	1 981 902 000	79 500 001	(15 180 806)	2 046 221 195	Total—Subventions	1 836 406 781	209 814 414	...	1 700 686 243
					Contributions				
					Avantages pour soins de santé				
					Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu				
					du Programme pour l'autonomie des anciens combattants,				
					afin de les aider à payer les coûts des services complémen-				
					taires de santé non couverts par les programmes de soins				
					médicaux provinciaux				
...	280 000 000	...	15 000 000	295 000 000		286 682 270	8 317 730	...	273 593 773
					Le Canada se souvient				
					Contributions, en vertu du Programme des contributions aux				
					partenaires, aux organisations, institutions et autres ordres				
					de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé				
					et au mieux-être des anciens combattants, et des activités				
					et événements commémoratifs				
...	2 710 000	...	(200 000)	2 510 000		2 198 086	311 914	...	2 319 320
...	282 710 000	...	14 800 000	297 510 000	Total—Contributions	288 880 356	8 629 644	...	275 913 093
					Sommaire du portefeuille ministériel par activité de				
					programme				
					Pensions, indemnités d'invalidité, allocations d'invalidité				
					et de décès, et soutien financier				
...	1 956 860 000	79 500 001	(15 532 806)	2 020 827 195		1 816 562 799	204 264 396	...	1 680 504 225
...	280 000 000	...	15 000 000	295 000 000	Avantages pour soins de santé	286 682 270	8 317 730	...	273 593 773
...	27 752 000	...	152 000	27 904 000	Le Canada se souvient	22 042 068	5 861 932	...	22 501 338
...	2 264 612 000	79 500 001	(380 806)	2 343 731 195	Total du portefeuille ministériel	2 125 287 137	218 444 058	...	1 976 599 336

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Non budgétaires (rentées disponibles pour être dépensées)			
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances			
Remboursement de prêts	...	263	20 770
Total du portefeuille ministériel— Non budgétaire	...	263	20 770

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances—Intérêt	994	1 903
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Allocations aux anciens combattants	367 885	110 189
Pensions	4 332 073	5 131 852
Autres subventions et contributions	251 140	253 558
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	2 762 181	4 024 632
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	13 410	...
	7 726 689	9 520 231
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire—		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	14 231 064	15 049 487
Autres services aux malades hospitalisés	3 578 045	3 881 167
Repas	362 436	361 149
	18 171 545	19 291 803
Ventes de biens et de produits d'information	292	328
	18 171 837	19 292 131
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	113 830	88 690
Revenus divers—		
Recouvrement de pensions de gouvernements étrangers	2 720 351	3 198 143
Location d'espace dans les hôpitaux	54 690	123 770
Dons à l'État	739 482	225
Divers	227 254	419 994
	3 741 777	3 742 132
Total du portefeuille ministériel	29 755 127	32 645 087

SECTION 9

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Citoyenneté et Immigration

Ministère

**Commission de l'immigration et du
statut de réfugié du Canada**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	9.2
Sommaire du portefeuille ministériel	9.3
Activités de programme	9.6
Paievements de transfert	9.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	9.8
Revenus	9.8

Ministère**Résultat stratégique**

Optimisation de la contribution des migrations au développement social, culturel et économique du Canada.

Description des activités de programme*Programme d'immigration*

Concevoir, élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à faciliter l'entrée des résidents permanents et à maximiser leur contribution économique, sociale et culturelle au Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité.

Programme des résidents temporaires

Concevoir, élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à faciliter l'entrée des travailleurs temporaires, des étudiants et des visiteurs, et à maximiser leur contribution économique, sociale et culturelle au Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité.

Résultat stratégique

Prise en compte des valeurs et des intérêts canadiens dans la gestion des migrations internationales, y compris la protection des réfugiés.

Description des activités de programme*Rôle du Canada dans la gestion des migrations internationales et la protection*

Faire valoir la position du Canada dans le contexte des migrations internationales afin d'influencer les objectifs de la communauté internationale en matière de migrations et de protection.

Programme des réfugiés

Poursuivre la tradition humanitaire du Canada en protégeant les réfugiés et les personnes ayant besoin de protection au Canada et à l'étranger.

Résultat stratégique

Intégration des nouveaux arrivants avec succès et promotion de la citoyenneté canadienne.

Description des activités de programme*Programme d'intégration*

Élaborer des politiques et des programmes visant à appuyer l'établissement, le rétablissement, l'adaptation et l'intégration des nouveaux arrivants dans la société canadienne en assurant l'exécution de programmes d'orientation, d'adaptation et de cours de langue à l'intention des nouveaux arrivants.

Programme de citoyenneté

Concevoir, élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à administrer le processus d'octroi de la citoyenneté canadienne et à promouvoir les valeurs, les droits et les obligations liés à la citoyenneté canadienne.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada**Résultat stratégique**

Décisions éclairées sur des questions touchant les immigrants et les réfugiés rendues avec efficacité et équité et conformément à la loi.

Description des activités de programme*Protection des réfugiés*

Rend des décisions de qualité, en temps opportun, à l'égard des demandes d'asile présentées par des personnes au Canada. En rendant ces importantes décisions, le Canada respecte ses obligations en tant que signataire d'un certain nombre de conventions internationales sur les droits de la personne.

Appels en matière d'immigration

Entend les appels interjetés contre le refus de demandes de parrainage par le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration; entend les appels interjetés contre certaines mesures de renvoi prises à l'égard de résidents permanents, de réfugiés et d'autres personnes protégées ainsi que les titulaires d'un visa de résident permanent; entend les appels interjetés par des résidents permanents qui ont fait l'objet d'un constat, hors du Canada, de manquement à l'obligation de résidence; et entend les appels interjetés par le ministre contre des décisions rendues par la Section de l'immigration au terme d'une enquête.

Enquêtes et contrôles des motifs de détention

Effectue des enquêtes sur des étrangers ou des résidents permanents qui demandent de séjourner au Canada ou qui se trouvent déjà au Canada et sont considérés interdits de territoires; procède aussi à des contrôles des motifs de détention d'étrangers ou de résidents permanents détenus pour des raisons d'immigration.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	471 886 000	...	...	471 886 000	1				
					1a	Ministère			
						Dépenses de fonctionnement			
						Virement de 1 400 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) et de 5 576 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)			
		14 663 397	...	14 663 397		Virement du : crédit 5			
		...	1 400 000	1 400 000		crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)			
						CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
						CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
						Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)			
						crédit 1 (Conseil du Trésor)			
						crédit 2a			
						crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)			
						crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)			
						crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international)			
						crédit 85 (Industrie)			
						440 258 327	49 377 382	...	410 513 470
	471 886 000	14 663 397	3 086 312	489 635 709					
					2a	Radier des Comptes du Canada 3 164 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total de 956 871 \$—Virement de 41 349 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)			
						Virement du crédit 1			
		945 522	...	945 522					
		...	41 349	41 349					
		945 522	41 349	986 871		978 102	8 769	...	...
					5	Subventions et contributions			
	711 702 000	...	...	711 702 000	5a	Subventions			
		3 000 000	...	3 000 000	5b	Virement de 217 498 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)			
		1	...	1		Virement du crédit 5 (Patrimoine canadien)			
			217 498	217 498		Virement au : crédit 1			
			(1 400 000)	(1 400 000)		crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)			
			(100 000)	(100 000)					

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	\$				\$					
...	...	...	(86 039 000)	(86 039 000)						
...	...	...	(28 677 000) ⁽²⁾	(28 677 000)			crédit 2 (Conseil du Trésor)			
...	711 702 000	3 000 001	(115 998 502)	598 703 499			crédit 2 (Conseil du Trésor)			
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration— Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	65 100	
...	43 114 000	...	(2 580 389)	40 533 611	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 533 611	...	41 320 440	
7 810	...	...	14 528	22 338	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	7 810	14 528	
...	...	...	53 895 287	53 895 287	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	53 895 287	...	12 305 898	
...	...	...	20 535	20 535	(S)	Paiements aux agences de recouvrement privées, selon l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 535	...	79 397	
...	...	...	62 761	62 761	(S)	Montants adjugés par une cour	62 761	...	41 631	
7 810	1 226 774 922	18 608 920	(61 458 119)	1 183 933 533		Total budgétaire	1 058 626 845	125 292 160	14 528	882 451 613
					(S)	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR)</i> . Limite 110 000 000 \$ (Net)	(2 190 925)	...	71 919 755	(1 671 802)
7 810	1 226 774 922	18 608 920	(61 458 119)	1 183 933 533		Total du ministère— Budgétaire	1 058 626 845	125 292 160	14 528	882 451 613
69 728 829	1	...	...	69 728 830		Non budgétaire	(2 190 925)	...	71 919 755	(1 671 802)
...	103 259 000	...	...	103 259 000	10	Dépenses du programme				
...	...	3 820 070	...	3 820 070	10a	Dépenses du programme				
...	...	...	8 750	8 750		Virement du : CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 049 000	1 049 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	103 259 000	3 820 070	1 057 750	108 136 820		Total—Crédit 10	99 248 379	8 888 441	...	100 212 609
...	14 115 860	...	(2 932 280)	11 183 580	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 183 580	...	...	12 517 527

...	...	...	5 987	5 987	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 987	...	...	2 937
...	117 374 860	3 820 070	(1 868 543)	119 326 387	Total de l'organisme—Budgétaire	110 437 946	8 888 441	...	112 733 073
					Total du portefeuille ministériel—				
7 810	1 344 149 782	22 428 990	(63 326 662)	1 303 259 920	Budgétaire	1 169 064 791	134 180 601	14 528	995 184 686
69 728 829	1	...	...	69 728 830	Non budgétaire	(2 190 925)	...	71 919 755	(1 671 802)

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

(2) Au cours de l'exercice, Revitalisation du secteur riverain de Toronto a été transférée au Conseil du Trésor par mandats spéciaux du gouverneur général.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Programme d'immigration	267 504 000	244 804 254	...	...	...	...	...	...	...	...	267 504 000	244 804 254
Programme des résidents temporaires	118 329 000	104 929 265	...	...	...	...	...	...	...	...	118 329 000	104 929 265
Rôle du Canada dans la gestion des migrations internationales et la protection	1 595 000	1 365 382	...	...	2 304 000	1 436 385	...	...	...	...	3 899 000	2 801 767
Programme des réfugiés—												
Budgétaire	88 720 000	84 112 644	...	...	...	...	...	...	...	...	88 720 000	84 112 644
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	69 728 830	(2 190 925)	69 728 830	(2 190 925)
Programme d'intégration	37 060 000	32 253 492	...	...	593 399 499	518 368 915	...	...	...	...	630 459 499	550 622 407
Programme de citoyenneté	72 022 034	68 356 508	...	...	3 000 000	3 000 000	...	...	...	...	75 022 034	71 356 508
Total du ministère—												
Budgétaire	585 230 034	535 821 545	...	...	598 703 499	522 805 300	...	...	...	...	1 183 933 533	1 058 626 845
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	69 728 830	(2 190 925)	69 728 830	(2 190 925)
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada												
Protection des réfugiés	86 332 879	81 445 622	...	...	...	...	...	...	...	...	86 332 879	81 445 622
Appels en matière d'immigration	17 523 742	16 837 208	...	...	...	...	...	...	...	...	17 523 742	16 837 208
Enquêtes et contrôles des motifs de détention	15 469 766	12 155 116	...	...	...	...	...	...	...	...	15 469 766	12 155 116
Total de l'organisme—Budgétaire	119 326 387	110 437 946	...	...	...	...	...	...	...	...	119 326 387	110 437 946
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	704 556 421	646 259 491	...	...	598 703 499	522 805 300	...	...	...	...	1 303 259 920	1 169 064 791
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	69 728 830	(2 190 925)	69 728 830	(2 190 925)

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
					Ministère				
					Subventions				
					Programme d'intégration				
...	196 212 000	...	...	196 212 000	Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	193 893 200	2 318 800	...	188 353 000
...	...	3 000 000	...	3 000 000	Programme de citoyenneté				
...	...	3 000 000	...	3 000 000	Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne	3 000 000	...	...	...
...	196 212 000	3 000 000	...	199 212 000	Total—Subventions	196 893 200	2 318 800	...	188 353 000
					Contributions				
					Rôle du Canada dans la gestion des migrations internationales et la protection				
...	304 000	...	57 515	361 515	Élaboration des politiques sur les migrations	361 515	...	...	243 784
...	2 000 000	...	(57 515)	1 942 485	Organisation internationale pour les migrations	1 074 870	867 615	...	1 012 552
...	2 304 000	...	...	2 304 000		1 436 385	867 615	...	1 256 336
...	6 728 819	...	...	6 728 819	Programme d'intégration	5 022 679	1 706 140	...	3 326 549
...	98 095 120	1	(25 103 387)	72 991 734	Programme d'accueil	70 207 986	2 783 748	...	42 899 887
...	44 550 000	...	...	44 550 000	Établissement et adaptation des immigrants	44 128 104	421 896	...	39 753 923
...	67 854 034	...	14 974 976	82 829 010	Aide à la réinstallation	82 829 010	...	...	48 975 316
...	181 352 027	...	8 735 909	190 087 936	Contributions aux provinces	122 287 936	67 800 000	...	93 560 666
...	398 580 000	1	(1 392 502)	397 187 499	Cours de langue pour les immigrants au Canada	324 475 715	72 711 784	...	228 516 341
...	114 606 000	...	(114 606 000)	...	Revitailisation du secteur riverain de Toronto ⁽¹⁾
...	114 606 000	...	(114 606 000)	...	Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	...	...	...	...
...	515 490 000	1	(115 998 502)	399 491 499	Total—Contributions	325 912 100	73 579 399	...	229 772 677
					Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme				
...	2 304 000	...	...	2 304 000	Rôle du Canada dans la gestion des migrations internationales et la protection	1 436 385	867 615	...	1 256 336
...	594 792 000	1	(1 392 502)	593 399 499	Programme d'intégration	518 368 915	75 030 584	...	416 869 341
...	...	3 000 000	...	3 000 000	Programme de citoyenneté	3 000 000	...	...	...
...	114 606 000	...	(114 606 000)	...	Revitailisation du secteur riverain de Toronto	...	...	...	...
...	711 702 000	3 000 001	(115 998 502)	598 703 499	Total du portefeuille ministériel	522 805 300	75 898 199	...	418 125 677

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Revitalisation du secteur riverain de Toronto a été transférée au Conseil du Trésor.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Programme d'intégration			
Remboursements de prêts—Article 119	...	14 440 032	15 245 408
Total du portefeuille ministériel—			
Non budgétaire	...	14 440 032	15 245 408

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	734 207	798 697
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrement de mauvaises créances	117 747	155 555
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	578 332	2 935 622
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	3 293 526	2 624 756
	3 989 605	5 715 933
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Droits de résidence permanente	77 882 384	145 028 163
Droits exigibles pour l'octroi à la citoyenneté	18 369 546	26 911 014
Remise—Réduction des frais de droits de résidence permanente	(3 750 065)	...
	92 501 865	171 939 177
Services de nature réglementaire—		
Changement au statut de citoyenneté	22 443 470	32 760 354
Document relatif au statut de citoyenneté	5 183 767	5 342 357
Frais d'application de résidence permanente—		
Résidence permanente (avant LIPR)	3 240 537	1 339 381
Personne à charge de moins de 19 ans (avant LIPR)	134 693	62 630
Décret en conseil (avant LIPR)	74	29
Regroupement familial (incluant parrainage)	45 736 142	34 148 132
Travailleurs qualifiés	99 291 495	77 311 147
Investisseurs—Entrepreneurs—Travailleurs autonomes	5 159 952	5 148 395
Autres catégories	21 089 067	17 948 029
Demande de séjour à titre de résident permanent	47 368	49 844
Carte de résident permanent (CRP)	1 675 560	2 531 608
Visa de résident temporaire—		
Entrée unique et prolongation du statut au Canada	55 146 903	54 401 506
Entrée multiple	31 600 833	29 813 827
Maximum par famille	3 692 621	3 559 377
Permis de travail	32 710 142	29 789 603
Permis de travail—Groupe d'artistes	855 320	400 227
Permis d'études	18 874 272	19 779 424
Attestation et remplacement d'un document d'immigration—		
Sauf CRP	695 738	574 080
Permis de séjour temporaire	2 320 356	2 846 241
Rétablissement du statut de résident temporaire	1 932 420	2 074 091
Réadaptation—Criminalité	388 829	475 087
Réadaptation—Grande criminalité	186 308	217 634
Autorisation de retour au Canada en vertu de la L52(1)	518 155	503 622
Données statistiques sur l'immigration	64 010	208 371
Document de voyage	656 311	783 074
	353 644 343	322 068 070

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ventes de biens et de produits d'information—		
Accès à l'information	78 892	78 113
Autres frais et droits	482 739	132 009
	446 707 839	494 217 369
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 528	7 810
Revenus divers—		
Intérêts sur les comptes clients en souffrance	45 197	37 989
Gains sur dépôts bancaires de monnaie étrangère	25 912	4 305
<i>Loi sur l'immigration</i> —Amendes	...	30 001
Frais de justice	1 245	...
Divers	602	1 779
	72 956	74 074
Total du ministère	451 519 135	500 813 883
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	49 052	58 713
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	3 250	336 980
	52 302	395 693
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 987	2 937
Revenus divers	2 890	690
Total de l'organisme	61 179	399 320
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	734 207	798 697
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 041 907	6 111 626
Ventes de biens et de services	446 707 839	494 217 369
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 515	10 747
Revenus divers	75 846	74 764
Total du portefeuille ministériel	451 580 314	501 213 203

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Conseil du Trésor

Secrétariat

École de la fonction publique du Canada

Bureau du directeur des lobbyistes

**Agence de gestion des ressources humaines
de la fonction publique du Canada**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	10.2
Sommaire du portefeuille ministériel	10.4
Activités de programme	10.7
Paievements de transfert	10.9
Détail des montants disponibles pour être dépensés	10.11
Revenus	10.11

Secrétariat

Résultat stratégique

Gérance rigoureuse des ressources publiques en vue d'atteindre des résultats pour les Canadiens.

Description des activités de programme

Rendement en matière de gestion et de dépenses : normes claires en matière de gestion publique et ressources harmonisées aux priorités gouvernementales

Cette activité de programme vise à promouvoir une saine gestion publique en définissant des attentes claires et réalisables en matière d'utilisation des ressources, en favorisant des relations de travail axées sur la collaboration, en suivant le rendement de la gestion des dépenses, en harmonisant les ressources aux priorités gouvernementales et en communiquant les résultats au Parlement.

Fonction de contrôleur : contrôles financiers garantissant l'établissement de rapports fiables et transparents sur les dépenses publiques

Cette activité de programme vise à mettre en place des vérifications, des contrôles financiers et de gestion, des mécanismes de surveillance et de rapport efficaces. Elle vise en outre à garantir l'optimisation des ressources par l'investissement des fonds publics.

Fonds gérés par l'administration centrale

Cette activité de programme assure la saine gestion et l'administration des fonds centraux concernant :

- les éventualités du gouvernement;
- les initiatives pangouvernementales; et
- les régimes de pensions, d'avantages sociaux et d'assurances de la fonction publique.

Résultat stratégique

Développement urbain durable et renouvellement de l'infrastructure dans le secteur riverain de Toronto.

Description des activités de programme

Revitalisation du secteur riverain de Toronto

Gestion du programme et coordination de la contribution du gouvernement fédéral aux infrastructures municipales, ainsi qu'aux parcs, aires de récréation et espaces verts, visant le renouvellement et la revitalisation du secteur riverain de Toronto.

École de la fonction publique du Canada

Résultat stratégique

Les fonctionnaires reçoivent l'apprentissage commun dont ils ont besoin pour servir efficacement le Canada et les Canadiens.

Description des activités de programme

Développer, gérer, diffuser des produits du savoir

Pour remplir son mandat, l'École, par l'intermédiaire de ses centres de connaissances et de recherche, élabore, gère et diffuse des produits du savoir de pointe qui correspondent à son mandat afin d'être reconnue internationalement comme un centre d'expertise dans les domaines de l'administration publique, de la gestion du secteur public et de l'apprentissage des adultes.

Gérer la prestation de services d'apprentissage

Pour remplir son mandat, l'École, par l'intermédiaire de ses centres d'apprentissage, gère la prestation d'une vaste gamme de services d'apprentissage fondés sur les résultats pour répondre aux besoins communs en matière d'apprentissage des fonctionnaires et donne des

conseils éclairés aux ministères et organismes sur l'élaboration de stratégies d'apprentissage et sur la façon de créer des conditions qui favorisent l'épanouissement de la culture de l'apprentissage.

Bureau du directeur des lobbyistes

Résultat stratégique

La transparence et l'obligation de rendre compte des activités de lobbyisme effectuées auprès de titulaires de charge publique contribuent à la confiance dans l'intégrité des décisions prises par le gouvernement.

Description des activités de programme

Enregistrement des lobbyistes

Le lobbyisme auprès du gouvernement fédéral est une activité légitime, mais qui doit être exercée de façon transparente. La *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* exige que les personnes payées pour faire du lobbyisme auprès de titulaires de charge publique communiquent certains détails sur leurs activités. Le Bureau du directeur des lobbyistes approuve les enregistrements de lobbyistes et les rend disponibles pour des recherches dans un registre électronique accessible sur Internet.

Éducation et recherche

Le Bureau élabore et met en œuvre des programmes éducatifs et de recherche pour mieux faire connaître les exigences de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* et du Code de déontologie des lobbyistes. Les programmes s'adressent principalement aux lobbyistes, à leurs clients et aux titulaires de charge publique.

Examens et enquêtes en vertu de la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes et du Code de déontologie des lobbyistes

Le Bureau atteste l'information fournie par les lobbyistes enregistrés afin d'en garantir l'exactitude. Les allégations de non enregistrement ou d'inconduite concernant des lobbyistes sont examinées et des enquêtes officielles sont effectuées au besoin.

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Résultat stratégique

Une fonction publique moderne et professionnelle.

Description des activités de programme

Une gestion des ressources humaines modernisée et une responsabilisation accrue

Ce programme se compose de trois secteurs d'activités clés :

- la planification des ressources humaines et responsabilisation;
- la modernisation de la gestion des ressources humaines; et
- l'organisation et la classification.

Fonction publique représentative et accessible

Ce programme se compose de deux secteurs d'activités clés :

- l'équité en emploi et la diversité; et
- les langues officielles.

Leadership efficace, et avec éthique et un milieu de travail de qualité

Ce programme se compose de deux secteurs d'activités clés :

- le perfectionnement en leadership; et
- les valeurs et l'éthique de la fonction publique.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	150 649 000	...	...	150 649 000	1	Secrétariat			
...	...	9 516 736	...	9 516 736	1a	Dépenses du programme			
...	...	9 826 649	...	9 826 649	1a	Dépenses de fonctionnement—Virement de 6 092 432 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 1 084 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)			
...	1 084 000	1 084 000	1b	Dépenses de fonctionnement			
...	6 092 432	6 092 432		Virement du : crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) crédit 1 (Conseil privé)			
...	110 000 ⁽¹⁾	110 000		crédit 2			
...	1 797 000	1 797 000		crédit 15			
...	(402 000)	(402 000)		Virement au : crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)			
...	(267 900)	(267 900)		crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	(213 000)	(213 000)		crédit 1 (Ressources humaines et Développe- ment des compétences)			
...	(26 000)	(26 000)		crédit 1 (Travaux publics et Services gouver- nementaux)			
...	(110 000)	(110 000)		crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)			
...	(250 000)	(250 000)		crédit 2			
...	(68 600)	(68 600)		crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	150 649 000	19 343 385	7 745 932	177 738 317		156 963 305	20 775 012	...	139 442 591
...	...	1	...	1	2a	Contributions—Virement de 230 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 86 039 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration)			
...	...	1 000 000	...	1 000 000	2b	Virement de 20 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor)			
...	250 000	250 000		Virement du : crédit 1			
...	86 039 000	86 039 000		crédit 5 (Citoyenneté et Immigration)			
...	28 677 000 ⁽²⁾	28 677 000		crédit 5 (Citoyenneté et Immigration)			
...	(110 000) ⁽¹⁾	(110 000)		Virement au : crédit 1			
...	(862 854)	(862 854)		crédit 30 (Environnement)			
...	...	1 000 001	113 993 146	114 993 147		34 700 047	80 293 100	...	...
...	750 000 000	...	...	750 000 000	5	Éventualités du gouvernement			
...	(155 969 386)	(155 969 386)		Virements à d'autres portefeuilles ministériels			
...	750 000 000	...	(155 969 386)	594 030 614		...	594 030 614	...	...

...	13 000 000	...	...	13 000 000	10	Initiatives pangouvernementales				
...	...	667 000	...	667 000	10b	Initiatives pangouvernementales				
...	...	...	(10 163 704)	(10 163 704)		Virements à d'autres portefeuilles ministériels				
...	13 000 000	667 000	(10 163 704)	3 503 296		Total—Crédit 10	...	3 503 296	...	...
...	...	407 994 000	...	407 994 000	15a	Rajustements de la rémunération				
...	...	101 569 000	...	101 569 000	15b	Rajustements de la rémunération				
...	...	...	(509 563 000)	(509 563 000)		Virements à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels				
...	...	509 563 000	(509 563 000)	...		Total—Crédit 15	...	...	...	...
...	1 663 800 000	...	...	1 663 800 000	20	Assurances de la fonction publique				
...	...	3 046 228	...	3 046 228	20a	Assurances de la fonction publique				
...	1 663 800 000	3 046 228	...	1 666 846 228		Total—Crédit 20	1 525 831 110	141 015 118	...	1 381 316 278
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	71 522
...	20 684 000	...	(5 995 000)	14 689 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 689 000	...	...	14 946 174
...	20 000	...	(4 843)	15 157	(S)	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	15 157	...	...	5 986
...	...	...	1 583 921	1 583 921	(S)	Paiements au titre de l'entente sur la parité salariale conformément à l'article 30 de la <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>	1 583 921	...	...	269 090
...	...	...	10 557 053	10 557 053	(S)	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> et d'autres lois sur la pension de retraite et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	10 557 053	...	...	42 207 832
7 059	...	...	10 409	17 468	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	7 059	10 409	...
7 059	2 598 225 922	533 619 614	(547 805 472)	2 584 047 123		Total du secrétariat—Budgétaire	1 744 412 515	839 624 199	10 409	1 578 259 473
...	84 641 000	...	...	84 641 000	25	École de la fonction publique du Canada Dépenses du programme				
...	...	...	457 000	457 000		Virement du crédit 15				
...	84 641 000	...	457 000	85 098 000		Total—Crédit 25	77 626 247	7 471 753	...	72 926 003
...	6 544 000	...	2 098 481	8 642 481	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 642 481	...	...	7 951 009
9 874 752	...	...	(158 875)	9 715 877	(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> — Montant non dépensé au début de l'exercice				
...	20 000 000	5 971 000	6 654 292	32 625 292		Montant reçu au cours de l'exercice				
9 874 752	20 000 000	5 971 000	6 495 417	42 341 169		Total	26 750 034	...	15 591 135	19 474 016
12 821	...	...	5 877	18 698	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	18 698	...	...	...
9 887 573	111 185 000	5 971 000	9 056 775	136 100 348		Total de l'organisme—Budgétaire	113 037 460	7 471 753	15 591 135	100 351 028

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
	Bureau du directeur des lobbyistes ⁽³⁾									
...	300 000	...	...	300 000	27	Dépenses du programme				
...	...	2 838 666	...	2 838 666	27a	Virement de 13 000 \$ du crédit 1 (Industrie)				
...	...	...	13 000	13 000		Virement du : crédit 1 (Industrie)				
...	...	...	10 000	10 000		crédit 15				
...	300 000	2 838 666	23 000	3 161 666		Total—Crédit 27	2 857 893	303 773	...	...
...	...	...	244 808	244 808	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	244 808	...	...	...
...	300 000	2 838 666	267 808	3 406 474		Total de l'organisme—Budgétaire	3 102 701	303 773	...	...
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada									
...	97 675 000	...	...	97 675 000	30	Dépenses du programme				
...	...	788 237	...	788 237	30a	Virement de 166 898 \$ du crédit 1 (Conseil privé)				
...	...	...	166 898	166 898		Virement du : crédit 1 (Conseil privé)				
...	...	...	777 000	777 000		crédit 15				
...	97 675 000	788 237	943 898	99 407 135		Total—Crédit 30	87 707 988	11 699 147	...	82 428 371
...	9 205 000	...	(543 620)	8 661 380	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 661 380	...	...	8 733 230
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8 148 281
...	106 880 000	788 237	400 278	108 068 515		Total de l'organisme—Budgétaire	96 369 368	11 699 147	...	99 309 882
9 894 632	2 816 590 922	543 217 517	(538 080 611)	2 831 622 460		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 956 922 044	859 098 872	15 601 544	1 777 920 383

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Le crédit 1 a été redressé pour inclure le montant de 110 000 \$ pour les coûts de fonctionnement accordé par mandats spéciaux du gouverneur général.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, Revitalisation du secteur riverain de Toronto a été transférée de Citoyenneté et Immigration par mandats spéciaux du gouverneur général.

⁽³⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur des lobbyistes a été transféré d'Industrie par mandats spéciaux du gouverneur général. Donc, le montant du Budget des dépenses a été redressé de 300 000 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secrétariat												
Rendement en matière de gestion et de dépenses : normes claires en matière de gestion publique et ressources harmonisées aux priorités gouvernementales	145 659 934	141 511 432	...	...	20 000	20 000	3 210 000	2 734 398	...	...	142 469 934	138 797 034
Fonction de contrôleur : contrôles financiers garantissant l'établissement de rapports fiables et transparents sur les dépenses publiques	43 668 365	32 349 891	...	...	230 001	229 874	...	...	...	...	43 898 366	32 579 765
Fonds gérés par l'administration centrale	2 446 476 520	1 702 899 161	...	...	515 157	338 080	165 250 000	165 250 000	...	...	2 281 741 677	1 537 987 241
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	1 194 000	598 302	...	...	114 743 146	34 450 173	...	...	...	...	115 937 146	35 048 475
Sous-total	2 636 998 819	1 877 358 786	...	...	115 508 304	35 038 127	168 460 000	167 984 398	...	...	2 584 047 123	1 744 412 515
Revenus affectés aux dépenses	(168 460 000)	(167 984 398)	...	...	...	...	(168 460 000)	(167 984 398)	...	...	...	...
Total du secrétariat—Budgétaire	2 468 538 819	1 709 374 388	...	...	115 508 304	35 038 127	...	...	...	...	2 584 047 123	1 744 412 515
École de la fonction publique du Canada												
Développer, gérer, diffuser des produits du savoir	22 543 607	21 229 402	...	...	316 000	316 000	...	...	...	...	22 859 607	21 545 402
Gérer la prestation de services d'apprentissage	113 240 741	91 492 058	...	...	...	...	...	...	...	...	113 240 741	91 492 058
Total de l'organisme—Budgétaire	135 784 348	112 721 460	...	...	316 000	316 000	...	...	...	...	136 100 348	113 037 460
Bureau du directeur des lobbyistes ⁽¹⁾												
Enregistrement des lobbyistes	1 486 771	1 460 082	...	...	...	...	...	...	...	...	1 486 771	1 460 082
Education et recherche	898 786	743 355	...	...	...	...	...	...	...	...	898 786	743 355
Examens et enquêtes en vertu de la <i>Loi sur l'enregistrement des lobbyistes</i> et du Code de déontologie des lobbyistes	1 020 917	899 264	...	...	...	...	...	...	...	...	1 020 917	899 264
Total de l'organisme—Budgétaire	3 406 474	3 102 701	...	...	...	...	...	...	...	...	3 406 474	3 102 701

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada												
Une gestion des ressources humaines modernisée et une responsabilisation accrue	48 870 202	38 318 613	...	...	...	...	...	...	...	...	48 870 202	38 318 613
Fonction publique représentative et accessible	13 223 134	12 180 870	...	...	...	...	...	...	...	...	13 223 134	12 180 870
Leadership efficace, et avec éthique et un milieu de travail de qualité	45 975 179	45 869 885	...	...	...	...	...	...	...	...	45 975 179	45 869 885
Total de l'organisme—Budgétaire	108 068 515	96 369 368	...	...	...	...	...	...	...	...	108 068 515	96 369 368
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 715 798 156	1 921 567 917	...	...	115 824 304	35 354 127	...	...	...	...	2 831 622 460	1 956 922 044

(1) Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur des lobbyistes a été transféré d'Industrie.

Paievements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Secrétariat									
Contributions									
Rendement en matière de gestion et de dépenses : normes claires en matière de gestion publique et ressources harmonisées aux priorités gouvernementales									
...	...	...	20 000	20 000	Programme d'aide aux initiatives de politique et de recherche	20 000	...	...	62 500

Fonction de contrôleur : contrôles financiers garantissant l'établissement de rapports fiables et transparents sur les dépenses publiques									
...	...	...	30 000	30 000	Programme d'aide aux initiatives de politique et de recherche	29 874	126	...	25 000
...	...	1	200 000	200 001	Conseil des normes comptables internationales du secteur public	200 000	1	...	...
...	...	1	230 000	230 001		229 874	127	...	25 000

...	...	1 000 000	113 743 146	114 743 146	Revitalisation du secteur riverain de Toronto ⁽¹⁾	34 450 173	80 292 973	...	...
...	...	1 000 001	113 993 146	114 993 147	Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	34 450 173	80 292 973	...	...
Total—Contributions						34 700 047	80 293 100	...	87 500

Autres paiements de transfert									
Fonds gérés par l'administration centrale									
Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions									
...	498 000	...	...	498 000	(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	318 992	179 008	...	294 157
...	20 000	...	(4 843)	15 157	Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	15 157	...	...	5 986
...	2 000	...	...	2 000		3 931	(1 931)	...	3 779
...	520 000	...	(4 843)	515 157	Total—Autres paiements de transfert	338 080	177 077	...	303 922
...	520 000	1 000 001	113 988 303	115 508 304	Total du secrétariat	35 038 127	80 470 177	...	391 422

École de la fonction publique du Canada									
Contributions									
Développer, gérer, diffuser des produits du savoir									
Contribuer à la recherche ou autres activités liées à la théorie et à la pratique de la gestion dans le secteur public									
...	300 000	...	16 000	316 000		316 000	...	...	15 500
...	300 000	...	16 000	316 000	Total de l'organisme	316 000	...	...	15 500

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
					Contributions				
					Leadership efficace, et avec éthique et un milieu de travail de qualité				
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8 148 281
...	...	...	...	...	Total de l'organisme	...	...	...	8 148 281
...	820 000	1 000 001	114 004 303	115 824 304	Total du portefeuille ministériel	35 354 127	80 470 177	...	8 555 203

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Revitalisation du secteur riverain de Toronto a été transférée de Citoyenneté et Immigration.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Secrétariat			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Rendement en matière de gestion et de dépenses : normes claires en matière de gestion publique et ressources harmonisées aux priorités gouvernementales	3 210 000	2 734 398	2 535 158
Fonds gérés par l'administration centrale	165 250 000	165 250 000	157 725 848
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	168 460 000	167 984 398	160 261 006

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Secrétariat		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de traitements, biens et services	772 419	156 616
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	3 060 448	2 708 523
	3 832 867	2 865 139
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits—		
Demandes d'accès à l'information	2 598	1 380
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique—Salaires et coûts de fonctionnement	2 734 398	2 535 158
	2 736 996	2 536 538
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 409	7 059
Revenus divers—		
Recouvrement de coûts du Régime d'assurance-santé excédant le revenu disponible à dépenser	14 229 112	...
Frais de stationnement	11 324 500	11 168 431
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique—Avantages sociaux	380 235	375 130
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique—Locaux	195 378	174 168
Pénalités disciplinaires	17 658	33 102
Divers	2 886	648 040
	26 149 769	12 398 871
Total du secrétariat	32 730 041	17 807 607⁽¹⁾
École de la fonction publique du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	173 798	20 959
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	993 759	...
	1 167 557	20 959
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> —Frais de cours et autres revenus relatifs à ces cours	33 058 641	25 573 560
Revenus non disponibles à être dépensés	...	6 143 000
	33 058 641	31 716 560

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 877	12 821
Revenus divers	26 762	29 359
Total de l'organisme	34 258 837	31 779 699
Bureau du directeur des lobbyistes ⁽²⁾		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes d'autres biens	750	...
Autres frais et droits—		
Accès à l'information—Frais et droits	5	...
Total de l'organisme	755	...
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	16 935	16 907
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	633 038	880 553
	649 973	897 460
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits—		
Demandes—Accès à l'information	515	226
Revenus divers	...	8 549
Total de l'organisme	650 488	906 235
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 650 397	3 783 558
Ventes de biens et de services	35 796 907	34 253 324
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 286	19 880
Revenus divers	26 176 531	12 436 779
Total du portefeuille ministériel	67 640 121	50 493 541

(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

(2) Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur des lobbyistes a été transféré d'Industrie.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Conseil privé

Ministère

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Directeur général des élections

Commissariat aux langues officielles

Secrétariat de la Commission des nominations publiques

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	11.2
Sommaire du portefeuille ministériel	11.4
Activités de programme	11.7
Paievements de transfert	11.9
Revenus	11.10

Ministère**Résultat stratégique**

Pour garantir l'efficacité de ses politiques et de ses activités, le Bureau du Conseil privé veille à bien soutenir le processus décisionnel du Premier ministre et du Cabinet, de même que les institutions de l'organe exécutif du gouvernement.

Description des activités de programme

Soutien du processus décisionnel et des initiatives législatives du Cabinet

Consultation avec les parties prenantes, activités de recherche et conseils pour faciliter le processus décisionnel et les initiatives législatives.

Conseils au Premier ministre et aux ministres sur certains sujets, les politiques, l'appareil gouvernemental et les nominations

Consultation, recherche et conseils.

Fournir au Cabinet des conseils judiciaires sur l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre du programme stratégique

Le personnel du Bureau du Conseil privé (BCP) consulte les parties prenantes, effectue des recherches et prépare des notes d'information sur le programme stratégique du gouvernement.

En tant que chef de la fonction publique, le greffier dirige celle-ci en soutenant le Cabinet et en servant les Canadiens de manière efficace

Le personnel du BCP consulte les parties prenantes, effectue des recherches et fournit des conseils.

Fournir au cabinet du Premier ministre et aux bureaux des ministres avec portefeuille un soutien financier et administratif

Le personnel du BCP assure la prestation de services administratifs et financiers au cabinet du Premier ministre et aux bureaux des ministres avec portefeuille.

Fournir aux commissions d'enquête le soutien administratif nécessaire

Le personnel du BCP assure la prestation de services aux commissions d'enquête, de leur mise sur pied jusqu'à la conclusion des travaux.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes**Résultat stratégique**

L'organisation et le déroulement sans faille des réunions multilatérales des Premiers ministres, des ministres et des sous-ministres.

Description des activités de programme

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Prestation de services de soutien impartiaux et spécialisés nécessaires à la planification et à l'organisation des conférences fédérales-provinciales-territoriales et provinciales-territoriales de premiers ministres, de ministres et de sous-ministres.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports**Résultat stratégique**

Promouvoir la sécurité des transports en réduisant les dangers pour les personnes, les biens et l'environnement.

Description des activités de programme

Enquêtes de sécurité

Effectuer des enquêtes indépendantes sur les événements de transport maritime, ferroviaire, aérien et par pipeline de compétence fédérale afin d'identifier les causes et facteurs contributifs, publier des rapports d'enquête, formuler des recommandations afin d'améliorer la sécurité et communiquer les renseignements de sécurité aux intervenants.

Directeur général des élections**Résultat stratégique**

Un processus électoral qui contribue à l'équité, à la transparence et l'accessibilité pour tous les participants conformément au cadre législatif.

Description des activités de programme

Élections

En sa qualité d'organisme indépendant relevant du Parlement, le Bureau du Directeur général des élections du Canada administre le système électoral fédéral selon le cadre législatif suivant :

- *Loi électorale du Canada* – Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote de même que l'achat de matériel d'élection à transmettre aux directeurs du scrutin lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux entités politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi. La gestion des opérations de l'administration centrale et des fonctions législatives assignées au Directeur

général des élections en dehors d'une période électorale. Celles-ci incluent l'examen et l'étude des mécanismes électoraux et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de manuels d'instructions à l'intention du personnel électoral et des entités politiques et le paiement des dépenses administratives et législatives.

- *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* – Assigner par province le nombre de députés à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements aux dix commissions de délimitation des circonscriptions électorales. Fournir aux dix commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les dix commissions.
- *Loi électorale du Canada* adaptée aux fins d'un référendum – Direction et surveillance générales de la conduite administrative d'un référendum, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'achat de matériel de référendum à transmettre aux directeurs du scrutin. Lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux comités référendaires, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements législatifs aux officiers référendaires, dans les cas précisés par la Loi.

Commissariat aux langues officielles

Résultat stratégique

Conformité à la *Loi sur les langues officielles* et respect de celle-ci par les institutions fédérales et autres organismes assujettis à la Loi.

Description des activités de programme

Enquêtes

Porter à l'attention des institutions fédérales et autres organismes assujettis à la Loi la nécessité de concevoir des solutions durables aux enjeux liés à l'application de la *Loi sur les langues officielles*, en procédant à des enquêtes sur les plaintes et à des vérifications ainsi qu'en maintenant une relation de travail avec ces institutions et en encourageant le respect volontaire de la Loi.

Politique et communications

Assurer la liaison avec les divers paliers d'organismes gouvernementaux et d'organisations actifs dans le domaine des langues officielles. Informer les parlementaires, le gouvernement et le public des dispositions et de la portée de la Loi et du rôle de la commissaire. Faire de la recherche et préparer des rapports destinés au Parlement, comme le Rapport annuel du commissaire, qui portent sur les progrès accomplis et les défis relevés pour se conformer à la Loi.

Secrétariat de la Commission des nominations publiques

Résultat stratégique

Assurer la mise en place de processus équitables et axés sur les compétences pour le recrutement et la sélection d'individus compétents en ce qui concerne les nominations faites par le gouverneur en conseil au sein des organismes, des commissions et des conseils, ainsi que des sociétés d'État.

Description des activités de programme

Surveillance des nominations faites par le gouverneur en conseil

Ce programme comprend les activités relatives à l'aide fournie pour l'établissement de lignes directrices régis-

sant les processus de sélection utilisés pour les nominations par le gouverneur en conseil dans les organismes, les conseils, les commissions et les sociétés d'État; l'approbation des processus de sélection proposés par les ministres pour combler les emplois vacants dans les organismes, les conseils, les commissions et les sociétés d'État dont ils sont responsables; la surveillance, l'examen et l'évaluation des processus de sélection afin qu'ils soient mis en place tels qu'ils ont été approuvés; et la présentation annuelle aux deux chambres du Parlement d'un rapport sur l'efficacité avec laquelle le gouvernement observe les lignes directrices, qui comprennent des recommandations au Premier ministre.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Résultat stratégique

Fournir au Parlement et, par son entremise, à la population canadienne, l'assurance que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) respecte la loi, les politiques et les instructions du Ministre dans l'exercice de ses fonctions.

Description des activités de programme

Études

Effectuer des études sur les activités du SCRS pour assurer la conformité.

Plaintes

Recevoir les plaintes portées contre le SCRS par des personnes ou des groupes et faire enquête sur ces plaintes.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	130 714 000	...	...	130 714 000	1	Dépenses du programme				
...	...	16 435 412	...	16 435 412	1a	Dépenses du programme				
...	...	...	1 983 000	1 983 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(1 730 946)	(1 730 946)		Virement au : crédit 1 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	(3 077 443)	(3 077 443)		crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
...	...	...	(1 400 000)	(1 400 000)		crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	(474 763)	(474 763)		crédit 1 (Industrie)				
...	...	...	(491 567)	(491 567)		crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	(6 092 432)	(6 092 432)		crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	(166 898)	(166 898)		crédit 30 (Conseil du Trésor)				
...	130 714 000	16 435 412	(11 451 049)	135 698 363		Total—Crédit 1	122 940 135	12 758 228	...	147 403 681
...	149 622	...	200	149 822	(S)	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	149 822	...	...	157 713
...	72 922	...	837	73 759	(S)	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada—Traitement et allocation pour automobile	73 759	...	...	60 354
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	71 322
...	16 976	...	(12 287)	4 689	(S)	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	4 689	...	...	14 746
...	15 695 000	...	(3 375 565)	12 319 435	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 319 435	...	...	14 592 039
21 648	...	...	18 794	40 442	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	21 648	18 794	17 828
...	...	...	129	129	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	129	...	...	...
21 648	146 721 442	16 435 412	(14 818 941)	148 359 561		Total du ministère—Budgétaire	135 560 891	12 779 876	18 794	162 317 683
						Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
...	5 978 000	...	...	5 978 000	5	Dépenses du programme				
...	...	...	120 000	120 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	5 978 000	...	120 000	6 098 000		Total—Crédit 5	4 930 518	1 167 482	...	5 040 398
...	454 000	...	(101 986)	352 014	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	352 014	...	...	354 731
...	6 432 000	...	18 014	6 450 014		Total de l'organisme—Budgétaire	5 282 532	1 167 482	...	5 395 129

					Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
...	25 486 000	...	...	25 486 000	10	Dépenses du programme			
...	...	1 673 856	...	1 673 856	10a	Dépenses du programme			
...	...	...	1 096 000	1 096 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	25 486 000	1 673 856	1 096 000	28 255 856		Total—Crédit 10	27 472 614	783 242	... 27 556 028
...	3 652 000	...	(249 183)	3 402 817	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 402 817	...	... 3 706 667
...	...	...	4 401	4 401	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 401	...	... 30 313
...	...	...	3 890	3 890	(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	3 890	...	... 5 663
...	29 138 000	1 673 856	855 108	31 666 964		Total de l'organisme—Budgétaire	30 883 722	783 242	... 31 298 671
					Directeur général des élections				
...	21 468 000	...	...	21 468 000	15	Dépenses du programme			
...	...	...	558 000	558 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	21 468 000	...	558 000	22 026 000		Total—Crédit 15	18 569 248	3 456 752	... 18 114 850
...	224 000	...	256 143	480 143	(S)	Traitement du directeur général des élections	480 143	...	... 224 303
...	61 455 000	40 043 000	(9 416 998)	92 081 002	(S)	Dépenses d'élections (<i>Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>)	92 081 002	...	... 290 871 884
...	4 079 000	...	...	4 079 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 079 000	...	... 5 171 754
...	...	...	101	101	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	101	...	... 3 765
...	...	...	6 821	6 821	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 821	...	... 126
...	87 226 000	40 043 000	(8 595 933)	118 673 067		Total de l'organisme—Budgétaire	115 216 315	3 456 752	... 314 386 682
					Commissariat aux langues officielles				
...	17 008 000	...	...	17 008 000	20	Dépenses du programme			
...	...	813 950	...	813 950	20a	Dépenses du programme			
...	...	...	120 000	120 000		Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	...	...	101 000	101 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	17 008 000	813 950	221 000	18 042 950		Total—Crédit 20	17 931 306	111 644	... 15 826 558
...	2 121 000	...	(220 151)	1 900 849	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 900 849	...	... 1 975 830
287	...	...	2 876	3 163	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	287	2 876 ...
287	19 129 000	813 950	3 725	19 946 962		Total de l'organisme—Budgétaire	19 832 155	111 931	2 876 17 802 388
					Secrétariat de la Commission des nominations publiques ⁽²⁾				
...	...	985 966	...	985 966	23b	Dépenses du programme	578 349	407 617	... ..
...	...	...	54 166	54 166	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 166	...	... ..
...	...	985 966	54 166	1 040 132		Total de l'organisme—Budgétaire	632 515	407 617	... ..

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
						Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
...	2 600 000	...	...	2 600 000	25	Dépenses du programme				
...	...	...	15 000	15 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	2 600 000	...	15 000	2 615 000		Total—Crédit 25	2 368 439	246 561	...	2 470 486
...	300 000	...	(41 606)	258 394	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	258 394	...	...	267 398
...	2 900 000	...	(26 606)	2 873 394		Total de l'organisme—Budgétaire	2 626 833	246 561	...	2 737 884
21 935	291 546 442	59 952 184	(22 510 467)	329 010 094		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	310 034 963	18 953 461	21 670	533 938 437

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Secrétariat de la Commission des nominations publiques est un nouvel organisme.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total		
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère													
Soutien du processus décisionnel et des initiatives législatives du Cabinet	5 943 720	5 396 526	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5 943 720	5 396 526
Conseils au Premier ministre et aux ministres sur certains sujets, les politiques, l'appareil gouvernemental et les nominations	62 670 483	54 893 670	...	...	...	...	...	...	...	...	...	62 670 483	54 893 670
Fournir au Cabinet des conseils judiciaires sur l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre du programme stratégique	25 886 104	25 588 804	...	...	...	...	...	...	...	...	...	25 886 104	25 588 804
En tant que chef de la fonction publique, le greffier dirige celle-ci en soutenant le Cabinet et en servant les Canadiens de manière efficace	7 696 851	8 838 884	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7 696 851	8 838 884
Fournir au cabinet du Premier ministre et aux bureaux des ministres avec portefeuille un soutien financier et administratif	29 092 034	27 573 611	...	...	...	...	...	...	...	...	...	29 092 034	27 573 611
Fournir aux commissions d'enquête le soutien administratif nécessaire	16 250 153	12 856 433	...	...	820 216	412 963	...	...	...	...	...	17 070 369	13 269 396
Total du ministère—Budgétaire	147 539 345	135 147 928	...	...	820 216	412 963	...	...	...	...	...	148 359 561	135 560 891
Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes— Budgétaire	6 450 014	5 282 532	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6 450 014	5 282 532
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports													
Enquêtes de sécurité	31 666 964	30 883 722	...	...	...	...	...	...	...	...	...	31 666 964	30 883 722
Total de l'organisme—Budgétaire	31 666 964	30 883 722	...	...	...	...	...	...	...	...	...	31 666 964	30 883 722
Directeur général des élections													
Élections	92 089 066	88 632 314	...	...	26 584 001	26 584 001	...	...	...	...	...	118 673 067	115 216 315
Total de l'organisme—Budgétaire	92 089 066	88 632 314	...	...	26 584 001	26 584 001	...	...	...	...	...	118 673 067	115 216 315

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Commissariat aux langues officielles												
Enquêtes	9 215 861	9 014 879	...	...	...	...	...	...	...	...	9 215 861	9 014 879
Politique et communications	10 731 101	10 817 276	...	...	...	...	...	...	...	...	10 731 101	10 817 276
Total de l'organisme—Budgétaire	19 946 962	19 832 155	...	...	...	...	...	...	...	...	19 946 962	19 832 155
Secrétariat de la Commission des nominations publiques ⁽¹⁾												
Surveillance des nominations faites par le gouverneur en conseil	1 040 132	632 515	...	...	...	...	...	...	...	...	1 040 132	632 515
Total de l'organisme—Budgétaire	1 040 132	632 515	...	...	...	...	...	...	...	...	1 040 132	632 515
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité— Budgétaire	2 873 394	2 626 833	...	...	...	...	...	...	...	...	2 873 394	2 626 833
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	301 605 877	283 037 999	...	...	27 404 217	26 996 964	...	...	...	...	329 010 094	310 034 963

(1) Secrétariat de la Commission des nominations publiques est un nouvel organisme.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Contributions									
Fournir aux commissions d'enquête le soutien administratif nécessaire									
...	...	550 000	...	550 000	Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India—Fonds destinés aux familles, aux parties et aux intervenants	402 479	147 521	...	...
...	...	270 216	...	270 216	Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar—Fonds destinés aux parties et aux intervenants	10 484	259 732	...	607 274
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	291 577
...	...	820 216	...	820 216	Total du ministère	412 963	407 253	...	898 851
Directeur général des élections									
Autres paiements de transfert									
Élections									
...	26 275 000	...	1 176 520	27 451 520	(S) Allocation aux partis politiques enregistrés admissibles (disposition de financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i>)	27 451 520	...	...	24 536 405
...	...	1 232 000	(1 232 000)	...	(S) Remboursement des dépenses électorales de la 39 ^e élection générale aux candidats admissibles et une allocation trimestrielle versée aux partis politiques enregistrés (disposition de financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i>)	...	...	...	...
...	...	...	(867 519)	(867 519)	(S) Remboursement des dépenses d'élections éligibles des élections générales et élections partielles aux partis politiques et candidats éligibles	(867 519)	...	...	54 681 267
...	26 275 000	1 232 000	(922 999)	26 584 001	Total de l'organisme	26 584 001	...	...	79 217 672
...	26 275 000	2 052 216	(922 999)	27 404 217	Total du portefeuille ministériel	26 996 964	407 253	...	80 116 523

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère			Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—	10 711	23 194
Traitements	49 670	23 828	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 006	6 354
Achat de biens et services	34 800	117 798	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 463 866	1 078 535		14 717	29 548
	1 548 336	1 220 161			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	18 794	21 648	Ventes de biens et de services—		
Revenus divers—			Autres frais et droits—		
Vente de textes réglementaires en vertu de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>	879	1 294	Programme d'accès à l'information—Frais	360	2 926
Produits des ventes	8 789	6 347	Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> —		
Revenus en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	3 570	2 192	Remboursement par des provinces pour diverses enquêtes	3 889	5 663
Projet de recherche sur les politiques (PRP)—Revenus de conférences	...	3 500		4 249	8 589
Gain sur opérations de change	896	...	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 401	30 313
Divers	15	1 293			
	14 149	14 626	Revenus divers	32 474	42 855
Total du ministère	1 581 279	1 256 435	Total de l'organisme	55 841	111 305
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			Directeur général des élections		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	248	685	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	32 510	3 425
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	1 261	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 821	126
	248	1 946	Revenus divers	62 004	48 152
Revenus divers—			Total de l'organisme	101 335	51 703
Contributions au gouvernement provincial	1 168 800	1 093 500	Commissariat aux langues officielles		
Divers	416	348	Autres revenus—		
	1 169 216	1 093 848	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Total de l'organisme	1 169 464	1 095 794	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 118	28 499
			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	23 318	...
				31 436	28 499
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 876	287
			Revenus divers	15	...
			Total de l'organisme	34 327	28 786

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	381	...
Achat de biens et services	...	513
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 228	76 172
	2 609	76 685
Revenus divers—		
Revenus en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	5	20
Total de l'organisme	2 614	76 705
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 629 856	1 360 264
Ventes de biens et de services	4 249	8 589
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	32 892	52 374
Revenus divers	1 277 863	1 199 501
Total du portefeuille ministériel	2 944 860	2 620 728

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 12

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Défense nationale

Ministère

**Comité des griefs des Forces
canadiennes**

**Commission d'examen des plaintes
concernant la police militaire**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	12.2
Sommaire du portefeuille ministériel	12.4
Activités de programme	12.7
Paievements de transfert	12.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés	12.10
Revenus	12.11

Ministère**Résultat stratégique**

La confiance des Canadiens dans la capacité pertinente et crédible du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes pour répondre aux engagements en matière de défense et de sécurité.

Description des activités de programme

Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat

Cette activité de programme englobe toutes les activités nécessaires pour concevoir et élaborer une structure des forces, pour créer les éléments de capacité, pour mettre sur pied des forces ainsi que pour soutenir et maintenir ces forces au fil du temps à un niveau de préparation approprié. Cette activité comprend la capacité de mettre sur pied et de maintenir des forces capables d'intervenir sur mer, sur terre et dans les airs ainsi que des forces opérationnelles nationales, conjointes, unifiées et spéciales. Cette activité est nécessaire pour les motifs suivants :

- maintenir les unités opérationnelles;
- maintenir le soutien au déploiement;
- recruter et entraîner le personnel;
- fournir un soutien fixe national comprenant l'infrastructure, l'approvisionnement, un commandement fixe, le perfectionnement des forces et les travaux de recherche et développement; et
- acquérir les biens d'équipement.

Résultat stratégique

Assurer le succès des missions à accomplir pour contribuer au maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité aux plans national et international.

Description des activités de programme

Mener des opérations

Cette activité de programme est la principale application des résultats du programme découlant des fonctions de mise sur pied et de maintien des forces, c'est-à-dire l'utilisation des forces pour la tenue d'opérations, que ce soit sur une base constante, pour des opérations intermittentes ou, au besoin, pour des opérations aux plans national ou international. Ce programme englobe toutes les activités nécessaires pour mener des opérations de connaissance constante de la situation, des opérations nationales et continentales ainsi que des opérations internationales. Cette activité est nécessaire pour les motifs suivants :

- maintenir et mener des opérations de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (RSR);
- maintenir le soutien des opérations de RSR;
- employer les Forces pour les opérations de contingence en réponse aux besoins sur les plans national et continental;
- employer les Forces d'intervention rapide pour mener des opérations en réponse aux besoins sur les plans national et continental;
- fournir des services particuliers continus conformément aux ententes prises par le gouvernement du Canada et les autres ministères et aux demandes des autres ordres de gouvernement;
- employer les Forces pour mener des opérations de contingence en réponse aux besoins internationaux; et
- employer les Forces d'intervention rapide en réponse aux besoins internationaux.

Résultat stratégique

Bonne gouvernance, présence et influence canadiennes dans la communauté mondiale.

Description des activités de programme

Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada

Cette activité de programme englobe les conseils donnés par la Défense au gouvernement du Canada, les contributions au gouvernement canadien et les contributions à la communauté internationale, conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada. Cette activité est nécessaire pour les motifs suivants :

- fournir des conseils au gouvernement du Canada sur les politiques en matière de défense et de sécurité;
- fournir des conseils de nature militaire au gouvernement du Canada;
- appuyer les programmes du gouvernement du Canada;
- contribuer à l'économie et à l'innovation au Canada;
- contribuer à l'identité du Canada;
- contribuer à la jeunesse et à l'éducation;
- respecter les engagements envers les organisations internationales et les programmes d'échange; et
- fournir des conseils et le soutien nécessaire pour la formation des autres pays.

Comité des griefs des Forces canadiennes**Résultat stratégique**

Les conclusions et recommandations du Comité des griefs des Forces canadiennes sont mises en œuvre et amènent des améliorations dans les conditions de travail au sein des Forces canadiennes.

Description des activités de programme

Examiner les griefs des forces canadiennes référés par le Chef d'état-major de la Défense

Le Comité procède à l'examen objectif et transparent des griefs, en faisant preuve d'impartialité et d'équité à l'endroit de chaque membre des Forces canadiennes, quel que soit son grade ou son poste. Il s'assure que les droits des militaires sont respectés tout au long du processus et que les membres du Comité agissent dans le meilleur intérêt des parties concernées. Les conclusions et les recommandations qu'il formule sont non seulement fondées en droit, mais constituent des précédents qui peuvent contribuer au changement dans les Forces canadiennes. Les tribunaux administratifs comme le Comité offrent une avenue extra-judiciaire pour le règlement rapide de questions complexes et particulières. Grâce à l'indépendance du gouvernement dont ils jouissent, ces tribunaux ont des pouvoirs de prise de décisions que leur confèrent des lois habilitantes du Parlement. De tels pouvoirs permettent à chaque tribunal de déterminer l'existence et la portée des droits et des obligations dans un domaine d'expertise donné, et ces droits et obligations doivent être exercés et remplis dans l'intérêt public et conformément aux conditions particulières qui prévalent dans le secteur d'activité du tribunal. En tant que tribunal administratif chargé d'examiner les griefs, le Comité doit voir à ce que ses recommandations soient conformes à la loi et puissent être mises en œuvre conformément à ses lois habilitantes, les lois pertinentes en matière de droits de la personne et la Charte canadienne des droits et libertés. Les tribunaux canadiens rendent aussi des décisions sur toute une gamme de sujets, et les membres du Comité doivent se tenir au courant de ces questions. Ils doivent aussi connaître les Ordonnances et règlements royaux applicables aux Forces canadiennes (ORFC), les

Ordonnances administratives des Forces canadiennes (OAFc) et les politiques du Conseil du Trésor, auxquelles il faut faire référence dans l'analyse des griefs et l'élaboration des conclusions et des recommandations.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Résultat stratégique

Promouvoir et assurer des normes déontologiques les plus élevées pour les policiers militaires dans l'exercice de leurs fonctions policières et dissuader toute ingérence dans les enquêtes de la police militaire.

Description des activités de programme

Règlement des plaintes

Résoudre avec succès les plaintes relatives à l'inconduite de policiers militaires dans l'exercice de leurs fonctions de nature policière ainsi que les plaintes d'ingérence dans les enquêtes de la police militaire.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	11 155 813 000	...	...	11 155 813 000	1				
...	...	826 892 725	...	826 892 725	1a				
...	918 800	918 800					
...	339 946	339 946					
...	1 387 088	1 387 088					
...	1 081 299	1 081 299					
...	34 841 000	34 841 000					
...	(554 324)	(554 324)					
...	(861 000)	(861 000)					
...	(1 955 580)	(1 955 580)					
...	(856 000)	(856 000)					
...	(30 000)	(30 000)					
...	(689 995)	(689 995)					
...	(1 766)	(1 766)					
...	(74 000)	(74 000)					
...	(1 296 944)	(1 296 944)					
...	11 155 813 000	826 892 725	32 248 524	12 014 954 249	Total—Crédit 1	11 925 234 910	89 719 339	...	11 093 092 120
...	2 267 832 000	...	...	2 267 832 000	5				
...	...	247 082 794	...	247 082 794	5a				
...	...	1	...	1	5b				
...	176 567	176 567					
...	3 000 000	3 000 000					
...	(1 241 350)	(1 241 350)					
...	(1 258 245)	(1 258 245)					
...	(797 576)	(797 576)					
...	(284 000)	(284 000)					
...	(60 000)	(60 000)					
...	(269 187)	(269 187)					
...	(313 242)	(313 242)					

					crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	(80 000)	(80 000)					
...	2 267 832 000	247 082 795	(1 127 033)	2 513 787 762	Total—Crédit 5	2 381 824 367	131 963 395	...	2 237 401 409
...	191 721 212	...	...	191 721 212	10 Subventions et contributions				
...	...	263 327	...	263 327	10a Subventions et contributions				
...	191 721 212	263 327	...	191 984 539	Total—Crédit 10	187 349 586	4 634 953	...	188 309 704
...	...	1	...	1	11a Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dette due par M. R.P. Thompson à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 1 766,11 \$—Virement de 1 766 \$ du crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	1 766	1 766	Virement du crédit 1				
...	...	1	1 766	1 767	Total—Crédit 11a	...	1 767	...	...
...	...	1	...	1	12a Conformément à l'alinéa 24.1(1)b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dettes dues par Parc Downsview Park Inc. à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 15 059 000 \$	...	1	...	...
...	72 922	...	...	72 922	(S) Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	71 582
...	9 000 000	...	(2 203 586)	6 796 414	(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	6 796 414	...	...	7 391 510
...	1 900 000	...	(407 288)	1 492 712	(S) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	1 492 712	...	...	1 663 557
...	95 000	...	(14 756)	80 244	(S) Versements aux ayants droits de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	80 244	...	...	92 842
...	903 931 000	...	1 213 730	905 144 730	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Membres militaires	905 144 730	...	...	892 953 477
...	258 857 000	...	(4 852 562)	254 004 438	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	254 004 438	...	...	253 313 305
...	...	...	38 973	38 973	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	38 973	...	...	54 491
13 609 389	...	...	20 470 605	34 079 994	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 591 268	...	13 488 726	7 999 074
13 609 389	14 789 222 134	1 074 238 849	45 368 373	15 922 438 745	Total budgétaire	15 682 630 564	226 319 455	13 488 726	14 682 343 071
90 095 984	...	...	...	90 095 984	L11c Autorisation d'un compte d'avance du fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, <i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> . Limite 120 000 000 \$ (Net)	754 784	...	89 341 200	3 731 400
14 210 689	...	...	...	14 210 689	L15 Prêts à l'égard de projets de logement. <i>Loi spéciale des subsides, 1963</i> . Limite 37 000 000 \$ (Net)	...	14 210 689	...	(47 558)
104 306 673	...	...	...	104 306 673	Total non budgétaire	754 784	14 210 689	89 341 200	3 683 842
13 609 389	14 789 222 134	1 074 238 849	45 368 373	15 922 438 745	Total du ministère—				
104 306 673	...	...	...	104 306 673	Budgétaire	15 682 630 564	226 319 455	13 488 726	14 682 343 071
					Non budgétaire	754 784	14 210 689	89 341 200	3 683 842

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$
						Comité des griefs des Forces canadiennes				
...	5 798 000	...	...	5 798 000	15	Dépenses du programme				
...	...	...	51 000	51 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	5 798 000	...	51 000	5 849 000		Total—Crédit 15	5 288 223	560 777	...	5 562 445
...	609 000	...	(45 159)	563 841	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	563 841	...	...	626 036
...	6 407 000	...	5 841	6 412 841		Total de l'organisme—Budgétaire	5 852 064	560 777	...	6 188 481
						Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
...	3 119 000	...	...	3 119 000	20	Dépenses du programme				
...	...	180 000	...	180 000	20b	Dépenses du programme				
...	...	...	32 000	32 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	3 119 000	180 000	32 000	3 331 000		Total—Crédit 20	2 628 927	702 073	...	2 464 921
...	297 000	...	(88 957)	208 043	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	208 043	...	...	237 678
...	...	...	200	200	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	200	...
...	3 416 000	180 000	(56 757)	3 539 243		Total de l'organisme—Budgétaire	2 836 970	702 073	200	2 702 599
						Total du portefeuille ministériel—				
13 609 389	14 799 045 134	1 074 418 849	45 317 457	15 932 390 829		Budgétaire	15 691 319 598	227 582 305	13 488 926	14 691 234 151
104 306 673	...	...	...	104 306 673		Non budgétaire	754 784	14 210 689	89 341 200	3 683 842

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat—												
Budgétaire	10 483 469 993	10 494 933 296	2 261 025 964	2 139 099 812	15 710 426	11 239 814	193 239 378	193 239 378	...	...	12 566 967 005	12 452 033 544
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	86 261 619	624 207	86 261 619	624 207
Mener des opérations—												
Budgétaire	2 200 650 411	2 171 307 314	223 407 565	212 175 223	...	...	28 079 316	28 079 316	...	...	2 395 978 660	2 355 403 221
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	13 872 787	100 386	13 872 787	100 386
Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada—												
Budgétaire	958 792 875	873 462 836	29 354 233	30 549 332	184 643 483	184 479 142	213 297 511	213 297 511	...	...	959 493 080	875 193 799
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	4 172 267	30 191	4 172 267	30 191
Sous-total—												
Budgétaire	13 642 913 279	13 539 703 446	2 513 787 762	2 381 824 367	200 353 909	195 718 956	434 616 205	434 616 205	...	...	15 922 438 745	15 682 630 564
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	104 306 673	754 784	104 306 673	754 784
Revenus affectés aux dépenses	(434 616 205)	(434 616 205)	...	...	...	...	(434 616 205)	(434 616 205)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	13 208 297 074	13 105 087 241	2 513 787 762	2 381 824 367	200 353 909	195 718 956	...	...	...	...	15 922 438 745	15 682 630 564
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	104 306 673	754 784	104 306 673	754 784
Comité des griefs des Forces canadiennes												
Examiner les griefs des forces canadiennes référés par le Chef d'état-major de la Défense	6 412 841	5 852 064	...	...	...	...	...	...	...	...	6 412 841	5 852 064
Total de l'organisme—Budgétaire	6 412 841	5 852 064	...	...	...	...	...	...	...	...	6 412 841	5 852 064
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire												
Règlement des plaintes	3 539 243	2 836 970	...	...	...	...	...	...	...	...	3 539 243	2 836 970
Total de l'organisme—Budgétaire	3 539 243	2 836 970	...	...	...	...	...	...	...	...	3 539 243	2 836 970
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	13 218 249 158	13 113 776 275	2 513 787 762	2 381 824 367	200 353 909	195 718 956	...	...	...	...	15 932 390 829	15 691 319 598
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	104 306 673	754 784	104 306 673	754 784

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère										
Subventions										
Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat										
Pensions et rentes versées à des civils :										
...	16 000	9 000	...	25 000	M R P Thompson	16 378	8 622	...	15 474	
Programme de subventions globales pour Caisses de bienfaisance :										
...	12 090	...	...	12 090	Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale canadienne	9 016	3 074	...	9 016
...	24 660	...	...	24 660	Caisse de bienfaisance de la Marine royale canadienne	24 660	...	...	34 945
(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique										
...	95 000	...	(14 756)	80 244		80 244	...	...	92 842
...	147 750	9 000	(14 756)	141 994		130 298	11 696	...	152 277	
Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada										
...	75 000	...	...	75 000	Conférence des associations de la Défense	75 000	...	...	75 000
Programme de subventions globales non universitaires :										
...	40 000	...	...	40 000	Institut canadien des affaires internationales	40 000	...	...	40 000
...	80 000	...	...	80 000	Institut canadien des études stratégiques	...	80 000	...	...
Programme de subventions versées à une catégorie de bénéficiaires accordées aux bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :										
...	380 000	...	...	380 000	Ligue des cadets de l'air du Canada	380 000	...	...	380 000
...	380 000	...	...	380 000	Ligue des cadets de l'armée du Canada	380 000	...	...	380 000
...	380 000	...	...	380 000	Ligue navale du Canada	380 000	...	...	380 000
...	1 500 000	...	...	1 500 000	Subvention désignée à l'Institut pour la surveillance et la recherche environnementales	1 500 000	...	...	1 500 000
...	2 500 000	...	...	2 500 000	Programme de subvention globale du Forum sur la sécurité et la défense	2 415 659	84 341	...	1 999 932
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	60 000
...	5 335 000	...	...	5 335 000		5 170 659	164 341	...	4 814 932
...	5 482 750	9 000	(14 756)	5 476 994	Total—Subventions	5 300 957	176 037	...	4 967 209	

Contributions									
Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat									
...	1 500 000	...	(1 500 000)	...	Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage	...	...	...	...
...	1 900 000	...	(407 288)	1 492 712	(S) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	1 492 712	...	...	1 663 557
...	2 530 780	...	...	2 530 780	Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	2 465 390	65 390	...	2 450 286
...	5 450 000	...	(701 474)	4 748 526	Contributions à l'appui du Programme d'aide en immobilisations (S) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	355 000	4 393 526	...	...
...	9 000 000	...	(2 203 586)	6 796 414		6 796 414	...	...	7 391 510
...	20 380 780	...	(4 812 348)	15 568 432		11 109 516	4 458 916	...	11 505 353
Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada									
...	85 682	...	(15 616)	70 066	Brigade d'intensité élevée de la force d'alerte des Nations Unies	70 066	...	...	69 177
...	100 000	...	...	100 000	Comité d'examen du Programme de défense biologique et chimique	100 000	...	...	87 300
...	215 000	...	(25 000)	190 000	Programme de contributions à l'appui du Secrétariat COPAS-SARSAT (auparavant appelé Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite)	190 000	...	...	202 006
...	2 600 000	...	(76 784)	2 523 216	Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	2 523 216	...	...	2 508 239
...	10 000 000	...	16 898	10 016 898	Programme de contributions visant à promouvoir les objectifs en matière de diplomatie de la défense mis en œuvre dans le cadre du Programme d'aide à l'instruction militaire	10 016 898	...	...	9 304 733
...	44 698 000	...	12 090 545	56 788 545	Programmes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Budget militaire	56 788 545	...	...	47 295 946
...	52 110 000	...	(16 337 413)	35 772 587	Programme OTAN d'investissement au service de la sécurité	35 772 587	...	...	43 166 460
Principales activités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord :									
...	62 388 000	...	5 978 405	68 366 405	Programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN	68 366 405	...	...	68 893 152
...	4 656 000	254 327	(1 210 809)	3 699 518	Autres activités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	3 699 518	...	...	5 841 050
...	...	...	1 781 248	1 781 248	Programme de contribution à l'appui du Fonds de nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage	1 781 248	...	...	3 462 644
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	154 344
...	176 852 682	254 327	2 201 474	179 308 483		179 308 483	...	...	180 985 051
...	197 233 462	254 327	(2 610 874)	194 876 915	Total—Contributions	190 417 999	4 458 916	...	192 490 404
Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme									
...	20 528 530	9 000	(4 827 104)	15 710 426	Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat	11 239 814	4 470 612	...	11 657 630
...	182 187 682	254 327	2 201 474	184 643 483	Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada	184 479 142	164 341	...	185 799 983
...	202 716 212	263 327	(2 625 630)	200 353 909	Total du portefeuille ministériel	195 718 956	4 634 953	...	197 457 613

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère				Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat			
Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat				Avance de fonds de roulement	219 711 418	219 711 418	234 837 867
Recouvrements des membres	124 849 071	124 849 071	122 441 398	Règlement de prêts à l'habitation des Forces canadiennes	...	...	39 331
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	5 431 815	5 431 815	6 071 361		219 711 418	219 711 418	234 877 198
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	16 993 446	16 993 446	19 642 395	Mener des opérations			
Autres recouvrements	45 965 046	45 965 046	43 570 102	Avance de fonds de roulement	35 334 484	35 334 484	37 767 154
	193 239 378	193 239 378	191 725 256	Règlement de prêts à l'habitation des Forces canadiennes	...	...	6 325
Mener des opérations					35 334 484	35 334 484	37 773 479
Recouvrements des membres	3 470 263	3 470 263	3 403 340	Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada			
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	697 430	697 430	779 546	Avance de fonds de roulement	10 626 913	10 626 913	11 358 543
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	20 223 607	20 223 607	23 376 075	Règlement de prêts à l'habitation des Forces canadiennes	...	...	1 902
Autres recouvrements	3 688 016	3 688 016	3 495 857		10 626 913	10 626 913	11 360 445
	28 079 316	28 079 316	31 054 818	Total non budgétaire	265 672 815	265 672 815	284 011 122
Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada				Total du portefeuille ministériel—			
Recouvrements des membres	830 797	830 797	814 775	Budgétaire	434 616 205	434 616 205	467 493 935⁽¹⁾
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	10 167 743	10 167 743	11 364 902	Non budgétaire	265 672 815	265 672 815	284 011 122⁽¹⁾
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	196 051 990	196 051 990	226 612 693				
Autres recouvrements	6 246 981	6 246 981	5 921 491				
	213 297 511	213 297 511	244 713 861				
Total budgétaire	434 616 205	434 616 205	467 493 935				

(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère			Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Revenus de placements—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	5 767
Autres comptes—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	200	...
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	517 875	470 187	Total de l'organisme	200	5 767
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/ banques	8 875 709	18 859 580	Sommaire du portefeuille ministériel		
Avances à justifier en souffrance	204	...	Autres revenus—		
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	6 412	...	Revenus de placements	9 400 200	19 329 767
	9 400 200	19 329 767	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	77 813 264	104 728 295
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	77 786 353	104 707 371	Ventes de biens et de services	416 941 978	445 725 652
Ventes de biens et de services—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 470 805	16 950 421
Location et utilisation de biens publics	107 514 500	114 152 807	Revenus divers	7 966 155	12 782 687
Services de nature réglementaire	11 391	1 440	Total du portefeuille ministériel	532 592 402	599 516 822
Services de nature non-réglementaire	203 171 000	237 970 204			
Ventes de biens et de produits d'information	81 438 258	69 386 506			
Autres frais et droits—					
Revenus provenant d'amendes	553 529	437 702			
Divers	24 253 300	23 776 993			
	24 806 829	24 214 695			
	416 941 978	445 725 652			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 470 605	16 950 421			
Revenus divers—					
Cadeaux à l'État	...	247			
Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et des administrations provinciales pour l'aide humanitaire fournie	7 966 140	12 782 350			
	7 966 140	12 782 597			
Total du ministère	532 565 276	599 495 808			
Comité des griefs des Forces canadiennes					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	26 911	15 157			
Revenus divers	15	90			
Total de l'organisme	26 926	15 247			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	13.2
Sommaire du portefeuille ministériel	13.4
Activités de programme.	13.5
Paiements de transfert	13.6
Revenus	13.9

Résultat stratégique

Politiques, défense des intérêts et coordination – Des politiques et des programmes qui favorisent le développement de l'Ouest canadien.

Description des activités de programme*Collaboration et coordination*

Organisation et coordination de réunions, de conférences ou d'autres activités avec d'autres ordres de gouvernement ou d'autres ministères fédéraux, avec l'industrie, les milieux universitaires ou le secteur des entreprises sans but lucratif afin de mieux planifier ou accélérer les mesures qui engendreront un degré accru de développement ou de diversification de l'économie de l'Ouest. Cela entraîne la nécessité d'élaborer des politiques et des programmes en collaboration avec d'autres ordres de gouvernement ou des partenaires, un processus qui est toutefois distinct des activités de défense (ci-dessous) lesquelles sont plus vastes et moins axées sur les enjeux spécifiques et les résultats à court terme. Le bureau de la sous-ministre adjointe d'Ottawa et le directeur des Politiques jouent un rôle crucial dans la représentation du Ministère à Ottawa ainsi que dans la coordination des activités qui seront menées à l'échelle de l'Ouest.

Recherche et analyse

Préparer et diffuser l'information en vue d'accroître la compréhension des défis, des débouchés et des priorités des Canadiens de l'Ouest et de fournir les renseignements factuels nécessaires pour procéder à l'élaboration de politiques internes et externes ainsi qu'à la conception du programme. Ce processus peut inclure des recherches produites à l'extérieur mais commanditées par Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (DEO) auprès d'organisations comme la Canada West Foundation et le Conference Board du Canada; ou encore des recherches et des analyses in-

ternes composées de survols économiques, d'études environnementales, d'analyses des documents fédéraux ou d'autres ordres de gouvernement (comme les budgets et les discours du trône) ainsi que d'analyses sur les secteurs ou les enjeux à l'appui des politiques, de la planification ou de l'élaboration des programmes du Ministère.

Défense des intérêts

Organiser des réunions et y participer (y compris les réunions liées aux présentations au Conseil du Trésor et au Cabinet), rédiger des lettres ou d'autres formes de communication, mener des activités d'engagement en faveur des intérêts de l'Ouest canadien et des Canadiens de l'Ouest. Cette activité devrait engendrer une meilleure compréhension et une sensibilisation accrue aux enjeux et aux débouchés régionaux susceptibles de donner lieu à des mesures de l'administration fédérale, de ses partenaires ou des intervenants en vue d'instaurer une approche plus équilibrée et adaptée aux besoins régionaux en regard des priorités de l'Ouest canadien ou susceptibles de rehausser la part de l'Ouest canadien dans les activités de programme ou d'approvisionnement du fédéral. Cette activité peut également nécessiter de faire valoir les priorités de l'administration fédérale dans l'Ouest canadien.

Résultat stratégique

Collectivités durables – Des collectivités économiquement viables dans l'Ouest canadien qui offrent une excellente qualité de vie.

Description des activités de programme*Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités*

Projets qui aident les collectivités à évaluer leurs forces et leurs faiblesses, les débouchés et le potentiel de nouvelles activités économiques ainsi que leur capacité de

mettre en œuvre les plans communautaires. Cette activité n'est pas principalement axée sur l'innovation. Le processus entraîne un exercice de consultation et de facilitation auprès de la collectivité. Il inclut également : des projets visant à intégrer les programmes et les services fédéraux ainsi que les initiatives horizontales qui ciblent les collectivités de l'Ouest canadien; projets et processus de développement économique communautaire, Entente de développement du Nord de la Saskatchewan; projets qui soutiennent la viabilité de l'économie locale, rehaussent la disponibilité des installations ou augmentent la participation des membres de la communauté; et des projets qui aident les collectivités à survivre à des mesures d'adaptation draconiennes rendues nécessaires par des changements de circonstances économiques afin de cerner des options et des réactions susceptibles d'engendrer de nouveaux débouchés économiques et d'aider les collectivités à mettre leurs plans à exécution.

Infrastructures

DEO est responsable de la mise en œuvre du programme Infrastructures Canada dans l'Ouest canadien. Le programme a été mis sur pied pour permettre à l'administration fédérale de respecter ses engagements à l'égard de la croissance du Canada et de la qualité de vie de l'ensemble des Canadiens. Le programme, qui fournit des fonds pour l'amélioration des structures physiques, a été créé en 2000 et prendra fin en mars 2009. En partenariat avec les administrations provinciales, territoriales et locales, les Premières nations ainsi que le secteur privé, le Programme Infrastructures Canada (PIC) aide à renouveler et à construire des infrastructures dans les municipalités urbaines et rurales partout au Canada. Le PIC est une initiative nationale visant à compléter et à rehausser la capacité existante des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux d'investir dans les infrastructures physiques. DEO prévoit poursuivre sa contribution au renouvellement des infrastructures canadiennes en assurant la

mise en œuvre du nouveau Fonds sur l'infrastructure municipale rurale et des projets clés du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique au nom d'Infrastructures Canada.

Résultat stratégique

Entrepreneuriat et innovation – Un secteur des affaires élargi et concurrentiel, ainsi qu'un réseau de l'innovation renforcé.

Description des activités de programme

Développement des entreprises et entrepreneuriat

DEO aborde les besoins des petites et moyennes entreprises et des entrepreneurs en mettant en œuvre toute une gamme de mécanismes et de partenariats pour la prestation des services. Parmi ceux-ci, mentionnons plus de 100 points de services du Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien, notamment les Sociétés d'aide au développement des collectivités, les organisations d'aide aux femmes entrepreneurs, les organisations francophones à vocation économique et les Centres de services aux entreprises du Canada. Pour permettre aux petites et moyennes entreprises d'accéder à de nouvelles sources de capital, DEO a travaillé en étroite collaboration avec des institutions financières afin de créer un programme de prêts spécialisés connu sous le nom de Programme de prêts et d'investissement. Ces programmes de prêts ciblent les secteurs de l'industrie particulièrement importants dans l'Ouest canadien et fournissent un capital de dette souple et patient à des conditions qui conviennent parfaitement à ces petites entreprises. Les programmes sont offerts à des conditions commerciales par des institutions financières comme les banques à charte, les caisses de crédit, les sociétés de fiducie, Financement Agricole Canada

et la Banque de développement du Canada. Chaque institution financière finance ses propres programmes et prend toutes les décisions quant à l'approbation des prêts. Afin de stimuler le commerce et l'investissement, DEO s'est doté d'une stratégie qui touche à quatre secteurs clés : la recherche, les politiques commerciales, la promotion des échanges commerciaux et l'attraction des investissements. Les activités vont de la participation stratégique aux missions d'Équipe Canada, par exemple lorsqu'il a fallu prendre des mesures pour aider les entreprises de l'Ouest qui subissaient le contrecoup du différend sur le bois d'œuvre. DEO a travaillé avec d'autres partenaires fédéraux, les provinces et des organisations locales pour rehausser l'ensemble des mesures de soutien au commerce et à l'investissement dans des organisations comme Équipe Commerce Canada Inc., les Réseaux de commerce régionaux, les équipes de commerce provinciales et les Western Trade Officials. Les fonds de DEO soutiennent des projets qui donnent lieu à une collaboration de l'industrie, à des entreprises conjointes et à des alliances stratégiques qui favorisent le développement de l'entrepreneuriat.

Innovation

DEO concentre son énergie novatrice sur le développement économique et une diversification susceptibles d'engendrer la richesse. L'innovation est le processus qui transforme le savoir en nouveaux avantages sociaux et économiques. L'innovation consiste à appliquer le savoir à la mise au point de nouveaux produits et services ou à de nouvelles façons de concevoir, de produire ou de commercialiser un produit ou un service existant sur les marchés publics et privés. L'approche de DEO en matière d'innovation tient compte du fait que l'innovation se produit surtout au niveau de l'entre-

prise, dans le contexte d'un système très complexe et interdépendant composé d'éléments comme l'infrastructure du savoir, la recherche de base et appliquée ainsi que le développement, des personnes très compétentes, l'accès au financement nécessaire pour l'obtention de brevet, des systèmes de soutien et des mécanismes pour relier tous ces éléments entre eux. Le processus d'innovation n'est pas linéaire ou isolé, car il se produit dans le contexte plus vaste d'un «système d'innovation». Le but de DEO est de renforcer le système d'innovation de l'Ouest en vue de faciliter le développement de grappes et de rehausser le potentiel d'innovation de manière à engendrer valeur et richesse.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans						Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi						
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	47 217 000	...	...	47 217 000	1	Dépenses de fonctionnement				
					1a	Virement de 209 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 110 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	833 270	...	833 270						
...	...	100 000	...	100 000	1b	Dépenses de fonctionnement				
						Virement du : crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	209 000	209 000		crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	110 000	110 000		CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	20 000	20 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	520 000	520 000						
...	47 217 000	933 270	859 000	49 009 270		Total—Crédit 1	41 493 593	7 515 677	...	42 899 989
...	262 798 000	...	...	262 798 000	5	Subventions et contributions				
					5a	Virement de 2 500 000 \$ du crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile) et de 330 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	35 798 658	...	35 798 658						
					5b	Virement de 2 500 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 100 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration)				
...	...	19 000 000	...	19 000 000		Virement du : crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	...	2 500 000	2 500 000		crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	330 000	330 000		crédit 5 (Citoyenneté et Immigration)				
...	...	...	100 000	100 000		crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	2 500 000	2 500 000		Virement au crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	(3 000 000)	(3 000 000)						
...	262 798 000	54 798 658	2 430 000	320 026 658		Total—Crédit 5	292 590 873	27 435 785	...	258 222 342
...	5 516 000	...	(598 763)	4 917 237	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 917 237	...	...	5 444 976
2 099	...	...	213	2 312	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 312	...	...	20 770
...	...	...	4 792	4 792	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	4 792	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	60 496
2 099	315 531 000	55 731 928	2 695 242	373 960 269		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	339 008 807	34 951 462	...	306 648 573

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Collaboration et coordination	5 667 060	4 571 911	...	...	72 700	72 700	...	...	...	...	5 739 760	4 644 611
Recherche et analyse	3 797 030	2 285 957	...	...	472 488	472 488	...	...	...	...	4 269 518	2 758 445
Défense des intérêts	2 669 632	3 272 056	...	...	...	...	...	...	...	...	2 669 632	3 272 056
Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités	13 109 529	8 919 711	...	...	110 368 569	99 487 720	...	...	...	...	123 478 098	108 407 431
Infrastructures	2 146 857	5 987 902	...	...	96 984 157	80 429 221	...	...	...	...	99 131 014	86 417 123
Développement des entreprises et entrepreneuriat	17 211 097	14 612 190	...	...	60 568 400	60 568 400	...	...	...	...	77 779 497	75 180 590
Innovation	9 332 406	6 768 207	...	...	51 560 344	51 560 344	...	...	...	...	60 892 750	58 328 551
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	53 933 611	46 417 934	...	...	320 026 658	292 590 873	...	...	...	...	373 960 269	339 008 807

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Subventions									
Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités									
...	1 475 000	...	(1 475 000)	...	Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	...	...	...	...
...	29 000 000	...	(29 000 000)	...	Subvention destinée à l'Administration portuaire de Prince Rupert pour la reconversion et l'agrandissement de l'actuel terminal Fairview du port de Prince Rupert	...	...	...	...
...	...	15 000 000	...	15 000 000	Subvention à la Primrose Lake Economic Development Corporation	15 000 000	...	...	...
...	30 475 000	15 000 000	(30 475 000)	15 000 000		15 000 000	...	...	...
Développement des entreprises et entrepreneuriat									
...	1 645 000	...	(1 645 000)	...	Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	...	...	...	...
...	...	2 000 000	...	2 000 000	Subvention à l'Administration portuaire pour le dragage du fleuve Fraser	2 000 000	...	...	...
...	...	...	30 000 000	30 000 000	Subvention destinée à l'Administration portuaire de Prince Rupert pour la reconversion et l'agrandissement de l'actuel terminal Fairview du port de Prince Rupert	30 000 000	...	...	...
...	1 645 000	2 000 000	28 355 000	32 000 000		32 000 000	...	...	...
Innovation									
...	1 880 000	...	(1 880 000)	...	Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	...	...	...	...
...	34 000 000	17 000 000	(4 000 000)	47 000 000	Total—Subventions	47 000 000	...	...	...
Contributions									
Collaboration et coordination									
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest									
...	115 000	...	(42 300)	72 700		72 700	...	...	34 999

					Recherche et analyse				
					Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	472 488	...	...	527 109
...	578 000	...	(105 512)	472 488					
<hr/>									
					Défense des intérêts				
					Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	...	...	...	...
...	115 000	...	(115 000)	...					
<hr/>									
					Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités				
					Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	84 487 720	10 880 849	...	45 025 695
...	93 731 000	(2 100 000)	3 737 569	95 368 569					
<hr/>									
					Infrastructures				
					Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada en vertu du programme Infrastructures Canada	80 429 221	16 554 936	...	137 532 077
...	50 000 000	37 898 658	9 085 499	96 984 157					
<hr/>									
					Développement des entreprises et entrepreneuriat				
					Contributions aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest œuvrant dans des industries stratégiques en établissant des fonds d'emprunt et d'investissement spécialisés, selon une formule commerciale, de concert avec des fournisseurs de prêt et de capital de risque des secteurs privé et public	2 464 659	...	...	2 246 441
...	3 400 000	...	(935 341)	2 464 659					
					Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	26 103 741	...	...	37 525 839
...	38 076 000	1 000 000	(12 972 259)	26 103 741					
...	41 476 000	1 000 000	(13 907 600)	28 568 400		28 568 400	...	...	39 772 280
<hr/>									

Paielements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Innovation				
					Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest				
...	42 783 000	1 000 000	7 777 344	51 560 344		51 560 344	...	...	35 330 182
...	228 798 000	37 798 658	6 430 000	273 026 658	Total—Contributions	245 590 873	27 435 785	...	258 222 342
					Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme				
...	115 000	...	(42 300)	72 700	Collaboration et coordination	72 700	...	...	34 999
...	578 000	...	(105 512)	472 488	Recherche et analyse	472 488	...	...	527 109
...	115 000	...	(115 000)	...	Défense des intérêts	...	...	...	...
...	124 206 000	12 900 000	(26 737 431)	110 368 569	Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités	99 487 720	10 880 849	...	45 025 695
...	50 000 000	37 898 658	9 085 499	96 984 157	Infrastructures	80 429 221	16 554 936	...	137 532 077
...	43 121 000	3 000 000	14 447 400	60 568 400	Développement des entreprises et entrepreneuriat	60 568 400	...	...	39 772 280
...	44 663 000	1 000 000	5 897 344	51 560 344	Innovation	51 560 344	...	...	35 330 182
...	262 798 000	54 798 658	2 430 000	320 026 658	Total du portefeuille ministériel	292 590 873	27 435 785	...	258 222 342

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements—Fonctionnement	132 475	134 676
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 118 594	1 911 782
	<hr/> 2 251 069	<hr/> 2 046 458
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	<hr/> 213	<hr/> 3 086
Revenus divers—		
Intérêt sur contributions remboursables	574 917	1 173 750
Rééchelonnement—Paievements compensatoires des contributions remboursables	3 113 999	165 249
Contributions remboursables	3 458 535	5 710 049
Recouvrement de contributions	351 453	174 426
Divers	7 087	37 381
	<hr/> 7 505 991	<hr/> 7 260 855
Total du portefeuille ministériel	<hr/> 9 757 273	<hr/> 9 310 399

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Environnement

Ministère

**Agence canadienne pour l'incitation à la
réduction des émissions**

**Agence canadienne d'évaluation
environnementale**

**Table ronde nationale sur
l'environnement et l'économie**

Agence Parcs Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	14.2
Sommaire du portefeuille ministériel	14.6
Activités de programme	14.9
Paiements de transfert	14.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés	14.16
Revenus	14.17

Ministère**Résultat stratégique**

Le capital naturel du Canada est restauré, conservé et amélioré.

Description des activités de programme*La biodiversité est conservée et protégée*

Cette activité de programme prévoit la protection et le rétablissement des espèces en péril; la conservation, la restauration et la réhabilitation d'habitats importants; ainsi que la conservation des oiseaux migrateurs. La formation de partenariats stratégiques pour la gestion intégrée du capital naturel du Canada, notamment la gestion durable des paysages, constitue un véhicule primordial pour l'atteinte de résultats dans ce programme. L'utilisation des meilleurs éléments scientifiques disponibles et l'apport d'une certitude réglementaire pour les intervenants sont les principes clés appuyant l'atteinte de résultats dans ce programme.

Une eau salubre, propre et sécuritaire

Cette activité de programme assure un leadership scientifique et stratégique dans le domaine de l'eau (qualité, quantité et utilisation). La science à l'appui de ce programme mettra l'accent sur la surveillance et la recherche afin de comprendre ce qui change dans les écosystèmes aquatiques et les raisons de ces changements, et sur la prestation d'outils scientifiques afin d'habiliter les Canadiens à agir. Le leadership stratégique inclura l'élaboration d'un programme national de l'eau en partenariat avec d'autres ministères, précisant les avantages et les incitatifs de l'utilisation durable de l'eau et faisant en sorte que les intérêts canadiens liés à l'eau soient protégés à l'échelle mondiale. La participation aux accords transfrontaliers veillera surtout à ce que les parties aux ententes de partage des eaux tirent profit des conseils techniques et de l'information de surveillance provenant du Canada afin d'entreprendre

des mesures assurant la conformité et de faire face à leurs engagements.

Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités

Cette activité de programme vise à intégrer les mesures ministérielles dans le domaine des écosystèmes en harmonisant la science, les politiques et l'évaluation environnementale dans l'application d'une approche interadministrative, uniforme à l'échelle nationale, de la gestion des écosystèmes. Cette activité de programme inclura également des études multidisciplinaires pour évaluer l'état des écosystèmes prioritaires et déterminer les actions requises pour la restauration et la conservation.

Résultat stratégique

Les prévisions météorologiques et les services environnementaux réduisent les risques et contribuent au mieux-être des Canadiens.

Description des activités de programme

Meilleures connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions

Cette activité de programme met l'accent sur la science environnementale et les activités de surveillance visant à déceler les conditions dangereuses et à comprendre les changements affectant l'atmosphère (temps, climat, qualité de l'air et rayonnements ultraviolets), l'hydrosphère (eau) et la cryosphère (glace et neige), ainsi que les raisons de ces changements. Ces résultats dans le cadre de ce programme auront pour avantage clé de fournir un savoir et de l'information améliorés sur les conditions météorologiques et environnementales (p. ex. une meilleure compréhension des causes des phénomènes météorologiques violents, des mécanismes de transport des produits chimiques dans l'atmosphère,

des impacts de l'activité humaine sur l'atmosphère et des modèles scientifiques atmosphériques). Ces avantages supporteront l'élaboration de politiques ainsi que la prestation de services environnementaux.

Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien

Cette activité de programme met l'accent sur la diffusion d'information et de connaissances pertinentes sur les conditions passées, présentes et futures, de l'atmosphère, de l'hydrosphère, et de la cryosphère, répondant ainsi aux besoins des Canadiens, qu'ils soient stratèges, décideurs, gens d'affaires, particuliers, ou autres, qui ont besoin de cette information pour s'acquitter de responsabilités et d'obligations ministérielles ou fédérales (p. ex. NAV Canada). Cette activité de programme inclura la diffusion d'information sur les états de l'environnement au moyen de divers services, produits et outils permettant aux Canadiens d'être mieux en mesure de se protéger et de protéger leur propriété contre les dangers environnementaux et de prendre des décisions socio-économiques et environnementales mieux informées. En outre, l'information et la diffusion environnementales habiliteront les Canadiens à prendre des mesures appropriées pour protéger leur environnement. Les partenariats, à l'échelle nationale et internationale, sont cruciaux pour assurer le succès de ces entreprises.

Résultat stratégique

Les Canadiens et leur environnement sont protégés contre les effets de la pollution et des déchets.

Description des activités de programme

Réduction des risques posés par les polluants et les substances nocives et dangereuses dans l'environnement

Cette activité de programme vise à réduire les risques que font courir à l'environnement et à la santé humaine

les rejets de polluants reliés aux activités humaines. Dans le cadre de cette activité de programme, les menaces que posent les substances toxiques et d'autres substances préoccupantes pour l'environnement et la santé humaine sont comprises selon les termes de leur devenir et des effets qu'ils entraînent; la prévention, la réduction, l'élimination, ou d'autres mesures de gestion sont élaborées au besoin. Ces substances peuvent exercer un effet toxique direct sur les animaux, les plantes ou les humains ou peuvent, selon le volume, la nature et les modalités du rejet, poser un risque à plus long terme pour l'environnement et à la santé humaine.

Les Canadiens adoptent des démarches de consommation et de production durables

Cette activité de programme donne un point de mire aux efforts à long terme déployés par le Ministère pour s'attaquer aux coûts élevés des modes de consommation non durables et pour orienter l'industrie vers des formes de production plus durables. La plupart des activités seront organisées autour d'approches fondées sur le secteur afin de permettre une prise de décision conjointe et éclairée quant aux objectifs environnementaux. La création d'un régime de protection de l'environnement clair et prévisible, qui encourage et permet la production et la consommation durables, sera sous-jacente à cette activité.

Résultat stratégique

Les impacts du changement climatique sur le Canada sont réduits.

Description des activités de programme

Réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre

Cette activité de programme est crucial pour transformer notre économie pour pouvoir nous acquitter de nos engagements de Kyoto et réduire les émissions de façon substantielle au cours des décennies à venir, tout en

assurant une croissance économique continue. Cette transformation s'accomplira grâce à la mise en œuvre du plan sur les changements climatiques de 2005, qui met l'accent sur la canalisation des forces du marché, l'établissement de partenariats durables et la promotion de l'innovation afin de réduire les gaz à effet de serre. Cette activité de programme visera également la poursuite de l'élaboration de politiques pour appuyer les efforts du Canada à l'avenir, notamment pour ce qui est de l'adaptation, comme le prévoit le plan. Sur la scène internationale, le Canada contribuera à établir une version optimale de la prochaine entente internationale, qui assurera un équilibre entre la prospérité économique et les réductions substantielles d'émissions.

Les Canadiens s'adaptent aux effets du changement climatique et les comprennent

Prenant appui sur toutes les activités liées à la réduction des impacts des conditions météorologiques et des dangers connexes, cette activité de programme vise à comprendre et à réduire au minimum les effets négatifs des changements climatiques sur les Canadiens et à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies d'adaptation. Ce savoir et cette information seront fournis aux concepteurs de politiques et aux stratèges sous forme de conseils sur l'adaptation à l'évolution du climat et aux changements climatiques. Le leadership stratégique recouvre l'identification d'avantages et d'incitatifs pouvant guider l'élaboration de saines stratégies d'atténuation et d'adaptation pour les Canadiens.

Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions

Résultat stratégique

Achats de crédits de réduction et de retrait d'émissions de gaz à effet de serre afin d'aider le Canada à respecter

ses engagements à court terme en vertu du Protocole de Kyoto et de créer des incitatifs de changement transformationnel à long terme vers une économie canadienne et mondiale moins axée sur le carbone.

Description des activités de programme

L'achat de crédits intérieurs générés au Canada par le Système national de compensation

Cette activité de programme vise à aider le Canada à honorer ses engagements à court terme dans le cadre du Protocole de Kyoto tout en ouvrant la voie à un changement en profondeur et à long terme vers une économie canadienne d'une plus faible intensité carbonique et d'une compétitivité plus soutenue, supportant une population en santé et un environnement durable. Cette activité de programme consiste en l'achat de crédits intérieurs produits au Canada par le système national de compensation. La méthode utilisée pour acheter ces crédits se base sur un processus compétitif et pourrait entraîner des paiements préalables assujettis à certaines conditions.

L'achat de crédits internationaux générés dans d'autres pays qui sont parties au Protocole de Kyoto

Cette activité de programme vise à aider le Canada à honorer ses engagements à court terme dans le cadre du Protocole de Kyoto tout en ouvrant la voie à un changement en profondeur et à long terme vers une économie canadienne d'une plus faible intensité carbonique et d'une compétitivité plus soutenue, supportant une population en santé et un environnement durable. Cette activité de programme consiste en l'achat de crédits internationaux produits dans d'autres pays qui sont parties au Protocole de Kyoto, quand de tels achats semblent profiter au Canada. La méthode utilisée pour acheter ces crédits se base sur un processus compétitif.

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Résultat stratégique

L'évaluation environnementale fait partie intégrante de la prise de décisions en matière de programme et de politique.

Description des activités de programme

Évaluation environnementale efficiente et efficace

Coûts du programme, entre autres les frais de soutien aux programmes pour les activités d'évaluation environnementale. Ils englobent les frais engagés pour assumer des fonctions non directement liées à la prestation de services mais aux activités de prestation de services de soutien, notamment toutes les ressources affectées à la supervision, à la gestion et aux politiques dans un secteur de programmes. Ces coûts peuvent être engagés dans le secteur de programmes à l'Administration centrale ainsi que dans les régions, ou être distincts des coûts des services intégrés et administratifs.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Résultat stratégique

Les conseils de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie sur certains sujets influent sur l'élaboration de politiques fédérales relatives aux questions environnementales et économiques ainsi que sur les décisions des autres secteurs clés.

Description des activités de programme

Donner des conseils sur des enjeux environnementaux et économiques

Ce programme vise à recenser et à promouvoir de l'information, des analyses et des recommandations nou-

velles dans le domaine du développement durable en mettant l'accent sur l'environnement et l'économie. Des conseils sont donnés aux clients issus du gouvernement fédéral ainsi qu'aux décideurs d'autres secteurs (différents ordres de gouvernement, associations de l'industrie, et organismes non gouvernementaux).

Agence Parcs Canada

Résultat stratégique

Protéger et mettre en valeur des exemples représentatifs du patrimoine naturel et culturel du Canada et en favoriser chez le public la connaissance, l'appréciation et la jouissance, de manière à en assurer l'intégrité écologique et commémorative pour les générations d'aujourd'hui et de demain.

Description des activités de programme

Créer des lieux patrimoniaux

Cette activité de programme englobe la planification des réseaux, la négociation avec les intervenants aux fins d'intégration dans les réseaux nationaux, l'obtention de l'approbation ministérielle, la création de parcs nationaux, d'aires marines nationales de conservation et de lieux historiques nationaux du Canada, ainsi que d'autres lieux patrimoniaux.

Conserver les ressources patrimoniales

Cette activité de programme a trait au maintien ou à l'amélioration de l'intégrité écologique dans les parcs nationaux, à l'utilisation viable des aires marines nationales de conservation (AMNC) et à la protection de leurs écosystèmes uniques. Elle porte aussi sur le maintien et l'amélioration de l'intégrité commémorative des lieux historiques nationaux gérés par l'Agence Parcs Canada, ou sur lesquels celle-ci a une influence, et sur la protection et la gestion des ressources culturel-

les relevant de Parcs Canada qui n'ont pas de rapport avec les lieux historiques nationaux.

Favoriser l'appréciation et la compréhension du public

L'activité de programme « favoriser la connaissance et l'appréciation du public » comprend des programmes et des activités visant à communiquer avec les Canadiens dans la collectivité où ils vivent, travaillent et apprennent, et à les inviter à s'engager davantage dans la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel du pays. Pour y parvenir, l'Agence investit dans des projets de sensibilisation soigneusement ciblés. Au nombre de ces dernières, signalons le site Web de Parcs Canada; l'intégration de questions relatives à Parcs Canada dans les programmes scolaires des provinces et des territoires; les centres de découvertes en milieu urbain et l'utilisation de médias tels que la télévision afin de présenter les parcs nationaux et les lieux historiques nationaux. En outre, Parcs Canada a l'intention d'élargir sa base d'appui en informant et en mobilisant des intervenants, et en favorisant un leadership partagé dans l'élaboration et la mise en œuvre de son orientation future. Une activité primordiale est la Table ronde du ministre sur Parcs Canada, une réunion biennale qui représente l'aboutissement de la collaboration entre l'Agence et ses intervenants.

Améliorer l'expérience du visiteur

Parcs Canada accueille plus de 22 millions de visiteurs dans les lieux historiques nationaux, les parcs nationaux et les aires marines nationales de conservation. L'Agence prépare le terrain pour que les visiteurs puissent vivre des expériences de qualité et enrichissantes en leur fournissant l'information, les infrastructures, les installations, les programmes, les services et le personnel nécessaires. L'expérience de séjour des visiteurs est le résultat cumulatif de la visite de la personne et de ses interactions avec les représentants de Parcs Canada et de ses partenaires. Cela comprend l'information sur la planification d'excursions fournie avant la

visite ou sur place, les services d'accueil et d'orientation, les programmes d'interprétation, les terrains de camping, les sentiers de randonnée pédestre et autres services récréatifs, les programmes de sécurité publique, ainsi que les renseignements de nature courante après la visite.

Gérer les lotissements urbains

Cette activité de programme a trait à la gestion et à l'exploitation par Parcs Canada des collectivités situées dans les parcs nationaux du Canada. Ces collectivités sont d'importants lieux de rassemblement en ce qui concerne les expériences offertes aux visiteurs dans les parcs nationaux et les lieux historiques nationaux; le lieu d'établissement d'entreprises et de résidence de particuliers qui participent activement à la prestation de services aux visiteurs; et des centres administratifs pour les activités de Parcs Canada. L'Agence fournit aux visiteurs et aux résidents des services municipaux tels que l'approvisionnement en eau potable, le déneigement, la collecte et l'élimination des ordures, le traitement des eaux usées, l'entretien des routes et des rues, et les services d'incendie. Parcs Canada est directement responsable de la gestion de cinq lotissements urbains situés dans des parcs nationaux et dont la population permanente varie de 100 à 1 500 habitants, et qui accueillent chaque année des millions de visiteurs.

Gérer les routes de transit

Cette activité de programme comprend l'exploitation, l'entretien et la réparation des routes locales, provinciales et interprovinciales, des ponts et des voies navigables qui relient les collectivités dans les parcs nationaux et les lieux historiques nationaux.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	648 208 000	...	...	648 208 000	1	Ministère				
...	...	36 003 306	...	36 003 306	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	22 761 890	...	22 761 890	1b	Virement de 1 241 350 \$ du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	15 000	15 000		Virement de 1 830 000 \$ du crédit 10 (Environnement), de 375 000 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	...	...	375 000	375 000		Virement du : crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	...	...	1 241 350	1 241 350		crédit 1 (Industrie)				
...	...	...	1 830 000	1 830 000		crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	295 715	295 715		crédit 10				
...	...	...	17 082 000	17 082 000		CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	(6 715 000)	(6 715 000)		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(4 626 500)	(4 626 500)		Virement au : crédit 5				
...	...	...	(84 000)	(84 000)		crédit 10				
...	...	...	(204 200)	(204 200)		crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	648 208 000	58 765 196	9 209 365	716 182 561		crédit 20				
...	33 001 000	...	...	33 001 000	5	Total—Crédit 1	703 685 896	12 496 665	...	710 570 535
...	...	1	...	1	5a	Dépenses en capital				
...	...	...	6 715 000	6 715 000		Virement de 6 715 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 284 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	284 000	284 000		Virement du : crédit 1				
...	33 001 000	1	6 999 000	40 000 001		crédit 5 (Défense nationale)				
...	47 070 000	...	...	47 070 000	10	Total—Crédit 5	34 762 876	5 237 125	...	32 061 908
...	...	1	...	1	10a	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10b	Virement de 2 432 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 30 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	4 626 500	4 626 500		Virement de 2 194 500 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 300 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	...	30 000	30 000		Virement du : crédit 1				
...	...	...	300 000	300 000		crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	(1 830 000)	(1 830 000)		crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	...	(477 000)	(477 000)		Virement au : crédit 1				
...	47 070 000	2	2 649 500	49 719 502		crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Total—Crédit 10	47 867 183	1 852 319	...	64 779 832
...	...	...	...	...		Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	71 522

...	75 517 000	...	5 786 389	81 303 389	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 303 389	...	...	83 665 228
321 064	...	...	709 602	1 030 666	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	746 601	...	284 065	397 513
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	150 000 000
321 064	803 868 922	58 765 199	25 353 856	888 309 041		Total du ministère—Budgétaire	868 438 867	19 586 109	284 065	1 041 546 538
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions										
...	48 682 000	...	...	48 682 000	15	Dépenses du programme et paiements pour l'acquisition de crédits admissibles en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions</i>	...	48 682 000	...	...
...	760 000	...	(760 000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
...	49 442 000	...	(760 000)	48 682 000		Total de l'organisme—Budgétaire	...	48 682 000	...	...
Agence canadienne d'évaluation environnementale										
...	15 609 000	...	...	15 609 000	20	Dépenses du programme				
...	...	1 079 964	...	1 079 964	20a	Virement de 167 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 167 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	1	...	1	20b	Virement de 37 200 \$ du crédit 1 (Environnement)				
...	...	...	204 200	204 200		Virement du : crédit 1				
...	...	...	167 000	167 000		crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	...	384 500	384 500		CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	170 000	170 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	15 609 000	1 079 965	925 700	17 614 665		Total—Crédit 20	16 462 149	1 152 516	...	15 586 562
...	1 774 000	...	135 930	1 909 930	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 909 930	...	...	1 990 913
...	...	...	245	245	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	245	977
...	17 383 000	1 079 965	1 061 875	19 524 840		Total de l'organisme—Budgétaire	18 372 079	1 152 516	245	17 578 452
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie										
...	4 722 000	...	...	4 722 000	25	Dépenses du programme				
...	...	82 354	...	82 354	25a	Dépenses du programme				
...	...	...	27 000	27 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	4 722 000	82 354	27 000	4 831 354		Total—Crédit 25	4 240 036	591 318	...	5 180 858
...	20 000	...	(19 142)	858	(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	858	...	...	2 660
...	441 000	...	(146 710)	294 290	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	294 290	...	...	392 107
...	...	...	2 674	2 674	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	2 674	...	...
...	5 183 000	82 354	(136 178)	5 129 176		Total de l'organisme—Budgétaire	4 535 184	593 992	...	5 575 625

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
	Agence Parcs Canada									
42 825 577	428 730 000	...	...	471 555 577	30	Dépenses du programme				
					30a	Virement de 1 273 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 74 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 269 187 \$ du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	5 536 958	...	5 536 958						
...	...	11 805 000	...	11 805 000	30b	Virement de 862 854 \$ du crédit 2 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	1 273 500	1 273 500		Virement du : crédit 1 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	74 000	74 000		crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	862 854	862 854		crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	269 187	269 187		crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	6 371 401	6 371 401		CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	95 367	95 367		CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	2 271 000	2 271 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
42 825 577	428 730 000	17 341 958	11 217 309	500 114 844		Total—Crédit 30	449 383 623	...	50 731 221	386 568 864
...	3 000 000	...	...	3 000 000	35	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	3 000 000	...	...	1 800 000
...	100 000 000	...	7 496 459	107 496 459	(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	107 496 459	...	...	100 417 445
...	46 324 000	...	(1 588 736)	44 735 264	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	44 735 264	...	...	45 913 539
42 825 577	578 054 000	17 341 958	17 125 032	655 346 567		Total de l'organisme—Budgétaire	604 615 346	...	50 731 221	534 699 848
43 146 641	1 453 930 922	77 269 476	42 644 585	1 616 991 624		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 495 961 476	70 014 617	51 015 531	1 599 400 463

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (Prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
La biodiversité est conservée et protégée	112 165 024	120 725 886	1 801 000	1 581 211	23 241 411	21 891 899	1 224 000	661 269	...	...	135 983 435	143 537 727
Une eau salubre, propre et sécuritaire	83 632 435	92 997 565	4 964 000	4 651 328	760 370	760 370	3 122 000	2 729 274	...	...	86 234 805	95 679 989
Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités	70 240 500	51 890 240	664 000	330 502	7 450 353	7 450 353	1 699 000	117 084	...	...	76 655 853	59 554 011
Meilleures connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions	131 596 869	142 627 379	12 760 000	11 534 311	552 744	549 744	8 524 000	15 815 035	...	...	136 385 613	138 896 399
Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien	190 442 402	169 190 758	7 458 000	7 174 018	6 236 637	6 236 637	52 861 000	40 513 469	...	...	151 276 039	142 087 944
Réduction des risques posés par les polluants et les substances nocives et dangereuses dans l'environnement	233 369 972	219 840 161	8 112 000	7 917 341	7 394 201	6 894 394	7 122 000	4 816 293	...	...	241 754 173	229 835 603
Les Canadiens adoptent des démarches de consommation et de production durables	24 197 141	24 920 752	3 334 000	1 174 052	3 630 250	3 630 250	47 000	36 918	...	...	31 114 391	29 688 136
Réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre	24 234 163	23 779 414	507 000	280 017	324 174	324 174	50 000	378	...	...	25 015 337	24 383 227
Les Canadiens s'adaptent aux effets du changement climatique et les comprennent	3 385 032	4 658 981	400 001	120 096	129 362	129 362	25 000	132 608	...	...	3 889 395	4 775 831
Sous-total	873 263 538	850 631 136	40 000 001	34 762 876	49 719 502	47 867 183	74 674 000	64 822 328	...	...	888 309 041	868 438 867
Revenus affectés aux dépenses	(74 674 000)	(64 822 328)	...	...	...	...	(74 674 000)	(64 822 328)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	798 589 538	785 808 808	40 000 001	34 762 876	49 719 502	47 867 183	...	...	...	...	888 309 041	868 438 867
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions												
L'achat de crédits intérieurs générés au Canada par le Système national de compensation	24 341 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	24 341 000	...
L'achat de crédits internationaux générés dans d'autres pays qui sont parties au Protocole de Kyoto	24 341 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	24 341 000	...
Total de l'organisme—Budgétaire	48 682 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	48 682 000	...

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agence canadienne d'évaluation environnementale												
Évaluation environnementale efficiente et efficace	25 879 190	22 915 074	...	...	2 646 650	2 049 367	9 001 000	6 592 362	...	...	19 524 840	18 372 079
Revenus affectés aux dépenses	(9 001 000)	(6 592 362)	...	...	...	...	(9 001 000)	(6 592 362)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	16 878 190	16 322 712	...	...	2 646 650	2 049 367	...	...	...	...	19 524 840	18 372 079
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie												
Donner des conseils sur des enjeux environnementaux et économiques	5 129 176	4 535 184	...	...	...	...	...	...	...	...	5 129 176	4 535 184
Total de l'organisme—Budgétaire	5 129 176	4 535 184	...	...	...	...	...	...	...	...	5 129 176	4 535 184
Agence Parcs Canada												
Créer des lieux patrimoniaux	28 980 810	20 815 306	1 761 423	1 761 423	138 451	138 451	...	...	...	...	30 880 684	22 715 180
Conservier les ressources patrimoniales	206 836 135	197 065 245	548 987	548 987	17 649 936	10 158 401	...	...	...	...	225 035 058	207 772 633
Favoriser l'appréciation et la compréhension du public	80 418 691	76 351 275	54 608	54 608	1 714 492	1 714 492	...	...	...	...	82 187 791	78 120 375
Améliorer l'expérience du visiteur	197 402 301	184 181 257	5 167 273	5 167 273	250 121	250 121	...	...	...	...	202 819 695	189 598 651
Gérer les lotissements urbains	18 550 302	13 485 127	5 760	5 760	12 000	12 000	...	...	...	...	18 568 062	13 502 887
Gérer les routes de transit	95 814 688	92 865 031	40 589	40 589	...	...	...	...	...	...	95 855 277	92 905 620
Total de l'organisme—Budgétaire	628 002 927	584 763 241	7 578 640	7 578 640	19 765 000	12 273 465	...	...	...	...	655 346 567	604 615 346
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 497 281 831	1 391 429 945	47 578 641	42 341 516	72 131 152	62 190 015	...	...	...	...	1 616 991 624	1 495 961 476

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Ministère				
					Subventions				
					La biodiversité est conservée et protégée				
...	...	...	50 000	50 000	Subventions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	50 000	...	...	...
					Meilleures connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions				
...	44 000	...	...	44 000	Subventions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	41 000	3 000	...	44 000
					Réduction des risques posés par les polluants et les substances nocives et dangereuses dans l'environnement				
...	2 000 000	...	(136 807)	1 863 193	Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	1 363 386	499 807	...	1 269 885
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	150 000 000
...	2 000 000	...	(136 807)	1 863 193		1 363 386	499 807	...	151 269 885
...	2 044 000	...	(86 807)	1 957 193	Total—Subventions	1 454 386	502 807	...	151 313 885
					Contributions				
					La biodiversité est conservée et protégée				
...	1 052 000	1	1 837 909	2 889 910	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	2 889 910	...	...	2 286 586
...	9 325 435	1	(1 924 864)	7 400 572	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	7 292 900	107 672	...	6 805 884
...	779 771	...	...	779 771	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	771 166	8 605	...	1 162 719
...	1 116 000	...	(435 591)	680 409	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	435 513	244 896	...	370 443
...	2 200 000	...	...	2 200 000	Contribution à la Fondation Habitat faunique Canada	1 583 781	616 219	...	1 627 927
...	9 500 000	...	(259 251)	9 240 749	Contributions pour le programme d'intendance de l'habitat	8 868 629	372 120	...	9 282 589
...	23 973 206	2	(781 797)	23 191 411		21 841 899	1 349 512	...	21 536 148
					Une eau salubre, propre et sécuritaire				
...	494 704	...	(343 085)	151 619	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	151 619	...	...	164 204
...	...	...	323 557	323 557	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	323 557	...	...	13 117

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	285 194	285 194	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	285 194	...	...	94 582
...	494 704	...	265 666	760 370		760 370	...	...	271 903
Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités									
...	4 460 789	...	2 137 972	6 598 761	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	6 598 761	...	...	5 591 547
...	...	...	158 400	158 400	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	158 400	...	...	292 750
...	...	...	693 192	693 192	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	693 192	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	38 770
...	4 460 789	...	2 989 564	7 450 353		7 450 353	...	...	5 923 067
Meilleures connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions									
...	208 708	...	16 624	225 332	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	225 332	...	...	226 488
...	...	...	44 999	44 999	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	44 999	...	...	1 643 854
...	...	...	91 413	91 413	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	91 413	...	...	87 228
...	...	...	147 000	147 000	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	147 000	...	...	158 815
...	208 708	...	300 036	508 744		508 744	...	...	2 116 385
Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien									
...	429 048	...	783 937	1 212 985	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	1 212 985	...	...	407 732
...	2 062 328	...	(1 655 736)	406 592	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	406 592	...	...	1 830 219
...	5 044 000	...	(446 490)	4 597 510	ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire	4 597 510	...	...	2 873 430
...	...	...	17 750	17 750	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	17 750	...	...	107 386
...	...	...	1 800	1 800	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	1 800	...	...	...
...	7 535 376	...	(1 298 739)	6 236 637		6 236 637	...	...	5 218 767

					Réduction des risques posés par les polluants et les substances nocives et dangereuses dans l'environnement				
...	2 068 016	...	493 435	2 561 451	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	2 561 451	...	...	4 148 757
...	132 201	...	(132 201)	...	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	...	...	...	402 268
...	1 953 000	...	152 500	2 105 500	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	2 105 500	...	...	2 121 339
...	4 200 000	...	(4 200 000)	...	Contribution du Canada au budget de la Commission de coopération environnementale	...	...	...	3 620 025
...	...	...	727 250	727 250	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	727 250	...	...	764 252
...	...	...	136 807	136 807	Contribution—Fonds multilatéral du Protocole de Montréal	136 807	...	...	671 948
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 200
...	8 353 217	...	(2 822 209)	5 531 008		5 531 008	...	...	11 729 789
					Les Canadiens adoptent des démarches de consommation et de production durables				
...	...	...	33 500	33 500	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	33 500	...	...	261 062
...	...	...	123 950	123 950	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	123 950	...	...	713 217
...	...	...	3 472 800	3 472 800	Contribution du Canada au Budget de la Commission de coopération environnementale	3 472 800	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	31 044
...	...	...	3 630 250	3 630 250		3 630 250	...	...	1 005 323
					Réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre				
...	...	...	271 651	271 651	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	271 651	...	...	3 100 246
...	...	...	15 485	15 485	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	15 485	...	...	9 938 949
...	...	...	37 038	37 038	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	37 038	...	...	98 302
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 298 606
...	...	...	324 174	324 174		324 174	...	...	15 436 103
					Les Canadiens s'adaptent aux effets du changement climatique et les comprennent				
...	...	...	93 806	93 806	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	93 806	...	...	207 348
...	...	...	35 556	35 556	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	35 556	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	21 114
...	...	...	129 362	129 362		129 362	...	...	228 462
...	45 026 000	2	2 736 307	47 762 309	Total—Contributions	46 412 797	1 349 512	...	63 465 947

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	23 973 206	2	(731 797)	23 241 411	La biodiversité est conservée et protégée	21 891 899	1 349 512	...	21 536 148
...	494 704	...	265 666	760 370	Une eau salubre, propre et sécuritaire	760 370	...	...	271 903
...	4 460 789	...	2 989 564	7 450 353	Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités	7 450 353	...	...	5 923 067
...	252 708	...	300 036	552 744	Meilleures connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions	549 744	3 000	...	2 160 385
...	7 535 376	...	(1 298 739)	6 236 637	Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien	6 236 637	...	...	5 218 767
...	10 353 217	...	(2 959 016)	7 394 201	Réduction des risques posés par les polluants et les substances nocives et dangereuses dans l'environnement	6 894 394	499 807	...	162 999 674
...	...	...	3 630 250	3 630 250	Les Canadiens adoptent des démarches de consommation et de production durables	3 630 250	...	...	1 005 323
...	...	...	324 174	324 174	Réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre	324 174	...	...	15 436 103
...	...	...	129 362	129 362	Les Canadiens s'adaptent aux effets du changement climatique et les comprennent	129 362	...	...	228 462
...	47 070 000	2	2 649 500	49 719 502	Total du ministère	47 867 183	1 852 319	...	214 779 832
Agence canadienne d'évaluation environnementale									
Contributions									
Évaluation environnementale efficiente et efficace									
...	173 500	...	22 000	195 500	Contribution à la province de Québec—Convention de la Baie James et du Nord québécois	195 500	...	...	245 500
...	300 000	...	(22 000)	278 000	Contributions à l'appui de la promotion, la recherche et le développement de l'évaluation environnementale	220 909	57 091	...	15 500
...	1 469 000	984 000	(279 850)	2 173 150	Contributions à l'appui de la participation du public au processus d'examen et d'évaluation en matière d'environnement—Fonds d'aide financière aux participants	1 632 958	540 192	...	966 881
...	1 942 500	984 000	(279 850)	2 646 650	Total de l'organisme	2 049 367	597 283	...	1 227 881
Agence Parcs Canada									
Subventions									
Créer des lieux patrimoniaux									
...	22 700	...	(22 700)	...	Subventions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	...	...	...	22 700
...	...	22 700	...	22 700	Subvention au Jardin international de la Paix	22 700	...	...	...
...	22 700	22 700	(22 700)	22 700	Total—Subventions	22 700	...	...	22 700

Contributions									
Créer des lieux patrimoniaux									
...	...	...	115 751	115 751	Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	115 751	...	...	668 185
Conserver les ressources patrimoniales									
...	1 680 000	...	...	1 680 000	Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	1 522 959	...	157 041	1 008 769
...	7 000 000	1 000 000	...	8 000 000	Contributions à l'appui de l'Initiative des endroits historiques	6 320 418	...	1 679 582	8 197 485
...	9 873 000	...	(1 903 064)	7 969 936	Contributions à l'appui du Fonds pour favoriser les propriétés patrimoniales commerciales	2 315 024	...	5 654 912	...
...	18 553 000	1 000 000	(1 903 064)	17 649 936		10 158 401	...	7 491 535	9 206 254
Favoriser l'appréciation et la compréhension du public									
...	189 226	...	1 525 266	1 714 492	Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	1 714 492	...	...	462 408
Améliorer l'expérience du visiteur									
...	...	...	250 121	250 121	Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	250 121	...	...	402 317
Gérer les lotissements urbains									
...	...	...	12 000	12 000	Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	12 000	...	...	15 625
...	18 742 226	1 000 000	74	19 742 300	Total—Contributions	12 250 765	...	7 491 535	10 754 789
Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	22 700	22 700	93 051	138 451	Créer des lieux patrimoniaux	138 451	...	...	690 885
...	18 553 000	1 000 000	(1 903 064)	17 649 936	Conserver les ressources patrimoniales	10 158 401	...	7 491 535	9 206 254
...	189 226	...	1 525 266	1 714 492	Favoriser l'appréciation et la compréhension du public	1 714 492	...	...	462 408
...	...	...	250 121	250 121	Améliorer l'expérience du visiteur	250 121	...	...	402 317
...	...	...	12 000	12 000	Gérer les lotissements urbains	12 000	...	...	15 625
...	18 764 926	1 022 700	(22 626)	19 765 000	Total de l'organisme	12 273 465	...	7 491 535	10 777 489
...	67 777 426	2 006 702	2 347 024	72 131 152	Total du portefeuille ministériel	62 190 015	2 449 602	7 491 535	226 785 202

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère				Immobilier	523 480	416 685	385 111
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Services professionnels et scientifiques	13 761 469	3 201 924	7 824 908
La biodiversité est conservée et protégée				Services de réglementation	9 633	...	6 434
Produits d'information	13 376	35 543	103 442	Divers	52 345	...	17 049
Immobilier	86 770	160 478	114 070		52 861 000	40 513 469	31 010 749
Services professionnels et scientifiques	807 518	465 248	559 556	Réduction des risques posés par les polluants et les substances nocives et dangereuses dans l'environnement			
Services de réglementation	265 326	...	245 132	Produits d'information	96 759	24 977	30 173
Divers	51 010	...	...	Immobilier	126 548	38 464	133 347
	1 224 000	661 269	1 022 200	Services professionnels et scientifiques	4 931 654	4 541 982	4 138 941
Une eau salubre, propre et sécuritaire				Services de réglementation	1 945 821	210 870	1 828 639
Produits d'information	32 172	144 704	201 886	Divers	21 218	...	...
Immobilier	390 590	114 565	91 606		7 122 000	4 816 293	6 131 100
Services professionnels et scientifiques	2 699 238	2 470 005	2 084 734	Les Canadiens adoptent des démarches de consommation et de production durables			
Divers	...	...	33	Produits d'information	585	55	2 857
	3 122 000	2 729 274	2 378 259	Immobilier	765	167	12 739
Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités				Services professionnels et scientifiques	33 882	36 696	449 719
Produits d'information	57 198	2 061	116 466	Services de réglementation	11 768	...	172 217
Immobilier	295 107	17 092	209 303		47 000	36 918	637 532
Services professionnels et scientifiques	1 186 004	97 931	1 338 869	Réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre			
Services de réglementation	159 126	...	203 659	Produits d'information	...	64	...
Divers	1 565	...	19	Immobilier	...	195	1 456
	1 699 000	117 084	1 868 316	Services professionnels et scientifiques	50 000	119	56 181
Meilleurs connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions					50 000	378	57 637
Produits d'information	6 258 534	6 679 722	20 654 048	Les Canadiens s'adaptent aux effets du changement climatique et les comprennent			
Immobilier	69 503	438 007	316 909	Produits d'information	17 000	104 010	20 910
Services professionnels et scientifiques	2 187 562	8 697 306	6 909 843	Immobilier	...	84	909
Divers	8 401	...	15 994	Services professionnels et scientifiques	8 000	28 514	12 686
	8 524 000	15 815 035	27 896 794	Divers	...	...	98
Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien					25 000	132 608	34 603
Produits d'information	38 514 073	36 894 860	22 777 247	Total du ministère—Budgétaire	74 674 000	64 822 328	71 037 190 ⁽¹⁾

Détail des montants disponibles pour être dépensés—Fin

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Agence canadienne d'évaluation environnementale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Évaluation environnementale efficace et efficace			
Revenus provenant d'autres ministères :			
Formation, information et publications	90 000	120 561	85 768
Revenus externes :			
Formation, information et publications	60 000	166 698	153 331
Services d'évaluation environnementale	8 851 000	6 305 103	4 167 690
Total de l'organisme—Budgétaire	9 001 000	6 592 362	4 406 789
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	83 675 000	71 414 690	75 443 979

(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de paiements de transfert	1 100 743	144 087
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	1 593 815	1 098 221
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	4 930 551	1 769 011
	7 625 109	3 011 319
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	1 251 379	1 237 599
Services de nature réglementaire—		
Immersion en mer	1 943 715	...
Permis de chasse d'oiseaux	3 033 739	3 291 545
Amendes diverses	871 655	2 441 940
	5 849 109	5 733 485
Services de nature non réglementaire—		
Recouvrements—Relevés hydrométriques	103 287	99 800
Autres recouvrements relatifs à l'eau	1 277 872	957 797
Divers	17 362 638	23 969 771
	18 743 797	25 027 368
Ventes de biens et de produits d'information	43 684 311	43 806 171
Autres frais et droits	3 001 148	2 546 077
	72 529 744	78 350 700
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	709 602	482 509
Revenus divers	822 704	795 926
Total du ministère	81 687 159	82 640 454 ⁽¹⁾
Agence canadienne d'évaluation environnementale		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	15 530	7 259
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	270 379	12 076
	285 909	19 335
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire	7 229 925	5 303 760
Ventes de biens et de produits d'information	494	1 542
Autres frais et droits	...	37 955
	7 230 419	5 343 257

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	245	19
Revenus divers	100	188
Total de l'organisme	7 516 673	5 362 799

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie**Autres revenus—**

Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information—		
Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> —		
Produits de la vente de publications	197	2 894
Autres frais et droits	242	...
	439	2 894
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 674	...
Revenus divers	806	...
Total de l'organisme	3 919	2 894

Agence Parcs Canada**Autres revenus—**

Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 778 156	...
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	17 552 246	17 220 061
Services de nature non réglementaire	81 178 404	74 306 178
Ventes de biens et de produits d'information	1 137 896	1 669 520
Autres frais et droits	3 020 735	8 900 824
	102 889 281	102 096 583
Revenus divers	11 746	14 632
Total de l'organisme	108 679 183	102 111 215

Sommaire du portefeuille ministériel

Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 689 174	3 030 654
Ventes de biens et de services	182 649 883	185 793 434
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	712 521	482 528
Revenus divers	835 356	810 746
Total du portefeuille ministériel	197 886 934	190 117 362

(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

SECTION 15

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Finances

Ministère

Vérificateur général

Société d'assurance-dépôts du Canada

**Tribunal canadien du commerce
extérieur**

**Agence de la consommation en matière
financière du Canada**

**Centre d'analyse des opérations et
déclarations financières du Canada**

**Bureau du surintendant des institutions
financières**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	15.2
Sommaire du portefeuille ministériel	15.5
Activités de programme	15.10
Paiements de transfert	15.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés...	15.14
Revenus	15.14

Ministère**Résultat stratégique**

Créer un avantage budgétaire, économique, social et mondial pour le Canada en fournissant des politiques appropriées et des conseils judicieux concernant la situation économique, sociale et financière ainsi que le programme d'action global du gouvernement.

Description des activités de programme*Politique de l'impôt*

Élaborer et évaluer les politiques et les lois fédérales liées à la fiscalité dans les domaines de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt des sociétés et des taxes de vente ou d'accise.

Politiques économiques et fiscales

Analyser la situation économique et financière du pays, dispenser des conseils sur les questions budgétaires ainsi qu'un soutien analytique sur un vaste éventail de questions économiques et financières liées aux politiques macroéconomiques du gouvernement.

Politique du secteur financier

Analyser les politiques du secteur financier au Canada et de la réglementation des institutions financières à charte fédérale; gérer le programme d'emprunt fédéral et dispenser un appui stratégique concernant les emprunts des sociétés d'État, les marchés financiers et la politique du taux de change.

Développement économique et finances intégrées

Élaborer des politiques et dispenser des conseils stratégiques concernant les implications financières des politiques et programmes microéconomiques gouvernementaux; les propositions de financement de programmes; l'analyse des politiques sectorielles; et la

restructuration des sociétés d'État et d'autres portefeuilles privés.

Relations fédérales-provinciales et politique sociale

Fournir des stratégies et des conseils sur les relations fédérales-provinciales-territoriales et les questions de politique sociale, de même que sur leurs répercussions économiques et financières.

Finances et commerce internationaux

Gérer la participation du Ministère dans les institutions financières internationales, y compris le Fonds monétaire international, le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Gérer la participation du Ministère à des groupes internationaux tels que le G-7, le G-20 et le Forum de coopération économique Asie-Pacifique et traiter les enjeux liés aux politiques en matière de commerce et d'investissement.

Dettes publiques

Assurer le paiement des intérêts et des frais de service de la dette publique et des coûts d'émission des nouveaux emprunts.

Monnaie canadienne

Payer les coûts de production et de distribution des pièces de monnaie canadienne de circulation.

Paiements de transfert aux provinces et aux territoires

Gérer les paiements de transfert aux provinces et aux territoires prévus dans des lois ou des ententes avec ceux-ci.

Organisations financières internationales

Gérer les obligations du Canada envers les organismes financiers internationaux et les souscriptions à ces organismes.

Vérificateur général**Résultat stratégique**

Par nos travaux de vérification législative, nous contribuons, pour le compte des Canadiens, à ce que le gouvernement soit bien géré et responsable.

Description des activités de programme*Vérification législative*

Nous effectuons des vérifications et des études indépendantes qui fournissent information, assurance et avis objectifs au Parlement, au gouvernement et aux Canadiens.

Société d'assurance-dépôts du Canada**Résultat stratégique**

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la totalité ou d'une partie des dépôts en raison de l'insolvabilité de l'institution membre.

Tribunal canadien du commerce extérieur**Résultat stratégique**

Règlement équitable, opportun et efficace de dossiers de commerce international et enquêtes menées sur instructions du gouvernement dans divers domaines relevant de la compétence du Tribunal.

Description des activités de programme*Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)*

Le Tribunal fait fonction de tribunal administratif lorsqu'il exerce ses fonctions quasi judiciaires. Il mène des enquêtes qui sont accessibles au public. Il applique des

règles et procédures semblables à celles d'une cour de justice, mais avec plus de souplesse. Le Tribunal est une cour supérieure d'archives et peut citer des témoins à comparaître, entendre la preuve et tenir des audiences publiques. La transparence et l'équité sont des éléments clés du processus d'enquête du Tribunal. Les décisions du Tribunal peuvent, selon le cas, être réexaminées ou portées en appel devant la Cour fédérale du Canada ou la Cour d'appel fédérale ou devant un groupe spécial binational formé en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Les gouvernements qui sont membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) peuvent contester certaines décisions du Tribunal devant un groupe spécial de règlement des différends en vertu du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends de l'OMC. Le Tribunal peut également mener des enquêtes de sauvegarde afin de déterminer si les producteurs canadiens subissent un dommage grave en raison de l'augmentation des importations de marchandises et de faire un rapport au gouvernement, présentant ses recommandations, selon les besoins.

Enquêtes et saisines sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif)

La Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur contient des dispositions étendues en vertu desquelles le gouvernement ou le ministre des Finances peut demander au Tribunal de faire enquête sur des questions économiques, commerciales ou tarifaires. Dans le cadre d'une telle enquête, le Tribunal agit à titre consultatif, doté de pouvoirs d'effectuer des recherches, de recevoir des exposés, de tenir des audiences et de faire rapport au gouvernement ou au ministre des Finances, présentant ses recommandations, selon les besoins.

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Résultat stratégique

Les cinq objectifs de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) sont les suivants :

- surveiller les institutions financières pour s'assurer qu'elles appliquent les dispositions relatives aux consommateurs des lois fédérales qui s'appliquent à elles;
- inciter les institutions financières à se doter de politiques et de procédures pour mettre en œuvre les dispositions visant les consommateurs qui s'appliquent à elles;
- vérifier que les institutions financières respectent les codes de conduite volontaires et tout autre engagement public qu'elles ont pris pour protéger les intérêts des consommateurs;
- promouvoir la sensibilisation aux obligations des institutions financières; et
- favoriser la compréhension des services financiers et des questions qui s'y rapportent.

Description des activités de programme

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Nous renseignons les consommateurs et encadrons les institutions financières afin de nous assurer qu'elles appliquent les mesures fédérales en matière de protection des consommateurs.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Résultat stratégique

Renseignement financier permettant de contribuer à la détection et à la dissuasion du recyclage des produits de la criminalité et du financement des terroristes au Canada et à l'étranger.

Description des activités de programme

Collecte, analyse et communication de renseignements financiers

Analyse des renseignements financiers axée sur la technologie et des communications de renseignements largement acceptés et utilisés par les organismes chargés de l'application des lois et les organismes du renseignement ainsi qu'un programme qui aide les entités déclarantes à se conformer à la loi.

Bureau du surintendant des institutions financières

Résultat stratégique

Exerce des activités de réglementation et de surveillance qui se veulent garantes de l'intégrité du système financier canadien en protégeant les Canadiennes et les Canadiens contre les pertes indues.

Description des activités de programme

Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales

Il s'agit de l'activité de programme la plus importante au sein du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), représentant plus de 85 p. 100 de nos coûts. Les coûts de ce programme sont recouverts grâce aux cotisations, aux frais de service et d'utilisation payés par les institutions financières fédérales. Les

coûts sont aussi recouverts par l'entremise d'un protocole d'entente (c.-à-d. méthode des cotes internes); dans nos états financiers, cette troisième source de revenus est désignée « services à frais recouverts ».

Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux

Cette activité de programme intègre l'évaluation du risque et l'intervention ainsi que l'établissement de règles et les agréments en rapport avec les régimes de retraite privés fédéraux assujettis à la *Loi sur les normes de prestation de pension*. Les coûts de ce programme sont recouverts grâce aux droits des régimes de retraite qui sont établis en fonction du nombre de participants de chaque régime de retraite fédéral.

Aide internationale

Cette activité de programme intègre des activités visant à aider d'autres pays qui cherchent à accroître leur capacité de supervision et de réglementation. Les coûts de ce programme sont recouverts au moyen d'un protocole d'entente entre le BSIF et des organisations comme l'Agence canadienne de développement international et le Fonds monétaire international.

Résultat stratégique

Contribuer à rehausser la confiance que le public accorde au Système public de revenu de retraite du Canada.

Description des activités de programme

Bureau de l'actuaire en chef

Ce bureau fournit une gamme de services actuariels, en vertu de la législation, au Régime de pensions du Canada (RPC) et à certains ministères fédéraux.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	93 135 000	...	...	93 135 000	1				
...	...	7 648 400	...	7 648 400	1a				
...	...	...	30 237	30 237					
...	...	...	2 186 000	2 186 000					
...	...	...	(187 952)	(187 952)					
...	...	...	(205 400)	(205 400)					
...	93 135 000	7 648 400	1 822 885	102 606 285		89 285 529	13 320 756	...	83 451 642
...	404 200 000	...	...	404 200 000	5				
...	...	...	(5 594 558)	(5 594 558)					
...	404 200 000	...	(5 594 558)	398 605 442		315 597 867	83 007 575	...	664 647 367
...	1	...	...	1	10				
...	72 922	...	...	72 922	(S)	72 922	...	...	71 522
...	2 070 000 000	47 899 000	364 997	2 118 263 997	(S)	2 118 263 997	...	...	2 000 000 000
...	318 269 000	1 000	...	318 270 000	(S)	318 270 000	...	...	239 741 000

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	3 400 000	...	(3 400 000)	...	(S) Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(2). Limite de 225 000 000 DTS				
61 598 569	...	...	...	61 598 569	Autorisation non employée de 36 602 414 DTS au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	...	...	2 049 093	2 049 093	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
61 598 569	3 400 000	...	(1 350 907)	63 647 662	Total	2 615 003	61 032 659	...	4 292 831
...	12 429 000	...	(668 078)	11 760 922	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 760 922	...	...	12 445 463
...	83 100 000	42 900 000	9 602 404	135 602 404	(S) Achat de la monnaie canadienne	135 602 404	...	...	127 811 324
...	34 395 000 000	209 000 000	(495 495 999)	34 108 504 001	(S) Frais d'intérêt et autres coûts (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	34 108 503 725	276	...	33 535 119 566
...	32 000 000	...	(179 062)	31 820 938	(S) Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	31 820 938	...	...	31 819 211
...	11 282 000 000	253 600 000	(536 000)	11 535 064 000	(S) Péréquation fiscale (Partie I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	11 535 064 000	...	...	10 900 000 000
...	20 140 000 000	...	(124 310)	20 139 875 690	(S) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	20 139 875 690	...	...	19 000 000 000
...	8 500 000 000	...	...	8 500 000 000	(S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8 500 000 000	...	...	8 225 000 000
...	(699 000 000)	69 000 000	(76 787 645)	(706 787 645)	(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(706 787 645)	...	...	(596 446 930)
...	(2 995 000 000)	125 000 000	(307 016 000)	(3 177 016 000)	(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(3 177 016 000)	...	...	(2 731 180 000)
...	...	...	17 523	17 523	(S) Paiements conformément à la <i>Loi sur la prise en charge des prestations de la Commission de secours d'Halifax</i>	17 523	...	...	19 118
68 571 831	...	...	...	68 571 831	(S) Paiements aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la <i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i>	...	...	68 571 831	...

...	...	...	2 074 634	2 074 634	(S)	Paiement d'éléments de passif virés aux revenus	2 074 634	...	...	1 271 836
6 179	...	...	22 041	28 220	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	6 179	22 041	...
...	...	...	120 555 315	120 555 315	(S)	Pertes nettes sur opérations de change	120 555 315	...	...	542 320 152
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7 356 825 469
130 176 579	73 639 605 923	755 048 400	(753 292 760)	73 771 538 142		Total budgétaire	73 545 576 824	157 367 446	68 593 872	79 397 209 571
...	...	...	5 000 000	5 000 000	(S)	(L) Avances aux termes de l'article 13.1 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i> (Brut)	5 000 000	...	...	4 500 000
						Association internationale de développement				
...	1	...	318 269 999	318 270 000	L15	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 270 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> (Brut)	318 270 000	...	...	318 270 000
						Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)				
...	7 471 000	...	(972 568)	6 498 432	(S)	(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> —Souscriptions au capital (Brut)	6 498 432	...	...	15 106 363
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	99 113 160
...	7 471 001	...	322 297 431	329 768 432		Total non budgétaire	329 768 432	...	...	436 989 523
130 176 579	73 639 605 923	755 048 400	(753 292 760)	73 771 538 142		Total du ministère—	73 545 576 824	157 367 446	68 593 872	79 397 209 571
...	7 471 001	...	322 297 431	329 768 432		Budgétaire	329 768 432	...	...	436 989 523
						Non budgétaire				
						Vérificateur général				
...	64 920 000	...	...	64 920 000	20	Dépenses du programme				
...	...	3 128 850	...	3 128 850	20a	Dépenses du programme				
...	...	...	737 903	737 903		Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	933 000	933 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	64 920 000	3 128 850	1 670 903	69 719 753		Total—Crédit 20	68 928 961	790 792	...	67 367 569
...	8 828 000	...	6 531	8 834 531	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 834 531	...	...	9 416 657
...	...	...	3 860	3 860	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 860	...	...	13 462
...	73 748 000	3 128 850	1 681 294	78 558 144		Total de l'organisme—Budgétaire	77 767 352	790 792	...	76 797 688
						Société d'assurance-dépôts du Canada				
6 000 000 000	...	...	...	6 000 000 000	(S)	(L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1. Limite 6 000 000 000 \$ (Net)	...	...	6 000 000 000	...
6 000 000 000	...	...	...	6 000 000 000		Total de l'organisme—Non budgétaire	...	...	6 000 000 000	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Tribunal canadien du commerce extérieur									
...	8 609 000	...	...	8 609 000	25	Dépenses du programme			
...	...	360 859	...	360 859	25a	Dépenses du programme			
...	...	...	111 000	111 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	8 609 000	360 859	111 000	9 080 859		Total—Crédit 25	8 537 155	543 704	...
...	1 396 000	...	(233 423)	1 162 577	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 162 577	...	...
...	...	...	6	6	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	6
...	10 005 000	360 859	(122 417)	10 243 442		Total de l'organisme—Budgétaire	9 699 732	543 704	6
Agence de la consommation en matière financière du Canada									
...	...	...	7 872 821	7 872 821	(S)	Paiements en vertu de l'article 13 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i>	7 872 821	...	...
148	...	...	401	549	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	148	401
148	...	...	7 873 222	7 873 370		Total de l'organisme—Budgétaire	7 872 821	148	401
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada									
...	28 110 000	...	...	28 110 000	30	Dépenses du programme			
...	...	8 990 349	...	8 990 349	30a	Dépenses du programme			
...	...	...	7 000	7 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	28 110 000	8 990 349	7 000	37 107 349		Total—Crédit 30	36 264 278	843 071	...
...	3 018 000	...	137 681	3 155 681	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 155 681	...	...
...	31 128 000	8 990 349	144 681	40 263 030		Total de l'organisme—Budgétaire	39 419 959	843 071	...
Bureau du surintendant des institutions financières									
...	768 000	...	...	768 000	35	Dépenses du programme			
...	...	...	13 000	13 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	768 000	...	13 000	781 000		Total—Crédit 35	768 000	13 000	...

					(S) Paiements des dépenses afférentes aux activités du Bureau en vertu des articles 16 et 17 de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>					
					Autorisation maximale dont le montant ne peut, sans l'approbation du Conseil du Trésor, dépasser de plus de 40 000 000 \$ le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser par la Loi	4 535 820	...	55 331 832	(5 516 448)	
59 867 652	...	...	...	59 867 652	(S) Dépenses des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	...	...	...	...
...	1	...	(1)	...	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	2 306	1 442	...	
2 306	...	...	1 442	3 748						
59 869 958	768 001	...	14 441	60 652 400	Total de l'organisme—Budgétaire	5 303 820	15 306	55 333 274	(4 761 448)	
					Total du portefeuille ministériel—					
190 046 685	73 755 254 924	767 528 458	(743 701 539)	73 969 128 528	Budgétaire	73 685 640 508	159 560 467	123 927 553	79 519 088 222	
6 000 000 000	7 471 001	...	322 297 431	6 329 768 432	Non budgétaire	329 768 432	...	6 000 000 000	436 989 523	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paielements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Politique de l'impôt	30 921 572	30 804 572	...	...	...	...	117 000	...	...	...	30 804 572	30 804 572
Politiques économiques et fiscales	14 554 587	14 499 587	...	...	...	...	55 000	...	...	...	14 499 587	14 499 587
Politique du secteur financier—												
Budgétaire	178 440 645	96 442 837	...	...	...	...	77 000	...	...	...	178 363 645	96 442 837
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Développement économique et finances intégrées	7 827 797	7 798 797	...	...	...	...	29 000	...	...	...	7 798 797	7 798 797
Relations fédérales-provinciales et politique sociale	14 560 361	14 497 361	...	...	...	...	63 000	...	...	...	14 497 361	14 497 361
Finances et commerce internationaux	14 962 410	14 903 410	...	...	...	...	59 000	...	...	...	14 903 410	14 903 410
Dette publique	34 108 504 001	34 108 503 725	...	...	...	...	...	...	...	...	34 108 504 001	34 108 503 725
Monnaie canadienne	135 602 404	135 602 404	...	...	...	...	...	...	...	...	135 602 404	135 602 404
Paielements de transfert aux provinces et aux territoires	...	...	...	...	38 441 220 980	38 441 220 980	...	...	...	...	38 441 220 980	38 441 220 980
Organisations financières internationales—												
Budgétaire	44 820 281	44 820 281	...	...	780 523 104	636 482 870	...	...	...	...	825 343 385	681 303 151
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	324 768 432	324 768 432	324 768 432	324 768 432
Sous-total—												
Budgétaire	34 550 194 058	34 467 872 974	...	...	39 221 744 084	39 077 703 850	400 000	...	...	...	73 771 538 142	73 545 576 824
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	329 768 432	329 768 432	329 768 432	329 768 432
Revenus affectés aux dépenses	(400 000)	...	...	...	...	...	(400 000)	...	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	34 549 794 058	34 467 872 974	...	...	39 221 744 084	39 077 703 850	...	...	...	...	73 771 538 142	73 545 576 824
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	329 768 432	329 768 432	329 768 432	329 768 432
Vérificateur général												
Vérification législative	78 178 144	77 387 352	...	...	380 000	380 000	...	...	...	...	78 558 144	77 767 352
Total de l'organisme—Budgétaire	78 178 144	77 387 352	...	...	380 000	380 000	...	...	...	...	78 558 144	77 767 352
Société d'assurance-dépôts du Canada—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	6 000 000 000	...	6 000 000 000	...

Tribunal canadien du commerce extérieur													
Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)	9 635 752	9 493 977	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9 635 752	9 493 977
Enquêtes et saisines sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif)	607 690	205 755	...	...	...	...	...	...	...	...	...	607 690	205 755
Total de l'organisme—Budgétaire	10 243 442	9 699 732	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10 243 442	9 699 732
Agence de la consommation en matière financière du Canada—Budgétaire													
	7 873 370	7 872 821	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7 873 370	7 872 821
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada													
Collecte, analyse et communication de renseignements financiers	40 263 030	39 419 959	...	...	...	...	...	...	...	...	...	40 263 030	39 419 959
Total de l'organisme—Budgétaire	40 263 030	39 419 959	...	...	...	...	...	...	...	...	...	40 263 030	39 419 959
Bureau du surintendant des institutions financières													
Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales	129 352 400	66 773 260	3 696 000	5 588 205	...	...	73 177 000	68 210 721	...	...	...	59 871 400	4 150 744
Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux	4 938 000	5 727 482	246 000	...	...	...	5 184 000	5 280 842	...	...	...	...	446 640
Aide internationale	1 895 000	1 975 981	63 000	...	...	...	1 958 000	1 703 006	...	...	...	...	272 975
Bureau de l'actuaire en chef	4 695 000	4 497 699	32 000	...	...	...	3 946 000	4 064 238	...	...	...	781 000	433 461
Sous-total	140 880 400	78 974 422	4 037 000	5 588 205	...	...	84 265 000	79 258 807	...	...	...	60 652 400	5 303 820
Revenus affectés aux dépenses	(84 265 000)	(79 258 807)	...	...	...	...	(84 265 000)	(79 258 807)	...	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	56 615 400	(284 385)	4 037 000	5 588 205	...	...	...	...	...	...	...	60 652 400	5 303 820
Total du portefeuille ministériel—													
Budgétaire	34 742 967 444	34 601 968 453	4 037 000	5 588 205	39 222 124 084	39 078 083 850	...	...	...	...	...	73 969 128 528	73 685 640 508
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6 329 768 432	329 768 432
												6 329 768 432	329 768 432

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
Organisations financières internationales									
...	298 000 000	...	(11 587 349)	286 412 651	Compensation aux entités ou organismes canadiens créés en vertu d'une loi du Parlement pour la réduction de la dette de pays débiteurs	203 405 076	83 007 575	...	595 828 409
...	51 200 000	...	(5 594 558)	45 605 442	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres	45 605 442	...	...	...
...	349 200 000	...	(17 181 907)	332 018 093	Total—Subventions	249 010 518	83 007 575	...	595 828 409
Contributions									
Politique de l'impôt									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3 130
Politiques économiques et fiscales									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 510
Politique du secteur financier									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 670
Développement économique et finances intégrées									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10 790
Relations fédérales-provinciales et politique sociale									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 290
Finances et commerce internationaux									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 610
Organisations financières internationales									
...	55 000 000	...	11 587 349	66 587 349	Compensation aux entités ou organismes canadiens créés en vertu d'une loi du Parlement pour la réduction de la dette de pays débiteurs	66 587 349	...	...	68 798 958
...	55 000 000	...	11 587 349	66 587 349	Total—Contributions	66 587 349	...	...	68 818 958
Autres paiements de transfert									
Paiements de transfert aux provinces et aux territoires									
...	2 070 000 000	47 899 000	364 997	2 118 263 997	(S) Financement des territoires	2 118 263 997	...	...	2 000 000 000
...	32 000 000	...	(179 062)	31 820 938	(S) Subventions législatives	31 820 938	...	...	31 819 211
...	11 282 000 000	253 600 000	(536 000)	11 535 064 000	(S) Péréquation fiscale	11 535 064 000	...	...	10 900 000 000
...	20 140 000 000	...	(124 310)	20 139 875 690	(S) Transfert canadien en matière de santé	20 139 875 690	...	...	19 000 000 000
...	8 500 000 000	...	...	8 500 000 000	(S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux	8 500 000 000	...	...	8 225 000 000
...	(699 000 000)	69 000 000	(76 787 645)	(706 787 645)	(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes	(706 787 645)	...	...	(596 446 930)

...	(2 995 000 000)	125 000 000	(307 016 000)	(3 177 016 000)	(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents	(3 177 016 000)	...	...	(2 731 180 000)
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7 331 500 000
...	38 330 000 000	495 499 000	(384 278 020)	38 441 220 980		38 441 220 980	...	...	44 160 692 281
...	318 269 000	1 000	...	318 270 000	Organisations financières internationales	318 270 000	...	...	239 741 000
61 598 569	3 400 000	...	(1 350 907)	63 647 662	(S) Paiements à l'Association internationale de développement	2 615 003	61 032 659	...	4 292 831
...	...	...	...	...	(S) Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international	...	...	...	25 000 000
61 598 569	321 669 000	1 000	(1 350 907)	381 917 662	Éléments non requis pour l'exercice en cours	320 885 003	61 032 659	...	269 033 831
61 598 569	38 651 669 000	495 500 000	(385 628 927)	38 823 138 642	Total—Autres paiements de transfert	38 762 105 983	61 032 659	...	44 429 726 112
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	...	...	...	...	Politique de l'impôt	...	...	...	3 130
...	...	...	...	...	Politiques économiques et fiscales	...	...	...	1 510
...	...	...	...	...	Politique du secteur financier	...	...	...	1 670
...	...	...	...	...	Développement économique et finances intégrées	...	...	...	10 790
...	...	...	...	...	Relations fédérales-provinciales et politique sociale	...	...	...	1 290
...	...	...	...	...	Finances et commerce internationaux	...	...	...	1 610
...	38 330 000 000	495 499 000	(384 278 020)	38 441 220 980	Paiements de transfert aux provinces et aux territoires	38 441 220 980	...	...	44 160 692 281
61 598 569	725 869 000	1 000	(6 945 465)	780 523 104	Organisations financières internationales	636 482 870	144 040 234	...	933 661 198
61 598 569	39 055 869 000	495 500 000	(391 223 485)	39 221 744 084	Total du ministère	39 077 703 850	144 040 234	...	45 094 373 479
Vérificateur général									
Contributions									
...	380 000	...	...	380 000	Vérification législative	380 000	...	...	379 150
...	380 000	...	...	380 000	Fondation canadienne pour la vérification intégrée	...	...	...	...
61 598 569	39 056 249 000	495 500 000	(391 223 485)	39 222 124 084	Total de l'organisme	380 000	...	...	379 150
61 598 569	39 056 249 000	495 500 000	(391 223 485)	39 222 124 084	Total du portefeuille ministériel	39 078 083 850	144 040 234	...	45 094 752 629

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Politique de l'impôt	117 000	...	...
Politiques économiques et fiscales	55 000	...	...
Politique du secteur financier	77 000	...	...
Développement économique et finances intégrées	29 000	...	...
Relations fédérales-provinciales et politique sociale	63 000	...	...
Finances et commerce internationaux	59 000	...	...
Total du ministère—Budgétaire	400 000	...	...
Bureau du surintendant des institutions financières			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales	73 177 000	68 210 721	77 509 219
Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux	5 184 000	5 280 842	3 809 028
Aide internationale	1 958 000	1 703 006	1 377 790
Bureau de l'actuaire en chef	3 946 000	4 064 238	4 088 663
Total de l'organisme—Budgétaire	84 265 000	79 258 807	86 784 700
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	84 665 000	79 258 807	86 784 700

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Encaisse et débiteurs—Caisse—		
Banques à charte	46 003 542	27 120 219
Dépôts à court terme	237 065 710	143 419 735
Solde du compte du receveur général à la Banque du Canada	68 159 568	41 598 065
Comptes d'opérations de change—		
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes—Virement des bénéfices	1 765 274 825	1 394 534 428
Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéfices	22 753 215	49 895 126
Prêts, placements et avances—		
Banque du Canada—Virement des bénéfices	1 983 529 335	1 735 609 894
Corporation de développement des investissements du Canada—Dividendes	156 000 000	199 000 000
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	58 944
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	42 284	172 569
Royaume-Uni—Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni (1946)—		
Intérêt différé	335 151	1 013 073
Fonds monétaire international—Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance	13 679 472	16 874 029
Association récréative de la fonction publique d'Ottawa	...	466
Agence de la consommation en matière financière du Canada	166 279	111 820
Autres comptes—		
Travaux publics et Services gouvernementaux—		
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	39 305	...
Fonds renouvelable des services optionnels	...	29 374
	4 293 107 630	3 609 437 742
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	20 833	97 985
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	221 003	946 851
	241 836	1 044 836
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information—		
Vente d'autres publications	118 743	35 600

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Autres frais et droits—			Tribunal canadien du commerce extérieur		
Amendes, peines et confiscation—Frais—			Autres revenus—		
Accès à l'information	13 948	4 562	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
	132 691	40 162	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 128	...
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 041	6 179	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	705	5 935
				1 833	5 935
Revenus divers—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6	20
Pièces de monnaie canadienne	226 843 496	212 942 220	Revenus divers	986	794
Gain net de change	74 444 465	1 088 319 247	Total de l'organisme	2 825	6 749
Vente de propriété immobilière à la Société immobilière du Canada	2 069 601	2 125 952	Agence de la consommation en matière financière du Canada		
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—Compte d'avance fixe en circulation—Chèques non réclamés	25 929 367	31 057 344	Autres revenus—		
Soldes non réclamés reçus par la Banque du Canada en ce qui concerne les banques à charte	3 951 426	3 829 208	Ventes de biens et de services—		
Virement—Dette échue en circulation	2 462 564	4 964 648	Services de nature réglementaire	8 025 626	7 291 054
Bénéfices—Intérêt sur hypothèques	10 516 786	8 836 282	Services de nature non réglementaire	13 573	...
Divers	215 383	1 551 469	Ventes de biens et de produits d'information	45	100
	346 433 088	1 353 626 370	Autres frais et droits—		
Total du ministère	4 639 937 286	4 964 155 289	Intérêts sur débiteurs en souffrance	...	618
Vérificateur général			Revenus provenant d'amendes	101 000	35 000
Autres revenus—				101 000	35 618
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—				8 140 244	7 326 772
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	26 852	42 548	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	401	148
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	169 198	153 875	Total de l'organisme	8 140 645	7 326 920
	196 050	196 423	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 860	3 103	Autres revenus—		
Revenus divers—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Gain net de change	159	...	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 247	23 824
Divers	477 783	957 089	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	105 968	56 509
	477 942	957 089		107 215	80 333
Total de l'organisme	677 852	1 156 615	Total de l'organisme	107 215	80 333

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Bureau du surintendant des institutions financières		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	72 956 953	71 542 368
Services de nature non réglementaire	9 566 782	8 619 560
Ventes de biens et de produits d'information	1 593	4 926
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	227 325	805 100
Divers	...	(12)
	227 325	805 088
	82 752 653	80 971 942
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 442	2 306
Total de l'organisme	82 754 095	80 974 248
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	4 293 107 630	3 609 437 742
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	546 934	1 327 527
Ventes de biens et de services	91 025 588	88 338 876
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	27 750	11 756
Revenus divers	346 912 016	1 354 584 253
Total du portefeuille ministériel	4 731 619 918	5 053 700 154

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 16

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Gouverneur général

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	16.2
Sommaire du portefeuille ministériel	16.3
Activités de programme	16.4
Paiements de transfert	16.5
Revenus	16.5

Résultat stratégique

Le Gouverneur général, représentant la couronne au Canada, est habilité à exécuter ses rôles constitutionnel, étatique, cérémonial et public, y compris la reconnaissance de l'excellence.

Description des activités de programme

Programmes constitutionnel, d'état, cérémonial et public

Soutien apporté au Gouverneur général en ce qui a trait à la planification et à la mise en œuvre du programme, aux communications, à l'accès aux citoyens et aux services aux visiteurs ainsi qu'aux activités accomplies par des anciens gouverneurs généraux.

Programme des distinctions honorifiques du Canada

Le programme des distinctions honorifiques comprend l'administration des ordres, des décorations, des médailles et des récompenses octroyés par le Canada ainsi que de l'Autorité héraldique du Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	16 654 000	...	...	16 654 000	1	Dépenses du programme			
...	...	320 818	...	320 818	1a	Dépenses du programme			
...	...	...	206 680	206 680		Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	...	...	100 000	100 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	16 654 000	320 818	306 680	17 281 498		Total—Crédit 1	16 689 825	591 673	...
...	116 000	...	1 950	117 950	(S)	Traitement du gouverneur général (<i>Loi sur le gouverneur général</i>)	117 950	...	...
...	413 000	...	7 224	420 224	(S)	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	420 224	...	...
...	2 053 000	...	(134 067)	1 918 933	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 918 933	...	...
...	...	...	2 609	2 609	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 609	...	...
...	19 236 000	320 818	184 396	19 741 214		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	19 149 541	591 673	...
									20 199 690

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Programmes constitutionnel, d'état, cérémonial et public	14 276 697	14 165 731	...	...	420 224	420 224	...	...	...	...	14 696 921	14 585 955
Programme des distinctions honorifiques du Canada	5 044 293	4 563 586	...	...	...	...	...	...	...	...	5 044 293	4 563 586
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	19 320 990	18 729 317	...	...	420 224	420 224	...	...	...	...	19 741 214	19 149 541

Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
					Subventions				
					Programmes constitutionnel, d'état, cérémonial et public				
					Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles				
					(S) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>				
...	11 000	...	(11 000)	...	...	...	...	...
...	413 000	...	7 224	420 224	420 224	...	...	352 657	
...	424 000	...	(3 776)	420 224	420 224	...	...	352 657	
					Total du portefeuille ministériel				

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 609	443
Revenus divers	140 329	151 356
Total du portefeuille ministériel	142 938	151 799

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 17

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Industrie

Ministère

Agence spatiale canadienne

Commission canadienne du tourisme

Tribunal de la concurrence

Commission du droit d'auteur

**Conseil national de recherches du
Canada**

**Conseil de recherches en sciences
naturelles et en génie**

**Conseil de recherches en sciences
humaines**

Conseil canadien des normes

Statistique Canada

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme	17.2
Sommaire du portefeuille ministériel	17.9
Activités de programme	17.16
Paievements de transfert	17.19
Détail des montants disponibles pour être dépensés...	17.26
Revenus	17.26

Ministère**Résultat stratégique**

Un marché équitable, efficace et concurrentiel.

Description des activités de programme*Secteur des politiques – Marché*

Élaboration de la politique d'encadrement du marché.

Secteur des opérations – Marché

Mise au point d'instruments et conformité à la politique d'encadrement du marché.

Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Marché

Élaboration des règlements, des politiques, des procédures et des normes régissant le spectre, les industries des télécommunications et l'économie numérique au Canada.

Bureau de la consommation

Défense des intérêts des consommateurs.

Bureau de la concurrence

Définition et respect de l'encadrement du marché en ce qui concerne la concurrence.

Office de la propriété intellectuelle du Canada – Fonds renouvelable – Organisme de service spécial

Octroi de droits de propriété intellectuelle et diffusion de renseignements sur la propriété intellectuelle afin d'accélérer le développement économique du Canada.

Résultat stratégique

Une économie innovatrice.

Description des activités de programme*Secteur des politiques – Science et technologie et innovation*

Élaboration de la politique économique et scientifique.

Secteur de l'industrie – Science et technologie et innovation

Élaboration d'initiatives qui stimulent la recherche-développement pour accélérer la commercialisation de nouvelles technologies et des secteurs prioritaires.

Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Science et technologie et innovation

Soutien à la recherche appliquée et de pointe dans le secteur canadien des technologies de l'information et des communications pour la mise au point de technologies novatrices.

Centre de recherches sur les communications Canada

Être le centre d'excellence pour la recherche et le développement dans les télécommunications et les technologies de l'information de pointe, afin de disposer d'une source de conseils indépendante pour la politique gouvernementale.

Partenariat technologique Canada – Organisme de service spécial

Promotion de la commercialisation au moyen d'investissements stratégiques dans des projets de recherche-développement novateurs.

Résultat stratégique

Industrie concurrentielle et collectivités durables.

Description des activités de programme*Secteur des politiques – Développement économique*

Élaboration de la politique industrielle et commerciale internationale.

Secteur des opérations – Développement économique

Prestation de programmes et transmission de renseignements sur les possibilités d'investissement et les possibilités technologiques à l'intention du secteur des affaires. Pourvoir un point d'entrée multimodal aux entreprises au nom du gouvernement du Canada et favoriser la conception et la prestation de service axées sur la clientèle.

Secteur de l'industrie – Développement économique

Élaboration d'initiatives qui appuient la compétitivité internationale et la croissance économique durable des secteurs prioritaires et de nouvelles technologies.

Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Développement économique

Promotion du développement économique en veillant à ce que les Canadiens, les collectivités et les entreprises aient accès à une infrastructure des technologies de l'information et de la communication moderne et fiable et acquièrent les compétences nécessaires pour participer pleinement à l'économie numérique. Valorisation de l'entrepreneuriat et de l'acquisition continue du savoir en favorisant la création d'applications et de technologies habilitantes de pointe. Appui au développement d'une industrie des technologies de l'information et de la communication concurrentielle au Canada.

Agence spatiale canadienne**Résultat stratégique**

Environnement et développement durable. Connaissance, innovation et économie. Souveraineté et sécurité.

Description des activités de programme

Sensibilisation à l'espace et éducation

L'objectif de l'activité de programme est d'approfondir la compréhension et d'encourager l'engagement du public envers des questions liées à l'espace pour ultimement mener à l'amélioration des connaissances scientifiques des Canadiens. Pour ce faire, l'ASC dirigera une initiative nationale de sensibilisation et d'éducation en appui au Programme spatial canadien.

Observation de la terre depuis l'espace (OT)

L'objectif de l'activité de programme est de développer et d'opérationnaliser l'utilisation de l'observation spatiale de la terre (OT) pour le bénéfice des Canadiens, particulièrement en matière d'environnement, de gestion des ressources et de l'utilisation des terres, ainsi que de sécurité et de politique étrangère. Ce faisant, l'ASC s'assurera que le Canada maintient et accentue son leadership dans le domaine des technologies d'observation de la terre de façon à obtenir des informations en temps opportun, pertinentes et essentielles pour prendre des décisions éclairées quant à notre avenir commun, en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux qui partagent les mêmes besoins et objectifs que le Canada.

Sciences et exploration (SE) spatiales

L'objectif de l'activité de programme est de mieux comprendre le système solaire et l'univers, de chercher des milieux extraterrestres propices à la vie et de se préparer à établir une présence humaine permanente sur d'autres planètes. Ce faisant, l'ASC s'assurera de maintenir et d'accroître la contribution du Canada à l'avancement des connaissances scientifiques de l'humanité, à l'exploration du système solaire et de l'univers et au développement des technologies qui s'y rattachent. Cette mesure fera progresser les technologies de soutien et nos connaissances fondamentales et appliquées en matière de chimie, de physique et des sciences de la

vie en réalisant des expériences de pointe dans l'environnement particulier que représente l'espace.

Télécommunications par satellite (TS)

L'objectif de l'activité de programme est de fournir à tous les Canadiens les moyens de participer à l'ère de l'information mondiale et d'en tirer pleinement profit. Ce faisant, l'ASC veillera à ce que le Canada demeure un chef de file mondial en matière de télécommunications par satellites (TS) et rendra accessible les produits et services de pointe à tous les Canadiens, incluant dans les régions éloignées.

Activités spatiales de nature générique en appui à l'observation de la terre (OT), aux sciences et à l'exploration (SE) spatiales et aux télécommunications par satellites (TS)

Faire preuve de leadership, coordonner ou appuyer l'observation de la terre (OT), les sciences et l'exploration (SE) spatiales et les télécommunications par satellites (TS) grâce à des activités de nature générique qui peuvent tout aussi bien contribuer à l'une ou l'autre des trois activités de programme.

Commission canadienne du tourisme

Résultat stratégique

Maximiser l'apport du secteur touristique à l'économie canadienne en augmentant le nombre d'activités touristiques au Canada et en contribuant à la capacité concurrentielle mondiale de l'industrie canadienne du tourisme.

Description des activités de programme

Information

Le programme d'information est essentiel au succès de la Commission canadienne du tourisme. Sur le plan de la macro-recherche, il a pour tâche de mesurer l'importance et la valeur économique de l'amalgame de bran-

ches qui composent le secteur canadien du tourisme. Le programme évalue également le rendement du secteur du tourisme et son impact sur l'économie canadienne au chapitre de la croissance de l'emploi, du flux de touristes, des recettes en devises étrangères, des recettes fiscales et du produit intérieur brut du Canada. Cette information s'est révélée inestimable pour rehausser le statut et la crédibilité de l'industrie. La Commission canadienne du tourisme suit également les événements et tendances partout au monde, détermine s'il s'y trouve des défis à relever ou des possibilités à exploiter, et conseille des intervenants de l'industrie.

Sur le plan de la micro-recherche, le programme aide la Commission canadienne du tourisme à favoriser le développement de produits touristiques innovateurs en cernant les nouveaux débouchés sur le marché – y compris pour les produits-créneaux. Le Programme d'information permet également à la Commission canadienne du tourisme d'améliorer les canaux de distribution servant à présenter les produits touristiques aux consommateurs.

Marketing et ventes

Le programme Marketing et ventes cible quatre grands marchés géopolitiques : le Canada, les États-Unis, l'Europe-Amérique latine et l'Asie-Pacifique. Il y a également des activités associées au marché des réunions, congrès et voyages de motivation. Les efforts de ce programme s'articulent selon quatre grands axes : le grand public; les professionnels du voyage; les relations publiques et médias; Internet.

Il revient au programme Marketing et ventes de la Commission canadienne du tourisme d'augmenter l'intérêt envers le Canada et sa notoriété en tant que destination quatre-saisons dans chacun de ces marchés par les moyens suivants : en mettant sur pied des programmes stratégiques concurrentiels; en concluant des partenariats de marketing traditionnels et non traditionnels; en travaillant avec les partenaires de l'industrie à mieux informer les touristes potentiels des possibilités de voyages au Canada; en procurant aux

petites entreprises un pouvoir d'achat accru par le truchement d'activités de marketing collectif; en favorisant la coopération entre petites entreprises dans le but d'élaborer des stratégies de marketing concertées.

Développement de produits

Le programme Développement de produits de la Commission canadienne du tourisme influe sur la qualité et la quantité d'expériences touristiques diversifiées et concurrentielles au Canada. Coopérant directement avec les divers intervenants de l'industrie du tourisme, il sert de catalyseur pour favoriser la compétitivité de produits immédiatement commercialisables par les moyens suivants : en obtenant des études de marché sur la demande et le positionnement des produits; en diffusant de l'information pour accroître la compétitivité du produit touristique canadien; en encourageant les petites entreprises à créer de nouveaux produits en forgeant des partenariats; en offrant des occasions ou moyens favorisant l'aboutissement à un produit immédiatement commercialisable.

Tribunal de la concurrence

Résultat stratégique

Audiences accessibles, équitables, transparentes et efficaces liées au mandat du Tribunal.

Description des activités de programme

Traitement des affaires

Le Tribunal a pour mandat d'entendre des causes et le Greffe de traiter des demandes en vertu de la *Loi sur la concurrence*, Partie VII.1 (Pratiques commerciales trompeuses) et Partie VIII (Affaires que le Tribunal peut examiner) de la *Loi sur la concurrence*.

Commission du droit d'auteur

Résultat stratégique

Instaurer un processus décisionnel équitable qui incite à la création et à l'utilisation des œuvres protégées par un droit d'auteur.

Description des activités de programme

Rendre des décisions et délivrer des licences

Les retombées des décisions de la Commission sont d'environ 300 millions de dollars par année. Les enjeux sont élevés tant pour les titulaires de droits que pour les utilisateurs. Les interventions devant la Commission sont donc exhaustives et très étudiées, et requièrent la présence de témoins experts et de spécialistes en litiges, ainsi que des études, des enquêtes et la présentation de preuves économétriques, commerciales et financières poussées. En rendant ses décisions, la Commission doit considérer les technologies sous-jacentes (p. ex. Internet, radiodiffusion numérique, communication par satellite), les facteurs économiques et les intérêts des titulaires de droits et des utilisateurs afin de favoriser, en prenant des décisions justes et équitables, la croissance continue de cette composante de l'industrie canadienne du savoir. Des décisions tarifaires éclairées évitent de graves perturbations dans les secteurs concernés de l'économie nationale et des contestations judiciaires onéreuses et chronophages. De plus, l'article 77 de la *Loi sur le droit d'auteur* donne à la Commission le pouvoir de délivrer des licences pour autoriser l'utilisation d'œuvres publiées, de fixations de prestations, d'enregistrements sonores publiés ou de la fixation d'un signal de communication lorsque le titulaire du droit d'auteur est introuvable. La Loi exige des demandeurs de licences qu'ils aient fait des efforts raisonnables pour retracer le titulaire du droit d'auteur. Les licences délivrées par la Commission sont non exclusives et valides seulement au Canada.

Conseil national de recherches du Canada

Résultat stratégique

Une économie novatrice axée sur le savoir au Canada grâce à la recherche et au développement, à la commercialisation de la technologie et à l'aide à l'industrie.

Description des activités de programme

Recherche et développement

Recherche et développement comprend les activités de l'organisme en recherche et développement dans des domaines stratégiques de la science et du génie qui conduisent à la mise au point de technologies novatrices grâce à la commercialisation et au transfert de technologie dans des secteurs clés de l'économie.

Soutien technologique et industriel

Soutien technologique et industriel comprend la prestation de services de soutien technologique, d'aide financière et d'aide à la commercialisation aux petites et moyennes entreprises, et la diffusion d'information scientifique, technique et médicale à l'industrie, au gouvernement et aux universités.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Résultat stratégique

Les gens : professionnels hautement qualifiés en sciences et en génie au Canada.

Description des activités de programme

Promouvoir les sciences et le génie

Cette activité de programme suscite l'intérêt du public pour les sciences, les mathématiques et le génie, et vise à renforcer les capacités des jeunes Canadiens dans ces domaines.

Appuyer les étudiants et les boursiers

Cette activité de programme appuie la formation d'un personnel hautement qualifié par l'entremise de programmes de bourses.

Attirer et garder en poste des membres du corps professoral

Cette activité de programme vise à attirer et à garder en poste des membres du corps professoral.

Résultat stratégique

La découverte : recherche concurrentielle de haute qualité en sciences naturelles et en génie au Canada.

Description des activités de programme

Financer la recherche fondamentale

Cette activité de programme permet d'investir dans la découverte grâce à des subventions à l'appui des activités de recherche fondamentale.

Financer la recherche dans des domaines stratégiques

Cette activité de programme vise à financer des projets de recherche dans des domaines qui revêtent une importance nationale et dans des domaines nouveaux susceptibles de revêtir une importance pour le Canada.

Résultat stratégique

L'innovation : utilisation productive des nouvelles connaissances en sciences naturelles et en génie.

Description des activités de programme

Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement

Cette activité de programme favorise la collaboration entre des chercheurs des universités et d'autres secteurs, dont le gouvernement et l'industrie, afin de générer de nouvelles connaissances et un nouveau

savoir-faire, et de transférer ces connaissances et ce savoir-faire à des organismes situés au Canada.

Appuyer la commercialisation

Cette activité de programme appuie l'innovation et fait valoir le transfert des connaissances et de la technologie aux entreprises canadiennes.

Conseil de recherches en sciences humaines

Résultat stratégique

Les chercheurs : une capacité de recherche de première qualité en sciences humaines.

Description des activités de programme

Bourses et prix

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) offre plusieurs programmes de bourses pour appuyer les études supérieures et la recherche dans le domaine des sciences humaines au niveau de la maîtrise, du doctorat et des études postdoctorales. Ces bourses contribuent à former les chercheurs et les leaders canadiens de demain. En outre, le CRSH offre des bourses spéciales aux chercheurs chevronnés et plusieurs suppléments aux meilleures titulaires de bourses de doctorat et de bourses postdoctorales. Enfin, deux prix commémoratifs servent à reconnaître l'incroyable dévouement et créativité des meilleurs chercheurs du Canada.

Chaires de recherche du Canada

En 2000, le gouvernement du Canada a alloué 900 millions de dollars dans le but d'établir 2 000 professorats de recherche, ou chaires de recherche du Canada, dans les universités du pays. Les titulaires de chaires aident à faire reculer les frontières du savoir dans leur domaine, non seulement grâce à leurs travaux, mais également grâce à la supervision d'étudiants, à leur enseignement

et à la coordination des travaux d'autres chercheurs. En aidant les universités canadiennes, ainsi que les instituts et hôpitaux de recherche qui leur sont affiliés à devenir des centres de recherche et de formation de renommée internationale, le Programme des chaires de recherche du Canada contribue à accroître la capacité concurrentielle du Canada dans le cadre de l'économie mondiale fondée sur les connaissances, à améliorer la santé des Canadiens et à enrichir leur vie sociale et culturelle. Le Programme des chaires cherche également à : consolider le niveau d'excellence en recherche et à accroître la capacité du Canada à ce chapitre en permettant aux universités de solliciter et de recruter les meilleurs chercheurs; améliorer, grâce à la recherche, la formation d'un personnel hautement qualifié; développer la capacité des universités à générer et à appliquer de nouvelles connaissances; optimiser l'utilisation des ressources de recherche à travers une planification stratégique des établissements et la collaboration entre les établissements et divers secteurs.

Résultat stratégique

La recherche : de nouvelles connaissances fondées sur l'excellence de la recherche en sciences humaines.

Description des activités de programme

Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)

Les subventions de recherche du CRSH permettent de financer les projets et les programmes de recherche menés par des chercheurs, individuellement ou en équipe, pour lesquels le candidat a proposé un sujet de recherche et une méthodologie. Ces projets sont des travaux effectués par des chercheurs individuels ou de petites équipes dans des bibliothèques et des archives, à des projets de recherche concertée et multidisciplinaire entreprise par de grandes équipes composées de chercheurs, de partenaires et d'assistants effectuant des travaux sur le terrain partout au Canada.

Recherche et formation ciblées

Le CRSH élabore et finance des programmes, seul ou en partenariat avec d'autres organisations financières, dont les organismes gouvernementaux, privés et communautaires, afin d'appuyer la recherche stratégique. Ces programmes permettent de générer de nouvelles connaissances sur des questions d'ordre social, économique et culturel présentant un intérêt particulier pour les Canadiens. Plus particulièrement, l'Initiative de la nouvelle économie appuie la recherche qui favorise une meilleure compréhension de l'impact de « l'économie du savoir » sur notre vie économique, sociale, politique et culturelle, et qui est susceptible d'améliorer le pouvoir d'influence des Canadiens sur l'avenir, et ce, pour le bien de tous.

Développement de la recherche stratégique

Les subventions de recherche stratégique sont offertes aux professeurs, aux établissements postsecondaires, aux sociétés savantes et aux organismes à but non lucratif afin de les aider à étudier, définir et élaborer de nouvelles perspectives et priorités, et à relever de nouveaux défis en ce qui a trait à la conduite de la recherche, à la diffusion des résultats de recherche et à la formation de nouveaux chercheurs. Les subventions de recherche stratégique aident également à accroître la capacité de recherche par la promotion de nouveaux moyens de collaboration et de partenariat en recherche.

Résultat stratégique

La mobilisation de connaissances : le transfert, la diffusion et l'utilisation des connaissances en sciences humaines.

Description des activités de programme*Interaction et diffusion de la recherche*

Les subventions de diffusion de la recherche du CRSH appuient la communication et la diffusion des résultats de recherche au moyen de mécanismes traditionnels et

novateurs à l'intention du milieu universitaire et d'un plus vaste public.

Résultat stratégique

L'environnement institutionnel : un environnement de recherche et de science robuste au Canada.

Description des activités de programme*Coûts indirects de la recherche*

Au Canada, les gouvernements fédéral et provinciaux appuient ensemble la recherche universitaire. Les provinces fournissent l'infrastructure matérielle de base et, financées en partie par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, paient les coûts d'exploitation directs et indirects. Le gouvernement fédéral finance les coûts directs de la recherche, principalement par l'intermédiaire des trois organismes subventionnaires nationaux pour l'appui à la recherche : les Instituts de recherche en santé du Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et le Conseil de recherches en sciences humaines. Le terme « coûts indirects » se rapporte aux frais administratifs centraux et aux frais des ministères engagés par les établissements pour appuyer la recherche, qui ne peuvent pas être attribués à des projets de recherche précis.

Dans son budget de 2003, le gouvernement du Canada a annoncé la création d'un nouveau programme visant à assumer les coûts indirects associés à la réalisation des travaux de recherche universitaires dans les établissements qui reçoivent des subventions de l'un des trois organismes subventionnaires fédéraux. Ce programme de subventions visant à couvrir les coûts indirects de la recherche universitaire tente de répondre à la hausse des coûts indirects entraînés par la recherche universitaire financée par le gouvernement fédéral. Ce programme reconnaît que les établissements d'enseignement postsecondaire disposent de deux moyens pour optimiser leur investissement en re-

cherche : obtenir un appui supplémentaire pour couvrir les coûts indirects entraînés par la recherche ou appuyer leur mandat qui consiste à enseigner et à fournir des services communautaires. En assumant une partie des coûts indirects engagés par les établissements d'enseignement postsecondaire et les hôpitaux et instituts qui leur sont affiliés, le gouvernement fédéral finance des installations de recherche de classe mondiale et répond aux besoins des petites universités canadiennes. Le Secrétariat du Programme des chaires de recherche du Canada, lequel partage les locaux du CRSH, administre le Programme pour le compte des trois organismes subventionnaires nationaux.

Conseil canadien des normes**Résultat stratégique**

Normalisation volontaire efficiente et efficace.

Description des activités de programme*Accréditation*

L'évaluation de la conformité est la pratique qui consiste à déterminer si un produit, un service ou un système répond aux exigences d'une norme donnée. Le Conseil canadien des normes accrédite les six catégories suivantes d'organismes d'évaluation de la conformité : les organismes de certification des produits; les laboratoires d'essais et d'étalonnage; les organismes registres de systèmes de gestion; les organismes d'inspection; les prestataires de cours de formation des vérificateurs; les organismes de certification des personnes.

Le Conseil canadien des normes accrédite les organismes qui élaborent les normes au Canada. Les organismes d'élaboration de normes accrédités soumettent leurs normes pour les faire approuver en tant que Normes nationales du Canada.

Information

Le Conseil canadien des normes informe les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les organismes industriels et les organismes non gouvernementaux sur les aspects liés aux normes et à l'évaluation de la conformité des politiques commerciales et réglementaires. Il a notamment pour but d'encourager les gouvernements et les industries à recourir davantage au Système national des normes dans les activités réglementaires et les accords commerciaux.

Par le truchement de son site Web, son Service d'information et de recherche et sa Bibliothèque technique sur place, il met à la disposition des Canadiens une information des plus complètes et des plus actuelles sur les normes, la réglementation technique et l'évaluation de la conformité au Canada et dans le monde. Le Conseil canadien des normes sert en outre de point d'information de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Représentation

Le Conseil canadien des normes coordonne la participation du Canada aux activités de l'Organisation internationale de normalisation et de la Commission électrique internationale, deux des organismes de normalisation volontaire les plus importants du monde, et à celles des organismes de normalisation régionaux. Il encourage aussi au Canada l'adoption et l'application de normes internationales.

Le Conseil canadien des normes est également membre d'un certain nombre d'organisations régionales et internationales qui élaborent des ententes visant à assurer l'acceptation internationale des résultats d'évaluation de la conformité.

Statistique Canada

Résultat stratégique

Fournir aux Canadiens des statistiques et des produits statistiques, objectifs et impartiaux, des services et analyses sur l'économie et la société canadienne, qui sont pertinents et qui répondent aux questions d'actualité, tout en étant conformes aux exigences juridiques et de haute qualité.

Description des activités de programme

Statistique économique

L'activité de programme de la Statistique économique comprend la sous-activité de programme de la Statistique du commerce et des entreprises ainsi que les Comptes nationaux et études analytiques (voir description ci-dessous). Le programme fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. Cette activité porte sur les secteurs des entreprises et du commerce de l'économie canadienne. Elle fournit notamment une mesure de la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des activités des différentes industries de services (y compris les secteurs financiers, de l'assurance, de l'hébergement entre autres), des flux et des stocks de capital fixe utilisé dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses annuelles en capital prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction. En outre, elle fournit de l'information sur la mesure de la fluctuation des prix de détail, sur les activités scientifiques et technologiques des administrations fédérales et provinciales, et sur la recherche et le développement au sein des administrations publiques et des autres secteurs de l'économie. La classification des statistiques économiques repose en

grande partie sur l'infrastructure du Système des comptes nationaux du Canada. Ce système permet de mesurer la performance actuelle et la structure de l'économie canadienne selon le genre de transaction économique et le secteur. Il fournit des renseignements actuels sur la structure de l'économie canadienne qui servent à étayer la formulation et le rajustement de politiques budgétaires, monétaires et en matière de ressources humaines, de même que la formulation et le rajustement de politiques économiques, industrielles et internationales. Le Système des comptes nationaux sert également de cadre de comparaison des séries statistiques particulières, afin d'en mesurer la fiabilité, et d'outil d'analyse permettant de cerner des changements quant à l'importance économique de divers secteurs.

Statistique sociale

L'activité de programme de la Statistique sociale comprend la Statistique sociale, des institutions et du travail. Cette activité fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui contribuent à leur bien-être. Elle comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont liés, la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre, de même que la santé et les facteurs qui l'influencent. Elle fournit en outre de l'information sur des sujets d'intérêt relativement à la politique sociale. Cette activité fournit aussi de l'information et des analyses portant sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens ainsi que les résultats suite à ces services de même que sur leurs répercussions sur la société canadienne. Elle englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles. L'information qu'elle fournit porte sur la nature et

l'étendue de leurs services et de leurs activités et sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services. L'organisme tente de plus en plus d'aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer comment les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice influent sur les Canadiens.

Statistique du recensement

L'activité de programme de la Statistique du recensement comprend les statistiques démographiques et le recensement. L'objectif de ce programme est de fournir des renseignements statistiques sur la population canadienne ainsi que sur ses caractéristiques et conditions démographiques et leur évolution dans le temps. Cette activité fournit des renseignements statistiques provenant du Recensement quinquennal de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit les renseignements détaillés dont on a besoin sur les sous-populations et sur les petites régions géographi-

ques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la population et de sa structure démographique intercen-sitaire ainsi que les projections démographiques s'appuient sur des données tirées du recensement. Les chiffres de population et les estimations de la popula-tion permettent d'établir les limites des circonscrip-tions électorales, la distribution des paiements de transfert fédéraux et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipa-les, les conseils scolaires et autres organismes locaux des provinces. De plus, chaque cinq ans, le recense-ment de l'agriculture fournit des données sur : le nombre et le type des fermes; les exploitants agricoles; les arrangements d'exploitation; la terre et la gestion de la terre; les investissements; les véhicules, matériels et outillages de l'exploitation agricole; et les salariés de l'exploitation. Les données du recensement servent de balise aux autres enquêtes agricoles et servent de base pour le programme entier sur l'agriculture. Cette sous-activité de programme fournit aussi de l'information sur les peuples autochtones.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	420 649 000 ⁽²⁾	420 649 000	1				
...	...	44 911 661	...	44 911 661	1a				
...	...	1	...	1	1b				
...	474 763	474 763					
...	1 000 000	1 000 000					
...	50 000	50 000					
...	60 504	60 504					
...	755 942	755 942					
...	11 272 000	11 272 000					
...	(150 000)	(150 000)					
...	(375 000)	(375 000)					
...	(250 000)	(250 000)					
...	(300 000)	(300 000)					
...	(5 562 947)	(5 562 947)					
...	(100 000)	(100 000)					
...	(20 363 338)	(20 363 338)					
...	(14 465 000)	(14 465 000)					
...	(13 000)	(13 000)					
...	(372 500)	(372 500)					
...	(179 000)	(179 000)					
...	(346 000)	(346 000)					
...	420 649 000	44 911 662	(28 863 576)	436 697 086	Total—Crédit 1	416 070 804	20 626 282	...	451 691 363
...	12 901 000	...	...	12 901 000	5				
...	...	1	...	1	5a				
...	20 363 338	20 363 338					
...	(1 000 000)	(1 000 000)					
...	12 901 000	1	19 363 338	32 264 339	Total—Crédit 5	29 869 482	2 394 857	...	19 553 408
...	607 064 000	...	...	607 064 000	10				
...	...	88 949 852	...	88 949 852	10a				
...	...	1	...	1	10b				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans			Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	...	...	14 465 000	14 465 000		Virement du : crédit 1			
...	...	...	1 127 000	1 127 000		crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)			
...	...	...	4 565 000	4 565 000		crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	...	...	150 000	150 000		crédit 55			
...	...	...	(27 820 586)	(27 820 586)		Virement au : crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)			
...	...	...	(6 306 000)	(6 306 000)		crédit 65			
...	607 064 000	88 949 853	(13 819 586)	682 194 267		Total—Crédit 10	626 067 314	56 126 953	... 806 002 529	
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Ministre de l'Industrie—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	... 82 287
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	(S)	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	...	...	...
139 799 927	(7 719 000)	389 753	5 977 157 ⁽³⁾	138 447 837	(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	...	...	...
...	...	...	(50 000 000)	(50 000 000)		Radiation d'une portion du surplus accumulé	...	...	...
...	...	...	264 203	264 203		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾	
139 799 927	(7 719 000)	389 753	(43 758 640)	88 712 040		Total	(28 481 865)	...	117 193 905 (27 598 202)	
...	4 000 000	...	(1 454 653)	2 545 347	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	2 545 347	...	... 5 248 276
...	89 500 000	...	(8 217 391)	81 282 609	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	81 282 609	...	... 72 975 035
...	60 814 000	...	(2 924 336)	57 889 664	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 889 664	...	... 63 327 528
230 928	...	...	240 787	471 715	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	209 274	21 654	240 787 202 163
...	...	...	543 209	543 209	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	543 209	...	... 323 666
...	...	...	3 597 741	3 597 741	(S)	Montants adjugés par une cour	3 597 741	...	... ..
...	...	...	11	11	(S)	Pertes sur les opérations de change	11	...	... (1 095)
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	... 225 230 000
140 030 855	1 197 281 922	134 251 269	(85 293 096)	1 386 270 950		Total budgétaire	1 189 666 512	79 169 746	117 434 692 1 617 036 958	
...	300 000	...	...	300 000	L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> (Brut)	...	300 000	... ..
...	500 000	...	...	500 000	L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> (Brut)	...	500 000	... ..

1 950 000	...	...	...	1 950 000	L97b Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Limite 1 950 000 \$ (Net)	...	...	1 950 000	...
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000	Total non budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
140 030 855	1 197 281 922	134 251 269	(85 293 096)	1 386 270 950	Total du ministère—	1 189 666 512	79 169 746	117 434 692	1 617 036 958
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000	Budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
					Non budgétaire				
					Agence spatiale canadienne				
...	194 391 000	...	...	194 391 000	25 Dépenses de fonctionnement				
...	...	7 132 555	...	7 132 555	25a Virement de 150 000 \$ du crédit 1 (Transports)				
...	...	...	150 000	150 000	Virement du : crédit 1 (Transports)				
...	...	...	3 483 000	3 483 000	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(50 000)	(50 000)	Virement au : crédit 10 (Ressources naturelles)				
...	...	...	(4 020 000)	(4 020 000)	crédit 35				
...	194 391 000	7 132 555	(437 000)	201 086 555	Total—Crédit 25	191 986 798	9 099 757	...	174 405 308
...	114 724 000	...	...	114 724 000	30 Dépenses en capital				
...	...	1 640 000	...	1 640 000	30a Dépenses en capital				
...	114 724 000	1 640 000	...	116 364 000	Total—Crédit 30	56 715 209	59 648 791	...	55 254 053
...	54 326 000	...	...	54 326 000	35 Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	35a Virement de 1 380 000 \$ du crédit 25 (Industrie)				
...	...	1	...	1	35b Virement de 2 640 000 \$ du crédit 25 (Industrie)				
...	...	...	4 020 000	4 020 000	Virement du crédit 25				
...	54 326 000	2	4 020 000	58 346 002	Total—Crédit 35	56 835 686	1 510 316	...	49 069 336
...	10 652 000	...	(1 773 989)	8 878 011	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 878 011	...	...	9 282 131
1	...	...	22 761	22 762	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	1	22 761	14 116
1	374 093 000	8 772 557	1 831 772	384 697 330	Total de l'organisme—Budgétaire	314 415 704	70 258 865	22 761	288 024 944
					Commission canadienne du tourisme				
...	76 526 000	...	...	76 526 000	40 Dépenses du programme				
...	...	...	8 000	8 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	76 526 000	...	8 000	76 534 000	Total—Crédit 40	76 534 000	...	...	99 146 750
...	76 526 000	...	8 000	76 534 000	Total de l'organisme—Budgétaire	76 534 000	...	...	99 146 750
					Tribunal de la concurrence				
...	1 524 000	...	...	1 524 000	45 Dépenses du programme				
...	...	9 953	...	9 953	45a Dépenses du programme				
...	...	...	11 000	11 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	1 524 000	9 953	11 000	1 544 953	Total—Crédit 45	1 523 960	20 993	...	1 602 984
...	162 000	...	14 995	176 995	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	176 995	...	...	133 606

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$	
1 117	...	...	...	1 117	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	1 117	...	...
1 117	1 686 000	9 953	25 995	1 723 065		Total de l'organisme—Budgétaire	1 700 955	22 110	...	1 736 590
Commission du droit d'auteur										
...	2 274 000	...	...	2 274 000	50	Dépenses du programme				
...	...	110 300	...	110 300	50a	Dépenses du programme				
...	...	...	23 000	23 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	2 274 000	110 300	23 000	2 407 300		Total—Crédit 50	2 139 957	267 343	...	2 094 640
...	306 000	...	(82 769)	223 231	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	223 231	...	...	247 584
376	...	...	...	376	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	376	...	...	...
376	2 580 000	110 300	(59 769)	2 630 907		Total de l'organisme—Budgétaire	2 363 564	267 343	...	2 342 224
Conseil national de recherches du Canada										
...	393 464 000	...	...	393 464 000	55	Dépenses de fonctionnement				
...	...	47 341 858	...	47 341 858	55a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	919 333	...	919 333	55b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	197 336	197 336		Virement du : CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	20 859 000	20 859 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(150 000)	(150 000)		Virement au : crédit 10				
...	...	...	(1 982 000)	(1 982 000)		crédit 60				
...	...	...	(446 999)	(446 999)		crédit 65				
...	393 464 000	48 261 191	18 477 337	460 202 528		Total—Crédit 55	445 539 178	14 663 350	...	388 175 003
...	46 995 000	...	...	46 995 000	60	Dépenses en capital				
...	...	945 000	...	945 000	60a	Virement de 1 982 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)				
...	...	...	1 000 000	1 000 000		Virement du : crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)				
...	...	...	1 982 000	1 982 000		crédit 55				
...	...	...	(979 500)	(979 500)		Virement au crédit 65				
...	46 995 000	945 000	2 002 500	49 942 500		Total—Crédit 60	49 925 540	16 960	...	65 551 182

...	130 335 000	...	...	130 335 000	65	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	65a	Virement de 6 306 000 \$ du crédit 10 (Industrie), de 446 999 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 2 570 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)				
...	...	5 220 500	...	5 220 500	65b	Virement de 979 500 \$ du crédit 60 (Industrie)				
...	...	...	2 570 000	2 570 000		Virement du : crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)				
...	...	...	6 306 000	6 306 000		crédit 10				
...	...	...	446 999	446 999		crédit 55				
...	...	...	979 500	979 500		crédit 60				
...	130 335 000	5 220 501	10 302 499	145 858 000		Total—Crédit 65	136 047 123	9 810 877	...	138 570 966
40 609 039	...	...	...	40 609 039	(S)	Dépense des revenus conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> :				
...	73 494 000	...	19 603 362	93 097 362		Montant non dépensé au début de l'exercice				
40 609 039	73 494 000	...	19 603 362	133 706 401		Montant reçu au cours de l'exercice				
...	48 133 000	...	6 514 283	54 647 283	Total		55 600 133	...	78 106 268	85 230 414
19 450	...	...	315 809	335 259	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 647 283	...	...	56 605 629
...	...	...	50 664	50 664	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	273 936	...	61 323	667 431
...	...	...	...	...	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	50 664	...	...	62 007
40 628 489	692 421 000	54 426 692	57 266 454	844 742 635		Total de l'organisme—Budgétaire	742 083 857	24 491 187	78 167 591	734 862 632
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie										
...	36 002 000	...	...	36 002 000	70	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2 753 050	...	2 753 050	70a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	5 000	5 000		Virement du : CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	113 000	113 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	36 002 000	2 753 050	118 000	38 873 050		Total—Crédit 70	36 547 632	2 325 418	...	34 414 726
...	845 165 000	...	...	845 165 000	75	Subventions				
...	...	16 150 000	...	16 150 000	75a	Subventions				
...	...	1	...	1	75b	Virement de 179 000 \$ du crédit 1 (Industrie)				
...	...	...	179 000	179 000		Virement du crédit 1				
...	...	...	(339 946)	(339 946)		Virement au crédit 1 (Défense nationale)				
...	845 165 000	16 150 001	(160 946)	861 154 055		Total—Crédit 75	855 197 981	5 956 074	...	821 210 133
...	4 091 000	...	(414 866)	3 676 134	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 676 134	...	...	3 795 317
120	...	...	368	488	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	120	368	...
...	...	...	1 027	1 027	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	1 027	...	...	3 033
120	885 258 000	18 903 051	(456 417)	903 704 754		Total de l'organisme—Budgétaire	895 422 774	8 281 612	368	859 423 209

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	19 616 000	...	...	19 616 000	80	Conseil de recherches en sciences humaines			
...	...	1 055 550	...	1 055 550	80a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	70 643	70 643		Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	82 000	82 000		Virement du : CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	...	...	...	...		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	19 616 000	1 055 550	152 643	20 824 193		Total—Crédit 80			
...	559 445 000	...	...	559 445 000	85	Subventions			
...	...	45 326 300	...	45 326 300	85a	Virement de 487 264 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)			
...	...	1	...	1		et de 273 750 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)			
...	...	...	273 750	273 750	85b	Virement de 264 353 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans)			
...	...	...	264 353	264 353		Virement du : crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)			
...	...	...	487 264	487 264		crédit 1 (Pêches et Océans)			
...	...	...	(1 387 088)	(1 387 088)		crédit 5 (Patrimoine canadien)			
...	559 445 000	45 326 301	(361 721)	604 409 580		Virement au crédit 1 (Défense nationale)			
...	2 260 000	...	(89 431)	2 170 569	(S)	Total—Crédit 85			
...	...	...	360	360	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
...	581 321 000	46 381 851	(298 149)	627 404 702		Total de l'organisme—Budgétaire			
...	7 529 000	...	...	7 529 000	90	Conseil canadien des normes			
...	7 529 000	...	...	7 529 000		Paiements au Conseil canadien des normes			
...	527 701 000	...	...	527 701 000	95	Statistique Canada			
...	...	29 570 074	...	29 570 074	95a	Dépenses du programme			
...	...	1	...	1	95b	Virement de 355 523 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	346 000	346 000		Virement de 346 000 \$ du crédit 1 (Industrie)			
...	...	...	355 523	355 523		Virement du : crédit 1			
...	...	...	87 620	87 620		crédit 1 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	11 843 000	11 843 000		CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	527 701 000	29 570 075	12 632 143	569 903 218		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	73 542 000	...	(191 217)	73 350 783	(S)	Total—Crédit 95			
...	...	...	...	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			

...	...	...	44 730	44 730	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 843	...	30 887	9 120
...	601 243 000	29 570 075	12 485 656	643 298 731	Total de l'organisme—Budgétaire	619 520 280	23 747 564	30 887	558 427 356
180 660 958	4 419 938 922	292 425 748	(14 489 554)	4 878 536 074	Total du portefeuille ministériel—	4 474 485 176	208 394 599	195 656 299	4 739 252 905
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000	Budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
					Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur des lobbyistes a été transféré à Conseil du Trésor par mandats spéciaux du gouverneur général. Donc, le montant du Budget des dépenses a été redressé de 300 000 \$.

⁽³⁾ L'autorisation reportée des exercices antérieurs a été redressée de 2 841 843 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Secteur des politiques—Marché	6 743 401	5 828 494	119 557	106 755	550 000	297 084	...	...	...	...	7 412 958	6 232 333
Secteur des opérations—Marché	125 395 264	124 698 635	2 992 606	2 705 406	...	...	40 927 106	40 927 106	...	...	87 460 764	86 476 935
Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Marché	53 592 552	52 518 916	8 433 471	8 264 108	6 893 000	6 183 759	...	...	...	...	68 919 023	66 966 783
Bureau de la consommation	4 168 167	4 143 513	119 557	106 754	1 690 000	1 677 488	...	...	...	...	5 977 724	5 927 755
Bureau de la concurrence	56 664 255	49 785 776	3 139 837	2 851 421	...	...	10 500 000	10 500 000	...	...	49 304 092	42 137 197
Office de la propriété intellectuelle du Canada—Fonds renouvelable—Organisme de service spécial	222 450 040	119 976 962	...	...	...	...	133 738 000	148 458 827	...	...	88 712 040	(28 481 865)
Secteur des politiques—Science et technologie et innovation	11 405 786	10 460 591	119 557	106 755	...	...	...	...	...	...	11 525 343	10 567 346
Secteur de l'industrie—Science et technologie et innovation	4 881 300	4 807 269	119 557	106 755	...	...	...	...	...	...	5 000 857	4 914 024
Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Science et technologie et innovation	1 434 500	111 360	...	...	24 000 001	24 000 000	...	...	...	...	25 434 501	24 111 360
Centre de recherches sur les communications Canada	54 481 389	51 300 034	9 156 172	8 216 894	...	...	8 917 439	8 917 439	...	...	54 720 122	50 599 489
Partenariat technologique Canada—Organisme de service spécial	64 646 246	64 297 785	3 829 020	3 416 145	391 369 047	342 233 625	...	...	...	...	459 844 313	409 947 555
Secteur des politiques—Développement économique	13 823 044	12 082 157	119 557	106 755	40 000	40 000	...	...	...	...	13 982 601	12 228 912
Secteur des opérations—Développement économique	89 103 650	88 918 573	3 006 067	2 897 443	260 984 919	260 984 906	...	...	...	...	353 094 636	352 800 922
Secteur de l'industrie—Développement économique—												
Budgétaire	50 988 286	50 136 728	837 296	747 282	21 507 779	17 487 858	...	...	...	...	73 333 361	68 371 868
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Développement économique	22 205 274	19 554 560	272 085	237 009	59 071 256	57 074 329	...	...	...	...	81 548 615	76 865 898
Sous-total—												
Budgétaire	781 983 154	658 621 353	32 264 339	29 869 482	766 106 002	709 979 049	194 082 545	208 803 372	...	...	1 386 270 950	1 189 666 512
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Revenus affectés aux dépenses	(194 082 545)	(208 803 372)	...	...	...	...	(194 082 545)	(208 803 372)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	587 900 609	449 817 981	32 264 339	29 869 482	766 106 002	709 979 049	...	...	...	...	1 386 270 950	1 189 666 512
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...

Agence spatiale canadienne

Sensibilisation à l'espace et éducation	4 837 832	3 720 232	26 548	26 010	955 950	953 813	...	...	...	...	5 820 330	4 700 055
Observation de la terre depuis l'espace (OT)	61 332 902	57 504 024	53 467 179	11 548 532	11 664 683	11 303 281	...	...	...	...	126 464 764	80 355 837
Sciences et exploration (SE) spatiales	96 958 114	94 737 857	58 818 098	41 143 916	8 885 513	8 624 895	...	...	...	...	164 661 725	144 506 668
Télécommunications par satellite (TS)	5 652 435	5 497 965	144 776	120 636	27 745 206	27 198 007	...	...	...	...	33 542 417	32 816 608
Activités spatiales de nature générique en appui à l'observation de la terre (OT), aux sciences et à l'exploration (SE) spatiales et aux télécommunications par satellites (TS)	41 183 283	39 404 731	3 930 161	3 876 115	9 094 650	8 755 690	...	...	...	...	54 208 094	52 036 536
Total de l'organisme—Budgétaire	209 964 566	200 864 809	116 386 762	56 715 209	58 346 002	56 835 686	...	...	...	...	384 697 330	314 415 704

**Commission canadienne du tourisme—
Budgétaire**

	76 534 000	76 534 000	76 534 000	76 534 000
--	-------------------	-------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-------------------	-------------------

Tribunal de la concurrence

Traitement des affaires	1 723 065	1 700 955	...	...	...	...	...	...	...	...	1 723 065	1 700 955
Total de l'organisme—Budgétaire	1 723 065	1 700 955	...	...	...	...	...	...	...	...	1 723 065	1 700 955

Commission du droit d'auteur

Rendre des décisions et délivrer des licences	2 630 907	2 363 564	...	...	...	...	...	...	...	...	2 630 907	2 363 564
Total de l'organisme—Budgétaire	2 630 907	2 363 564	...	...	...	...	...	...	...	...	2 630 907	2 363 564

**Conseil national de recherches
du Canada**

Recherche et développement	499 002 727	423 032 110	48 598 500	47 958 126	65 417 250	59 091 542	...	...	...	...	613 018 477	530 081 778
Soutien technologique et industriel	149 939 408	133 079 085	1 344 000	1 967 413	80 440 750	76 955 581	...	...	...	...	231 724 158	212 002 079
Total de l'organisme—Budgétaire	648 942 135	556 111 195	49 942 500	49 925 539	145 858 000	136 047 123	...	...	...	...	844 742 635	742 083 857

**Conseil de recherches en sciences
naturelles et en génie**

Promouvoir les sciences et le génie	202 143	191 463	...	...	1 263 000	3 779 860	...	...	...	...	1 465 143	3 971 323
Appuyer les étudiants et les boursiers	6 914 918	6 057 534	...	...	128 407 000	121 896 034	...	...	...	...	135 321 918	127 953 568
Attirer et garder en poste des membres du corps professoral	2 954 579	2 507 585	...	...	160 569 054	142 687 852	...	...	...	...	163 523 633	145 195 437
Financer la recherche fondamentale	17 471 291	18 415 702	...	...	410 289 001	422 427 145	...	...	...	...	427 760 292	440 842 847
Financer la recherche dans des domaines stratégiques	3 881 694	3 758 297	...	...	46 319 000	49 386 403	...	...	...	...	50 200 694	53 144 700
Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement	10 315 483	7 986 837	...	...	97 507 000	104 355 027	...	...	...	...	107 822 483	112 341 864
Appuyer la commercialisation	810 591	1 307 375	...	...	16 800 000	10 665 660	...	...	...	...	17 610 591	11 973 035
Total de l'organisme—Budgétaire	42 550 699	40 224 793	...	...	861 154 055	855 197 981	...	...	...	...	903 704 754	895 422 774

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Conseil de recherches en sciences humaines												
Bourses et prix	3 106 655	2 426 482	...	...	99 109 000	94 298 335	...	...	...	...	102 215 655	96 724 817
Chaires de recherche du Canada	2 647 510	2 787 682	...	...	59 025 875	53 961 185	...	...	...	...	61 673 385	56 748 867
Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)	5 348 295	5 691 004	...	...	85 133 300	93 287 342	...	...	...	...	90 481 595	98 978 346
Recherche et formation ciblées	4 727 332	4 960 721	...	...	21 955 368	23 434 819	...	...	...	...	26 682 700	28 395 540
Développement de la recherche stratégique	4 256 206	3 570 564	...	...	21 043 000	19 228 753	...	...	...	...	25 299 206	22 799 317
Interaction et diffusion de la recherche	1 796 537	2 156 279	...	...	20 296 000	21 059 449	...	...	...	...	22 092 537	23 215 728
Coûts indirects de la recherche	1 112 587	538 878	...	...	297 847 037	297 847 037	...	...	...	...	298 959 624	298 385 915
Total de l'organisme—Budgétaire	22 995 122	22 131 610	...	...	604 409 580	603 116 920	...	...	...	...	627 404 702	625 248 530
Conseil canadien des normes—Budgétaire	7 529 000	7 529 000	...	...	...	...	...	...	...	...	7 529 000	7 529 000
Statistique Canada												
Statistique économique	228 257 398	215 844 717	...	...	...	...	23 420 157	20 973 979	...	...	204 837 241	194 870 738
Statistique sociale	215 238 742	192 503 794	...	...	561 000	560 800	64 148 876	56 257 082	...	...	151 650 866	136 807 512
Statistique du recensement	329 241 591	324 392 906	...	...	...	...	42 430 967	36 550 876	...	...	286 810 624	287 842 030
Sous-total	772 737 731	732 741 417	...	...	561 000	560 800	130 000 000	113 781 937	...	...	643 298 731	619 520 280
Revenus affectés aux dépenses	(130 000 000)	(113 781 937)	...	...	...	...	(130 000 000)	(113 781 937)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	642 737 731	618 959 480	...	...	561 000	560 800	...	...	...	...	643 298 731	619 520 280
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 243 507 834	1 976 237 387	198 593 601	136 510 230	2 436 434 639	2 361 737 559	...	...	...	...	4 878 536 074	4 474 485 176
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...

Paievements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
Secteur des politiques—Marché									
...	550 000	...	...	550 000	Subvention pour la Corporation du Secrétariat du commerce intérieur	297 084	252 916	...	316 804
Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Marché									
...	60 000	...	25 000	85 000	Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	85 000	...	...	60 000
...	6 808 000	...	...	6 808 000	Subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève, Suisse	6 098 759	709 241	...	6 655 028
...	6 868 000	...	25 000	6 893 000		6 183 759	709 241	...	6 715 028
Secteur des politiques—Science et technologie et innovation									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	30 000 000
Secteur de l'industrie—Science et technologie et innovation									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	165 000 000
Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Science et technologie et innovation									
...	...	1	24 000 000	24 000 001	Subvention à CANARIE Inc. pour le développement et l'exploitation du réseau CANet 5	24 000 000	1	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	20 000 000
...	...	1	24 000 000	24 000 001		24 000 000	1	...	20 000 000
Secteur des politiques—Développement économique									
...	...	...	40 000	40 000	Subvention au Schulich School of Business	40 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10 000 000
...	...	...	40 000	40 000		40 000	...	...	10 000 000
...	7 418 000	1	24 065 000	31 483 001	Total—Subventions	30 520 843	962 158	...	232 031 832
Contributions									
Bureau de la consommation									
...	1 690 000	...	...	1 690 000	Contributions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	1 677 488	12 512	...	1 677 791
Partenariat technologique Canada—Organisme de service spécial									
...	14 825 000	(7 423 871)	...	7 401 129	Contributions en vertu du Programme des adhérents pionniers	5 539 438	1 861 691	...	4 511 676
...	58 460 000	...	(17 016 385)	41 443 615	Contributions en vertu du Programme pour les projets industriels stratégiques	41 443 615	...	...	163 266 008

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	300 176 000	52 673 498	(10 325 195)	342 524 303	Contributions en vertu du programme Partenariat technologique Canada	295 250 572	47 273 731	...	283 858 206
...	373 461 000	45 249 627	(27 341 580)	391 369 047		342 233 625	49 135 422	...	451 635 890

Secteur des opérations—Développement économique									
...	4 000 000	...	(1 454 653)	2 545 347	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	2 545 347	...	...	5 248 276
...	20 460 000	...	(199 419)	20 260 581	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	20 260 568	13	...	20 258 535
...	34 750 000	460 000	1 649 419	36 859 419	Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario	36 859 419	...	...	44 544 926
...	37 250 000	...	(23 962 658)	13 287 342	Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada	13 287 342	...	...	37 226 220
...	89 500 000	...	(8 217 391)	81 282 609	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	81 282 609	...	...	72 975 035
...	57 923 000	35 576 821	750 000	94 249 821	Contributions en vertu du programme Infrastructures Canada	94 249 821	...	...	115 942 179
...	13 600 000	(13 600 000)	...	...	Contributions en vertu du Programme d'économie sociale pour l'Ontario	...	...	...	...
...	2 900 000	...	...	2 900 000	Contributions en vertu du programme Étudiants bien branchés	2 900 000	...	...	2 871 652
...	...	9 599 800	...	9 599 800	Contributions dans le cadre du Programme de développement de l'Est de l'Ontario	9 599 800	...	...	11 950 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	230 000
...	260 383 000	32 036 621	(31 434 702)	260 984 919		260 984 906	13	...	311 246 823

Secteur de l'industrie—Développement économique									
...	1 000 000	...	150 000	1 150 000	Contributions en vertu de l'Initiative des industries de la langue	1 081 250	68 750	...	1 579 669
...	14 272 000	(4 000 000)	(1 373 000)	8 899 000	Contributions en vertu du Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement	6 469 079	2 429 921	...	6 739 700
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	(S) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	...	...	...	...
...	17 100 000	...	(5 725 000)	11 375 000	Contributions en vertu du Mécanisme de financement structuré	9 853 750	1 521 250	...	16 025 435
...	...	...	10 000	10 000	Contributions en vertu de la Stratégie pour l'industrie canadienne de l'environnement	10 000	...	...	...
...	...	...	73 779	73 779	Contributions en vertu du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	73 779	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	95 238
...	42 372 000	(4 000 000)	(16 864 221)	21 507 779		17 487 858	4 019 921	...	24 440 042

					Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Développement économique				
...	3 890 000	...	(1 507 589)	2 382 411	Contributions pour le développement économique des communautés minoritaires de langue officielle	2 293 301	89 110	...	1 340 750
...	21 350 000	...	(3 148 303)	18 201 697	Contributions en vertu du Programme pilote de services à large bande pour le développement rural et du Nord	17 073 784	1 127 913	...	37 517 017
...	...	8 897 644	17 252 246	26 149 890	Contributions en vertu du Programme d'accès communautaire	25 534 281	615 609	...	29 441 595
...	...	6 765 960	5 571 298	12 337 258	Contributions en vertu du Programme Rescol	12 172 963	164 295	...	20 124 100
...	25 240 000	15 663 604	18 167 652	59 071 256		57 074 329	1 996 927	...	88 423 462
...	703 146 000	88 949 852	(57 472 851)	734 623 001	Total—Contributions	679 458 206	55 164 795	...	877 424 008
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	550 000	...	...	550 000	Secteur des politiques—Marché	297 084	252 916	...	316 804
...	6 868 000	...	25 000	6 893 000	Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Marché	6 183 759	709 241	...	6 715 028
...	1 690 000	...	...	1 690 000	Bureau de la consommation	1 677 488	12 512	...	1 677 791
...	...	...	...	...	Secteur des politiques—Science et technologie et innovation	...	...	...	30 000 000
...	...	...	...	...	Secteur de l'industrie—Science et technologie et innovation	...	...	...	165 000 000
...	...	1	24 000 000	24 000 001	Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Science et technologie et innovation	24 000 000	1	...	20 000 000
...	373 461 000	45 249 627	(27 341 580)	391 369 047	Partenariat technologique Canada—Organisme de service spécial	342 233 625	49 135 422	...	451 635 890
...	...	...	40 000	40 000	Secteur des politiques—Développement économique	40 000	...	...	10 000 000
...	260 383 000	32 036 621	(31 434 702)	260 984 919	Secteur des opérations—Développement économique	260 984 906	13	...	311 246 823
...	42 372 000	(4 000 000)	(16 864 221)	21 507 779	Secteur de l'industrie—Développement économique	17 487 858	4 019 921	...	24 440 042
...	25 240 000	15 663 604	18 167 652	59 071 256	Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Développement économique	57 074 329	1 996 927	...	88 423 462
...	710 564 000	88 949 853	(33 407 851)	766 106 002	Total du ministère	709 979 049	56 126 953	...	1 109 455 840
Agence spatiale canadienne									
Subventions									
Sensibilisation à l'espace et éducation									
...	520 000	1	259 949	779 950	Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	777 813	2 137	...	1 196 270
Observation de la terre depuis l'espace (OT)									
...	150 000	...	1 259 050	1 409 050	Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	1 408 650	400	...	...
Sciences et exploration (SE) spatiales									
...	624 000	...	(115 000)	509 000	Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	508 382	618	...	...

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	100 000	...	(57 500)	42 500	Activités spatiales de nature générique en appui à l'observation de la terre (OT), aux sciences et à l'exploration (SE) spatiales et aux télécommunications par satellites (TS) Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	42 500	...	...	...
...	1 394 000	1	1 346 499	2 740 500	Total—Subventions	2 737 345	3 155	...	1 196 270
Contributions									
Sensibilisation à l'espace et éducation									
...	196 000	...	(20 000)	176 000	Programme global de contributions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	176 000	...	...	205 308
Observation de la terre depuis l'espace (OT)									
...	12 413 000	...	(2 157 367)	10 255 633	Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	9 894 631	361 002	...	17 094 975
Sciences et exploration (SE) spatiales									
...	1 781 000	...	500 000	2 281 000	Contributions à la démonstration Cascade/petit satellite-sonde de mesure de l'écoulement du plasma dans le vent polaire (Mission à CASSIOPE)	2 281 000	...	...	3 234 000
...	5 280 000	...	815 513	6 095 513	Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	5 835 513	260 000	...	3 733 830
...	7 061 000	...	1 315 513	8 376 513		8 116 513	260 000	...	6 967 830
Télécommunications par satellite (TS)									
...	18 000 000	...	(1 820 000)	16 180 000	Contributions à la démonstration Cascade/petit satellite-sonde de mesure de l'écoulement du plasma dans le vent polaire (Mission à CASSIOPE)	16 180 000	...	...	14 500 000
...	8 300 000	1	3 265 205	11 565 206	Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	11 018 007	547 199	...	9 104 953
...	26 300 000	1	1 445 205	27 745 206		27 198 007	547 199	...	23 604 953
Activités spatiales de nature générique en appui à l'observation de la terre (OT), aux sciences et à l'exploration (SE) spatiales et aux télécommunications par satellites (TS)									
...	6 962 000	...	2 090 150	9 052 150	Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	8 713 190	338 960	...	...
...	52 932 000	1	2 673 501	55 605 502	Total—Contributions	54 098 341	1 507 161	...	47 873 066

Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	716 000	1	239 949	955 950	Sensibilisation à l'espace et éducation	953 813	2 137	...	1 401 578
...	12 563 000	...	(898 317)	11 664 683	Observation de la terre depuis l'espace (OT)	11 303 281	361 402	...	17 094 975
...	7 685 000	...	1 200 513	8 885 513	Sciences et exploration (SE) spatiales	8 624 895	260 618	...	6 967 830
...	26 300 000	1	1 445 205	27 745 206	Télécommunications par satellite (TS)	27 198 007	547 199	...	23 604 953
...	7 062 000	...	2 032 650	9 094 650	Activités spatiales de nature générique en appui à l'observation de la terre (OT), aux sciences et à l'exploration (SE) spatiales et aux télécommunications par satellites (TS)	8 755 690	338 960	...	...
...	54 326 000	2	4 020 000	58 346 002	Total de l'organisme	56 835 686	1 510 316	...	49 069 336
Conseil national de recherches du Canada									
Subventions									
...	717 000	1	(35 001)	682 000	Recherche et développement				
...	...	...	370 250	370 250	Affiliations internationales	664 251	17 749	...	546 801
...	717 000	1	335 249	1 052 250	Programme visant à rehausser la capacité scientifique et technologique du Canada	358 750	11 500	...	354 375
...	239 000	...	111 750	350 750	Soutien technologique et industriel				
...	956 000	1	446 999	1 403 000	Affiliations internationales	341 000	9 750	...	300 392
...					Total—Subventions	1 364 001	38 999	...	1 201 568
Contributions									
...	1 020 000	...	(96 467)	923 533	Recherche et développement				
...	8 300 000	...	73 941	8 373 941	Particle Physics and Astronomy Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell	923 531	2	...	886 243
...	3 268 000	...	22 526	3 290 526	National Science Foundation des États-Unis pour appuyer la construction et l'exploitation des télescopes Gemini	8 354 484	19 457	...	5 132 912
...	45 577 000	5 220 500	979 500	51 777 000	Quote-part canadienne des frais de la Corporation du télescope Canada-France-Hawaï	3 290 526	...	...	3 406 175
...	58 165 000	5 220 500	979 500	64 365 000	Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	45 500 000	6 277 000	...	44 000 000
...	10 150 000	...	1 283 460	11 433 460	Soutien technologique et industriel				
...	61 064 000	...	7 592 540	68 656 540	Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et à la technologie	10 525 860	907 600	...	10 646 149
...	71 214 000	...	8 876 000	80 090 000	Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques	66 088 721	2 567 819	...	73 297 919
...	129 379 000	5 220 500	9 855 500	144 455 000	Total—Contributions	134 683 122	9 771 878	...	137 369 398
Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	58 882 000	5 220 501	1 314 749	65 417 250	Recherche et développement	59 091 542	6 325 708	...	54 326 506
...	71 453 000	...	8 987 750	80 440 750	Soutien technologique et industriel	76 955 581	3 485 169	...	84 244 460
...	130 335 000	5 220 501	10 302 499	145 858 000	Total de l'organisme	136 047 123	9 810 877	...	138 570 966

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
					Subventions				
...	1 263 000	...	...	1 263 000	Promouvoir les sciences et le génie Subventions et bourses	3 779 860	(2 516 860)	...	3 650 410
...	96 907 000	...	...	96 907 000	Appuyer les étudiants et les boursiers Subventions et bourses	90 455 310	6 451 690	...	96 893 043
...	31 500 000	...	...	31 500 000	Bourses d'études supérieures du Canada	31 440 724	59 276	...	24 782 179
...	128 407 000	...	...	128 407 000		121 896 034	6 510 966	...	121 675 222
...	160 909 000	...	(339 946)	160 569 054	Attirer et garder en poste des membres du corps professoral Subventions et bourses	142 687 852	17 881 202	...	126 263 158
...	390 960 000	14 150 001	179 000	405 289 001	Financer la recherche fondamentale Subventions et bourses	417 427 145	(12 138 144)	...	395 426 633
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Perimeter Institute	5 000 000	...	...	5 000 000
...	395 960 000	14 150 001	179 000	410 289 001		422 427 145	(12 138 144)	...	400 426 633
...	44 319 000	2 000 000	...	46 319 000	Financer la recherche dans des domaines stratégiques Subventions et bourses	49 386 403	(3 067 403)	...	52 282 771
...	97 507 000	...	...	97 507 000	Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement Subventions et bourses	104 355 027	(6 848 027)	...	103 176 192
...	16 800 000	...	...	16 800 000	Appuyer la commercialisation Subventions et bourses	10 665 660	6 134 340	...	13 735 747
...	845 165 000	16 150 001	(160 946)	861 154 055	Total de l'organisme	855 197 981	5 956 074	...	821 210 133
					Conseil de recherches en sciences humaines				
					Subventions				
...	35 359 000	750 000	...	36 109 000	Bourses et prix Subventions et bourses	32 573 893	3 535 107	...	34 961 802
...	63 000 000	...	...	63 000 000	Bourses d'études supérieures du Canada	61 724 442	1 275 558	...	49 930 044
...	98 359 000	750 000	...	99 109 000		94 298 335	4 810 665	...	84 891 846
...	59 205 000	...	(179 125)	59 025 875	Chaires de recherche du Canada Subventions et bourses	53 961 185	5 064 690	...	48 574 216
...	84 124 000	1 009 300	...	85 133 300	Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs) Subventions et bourses	93 287 342	(8 154 042)	...	87 247 107

...	19 363 000	1 567 001	1 025 367	21 955 368	Recherche et formation ciblées Subventions et bourses	23 434 819	(1 479 451)	...	30 996 747
...	20 093 000	950 000	...	21 043 000	Développement de la recherche stratégique Subventions et bourses	19 228 753	1 814 247	...	17 547 410
...	19 246 000	1 050 000	...	20 296 000	Interaction et diffusion de la recherche Subventions et bourses	21 059 449	(763 449)	...	21 135 835
...	259 055 000	40 000 000	(1 207 963)	297 847 037	Coûts indirects de la recherche Subventions et bourses	297 847 037	...	...	259 046 938
...	559 445 000	45 326 301	(361 721)	604 409 580	Total de l'organisme	603 116 920	1 292 660	...	549 440 099
Statistique Canada									
Contributions									
Statistique sociale									
...	561 000	...	...	561 000	Contribution en vertu du Programme d'information sur la santé	560 800	200	...	560 800
...	561 000	...	...	561 000	Total de l'organisme	560 800	200	...	560 800
...	2 300 396 000	155 646 658	(19 608 019)	2 436 434 639	Total du portefeuille ministériel	2 361 737 559	74 697 080	...	2 668 307 174

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Secteur des opérations—Marché	40 927 106	40 927 106	39 801 474
Bureau de la concurrence	10 500 000	10 500 000	10 449 990
Office de la propriété intellectuelle du Canada— Fonds renouvelable—Organisme de service spécial	133 738 000	148 458 827	137 301 521
Centre de recherches sur les communications Canada	8 917 439	8 917 439	8 424 771
Total du ministère—Budgétaire	194 082 545	208 803 372	195 977 756
Statistique Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Statistique économique	23 420 157	20 973 979	27 938 882
Statistique sociale	64 148 876	56 257 082	43 014 123
Statistique du recensement	42 430 967	36 550 876	10 542 113
Total de l'organisme—Budgétaire	130 000 000	113 781 937	81 495 118
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	324 082 545	322 585 309	277 472 874

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Banque de développement du Canada—Dividendes	20 847 118	16 786 492
Office d'expansion économique de l'Atlantique	11 708	14 807
<i>Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique</i>	269 812	1 437 446
	21 128 638	18 238 745
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	237 016	341 865
Contributions remboursables	9 105 804	9 076 903
Divers	37 219 085	2 641 174
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	8 558 216	9 691 786
	55 120 121	21 751 728
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur	138 258 328	124 721 697
Redevances	1 306 306	1 405 282
Pénalités	10 000	170 000
Droits de permis	17 189 183	24 570 389
	156 763 817	150 867 368
Services de nature réglementaire—		
Droits d'inspection	1 138 507	1 547 788
Autres services	47 654 822	46 595 580
	48 793 329	48 143 368
Services de nature non réglementaire	11 628 093	11 199 714
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes de produits d'information	311 320	327 672
Ventes d'autres biens	...	2 400
	311 320	330 072
Autres frais et droits—		
Frais provenant de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	1 266 435	1 015 733
Frais provenant de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	56 936 610	56 911 500
Frais provenant du projet pilote de location-acquisition	1 763 229	1 324 472
Frais d'utilisation	1 536 663	1 767 616
Revenus reportés	214 104 708	215 062 513
Divers	4 136 346	2 349 612
	279 743 991	278 431 446
	497 240 550	488 971 968

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	240 787	230 928			
Revenus divers—					
Gain sur change de monnaie étrangère	771	(619)			
Amendes— <i>Loi sur la concurrence</i> et produits pour consommateur (diverses lois)	6 857 012	8 063 388			
Prêts	12 823 353	23 270 512			
Paievements de transfert éventuellement recouvrables	127 356 318	110 381 956			
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	964 587	2 294 230			
Revenus reportés	...	632 552			
Divers	9 397 455	7 523 549			
	157 399 496	152 165 568			
Total du ministère	731 129 592	681 358 937			
Agence spatiale canadienne					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	187 790	42 863			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	559 413	410 189			
	747 203	453 052			
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges—					
Revenus de redevances	3 306 724	3 144 313			
Services de nature non réglementaire	946 556	1 741 722			
	4 253 280	4 886 035			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 761	7 459			
Revenus divers	3 981 818	7 146			
Total de l'organisme	9 005 062	5 353 692			
Tribunal de la concurrence					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 882	...			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	1 117			
Total de l'organisme	7 882	1 117			
Commission du droit d'auteur					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	76	301			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	376			
Total de l'organisme	76	677			
Conseil national de recherches du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	668 509	752 616			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 517 860	5 644 499			
	3 186 369	6 397 115			
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges—					
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	5 656 730	5 838 010			
Location et utilisation de biens publics—					
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	3 220 648	3 059 760			
Services de nature non réglementaire—					
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	1 462 905	87			
Ventes de biens et de produits d'information—					
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	11 576 740	8 528 790			
Autres frais et droits—					
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	69 661 586	61 997 307			
Divers	...	1 614 716			
	69 661 586	63 612 023			
	91 578 609	81 038 670			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	315 809	676 090			
Revenus divers	...	10 100 000			
Total de l'organisme	95 080 787	98 211 875			

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Revenus de placements	21 128 638	18 238 745
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 820	3 979	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	65 360 470	36 398 621
Remboursement de subventions et de bourses d'études	1 526 447	769 255	Ventes de biens et de services	707 669 633	658 213 923
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	68 952	367 847	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	624 455	925 210
	1 604 219	1 141 081	Revenus divers	164 567 698	163 116 023
Ventes de biens et de services—			Total du portefeuille ministériel	959 350 894	876 892 522
Autres frais et droits	140	40			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	368	120			
Revenus divers	150 156	718			
Total de l'organisme	1 754 883	1 141 959			
Conseil de recherches en sciences humaines					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements—Paiements de transfert	1 577 619	1 648 669			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	138 862	137 639			
	1 716 481	1 786 308			
Ventes de biens et de services—					
Autres frais et droits	30	45			
Revenus divers	2 237	2 541			
Total de l'organisme	1 718 748	1 788 894			
Statistique Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	405 210	389 083			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 572 909	4 479 953			
	2 978 119	4 869 036			
Ventes de biens et de services—					
Ventes de biens et de produits d'information	114 597 024	83 317 165			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	44 730	9 120			
Revenus divers	3 033 991	840 050			
Total de l'organisme	120 653 864	89 035 371			

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 18

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Justice

Ministère

Commission canadienne des droits de la
personne

Tribunal canadien des droits de la
personne

Commissaire à la magistrature fédérale

Service administratif des tribunaux
judiciaires

Commission du droit du Canada

Commissariats à l'information et à la
protection de la vie privée du Canada

Cour suprême du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	18.2
Sommaire du portefeuille ministériel	18.5
Activités de programme	18.9
Paiements de transfert	18.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés	18.14
Revenus	18.14

Ministère**Résultat stratégique**

Un système de justice juste, pertinent et accessible qui reflète les valeurs des Canadiens.

Description des activités de programme*Élaborer des politiques et des lois*

La planification et l'élaboration de politiques gouvernementales en matière de justice, qui ont trait aux questions relevant du mandat du ministre de la Justice.

Élaborer et mettre en œuvre des programmes

La conception, l'élaboration et la mise en œuvre de programmes à coûts partagés, de subventions et de contributions.

Résultat stratégique

Un gouvernement fédéral appuyé par des services juridiques efficaces et réceptifs.

Description des activités de programme*Fournir des conseils juridiques, des services de contentieux et des services législatifs au gouvernement*

La prestation de conseils juridiques aux ministères et aux organismes, ainsi que la supervision, la coordination ou la conduite de poursuites au civil en leur nom.

Fournir des services de poursuite

La conduite de poursuites contre les auteurs d'actes criminels, notamment le blanchiment d'argent et les infractions liées aux stupéfiants, et de poursuites en matière de réglementation telles que celles liées à l'impôt sur le revenu, aux dispositions de la *Loi sur la concurrence* en matière de télémarketing, aux douanes et à l'immigration. L'élaboration de réponses aux requêtes internationales et de mesures contre le crime transnational, ainsi que la lutte contre le crime organisé et le terrorisme.

Commission canadienne des droits de la personne**Résultat stratégique**

Égalité, respect des droits de la personne et protection contre la discrimination grâce à une meilleure compréhension de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* et grâce à un meilleur respect de ces lois.

Description des activités de programme*Favoriser la compréhension de la Loi canadienne sur les droits de la personne et le respect de cette loi*

Traiter de façon intégrée les plaintes de discrimination individuelles déposées contre des employeurs et des fournisseurs de services sous réglementation fédérale. Mener des activités de prévention et conclure des accords de collaboration au sein du système fédéral afin de promouvoir en milieu de travail de saines pratiques en matière de droits de la personne. Mener des activités avec les partenaires à l'externe, effectuer des recherches et élaborer des politiques, mener des enquêtes publiques, contribuer au renforcement des institutions nationales des droits de la personne et évaluer les incidences des initiatives gouvernementales sur les droits de la personne.

Mener des vérifications de la conformité à l'équité en matière d'emploi au sein du gouvernement fédéral et dans les milieux de travail sous réglementation fédérale

S'assurer que les employeurs se conforment aux exigences légales qui leur incombent relativement à l'équité en matière d'emploi en se dotant d'un plan d'équité en matière d'emploi. S'assurer que des efforts raisonnables sont déployés et que des progrès raisonnables sont réalisés en vue de la pleine représentation des membres des groupes désignés, conformément à leur disponibilité sur le marché du travail. Mener des activités avec les partenaires à l'externe, effectuer des recherches et élaborer des politiques, répondre aux demandes du public et évaluer les incidences des

initiatives gouvernementales sur l'équité en matière d'emploi.

Tribunal canadien des droits de la personne**Résultat stratégique**

Que les Canadiens bénéficient d'un accès équitable aux possibilités qui existent au sein de la société grâce au traitement juste et équitable des causes relatives aux droits de la personne entendues par le Tribunal canadien des droits de la personne.

Description des activités de programme*Audiences publiques sur les causes soumises par la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) relativement à des plaintes de discrimination en vertu de la Loi canadienne sur les droits de la personne*

Instruire les plaintes de discrimination afin de déterminer si les pratiques ayant donné lieu aux plaintes enfreignent la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

Examen des directives données aux employeurs par la CCDP en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi

Se prononcer sur des requêtes déposées par des employeurs en ce qui a trait à l'examen de décisions les concernant prises par la CCDP ou se prononcer sur des requêtes de la CCDP qui visent à obtenir la ratification de directives données aux employeurs.

Commissaire à la magistrature fédérale**Résultat stratégique**

Une magistrature fédérale indépendante et efficace.

Description des activités de programme

Paiements en application de la Loi sur les juges

Paiements des traitements, des indemnités et des pensions des juges, nommés par le fédéral, et de leurs survivants, de toutes les cours supérieures et d'appels du Canada.

Conseil canadien de la magistrature

S'occupe de l'administration de tous les comités établis par le Conseil canadien de la magistrature composé de tous les juges en chef et juges en chef adjoints du Canada ainsi que des juges principaux des cours supérieures du Nunavut, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Magistrature fédérale

Fournit d'autres services à la magistrature fédérale, y compris la formation linguistique et l'édition du Recueil des décisions des cours fédérales. Fournit des services au ministre de la Justice par l'entremise du Secrétariat des nominations à la magistrature.

Service administratif des tribunaux judiciaires

Résultat stratégique

Le public a accès de façon équitable, rapide et adéquate, dans les deux langues officielles, aux processus judiciaires de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la Cour martiale du Canada et de la Cour canadienne de l'impôt.

Description des activités de programme

Fournir des services du greffe

Les services du greffe fournissent un soutien administratif aux tribunaux judiciaires afin d'assurer le fonctionnement convenable et efficient du processus judiciaire.

Fournir des services judiciaires

Ce secteur de services fournit un soutien judiciaire aux juges, notamment par la voie des adjoints judiciaires, des huissiers-audienciers et des autres employés qui soutiennent directement les juges dans l'exercice de leurs fonctions.

Commission du droit du Canada

Résultat stratégique

Un droit canadien qui reflète les besoins et les valeurs des Canadiens et qui est adapté, efficace, accessible à tous et juste.

Descriptions des activités de programme

Recommandations sur la réforme du droit

Le droit peut souvent apparaître désuet quant à ses fondements, ses finalités et ses principes. Certaines de ses institutions de même que certaines procédures et pratiques juridiques sont devenues désuètes ou inefficaces. Les gouvernements ont besoin de conseils indépendants, stratégiques et opportuns en matière de politique juridique afin de reconnaître ces lacunes et de les corriger. La Commission du droit du Canada vise à fournir ces conseils, éclairés par de vastes consultations, une compétence pluridisciplinaire et une pensée créative. Elle offre aux Canadiens une tribune pour exprimer leurs préoccupations sur le droit et la justice. Forte des résultats de ses consultations publiques, la Commission souhaite pouvoir jeter un regard critique sur le droit à partir d'une perspective inédite. Son ambition est de proposer des mesures qui orientent le droit de manière à ce qu'il contribue efficacement au bien-être collectif et individuel des Canadiens.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Résultat stratégique

La protection du droit à la vie privée des Canadiens.

Description des activités de programme

Évaluation et enquête de conformité des obligations en matière de vie privée

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVP) est chargé de faire enquête sur les plaintes et de donner suite aux demandes de renseignements provenant des citoyens et des organisations qui communiquent avec des représentants du Commissariat pour obtenir des conseils et de l'aide sur une variété d'enjeux liés à la protection de la vie privée. Le CPVP évalue aussi le degré de conformité des organisations aux exigences énoncées dans les deux lois sur la protection des renseignements personnels. Il formule des recommandations sur la Politique d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP), conformément à la politique du Conseil du Trésor. Cette activité est soutenue par une équipe juridique qui donne des conseils juridiques spécialisés et qui fournit un soutien lors des recours en justice.

Questions liées à la protection de la vie privée – Politiques et recherche

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada joue un rôle d'expert dans les nouveaux enjeux liés à la protection de la vie privée au Canada et à l'étranger en faisant de la recherche sur des tendances, en surveillant des initiatives législatives et réglementaires, en fournissant une analyse des enjeux importants, et en élaborant des positions de principe qui contribuent à promouvoir la protection du droit à la vie privée. Une partie importante du travail réalisé consiste à apporter un soutien à la Commissaire et aux commissaires adjoints dans la formulation des conseils au Parlement sur les initiatives législatives et sur des

programmes gouvernementaux qui peuvent avoir une incidence sur la protection de la vie privée.

Éducation en matière de vie privée – Sensibilisation et protection des droits en matière de vie privée

Le CPVP élabore des plans et met en œuvre un nombre d'activités de communication et de sensibilisation du public, notamment des allocutions et des événements spéciaux, des tactiques de relations médiatiques, de la publicité, ainsi que la réalisation et la diffusion de matériel promotionnel et éducatif.

Résultat stratégique

Les droits des individus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* sont protégés.

Description des activités de programme

Évaluer, enquêter, examiner, faire appliquer la loi et conseiller

La *Loi sur l'accès à l'information* est l'autorité législative pour les activités du Commissaire à l'information et son bureau.

Les objectifs de l'activité sont :

- Veiller à ce que les droits et les obligations des plaignants en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* soient respectés; les plaignants, les responsables des institutions fédérales et les tiers concernés par les plaintes aient l'occasion de soumettre leurs observations au Commissaire à l'information et que les enquêtes soient approfondies et terminées dans des délais raisonnables;
- Persuader les institutions fédérales d'adopter des pratiques en matière d'information conformes à la *Loi sur l'accès à l'information*; et
- Porter les questions d'interprétation appropriées de la *Loi sur l'accès à l'information* devant la Cour fédérale.

Cour suprême du Canada

Résultat stratégique

Fournir à la Cour suprême du Canada le cadre le plus favorable possible à la prise de décision.

Description des activités de programme

Favoriser le déroulement du processus d'audition et de décision

Le Bureau du registraire a pour but d'assurer les services nécessaires à la Cour pour rendre ses décisions à titre de tribunal de dernier ressort. Les principales responsabilités du Bureau du registraire sont la prestation aux juges d'un ensemble complet de services de gestion et de soutien administratif et la gestion des affaires dont la Cour est saisie.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	549 019 000	...	...	549 019 000	Ministère				
...	...	24 768 646	...	24 768 646	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	1 137 000	...	1 137 000	1a Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	6 000 000	6 000 000	1b Virement de 6 000 000 \$ du crédit 5 (Justice)				
...	...	...	4 200 000	4 200 000	Virement du : crédit 5				
...	...	...	235 000	235 000	CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	6 674 000	6 674 000	CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	...	...	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(270 600)	(270 600)	Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(11 600)	(11 600)	crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	549 019 000	25 905 646	16 826 800	591 751 446	Total—Crédit 1	546 455 966	45 295 480	...	530 128 338
...	286 850 000	...	...	286 850 000	5 Subventions et contributions				
...	...	46 605 000	...	46 605 000	5a Subventions et contributions				
...	...	36 552 415	...	36 552 415	5b Contributions				
...	...	...	(6 000 000)	(6 000 000)	Virement au crédit 1				
...	286 850 000	83 157 415	(6 000 000)	364 007 415	Total—Crédit 5	354 964 033	9 043 382	...	358 012 930
...	72 922	...	...	72 922	(S) Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	71 522
...	79 810 000	...	(7 172 165)	72 637 835	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 637 835	...	...	71 391 393
7 379	...	...	17 894	25 273	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24 436	...	837	5 180
...	...	...	67 815	67 815	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	67 815	...	...	...
7 379	915 751 922	109 063 061	3 740 344	1 028 562 706	Total du ministère—Budgétaire	974 223 007	54 338 862	837	959 609 363
...	18 643 000	...	...	18 643 000	Commission canadienne des droits de la personne				
...	...	964 450	...	964 450	10 Dépenses du programme				
...	...	...	169 000	169 000	10a Dépenses du programme				
...	18 643 000	964 450	169 000	19 776 450	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	2 362 000	...	(21 057)	2 340 943	Total—Crédit 10	18 788 246	988 204	...	19 762 092
10	...	...	4 085	4 095	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 340 943	...	...	2 626 882
10	21 005 000	964 450	152 028	22 121 488	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14	...	4 081	14
					Total de l'organisme—Budgétaire	21 129 203	988 204	4 081	22 388 988

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses			\$	\$				
...	3 984 000	...	...	3 984 000	15	Tribunal canadien des droits de la personne				
...	...	178 523	...	178 523	15a	Dépenses du programme				
...	...	...	112 855	112 855		Dépenses du programme				
...	...	...	14 000	14 000		Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	...	...		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	3 984 000	178 523	126 855	4 289 378	(S)	Total—Crédit 15	4 215 658	73 720	...	3 441 783
...	368 000	...	(22 219)	345 781		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	345 781	...	...	362 134
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	105
...	4 352 000	178 523	104 636	4 635 159		Total de l'organisme—Budgétaire	4 561 439	73 720	...	3 804 022
...	7 629 000	...	...	7 629 000	20	Commissaire à la magistrature fédérale				
...	...	159 929	...	159 929	20a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	175 684	...	175 684	20b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	91 000	91 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	7 629 000	335 613	91 000	8 055 613		Total—Crédit 20	7 437 295	618 318	...	7 779 228
...	1 589 000	...	...	1 589 000	25	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement				
...	...	262 950	...	262 950	25a	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement				
...	1 589 000	262 950	...	1 851 950		Total—Crédit 25	1 565 602	286 348	...	1 721 307
...	349 546 000	...	45 251 577	394 797 577	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	394 797 577	...	...	341 472 995
...	868 000	...	(84 046)	783 954	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	783 954	...	...	823 719
...	359 632 000	598 563	45 258 531	405 489 094		Total de l'organisme—Budgétaire	404 584 428	904 666	...	351 797 249
...	55 932 000	...	...	55 932 000	30	Service administratif des tribunaux judiciaires				
...	...	2 051 249	...	2 051 249	30a	Dépenses du programme				
...	...	2 623 111	...	2 623 111	30b	Dépenses du programme				
...	...	...	5 000	5 000		Virement du : CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	366 000	366 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	55 932 000	4 674 360	371 000	60 977 360		Total—Crédit 30	60 551 550	425 810	...	53 598 869

...	6 615 000	...	(555 140)	6 059 860	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 059 860	...	...	6 050 693
9 669	...	...	1 751	11 420	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 000	...	1 420	...
9 669	62 547 000	4 674 360	(182 389)	67 048 640	Total de l'organisme—Budgétaire	66 621 410	425 810	1 420	59 649 562
Commission du droit du Canada									
...	3 020 000	...	...	3 020 000	35 Dépenses du programme				
...	...	...	7 000	7 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	3 020 000	...	7 000	3 027 000	Total—Crédit 35	2 022 852	1 004 148	...	2 959 954
...	173 000	...	(18 280)	154 720	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	154 720	...	...	214 894
...	3 193 000	...	(11 280)	3 181 720	Total de l'organisme—Budgétaire	2 177 572	1 004 148	...	3 174 848
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
...	7 188 000	...	...	7 188 000	40 Commissariat à l'information du Canada— Dépenses du programme				
...	...	42 571	...	42 571	40a Commissariat à l'information du Canada— Dépenses du programme				
...	...	...	46 000	46 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	7 188 000	42 571	46 000	7 276 571	Total—Crédit 40	5 911 438	1 365 133	...	5 142 991
...	14 460 000	...	...	14 460 000	45 Commissariat à la protection de la vie privé du Canada— Dépenses du programme				
...	...	196 250	...	196 250	45a Commissariat à la protection de la vie privé du Canada— Dépenses du programme				
...	...	...	98 000	98 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	14 460 000	196 250	98 000	14 754 250	Total—Crédit 45	14 445 838	308 412	...	10 468 574
...	2 831 000	...	(861 443)	1 969 557	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 969 557	...	...	1 910 096
...	...	...	8 065	8 065	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	8 065	...
...	24 479 000	238 821	(709 378)	24 008 443	Total de l'organisme—Budgétaire	22 326 833	1 673 545	8 065	17 521 661
Cour suprême du Canada									
...	20 791 000	...	...	20 791 000	50 Dépenses du programme				
...	...	2 445 350	...	2 445 350	50a Dépenses du programme				
...	...	...	226 000	226 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	20 791 000	2 445 350	226 000	23 462 350	Total—Crédit 50	22 010 419	1 451 931	...	20 541 857
...	4 653 000	...	713 935	5 366 935	(S) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	5 366 935	...	...	4 714 907
...	2 380 000	...	(220 769)	2 159 231	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 159 231	...	...	2 264 789

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
19 651	...	...	9 610	29 261	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 769	11 882	9 610	...
19 651	27 824 000	2 445 350	728 776	31 017 777	Total de l'organisme—Budgétaire	29 544 354	1 463 813	9 610	27 521 553	
36 709	1 418 783 922	118 163 128	49 081 268	1 586 065 027	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 525 168 246	60 872 768	24 013	1 445 467 246	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- (1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
 Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
 Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Élaborer des politiques et des lois	42 209 319	37 546 637	...	...	...	...	...	...	...	...	42 209 319	37 546 637
Élaborer et mettre en œuvre des programmes	9 003 410	8 031 862	...	...	364 007 415	354 964 033	...	...	...	...	373 010 825	362 995 895
Fournir des conseils juridiques, des services de contentieux et des services législatifs au gouvernement	515 694 021	460 977 506	...	...	...	...	...	...	...	...	515 694 021	460 977 506
Fournir des services de poursuite	97 648 541	112 702 969	...	...	...	...	...	...	...	...	97 648 541	112 702 969
Total du ministère—Budgétaire	664 555 291	619 258 974	...	...	364 007 415	354 964 033	...	...	...	...	1 028 562 706	974 223 007
Commission canadienne des droits de la personne												
Favoriser la compréhension de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> et le respect de cette loi	18 803 265	18 658 225	...	...	...	...	...	...	...	...	18 803 265	18 658 225
Mener des vérifications de la conformité à l'équité en matière d'emploi au sein du gouvernement fédéral et dans les milieux de travail sous réglementation fédérale	3 318 223	2 470 978	...	...	...	...	...	...	...	...	3 318 223	2 470 978
Total de l'organisme—Budgétaire	22 121 488	21 129 203	...	...	...	...	...	...	...	...	22 121 488	21 129 203
Tribunal canadien des droits de la personne												
Audiences publiques sur les causes sou- mises par la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) relativement à des plaintes de discrimi- nation en vertu de la <i>Loi cana- dienne sur les droits de la personne</i>	4 635 159	4 561 439	...	...	...	...	...	...	...	...	4 635 159	4 561 439
Total de l'organisme—Budgétaire	4 635 159	4 561 439	...	...	...	...	...	...	...	...	4 635 159	4 561 439

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Commissaire à la magistrature fédérale												
Paiements en application de la <i>Loi sur les juges</i>	394 797 577	394 797 577	...	...	...	...	...	...	...	...	394 797 577	394 797 577
Conseil canadien de la magistrature	1 851 950	1 661 244	...	...	...	...	...	...	...	...	1 851 950	1 661 244
Magistrature fédérale	9 114 567	8 298 673	...	...	...	...	275 000	173 066	...	...	8 839 567	8 125 607
Sous-total	405 764 094	404 757 494	...	...	...	...	275 000	173 066	...	...	405 489 094	404 584 428
Revenus affectés aux dépenses	(275 000)	(173 066)	...	...	...	...	(275 000)	(173 066)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	405 489 094	404 584 428	...	...	...	...	...	...	...	...	405 489 094	404 584 428
Service administratif des tribunaux judiciaires												
Fournir des services du greffe	43 246 373	42 558 190	...	...	...	...	...	...	...	...	43 246 373	42 558 190
Fournir des services judiciaires	23 802 267	24 063 220	...	...	...	...	...	...	...	...	23 802 267	24 063 220
Total de l'organisme—Budgétaire	67 048 640	66 621 410	...	...	...	...	...	...	...	...	67 048 640	66 621 410
Commission du droit du Canada												
Recommandations sur la réforme du droit	3 181 720	2 177 572	...	...	...	...	...	...	...	...	3 181 720	2 177 572
Total de l'organisme—Budgétaire	3 181 720	2 177 572	...	...	...	...	...	...	...	...	3 181 720	2 177 572
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada												
Évaluation et enquête de conformité des obligations en matière de vie privée	9 677 546	9 372 258	...	...	...	...	...	...	...	...	9 677 546	9 372 258
Questions liées à la protection de la vie privée—Politiques et recherche	3 277 769	2 552 899	...	...	423 424	423 424	...	...	...	...	3 701 193	2 976 323
Éducation en matière de vie privée—Sensibilisation et protection des droits en matière de vie privée	2 653 630	3 367 311	...	...	...	...	...	...	...	...	2 653 630	3 367 311
Évaluer, enquêter, examiner, faire appliquer la loi et conseiller	7 976 074	6 610 941	...	...	...	...	...	...	...	...	7 976 074	6 610 941
Total de l'organisme—Budgétaire	23 585 019	21 903 409	...	...	423 424	423 424	...	...	...	...	24 008 443	22 326 833

Cour suprême du CanadaFavoriser le déroulement du processus
d'audition et de décision

31 017 777 29 544 354 31 017 777 29 544 354

Total de l'organisme—Budgétaire 31 017 777 29 544 354 31 017 777 29 544 354**Total du portefeuille ministériel—****Budgétaire****1 221 634 188 1 169 780 789 364 430 839 355 387 457 1 586 065 027 1 525 168 246**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
Élaborer et mettre en œuvre des programmes									
...	1 140	...	...	1 140	Institut international de droit d'expression française	...	1 140	...	...
...	7 220	...	...	7 220	British Institute of International and Comparative Law	...	7 220	...	...
...	8 620	...	...	8 620	Académie de droit international de La Haye	8 620	...	...	8 620
...	12 274	...	...	12 274	Association canadienne des chefs de police pour le Comité de modifications des lois	12 274	...	...	12 274
...	18 170	...	...	18 170	Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada, subventions—Subvention pour l'administration	18 170	...	...	18 170
...	26 600	...	...	26 600	Fondation canadienne des droits de la personne	26 600	...	...	26 600
...	38 600	...	...	38 600	Société canadienne des sciences judiciaires	38 600	...	...	38 600
...	50 000	...	...	50 000	Subventions à l'appui du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant	29 950	20 050	...	23 430
...	100 000	...	...	100 000	Association canadienne des juges des cours provinciales	100 000	...	...	100 000
...	50 000	...	(46 000)	4 000	Subventions à l'appui de la stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones	4 000	...	...	55 000
...	268 345	...	...	268 345	Institut national de la magistrature	268 345	...	...	268 345
...	565 031	...	(150 000)	415 031	Subventions appuyant le Fonds juridique de partenariats et d'innovation	227 550	187 481	...	223 500
...	565 000	750 000	...	1 315 000	Subventions à l'appui du Fonds de soutien au système de justice pour les jeunes	790 325	524 675	...	814 388
...	50 000	...	...	50 000	Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	28 500	21 500	...	10 700
...	500 000	...	(150 000)	350 000	Subventions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels	343 023	6 977	...	...
...	2 261 000	750 000	(346 000)	2 665 000	Total—Subventions	1 895 957	769 043	...	1 599 627
Contributions									
Élaborer et mettre en œuvre des programmes									
...	2 341 894	...	...	2 341 894	Programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	2 341 894	...	...	2 207 127
...	2 000 000	...	(32 000)	1 968 000	Contributions à l'appui de l'aide juridique—Sécurité publique et lutte contre le terrorisme	1 121 100	846 900	...	380 400
...	2 054 415	...	550 000	2 604 415	Contributions versées en vertu du Fonds juridique de partenariats et d'innovation	2 431 342	173 073	...	2 106 340
...	2 837 546	...	700 000	3 537 546	Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	3 479 089	58 457	...	3 248 559
...	4 836 363	...	...	4 836 363	Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	4 836 363	...	...	4 836 363
...	3 356 593	1 500 000	...	4 856 593	Contributions aux Territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques)	4 856 593	...	...	4 856 593

...	7 916 155	...	(4 550 000)	3 366 155	Contributions à la mise en œuvre des obligations linguistiques de la <i>Loi sur les contraventions</i>	2 613 100	753 055	...	1 688 670
...	7 250 000	...	46 000	7 296 000	Contributions versées en vertu du Fonds de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones	7 287 586	8 414	...	7 345 000
...	2 715 000	1 750 000	200 000	4 665 000	Contributions à l'appui du Fonds de soutien au système de justice pour les jeunes	2 880 238	1 784 762	...	3 602 614
...	6 903 500	...	(3 000 000)	3 903 500	Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes— Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	3 424 450	479 050	...	2 885 475
...	11 950 027	4 000 000	250 000	16 200 027	Contributions à l'appui du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant	16 170 761	29 266	...	16 042 102
...	79 827 507	40 000 000	...	119 827 507	Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique	119 827 507	...	...	119 775 396
...	144 750 000	32 552 415	...	177 302 415	Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	177 302 415	...	...	185 302 415
...	3 750 000	...	...	3 750 000	Fonds de réserve des Équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés	...	3 750 000	...	...
...	2 100 000	...	150 000	2 250 000	Contributions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels	1 908 150	341 850	...	788 813
...	...	1 400 000	(233 524)	1 166 476	Contributions à l'appui de l'assignation d'avocats par la Cour fédérale	1 117 515	48 961	...	197 943
...	...	250 000	233 524	483 524	Contributions à l'appui de l'assignation d'avocats par la Cour fédérale—Situations d'aide juridique	483 524	...	...	198 494
...	...	955 000	32 000	987 000	Contributions à l'appui de projets pilotes d'aide juridique	986 449	551	...	950 999
...	284 589 000	82 407 415	(5 654 000)	361 342 415	Total—Contributions	353 068 076	8 274 339	...	356 413 303
...	286 850 000	83 157 415	(6 000 000)	364 007 415	Total du ministère	354 964 033	9 043 382	...	358 012 930
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
Contributions									
Questions liées à la protection de la vie privée— Politiques et recherche									
...	375 000	...	48 424	423 424	Contributions à l'appui d'activités de recherche et de promotion liées à la protection des renseignements personnels	423 424	...	...	153 767
...	375 000	...	48 424	423 424	Total de l'organisme	423 424	...	...	153 767
...	287 225 000	83 157 415	(5 951 576)	364 430 839	Total du portefeuille ministériel	355 387 457	9 043 382	...	358 166 697

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Commissaire à la magistrature fédérale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Magistrature fédérale	275 000	173 066	120 588
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	275 000	173 066	120 588

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Autres ministères	267	3 268
Divers	719 059	707 646
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	5 809 305	8 668 349
	6 528 631	9 379 263
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Enregistrement de divorces	694 061	818 467
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	6 180 817	6 559 542
	6 874 878	7 378 009
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 894	7 379
Revenus divers—		
Amendes et confiscations	967 908	2 870 422
Location de résidences et services publics	294 909	307 776
Société d'État facturé	349 144	307 196
Services de nature non réglementaire	161 311 691	155 185 661
Divers	261 164	83 791
	163 184 816	158 754 846
Total du ministère	176 606 219	175 519 497
Commission canadienne des droits de la personne		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	63 477	3 916
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	154 269	54 019
	217 746	57 935
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 085	14
Revenus divers	34 915	330
Total de l'organisme	256 746	58 279

Revenus—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Tribunal canadien des droits de la personne					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 751	9 669
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	4 301	6 305	Revenus divers—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	105	Amendes de la Cour	4 200	8 000
Revenus divers	25	125	Divers	2 761 969	3 168 344
Total de l'organisme	4 326	6 535		2 766 169	3 176 344
Commissaire à la magistrature fédérale			Total de l'organisme		
Autres revenus—			4 561 380		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			5 001 003		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	168	...	Commission du droit du Canada		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	1 076	Autres revenus—		
	168	1 076	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Ventes de biens et de services—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	54	9 188
Services de nature non réglementaire	173 066	120 588	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	28 568	55 096
Revenus divers—				28 622	64 284
Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction publique—Juges	12 473 066	10 462 844	Revenus divers	5	5
Total de l'organisme	12 646 300	10 584 508	Total de l'organisme	28 627	64 289
Service administratif des tribunaux judiciaires			Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	25 334	49 968	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	90 943	93 661
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	45 731	18 327	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1	84
	71 065	68 295		90 944	93 745
Ventes de biens et de services—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	8 065	...
Services de nature réglementaire—			Revenus divers	367	...
Droits de dépôt	1 487 515	1 499 995	Total de l'organisme	99 376	93 745
Dépenses de la Cour	8 175	13 013	Cour suprême du Canada		
	1 495 690	1 513 008	Autres revenus—		
Ventes de biens et de produits d'information—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Ventes de photocopies	226 705	233 610	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	20 491	4 485
Autres frais et droits	...	77	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	3 047	73 616
	1 722 395	1 746 695		23 538	78 101
			Ventes de biens et de services—		
			Location et utilisation de biens publics	5 928	1 500
			Ventes de biens et de produits d'information—		
			Vente de communiqués de la Cour suprême	8 400	5 410
			Ventes de raisons d'arrêt	12 477	11 528
				20 877	16 938

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres frais et droits—		
Photocopies	32 408	26 836
Frais d'enregistrement	55 925	52 676
Divers	33 295	20 527
	<i>121 628</i>	<i>100 039</i>
	148 433	118 477
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 610	19 651
Revenus divers—		
Contributions des juges pour des rentes	105 424	81 546
Total de l'organisme	287 005	297 775
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 965 015	9 749 004
Ventes de biens et de services	8 918 772	9 363 769
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	41 405	36 818
Revenus divers	178 564 787	172 476 040
Total du portefeuille ministériel	194 489 979	191 625 631

SECTION 19

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Parlement

Sénat

Chambre des communes

Bibliothèque du Parlement

Commissariat à l'éthique

Conseiller sénatorial en éthique

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	19.2
Sommaire du portefeuille ministériel	19.5
Activités de programme	19.7
Paielements de transfert	19.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés	19.9
Revenus	19.9

Sénat**Résultat stratégique**

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer son propre fonctionnement.

Description des activités de programme*Sénateurs et bureaux des sénateurs*

Assure la prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l'autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies.

Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs et cotisations aux régimes de retraite; allocations de retraite; frais de déplacement et de communication; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs; fonds de recherche pour les caucus.

Fonctionnement de la Chambre

Assure la prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs pour leur travail à la Chambre du Sénat, c'est-à-dire délibérer et approuver des projets de loi, présenter des pétitions, discuter des rapports des comités et participer à des cérémonies. Ces fonctions sont exercées conformément au Règlement du Sénat, à la procédure parlementaire, aux règles de préséance et aux décisions du président.

Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses de personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des

hauts fonctionnaires du Sénat; traitements et autres dépenses de fonctionnement relatives au greffier du Sénat, au sous-greffier, au légiste et au huissier du bâton noir; journaux, compte rendu des débats et publications dans les deux langues officielles; programme des pages du Sénat; échanges parlementaires.

Comités et associations

Fournit un soutien aux sénateurs qui font partie de comités permanents, de comités spéciaux et de comités mixtes. Les comités sont chargés d'étudier à fond les projets de loi et d'approuver des projets de loi modificatifs en se fondant sur les témoignages d'experts et sur les conseils juridiques d'experts en droit. Ils examinent des sujets d'intérêt public, font des recommandations et étudient les propositions de dépenses du gouvernement.

Les sénateurs participent aussi aux activités des associations parlementaires et des groupes d'amitié. Ils représentent le Canada dans des forums internationaux où l'on discute de dossiers importants pour la population canadienne.

Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : comités et associations parlementaires; compte rendu des débats et service de publication; télédiffusion des délibérations des comités.

Soutien administratif

Offre le soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les trois autres rubriques de fonctions du Sénat. Fourniture des locaux et de l'équipement, des outils, de l'information, du matériel et des services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités.

Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité; services de communication et d'information; gestion de la tech-

nologie de l'information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d'imprimerie; réparations, métiers et transports.

Chambre des communes**Résultat stratégique**

Soutien administratif et professionnel efficace aux députés exerçant individuellement et collectivement à titre de législateurs et de représentants de 308 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus.

Description des activités de programme*Députés et agents supérieurs de la Chambre*

Les députés assument les rôles de législateurs et de représentants élus de leur circonscription. Dans leur circonscription, les députés participent à des événements et à des activités et discutent avec les électeurs de ce qui les préoccupe. À la Chambre, les députés participent aux débats, étudient et votent les projets de loi. Les députés siègent au sein des comités permanents et des comités spéciaux ou mixtes, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie de projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et politiques du gouvernement. Les députés font également partie d'associations parlementaires et de groupes d'amitié et se joignent à des délégations qui touchent le travail de ces associations et les échanges. Finalement, en caucus, les députés conçoivent des stratégies, discutent des politiques et examinent d'importants dossiers avec les autres députés de leur parti, et orientent le travail du service de recherche du parti. Certains députés endossent d'autres fonctions telles que : président, vice-président, leaders à la Chambre, et whips en chef.

Administration de la Chambre

Les employés de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature et, de plus, sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution en assumant la continuité d'une législature à l'autre, en préservant les archives parlementaires et en veillant à la stabilité de l'infrastructure sous-tendant le processus démocratique. Des conseils et du soutien sont offerts dans une gamme étendue de services tels que : procédurales, législatifs, législatifs, législatifs, gestion et technologies de l'information, gestion des immeubles, sécurité, restauration, finances, ressources humaines, santé et sécurité au travail. Le personnel de la Chambre des communes s'efforce de toujours bien soutenir l'institution et le travail des députés dans leur rôle de législateur et de représentant des 308 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus.

Bibliothèque du Parlement

Résultat stratégique

Les parlementaires prennent des décisions éclairées sur des sujets d'intérêt pour les Canadiens.

Description des activités de programme

Information, recherche et analyse

Offrir aux parlementaires des services d'information, de recherche et d'analyse pour les aider à remplir leurs rôles à titre de membre de l'une ou l'autre des Chambres, de comités et d'associations parlementaires ou à titre de représentant d'une région ou d'une circonscription. L'information est également mise à la disposition des clients autorisés.

Résultat stratégique

La mémoire institutionnelle du Parlement est préservée pour les générations futures.

Description des activités de programme

Gestion des ressources d'information

Concevoir, enrichir, maintenir et promouvoir un recueil varié de sources de connaissances, afin d'aider les parlementaires et ceux qui les secondent dans leur travail à obtenir les renseignements dont ils ont besoin.

Résultat stratégique

Les Canadiens ont une meilleure compréhension du Parlement.

Description des activités de programme

Activités auprès du public

Seconder les parlementaires dans leurs efforts pour rendre le Parlement accessible au public. Offrir au public de l'information au sujet du Parlement.

Commissariat à l'éthique

Résultat stratégique

Préserver la confiance du public envers l'intégrité des députés et des titulaires de charge publique ainsi que le respect et la confiance de la société envers la Chambre des communes en tant qu'institution.

Description des activités de programme

Communications

Cette activité définit l'orientation stratégique des rapports du Commissariat à l'éthique avec la Chambre des communes, les comités parlementaires, les députés et les titulaires de charge publique ainsi qu'avec les inter-

venants extérieurs. Ce secteur se chargera également de renseigner les députés, les titulaires de charge publique, les médias et le grand public sur les dispositions des Codes et sur la portée du rôle du Bureau.

Opérations

Cette activité a trois volets : conformité, prestation d'avis et de conseils confidentiels, et enquêtes. On entend par conformité le processus par lequel les députés se conforment au Code régissant les conflits d'intérêts des députés et par lequel les titulaires de charge publique se conforment au Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne la déclaration confidentielle des intérêts privés, la prestation d'avis et de conseils, la déclaration publique de certains biens et exigences, activités, cadeaux, marques d'hospitalité et avantages, l'établissement de fiducies sans droit de regard ou d'accords de gestion sans droit de regard et d'examens annuels. L'organisation offre la prestation d'avis et de conseils confidentiels lorsqu'un député, un titulaire de charge publique ou le Premier ministre présente une demande sur l'application du Code régissant les conflits d'intérêts des députés ou des principes, des règlements et des obligations d'éthique imposés par le Premier ministre aux titulaires de charge publique. Les enquêtes sont menées conformément à la procédure établie par le Règlement de la Chambre des communes (Code régissant les conflits d'intérêts des députés) pour les députés et aux dispositions de la *Loi sur le Parlement du Canada* pour les titulaires de charge publique tels que les ministres, les ministres d'État et les secrétaires parlementaires.

Politique

Cette activité a pour objectif d'élaborer des politiques et des pratiques en vue d'offrir aux clients des avis et des conseils judicieux et uniformes concernant l'application du Code régissant les conflits d'intérêts des députés et du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat.

Conseiller sénatorial en éthique

Résultat stratégique

Les sénateurs respectent les obligations découlant du Code régissant les conflits d'intérêts de manière à aider à assurer l'intégrité du Sénat en tant qu'institution.

Description des activités de programme

Administration

Le mandat du conseiller sénatorial en éthique consiste à administrer et à interpréter le Code qui établit des normes de conduite pour les sénateurs. Voici les principales fonctions du conseiller en éthique :

- fournir des conseils et des avis confidentiels sur toute question relative aux obligations des sénateurs en vertu du Code;
- examiner les déclarations confidentielles annuelles (liste des sources de revenus, éléments d'actif, éléments de passif, contrats avec le gouvernement, intérêts financiers et autres), aviser les sénateurs des conflits d'intérêts possibles et des mesures de conformité, et préparer des résumés publics; et
- enquêter, au besoin, sur la conformité au Code.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans			Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	53 905 150	...	...	53 905 150	1	Sénat				
...	23 917 500	...	(11 289)	23 906 211	(S)	Dépenses du programme	50 985 050	2 920 100	...	47 357 729
...	6 453 100	...	(743 882)	5 709 218	(S)	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	23 906 211	...	...	23 328 211
...	84 275 750	...	(755 171)	83 520 579		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 709 218	...	...	5 840 964
						Total de l'organisme—Budgétaire	80 600 479	2 920 100	...	76 526 904
						Chambre des communes				
...	256 312 241	...	...	256 312 241	5	Dépenses du programme				
...	...	2 905 895	...	2 905 895	5a	Dépenses du programme				
...	...	1 560 367	...	1 560 367	5b	Dépenses du programme				
...	256 312 241	4 466 262	...	260 778 503	(S)	Total—Crédit 5	244 947 064	15 831 439	...	237 877 857
...	109 396 501	2 300 700	(7 873 436)	103 823 765	(S)	Députés—Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	103 823 765	...	...	106 354 987
...	34 615 153	...	(4 687 726)	29 927 427	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 927 427	...	...	31 429 519
...	400 323 895	6 766 962	(12 561 162)	394 529 695		Total de l'organisme—Budgétaire	378 698 256	15 831 439	...	375 662 363
						Bibliothèque du Parlement				
...	29 614 000	...	...	29 614 000	10	Dépenses du programme				
...	...	623 000	...	623 000	10a	Dépenses du programme				
...	...	250 000	...	250 000	10b	Dépenses du programme				
...	29 614 000	873 000	...	30 487 000	(S)	Total—Crédit 10	29 599 811	887 189	...	27 336 232
...	4 372 000	...	(540 871)	3 831 129	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 831 129	...	...	3 929 852
...	33 986 000	873 000	(540 871)	34 318 129		Total de l'organisme—Budgétaire	33 430 940	887 189	...	31 266 084

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
						Commissariat à l'éthique				
...	4 486 000	...	...	4 486 000	15	Dépenses du programme				
...	...	500 000	...	500 000	15b	Dépenses du programme				
...	4 486 000	500 000	...	4 986 000		Total—Crédit 15	4 950 659	35 341	...	4 086 825
...	565 000	...	(109 284)	455 716	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	455 716	...	...	453 048
...	5 051 000	500 000	(109 284)	5 441 716		Total de l'organisme—Budgétaire	5 406 375	35 341	...	4 539 873
						Conseiller sénatorial en éthique				
...	827 560	...	...	827 560	20	Dépenses du programme	750 947	76 613	...	731 926
...	129 865	...	(25 122)	104 743	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	104 743	...	...	87 046
...	957 425	...	(25 122)	932 303		Total de l'organisme—Budgétaire	855 690	76 613	...	818 972
...	524 594 070	8 139 962	(13 991 610)	518 742 422		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	498 991 740	19 750 682	...	488 814 196

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Sénat												
Sénateurs et bureaux des sénateurs	37 275 655	36 954 784	...	...	108 178	108 178	...	...	...	...	37 383 833	37 062 962
Fonctionnement de la Chambre	5 728 000	6 565 572	...	...	...	...	...	...	...	...	5 728 000	6 565 572
Comités et associations	12 122 562	8 965 192	...	...	363 438	363 438	...	...	...	...	12 486 000	9 328 630
Soutien administratif	26 718 746	27 643 315	1 204 000	...	...	...	...	...	...	...	27 922 746	27 643 315
Total de l'organisme—Budgétaire	81 844 963	80 128 863	1 204 000	...	471 616	471 616	...	...	...	...	83 520 579	80 600 479
Chambre des communes												
Députés et agents supérieurs de la Chambre	237 096 688	228 813 739	...	...	...	...	21 805	21 805	...	...	237 074 883	228 791 934
Administration de la Chambre	157 753 824	150 217 922	...	...	904 623	892 035	1 203 635	1 203 635	...	...	157 454 812	149 906 322
Sous-total	394 850 512	379 031 661	...	...	904 623	892 035	1 225 440	1 225 440	...	...	394 529 695	378 698 256
Revenus affectés aux dépenses	(1 225 440)	(1 225 440)	...	...	...	...	(1 225 440)	(1 225 440)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	393 625 072	377 806 221	...	...	904 623	892 035	...	...	...	...	394 529 695	378 698 256
Bibliothèque du Parlement												
Information, recherche et analyse	27 576 486	21 372 469	800 000	...	...	...	...	...	...	...	28 376 486	21 372 469
Gestion des ressources d'information	2 006 548	7 783 049	60 000	...	...	...	...	...	...	...	2 066 548	7 783 049
Activités auprès du public	4 735 095	5 194 351	140 000	...	...	...	1 000 000	918 929	...	...	3 875 095	4 275 422
Sous-total	34 318 129	34 349 869	1 000 000	...	...	...	1 000 000	918 929	...	...	34 318 129	33 430 940
Revenus affectés aux dépenses	(1 000 000)	(918 929)	...	...	...	...	(1 000 000)	(918 929)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	33 318 129	33 430 940	1 000 000	...	...	...	...	...	...	...	34 318 129	33 430 940
Commissariat à l'éthique												
Communications	865 329	999 538	18 000	17 811	...	...	...	...	...	...	883 329	1 017 349
Opérations	3 637 058	3 292 269	64 000	63 330	...	...	...	...	...	...	3 701 058	3 355 599
Politique	839 329	1 015 616	18 000	17 811	...	...	...	...	...	...	857 329	1 033 427
Total de l'organisme—Budgétaire	5 341 716	5 307 423	100 000	98 952	...	...	...	...	...	...	5 441 716	5 406 375
Conseiller sénatorial en éthique—Budgétaire	929 303	855 690	3 000	...	...	...	...	...	...	...	932 303	855 690
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	515 059 183	497 529 137	2 307 000	98 952	1 376 239	1 363 651	...	...	...	...	518 742 422	498 991 740

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Sénat				
					Subventions				
...	167 000	...	(58 822)	108 178	Sénateurs et bureaux des sénateurs	108 178	...	...	138 756
					(S) Pensions aux sénateurs à la retraite				
					Contributions				
...	289 600	...	73 838	363 438	Comités et associations	363 438	...	...	339 710
					Contributions aux associations parlementaires				
...	456 600	...	15 016	471 616	Total de l'organisme	471 616	...	...	478 466
					Chambre des communes				
					Autres paiements de transfert				
...	904 623	...	...	904 623	Administration de la Chambre	892 035	12 588	...	828 050
					Paiements aux associations parlementaires et de procédure				
...	904 623	...	...	904 623	Total de l'organisme	892 035	12 588	...	828 050 ⁽¹⁾
...	1 361 223	...	15 016	1 376 239	Total du portefeuille ministériel	1 363 651	12 588	...	1 306 516

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Chambre des communes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Députés et agents supérieurs de la Chambre			
Produits de la vente de biens	21 805	21 805	71 745
Administration de la Chambre			
Droits d'affiliation à des associations parlementaires	15 561	15 561	9 427
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	39 366	39 366	54 203
Produits de la vente de biens	13 623	13 623	147 092
Virements provenant du restaurant parlementaire	1 079 773	1 079 773	961 240
Droits d'affiliation au Gymnasium	17 800	17 800	14 500
Produits provenant de papier recyclé	...	...	1 112
Autres recouvrements	37 512	37 512	22 542
	1 203 635	1 203 635	1 210 116
Total de l'organisme—Budgétaire	1 225 440	1 225 440	1 281 861
Bibliothèque du Parlement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Activités auprès du public	1 000 000	918 929	798 479
Total de l'organisme—Budgétaire	1 000 000	918 929	798 479
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 225 440	2 144 369	2 080 340

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sénat		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	153 885	12 515
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	144 151	30 815
	298 036	43 330
Revenus divers—		
Cotisation des sénateurs au Trésor en vertu de l'article 25 de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	(4 661)	49 134
Total de l'organisme	293 375	92 464
Chambre des communes		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	292 678	165 434
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	195 593	88 971
	488 271	254 405
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	1 079 773	961 240
Autres frais et droits—		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau	110 239	101 784
	1 190 012	1 063 024
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	55 186	298 472
Total de l'organisme	1 733 469	1 615 901
Bibliothèque du Parlement		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	10 551	...
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	942 832	808 782
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	40 214	...
Total de l'organisme	993 597	808 782

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Commissariat à l'éthique		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	22 777
Total de l'organisme	...	22 777
Conseiller sénatorial en éthique		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	27 394	...
Total de l'organisme	27 394	...
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	824 252	320 512
Ventes de biens et de services	2 132 844	1 871 806
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	95 400	298 472
Revenus divers	(4 661)	49 134
Total du portefeuille ministériel	3 047 835	2 539 924

SECTION 20

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Patrimoine canadien

Ministère

Conseil des Arts du Canada

Société Radio-Canada

Musée canadien des civilisations

Musée canadien de la nature

**Conseil de la radiodiffusion et des télécommuni-
cations canadiennes**

Bibliothèque et Archives du Canada

Société du Centre national des Arts

Commission des champs de bataille nationaux

Office national du film

Musée des beaux-arts du Canada

Musée national des sciences et de la technologie

Commission de la fonction publique

**Commission des relations de travail dans la
fonction publique**

Tribunal de la dotation de la fonction publique

**Condition féminine—Bureau de la coordonna-
trice**

Téléfilm Canada

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme	20.2
Sommaire du portefeuille ministériel	20.11
Activités de programme	20.19
Paievements de transfert	20.23
Détail des montants disponibles pour être dépensés	20.32
Revenus	20.33

Ministère

Résultat stratégique

Les Canadiens réalisent des expériences culturelles variées et les partagent entre eux et avec le monde.

Description des activités de programme

Création de contenu canadien et excellence des performances

La culture s'exprime à travers la création : celle d'œuvres et de spectacles. Patrimoine canadien contribue à un milieu propice à cette création où les créateurs reçoivent une juste compensation pour leur travail, un milieu qui reflète la dualité linguistique et la riche diversité de notre pays tout en atteignant des niveaux d'excellence éprouvés. Un tel milieu n'est pas un acquis. L'exiguïté relative et la segmentation du marché culturel canadien, conjuguée avec son ouverture traditionnelle aux produits culturels étrangers, pose notamment des défis importants à notre production créative. Et tandis que les artistes professionnels et les athlètes de haut niveau visent naturellement l'excellence, l'atteinte de cet objectif requiert une structure de soutien suffisante à tous les niveaux du développement de la culture et du sport, au pays comme à l'étranger. Patrimoine canadien favorise le rendement des créateurs et des athlètes en appuyant les structures et les industries culturelles nécessaires à des œuvres de qualité et des performances de haut niveau.

Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel

La vie culturelle dépend de l'existence d'un réseau complexe : institutions, organismes sans but lucratif, sociétés, bénévoles, professionnels, publics. Comme tout écosystème, la vie culturelle s'épanouit dans le milieu qui la nourrit. Elle doit s'adapter et se renouveler. Ce réseau est à la fois résilient – qualité qu'il tire d'un bassin considérable de dévouement, d'expérience et de talent – et fragile, car certains maillons de la chaîne sont

vulnérables aux tendances d'investissement, aux déficiences du marché, à la concurrence étrangère, aux changements technologiques, aux contraintes de la main-d'œuvre, ainsi qu'aux règles et accords commerciaux internationaux. Partie intégrante du réseau, Patrimoine canadien cherche à assurer la viabilité des nombreux organismes, des industries culturelles et des entrepreneurs de ces industries, des artistes de même que des athlètes qui composent ce riche écosystème. Pour ce faire, le ministère les aide à développer leur capacité à attirer les investissements, à mettre sur pied un régime efficace de protection des droits d'auteurs, à s'enraciner dans leur collectivité, à profiter des occasions qui se présentent sur la scène internationale, à maximiser leur capital en ressources humaines, à pratiquer une saine planification des activités et à former des partenariats solides entre organismes. Le ministère contribue à la viabilité en axant ses activités sur les fronts national et international dans le domaine des arts, de la culture et de ses industries, du patrimoine et du sport.

Préservation du patrimoine canadien

Une condition essentielle au partage de nos expériences culturelles est l'assurance offerte aux Canadiens que leurs récits et leur patrimoine seront préservés pour les générations futures. C'est en préservant le patrimoine du Canada et en le faisant connaître qu'on peut faire comprendre le contexte national, y compris la myriade de récits et d'histoires des peuples qui continue de définir le pays. Les ressources de Patrimoine canadien représentent également des biens communautaires importants pour rapprocher les résidents et attirer les touristes. Patrimoine canadien joue un rôle de premier plan en ce qui concerne la préservation et la mise en valeur de nos œuvres et pratiques culturelles les plus chères, y compris les œuvres cinématographiques et musicales, les langues et récits autochtones, les artefacts culturels et les archives d'importance nationale.

Accès et participation à la vie culturelle du Canada

Une expérience culturelle exige une forme de participation. Mise à part la participation active au processus créatif même, la participation peut prendre une grande variété de formes : lecture, visite d'expositions, participation à des représentations, apprentissage par l'intermédiaire d'Internet, sortie au cinéma ou écoute de la télévision et de la radio, visite de sites historiques, etc. La participation, sous toutes ses formes, constitue un maillon important de la chaîne permettant une production continue d'œuvres canadiennes, une appréciation généralisée de la richesse de la culture canadienne ainsi que des revenus viables pour les organisations culturelles. Patrimoine canadien aide à créer les conditions favorables à l'accès et à la participation à ces échanges culturels. Le ministère s'efforce d'exposer les gens, individuellement et collectivement, à une large palette d'expériences culturelles au Canada, à pallier les difficultés liées notamment à la distance, à la taille de la collectivité, à la langue et à la diversité ethnoculturelle. Les principaux véhicules utilisés pour susciter la participation des Canadiens à la vie culturelle sont les activités artistiques, les médias de masse et les véhicules du patrimoine – qu'ils soient virtuels ou concrets (objets, activités ou sites).

Résultat stratégique

Les Canadiens vivent dans une société ouverte à tous, fondée sur la compréhension interculturelle et la participation des citoyens.

Description des activités de programme

Promotion de la compréhension interculturelle

Profiter des avantages de la diversité canadienne signifie que les Canadiens peuvent comprendre et négocier des points de vue au-delà de leurs différences culturelles. Cela exige un effort de volonté, en particulier dans un pays comme le Canada où la diversité revêt des formes multiples, dont certaines peuvent être

source de division entre citoyens. Il en résulte un modèle de gestion de cette diversité propre au Canada, qui attire l'attention de par le monde. Le ministère du Patrimoine canadien soutient la bonne entente interculturelle en créant des occasions pour les Canadiens de partager leurs expériences et d'en apprendre plus à propos des cultures les uns des autres. Cela est fait notamment par la promotion de la dualité linguistique et de l'apprentissage des deux langues officielles du Canada. Le ministère appuie aussi des initiatives multiculturelles qui sensibilisent à divers aspects culturels au sein des collectivités et qui créent des milieux propices au dialogue entre les divers groupes. En ce qui a trait aux occasions spécifiques que procurent les activités sportives au Canada, le ministère fait la promotion de la diversité comme un moyen de renforcer la bonne entente et les expériences entre les cultures.

Développement des communautés et renforcement des capacités

Les communautés autochtones et de langues officielles jouent un rôle spécifique d'importance au Canada; elles forment la trame du tissu social canadien depuis le début du pays. Ces communautés sont confrontées à des défis particuliers; en raison de leur situation minoritaire, leur contribution culturelle distincte est à risque. Patrimoine canadien soutient le développement des organisations autochtones avec des programmes mettant à profit les forces culturelles des Autochtones, qui aident les communautés et les réseaux autochtones à être florissants. Patrimoine canadien soutient également le développement des collectivités de langue officielle en situation minoritaire en favorisant leur participation à différents secteurs de la société et en s'efforçant d'assurer leur vitalité dans toutes les régions du pays.

Participation à la vie communautaire et à la vie civique

Une société inclusive signifie que tous les Canadiens sentent qu'ils sont partie prenante de leur collectivité

respective et de leur pays, que tous savent qu'ils peuvent participer et qu'ils sentent que leur contribution compte. Dans un pays aussi vaste et aussi diversifié culturellement que le Canada, il est important que le gouvernement travaille à rendre cette vitalité possible et qu'il fournisse une terre fertile pour que toutes les communautés atteignent leur plein potentiel. Les programmes et les activités de Patrimoine canadien contribuent à cet objectif en faisant face à certains des principaux obstacles à la participation communautaire et civique. Les initiatives d'apprentissage et de sensibilisation du ministère, entre autres, permettent aux Canadiens d'en apprendre davantage sur leur pays et sur leur citoyenneté, au pays comme à l'étranger, tout en aidant à faire connaître le Canada à l'échelle internationale. Le développement de la participation sportive et du bénévolat dans les collectivités contribue également à cet objectif. Les programmes s'adressant aux jeunes canadiens leur ouvrent des portes, encouragent leur participation et nourrissent chez eux un sentiment d'appartenance au moment de leur vie où ils prennent conscience de leurs responsabilités comme citoyens. En outre, des mesures ciblées aident les communautés ethnoculturelles et ethnoraciales à relever les défis particuliers qui se posent à leur participation, tandis que d'autres mesures visant les communautés autochtones, y compris les jeunes et les femmes autochtones, assurent la participation des Autochtones et mettent à profit leurs cultures.

Conseil des Arts du Canada

Résultat stratégique

Un secteur artistique vif et dynamique au Canada.

Description des activités de programme

Subventions et services (artistes et organismes)

Offre aux artistes et aux organismes artistiques professionnels canadiens une gamme de subventions et de services.

Promotion internationale de la culture et des arts canadiens

Promotion internationale des organisations artistiques et des artistes professionnels canadiens ainsi que des activités de la Commission canadienne pour l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Société Radio-Canada

Résultat stratégique

Un service public national de radiodiffusion dont le contenu et le caractère sont principalement canadiens.

Description des activités de programme

Services de télévision

Services de télédiffusion nationaux, régionaux et locaux en français et en anglais.

Services de radio

Services de radiodiffusion nationaux, régionaux et locaux en français et en anglais, ainsi qu'un service de radiodiffusion international, Radio Canada International.

Transmission et distribution de programmation

Distribution des services de diffusion nationaux dans presque toutes les régions du Canada par satellite, ondes courtes et lignes terrestres. Cela comprend le signal qui permet d'acheminer le service aux postes de radio et de télévision individuels par l'intermédiaire des émetteurs de CBC/SRC, les paiements aux stations affiliées privées qui présentent les émissions de CBC/SRC et les installations qui reportent ou devancent la diffusion des émissions en fonction des fuseaux horaires du pays.

Newsworld

CBC Newsworld est un service spécialisé de nouvelles et d'information d'expression anglaise distribué par satellite et par câble. Les coûts différentiels de ses activités sont financés à même ses revenus.

Réseau de l'information

Le Réseau de l'information est un service spécialisé de nouvelles et d'information d'expression française distribué par satellite et par câble. Les coûts différentiels de ses activités sont financés à même ses revenus.

Galaxie

Réseau de musique en continu visant le marché résidentiel ou commercial, Galaxie est disponible par abonnement et distribué par satellite et par câble en mode numérique et offre actuellement à ses abonnés 45 chaînes qui diffusent de la musique de qualité CD, sans interruption, 24 heures sur 24.

Musée canadien des civilisations**Résultat stratégique**

Connaissance, appréciation et respect des réalisations culturelles humaines et du comportement humain, et intérêt pour ceux-ci, à travers des collections d'objets historiques et culturels, des expositions, des programmes et des recherches reflétant un point de vue canadien.

Description des activités de programme*Collection et recherche*

Gérer, développer, conserver et faire de la recherche sur les collections afin d'améliorer l'exécution des programmes et d'accroître les connaissances scientifiques.

Exposition, éducation et communication

Développer, maintenir et faire connaître les expositions, les programmes et les activités pour accroître la connaissance, la compréhension critique de même que le respect et le degré d'appréciation de toutes les réalisations culturelles et du comportement humain.

Locaux

Gérer et maintenir toutes les installations ainsi que les services de sécurité et d'accueil connexes.

Musée canadien de la nature**Résultat stratégique**

L'intérêt et le respect à l'égard de la nature de même que la connaissance et le degré d'appréciation de celle-ci par la collecte d'objets d'histoire naturelle, les programmes d'éducation du public et la recherche offrant une perspective principalement axée sur le Canada.

Description des activités de programme*Programmes d'éducation du public*

Élaboration et entretien des expositions, des programmes, des publications électroniques et imprimées, du site Web nature.ca et des activités visant à faire comprendre et apprécier la nature.

Gestion des collections

Développement, préservation et mise à la disposition du public de collections d'objets d'histoire naturelle, de spécimens et de documents répondant aux besoins croissants des secteurs public et privé à l'égard de la recherche, de l'éducation et de la prise de décisions éclairées concernant la nature.

Recherche

Exploration du passé et préparation des Canadiens à l'avenir grâce à des activités de recherches méthodiques et appliquées, et à l'établissement de liens avec les milieux scientifiques du Canada et de l'étranger.

Installations

Apport d'installations sécuritaires et fonctionnelles répondant à toutes les exigences relatives à la sécurité et aux codes du bâtiment, y compris un Musée rénové qui contribue à la réalisation de la vision et du mandat du Musée.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes**Résultat stratégique**

Une industrie de la radiodiffusion et des télécommunications qui contribue à la prospérité culturelle, économique et sociale du Canada.

Description des activités de programme*Réglementer et superviser l'industrie de la radiodiffusion canadienne*

Superviser et réglementer tous les aspects du système canadien de radiodiffusion en vue de mettre en œuvre la politique canadienne de radiodiffusion énoncée dans la *Loi sur la radiodiffusion*.

Réglementer et surveiller l'industrie des télécommunications canadienne

Assurer la mise en œuvre, au Canada, des objectifs de télécommunications énoncés dans la *Loi sur les télécommunications* et veiller à ce que les entreprises canadiennes assurent la prestation de services de

télécommunications et facturent des tarifs selon des modalités justes et raisonnables, et qu'elles n'exercent pas de discrimination injuste ou n'accordent pas une préférence déraisonnable à quiconque.

Bibliothèque et Archives du Canada

Résultat stratégique

Les générations de Canadiens actuelles et futures ont accès à leur patrimoine documentaire.

Description des activités de programme

Gérer la disposition des documents du gouvernement du Canada ayant une valeur permanente

Grâce aux autorisations de disposer des documents, aux avis, conseils et outils sur la gestion de la conservation des documents et à la prestation aux ministères du gouvernement du Canada des services des Centres fédéraux de documents, Bibliothèque et Archives du Canada (BAC), permet et facilite la gestion de l'information au sein des organismes fédéraux et veille à ce que les documents à valeur archivistique et historique soient bien identifiés et préservés.

Gérer le patrimoine documentaire qui présente un intérêt pour le Canada

La création d'une ressource nationale de documentation couvrant tous les sujets d'étude liés au Canada est l'élément fondamental du mandat de BAC. La collection de BAC est composée de documents publiés et non publiés, sous une variété de supports, et elle est acquise grâce au dépôt légal, à des ententes avec les institutions gouvernementales et à l'obtention de documents privés soit par achat ou par don. Pour accéder au contenu des collections, celles-ci doivent être décrites. La descrip-

tion peut revêtir de nombreuses formes et offrir différents niveaux d'accès qui sont régis par un code de pratiques accepté à l'échelle nationale et internationale. Les fonds sont également décrits afin de répondre aux attentes des Canadiens concernant l'accès équitable et les délais. Dès que les documents sont intégrés à la collections de BAC, ils sont gérés de façon à assurer leur préservation à long terme et l'accessibilité aux moyen de directives, de procédures et de programmes variés, concernant l'entreposage, la conservation, la restauration et la reproduction. Pour s'acquitter de son rôle de dépositaire permanent des documents et publications du gouvernement, BAC conclut des partenariats avec les institutions fédérales pour s'assurer que les documents gouvernementaux à valeur archivistique et historique lui sont transférés. BAC conseille les institutions gouvernementales, leur permettant ainsi de s'acquitter de leurs obligations conformément aux articles 12 et 13 de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*

Faire connaître le patrimoine documentaire et le rendre accessible pour fins d'utilisation

Tous les documents qui font partie de la collection de BAC sont acquis dans le but de servir les clients ayant un intérêt pour le Canada. BAC fournit à une clientèle diversifiée de l'information et des services de consultation, de recherche et de prêt, et ce sous différentes formes, facilitant ainsi l'accès au patrimoine documentaire. BAC élabore également des programmes comme celui du Musée du portrait du Canada, et soutient et prépare des expositions, des publications et des représentations visant à promouvoir et à interpréter le patrimoine documentaire. Par ailleurs, BAC fournit des ressources en matière d'information et de normes telles que le catalogue national et met en place les infrastructures nécessaires pour assurer l'accessibilité au patrimoine documentaire pour les personnes intéressées au Canada.

Société du Centre national des Arts

Résultat stratégique

Arts d'interprétation forts et dynamiques dans la région de la capitale nationale et à travers le Canada.

Description des activités de programme

Programmation

Programmation des arts de la scène dans le domaine de la musique, du théâtre français, du théâtre anglais, de la danse et autres formes de programmation, ainsi que les services de soutien à la programmation.

Aménagement

Exploitation et administration du Centre national des Arts.

Commission des champs de bataille nationaux

Résultat stratégique

Sites historiques et urbains prestigieux, accessibles, sécuritaires et éducatifs.

Description des activités de programme

Conservation

Par cette activité, la Commission des champs de bataille nationaux vise à assurer la préservation et l'intégrité du parc des Champs-de-Bataille pour les générations futures. Pour ce faire, elle effectue l'entretien de ses infrastructures, l'aménagement horticole et offre un site sécuritaire pour tous les usagers et visiteurs, tant canadiens qu'étrangers.

Mise en valeur

Cette activité vise à faire connaître l'histoire du site ainsi que les richesses de celui-ci sous ses aspects culturels, récréatifs et naturels de manière à ce que ce parc joue tant son rôle de parc historique que de parc urbain. Pour ce faire, la Commission des champs de bataille nationaux effectue certains aménagements, assure l'accueil des visiteurs, offre des expositions, des activités et des services publics et communique l'information à tous les usagers et visiteurs, tant canadiens qu'étrangers.

Office national du film**Résultat stratégique**

Les Canadiens acquièrent une meilleure compréhension du Canada et du reste du monde grâce à la production et à la distribution d'œuvres audiovisuelles pertinentes, audacieuses et novatrices.

Description des activités de programme*Production d'œuvres audiovisuelles*

L'Office national du film (ONF) est un organisme totalement intégré dont toutes les activités ou presque portent sur la production, la distribution, le soutien technique, la recherche et le développement, l'accès aux œuvres, leur rayonnement et la conservation, et dont la démarche suppose la production d'une œuvre depuis l'élaboration du scénario jusqu'à la présentation sur les écrans et au-delà.

L'ONF produit des œuvres audiovisuelles pertinentes sur les plans social et culturel qui abordent les grands sujets de préoccupation des Canadiens. Depuis les années 1940, l'ONF perfectionne et continue de perfectionner ses compétences en production cinématographique au Canada. L'expérimentation de la forme,

l'innovation technologique et le traitement cinématographique sont essentiels à la réalisation de produits audacieux, ainsi qu'à l'innovation et au soutien technique connexe.

Ces activités de production comprennent la conceptualisation, la recherche, l'élaboration, la production et le marketing social de documentaires, films d'animation, contenu nouveaux médias ou autres nouvelles formes audiovisuelles. En fait, ces activités ne relèvent pas de la simple « production ». Ce sont en réalité des activités de « programmation » de telle sorte que les films sont planifiés, produits et utilisés en tant qu'outils sociaux d'accroissement des connaissances diverses, notamment médiatiques, d'innovation sociale et d'engagement citoyen.

De par ses activités de production, l'ONF joue un rôle important dans la découverte, le perfectionnement et l'encadrement des talents et des créateurs. Il appuie ainsi les cinéastes, ce qui fait de lui un incubateur de nouveaux talents. De plus, il remplit son mandat national et international, lequel consiste à « produire, distribuer et promouvoir des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations » grâce au travail de son Unité de coproduction internationale et à la coordination d'activités culturelles pertinentes.

Distribution d'œuvres audiovisuelles

Le mandat de l'ONF est également de distribuer ses produits aussi largement que possible au Canada et à l'étranger. En mettant ses œuvres sur le marché, l'ONF maximise ses revenus. Sous cette activité sont regroupées les compétences et les capacités de l'ONF en matière de distribution commerciale. L'activité « distribution » s'entend de la commercialisation des catalogues audiovisuels de l'ONF et de sa cinémathèque de plans d'archives bien établie, du développement et de la diversification des marchés sur lesquels il distribue ses produits au Canada comme à l'étranger, de la créa-

tion de compilations pour des marchés spécifiques, de l'offre d'un service à la clientèle de qualité, de l'augmentation de son fonds d'œuvres audiovisuelles par des acquisitions ou des ententes de partenariat ainsi que des études de marché. Par ses activités de distribution, l'ONF développe des rapports de coopération stratégique avec les secteurs public et privé au Canada et à l'étranger.

Accessibilité et développement des réseaux

Les activités d'accessibilité et de développement des réseaux rendent accessibles aux Canadiens des ressources médiatiques pertinentes favorisant leur engagement à titre de citoyen et grâce à l'apprentissage continu. Ainsi, l'ONF accroît la présence et l'utilisation de documents primaires et secondaires tirés de sa vaste collection dans différents circuits d'apprentissage; crée de nouveaux réseaux quand il n'en existe pas; favorise les connaissances médiatiques dans l'ensemble de la population canadienne et l'encourage à utiliser intégralement sa collection. Certaines des activités d'accessibilité et de développement des réseaux consistent à assurer en permanence l'accès à la collection de l'ONF en gérant la collection – conservation, indexage, catalogage, et enfin, restauration – et à la rendre plus accessible aux générations futures grâce à une utilisation novatrice des nouvelles technologies et de partenariats, notamment les cinémathèques et les centres d'apprentissage en ligne pour les écoles ainsi que les centres de consultation numérique.

Les activités de développement des réseaux regroupent notamment les activités menées dans les centres de consultation et les cinémas ONF à Montréal et à Toronto, les collections disposées dans les bibliothèques partenaires de toutes les régions du Canada, les projections publiques régulières organisées partout au pays, le programme d'adhésion, les cinémathèques en ligne, les ateliers pour les publics de tous âges, ainsi que les ateliers de maître et un site Web complet renfermant des productions interactives et des possibilités de

dialoguer et de partager des connaissances. Ces activités servent à trouver, établir et maintenir des relations permanentes et profondes dans les collectivités canadiennes et, en second lieu, dans le monde. Elles servent en outre à consolider l'image de marque de l'ONF ainsi qu'à faire connaître et comprendre le Canada et sa place dans le monde aux Canadiens.

Recherche et service conseil

L'ONF a pour mandat de « faire des recherches sur les activités filmiques » et d'en rendre les résultats disponibles ainsi que de « conseiller le gouverneur en conseil en matière d'activités filmiques ». Cette activité s'entend de la recherche liée à la réalisation cinématographique et à l'industrie du film ainsi que de la conduite de projets techniques et développement visant à faire progresser l'art et la science du cinéma. Depuis toujours, l'ONF crée un milieu propice à l'excellence et à l'innovation, un milieu qui favorise l'incubation et le prototypage de nouveaux projets, la collaboration avec l'industrie et l'ouverture de nouvelles voies vers la créativité dans le domaine audiovisuel.

Fonds renouvelable

Le Budget des dépenses représente les besoins en trésorerie de l'ONF pour l'exercice financier et le fonds renouvelable est utilisé pour payer les dépenses de l'Office calculé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Musée des beaux-arts du Canada

Résultat stratégique

Grâce à des collections d'œuvres d'art anciennes et contemporaines, à des programmes et à de la recherche reflétant un point de vue particulier mais non exclusif sur le Canada, favoriser l'intérêt, les connaissances, l'appréciation et le respect des arts visuels.

Description des activités de programme

Collection

Acquérir, préserver, étudier et documenter des œuvres anciennes et contemporaines afin d'illustrer et de présenter le patrimoine des arts visuels. Cette activité comprend la recherche muséologique, les acquisitions et la préservation.

Rayonnement

Encourager un vaste accès à la collection, aux expositions, aux recherches et au savoir-faire du Musée dans tout le Canada et à l'étranger. Cette activité comprend les expositions présentées dans la région de la capitale nationale, ailleurs au Canada et à l'étranger, les programmes éducatifs, les publications ainsi que les activités de communication et de marketing conçues pour intéresser un public aussi vaste que possible.

Installations

Veiller à ce que les installations soient sécuritaires et adéquates à la préservation et à l'exposition de la collection nationale, et facilement accessibles au public.

Musée national des sciences et de la technologie

Résultat stratégique

Intérêt, connaissance, appréciation et respect à l'égard de la science et la technologie par l'entremise de la collection des objets scientifiques et technologiques, programmes et recherche reflétant un point de vue canadien.

Description des activités de programme

Préservation du patrimoine

Préservation du patrimoine comprend deux éléments principaux, la gestion de la collection, qui inclut la res-

tauration et la préservation, et la recherche. Les activités de recherche sont celles qui contribuent à établir une base de connaissances sur le patrimoine scientifique et technologique du Canada. Puisque la Société est la seule institution au Canada qui collectionne des objets représentatifs des sciences et de la technologie dans leur ensemble, il lui incombe de constituer une collection nationale. Étant donné l'ampleur de son champ d'action, des choix critiques s'imposent quant au contenu de la collection et aux priorités. Les activités liées au développement de la collection aident la Société à prendre des décisions éclairées sur le contenu de la collection tandis que les activités de gestion de la collection comprennent les activités nécessaires pour gérer les objets acquis par la Société. La Société a reconnu sept grands domaines dans lesquels elle concentrera ses activités de recherche, soit l'aviation, les communications, la fabrication, les ressources naturelles, les ressources renouvelables y compris l'agriculture, l'instrumentation scientifique et les transports.

Partage des connaissances

La Société cherche à inciter les Canadiens à découvrir, à examiner et à interpréter l'évolution passée et récente des sciences et de la technologie ainsi que ses répercussions sur la société et sur eux-mêmes. Elle entend leur inspirer un sens de leur identité, d'appartenance ainsi qu'une fierté de l'histoire et des réalisations scientifiques et technologiques du Canada. Elle encourage également leur participation active et éclairée au développement de notre société technologique. C'est surtout pour que les Canadiens apprennent à mieux se connaître et à mieux connaître leur pays que le patrimoine scientifique et technologique du Canada mérite d'être interprété. De la même façon qu'il oriente la recherche et la gestion de la collection, le thème « la transformation du Canada » guide la Société dans ses activités visant à diffuser ses connaissances. Ces activités servent à mettre en relief l'évolution historique des sciences et de la technologie, à fournir des renseignements sur les objets de la collection, ainsi qu'à exami-

ner les rapports entre les sciences, la technologie et la société canadienne. La Société utilise trois principaux modes de diffusion des connaissances : ses installations publiques, ses sites Web et ses publications.

Installations

Les installations font partie intégrante de l'exploitation des musées. Elles servent non seulement à loger les employés, mais aussi à accueillir les visiteurs et à abriter la collection. Les installations ont une grande incidence sur la fréquentation d'un musée. Une architecture adéquate attire les visiteurs, rehausse l'expérience qu'ils y vivent et fait partie de l'image publique de l'institution comme symbole de son mandat. Les commentaires des visiteurs portent en grande partie sur leur satisfaction ou leur insatisfaction quant à la qualité des installations et des services connexes.

Commission de la fonction publique

Résultat stratégique

Une fonction publique hautement compétente, non partisane et représentative, capable d'offrir des services dans les deux langues officielles et où les nominations sont fondées sur les valeurs que sont la justice, l'équité et la transparence.

Description des activités de programme

Services de recrutement et d'évaluation

L'activité liée aux services de recrutement et d'évaluation permet d'élaborer et de mettre à jour les systèmes de ressourcement qui font le lien entre les Canadiens et les fonctionnaires à la recherche de possibilités d'emploi dans la fonction publique fédérale et les ministères et organismes responsables de l'embauche. L'activité fournit des services d'évaluation et des produits

connexes, tels que recherche et développement, consultation, évaluation et counseling pouvant être utilisés pour le recrutement, la sélection et le perfectionnement dans toute la fonction publique fédérale. Cette activité inclut également l'offre de services, de programmes et de produits de ressourcement aux ministères et organismes, aux Canadiens et aux fonctionnaires grâce à des unités de service à la clientèle situées partout au Canada.

Intégrité des nominations et neutralité politique

L'activité liée à l'intégrité des nominations et à la neutralité politique permet d'élaborer et de maintenir une politique et un cadre réglementaire, et d'en surveiller la mise en œuvre dans le but d'assurer la protection de l'intégrité de la dotation dans la fonction publique et la neutralité politique. Cette activité comprend l'établissement de politiques et de normes, la délégation des pouvoirs de nomination aux ministères et organismes et la surveillance de ces pouvoirs ainsi que l'administration des pouvoirs non délégués comme la nomination des cadres de direction et l'administration des priorités. Cette activité comprend aussi des vérifications et des études, des enquêtes et des demandes de renseignements, de même que l'administration du processus d'appel et la présentation de rapports au Parlement sur l'intégrité de la dotation dans la fonction publique.

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Résultat stratégique

Des relations de travail harmonieuses au sein de la fonction publique fédérale et des services parlementaires.

Description des activités de programme

Administration des régimes de négociation collective et d'arbitrage de griefs, y compris les services de médiation et de recherche et d'analyse en rémunération

La Commission des relations de travail dans la fonction publique administre les régimes d'arbitrage dans la fonction publique fédérale et au Parlement. Les membres de la Commission appliquent la loi en tenant des audiences à l'échelle du pays relativement à l'arbitrage de griefs ou à des plaintes. Les griefs dont elle est saisie découlent de l'application ou de l'interprétation d'une convention collective ou d'une décision arbitrale, de l'imposition d'une sanction disciplinaire majeure ou encore d'un licenciement. Les autres travaux de la Commission comprennent l'arbitrage de différends, la conciliation par le biais de commissions de l'intérêt public, la médiation, la recherche et l'analyse en matière de rémunération, les demandes d'accréditation ou de révocation de l'accréditation, les substitutions de syndicat, les plaintes de pratiques déloyales de travail, les demandes concernant la désignation des postes de direction ou de confiance, les ententes sur les services essentiels, la détermination des droits du successeur, l'exécution des obligations de l'employeur ou de l'agent négociateur, et les plaintes au sujet d'actions disciplinaires ou de discrimination qui résultent du fait que les employés fédéraux ont exercé leurs droits en matière de sécurité en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Résultat stratégique

Contribuer à une fonction publique compétente, non partisane et représentative par le traitement impartial et dans les meilleurs délais de différends relativement au

processus interne de dotation et de mise en disponibilité du gouvernement du Canada.

Description des activités de programme

Traitement des plaintes survenant dans le cadre des nominations, des révocations et des mises en disponibilité conformément à la Loi sur l'emploi dans la fonction publique

Conformément à la nouvelle *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, le mandat du Tribunal de la dotation de la fonction publique (le Tribunal) est d'instruire et de statuer sur les plaintes présentées à l'égard d'une nomination interne, de l'application d'une mesure corrective ordonnée par le Tribunal, de la révocation d'une nomination ou d'une mise en disponibilité. Au moment d'examiner le bien-fondé d'une plainte relative à une nomination ou à une mise en disponibilité, le Tribunal peut interpréter et appliquer la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et, s'il juge la plainte fondée, peut ordonner qu'une indemnité soit payée. Le Tribunal peut également, en tout état de cause, offrir des services de médiation en vue de régler une plainte.

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Résultat stratégique

L'égalité entre les sexes et la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du Canada.

Description des activités de programme

Promouvoir des politiques gouvernementales équitables

Jouer un rôle dans l'élaboration de politiques gouvernementales, de recherches, de programmes et de services qui tiennent compte de la diversité des points de vue des femmes et des réalités de leur vie. Ces activités

aident le gouvernement à élaborer et à mettre en œuvre des initiatives fédérales qui contribuent à combler les écarts entre les hommes et les femmes et à accroître les possibilités offertes aux femmes.

Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes

Améliorer les connaissances et la capacité d'un certain nombre d'intervenants, qui seront ainsi mieux informés et capables de traiter, de façon coordonnée, des enjeux liés à l'égalité entre les sexes qui sont importants pour la société canadienne.

Téléfilm Canada

Résultat stratégique

Les Canadiens ont accès à des productions audiovisuelles canadiennes populaires et de qualité.

Description des activités de programme

Fonds du long métrage du Canada

Le Fonds du long métrage du Canada (FLMC) est l'élément clé de la Politique canadienne du long métrage du gouvernement fédéral, intitulée *Du scénario à l'écran*. L'objectif de la politique, et du FLMC, est d'atteindre 5 p. 100 de la part du marché national d'ici la fin de l'exercice financier 2006-2007. Le Fonds offre une aide à l'écriture de scénarios, au développement de projet, à la production, à la mise en marché et au doublage et sous-titrage de longs métrages canadiens qui présentent un fort potentiel de succès en salles au Canada. Dans le cadre de l'administration du FLMC, Téléfilm voit à assurer le développement, la production et la mise en marché de longs métrages distinctement canadiens, passionnants, qui reflètent la société canadienne et sa diversité culturelle.

L'aide financière fournie par Téléfilm Canada a pour but de contribuer à la croissance globale et au développement professionnel et économique de l'industrie cinématographique canadienne. La participation financière de Téléfilm peut prendre différentes formes : investissement, avance remboursable sous conditions, prêt, cautionnement de prêt, subvention ou enveloppe. La majorité des activités de Téléfilm Canada sont axées sur l'investissement dans des projets individuels choisis en fonction d'un processus de sélection rigoureux. En tant qu'investisseur, Téléfilm Canada partage les risques et les recettes éventuelles des productions auxquelles elle contribue financièrement.

Le FLMC est l'objet d'un Protocole d'entente entre Téléfilm Canada et le ministère du Patrimoine canadien. En vertu du Protocole d'entente, au moins un tiers des fonds est réservé aux projets de langue française.

Fonds canadien de télévision

Cette activité de programme se rapporte à la portion du Programme de participation au capital (PPC) qui est financée par le biais du crédit parlementaire de Téléfilm Canada et administrée dans le cadre du Fonds canadien de télévision (FCT). Dans l'ensemble, le Fonds appuie un volume élevé d'émissions de télévision distinctement canadiennes reflétant la culture, des histoires et des thèmes propres au Canada. Ces productions s'adressent aux Canadiens et leur parlent d'eux-mêmes, de leur culture, de leurs enjeux, de leurs préoccupations et de leurs histoires. Elles reflètent la vie des Canadiens dans l'ensemble du pays et font connaître les Canadiens et leur société au spectateur.

Le PPC est guidé par d'autres objectifs qui soutiennent le mandat général de Téléfilm Canada à titre d'investisseur culturel dans des films, des émissions de télévision et des produits de nouveaux médias canadiens de grande qualité, afin de favoriser ainsi une diversité de voix qui rejoignent les auditoires canadiens au Canada comme à l'étranger. L'un des objectifs clés de Téléfilm Canada est

d'appuyer et d'encourager la diversité culturelle, la dualité linguistique et l'expression régionale au Canada.

Par le biais du PPC, Téléfilm Canada offre une aide au développement et à la production d'émissions de télévision distinctement canadiennes de grande qualité qui plairont aux auditoires canadiens. Le soutien est offert au développement et à la production de projets de langue française provenant de l'extérieur du Québec, de projets en langues autochtones et de dramatiques de langue anglaise. La participation financière de Téléfilm prend la forme d'une participation au capital ou d'une avance remboursable sous conditions. La majorité des activités de Téléfilm Canada sont axées sur l'investissement dans des projets individuels choisis en fonction d'un processus de sélection rigoureux. En tant qu'investisseur, Téléfilm Canada partage les risques et les recettes éventuelles des productions auxquelles elle contribue financièrement.

Perfectionnement professionnel et autres programmes

Cette activité de programme a pour but de renforcer le soutien de Téléfilm Canada aux activités relatives à la production de longs métrages et d'émissions de télévision, en appuyant financièrement des activités qui améliorent les conditions et l'environnement global dans lesquels s'effectuent la production, la promotion, la vente et la distribution des émissions de télévision et des longs métrages canadiens.

Le soutien sous la forme de subventions est accordé aux festivals canadiens de la télévision et du cinéma et aux cérémonies canadiennes de remise de prix dans le secteur de la télévision et du cinéma afin d'accroître le rayonnement des productions canadiennes auprès des auditoires canadiens. Le soutien sous la forme de subventions est également accordé aux professionnels de l'industrie qui assistent à des foires et des festivals internationaux et aux initiatives en matière de développement professionnel.

Autres activités

Cette activité de programme fait référence à l'ensemble des programmes administrés par Téléfilm Canada en vertu des ententes de contribution et autres ententes avec le ministère du Patrimoine canadien. Ces programmes appuient les objectifs de Téléfilm Canada en matière d'auditoires et de développement du potentiel de l'industrie.

Téléfilm Canada a conclu quatre ententes de contribution avec le ministère du Patrimoine canadien. Ces ententes fournissent à Téléfilm Canada environ 100 millions de dollars pour administrer les quatre fonds suivants : le Fonds canadien de télévision, le Programme des entrepreneurs de la musique, le Fonds des nouveaux médias du Canada et le Programme des écoles nationales de formation. De plus, Téléfilm Canada administre les accords de coproductions internationales et recommande l'accréditation de coproductions internationales.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	249 623 000	...	...	249 623 000	1				
...	...	18 074 762	...	18 074 762	1a	Dépenses de fonctionnement			
...	1	...	1b	Virement de 1 730 946 \$ du crédit 1 (Conseil privé)			
...	1 730 946		Virement de 444 289 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 58 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)			
...	58 000		Virement du : crédit 1 (Conseil privé)			
...	444 289		crédit 1 (Travaux public et Services gouvernementaux)			
...	347 530		crédit 5			
...	2 230 000		CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	(1 344 500)		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	(1 705 000)		Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	(4 527 950)		crédit 1 (Anciens Combattants)			
...	(169 500)		crédit 5			
...	(100 000)		crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	(2 000 000)		crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	(1 273 500)		crédit 20			
...	(1 554 250)		crédit 30 (Environnement)			
...	(3 485 155)		crédit 35			
...	(600 000)		crédit 50			
...	(2 470 000)		crédit 55			
...	(323 620)		crédit 65			
...	(355 523)		crédit 80			
...	249 623 000	18 074 763	(15 098 233)	252 599 530		crédit 95 (Industrie)			
...	1 104 612 000	...	...	1 104 612 000		Total—Crédit 1	226 986 786	25 612 744	...
...	...	55 767 536	...	55 767 536	5	Subventions et contributions			235 985 886
...	1	...	5a	Virement de 20 400 000 \$ du crédit 120 (Patrimoine canadien) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences)			
...	4 527 950	5b	Virement de 4 527 950 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 200 000 \$ du crédit 10 (Anciens Combattants)			
...	200 000		Virement du : crédit 1			
...	200 000		crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences)			
...	20 400 000		crédit 10 (Anciens Combattants)			
...	20 400 000		crédit 120			

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans			Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	...	...	(444 289)	(444 289)		Virement au : crédit 1			
...	...	...	(50 000)	(50 000)		crédit 1 (Industrie)			
...	...	...	(217 498)	(217 498)		crédit 5 (Citoyenneté et Immigration)			
...	...	...	(154 998)	(154 998)		crédit 5 (Santé)			
...	...	...	(207 000)	(207 000)		crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences)			
...	...	...	(330 000)	(330 000)		crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)			
...	...	...	(400 000)	(400 000)		crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire)			
...	...	...	(109 250)	(109 250)		crédit 10 (Pêches et Océans)			
...	...	...	(400 000)	(400 000)		crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)			
...	...	...	(965 000)	(965 000)		crédit 15			
...	...	...	(293 605)	(293 605)		crédit 40 (Santé)			
...	...	...	(1 518 323)	(1 518 323)		crédit 55			
...	...	...	(420 000)	(420 000)		crédit 65			
...	...	...	(487 264)	(487 264)		crédit 85 (Industrie)			
...	...	...	(115 815)	(115 815)		crédit 115			
...	...	...	(550 000)	(550 000)		crédit 120			
...	1 104 612 000	55 767 537	18 664 908	1 179 044 445		Total—Crédit 5	1 149 147 249	29 897 196	...	1 015 111 324
...	1 030 000	...	98 700	1 128 700	(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les traitements</i>)	1 128 700	1 077 944
...	637 000	...	268 999	905 999	(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	905 999	481 815
...	182 000	...	54 113	236 113	(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Anciens lieutenants-gouverneurs	236 113	123 452
...	72 922	...	2 787	75 709	(S)	Ministre du Patrimoine canadien—Traitement et allocation pour automobile	75 709	68 796
...	28 464 000	...	(3 509 570)	24 954 430	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	24 954 430	26 253 422
23 476	18 664	42 140	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 018	16 458	18 664	...
23 476	1 384 620 922	73 842 300	500 368	1 458 987 066		Total budgétaire	1 403 442 004	55 526 398	18 664	1 279 102 639
...	10 000	10 000	L10	Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> , article 35 (Brut)	...	10 000
23 476	1 384 620 922	73 842 300	500 368	1 458 987 066		Total du ministère—	1 403 442 004	55 526 398	18 664	1 279 102 639
...	10 000	10 000		Budgétaire	...	10 000
						Non budgétaire				

					Conseil des Arts du Canada					
...	150 445 250	...	...	150 445 250	15	Paiements au Conseil des Arts du Canada			
...	...	20 000 000	...	20 000 000	15a	Virement de 965 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	965 000	965 000		Virement du : crédit 5			
...	...	...	8 000	8 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	150 445 250	20 000 000	973 000	171 418 250		Total—Crédit 15	171 418 250	150 378 250
...	150 445 250	20 000 000	973 000	171 418 250		Total de l'organisme—Budgétaire	171 418 250	150 378 250
					Société Radio-Canada					
...	1 006 039 000	...	...	1 006 039 000	20	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement			
...	...	1	...	1	20a	Virement de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	2 000 000	2 000 000		Virement du : crédit 1			
...	...	...	14 000	14 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	(33 730 000)	(33 730 000)		Virement au crédit 30			
...	1 006 039 000	1	(31 716 000)	974 323 001		Total—Crédit 20	974 323 000	1	...	1 006 231 000
...	4 000 000	...	...	4 000 000	25	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement			
...	102 000 000	...	...	102 000 000	30	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital			
...	...	1	...	1	30a	Virement de 33 730 000 \$ du crédit 20 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	33 730 000	33 730 000		Virement du crédit 20			
...	102 000 000	1	33 730 000	135 730 001		Total—Crédit 30	135 730 000	1	...	87 510 000
...	1 112 039 000	2	2 014 000	1 114 053 002		Total de l'organisme—Budgétaire	1 114 053 000	2	...	1 097 741 000
					Musée canadien des civilisations					
...	59 946 000	...	...	59 946 000	35	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital			
...	...	1	...	1	35a	Virement de 1 554 250 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	1 554 250	1 554 250		Virement du : crédit 1			
...	...	...	453 042	453 042		CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	...	...	8 000	8 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	59 946 000	1	2 015 292	61 961 293		Total—Crédit 35	61 961 292	1	...	61 042 802
...	59 946 000	1	2 015 292	61 961 293		Total de l'organisme—Budgétaire	61 961 292	1	...	61 042 802
					Musée canadien de la nature					
...	59 145 000	...	...	59 145 000	40	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital			
...	...	500 000	...	500 000	40b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
...	...	...	109 079	109 079						
...	...	...	7 000	7 000		Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	59 145 000	500 000	116 079	59 761 079		Total—Crédit 40	59 761 078	1	...	56 149 844
...	59 145 000	500 000	116 079	59 761 079		Total de l'organisme—Budgétaire	59 761 078	1	...	56 149 844
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes										
...	1	...	...	1	45	Dépenses du programme				
...	...	1 882 300	...	1 882 300	45a	Dépenses du programme				
...	...	...	600 000	600 000		Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	296 000	296 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	1	1 882 300	896 000	2 778 301		Total—Crédit 45	2 337 798	440 503	...	2 284 280
...	5 815 000	...	(449 502)	5 365 498	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 365 498	...	...	5 613 207
...	...	...	8 799	8 799	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	8 799	...	...	...
...	5 815 001	1 882 300	455 297	8 152 598		Total de l'organisme—Budgétaire	7 712 095	440 503	...	7 897 487
Bibliothèque et Archives du Canada										
...	97 430 000	...	...	97 430 000	50	Dépenses du programme				
...	...	1 404 914	...	1 404 914	50a	Virement de 3 485 155 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	3 485 155	3 485 155		Virement du : crédit 1				
...	...	...	1 160 000	1 160 000		CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	10 000	10 000		CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 136 000	1 136 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	97 430 000	1 404 914	5 791 155	104 626 069		Total—Crédit 50	94 909 282	9 716 787	...	101 620 694
...	11 641 000	...	(584 488)	11 056 512	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 056 512	...	...	12 234 345
163 065	...	...	112 758	275 823	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	202 682	...	73 141	45 307
...	...	...	(2 457)	(2 457)	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercice antérieurs	(2 457)	...	...	...
163 065	109 071 000	1 404 914	5 316 968	115 955 947		Total de l'organisme—Budgétaire	106 166 019	9 716 787	73 141	113 900 346

					Société du Centre national des Arts					
...	33 283 000	...	...	33 283 000	55	Paiements à la Société du Centre national des Arts			
...	...	1	...	1	55a	Virement de 600 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 1 518 323 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	20 553 000	...	20 553 000	55b	Virement de 300 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)				
...	...	...	600 000	600 000		Virement du : crédit 1			
...	...	...	1 518 323	1 518 323		crédit 5			
...	...	...	300 000	300 000		crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)			
...	...	...	211 000	211 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	33 283 000	20 553 001	2 629 323	56 465 324		Total—Crédit 55	56 465 323	1	...	32 547 100
...	33 283 000	20 553 001	2 629 323	56 465 324		Total de l'organisme—Budgétaire	56 465 323	1	...	32 547 100
					Commission des champs de bataille nationaux					
...	7 006 000	...	...	7 006 000	60	Dépenses du programme			
...	...	833 350	...	833 350	60a	Dépenses du programme				
...	7 006 000	833 350	...	7 839 350		Total—Crédit 60	7 434 142	405 208	...	6 831 973
...	1 500 000	100 000	23 040	1 623 040	(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>				
...	401 000	...	9 180	410 180	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
...	8 907 000	933 350	32 220	9 872 570		Total de l'organisme—Budgétaire	9 467 358	405 212	...	8 860 433
					Office national du film					
...	64 839 000	...	...	64 839 000	65	Fonds renouvelable de l'Office national du film—			
...	...	3 214 253	...	3 214 253	65a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	2 470 000	2 470 000		Virement de 2 470 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 420 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	420 000	420 000		Virement du : crédit 1			
...	...	...	150 039	150 039		crédit 5			
...	...	...	128 000	128 000		CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	64 839 000	3 214 253	3 168 039	71 221 292		Total—Crédit 65	68 435 834	2 785 458	...	65 111 238
5 976 885	...	...	...	5 976 885	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film			
5 976 885	64 839 000	3 214 253	3 168 039	77 198 177		Total de l'organisme—Budgétaire	68 435 834	2 785 458	5 976 885	65 111 238
					Musée des beaux-arts du Canada					
...	38 618 000	...	...	38 618 000	70	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital			
...	...	...	391 072	391 072		Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	...	...	133 000	133 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	38 618 000	...	524 072	39 142 072		Total—Crédit 70	39 142 072	38 126 357

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice			Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
...	8 000 000	...	...	8 000 000	75	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la Collection	8 000 000	...	...	8 000 000
...	46 618 000	...	524 072	47 142 072		Total de l'organisme—Budgétaire	47 142 072	...	...	46 126 357
Musée national des sciences et de la technologie											
...	25 577 000	...	...	25 577 000	80	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	1	...	1	80a	Virement de 323 620 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien)					
...	...	4 744 000	...	4 744 000	80b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital					
...	...	...	323 620	323 620		Virement du : crédit 1				
...	...	...	343 290	343 290		CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	7 000	7 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	25 577 000	4 744 001	673 910	30 994 911		Total—Crédit 80	30 994 910	1	...	26 920 643	
...	25 577 000	4 744 001	673 910	30 994 911		Total de l'organisme—Budgétaire	30 994 910	1	...	26 920 643	
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽²⁾											
...	196 205 000	...	...	196 205 000	85	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(196 205 000)	(196 205 000)		Virement au crédit 52 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	196 205 000	...	(196 205 000)	...		Total—Crédit 85	...	...	...	...
...	6 000 000	...	...	6 000 000	90	Contributions				
...	...	...	(6 000 000)	(6 000 000)		Virement au crédit 54 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	6 000 000	...	(6 000 000)	...		Total—Crédit 90	...	...	...	...
...	6 406 000	...	(6 406 000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
...	208 611 000	...	(208 611 000)	...		Total de l'organisme—Budgétaire	...	...	...	...

					Commission de la fonction publique				
...	92 949 000	...	...	92 949 000	95	Dépenses du programme			
...	...	2 100 944	...	2 100 944	95a	Dépenses du programme			
...	...	...	158 250	158 250		Virement du : CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	...	...	1 240 000	1 240 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	92 949 000	2 100 944	1 398 250	96 448 194		Total—Crédit 95	87 504 511	8 943 683	... 92 042 402
...	13 068 000	...	(1 698 477)	11 369 523	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 369 523	...	... 11 937 000
...	...	...	1 840	1 840	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 840	...	... 7 505
...	106 017 000	2 100 944	(298 387)	107 819 557		Total de l'organisme—Budgétaire	98 875 874	8 943 683	... 103 986 907
					Commission des relations de travail dans la fonction publique				
...	17 073 000	...	...	17 073 000	100	Dépenses du programme			
...	...	...	106 000	106 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	17 073 000	...	106 000	17 179 000	(S)	Total—Crédit 100	9 382 817	7 796 183	... 8 550 271
...	851 000	...	142 528	993 528	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	993 528	...	... 998 975
67	...	...	405	472	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	472	...	... ..
67	17 924 000	...	248 933	18 173 000		Total de l'organisme—Budgétaire	10 376 817	7 796 183	... 9 549 246
					Tribunal de la dotation de la fonction publique				
...	4 710 000	...	...	4 710 000	105	Dépenses du programme	2 903 112	1 806 888	... 1 816 897
...	534 000	...	(221 218)	312 782	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	312 782	...	... 132 750
...	5 244 000	...	(221 218)	5 022 782		Total de l'organisme—Budgétaire	3 215 894	1 806 888	... 1 949 647
					Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
...	11 489 000	...	...	11 489 000	110	Dépenses de fonctionnement			
...	...	384 591	...	384 591	110a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	119 000	119 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	11 489 000	384 591	119 000	11 992 591		Total—Crédit 110	11 137 431	855 160	... 11 910 659
...	11 750 000	...	...	11 750 000	115	Subventions et contributions			
...	...	1	...	1	115a	Virement de 115 815 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	115 815	115 815		Virement du crédit 5			
...	11 750 000	1	115 815	11 865 816		Total—Crédit 115	11 592 766	273 050	... 11 268 852
...	1 367 000	...	(48 677)	1 318 323	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 318 323	...	... 1 188 685
...	...	...	92	92	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	92 ...
...	24 606 000	384 592	186 230	25 176 822		Total de l'organisme—Budgétaire	24 048 520	1 128 210	92 24 368 196

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice		Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
	Téléfilm Canada									
...	125 042 000	...	...	125 042 000	120	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>			
...	...	1	...	1	120a	Virement de 550 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	550 000	550 000		Virement du : crédit 5			
...	...	...	7 000	7 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	(20 400 000)	(20 400 000)		Virement au crédit 5			
...	125 042 000	1	(19 843 000)	105 199 001		Total—Crédit 120	104 994 249	204 752	...	124 670 711
...	125 042 000	1	(19 843 000)	105 199 001		Total de l'organisme—Budgétaire	104 994 249	204 752	...	124 670 711
6 163 493	3 547 750 173	129 559 659	(210 119 874)	3 473 353 451		Total du portefeuille ministériel—				
...	10 000	10 000		Budgétaire	3 378 530 589	88 754 080	6 068 782	3 210 302 846⁽²⁾
						Non budgétaire	...	10 000

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré à Affaires indiennes et du Nord canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 159 185 574 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Création de contenu canadien et excellence des performances—												
Budgétaire	25 800 590	32 489 108	...	...	322 360 047	320 830 024	...	55	...	...	348 160 637	353 319 077
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 000	...	1 000	...
Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel—												
Budgétaire	58 337 355	62 883 174	...	...	210 779 029	186 893 559	3 300 000	3 526 688	...	...	265 816 384	246 250 045
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 000	...	2 000	...
Préservation du patrimoine canadien—												
Budgétaire	20 894 387	25 471 401	...	...	20 490 880	20 487 880	905 000	338 882	...	...	40 480 267	45 620 399
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 000	...	1 000	...
Accès et participation à la vie culturelle du Canada—												
Budgétaire	67 820 079	48 829 439	...	...	118 017 610	115 114 203	1 000 000	877 957	...	...	184 837 689	163 065 685
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	3 000	...	3 000	...
Promotion de la compréhension interculturelle	13 499 132	15 925 775	...	...	130 275 604	130 275 603	...	31	...	...	143 774 736	146 201 347
Développement des communautés et renforcement des capacités—												
Budgétaire	17 926 301	17 105 693	...	...	226 568 597	226 998 998	...	43	...	...	244 494 898	244 104 648
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 000	...	1 000	...
Participation à la vie communautaire et à la vie civique—												
Budgétaire	79 727 665	55 191 855	...	...	151 694 790	149 689 094	...	146	...	...	231 422 455	204 880 803
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 000	...	2 000	...
Sous-total—												
Budgétaire	284 005 509	257 896 445	...	...	1 180 186 557	1 150 289 361	5 205 000	4 743 802	...	...	1 458 987 066	1 403 442 004
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000	...	10 000	...
Revenus affectés aux dépenses	(5 205 000)	(4 743 802)	...	...	...	...	(5 205 000)	(4 743 802)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	278 800 509	253 152 643	...	...	1 180 186 557	1 150 289 361	...	...	...	...	1 458 987 066	1 403 442 004
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000	...	10 000	...
Conseil des Arts du Canada—												
Budgétaire	171 418 250	171 418 250	...	...	...	...	...	...	...	...	171 418 250	171 418 250
Société Radio-Canada—												
Budgétaire	1 114 053 002	1 114 053 000	...	...	...	...	...	...	...	...	1 114 053 002	1 114 053 000

Activités de programme—Suite

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total		
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Musée canadien des civilisations— Budgétaire	61 961 293	61 961 292	...	...	...	...	...	...	...	...	...	61 961 293	61 961 292
Musée canadien de la nature— Budgétaire	59 761 079	59 761 078	...	...	...	...	...	...	...	...	...	59 761 079	59 761 078
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes													
Réglementer et superviser l'industrie de la radiodiffusion canadienne	24 428 725	23 689 151	...	...	...	...	20 485 500	20 485 516	...	...	...	3 943 225	3 203 635
Réglementer et surveiller l'industrie des télécommunications cana- diennes	23 589 873	23 888 644	...	...	...	...	19 380 500	19 380 184	...	...	...	4 209 373	4 508 460
Sous-total	48 018 598	47 577 795	...	...	...	...	39 866 000	39 865 700	...	...	...	8 152 598	7 712 095
Revenus affectés aux dépenses	(39 866 000)	(39 865 700)	...	...	...	...	(39 866 000)	(39 865 700)	...	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	8 152 598	7 712 095	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8 152 598	7 712 095
Bibliothèque et Archives du Canada													
Gérer la disposition des documents du gouvernement du Canada ayant une valeur permanente	12 280 725	10 881 162	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12 280 725	10 881 162
Gérer le patrimoine documentaire qui présente un intérêt pour le Canada	69 993 135	65 064 997	...	...	36 956	36 956	...	...	...	...	...	70 030 091	65 101 953
Faire connaître le patrimoine docu- mentaire et le rendre accessible pour fins d'utilisation	31 960 140	28 428 616	...	...	2 234 991	2 169 377	550 000	415 089	...	...	...	33 645 131	30 182 904
Sous-total	114 234 000	104 374 775	...	...	2 271 947	2 206 333	550 000	415 089	...	...	...	115 955 947	106 166 019
Revenus affectés aux dépenses	(550 000)	(415 089)	...	...	...	...	(550 000)	(415 089)	...	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	113 684 000	103 959 686	...	...	2 271 947	2 206 333	...	...	...	...	...	115 955 947	106 166 019
Société du Centre national des Arts— Budgétaire	56 465 324	56 465 323	...	...	...	...	...	...	...	...	...	56 465 324	56 465 323
Commission des champs de bataille nationaux													
Conservation	6 019 343	5 775 921	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6 019 343	5 775 921
Mise en valeur	3 853 227	3 691 437	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 853 227	3 691 437
Total de l'organisme—Budgétaire	9 872 570	9 467 358	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9 872 570	9 467 358

Office national du film												
Production d'œuvres audiovisuelles	52 992 417	46 500 869	...	...	176 875	176 875	2 279 000	831 260	...	...	50 890 292	45 846 484
Distribution d'œuvres audiovisuelles	8 238 000	8 390 163	...	...	...	...	5 847 000	5 256 877	...	...	2 391 000	3 133 286
Accessibilité et développement des réseaux	14 374 427	12 934 559	...	...	135 573	135 573	226 000	462 327	...	...	14 284 000	12 607 805
Recherche et service conseil	3 839 000	6 928 124	...	...	...	...	183 000	79 865	...	...	3 656 000	6 848 259
Fonds renouvelable	5 976 885	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5 976 885	...
Sous-total	85 420 729	74 753 715	...	...	312 448	312 448	8 535 000	6 630 329	...	...	77 198 177	68 435 834
Revenus affectés aux dépenses	(8 535 000)	(6 630 329)	...	...	...	...	(8 535 000)	(6 630 329)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	76 885 729	68 123 386	...	...	312 448	312 448	...	...	...	...	77 198 177	68 435 834
Musée des beaux-arts du Canada— Budgétaire												
	47 142 072	47 142 072	...	...	...	...	...	...	...	...	47 142 072	47 142 072
Musée national des sciences et de la technologie— Budgétaire												
	30 994 911	30 994 910	...	...	...	...	...	...	...	...	30 994 911	30 994 910
Commission de la fonction publique												
Services de recrutement et d'évaluation	72 310 909	64 998 166	...	...	...	...	6 477 027	6 477 027	...	...	65 833 882	58 521 139
Intégrité des nominations et neutralité politique	41 985 675	40 354 735	...	...	...	...	...	...	...	...	41 985 675	40 354 735
Sous-total	114 296 584	105 352 901	...	...	...	...	6 477 027	6 477 027	...	...	107 819 557	98 875 874
Revenus affectés aux dépenses	(6 477 027)	(6 477 027)	...	...	...	...	(6 477 027)	(6 477 027)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	107 819 557	98 875 874	...	...	...	...	...	...	...	...	107 819 557	98 875 874
Commission des relations de travail dans la fonction publique												
Administration des régimes de négociation collective et d'arbitrage de griefs, y compris les services de médiation et de recherche et d'analyse en rémunération	18 173 000	10 376 817	...	...	...	...	...	...	...	...	18 173 000	10 376 817
Total de l'organisme—Budgétaire	18 173 000	10 376 817	...	...	...	...	...	...	...	...	18 173 000	10 376 817
Tribunal de la dotation de la fonction publique												
Traitement des plaintes survenant dans le cadre des nominations, des révocations et des mises en disponibilité conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>	5 022 782	3 215 894	...	...	...	...	...	...	...	...	5 022 782	3 215 894
Total de l'organisme—Budgétaire	5 022 782	3 215 894	...	...	...	...	...	...	...	...	5 022 782	3 215 894

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice												
Promouvoir des politiques gouvernementales équitables	2 699 282	1 795 916	...	...	...	...	...	...	...	...	2 699 282	1 795 916
Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes	10 611 724	10 659 838	...	...	11 865 816	11 592 766	...	...	...	...	22 477 540	22 252 604
Total de l'organisme—Budgétaire	13 311 006	12 455 754	...	...	11 865 816	11 592 766	...	...	...	...	25 176 822	24 048 520
Téléfilm Canada												
Fonds du long métrage du Canada	99 424 001	99 619 635	...	...	...	...	...	...	...	...	99 424 001	99 619 635
Perfectionnement professionnel et autres programmes	5 775 000	5 374 614	...	...	...	...	...	...	...	...	5 775 000	5 374 614
Total de l'organisme—Budgétaire	105 199 001	104 994 249	...	...	...	...	...	...	...	...	105 199 001	104 994 249
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	2 278 716 683	2 214 129 681	...	...	1 194 636 768	1 164 400 908	...	...	...	...	3 473 353 451	3 378 530 589
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000	...	10 000	...

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
...	27 000 000	...	(1 700 000)	25 300 000	Création de contenu canadien et excellence des performances				
					Subventions au Programme d'aide aux athlètes	25 300 000	...	...	24 800 000

					Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel				
...	14 884 420	...	...	14 884 420	Subventions aux organisations artistiques à des fins de dotation	14 884 420	...	...	15 416 541
...	2 000 000	...	(1 483 505)	516 495	Subventions à l'appui du Programme de consolidation des arts et du patrimoine canadien (volet développement des compétences)	516 495	...	...	...
...	750 000	...	(162 221)	587 779	Demande de subventions pour la recherche et le développement	587 000	779	...	...
...	650 000	...	(119 866)	530 134	Subvention à la Fondation Hnatyshyn	530 134	...	...	650 000
...	4 800 000	...	(683 953)	4 116 047	Subvention à TV5 Monde	4 105 062	10 985	...	4 231 889
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 000 000
...	23 084 420	...	(2 449 545)	20 634 875		20 623 111	11 764	...	21 298 430

...	3 000 000	...	(2 749 349)	250 651	Accès et participation à la vie culturelle du Canada				
					Subventions à Espaces culturels Canada	250 651	...	...	...
...	6 500 000	...	(6 500 000)	...	Subventions au programme Présentation des arts Canada (volet programmation)	...	...	...	...
...	500 000	...	(500 000)	...	Subventions au programme Présentation des arts Canada (volet développement)	...	...	...	...
...	45 400 000	...	...	45 400 000	Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux	45 400 000	...	...	45 400 000
...	2 500 000	...	(884 009)	1 615 991	Subvention aux musées et aux organismes patrimoniaux canadiens en vue de promouvoir la gestion professionnelle du patrimoine canadien diversifié et d'y donner accès	1 602 257	13 734	...	2 000 038
...	1 163 680	1 836 320	(1 502 528)	1 497 472	Subventions à des établissements et à des administrations publiques sis au Canada conformément à l'article 35 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	1 488 447	9 025	...	1 163 680
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10 019 800
...	59 063 680	1 836 320	(12 135 886)	48 764 114		48 741 355	22 759	...	58 583 518

...	5 599 842	...	(5 434 637)	165 205	Promotion de la compréhension interculturelle				
					Subventions à des organismes, à des associations et à des institutions pour promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage des langues officielles dans la société canadienne dans le cadre du programme Mise en valeur des langues officielles	165 204	1	...	353 467

Paielements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	...	...	15 000 000	15 000 000	Subvention au Centre mondial du pluralisme	15 000 000	...	...	...
...	5 599 842	...	9 565 363	15 165 205		15 165 204	1	...	353 467
Développement des communautés et renforcement des capacités									
...	42 134 700	...	(36 910 471)	5 224 229	Subventions à des organismes, à des associations et à des institutions pour favoriser l'épanouissement et le développement à long terme des communautés minoritaires de langue officielle dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle	5 224 229	...	...	4 972 337
Participation à la vie communautaire et à la vie civique									
...	7 000 000	742 650	(7 130 103)	612 547	Subventions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers pour promouvoir le multiculturalisme	612 547	...	...	830 624
...	1 350 780	...	(789 154)	561 626	Subventions à l'appui du Programme des autochtones	561 626	...	...	256 299
...	100 000	...	(14 100)	85 900	Subventions à l'appui de projets Échange-Jeunesse innovateurs	85 900	...	...	42 500
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	Subventions à l'appui du Programme de reconnaissance, commémoration et d'éducation	...	...	...	...
...	392 280	...	(297 631)	94 649	Subventions à l'appui du Programme des droits de la personne	94 649	...	...	...
...	200 000	...	(200 000)	...	Subventions à l'appui du Programme des études canadiennes	...	...	...	...
...	5 500 000	...	(3 434 276)	2 065 724	Subventions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	2 064 720	1 004	...	885 900
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :									
...	77 590	...	...	77 590	Terre-Neuve-et-Labrador	77 590	...	...	77 590
...	57 071	...	...	57 071	Île-du-Prince-Édouard	57 071	...	...	57 071
...	64 199	...	(1)	64 198	Nouvelle-Écosse	64 198	...	...	64 197
...	62 947	...	...	62 947	Nouveau-Brunswick	62 947	...	...	62 000
...	147 372	...	...	147 372	Québec	147 372	...	...	147 372
...	105 627	...	...	105 627	Ontario	105 627	...	...	105 627
...	73 762	...	...	73 762	Manitoba	73 762	...	...	73 762
...	73 758	...	...	73 758	Saskatchewan	73 758	...	...	73 758
...	75 940	...	...	75 940	Alberta	75 940	...	...	75 940
...	97 814	...	...	97 814	Colombie-Britannique	97 814	...	...	97 814
...	637 000	...	268 999	905 999	(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	905 999	...	...	481 815

...	182 000	...	54 113	236 113	(S) Prestations de retraite supplémentaires—Anciens lieutenants-gouverneurs	236 113	...	...	123 452
...	...	30 000 000	(15 000 000)	15 000 000	Subvention au Centre mondial du pluralisme	15 000 000	...	...	...
...	...	114 861	...	114 861	Subventions à l'appui du Programme communautaire de reconnaissance historique	...	114 861	...	...
...	...	10 000 000	...	10 000 000	Subventions à la Fondation nationale des réalisations autochtones	10 000 000	...	...	...
...	26 198 140	40 857 511	(36 542 153)	30 513 498		30 397 633	115 865	...	3 455 721
...	183 080 782	42 693 831	(80 172 692)	145 601 921	Total—Subventions	145 451 532	150 389	...	113 463 473
Contributions									
Création de contenu canadien et excellence des performances									
...	99 550 000	...	20 400 000	119 950 000	Contributions au Fonds canadien de télévision	119 950 000	...	...	99 550 000
...	9 407 931	...	2 101 219	11 509 150	Contributions au Fonds de la musique du Canada	11 509 150	...	...	15 214 558
Contributions aux organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution :									
Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition									
...	19 460 242	8 000 000	(1 260 242)	26 200 000	Contributions à l'industrie canadienne de l'édition de magazines	26 200 000	...	...	26 691 421
...	10 915 998	...	45 699	10 961 697	Contributions au Fonds des nouveaux médias du Canada	10 961 697	...	...	11 000 000
...	14 132 000	...	(132 000)	14 000 000	Contributions au Programme de soutien au sport	14 000 000	...	...	14 000 000
...	83 275 000	...	9 564 367	92 839 367	Contributions au Programme d'accueil des Jeux	92 839 367	200 190	...	91 719 521
...	8 070 000	13 500 000	29 833	21 599 833	Éléments non requis pour l'exercice en cours	20 270 000	1 329 833	...	17 672 433
...	...	...	...	...		...	...	...	119 848
...	244 811 171	21 500 000	30 748 876	297 060 047		295 530 024	1 530 023	...	275 967 781
Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel									
...	4 134 043	...	784 722	4 918 765	Contributions à l'appui du Programme de consolidation des arts et du patrimoine (volet développement des compétences)	4 910 226	8 539	...	5 067 811
...	500 000	...	(500 000)	...	Aide restreinte versée aux organismes voués aux arts menacés de disparaître	...	...	...	...
...	15 903 920	...	1 144 998	17 048 918	Contributions au Programme national de formation dans le secteur des arts	17 048 900	18	...	17 440 000
...	390 000	...	200 000	590 000	Contributions au Programme des arts, de la culture et de la diversité	590 000	...	...	855 000
...	1 550 000	...	(20 458)	1 529 542	Contributions à l'appui de la Politique cinématographique canadienne	1 529 542	...	...	1 550 000
...	2 550 000	...	(33 713)	2 516 287	Contributions à l'appui du Programme national de formation dans le secteur du film et de la vidéo	2 516 287	...	...	2 550 000
...	11 464 709	...	(1 985 110)	9 479 599	Contributions au Fonds de la musique du Canada	9 396 217	83 382	...	...
Contributions aux organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution :									
Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition									
...	7 303 870	...	406 926	7 710 796	Contributions à l'industrie canadienne de l'édition de magazines	7 710 794	2	...	5 781 908
...	5 152 000	...	(549 331)	4 602 669	Contributions à l'appui du programme Culture canadienne en direct	4 569 735	32 934	...	4 352 313
...	3 590 451	...	1 366 249	4 956 700	Contributions aux projets de stabilisation	4 956 698	2	...	4 241 793
...	626 760	...	(626 760)	...	Contributions au Programme de soutien au sport	...	...	...	...
...	750 345	...	623 963	1 374 308	Contributions au Programme d'accueil des Jeux	1 374 034	274	...	1 324 071
...	145 515 000	(18 561 673)	3 004 950	129 958 277		106 210 028	23 748 249	...	33 880 000

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	2 000 000	...	(34 600)	1 965 400	Contributions aux routes commerciales : Programme canadien des débouchés commerciaux	1 965 096	304	...	2 115 647
...	2 540 000	...	417 393	2 957 393	Contributions à TV5	2 957 391	2	...	2 568 109
...	...	...	535 500	535 500	Contributions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales et à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien :	535 500	...	...	565 000
...	...	...	...	...	Contribution à l'Association des musées canadiens	...	...	...	5 071 790
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...
...	203 971 098	(18 561 673)	4 734 729	190 144 154		166 270 448	23 873 706	...	87 363 442
Préservation du patrimoine canadien									
...	150 000	...	...	150 000	Contributions à l'appui de la politique cinématographique canadienne	150 000	...	...	147 757
...	186 455	...	(36 455)	150 000	Contributions au Fonds de la musique du Canada	150 000	...	...	175 000
...	16 503 775	4 925 128	(1 238 023)	20 190 880	Contributions à l'appui du Programme des autochtones	20 187 880	3 000	...	17 962 326
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 100 000
...	16 840 230	4 925 128	(1 274 478)	20 490 880		20 487 880	3 000	...	20 385 083
Accès et participation à la vie culturelle du Canada									
...	14 418 998	...	7 781 821	22 200 819	Contributions au programme Présentation des arts Canada	22 145 509	55 310	...	20 682 060
...	23 901 423	...	(1 335 283)	22 566 140	Contributions à l'appui d'Espaces culturels Canada	19 823 840	2 742 300	...	12 518 577
...	3 862 680	...	(1 043 884)	2 818 796	Contributions à l'appui des Capitales culturelles du Canada	2 818 796	...	...	...
...	1 205 000	...	670 000	1 875 000	Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et d'appuyer le développement culturel :	1 875 000	...	...	1 500 000
...	3 330 686	...	(335 346)	2 995 340	Contribution à la fiducie des Édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É)	...	...	...	6 065 488
...	1 830 563	...	311 455	2 142 018	Contributions aux organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution :	2 995 340	...	...	2 725 372
...	1 000 000	...	(622 803)	377 197	Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition	2 130 563	11 455	...	...
...	8 655 500	...	926 435	9 581 935	Contributions au Fonds de la musique du Canada	377 197	...	...	...
...	...	...	...	...	Contributions au Programme de consolidation des arts et du patrimoine canadiens (volet réseautage)	9 532 576	49 359	...	1 233 042
...	...	...	...	...	Contributions au programme Culture canadienne en direct	...	...	...	...

					Contributions aux musées et aux organismes patrimoniaux canadiens en vue de promouvoir la gestion professionnelle du patrimoine diversifié du Canada et d'y donner accès	4 674 027	22 224	...	...
...	6 510 284	(4 151 320)	2 337 287	4 696 251	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	15 127 875
...	64 715 134	(4 151 320)	8 689 682	69 253 496		66 372 848	2 880 648	...	59 852 414
					Promotion de la compréhension interculturelle				
					Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	115 110 399	...	...	106 459 119
...	100 234 268	...	14 876 131	115 110 399	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8 000
...	100 234 268	...	14 876 131	115 110 399		115 110 399	...	...	106 467 119
					Développement des communautés et renforcement des capacités				
					Contributions à l'appui du Programme des autochtones	5 482 199	(430 401)	...	21 603 166
...	8 591 507	...	(3 539 709)	5 051 798	Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	216 292 570	...	...	226 165 117
...	171 066 170	...	45 226 400	216 292 570	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	9 494
...	179 657 677	...	41 686 691	221 344 368		221 774 769	(430 401)	...	247 777 777
					Participation à la vie communautaire et à la vie civique				
					Contributions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers afin de promouvoir le multiculturalisme	8 643 317	855 197	...	9 661 498
...	6 200 405	3 310 467	(12 358)	9 498 514	Contributions à l'appui du programme les Partenariats communautaires	7 885 847	...	...	8 235 769
...	8 095 970	...	(210 123)	7 885 847	Contributions à des organisations de mise en valeur des arts et du patrimoine pour des projets de développement des compétences	176 000	...	...	...
...	176 000	...	...	176 000	Contributions à l'appui du Programme des autochtones	39 636 282	443 495	...	24 589 627
...	35 360 200	...	4 719 577	40 079 777	Contributions à l'appui du Programme de contestation judiciaire	2 941 947	...	...	2 800 960
...	2 802 076	(2 802 000)	2 941 871	2 941 947	Contributions à l'appui du Programme des études canadiennes	1 096 061	...	...	...
...	265 000	1	831 060	1 096 061	Contributions au Programme de soutien au sport	...	...	...	...
...	13 800 000	...	(13 800 000)	...	Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	22 387 310	...	...	18 254 954
...	17 894 389	909 016	3 583 905	22 387 310	Contributions à l'appui du programme Katimavik	17 472 411	1	...	16 687 568
...	19 776 000	...	(2 303 588)	17 472 412	Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	3 402 564	...	...	3 520 857
...	3 385 000	...	17 564	3 402 564	Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	11 598 247	17	...	12 234 563
...	1 352 600	6 125 437	4 120 227	11 598 264	Contributions aux musées et aux organismes patrimoniaux canadiens en vue de promouvoir la gestion professionnelle du patrimoine diversifié du Canada et d'y donner accès	3 037 000	...	...	3 385 000
...	3 013 000	...	24 000	3 037 000	Contributions à l'appui du Programme communautaire de reconnaissance historique	...	591 121	...	...
...	...	591 121	...	591 121	Contributions destinées au Programme d'accueil des Jeux	...	...	...	...
...	...	500 000	(500 000)	...	Contributions à l'appui du Programme d'information et de recherche sur le Canada	724 057	...	...	4 800 000
...	...	727 529	(3 472)	724 057					

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	...	...	290 418	290 418	Contributions à l'appui du programme des droits de la personne	290 418	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	268 706
...	112 120 640	9 361 571	(300 919)	121 181 292		119 291 461	1 889 831	...	104 439 502
...	922 350 218	13 073 706	99 160 712	1 034 584 636	Total—Contributions	1 004 837 829	29 746 807	...	902 253 118
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	271 811 171	21 500 000	29 048 876	322 360 047	Création de contenu canadien et excellence des performances	320 830 024	1 530 023	...	300 767 781
...	227 055 518	(18 561 673)	2 285 184	210 779 029	Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel	186 893 559	23 885 470	...	108 661 872
...	16 840 230	4 925 128	(1 274 478)	20 490 880	Préservation du patrimoine canadien	20 487 880	3 000	...	20 385 083
...	123 778 814	(2 315 000)	(3 446 204)	118 017 610	Accès et participation à la vie culturelle du Canada	115 114 203	2 903 407	...	118 435 932
...	105 834 110	...	24 441 494	130 275 604	Promotion de la compréhension interculturelle	130 275 603	1	...	106 820 586
...	221 792 377	...	4 776 220	226 568 597	Développement des communautés et renforcement des capacités	226 998 998	(430 401)	...	252 750 114
...	138 318 780	50 219 082	(36 843 072)	151 694 790	Participation à la vie communautaire et à la vie civique	149 689 094	2 005 696	...	107 895 223
...	1 105 431 000	55 767 537	18 988 020	1 180 186 557	Total du ministère	1 150 289 361	29 897 196	...	1 015 716 591
Bibliothèque et Archives du Canada									
Subventions									
Gérer la disposition des documents du gouvernement du Canada ayant une valeur permanente									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	35 997
Gérer le patrimoine documentaire qui présente un intérêt pour le Canada									
...	11 000	...	...	11 000	Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques	11 000	...	...	...
...	25 000	956	...	25 956	Système international de données sur les publications en série	25 956	...	...	...
...	600 000	...	(600 000)	...	Conseil canadien des archives	...	...	...	600 000
...	636 000	956	(600 000)	36 956		36 956	...	...	600 000
...	636 000	956	(600 000)	36 956	Total—Subventions	36 956	...	...	635 997
Contributions									
Gérer le patrimoine documentaire qui présente un intérêt pour le Canada									
...	500 000	...	(500 000)	...	La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation	...	...	...	443 678

...	640 000	...	(640 000)	...	La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	...	...	...	1 908 533
...	1 140 000	...	(1 140 000)	...		...	...	...	2 352 211
<hr/>									
Faire connaître le patrimoine documentaire et le rendre accessible pour fins d'utilisation									
Programme national de développement des archives (PNDA) : En appui à la communauté archivistique canadienne impliquée dans l'acquisition, la préservation et la diffusion du savoir en matière de création de produits numérisés pour les collections d'archives									
...	...	494 991	...	494 991	Conseil canadien des archives pour des activités à l'appui du programme national de développement des archives	459 377	35 614	...	...
...	...	...	600 000	600 000	Programme national de développement des archives (PNDA) : Pour appuyer le développement stratégique des institutions et organismes d'archives du Canada et augmenter leur capacité à préserver et à rendre plus accessibles les documents d'archives uniques qui documentent l'histoire du Canada et des Canadiens	570 000	30 000	...	...
...	...	...	1 140 000	1 140 000		1 140 000	...	...	...
...	...	494 991	1 740 000	2 234 991		2 169 377	65 614	...	...
...	1 140 000	494 991	600 000	2 234 991	Total—Contributions	2 169 377	65 614	...	2 352 211
<hr/>									
Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	...	...	...	...	Gérer la disposition des documents du gouvernement du Canada ayant une valeur permanente	...	...	...	35 997
...	1 776 000	956	(1 740 000)	36 956	Gérer le patrimoine documentaire qui présente un intérêt pour le Canada	36 956	...	...	2 952 211
...	...	494 991	1 740 000	2 234 991	Faire connaître le patrimoine documentaire et le rendre accessible pour fins d'utilisation	2 169 377	65 614	...	...
...	1 776 000	495 947	...	2 271 947	Total de l'organisme	2 206 333	65 614	...	2 988 208
<hr/>									
Office national du film									
Subventions									
Production d'œuvres audiovisuelles									
...	3 000	...	...	3 000	Subventions pour appuyer et promouvoir la cinématographie canadienne	3 000	...	...	...
<hr/>									
...	7 000	...	786	7 786	Accessibilité et développement des réseaux	7 786	...	...	10 000
...	10 000	...	786	10 786	Total—Subventions	10 786	...	...	10 000
<hr/>									
Contributions									
Production d'œuvres audiovisuelles									
...	150 000	...	23 875	173 875	Contributions pour appuyer et promouvoir la cinématographie canadienne	173 875	...	...	120 300
<hr/>									

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs		Employées au cours de l'exercice	Écart	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	...	...	...	...	Distribution d'œuvres audiovisuelles				
					Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 050
...	90 000	...	37 787	127 787	Accessibilité et développement des réseaux				
					Contributions pour appuyer et promouvoir la cinématographie canadienne	127 787	...	...	152 112
...	...	...	...	...	Recherche et service conseil				
					Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	200
...	240 000	...	61 662	301 662	Total—Contributions	301 662	...	...	277 662
Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	153 000	...	23 875	176 875	Production d'œuvres audiovisuelles	176 875	...	...	120 300
...	...	...	...	...	Distribution d'œuvres audiovisuelles	...	...	...	5 050
...	97 000	...	38 573	135 573	Accessibilité et développement des réseaux	135 573	...	...	162 112
...	...	...	...	...	Recherche et service conseil	...	...	...	200
...	250 000	...	62 448	312 448	Total de l'organisme	312 448	...	...	287 662
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽¹⁾									
Contributions									
Règlement des réclamations									
...	6 000 000	...	(6 000 000)	...	Contributions au titre de règlement des différends en groupe, des consultations et de l'élaboration des politiques, et de commémoration	...	...	...	...
...	6 000 000	...	(6 000 000)	...	Total de l'organisme	...	...	...	...
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice									
Subventions									
Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes									
Programme de promotion de la femme—Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne									
...	10 750 000	1	115 815	10 865 816		10 592 766	273 050	...	10 268 852
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	708 332
...	10 750 000	1	115 815	10 865 816	Total—Subventions	10 592 766	273 050	...	10 977 184

Contributions									
					Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes				
					Contributions à l'Association des femmes autochtones du Canada pour l'Initiative Sœurs d'esprit				
...	1 000 000	...	...	1 000 000		1 000 000	...	...	291 668
...	11 750 000	1	115 815	11 865 816	Total de l'organisme	11 592 766	273 050	...	11 268 852
...	1 125 207 000	56 263 485	13 166 283	1 194 636 768	Total du portefeuille ministériel	1 164 400 908	30 235 860	...	1 030 261 313 ⁽¹⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré à Affaires indiennes et du Nord canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 46 482 953 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère				Office national du film			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Création de contenu canadien et excellence des performances	...	55	...	Production d'œuvres audiovisuelles	2 279 000	831 260	959 464
Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel	3 300 000	3 526 688	3 426 867	Distribution d'œuvres audiovisuelles	5 847 000	5 256 877	7 172 571
Préservation du patrimoine canadien	905 000	338 882	482 534	Accessibilité et développement des réseaux	226 000	462 327	533 775
Accès et participation à la vie culturelle du Canada	1 000 000	877 957	1 006 646	Recherche et service conseil	183 000	79 865	215 812
Promotion de la compréhension interculturelle	...	31	...	Total de l'organisme—Budgétaire	8 535 000	6 630 329	8 881 622
Développement des communautés et renforcement des capacités	...	43	...	Commission de la fonction publique			
Participation à la vie communautaire et à la vie civique	...	146	...	Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Total du ministère—Budgétaire	5 205 000	4 743 802	4 916 047	Services de recrutement et d'évaluation			
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				Services d'évaluation, de counselling et produits	6 477 027	6 477 027	...
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Total de l'organisme—Budgétaire	6 477 027	6 477 027	...
Réglementer et superviser l'industrie de la radiodiffusion canadienne	20 485 500	20 485 516	20 001 725	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	60 633 027	58 131 947	52 867 920
Réglementer et surveiller l'industrie des télécommunications canadienne	19 380 500	19 380 184	18 581 275				
Total de l'organisme—Budgétaire	39 866 000	39 865 700	38 583 000				
Bibliothèque et Archives du Canada							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Gérer le patrimoine documentaire qui présente un intérêt pour le Canada	550 000	415 089	487 251				
Total de l'organisme—Budgétaire	550 000	415 089	487 251				

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère			Bibliothèque et Archives du Canada		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 427 633	5 949 133	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	64 393	78 627
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	6 438 275	7 924 732	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	32 889	116 228
	12 865 908	13 873 865		97 282	194 855
Ventes de biens et de services—			Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	28 637	43 465	Ventes de biens et de produits d'information	384 871	475 482
Services de nature non réglementaire	4 586 615	4 391 799	Autres frais et droits—		
Ventes de biens et de produits d'information	96 586	131 059	Reçus des services de photoduplication	28 138	24 369
Autres frais et droits	281 313	359 823		413 009	499 851
	4 993 151	4 926 146			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	18 664	23 476	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	112 758	176 631
Revenus divers—			Revenus divers	38 544	37 991
Produits des loteries fédérales/provinciales	62 653 266	61 995 980			
Divers	152 652	146 195	Total de l'organisme	661 593	909 328
	62 805 918	62 142 175			
Total du ministère	80 683 641	80 965 662	Commission des champs de bataille nationaux		
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			Autres revenus—		
Autres revenus—			Ventes de biens et de services—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Autres frais et droits	1 623 040	1 600 784
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 350	3 111			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	276 292	41 963	Total de l'organisme	1 623 040	1 600 784
	280 642	45 074			
Ventes de biens et de services—			Office national du film		
Droits et privilèges	121 850 542	112 211 147	Autres revenus—		
Services de nature réglementaire—			Ventes de biens et de services—		
Frais de licences en radiodiffusion	26 956 226	25 076 622	Droits et privilèges	2 063 194	3 357 209
Frais de télécommunications	26 631 225	24 073 651	Ventes de biens et de produits d'information	4 557 519	5 615 988
	53 587 451	49 150 273	Autres frais et droits—		
Autres frais et droits	26 110	...	Gains sur les réévaluations de change en fin d'exercice	9 616	(91 574)
	175 464 103	161 361 420	Revenus reportés	(133 979)	(367 553)
				(124 363)	(459 127)
Revenus divers	29 024	259 057	Total de l'organisme	6 496 350	8 514 070
Total de l'organisme	175 773 769	161 665 551			

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Commission de la fonction publique			Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	18 159	30 139	Dépenses de services	57 434	48 190
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	430 142	289 362	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	92	...
	<hr/>	<hr/>	Total de l'organisme	57 526	48 190
	448 301	319 501			
Ventes de biens et de services—			Sommaire du portefeuille ministériel		
Services de nature non réglementaire—			Autres revenus—		
Services d'évaluation, de counselling et produits	6 479 886	...	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 824 595	14 482 608
	<hr/>	<hr/>	Ventes de biens et de services	195 469 539	176 902 271
	1 840	7 505	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	133 759	207 679
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Revenus divers	62 902 659	67 246 093
Revenus divers—			Total du portefeuille ministériel	272 330 552	258 838 651⁽¹⁾
Services d'évaluation, d'analyse et d'orientation professionnelle	...	4 794 694			
Divers	29 173	12 161			
	<hr/>	<hr/>			
	29 173	4 806 855			
Total de l'organisme	6 959 200	5 133 861			
Commission des relations de travail dans la fonction publique					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	15 673	1 123			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	30 145	...			
	<hr/>	<hr/>			
	45 818	1 123			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	405	67			
Revenus divers—					
Accès à l'information	...	15			
Total de l'organisme	46 223	1 205			
Tribunal de la dotation de la fonction publique					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	29 210	...			
Total de l'organisme	29 210	...			

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré à Affaires indiennes et du Nord canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 449 953 \$.

SECTION 21

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Pêches et Océans

Ministère

**Office de commercialisation du poisson
d'eau douce**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	21.2
Sommaire du portefeuille ministériel	21.3
Activités de programme	21.5
Palements de transfert	21.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés	21.10
Revenus	21.10

Ministère**Résultat stratégique**

Voies navigables sûres et accessibles (VNSA).

Description des activités de programme*Garde côtière canadienne*

Prestation de services maritimes contribuant à la mise en valeur et au maintien de la sécurité et du commerce maritimes, à la protection du milieu marin et des eaux douces, à la gestion des ressources halieutiques et océaniques, à la sécurité ainsi qu'à d'autres priorités maritimes du gouvernement, et ce, grâce à l'expertise maritime, à la flotte maritime civile, à la vaste infrastructure côtière ainsi qu'à la collaboration avec les différents intervenants.

Ports pour petits bateaux

Exploitation et entretien d'un réseau national de ports essentiels à l'industrie canadienne de la pêche commerciale.

Science (voies navigables sûres et accessibles)

Prestation de recherche scientifique, de surveillance, d'avis, de produits et de services, ainsi que de gestion des données. Ces activités visent à veiller à ce que les voies navigables canadiennes soient sécuritaires et accessibles. Elles sont réalisées grâce à un réseau d'installations de recherche, en collaboration avec d'autres ministères, le secteur privé, le milieu universitaire ainsi que des organisations internationales.

Résultat stratégique

Pêches et aquaculture durables (PAD).

Description des activités de programme*Gestion des pêches*

Conservation des ressources halieutiques du Canada pour veiller à l'utilisation durable de ces dernières grâce à une étroite collaboration avec les utilisateurs et les intervenants.

Aquaculture

Mise en place des conditions nécessaires à l'établissement d'une industrie aquacole dynamique et novatrice, responsable sur les plans environnemental et social, économiquement durable et concurrentielle sur le marché mondial.

Science (pêche et aquaculture durables)

Prestation de recherche scientifique, de surveillance, d'avis, de produits et de services, ainsi que gestion des données à l'appui d'activités de pêches et d'aquaculture durables. Ces activités sont réalisées grâce à un réseau d'installations de recherche, et ce, en collaboration avec d'autres ministères du gouvernement, le secteur privé, le milieu universitaire ainsi que des organisations internationales.

Résultat stratégique

Écosystèmes aquatiques sains et productifs (EASP).

Description des activités de programme*Gestion des océans*

Conservation et utilisation durable des océans du Canada, en collaboration avec d'autres intervenants, grâce à la mise en œuvre de plans de gestion intégrée des océans, plans qui prennent en compte les zones de protection marines et des objectifs précis en matière de qualité du milieu marin.

Gestion de l'habitat

Protection et conservation de l'habitat marin et en eaux douces du poisson en collaboration avec d'autres intervenants, et ce, grâce à la réalisation équilibrée d'activités réglementaires et non réglementaires, y compris l'examen de propositions de développement, la tenue d'évaluations environnementales ainsi que la surveillance de la conformité et de l'efficacité.

Science (écosystèmes aquatiques sains et productifs)

Prestation de recherche scientifique, de surveillance, d'avis, de produits et de services, ainsi que de gestion des données pour des écosystèmes aquatiques sains et productifs. Ces activités sont réalisées grâce à un réseau d'installations de recherche, et ce, en collaboration avec d'autres ministères du gouvernement, le secteur privé, le milieu universitaire ainsi que des organisations internationales.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce**Résultat stratégique**

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	1 111 027 000	...	...	1 111 027 000	1				
...	...	123 762 921	...	123 762 921	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1		Virement de 554 324 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 1 258 245 \$ du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	250 000	250 000	1b	Virement de 250 000 \$ du crédit 1 (Industrie)			
...	...	...	554 324	554 324		Virement du : crédit 1 (Industrie)			
...	...	...	1 258 245	1 258 245		crédit 1 (Défense nationale)			
...	...	...	551 378	551 378		crédit 5 (Défense nationale)			
...	...	...	12 789 000	12 789 000		CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	...	...	(15 000)	(15 000)		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	(918 800)	(918 800)		Virement au : crédit 1 (Environnement)			
...	...	...	(176 567)	(176 567)		crédit 1 (Défense nationale)			
...	...	...	(3 812 508)	(3 812 508)		crédit 5 (Défense nationale)			
...	...	...	(264 353)	(264 353)		crédit 10			
...	1 111 027 000	123 762 922	10 215 719	1 245 005 641		crédit 85 (Industrie)				
...	168 064 000	...	...	168 064 000		Total—Crédit 1	1 196 524 708	48 480 933	... 1 121 822 756
...	...	48 750 000	...	48 750 000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	1 360 000	1 360 000	5a	Virement de 1 360 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)			
...	168 064 000	48 750 000	1 360 000	218 174 000		Virement du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	111 912 000	...	...	111 912 000	10	Subventions et contributions			
...	...	40 765 300	...	40 765 300	10a	Virement de 3 062 508 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 109 250 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	1	...	1	10b	Virement de 750 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	...	...	3 812 508	3 812 508		Virement du : crédit 1			
...	...	...	109 250	109 250		crédit 5 (Patrimoine canadien)			
...	111 912 000	40 765 301	3 921 758	156 599 059		Total—Crédit 10	141 080 915	15 518 144	... 81 324 684	
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	... 71 522
...	122 292 000	...	(7 578 685)	114 713 315	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	114 713 315	...	... 122 355 641
642 377	...	...	1 987 009	2 629 386	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 346 154	...	1 283 232 986 530
...	...	...	4 596	4 596	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	4 596	...	... 20 379

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	...	...	434	434	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	434	...	...	2 016
642 377	1 513 367 922	213 278 223	9 910 831	1 737 199 353	Total du ministère—Budgétaire	1 648 946 757	86 969 364	1 283 232	1 494 520 029	
Office de commercialisation du poisson d'eau douce										
L30b Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> . Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité à 30 000 000 \$ (Net) Porter de 30 000 000 \$ à 50 000 000 \$ le total non remboursé des montants ayant été empruntés par l'office en vertu de la section 16(2) de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> ne peut, à aucun moment, dépasser 50 000 000 \$ (NET)										
30 000 000	...	...	...	30 000 000					
...	...	...	20 000 000	20 000 000					
30 000 000	...	...	20 000 000	50 000 000	Total—Crédit L30b	...	...	50 000 000	...
30 000 000	...	...	20 000 000	50 000 000	Total de l'organisme—Non budgétaire	...	...	50 000 000	...
Total du portefeuille ministériel—										
642 377	1 513 367 922	213 278 223	9 910 831	1 737 199 353	Budgétaire	1 648 946 757	86 969 364	1 283 232	1 494 520 029	
30 000 000	...	...	20 000 000	50 000 000	Non budgétaire	...	...	50 000 000	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Garde côtière canadienne	583 752 120	564 086 014	139 726 000	124 702 269	4 971 000	4 971 000	50 058 000	41 774 217	...	...	678 391 120	651 985 066
Ports pour petits bateaux	80 633 182	78 539 477	35 565 500	38 296 592	711 600	708 507	...	...	...	...	116 910 282	117 544 576
Science (voies navigables sûres et accessibles)	48 273 523	63 066 650	2 177 000	2 195 582	178 073	178 072	...	...	...	...	50 628 596	65 440 304
Gestion des pêches	319 244 820	285 441 082	6 869 500	6 096 466	147 709 401	132 943 606	...	...	...	...	473 823 721	424 481 154
Aquaculture	3 566 015	5 663 260	36 000	24 862	15 000	15 000	...	...	...	...	3 617 015	5 703 122
Science (pêche et aquaculture durables)	197 910 466	188 752 697	19 968 500	11 568 297	441 508	415 330	...	...	...	...	218 320 474	200 736 324
Gestion des océans	35 317 505	23 171 360	462 000	291 237	1 308 550	915 900	...	...	...	...	37 088 055	24 378 497
Gestion de l'habitat	72 609 993	69 152 498	780 500	516 806	1 173 927	843 500	...	...	...	...	74 564 420	70 512 804
Science (écosystèmes aquatiques sains et productifs)	71 176 670	76 563 308	12 589 000	11 511 602	90 000	90 000	...	...	...	...	83 855 670	88 164 910
Sous-total	1 412 484 294	1 354 436 346	218 174 000	195 203 713	156 599 059	141 080 915	50 058 000	41 774 217	...	...	1 737 199 353	1 648 946 757
Revenus affectés aux dépenses	(50 058 000)	(41 774 217)	...	...	...	...	(50 058 000)	(41 774 217)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	1 362 426 294	1 312 662 129	218 174 000	195 203 713	156 599 059	141 080 915	...	...	...	...	1 737 199 353	1 648 946 757
Office de commercialisation du poisson d'eau douce—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	50 000 000	...	50 000 000	...
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 362 426 294	1 312 662 129	218 174 000	195 203 713	156 599 059	141 080 915	...	...	...	...	1 737 199 353	1 648 946 757
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	50 000 000	...	50 000 000	...

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Ministère				
					Subventions				
					Ports pour petits bateaux				
...	500 000	...	78 000	578 000	Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	575 000	3 000	...	410 000
					Science (voies navigables sûres et accessibles)				
...	46 000	...	52 073	98 073	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	98 072	1	...	77 879
					Gestion des pêches				
...	5 000	1	450 000	455 001	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	450 000	5 001	...	77 000
...	...	30 000 000	...	30 000 000	Subventions destinées à la conservation et au repeuplement des stocks de saumon sauvage de l'Atlantique (Fonds de dotation pour le saumon de l'Atlantique)	30 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	162
...	5 000	30 000 001	450 000	30 455 001		30 450 000	5 001	...	77 162
					Science (pêche et aquaculture durables)				
...	148 000	...	(147 500)	500	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	500	...	...	500
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 683
...	148 000	...	(147 500)	500		500	...	...	2 183
					Gestion des océans				
...	...	...	178 000	178 000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	178 000	...	...	10 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	655
...	...	...	178 000	178 000		178 000	...	...	10 655
					Gestion de l'habitat				
...	...	...	192 427	192 427	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	125 000	67 427	...	...

					Science (écosystèmes aquatiques sains et productifs)				
					Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans				
...	15 000	...	15 000	30 000		30 000	...	...	39 995
...	714 000	30 000 001	818 000	31 532 001	Total—Subventions	31 456 572	75 429	...	617 874
Contributions									
Garde côtière canadienne									
Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage, et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation									
...	4 901 000	...	10 000	4 911 000		4 911 000	...	...	4 897 590
...	...	...	60 000	60 000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	60 000	...	...	400 365
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	150 000
...	4 901 000	...	70 000	4 971 000		4 971 000	...	...	5 447 955
Ports pour petits bateaux									
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans									
...	...	...	133 600	133 600		133 507	93	...	60 000
Science (voies navigables sûres et accessibles)									
Contributions à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire									
...	...	...	50 000	50 000		50 000	...	...	...
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans									
...	...	...	30 000	30 000		30 000	...	...	...
...	...	...	80 000	80 000		80 000	...	...	...
Gestion des pêches									
Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique									
...	962 000	...	...	962 000		423 143	538 857	...	435 291
Contribution au sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon, en vue de mettre en œuvre les responsabilités qui se rapportent aux règlements des revendications territoriales globales									
...	206 000	...	...	206 000		174 545	31 455	...	202 100
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones									
...	31 550 000	...	641 869	32 191 869		32 177 511	14 358	...	31 466 647
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques									
...	12 845 000	...	1 864 131	14 709 131		14 674 107	35 024	...	11 708 623
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion de l'habitat dans les régions intérieures									
...	1 875 000	...	(1 875 000)	...		...	...	...	...
...	56 664 000	9 777 400	(1 321 500)	65 119 900	Contributions dans le cadre du Programme d'accès aux pêches	51 768 161	13 351 739	...	27 973 656
Contributions aux initiatives de mentorat en mer et de gestion de l'exploitation des pêches									
...	1 465 000	347 900	1 321 500	3 134 400		2 383 037	751 363	...	1 187 116
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans									
...	25 000	...	647 100	672 100		647 086	25 014	...	117 530

Paielements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	259 000	259 000	Contributions pour faciliter la compréhension des données scientifiques sur les populations de saumon du bassin du Fraser et l'amélioration de la gestion des pêches	246 016	12 984	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	606 493
...	105 592 000	10 125 300	1 537 100	117 254 400		102 493 606	14 760 794	...	73 697 456
Aquaculture									
...	...	...	15 000	15 000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	15 000	...	...	20 000
Science (pêche et aquaculture durables)									
...	115 000	...	(109 000)	6 000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	6 000	...	...	56 000
...	...	...	435 008	435 008	Contributions à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire	408 830	26 178	...	250 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	71 365
...	115 000	...	326 008	441 008		414 830	26 178	...	377 365
Gestion des océans									
...	490 000	640 000	(1 130 000)	...	Contributions en vertu du plan d'action pour les océans	...	...	...	...
...	100 000	...	1 030 550	1 130 550	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	737 900	392 650	...	531 698
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	27 783
...	590 000	640 000	(99 450)	1 130 550		737 900	392 650	...	559 481
Gestion de l'habitat									
...	...	...	775 000	775 000	Contributions en vertu du Programme de gestion autochtone de l'habitat dans les régions intérieures	512 000	263 000	...	387 554
...	...	...	206 500	206 500	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	206 500	...	...	96 999
...	...	...	981 500	981 500		718 500	263 000	...	484 553

					Science (écosystèmes aquatiques sains et productifs)				
...	...	...	30 000	30 000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	30 000	...	...	60 000
...	...	...	30 000	30 000	Contributions à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire	30 000	...	...	...
...	...	...	60 000	60 000		60 000	...	...	60 000
...	111 198 000	10 765 300	3 103 758	125 067 058	Total—Contributions	109 624 343	15 442 715	...	80 706 810
					Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme				
...	4 901 000	...	70 000	4 971 000	Garde côtière canadienne	4 971 000	...	...	5 447 955
...	500 000	...	211 600	711 600	Ports pour petits bateaux	708 507	3 093	...	470 000
...	46 000	...	132 073	178 073	Science (voies navigables sûres et accessibles)	178 072	1	...	77 879
...	105 597 000	40 125 301	1 987 100	147 709 401	Gestion des pêches	132 943 606	14 765 795	...	73 774 618
...	...	...	15 000	15 000	Aquaculture	15 000	...	...	20 000
...	263 000	...	178 508	441 508	Science (pêche et aquaculture durables)	415 330	26 178	...	379 548
...	590 000	640 000	78 550	1 308 550	Gestion des océans	915 900	392 650	...	570 136
...	...	...	1 173 927	1 173 927	Gestion de l'habitat	843 500	330 427	...	484 553
...	15 000	...	75 000	90 000	Science (écosystèmes aquatiques sains et productifs)	90 000	...	...	99 995
...	111 912 000	40 765 301	3 921 758	156 599 059	Total du portefeuille ministériel	141 080 915	15 518 144	...	81 324 684

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Garde côtière canadienne			
Droits des services maritimes	27 817 700	29 477 653	32 080 187
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	4 600 000	5 180 163	4 342 641
Radiotéléphonie de la Garde côtière	75 000	22 063	23 185
Dédutions des employés pour la location de logements	39 300	...	...
Droits des services de déglacement	13 824 000	5 011 376	5 818 397
Collège de la Garde côtière canadienne	3 700 000	1 588 844	531 551
Divers	2 000	494 118	413 978
Total du portefeuille ministériel—			
 Budgétaire	50 058 000	41 774 217	43 209 939

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts consentis aux pêcheurs d'aiglefin	106 821	106 821
Autres revenus de placements	...	17 756
	106 821	124 577
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 195 015	1 383 620
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	4 654 094	2 317 948
	5 849 109	3 701 568
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Frais	1 520	2 070
Licences	44 146 780	44 748 928
Baux huîtres	223 362	212 098
Boette	...	230
Enregistrements des vaisseaux et des pêcheurs	439 328	481 153
Ports pour petites embarcations—		
Postes, amarrage et baux	1 453 658	1 588 721
Licences	13 147	17 006
Autres revenus d'amarrage	5 740	5 296
	46 283 535	47 055 502
Services de nature non réglementaire—		
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	421 187	326 799
Divers	1 036 596	976 925
Revenus pouvant être dépensés—		
Revenus tirés d'une activité de crédit net—Facture—		
Collège de la Garde côtière canadienne	283 749	1 101 202
Logements pour les employés	7 248	7 248
Services de déglacement	5 131 159	5 493 554
Droits des services maritimes	30 095 653	31 888 431
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	5 266 415	4 258 396
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	19 313	34 544
Télécommunications	4 421	188 858
Divers	474 584	275 473
	42 740 325	44 551 430
Ventes de biens et de produits d'information—		
Produits des ventes de publications	1 858 279	2 062 817
Divers	...	6 107
	1 858 279	2 068 924
	90 882 139	93 675 856

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 987 009	946 478
Revenus divers—		
Saisies et confiscations	179 485	417 028
Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice	21 174	43 126
Amendes	1 173 509	1 745 175
Divers	1 154 468	9 011 624
	2 528 636	11 216 953
Total du portefeuille ministériel	101 353 714	109 665 432

⁽¹⁾ Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 22

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Ressources humaines et Développement des compétences

Ministères—

**Ressources humaines et développement
des compétences**

Développement social

**Conseil canadien des relations
industrielles**

**Société canadienne d’hypothèques et de
logement**

**Tribunal canadien des relations
professionnelles artistes-producteurs**

**Centre canadien d’hygiène et de sécurité
au travail**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	22.2
Sommaire du portefeuille ministériel	22.7
Activités de programme	22.12
Paiements de transfert	22.15
Détail des montants disponibles pour être dépensés	22.21
Revenus	22.22

Ministères—**Ressources humaines et développement des compétences****Résultat stratégique**

Transitions efficaces et inclusives dans le marché du travail au moyen du soutien temporaire du revenu et de mesures actives d'aide à l'emploi.

Description des activités de programme*Assurance-emploi*

L'activité de programme Assurance-emploi promeut le bien-être individuel, la stabilité économique et un marché du travail souple en offrant une aide financière temporaire aux chômeurs canadiens admissibles en vertu de la partie I de la *Loi sur l'assurance-emploi*. L'assurance-emploi comporte un large éventail de prestations adaptées aux besoins des travailleurs et du marché du travail, y compris les Canadiens qui sont malades, qui attendent un enfant, qui doivent prendre soin d'un nouveau-né ou d'un enfant adopté ainsi que ceux qui doivent fournir des soins à un membre de leur famille souffrant d'une maladie grave qui risque de causer le décès.

Programmes d'emploi

L'activité des programmes d'emploi offre des programmes et des services qui sont financés au moyen du Fonds consolidé du revenu et en vertu de la partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*. Ces programmes et services visent à aider les Canadiens, notamment les adultes sans emploi et les groupes cibles, tels les jeunes et les Autochtones, à développer leurs compétences et à les encourager à devenir autonomes, à investir dans leur propre intérêt et à s'adapter davantage aux changements sur le marché du travail.

Résultat stratégique

Compétitivité et productivité accrues des milieux de travail canadiens grâce à des mesures favorisant l'investisse-

ment dans les compétences, de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences.

Description des activités de programme*Compétences en milieu de travail*

L'activité de programme Compétences en milieu de travail appuie la collaboration entre les partenaires de l'industrie et les intervenants afin de cerner, de traiter et de promouvoir les enjeux liés au développement et à la reconnaissance des compétences en milieu de travail qui reflètent la réalité des milieux de travail canadiens dans un marché du travail en rapide évolution. Ce programme permet l'élaboration et la diffusion de connaissances et de renseignements aux plans local, régional et national qui sont essentielles au bon fonctionnement du marché du travail.

Résultat stratégique

Grâce à l'accès à l'apprentissage, les Canadiens peuvent participer pleinement à la vie économique fondée sur le savoir et à la société.

Description des activités de programme*Apprentissage*

L'activité de programme Apprentissage soutient les investissements importants du gouvernement du Canada dans les compétences et l'apprentissage afin de permettre aux Canadiens d'acquérir, tout au long de leur vie, la formation et les compétences nécessaires pour pouvoir participer davantage à la vie économique fondée sur le savoir et à la société. Ce secteur compte des programmes mis en œuvre à l'échelle nationale par Ressources humaines et développement des compétences dont certains permettent d'obtenir des prêts et bourses qui favorisent l'accès aux études postsecondaires et encouragent l'épargne en vue de celles-ci, de même que des subventions et contributions touchant la mobilité des étudiants à l'é-

chelle internationale, l'apprentissage des adultes, l'alphabétisation et les compétences essentielles.

Résultat stratégique

Milieux de travail sécuritaires, sains, équitables, stables et productifs où règne la coopération.

Description des activités de programme*Travail*

L'activité de programme Travail vise à promouvoir et à maintenir des relations industrielles stables dans un milieu de travail sécuritaire, équitable, sain et productif dans le domaine de compétence du gouvernement fédéral. Dans le cadre de ce programme, on recueille et diffuse des renseignements sur le travail et le milieu de travail. Le programme représente le Canada dans les activités internationales liées au travail et cultive un climat qui stimule des rapports constructifs dans les relations patronales-syndicales; il veille à ce que soient appliquées les normes du travail et les mesures de protection en santé et en sécurité.

Résultat stratégique

Capacité accrue des collectivités de contribuer à la réduction de l'itinérance.

Description des activités de programme*Sans-abri*

L'activité de programme Sans-abri appuie les collectivités, grâce à des partenariats, dans la mise en œuvre de mesures aidant les personnes et les familles sans-abri à devenir autonomes et à apporter ainsi une contribution à la société et à l'économie.

Résultat stratégique

Prestation de services continue, intégrée et à mode multiple, assurant la satisfaction de la clientèle.

Description des activités de programme

Prestation des services

L'activité de programme Prestation des services assure une prestation directe et en personne de services aux clients par l'entremise d'un réseau intégré de prestation de services et dans le cadre de l'initiative de Service Canada, au profit tant de Ressources humaines et développement des compétences Canada que de Développement social Canada.

Soutien aux politiques et aux programmes

Cette activité fournit des données probantes pour réviser et élaborer de vastes cadres et stratégies politiques. Elle assure les fonctions de vérification, d'évaluation et de recherche pour soutenir la politique stratégique et assurer l'imputabilité. Cette activité coordonne aussi l'établissement d'un réseau de relations avec d'autres gouvernements et intervenants, et joue un rôle clé dans les services de planification, de communications et de soutien ministériel.

Développement social

Résultat stratégique

Renforcer notre bien-être social : En améliorant la sécurité du revenu des Canadiens; en favorisant la création d'une société plus forte et inclusive qui permettra à tous les Canadiens de participer activement; en renforçant les connaissances en matière de politique sociale qui reposent sur les faits afin de promouvoir des initiatives de développement social efficaces; en favorisant la mobilisation des intervenants et la collaboration avec nos partenaires pour veiller à mettre en place de meilleures initiatives sociales, des initiatives sociales innovatrices et complémentaires qui augmenteront la confiance des Canadiens à l'égard de leur infrastructure sociale. Le tout permettra de répondre aux attentes que nous avons, comme Canadiens, pour nous et pour notre société.

Description des activités de programme

Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants

Offrir aux aînés et aux personnes qui sont à leur charge un soutien du revenu pendant les grandes transitions de la vie, soit à la retraite, au décès d'un partenaire, à la suite de la perte d'un parent; et garantir un revenu minimum aux aînés à faible revenu. Ces activités sont liées au mandat du Ministère qui est de favoriser un meilleur bien-être social des aînés.

Promouvoir la participation des personnes handicapées au travail et à l'apprentissage dans leur collectivité en assurant la sécurité du revenu, en ciblant des politiques et des programmes en matière d'invalidité ainsi que le développement de connaissances et en réunissant des partenaires clés, des intervenants et d'autres ordres de gouvernement pour atteindre des objectifs communs en matière de programmes et de politiques.

Travailler en partenariat avec les provinces et les territoires, les collectivités et d'autres ministères fédéraux, verser des prestations et offrir des services, directement ou par l'entremise de transferts aux provinces et aux territoires, aux familles et aux collectivités, prestations et services qui aident ces derniers à veiller à ce que les enfants aient le meilleur départ possible dans la vie.

Améliorer les façons, et en trouver de nouvelles, d'appuyer les aidants familiaux ou naturels d'aînés ou de personnes handicapées en consultant des experts et des intervenants et en collaborant avec les provinces et les territoires ainsi qu'avec d'autres ministères fédéraux et des organismes communautaires pour accroître l'aide dans ce domaine.

Renforcer la capacité des organismes bénévoles et sans but lucratif du Canada qui aident les personnes de leur collectivité (aînés, personnes handicapées, enfants et leur famille et autres groupes vulnérables ou exclus) à participer aux activités sociales, à mener une vie active et à con-

tribuer à leur collectivité, au moyen de subventions et de contributions du Ministère et leur offrir un soutien à cet égard.

Innovation et politiques en matière de développement social : Satisfaire les attentes des Canadiens en élaborant des solutions novatrices, fondées sur les valeurs canadiennes

Jouer un rôle prépondérant et collaborer avec des partenaires clés, notamment d'autres ministères et organismes fédéraux, des intervenants, des chercheurs et des spécialistes, d'autres ordres de gouvernement et la communauté internationale, pour mobiliser les nombreux décideurs au sein des gouvernements et de la société qui, ensemble, stimulent le développement social et le bien-être au Canada.

Faire progresser l'élaboration de politiques pour l'ensemble des nouveaux enjeux touchant la politique sociale afin d'élaborer des politiques, des programmes et des produits de connaissance qui sont pertinents et qui répondent aux besoins et aux attentes des Canadiens en plus de favoriser le développement social et le bien-être au Canada.

Élaborer des politiques qui dotent les collectivités des moyens nécessaires pour améliorer leurs propres compétences et ressources afin de répondre aux besoins qu'elles ont elles-mêmes cernés et ainsi améliorer la vie des Canadiens.

Réaliser des recherches reposant sur les faits et diffuser les connaissances; partager des renseignements sur les pratiques exemplaires, la recherche et le développement et l'évaluation des connaissances.

Prestation de services : Donner accès à de l'information, des prestations et des services gouvernementaux de haute qualité

Offrir sans discontinuité des services qui sont axés sur le citoyen, intégrés, faciles d'accès et d'utilisation, adaptés aux circonstances particulières des clients, efficaces et

viables. De tels services nous permettront de renforcer l'intégrité des programmes en favorisant la confiance du grand public et en veillant à ce que le client bénéficie du service ou des prestations qui conviennent au moment opportun et pour les fins visées.

Conseil canadien des relations industrielles

Résultat stratégique

Un climat de relations de travail harmonieux dans les secteurs d'activité relevant de la compétence fédérale par l'administration impartiale, appropriée et efficace des règles de conduite qui régissent les syndicats et les employeurs dans le cadre des activités de représentation et de négociation.

Description des activités de programme

Application et interprétation de la Partie I (Relations du travail) et de certaines dispositions de la Partie II (Santé et sécurité au travail) du Code canadien du travail

Exercer des pouvoirs légaux au chapitre des droits de négociation et de leur structuration; faire des enquêtes et régler, par voie de médiation et d'arbitrage, les plaintes alléguant qu'il y a eu violation des dispositions du Code canadien du travail; interpréter les dispositions portant sur les changements technologiques qui influent sur les conditions de travail et la sécurité des employés et ordonner les mesures de redressement qui s'imposent; exercer le pouvoir de rendre des ordonnances de ne pas faire de grèves ou de lock-out illégaux; réviser, lorsqu'il en est saisi, les décisions qui portent sur la sécurité; régler les modalités d'une première convention collective; donner des conseils et faire des recommandations en ce qui concerne les pouvoirs légaux du Conseil; fournir des services administratifs nécessaires à ces activités.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Résultat stratégique

Une diversité de logements abordables pour les Canadiens et Canadiennes.

Description des activités de programme

Programme d'aide au logement

Dans le cadre d'ententes de longue durée, l'aide financière est accordée à des personnes ou à des groupes pour gérer des logements, dans les réserves et hors réserves, qui sont abordables, de taille et de qualité convenables pour les ménages canadiens à revenu faible et modeste.

Cette activité de programme vise aussi les sommes versées aux provinces et territoires en application des accords de transfert en matière de logement social. Les provinces et les territoires qui signent une nouvelle entente de logement social avec le gouvernement du Canada doivent respecter les principes nationaux et le cadre de responsabilités garantissant que les subventions fédérales servent au logement des ménages à faible revenu.

Cette activité de programme englobe aussi les sommes versées en vertu de l'Initiative en matière de logement abordable. Le but de cette initiative est d'accroître l'offre de logements abordables pour les ménages à revenu faible et modeste. Les provinces et territoires administrent les programmes financés dans le cadre de cette initiative.

Recherche et diffusion de l'information visant à favoriser l'accès à une diversité de logements abordables

Il y a des segments de la population canadienne qui ont des besoins particuliers de logement, notamment les Autochtones, les sans-abri, les personnes à faible revenu, les nouveaux arrivants, les personnes handicapées, les personnes seules et les aînés. Le travail relevant de ce thème se concentrera sur l'étude plus approfondie des

questions liées à des segments donnés de la population qui ont des besoins particuliers de logement et sur l'exploration des options, des solutions et des stratégies visant à améliorer les conditions de vie et l'accès à des logements abordables. Elle portera aussi sur les questions et les solutions relatives au parc de logement social actuel, ainsi que sur les choix de logement s'offrant à tous les Canadiens et Canadiennes.

Résultat stratégique

Des conditions de logement et de vie de qualité pour les Canadiens et Canadiennes.

Description des activités de programme

Programmes de réparation et d'amélioration des habitations

Le programme d'aide à la remise en état des logements de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) contribue à faire en sorte que le logement occupé par des propriétaires, des locataires et des personnes handicapées à faible revenu soit conforme aux normes fondamentales de salubrité, de sécurité et de mobilité. Il facilite aussi la conversion de bâtiments non résidentiels à des fins résidentielles. Les programmes de réparation et d'amélioration des habitations englobent aussi le Programme de réparation d'urgence, qui offre de l'aide financière aux ménages canadiens à faible revenu dans les régions rurales pour leur permettre d'effectuer des réparations d'urgence à leur maison, et le programme Logements adaptés : aînés autonomes, qui offre de l'aide financière aux aînés à faible revenu pour leur permettre d'apporter des modifications mineures à leur logement. Le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement offre de l'aide financière pour permettre de remettre en état, de réparer, d'améliorer ou de construire des maisons d'hébergement à l'intention des victimes de violence familiale.

Développement du potentiel des Autochtones

Ce programme facilite l'acquisition de connaissances, compétences, formation et ressources qui permettront aux Autochtones de progresser vers l'atteinte de l'autonomie dans le domaine de l'habitation et de prendre davantage de responsabilités dans le fonctionnement de leur collectivité. On fournit une aide aux Autochtones, aux organismes de logement et à des fournisseurs individuels de logements afin qu'ils acquièrent les compétences et les connaissances leur permettant de concevoir, construire, inspecter et gérer des logements dans les réserves et hors réserves.

Recherche et diffusion d'information visant l'amélioration des conditions de logement et de vie

De nombreux facteurs contribuent au développement des collectivités, y compris la forme physique de l'environnement, l'activité économique et l'interaction sociale des citoyens qui les composent. La recherche sur ce thème se concentre sur le rôle du logement comme élément contribuant au bien-être communautaire, sur la détermination de démarches et de solutions novatrices menant à des collectivités plus durables et saines et sur les moyens d'aider à faire la démonstration de ces démarches dans les collectivités de toutes les régions du Canada.

La qualité du parc de logement se reflète dans sa durabilité, dans l'offre de logements sûrs et salubres et dans la satisfaction des occupants. Ce thème vise à trouver des solutions de nature énergétique et environnementale aux problèmes de durabilité des bâtiments résidentiels. Des recherches sont entreprises pour réduire la consommation d'eau en milieu résidentiel, garantir la qualité de cette ressource et amoindrir les répercussions des désastres. Les problèmes techniques propres aux logements des régions éloignées et nordiques font aussi l'objet d'études.

Résultat stratégique

Un marché concurrentiel du logement et un secteur solide de l'habitation.

Description des activités de programme

Recherches et analyses sur les marchés de l'habitation au Canada

La SCHL recueille, analyse et diffuse des données sur les marchés de l'habitation afin de favoriser la prise de décisions éclairées dans le domaine du logement par des clients du secteur de l'habitation, le public et la SCHL. Ceci comprend la diffusion des données sur les marchés du logement, des analyses et prévisions par voie de publications, de conférences, de séminaires, de tables rondes et des services de données sur commande. Pour répondre aux besoins des clients, la SCHL réalise plusieurs enquêtes, dont celles portant sur les mises en chantier et achèvements, les logements écoulés sur le marché, les logements locatifs, les approbations hypothécaires, et les intentions des consommateurs d'acheter ou de rénover un logement.

Activités internationales

En soutenant le secteur de l'habitation, on en favorise davantage la prospérité, ce qui permet aux entreprises canadiennes de saisir des débouchés à l'étranger et de diversifier leurs marchés d'exportation. La SCHL s'efforcera d'accroître les exportations dans le domaine de l'habitation en aidant les entreprises à prendre de l'expansion sur des marchés prometteurs, mettra en contact des clients clés canadiens avec des acheteurs étrangers potentiels qui ont été présélectionnés, aidera à faire connaître et reconnaître les méthodes canadiennes en matière d'habitation, appuiera les délégations étrangères qui veulent obtenir de l'information sur le système de logement canadien, et fournira de l'aide aux économies

émergentes en matière d'évaluation et d'amélioration du cadre de vie.

Recherche et diffusion d'information visant à favoriser la concurrence et la prospérité du secteur de l'habitation

Lorsque le secteur de l'habitation fonctionne bien, le marché peut être le principal moyen pour répondre aux besoins de logement de la société. La recherche portant sur ce thème vise à communiquer au secteur de l'habitation, aux gouvernements et aux intervenants du logement social des tendances et des analyses opportunes et pertinentes concernant les ménages, le logement et les conditions du marché, ainsi que les indicateurs de contrôle connexes. Cette information est nécessaire à une prise de décision éclairée et proactive en cette période d'évolution de la situation pour les ménages et les marchés du logement. Le travail englobera l'exploration des répercussions des tendances socioéconomiques et démographiques sur les consommateurs et les marchés de l'habitation, l'évaluation de leur effet sur l'abordabilité, la qualité des logements et les choix de logements, la détermination et l'obtention de données provenant d'un éventail de sources et l'élaboration d'indicateurs et de mesures choisis avec soin pour l'interprétation des données acquises.

Planification d'urgence

La SCHL met en place des plans de reprise des activités et les soumet à des essais afin de s'assurer qu'elle peut reprendre, efficacement et rapidement, ses activités normales après une interruption ayant des répercussions sur ses activités et sur ses engagements envers les parties prenantes, en mettant l'accent en premier lieu sur les fonctions commerciales indispensables à la mission.

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Résultat stratégique

Relations professionnelles constructives entre les artistes et les producteurs qui relèvent de la compétence du Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs.

Description des activités de programme

Traitement des dossiers

Traitement des demandes d'accréditation et d'annulation de l'accréditation, de réexamen, de décision ou de déclaration, d'autorisation de poursuivre ainsi que des plaintes de pratiques déloyales.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Résultat stratégique

Les Canadiens bénéficieront d'une information impartiale sur la santé et la sécurité au travail et de services visant la prévention des maladies et des accidents professionnels.

Description des activités de programme

Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite

Ce programme a pour objet de dispenser des renseignements gratuits sur la santé et la sécurité au travail afin d'aider les Canadiens dans leurs efforts d'améliorer la santé et la sécurité dans leur milieu de travail. Les particuliers reçoivent de l'information au moyen d'un service gratuit et impartial dispensé par téléphone, courriel, télécopieur, courrier ou en personne. Ils ont aussi accès à une

vaste gamme de ressources électroniques et de documents imprimés pour appuyer leurs besoins en information sur la santé et la sécurité. Il se peut que certains de ces produits et services soient offerts sur une base de recouvrement des coûts et qu'ils soient appuyés par les contributions financières des divers intervenants.

En préparant des outils d'information sur la santé et la sécurité, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) recueille, traite, analyse, évalue, crée et publie des documents d'information qui font autorité en matière de santé et de sécurité au travail pour le bénéfice de tous les travailleurs canadiens. Cette information est utilisée pour les activités de sensibilisation et de formation, la recherche, l'élaboration de politiques et de meilleures pratiques, l'amélioration des programmes de santé et de sécurité, l'observation des règlements et l'usage personnel. Divers niveaux de service sont disponibles, allant de produits et services gratuits, à des produits et services en vente. Lorsque le produit ou service du CCHST est dispensé à des clients externes distincts et qu'il comporte des avantages auxquels le contribuable moyen n'a pas accès, des frais d'utilisation seront imposés.

Le CCHST encourage et facilite la consultation et la collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi que la participation des syndicats, des gestionnaires et d'autres intervenants dans l'établissement et le maintien de normes élevées et d'initiatives sur la santé et la sécurité au travail dans le contexte canadien. Le partage des ressources mène à l'élaboration coordonnée de programmes, de produits et de services uniques qui sont bénéfiques pour tous. Les projets réalisés en collaboration sont généralement appuyés par des contributions financières et non financières aux programmes par les intervenants et ont pour effet de faire progresser les initiatives de santé et de sécurité.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
Ministères—										
Ressources humaines et développement des compétences										
...	323 188 000	...	...	323 188 000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	18 360 223	...	18 360 223	1a	Virement de 3 077 443 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 213 000 \$ crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	1	...	1	1b	Virement de 410 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 35 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	3 077 443	3 077 443		Virement du : crédit 1 (Conseil privé)				
...	...	...	...	...		crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	35 000	35 000		crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	213 000	213 000		crédit 10				
...	...	...	410 000	410 000		CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	7 635 000	7 635 000		CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 330 671	1 330 671		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	672 000	672 000		Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(152 960)	(152 960)		crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	(235 600)	(235 600)		crédit 7a				
...	...	...	(61 562)	(61 562)		crédit 10				
...	...	...	(2 324 800)	(2 324 800)		Total—Crédit 1	343 139 260	9 007 156	...	301 396 078
...	323 188 000	18 360 224	10 598 192	352 146 416						
...	825 378 000	...	...	825 378 000	5	Subventions et contributions				
...	...	29 348 177	...	29 348 177	5a	Virement de 207 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	1	...	1	5b	Subventions				
...	...	...	207 000	207 000		Virement du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	(200 000)	(200 000)		Virement au crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	825 378 000	29 348 178	7 000	854 733 178		Total—Crédit 5	746 181 478	108 551 700	...	772 826 422
...	...	362 040	...	362 040	7a	Radier des Comptes du Canada 33 401 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 362 040 \$ relativement à des prêts aux étudiants irrécouvrables et 228 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 61 562 \$ relativement au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État—Virement de 61 562 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	61 562	61 562	Virement du crédit 1				
...	...	362 040	61 562	423 602	Total—Crédit 7a	336 118	87 484	...	...
...	72 922	...	...	72 922	(S) Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	62 311
...	72 922	...	...	72 922	(S) Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	71 462
...	304 638 000	(8 782 000)	(49 388 220)	246 467 780	(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	246 467 780	...	...	273 815 640
...	75 000	36 000	(52 573)	58 427	(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	58 427	...	...	104 624
...	9 525 000	6 446 000	(33 808 801)	(17 837 801)	(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(17 837 801)	...	...	(27 676 323)
...	46 402 000	17 729 000	(10 318 465)	53 812 535	(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	53 812 535	...	...	70 081 284
...	119 888 000	30 732 000	(4 194 051)	146 425 949	(S) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	146 425 949	...	...	129 715 088
...	45 000 000	(23 000 000)	(212 275)	21 787 725	(S) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	21 787 725	...	...	2 235 675
...	575 000 000	(65 000 000)	(5 020 302)	504 979 698	(S) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	504 979 698	...	...	366 901 278
...	35 000	...	(23 327)	11 673	(S) Prestations de retraite supplémentaires—Pensions pour les agents des rentes sur l'État	11 673	...	...	12 907
...	22 000	(22 000)	...	...	(S) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	...	...	...	...

...	145 000	...	(30 033)	114 967	(S) Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	114 967	...	...	...
...	48 000 000	10 000 000	(9 232 596)	48 767 404	(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (<i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>) et à des marins marchands (<i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>)	48 767 404	...	...	56 929 101
...	177 679 000	...	(22 417 799)	155 261 201	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	155 261 201	...	...	168 057 489
92 948	...	...	53 524	146 472	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	82 803	10 145	53 524	126 320
...	...	...	16 957	16 957	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	16 957	...	...	827
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	95 579 486
92 948	2 475 120 844	16 209 442	(123 961 207)	2 367 462 027	Total budgétaire	2 249 752 018	117 656 485	53 524	2 210 239 669
...	981 456 000	(103 346 000)	353 818 321	1 231 928 321	(S) (L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (Brut)	1 231 928 321	...	...	1 331 300 043
					Total des Ressources humaines et développement des compétences—				
92 948	2 475 120 844	16 209 442	(123 961 207)	2 367 462 027	Budgétaire	2 249 752 018	117 656 485	53 524	2 210 239 669
...	981 456 000	(103 346 000)	353 818 321	1 231 928 321	Non budgétaire	1 231 928 321	...	...	1 331 300 043
					Développement social				
...	295 540 078	...	...	295 540 078	10 Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	10a Virement de 3 574 160 \$ du crédit 15 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 2 324 800 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
...	...	1	...	1	10b Virement de 7 677 917 \$ du crédit 52 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	2 324 800	2 324 800	Virement du : crédit 1				
...	...	...	3 574 160	3 574 160	crédit 15				
...	...	...	7 677 917	7 677 917	crédit 52 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	8 488 000	8 488 000	CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	6 264 000	6 264 000	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(410 000)	(410 000)	Virement au : crédit 1				
...	...	...	(18 166 000)	(18 166 000)	crédit 1 (Agence du revenu du Canada)				
...	...	...	(1 872 000)	(1 872 000)	crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	295 540 078	2	7 880 877	303 420 957	Total—Crédit 10	269 786 316	33 634 641	...	239 298 434
...	946 642 000	...	...	946 642 000	15 Subventions et contributions				
...	...	...	(3 574 160)	(3 574 160)	Virement au crédit 10				
...	946 642 000	...	(3 574 160)	943 067 840	Total—Crédit 15	285 561 403	657 506 437	...	289 467 643
...	23 255 000 000	(141 000 000)	(235 177 346)	22 878 822 654	(S) Versements de la sécurité de la vieillesse (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	22 878 822 654 ⁽²⁾	22 043 723 579 ⁽²⁾
...	6 820 000 000	166 000 000	(84 911 106)	6 901 088 894	(S) Versements du supplément de revenu garanti (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	6 901 088 894 ⁽²⁾	6 476 538 686 ⁽²⁾
...	500 000 000	15 000 000	(10 856 309)	504 143 691	(S) Versements d'allocations (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	504 143 691 ⁽²⁾	472 061 796 ⁽²⁾

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$	
...	18 503 000	(18 503 000)	...	...	(S) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	...	...	...	13 577 443
...	66 431 000	...	4 304 353	70 735 353	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70 735 353	...	...	73 572 943
273 514	...	...	57 715	331 229	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	214 328	59 186	57 715	198 587
...	...	650 000 000	(5)	649 999 995	(S) Paiements aux provinces et aux territoires pour le développement de la petite enfance et la garde d'enfants (<i>Loi d'exécution du budget de 2006</i>)	649 999 995	...	...	...
...	...	1 610 000 000	174 358 912	1 784 358 912	(S) Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	1 784 358 912	...	...	...
...	...	...	3 654 750	3 654 750	(S) Prestation liée au coût de l'énergie	3 654 750	...	...	210 454 875
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	61 826
273 514	31 902 116 078	2 281 497 002	(144 262 319)	34 039 624 275	Total du Développement social—Budgétaire	33 348 366 296	691 200 264	57 715	29 818 955 812	
366 462	34 377 236 922	2 297 706 444	(268 223 526)	36 407 086 302	Total des ministères—	35 598 118 314	808 856 749	111 239	32 029 195 481	
...	981 456 000	(103 346 000)	353 818 321	1 231 928 321	Budgétaire	1 231 928 321	...	...	1 331 300 043
					Non budgétaire					
					Conseil canadien des relations industrielles					
...	10 822 000	...	...	10 822 000	20 Dépenses du programme				
...	...	479 500	...	479 500	20a Dépenses du programme					
...	...	...	97 000	97 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	10 822 000	479 500	97 000	11 398 500	Total—Crédit 20	10 391 814	1 006 686	...	10 901 210	
...	1 574 000	...	(307 618)	1 266 382	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 266 382	...	...	1 385 734
187	...	...	96	283	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	187	96	...
187	12 396 000	479 500	(210 522)	12 665 165	Total de l'organisme—Budgétaire	11 658 196	1 006 873	96	12 286 944	
					Société canadienne d'hypothèques et de logement					
...	2 266 048 000	...	...	2 266 048 000	25 Dépenses de fonctionnement	2 097 370 413	168 677 587	...	2 119 279 149
...	...	1	...	1	27a Porter de 300 000 000 000 \$ à 350 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11(b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	...	1	...	...
...	...	5 200 000	(670 689)	4 529 311	(S) ÉnerGuide pour les ménages à faible revenu	4 529 311	...	...	...
...	2 266 048 000	5 200 001	(670 689)	2 270 577 312	Total budgétaire	2 101 899 724	168 677 588	...	2 119 279 149	

...	(198 472 000)	...	...	(198 472 000)	(S) (L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (Brut)	(147 931 034)	(50 540 966)	...	(199 621 500)
					Total de l'organisme—				
...	2 266 048 000	5 200 001	(670 689)	2 270 577 312	Budgétaire	2 101 899 724	168 677 588	...	2 119 279 149
...	(198 472 000)	...	...	(198 472 000)	Non budgétaire	(147 931 034)	(50 540 966)	...	(199 621 500)
					Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
...	1 757 000	...	...	1 757 000	30 Dépenses du programme				
...	...	...	16 000	16 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	1 757 000	...	16 000	1 773 000	Total—Crédit 30	1 214 079	558 921	...	957 264
...	172 000	...	(45 170)	126 830	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	126 830	...	...	128 880
...	1 929 000	...	(29 170)	1 899 830	Total de l'organisme—Budgétaire	1 340 909	558 921	...	1 086 144
					Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
...	3 418 000	...	...	3 418 000	35 Dépenses du programme				
...	...	...	169 000	169 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	3 418 000	...	169 000	3 587 000	Total—Crédit 35	3 543 335	43 665	...	3 482 785
...	1 066 000	...	(103 523)	962 477	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	962 477	...	...	1 018 614
...	4 484 000	...	65 477	4 549 477	Total de l'organisme—Budgétaire	4 505 812	43 665	...	4 501 399
					Total du portefeuille ministériel—				
366 649	36 662 093 922	2 303 385 945	(269 068 430)	38 696 778 086	Budgétaire	37 717 522 955	979 143 796	111 335	34 166 349 117
...	782 984 000	(103 346 000)	353 818 321	1 033 456 321	Non budgétaire	1 083 997 287	(50 540 966)	...	1 131 678 543

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Les répartitions des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministères—												
Ressources humaines et développement des compétences												
Assurance-emploi	760 187 503	750 411 100	...	...	114 967	114 967	674 004 834	664 505 000	...	...	86 297 636	86 021 067
Programmes d'emploi	445 542 509	434 634 343	...	...	543 421 905	518 501 936	334 697 532	324 897 000	...	...	654 266 882	628 239 279
Compétences en milieu de travail	106 949 548	102 912 568	...	...	79 298 001	38 565 117	64 102 166	60 102 000	...	...	122 145 383	81 375 685
Apprentissage—												
Budgetaire	162 525 579	150 540 209	...	...	916 034 538	901 773 898	16 420 285	9 399 000	...	...	1 062 139 832	1 042 915 107
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 231 928 321	1 231 928 321	1 231 928 321	1 231 928 321
Travail	227 788 635	227 772 006	...	...	3 856 345	2 655 365	87 677 954	87 677 954	...	...	143 967 026	142 749 417
Sans-abri	34 771 410	32 643 820	...	...	185 093 177	157 655 950	...	...	...	...	219 864 587	190 299 770
Prestation des services	122 359 830	117 494 912	...	...	...	...	88 553 600	83 715 000	...	...	33 806 230	33 779 912
Soutien aux politiques et aux programmes	140 102 020	139 399 686	...	...	1 479 095	1 479 095	96 606 664	96 507 000	...	...	44 974 451	44 371 781
Sous-total—												
Budgetaire	2 000 227 034	1 955 808 644	...	...	1 729 298 028	1 620 746 328	1 362 063 035	1 326 802 954	...	...	2 367 462 027	2 249 752 018
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 231 928 321	1 231 928 321	1 231 928 321	1 231 928 321
Revenus affectés aux dépenses	(1 362 063 035)	(1 326 802 954)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des Ressources humaines et développement des compétences—												
Budgétaire	638 163 999	629 005 690	...	...	1 729 298 028	1 620 746 328	...	...	...	...	2 367 462 027	2 249 752 018
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 231 928 321	1 231 928 321	1 231 928 321	1 231 928 321
Développement social												
Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants	120 702 808	99 792 346	...	...	33 018 710 896	33 007 630 299	49 135 873	41 722 084	...	...	33 090 277 831	33 065 700 561
Innovation et politiques en matière de développement social : Satisfaire les attentes des Canadiens en élaborant des solutions novatrices, fondées sur les valeurs canadiennes	64 124 552	54 711 905	...	...	646 425 840	...	24 006 732	19 007 000	...	...	686 543 660	35 704 905

Prestation de services : Donner accès à de l'information, des prestations et des services gouvernementaux de haute qualité	522 390 129	498 396 830	...	...	...	...	259 587 345	251 436 000	...	...	262 802 784	246 960 830
Sous-total	707 217 489	652 901 081	...	...	33 665 136 736	33 007 630 299	332 729 950	312 165 084	...	...	34 039 624 275	33 348 366 296
Revenus affectés aux dépenses	(332 729 950)	(312 165 084)	...	...	...	...	(332 729 950)	(312 165 084)	...	...	...	...
Total du Développement social— Budgétaire	374 487 539	340 735 997	...	...	33 665 136 736	33 007 630 299	...	...	...	...	34 039 624 275	33 348 366 296
Total des ministères— Budgétaire	1 012 651 538	969 741 687	...	...	35 394 434 764	34 628 376 627	...	...	...	...	36 407 086 302	35 598 118 314
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 231 928 321	1 231 928 321
Conseil canadien des relations industrielles												
Application et interprétation de la Partie I (Relations du travail) et de certaines dispositions de la Partie II (Santé et sécurité au travail) du Code canadien du travail	12 665 165	11 658 196	...	...	...	...	...	...	...	...	12 665 165	11 658 196
Total de l'organisme—Budgétaire	12 665 165	11 658 196	...	...	...	...	...	...	...	...	12 665 165	11 658 196
Société canadienne d'hypothèques et de logement												
Programme d'aide au logement— Budgétaire	1 953 198 001	1 855 301 156	...	...	...	...	...	...	...	...	1 953 198 001	1 855 301 156
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(198 472 000)	(147 931 034)
Recherche et diffusion de l'information visant à favoriser l'accès à une diversité de logements abordables	5 871 000	7 411 971	...	...	...	...	...	...	...	...	5 871 000	7 411 971
Programmes de réparation et d'amélioration des habitations	251 159 311	179 860 130	...	...	...	...	...	...	...	...	251 159 311	179 860 130
Développement du potentiel des Autochtones	7 578 000	8 104 640	...	...	...	...	...	...	...	...	7 578 000	8 104 640
Recherche et diffusion d'information visant l'amélioration des conditions de logement et de vie	17 419 000	20 885 153	...	...	...	...	...	...	...	...	17 419 000	20 885 153
Recherches et analyses sur les marchés de l'habitation au Canada	13 997 000	7 336 506	...	...	...	...	...	...	...	...	13 997 000	7 336 506
Activités internationales	10 388 000	10 002 991	...	...	...	...	...	...	...	...	10 388 000	10 002 991
Recherche et diffusion d'information visant à favoriser la concurrence et la prospérité du secteur de l'habitation	10 625 000	12 710 970	...	...	...	...	...	...	...	...	10 625 000	12 710 970
Planification d'urgence	342 000	286 207	...	...	...	...	...	...	...	...	342 000	286 207
Total de l'organisme— Budgétaire	2 270 577 312	2 101 899 724	...	...	...	...	...	...	...	...	2 270 577 312	2 101 899 724
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(198 472 000)	(147 931 034)

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs												
Traitement des dossiers	1 899 830	1 340 909	...	...	...	...	...	...	...	...	1 899 830	1 340 909
Total de l'organisme—Budgétaire	1 899 830	1 340 909	...	...	...	...	...	...	...	...	1 899 830	1 340 909
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail												
Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite	8 849 477	8 382 329	...	...	...	...	4 300 000	3 876 517	...	...	4 549 477	4 505 812
Revenus affectés aux dépenses	(4 300 000)	(3 876 517)	...	...	...	...	(4 300 000)	(3 876 517)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	4 549 477	4 505 812	...	...	...	...	...	...	...	...	4 549 477	4 505 812
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	3 302 343 322	3 089 146 328	...	...	35 394 434 764	34 628 376 627	...	...	...	...	38 696 778 086	37 717 522 955
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 033 456 321	1 083 997 287	1 033 456 321	1 083 997 287

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministères—									
Ressources humaines et développement des compétences									
Subventions									
Assurance-emploi									
...	145 000	...	(30 033)	114 967	(S) Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	114 967	...	...	...

Programmes d'emploi									
...	50 000	...	...	50 000	Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale	...	50 000	...	4 500
...	300 000	...	...	300 000	Subventions désignées à l'Organisation de coopération et de développement économiques	299 870	130	...	290 429
...	350 000	...	...	350 000		299 870	50 130	...	294 929

...	...	32 000 000	...	32 000 000	Compétences en milieu de travail				
Subvention incitative à l'apprentissage									
...	4 500 000	...	...	4 500 000	Subventions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions d'enseignement postsecondaire ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	3 296 145	1 203 855	...	22 798 926
...	23 900 000	(4 300 000)	(7 908 893)	11 691 107	Subventions à des organismes bénévoles pour l'alphabétisation des adultes	10 318 380	1 372 727	...	...
...	45 000 000	(23 000 000)	(212 275)	21 787 725	(S) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	21 787 725	...	...	2 235 675
...	575 000 000	(65 000 000)	(5 020 302)	504 979 698	(S) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	504 979 698	...	...	366 901 278
...	22 000	(22 000)	...	...	(S) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	...	...	...	...

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	119 888 000	30 732 000	(4 194 051)	146 425 949	(S) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	146 425 949	...	...	129 715 088
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	95 579 486
...	768 310 000	(61 590 000)	(17 335 521)	689 384 479		686 807 897	2 576 582	...	617 230 453
Travail									
...	19 000	...	...	19 000	Prévention des incendies du Canada	19 000	...	...	19 000
...	15 000	...	...	15 000	Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du Programme de sécurité et de santé au travail	15 000	...	...	15 000
...	12 000	...	...	12 000	Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes	9 720	2 280	...	9 720
...	7 000	...	...	7 000	Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	...	7 000	...	7 000
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Subventions à des institutions internationales dans le domaine du travail pour s'occuper des répercussions de la mondialisation sur le travail	953 801	46 199	...	1 000 000
...	900 000	...	...	900 000	Subventions à des organisations nationales et internationales pour l'aide technique et la coopération internationale dans le domaine du travail	899 604	396	...	900 000
...	5 000	...	(1 655)	3 345	(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands	3 345	...	...	3 840
...	1 958 000	...	(1 655)	1 956 345		1 900 470	55 875	...	1 954 560
Sans-abri									
...	900 000	1 097 477	...	1 997 477	Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	847 990	1 149 487	...	927 424
...	771 663 000	(28 492 523)	(17 367 209)	725 803 268	Total—Subventions	690 675 194	35 128 074	...	620 407 366
Contributions									
Programmes d'emploi									
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à									

...	527 811 000	4 940 000	(1 679 095)	531 071 905	l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	506 344 702	24 727 203	...	507 001 290
...	12 000 000	...	...	12 000 000	Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	11 857 364	142 636	...	11 884 802
...	539 811 000	4 940 000	(1 679 095)	543 071 905		518 202 066	24 869 839	...	518 886 092
Compétences en milieu de travail									
...	88 401 000	(39 602 999)	(1 500 000)	47 298 001	Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, signataires d'Entente sur le développement des ressources humaines autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publics, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	37 861 117	9 436 884	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	33 770 893
...	88 401 000	(39 602 999)	(1 500 000)	47 298 001		37 861 117	9 436 884	...	33 770 893
Apprentissage									
...	3 400 000	...	...	3 400 000	Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	2 235 942	1 164 058	...	5 400 210
...	13 278 000	(897 000)	9 615 893	21 996 893	Contributions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions d'enseignement postsecondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	11 476 893	10 520 000	...	6 068 406
...	75 000	36 000	(52 573)	58 427	(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	58 427	...	...	104 624
...	9 525 000	6 446 000	(33 808 801)	(17 837 801)	(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(17 837 801)	...	...	(27 676 323)
...	46 402 000	17 729 000	(10 318 465)	53 812 535	(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	53 812 535	...	...	70 081 284
...	223 719 000	(8 129 000)	(50 369 995)	165 220 005	(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	165 220 005	...	...	211 166 324
...	296 399 000	15 185 000	(84 933 941)	226 650 059		214 966 001	11 684 058	...	265 144 525

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Travail									
...	300 000	...	43 132	343 132	Contributions à des organisations canadiennes d'employeurs, de travailleurs ou d'organismes sans but lucratif, pour le dialogue social et les activités de coopération du Canada liées aux initiatives internationales du Canada dans le domaine du travail				
...	1 600 000	...	(43 132)	1 556 868	343 132	...	...	205 732	
...	1 900 000	...	...	1 900 000	411 763	1 145 105	...	1 290 012	

...	1 900 000	...	...	1 900 000	754 895	1 145 105	...	1 495 744	

Sans-abri									
...	137 400 000	36 110 700	...	173 510 700	Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri				
...	9 585 000	...	...	9 585 000	149 591 048	23 919 652	...	139 327 564	
...	146 985 000	36 110 700	...	183 095 700	Contributions à des entreprises sans but lucratif pour des activités non-commerciales et à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande/tribaux et d'autres organisations autochtones pour des activités à l'appui du Forum urbain mondial de 2006 et à des organismes de recherches et des instituts de recherche pour mener de la recherche qui aidera à comprendre et à résoudre les enjeux liés au Forum urbain mondial				
...	9 585 000	...	...	9 585 000	7 216 912	2 368 088	...	7 842 000	
...	146 985 000	36 110 700	...	183 095 700	156 807 960	26 287 740	...	147 169 564	

Soutien aux politiques et aux programmes									
...	...	...	1 479 095	1 479 095	Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien				
...	...	...	1 479 095	1 479 095	1 479 095	...	...	1 789 475	

...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	32 274 039
...	...	...	1 479 095	1 479 095		1 479 095	...	...	34 063 514
...	1 073 496 000	16 632 701	(86 633 941)	1 003 494 760	Total—Contributions	930 071 134	73 423 626	...	1 000 530 332
Sommaire des Ressources humaines et développement des compétences par activité de programme									
...	145 000	...	(30 033)	114 967	Assurance-emploi	114 967	...	...	...
...	540 161 000	4 940 000	(1 679 095)	543 421 905	Programmes d'emploi	518 501 936	24 919 969	...	519 181 021
...	88 401 000	(7 602 999)	(1 500 000)	79 298 001	Compétences en milieu de travail	38 565 117	40 732 884	...	33 770 893
...	1 064 709 000	(46 405 000)	(102 269 462)	916 034 538	Apprentissage	901 773 898	14 260 640	...	882 374 978
...	3 858 000	...	(1 655)	3 856 345	Travail	2 655 365	1 200 980	...	3 450 304
...	147 885 000	37 208 177	...	185 093 177	Sans-abri	157 655 950	27 437 227	...	148 096 988
...	...	...	1 479 095	1 479 095	Soutien aux politiques et aux programmes	1 479 095	...	...	34 063 514
...	1 845 159 000	(11 859 822)	(104 001 150)	1 729 298 028	Total des Ressources humaines et développement des compétences	1 620 746 328	108 551 700	...	1 620 937 698
Développement social									
Subventions									
Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants									
...	500 000 000	15 000 000	(10 856 309)	504 143 691	(S) Versements d'allocations	504 143 691 ⁽¹⁾	472 061 796 ⁽¹⁾
...	6 820 000 000	166 000 000	(84 911 106)	6 901 088 894	(S) Versements du supplément de revenu garanti	6 901 088 894 ⁽¹⁾	6 476 538 686 ⁽¹⁾
...	23 255 000 000	(141 000 000)	(235 177 346)	22 878 822 654	(S) Versements de la sécurité de la vieillesse	22 878 822 654 ⁽¹⁾	22 043 723 579 ⁽¹⁾
...	14 276 000	...	(3 446 716)	10 829 284	Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	9 483 922	1 345 362	...	9 892 622
...	3 000 000	...	...	3 000 000	Subvention aux Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques	3 000 000	...	...	...
...	15 600 000	...	...	15 600 000	Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	13 894 645	1 705 355	...	10 788 182
...	...	1 610 000 000	174 358 912	1 784 358 912	(S) Prestation universelle pour la garde d'enfants	1 784 358 912	...	...	...
...	...	650 000 000	(5)	649 999 995	(S) Paiements aux provinces et aux territoires pour le développement de la petite enfance et la garde d'enfants	649 999 995	...	...	...
...	...	...	3 654 750	3 654 750	(S) Prestations liées au coût de l'énergie	3 654 750	...	...	210 454 875
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6 000 000
...	30 607 876 000	2 300 000 000	(156 377 820)	32 751 498 180		32 748 447 463	3 050 717	...	29 229 459 740
Contributions									
Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants									
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne									
...	41 766 000	...	3 446 716	45 212 716		40 988 665	4 224 051	...	42 953 949

Paielements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements			Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Autres paiements de transfert									
Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants									
...	222 000 000	...	...	222 000 000	Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Cadre multilatéral pour les ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées	218 194 171	3 805 829	...	219 832 890
Innovation et politiques en matière de développement social : Satisfaire les attentes des Canadiens en élaborant des solutions novatrices, fondées sur les valeurs canadiennes									
...	650 000 000	...	(3 574 160)	646 425 840	Paiements aux provinces et aux territoires pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	...	646 425 840	...	...
...	872 000 000	...	(3 574 160)	868 425 840	Total—Autres paiements de transfert	218 194 171	650 231 669	...	219 832 890
Sommaire du Développement social par activité de programme									
Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants									
...	30 871 642 000	2 300 000 000	(152 931 104)	33 018 710 896	Innovation et politiques en matière de développement social : Satisfaire les attentes des Canadiens en élaborant des solutions novatrices, fondées sur les valeurs canadiennes	33 007 630 299	11 080 597	...	29 492 246 579
...	650 000 000	...	(3 574 160)	646 425 840		...	646 425 840	...	...
...	31 521 642 000	2 300 000 000	(156 505 264)	33 665 136 736	Total du Développement social	33 007 630 299	657 506 437	...	29 492 246 579
...	33 366 801 000	2 288 140 178	(260 506 414)	35 394 434 764	Total du portefeuille ministériel	34 628 376 627	766 058 137	...	31 113 184 277

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) Les répartitions des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministères—							
Ressources humaines et développement des compétences				Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Remboursement de prêts en espèce	...	795 240 138	673 307 416
Assurance-emploi				Remboursement en espèce d'autres avances	...	14 675	11 335
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	674 004 834	664 505 000	749 097 000	Total non budgétaire	...	795 254 813	673 318 751
Programmes d'emploi				Total des Ressources humaines et développement des compétences—			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	334 697 532	324 897 000	322 700 925	Budgétaire	1 362 063 035	1 326 802 954	1 400 594 019
Compétences en milieu de travail				Non budgétaire	...	795 254 813	673 318 751
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	64 102 166	60 102 000	60 015 000	Développement social			
Apprentissage				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	16 420 285	9 399 000	1 436 000	Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants			
Travail				Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	49 135 873	41 722 084	174 577 000
Sommes recouvrables des organismes de l'État et des autres ministères pour le paiement des indemnités aux accidenté(e)s du travail	87 677 954	87 677 954	77 221 094	Innovation et politiques en matière de développement social : Satisfaire les attentes des Canadiens en élaborant des solutions novatrices, fondées sur les valeurs canadiennes			
Prestation des services				Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	24 006 732	19 007 000	...
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	72 783 000	72 783 000	86 085 000	Prestation de services : Donner accès à de l'information, des prestations et des services gouvernementaux de haute qualité			
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	15 770 600	10 932 000	12 994 000	Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	209 623 077	209 236 000	53 793 000
	88 553 600	83 715 000	99 079 000	Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	49 964 268	42 200 000	66 658 000
Soutien aux politiques et aux programmes					259 587 345	251 436 000	120 451 000
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	96 606 664	96 507 000	91 045 000	Total budgétaire	332 729 950	312 165 084	295 028 000
Total budgétaire	1 362 063 035	1 326 802 954	1 400 594 019				

Détail des montants disponibles pour être dépensés—Fin

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursement en espèce d'autres avances	...	15 099	22 260
Total du Développement social—			
Budgétaire	332 729 950	312 165 084	295 028 000
Non-budgétaire	...	15 099	22 260
Total des ministères—			
Budgétaire	1 694 792 985	1 638 968 038	1 695 622 019
Non-budgétaire	...	795 269 912	673 341 011
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite	4 300 000	3 876 517	3 830 478
Total de l'organisme—Budgétaire	4 300 000	3 876 517	3 830 478
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	1 699 092 985	1 642 844 555	1 699 452 497
Non-budgétaire	...	795 269 912	673 341 011

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministères—		
Ressources humaines et développement des compétences		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Encaisse et débiteurs—		
Intérêt des dépôts bancaires	174 405	77 065
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts fédéraux aux étudiants	497 420 725	360 579 480
	497 595 130	360 656 545
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 046 241	2 651 560
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	6 052 642	6 253 857
	14 098 883	8 905 417
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire	2 223 157	2 996 510
Autres frais et droits	195 304	4 004
	2 418 461	3 000 514
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État—		
Produits de la vente d'immobilisations	50 283	182 906
Gain sur disposition d'actifs non immobilisés	3 241	4 722
	53 524	187 628
Revenus divers—		
Bâtiments appartenant à l'État	125 121	90 395
Recouvrement des coûts relativement aux avantages sociaux—		
Assurance-emploi	120 491 300	132 882 630
Régime de pensions du Canada	1 506 000	1 864 000
Intérêts sur comptes débiteurs	164 024	89 309
Amendes en vertu de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	488 393	545 236
Amendes et pénalités en vertu du <i>Code canadien du travail</i> (loi)	15 500	80 000
Revenus divers des retenues salariales—		
Frais de stationnement	1 170	63
Compte de rentes—Surplus actuariel	2 981 836	3 513 840
Fonds d'assurance de la fonction publique—Surplus actuariel	...	83 454
Frais légaux	348 457	619 849
Petits soldes des comptes créiteurs	127 041	33 480
Divers	8 274	117 433
	126 257 116	139 919 689
Total des Ressources humaines et développement des compétences	640 423 114	512 669 793

Revenus—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Développement social			Conseil canadien des relations industrielles		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Revenus de placements—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Encaisse et débiteurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 905	1 358
Intérêt des dépôts bancaires	36 258	23 037	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	67 831	126 877
				75 736	128 235
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Ventes de biens et de services—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	743 378	860 587	Ventes de biens et de produits d'information	869	879
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 580 582	2 454 081	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	96	187
	3 323 960	3 314 668			
Ventes de biens et de services—			Total de l'organisme	76 701	129 301
Services de nature non réglementaire	210 648	388 696			
Autres frais et droits—			Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Accès à l'information	1 862	864	Autres revenus—		
	212 510	389 560	Revenus de placements—		
			Prêts, placements et avances—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État—			Société canadienne d'hypothèques et de logement—Intérêt	429 586 375	447 003 742
Produits de la vente d'immobilisations	19 875	165 454	Revenus divers—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	37 840	108 060	Bénéfices nets en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	4 255 053	3 139 652
	57 715	273 514	Autres recouvrements de tiers	7 200 413	4 579 336
			Revenus reportés	3 789 122	2 217 647
Revenus divers—			Divers	...	(227 482)
Bâtiments appartenant à l'État	...	4 671		15 244 588	9 709 153
Recouvrement des coûts relativement aux avantages sociaux—			Total de l'organisme	444 830 963	456 712 895
Assurance-emploi	7 400 700	8 005 000			
Régime de pensions du Canada	15 514 535	27 117 200	Tribunal canadien des relations professionnelles		
Intérêts sur comptes débiteurs	11 567	16 809	artistes-producteurs		
Revenus divers des retenues salariales—			Autres revenus—		
Frais de stationnement	33 304	27 611	Revenus divers	...	960
Frais légaux	6 382	62 348			
Petits soldes des comptes créditeurs	...	1	Total de l'organisme	...	960
Gain provenant des opérations de change	541	337			
Dons à l'État	...	125	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Divers	410 212	19 650	Autres revenus		
	23 377 241	35 253 752	Ventes de biens et de services—		
Total du Développement social	27 007 684	39 254 531	Ventes de biens et de produits d'information	3 966 734	3 815 794
Total des ministères	667 430 798	551 924 324	Autres frais et droits—		
			Revenus reportés	(968)	(12 788)
			Total de l'organisme	3 965 766	3 803 006

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	927 217 763	807 683 324
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 498 579	12 348 320
Ventes de biens et de services	6 597 606	7 193 959
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	111 335	461 329
Revenus divers	164 878 945	184 883 554
Total du portefeuille ministériel	1 116 304 228	1 012 570 486

SECTION 23

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Ressources naturelles

Ministère

Énergie atomique du Canada limitée

**Commission canadienne de sûreté
nucléaire**

Société de développement du Cap-Breton

Office national de l'énergie

Administration du pipe-line du Nord

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	23.2
Sommaire du portefeuille ministériel	23.5
Activités de programme	23.9
Paiements de transfert	23.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	23.16
Revenus	23.16

Ministère

Résultat stratégique

Les Canadiens tirent des avantages sociaux et économiques durables de l'évaluation, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources énergétiques, forestières et minérales, et possèdent les connaissances nécessaires pour atténuer les effets environnementaux et réagir efficacement aux dangers naturels et anthropiques.

Description des activités de programme

Sciences de la Terre

Le programme d'activité Sciences de la Terre constitue une composante essentielle de la science et de la technologie dont les Canadiens ont besoin pour prendre des décisions éclairées en matière d'économie, de société et d'environnement. Géomatique Canada, organisme national de cartographie au Canada, produit de l'information géographique sur le territoire continental et marin; il élabore des cartes topographiques et aéronautiques, exécute des levés officiels sur les terres du Canada, établit les canevas géodésiques nécessaires au géopositionnement de précision et assure l'archivage et l'application des données d'observation de la Terre. La Commission géologique du Canada, organisme national géoscientifique, collabore avec les provinces et territoires en vue de fournir l'information géologique qui garantit des conditions favorables dans la course aux investissements pour l'exploration minérale et pétrolière, précise les ressources en eau souterraine, élabore la cartographie géologique du fond marin, aide à réduire le risque posé par les catastrophes naturelles comme les tremblements de terre, les orages magnétiques, les glissements de terrain et les substances toxiques d'origine naturelle. Sciences de la Terre gère également les programmes horizontaux dans le cadre du Programme sur les impacts et l'adaptation liés aux changements climatiques, de même que GéoConnexions, respecte l'engagement du Canada de surveiller les explosions nucléaires en vertu du Traité international d'interdiction complète des essais nucléaires,

intervient en cas d'urgence nucléaire et fournit un soutien logistique aux sciences de l'Arctique par le truchement de l'Étude du plateau continental polaire.

Sciences de la Terre – Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada a été établi en vertu de la *Loi de crédit n° 3* pour 1993-1994. Le Fonds permet à Géomatique Canada de transférer les coûts des biens et services des contribuables en général aux utilisateurs particuliers qui en bénéficient directement. Ce mécanisme de production de revenus donne à Géomatique Canada la possibilité de recouvrer intégralement les coûts de ses clients canadiens et la latitude d'exiger les prix du marché de ses clients internationaux. Il donne l'occasion de fournir un volume croissant de produits et de services répondant aux besoins des clients canadiens tout en appuyant l'industrie canadienne de la géomatique au moyen des connaissances et de l'expertise nécessaires pour soutenir la concurrence sur les marchés internationaux.

Énergie

Dans le cadre de l'activité de programme Énergie, on fait la promotion du développement durable et de l'utilisation responsable des ressources énergétiques afin de répondre aux besoins actuels et futurs des Canadiens. Afin de faire progresser le développement durable, on se concentre sur les activités de science et technologie, les politiques, les programmes, les connaissances et les activités internationales liés aux domaines suivants : efficacité énergétique (secteurs résidentiel, commercial, industriel et secteur du transport), énergies renouvelables, énergies de remplacement, électricité, énergie nucléaire, carburants de remplacement et production de combustibles fossiles classiques et non classiques. On contribue ainsi à relever le défi du changement climatique; on incite les dirigeants à prendre de meilleures décisions au sujet de l'environnement et les consommateurs à faire de meilleurs choix; on collabore avec les principaux secteurs d'activité en vue d'établir des objectifs de réduction des

émissions de GES; on facilite le commerce d'énergie en Amérique du Nord et à l'étranger; on contribue à l'innovation technique, à la création d'emplois et à la croissance économique; on favorise la protection de l'environnement, ainsi que la santé et la sécurité du public; et on aide à garantir à la population du Canada un approvisionnement en énergie fiable et sûr, à des prix concurrentiels.

Forêts durables

Par l'entremise de l'activité de programme Forêts durables, Ressources naturelles fait la promotion du développement durable des forêts canadiennes pour garantir le mieux-être social, environnemental et économique des générations de Canadiens actuelles et futures. Cette activité joue un rôle crucial dans la promotion d'un secteur forestier prospère et solide en s'acquittant des tâches suivantes : élaborer des programmes stratégiques nationaux et internationaux en matière de foresterie; produire, réunir et diffuser des données nationales sur les forêts; établir un consensus et élaborer des possibilités de collaboration pour aborder les questions clés en matière de forêts; élaborer et transférer des connaissances, des produits, des stratégies et des sciences et technologies liés à l'aménagement forestier aux gestionnaires forestiers au Canada et aux pays intéressés.

Minéraux et métaux

L'activité de programme Minéraux et métaux représente l'organisation du gouvernement du Canada chargée de promouvoir le développement durable et l'utilisation responsable des ressources minérales et métalliques du Canada. L'un des principaux objectifs de ce programme est d'élaborer (i) des technologies et des solutions qui accroîtront la compétitivité des industries de l'exploitation minière et de la transformation, ainsi que (ii) des nouveaux matériaux et processus qui accroîtront la compétitivité des industries de la construction, du transport et de l'énergie. Le programme prévoit la réalisation d'importantes activités internationales afin de supprimer les obstacles à l'accès au mar-

ché et de faire connaître les avantages des compétences et des produits du Canada. On vise aussi à évaluer le climat d'investissement dans les activités d'exploration et d'exploitation minière au Canada et à l'étranger, ainsi qu'à formuler des recommandations stratégiques. En outre, on veut accroître la contribution de l'exploitation minière à la prospérité et au mieux-être des collectivités autochtones et nordiques. Les vastes connaissances et compétences offertes dans le cadre de ce programme sont utiles aux fins suivantes : (i) s'acquitter des responsabilités législatives associées aux projets d'exploitation minière, prévues en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*; (ii) créer des technologies environnementales qui seront utilisées au Canada et dans les pays en développement; (iii) limiter les effets du changement climatique; et (iv) veiller à ce que les politiques et les règlements en matière de protection de l'environnement qui s'appliquent à l'industrie minière soient fondés sur des données scientifiques objectives. Enfin, on est déterminé à améliorer la sécurité (i) des travailleurs des mines souterraines en créant des technologies et (ii) de la population du Canada en appliquant le Règlement de la *Loi sur les explosifs* et en créant des technologies de pointe.

Énergie atomique du Canada limitée

Résultat stratégique

Être le principal fournisseur mondial de produits et de services nucléaires. Protéger la santé et la sécurité du public, de notre personnel et de l'environnement. Réduire au minimum les obligations liées aux déchets nucléaires pour les générations futures.

Description des activités de programme

Affaires commerciales

Commercialisation totale de la vente de produits et services nucléaires. Les activités commerciales utilisent la recherche et développement (R et D) selon le principe du recouvrement intégral des coûts et génèrent des re-

vettes qui sont redonnées à l'entreprise. Les profits commerciaux permettent de financer tout d'abord la plate-forme nucléaire (y compris les laboratoires nationaux de recherche à Chalk River), mais aussi la mise au point des technologies du nouveau réacteur, y compris le réacteur CANDU avancé (ACR) de la nouvelle génération. Les différents secteurs d'activités et les services et produits connexes offrent aux clients des solutions d'affaires innovatrices et rentables. Ces ventes, dirigées principalement vers les centrales nucléaires, permettent d'optimiser la production d'une énergie sécuritaire et sûre à l'échelle internationale. L'énergie nucléaire est un élément essentiel de la solution visant à améliorer la qualité de l'air et les changements climatiques partout dans le monde.

Recherche et développement

Activité de recherche et développement entreprise pour maintenir l'expertise scientifique et technologique du Canada, pour appuyer la production d'une électricité écologique et rentable par les réacteurs CANDU, ainsi que pour les autres applications pacifiques de l'énergie nucléaires telles que la médecine nucléaire. Plus particulièrement, cela occasionne le maintien de la propriété intellectuelle développée au cours des 60 dernières années, incluant les connaissances de base relatives aux matières, à la physique des réacteurs, à la chimie, aux composants critiques, à l'irradiation et à l'environnement, et pouvant avoir une incidence sur la sûreté, l'obtention de permis et la base de conception de la technologie CANDU.

Installations et Activités nucléaires

Cette activité du programme appuie les opérations d'Énergie atomique du Canada limitée (EACL) et exige des installations importantes telles que des réacteurs, des circuits expérimentaux, des cellules chaudes et des installations de gestion des déchets.

Déclassement et Gestion des déchets

Les programmes de déclassement et de gestion des déchets devront se poursuivre dans les établissements

d'EACL pendant les 70 à 100 prochaines années au moins. Les responsabilités aux établissements d'EACL émanent de différentes sources, y compris les activités en temps de guerre, les déchets provenant des universités, des installations médicales, des entreprises du gouvernement et de l'industrie situées partout au Canada, et d'une variété de programmes de R et D réalisés pour appuyer le programme nucléaire canadien. Les activités assurent le stockage et la surveillance des déchets nucléaires, le déclassement et le démantèlement des installations excédentaires, ainsi que la réalisation des projets de restauration de l'environnement. La portée de ces travaux comprend également la gestion opérationnelle des installations qui ont été transférées au déclassement.

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Résultat stratégique

Installations et processus nucléaires sûrs et sécuritaires qui ne sont utilisés qu'à des fins pacifiques et confiance du public dans l'efficacité du régime de réglementation nucléaire.

Description des activités de programme

Réglementation nucléaire

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) entreprend des activités qui appuient son rôle d'organisme de réglementation indépendant, qui consiste à s'assurer que le Canada a des installations nucléaires sûres et sécuritaires et des processus destinés uniquement à des fins pacifiques. Elle utilise les pouvoirs et les outils qui lui sont disponibles pour atteindre les objectifs suivants :

- a) Un faible taux d'incidents, d'accidents et de précurseurs liés à l'utilisation des substances nucléaires et des processus;

- b) Des faibles niveaux d'exposition, pour les humains et l'environnement, à des substances dangereuses provenant des installations nucléaires et des processus;
- c) Une détermination et un engagement total envers la communauté en vue de soutenir une solide culture de sûreté et de sécurité dans l'utilisation des installations nucléaires et des processus; et
- d) Des transferts de biens et de technologie nucléaires au Canada et à l'étranger destinés uniquement à des fins pacifiques.

Le CCSN doit également entreprendre des activités que les Canadiens connaissent et pour lesquelles ils font confiance à la CCSN en tant qu'organisme de réglementation indépendant et fort. Les Canadiens n'accepteront l'utilisation d'installations nucléaires et de processus au Canada que s'ils sont convaincus que ni leur environnement, ni eux ne courent de risques indus.

Société de développement du Cap-Breton

Résultat stratégique

La Société de développement du Cap-Breton a pour mandat de mener les activités nécessaires à sa dissolution, notamment de s'acquitter de toutes les obligations restantes tout en protégeant les intérêts du propriétaire.

Description des activités de programme

Obligations en matière de ressources humaines

Les programmes inclus sous Obligations en matière de ressources humaines sont des postes non discrétionnaires que la Société est obligée d'offrir à ses anciens employés. Ils constituent des obligations continues totalisant plus de 350 millions de dollars selon leur valeur actuelle, et un grand nombre d'entre elles continueront d'exister pendant plus de 20 ans. Elles résultent d'avantages postérieurs à l'emploi et de diverses straté-

gies en matière de ressources humaines (cessation des opérations).

Biens immobiliers

Cette obligation est divisée en sous-activités qui portent sur les obligations et les responsabilités de la Société relativement aux biens immobiliers. Des programmes visant à gérer ces obligations et à y satisfaire sont en place maintenant, et des options sont en cours d'examen afin de déterminer la meilleure façon de s'acquitter des obligations continues.

Office national de l'énergie

Résultat stratégique

Sécurité, sûreté, protection de l'environnement et avantages économiques par la réglementation des pipelines, des lignes de transport d'électricité, ainsi que la mise en valeur du commerce des ressources énergétiques du ressort de l'Office national de l'énergie.

Description des activités de programme

Réglementation et conseils en matière d'énergie

Les compagnies réglementées par l'Office accroissent la richesse des Canadiens grâce au transport du pétrole, du gaz naturel et des liquides de gaz naturel, ainsi qu'à l'exportation d'hydrocarbures et d'électricité. En sa qualité d'organisme de réglementation, l'Office a pour rôle d'aider à créer un cadre qui favorise ces activités économiques, dans la mesure où elles sont conformes à l'intérêt public.

Administration du pipe-line du Nord

Résultat stratégique

Faciliter la planification et la construction efficaces et accélérées de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska tout en garantissant la protection de l'environnement et des retombées sociales et économiques pour les Canadiens.

Description des activités de programme

Surveiller la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska

La réglementation de la planification et de la construction de la portion canadienne du gazoduc de la route de l'Alaska.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	551 245 000	...	...	551 245 000	1				
...	...	111 717 415	...	111 717 415	1a				
...	...	1	...	1	1b				
...	...	...	100 000	100 000					
...	...	...	526 000	526 000					
...	...	...	11 429 000	11 429 000					
...	...	...	(560 980)	(560 980)					
...	...	...	(2 500 000)	(2 500 000)					
...	...	...	(10 000)	(10 000)					
...	...	...	(7 057 703)	(7 057 703)					
...	...	...	(300 000)	(300 000)					
...	...	...	(167 000)	(167 000)					
...	...	...	(1 500 000)	(1 500 000)					
...	...	...	(375 000)	(375 000)					
...	551 245 000	111 717 416	(415 683)	662 546 733		640 760 987	21 785 746	...	591 583 122
...	3 701 000	...	...	3 701 000	5				
...	...	1	...	1	5b				
...	...	...	10 000	10 000					
...	3 701 000	1	10 000	3 711 001		3 148 923	562 078	...	5 698 484
...	256 094 000	...	...	256 094 000	10				
...	...	21 661 710	...	21 661 710	10a				
...	...	4 638 067	...	4 638 067	10b				
...	...	...	7 057 703	7 057 703					
...	...	...	50 000	50 000					
...	256 094 000	26 299 777	7 107 703	289 501 480		273 787 261	15 714 219	...	210 874 882
...	72 922	...	2 787	75 709	(S)	75 709	...	...	68 735
...	56 280 000	...	555 262	56 835 262	(S)	56 835 262	...	...	61 421 893
...	...	...	...	...	(S)	...	...	2 435 219	...
2 435 219	1 935 000	...	(1 935 000)	2 435 219		...	...	2 435 219	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice		Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
					(S)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve				
20 259	500 000	...	(500 000)	20 259	(S)	Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i>)	...	...	20 259	1 184 818
...	4 200 000	...	(2 244 568)	1 955 432	(S)	Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	1 955 432	...	...	2 381 500
...	2 900 000	...	(550 165)	2 349 835	(S)	Paiements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	2 349 835	...	...	1 406 768
...	200 000 000	11 200 000	64 218 429	275 418 429	(S)	Paiements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	275 418 429	...	...	217 755 661
...	349 126 000	171 624 000	(207 333 507)	313 416 493	(S)	Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	313 416 493	...	...	427 711 167
...	...	109 784 000	...	109 784 000	(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	109 784 000	...	...	...
11 078 504	...	...	...	11 078 504	(S)	Subventions à l'appui des mesures d'aide liées au coût de l'énergie	(529 115)	...	11 607 619	(2 927 359)
...	...	...	7 155 218	7 155 218	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 155 218	...	...	12 564 461
163 516	...	...	302 692	466 208	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	223 951	...	242 257	274 310
...	...	...	4 333	4 333	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	4 333	...	...	3 875
...	...	...	1 344 934	1 344 934	(S)	Crédits non requis pour l'exercice en cours	1 344 934	...	...	...
...	...	...	...	...			...	...	...	150 000 000
13 697 498	1 426 053 922	430 625 194	(132 277 565)	1 738 099 049		Total du ministère—Budgétaire	1 685 731 652	38 062 043	14 305 354	1 680 002 317
						Énergie atomique du Canada limitée				
...	103 749 000	...	...	103 749 000	15	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	...	8 400 000	...	8 400 000	15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	103 749 000	8 400 000	...	112 149 000		Total—Crédit 15	109 033 000	3 116 000	...	158 849 000
...	103 749 000	8 400 000	...	112 149 000		Total de l'organisme—Budgétaire	109 033 000	3 116 000	...	158 849 000

					Commission canadienne de sûreté nucléaire				
...	70 321 000	...	...	70 321 000	20	Dépenses du programme			
...	...	10 671 756	...	10 671 756	20a	Dépenses du programme			
...	...	...	2 386 240	2 386 240		Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	...	...	54 103	54 103		CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	...	...	602 000	602 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	70 321 000	10 671 756	3 042 343	84 035 099		Total—Crédit 20	77 080 399	6 954 700	...
...	8 350 000	...	(168 557)	8 181 443	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 181 443	...	...
3 694	...	...	25 301	28 995	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	3 694	25 301
3 694	78 671 000	10 671 756	2 899 087	92 245 537		Total de l'organisme—Budgétaire	85 261 842	6 958 394	25 301
					Société de développement du Cap-Breton				
...	66 211 000	...	...	66 211 000	25	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	66 211 000	...	...
50 000 000	...	...	...	50 000 000	L40a	Avances à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i> , paragraphe 19. Limite 50 000 000 \$ (Net)	...	...	50 000 000
...	66 211 000	...	...	66 211 000		Total de l'organisme—Budgétaire	66 211 000	...	...
50 000 000	...	...	...	50 000 000		Non budgétaire	...	...	50 000 000
					Office national de l'énergie				
...	33 042 000	...	...	33 042 000	30	Dépenses du programme			
...	...	724 597	...	724 597	30a	Dépenses du programme			
...	...	1	...	1	30b	Virement de 1 500 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles)			
...	...	...	1 500 000	1 500 000		Virement du : crédit 1			
...	...	...	2 890 482	2 890 482		CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	...	...	102 000	102 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	33 042 000	724 598	4 492 482	38 259 080		Total—Crédit 30	39 082 986	(823 906)	...
...	4 890 000	...	(24 046)	4 865 954	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 865 954	...	...
266	...	...	671	937	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	266	671
266	37 932 000	724 598	4 469 107	43 125 971		Total de l'organisme—Budgétaire	43 948 940	(823 640)	671
					Administration du pipe-line du Nord				
...	870 000	...	...	870 000	35	Dépenses du programme			
...	...	62 600	...	62 600	35b	Dépenses du programme			
...	870 000	62 600	...	932 600		Total—Crédit 35	382 210	550 390	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$		
...	76 000	...	(67 346)	8 654		(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 654	...	...	29 025
...	946 000	62 600	(67 346)	941 254		Total de l'organisme—Budgétaire	390 864	550 390	...	627 443	
13 701 458	1 713 562 922	450 484 148	(124 976 717)	2 052 771 811		Total du portefeuille ministériel—					
50 000 000	...	...	...	50 000 000		Budgétaire	1 990 577 298	47 863 187	14 331 326	2 011 717 488
						Non budgétaire	...	...	50 000 000	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Sciences de la Terre	239 543 723	232 810 890	1 105 560	908 097	7 357 680	7 279 846	3 036 000	1 902 780	...	...	244 970 963	239 096 053
Sciences de la Terre—Fonds renouvelable de Géomatique Canada	25 307 504	11 112 912	...	...	...	...	14 229 000	11 642 026	...	...	11 078 504	(529 114)
Énergie	306 184 132	290 042 817	982 720	807 198	929 267 344	912 994 835	11 072 000	9 156 128	...	...	1 225 362 196	1 194 688 722
Forêts durables	118 051 324	117 095 345	1 081 361	980 029	63 166 949	61 395 486	2 095 000	1 386 970	...	...	180 204 634	178 083 890
Minéraux et métaux	82 768 219	80 224 543	541 360	453 599	789 173	741 282	7 616 000	7 027 323	...	...	76 482 752	74 392 101
Sous-total	771 854 902	731 286 507	3 711 001	3 148 923	1 000 581 146	982 411 449	38 048 000	31 115 227	...	...	1 738 099 049	1 685 731 652
Revenus affectés aux dépenses	(38 048 000)	(31 115 227)	...	...	...	...	(38 048 000)	(31 115 227)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	733 806 902	700 171 280	3 711 001	3 148 923	1 000 581 146	982 411 449	...	...	...	...	1 738 099 049	1 685 731 652
Énergie atomique du Canada limitée—												
Budgétaire	112 149 000	109 033 000	...	...	...	...	...	...	...	...	112 149 000	109 033 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire												
Réglementation nucléaire	92 006 311	85 022 616	...	...	239 226	239 226	...	...	...	...	92 245 537	85 261 842
Total de l'organisme—Budgétaire	92 006 311	85 022 616	...	...	239 226	239 226	...	...	...	...	92 245 537	85 261 842
Société de développement du Cap-Breton—												
Budgétaire	66 211 000	66 211 000	...	...	...	...	...	...	...	...	66 211 000	66 211 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	50 000 000	...	50 000 000	...
Office national de l'énergie												
Réglementation et conseils en matière d'énergie	43 125 971	43 948 940	...	...	...	...	...	...	...	...	43 125 971	43 948 940
Total de l'organisme—Budgétaire	43 125 971	43 948 940	...	...	...	...	...	...	...	...	43 125 971	43 948 940

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Administration du pipe-line du Nord												
Surveiller la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska	941 254	390 864	...	...	...	...	...	...	...	...	941 254	390 864
Total de l'organisme—Budgétaire	941 254	390 864	...	...	...	...	...	...	...	...	941 254	390 864
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 048 240 438	1 004 777 700	3 711 001	3 148 923	1 000 820 372	982 650 675	...	...	...	...	2 052 771 811	1 990 577 298
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	50 000 000	...	50 000 000	...

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
Sciences de la Terre									
...	265 000	...	(25 800)	239 200	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	236 999	2 201	...	124 500

Énergie									
...	379 000	...	(217 933)	161 067	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	145 255	15 812	...	220 354
...	400 000	(370 000)	...	30 000	Subventions à l'appui du Programme de protection d'évaluation des propriétés et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales associés au nettoyage des déchets de faible radioactivité dans la région de Port Hope	7 500	22 500	...	22 000
...	9 762 000	31 238 000	...	41 000 000	Subventions à l'appui de l'Initiative d'encouragement éconergétique ÉnerGuide pour les maisons	41 000 000	...	...	11 907 611
...	...	...	5 700 000	5 700 000	(S) Subventions à l'appui des mesures d'aide liées au coût de l'énergie	5 700 000	...	...	12 564 461
...	10 541 000	30 868 000	5 482 067	46 891 067		46 852 755	38 312	...	24 714 426

Forêts durables									
...	89 000	...	(44 800)	44 200	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	46 000	(1 800)	...	45 200
...	700 000	...	(203 000)	497 000	Subventions à des professeurs d'universités canadiennes pour la recherche liée à la viabilité et à la compétitivité du secteur de la foresterie	497 000	...	...	496 517
...	789 000	...	(247 800)	541 200		543 000	(1 800)	...	541 717

Minéraux et métaux									
...	67 000	...	(20 967)	46 033	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	47 832	(1 799)	...	55 500
...	11 662 000	30 868 000	5 187 500	47 717 500	Total—Subventions	47 680 586	36 914	...	25 436 143

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Contributions									
Sciences de la Terre									
...	322 000	...	247 600	569 600	611 677	(42 077)	...	1 070 747	
...	1 468 000	...	(1 468 000)	...	...	...	...	...
...	1 184 000	...	(1 184 000)	...	...	...	...	4 571 981
...	4 500 000	(2 500 000)	(218 700)	1 781 300	1 753 970	27 330	...	127 433	
...	201 000	...	(120)	200 880	112 500	88 380	...	193 725	
...	...	...	4 566 700	4 566 700	4 564 700	2 000	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	461 000
...	7 675 000	(2 500 000)	1 943 480	7 118 480	7 042 847	75 633	...	6 424 886	
Énergie									
...	173 000	...	291 956	464 956	436 999	27 957	...	711 516	
...	44 740 000	(5 286 933)	(29 152 348)	10 300 719	10 284 033	16 686	...	77 270 867	
...	1 000 000	...	...	1 000 000	1 000 000	...	...	880 000
2 435 219	1 935 000	...	(1 935 000)	2 435 219	...	...	2 435 219	...
20 259	500 000	...	(500 000)	20 259	...	...	20 259	1 184 818
...	200 000 000	11 200 000	64 218 429	275 418 429	275 418 429	...	...	217 755 661
...	349 126 000	171 624 000	(207 333 507)	313 416 493	313 416 493	...	...	427 711 167
...	789 000	...	(301 875)	487 125	486 535	590	...	448 925	
...	1 690 000	...	...	1 690 000	1 684 694	5 306	...	1 837 913
...	10 465 000	...	(10 465 000)	...	...	...	...	792 850

...	400 000	...	(2 000)	398 000	Contribution à la ville de Calgary à l'appui de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables	41 144	356 856	...	131 185
...	33 938 000	(8 000 000)	(1 000 000)	24 938 000	Programme de contribution pour l'encouragement à la production d'énergie éolienne	24 916 381	21 619	...	10 565 403
...	30 136 000	...	(30 136 000)	...	Contributions à l'appui de l'Initiative de technologie et d'innovation	...	...	...	13 462 913
...	35 000 000	...	(35 000 000)	...	Contributions à l'appui du Programme d'expansion de l'éthanol	...	...	...	30 540 309
...	39 626 000	...	(39 626 000)	...	Contributions à l'appui du changement climatique : l'Enveloppe des nouvelles possibilités	...	...	...	6 169 508
...	4 200 000	...	(2 244 568)	1 955 432	(S) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	1 955 432	...	...	2 381 500
...	2 900 000	...	(550 165)	2 349 835	(S) Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	2 349 835	...	...	1 406 768
...	179 000	...	(440)	178 560	Stratégie emploi jeunesse	93 000	85 560	...	199 260
...	4 500 000	...	(4 500 000)	...	Alliance canadienne sur les piles à combustible dans les transports	...	...	...	...
...	...	109 784 000	...	109 784 000	(S) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	109 784 000	...	...	...
...	...	1 130 000	...	1 130 000	Contributions à l'appui du nettoyage des mines et usines d'uranium héritées de Gunnar et Lorado	1 130 000	...	...	...
...	...	...	1 000 000	1 000 000	Contributions à Gleneagles - AEI	1 000 000	...	...	...
...	...	(16 022 290)	151 431 540	135 409 250	Stratégie provisoire sur les programmes actuels de lutte contre les changements climatiques	122 145 105	13 264 145	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	157 238 896
2 455 478	761 297 000	264 428 777	(145 804 978)	882 376 277		866 142 080	13 778 719	2 455 478	950 689 459
Forêts durables									
...	685 000	...	1 490 968	2 175 968	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	2 093 433	82 535	...	2 597 577
...	6 000 000	...	55 410	6 055 410	Programme des forêts modèles	6 050 109	5 301	...	6 615 736
...	970 000	...	(970 000)	...	Obligations internationales en matière de production de rapports sur le secteur de la foresterie	...	...	...	365 738
...	3 053 000	...	(3 053 000)	...	Contribution à Forintek Canada Corporation	...	...	...	3 257 700
...	3 875 000	...	(26 400)	3 848 600	Contribution au Programme forestier des Premières nations	3 823 639	24 961	...	3 655 562
...	500 000	...	...	500 000	Contribution à la Fondation nationale communautaire de l'arbre	500 000	...	...	700 000
...	11 020 000	...	(452 709)	10 567 291	Aide au secteur canadien du bois d'œuvre	10 007 500	559 791	...	9 756 830
...	5 735 000	(2 684 000)	2 300 000	5 351 000	Contributions à l'appui des mesures visant à atténuer l'incidence de l'infestation de dendroctone du pin ponderosa (DPP)	5 303 478	47 522	...	4 499 265
...	1 675 000	...	(1 675 000)	...	Institut canadien de recherches en génie forestier	...	...	...	1 945 000
...	89 000	...	280	89 280	Stratégie emploi jeunesse	263 250	(173 970)	...	77 490
...	115 000	...	34 000	149 000	Espèces exotiques envahissantes	149 000	...	...	89 278
...	...	27 800 000	(2 300 000)	25 500 000	Contributions à l'appui des mesures prises par le gouvernement fédéral afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin ponderosa en Colombie-Britannique	24 800 000	700 000	...	...
...	...	995 000	...	995 000	Contributions à l'appui de la stratégie de compétitivité à long terme de l'industrie forestière	545 467	449 533	...	...
...	...	...	300 000	300 000	Centre forestier de Saskatchewan	300 000	...	...	300 000
...	...	...	120 000	120 000	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	118 931	1 069	...	122 467
...	...	...	5 267 200	5 267 200	Contribution aux instituts de recherche forestière	5 267 000	200	...	...
...	...	...	1 707 000	1 707 000	Stratégie provisoire sur les programmes actuels de lutte contre les changements climatiques	1 630 679	76 321	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6 172 156
...	33 717 000	26 111 000	2 797 749	62 625 749		60 852 486	1 773 263	...	40 154 799

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Minéraux et métaux				
...	65 000	...	(31 600)	33 400	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	21 000	12 400	...	94 583
...	250 000	...	...	250 000	Contribution à l'Institut de l'amiante pour favoriser la mise en application internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable de l'amiante chrysotile	250 000	...	...	250 000
...	89 000	...	280	89 280	Stratégie emploi jeunesse	55 750	33 530	...	83 025
...	...	...	370 460	370 460	Stratégie provisoire sur les programmes actuels de lutte contre les changements climatiques	366 700	3 760	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	746 362
...	404 000	...	339 140	743 140		693 450	49 690	...	1 173 970
2 455 478	803 093 000	288 039 777	(140 724 609)	952 863 646	Total—Contributions	934 730 863	15 677 305	2 455 478	998 443 114
					Sommaire du ministère par activité de programme				
...	7 940 000	(2 500 000)	1 917 680	7 357 680	Sciences de la Terre	7 279 846	77 834	...	6 549 386
2 455 478	771 838 000	295 296 777	(140 322 911)	929 267 344	Énergie	912 994 835	13 817 031	2 455 478	975 403 885
...	34 506 000	26 111 000	2 549 949	63 166 949	Forêts durables	61 395 486	1 771 463	...	40 696 516
...	471 000	...	318 173	789 173	Minéraux et métaux	741 282	47 891	...	1 229 470
2 455 478	814 755 000	318 907 777	(135 537 109)	1 000 581 146	Total du ministère	982 411 449	15 714 219	2 455 478	1 023 879 257
					Commission canadienne de sûreté nucléaire				
					Subventions				
					Réglementation nucléaire				
...	75 000	...	(75 000)	...	Des subventions seront versées pour appuyer le financement de différents forums (conseils consultatifs, conférences, etc.) qui contribuent aux objectifs globaux du Programme de subventions et de contributions par catégorie	...	...	...	...
...	...	...	4 000	4 000	Commission internationale des unités et des mesures de radiation (CIUMR)	4 000	...	...	4 000
...	...	...	10 000	10 000	Commission internationale de protection radiologique (CIPR)	10 000	...	...	10 000
...	...	...	10 000	10 000	Association canadienne de radioprotection (ACRP)	10 000	...	...	10 000
...	...	...	10 000	10 000	Société nucléaire canadienne	10 000	...	...	...
...	...	...	5 000	5 000	Deep River Science Academy	5 000	...	...	5 000
...	...	...	5 646	5 646	Association américaine de statistique	5 646	...	...	...
...	...	...	2 500	2 500	Jeux de génie du Québec	2 500	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8 000
...	75 000	...	(27 854)	47 146	Total—Subventions	47 146	...	...	37 000

Contributions									
Réglementation nucléaire									
...	125 000	...	(125 000)	...	Des contributions seront versées pour encourager la recherche, le développement, la gestion et la promotion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien de la Commission canadienne de sûreté nucléaire et pour appuyer l'élaboration des normes de sûreté nucléaire	...	...	...	...
...	...	...	16 622	16 622	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet international d'échange sur les défaillances de causes communes (IEDCC)	16 622	...	...	16 987
...	...	...	6 713	6 713	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet d'échange de données sur les défaillances de canalisation	6 713	...	...	5 953
...	...	...	15 000	15 000	Contribution à l'Université de l'Illinois, à Urbana-Champaign, à l'appui du Système d'information sur l'exposition professionnelle	15 000	...	...	15 000
...	...	...	20 000	20 000	Contribution au CSA pour le Programme de normes nucléaires	20 000	...	...	22 600
...	...	...	36 472	36 472	Contribution au Swedish Nuclear Power Institute pour Decovalex III	36 472	...	...	38 269
...	...	...	300	300	Contribution à la municipalité de Durham pour mettre à jour le rapport sur la radiation et la santé	300	...	...	2 700
...	...	...	30 351	30 351	CANDU Owner's Group (COG)—Participation au projet conjoint—MERIT	30 351	...	...	31 451
...	...	...	40 002	40 002	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie atomique	40 002	...	...	134 002
...	...	...	26 620	26 620	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet d'échange sur les rapports d'incidents d'incendie	26 620	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	30 000
...	125 000	...	67 080	192 080	Total—Contributions	192 080	...	...	296 962
...	200 000	...	39 226	239 226	Total de l'organisme	239 226	...	...	333 962
2 455 478	814 955 000	318 907 777	(135 497 883)	1 000 820 372	Total du portefeuille ministériel	982 650 675	15 714 219	2 455 478	1 024 213 219

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sciences de la Terre			
Vente de biens et de services	2 705 403	1 702 744	2 023 687
Revenus divers	330 597	200 036	...
	3 036 000	1 902 780	2 023 687
Sciences de la Terre—Fond renouvelable de Géomatique Canada	14 229 000	11 642 026	17 701 096
Énergie			
Vente de biens et de services	11 040 000	9 149 638	7 649 071
Revenus divers	32 000	6 490	...
	11 072 000	9 156 128	7 649 071
Forêts durables			
Vente de biens et de services	1 133 000	638 558	1 725 911
Revenus divers	962 000	748 412	...
	2 095 000	1 386 970	1 725 911
Minéraux et métaux			
Vente de biens et de services	7 524 000	6 984 672	7 375 158
Revenus divers	92 000	42 651	...
	7 616 000	7 027 323	7 375 158
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	38 048 000	31 115 227	36 474 923

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Comptes consolidés—		
Énergie atomique du Canada limitée—Intérêt	76 269	94 298
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses—Achat de biens et de services	2 423 063	1 216 442
Recouvrements de dépenses—Achat en capital	2 752	25 639
Recouvrements de paiements de transfert—Subventions et assistance en capital	384 292	477 580
Recouvrements d'autres paiements de transfert	9 117 215	1 160 722
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent—		
Redressements se rapportant aux biens et services	4 130 100	7 017 323
	16 057 422	9 897 706
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur	395 210 191	452 410 560
Licences et permis	841 917	964 812
	396 052 108	453 375 372
Location et utilisation de biens publics	324 291	560 022
Services de nature réglementaire	1 313 071	1 081 952
Services de nature non réglementaire	22 926 509	26 430 112
Ventes de biens et de produits d'information—		
Graphiques, cartes et plans	6 571 406	8 684 830
Autres frais et droits	55 730 640	101 014 781
	482 918 025	591 147 069
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	302 692	242 116
Revenus divers—		
Intérêt sur arriérés de débiteurs	455	3 209
Total du ministère	499 354 863	601 384 398

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Commission canadienne de sûreté nucléaire			Administration du pipe-line du Nord		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Ventes de biens et de services—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 811	19 996	Droits et privilèges	27 594	30 400
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	402 331	62 656	Services de nature réglementaire	567 696	1 164 493
	420 142	82 652	Total de l'organisme	595 290	1 194 893
Ventes de biens et de services—			Sommaire du portefeuille ministériel		
Services de nature réglementaire—			Autres revenus—		
Recouvrement de frais	59 874 465	52 617 627	Revenus de placements	76 269	94 298
Revenus reportés des services de nature réglementaire	3 092 123	(1 574 923)	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	16 481 649	10 025 388
	62 966 588	51 042 704	Ventes de biens et de services	582 113 377	682 004 691
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25 301	7 276	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	328 664	249 658
Revenus divers—			Revenus divers	9 497	29 563
Accès à l'information	2 706	1 176	Total du portefeuille ministériel	599 009 456	692 403 598
Divers	6 336	25 178			
	9 042	26 354			
Total de l'organisme	63 421 073	51 158 986			
Office national de l'énergie					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 685	44 030			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	400	1 000			
	4 085	45 030			
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges	750	675			
Services de nature réglementaire	35 629 943	38 615 609			
Autres frais et droits	2 781	3 741			
	35 633 474	38 620 025			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	671	266			
Total de l'organisme	35 638 230	38 665 321			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 24

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Santé

Ministère

**Agence canadienne de contrôle de la
procréation assistée**

Instituts de recherche en santé du Canada

**Conseil de contrôle des renseignements
relatifs aux matières dangereuses**

**Conseil d'examen du prix des
médicaments brevetés**

Agence de santé publique du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	24.2
Sommaire du portefeuille ministériel	24.6
Activités de programme	24.10
Paievements de transfert	24.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	24.17
Revenus	24.17

Ministère**Résultat stratégique**

Amélioration des connaissances afin de répondre aux priorités en matière de santé et de soins de santé.

Description des activités de programme

Politique, planification et information en matière de santé

L'activité de programme de la politique, planification et information en matière de santé fournit des conseils et du soutien au ministre, aux cadres supérieurs du ministère et aux directions générales des programmes dans le domaine de l'élaboration de la politique, des affaires intergouvernementales et internationales, de la planification stratégique, de la prestation et de l'examen de programme et de l'application de la *Loi canadienne sur la santé*. Elle contribue aussi aux résultats de santé améliorés pour les Canadiens en encourageant une utilisation plus grande et plus efficace de l'information et des technologies des communications, en améliorant l'accès à une information fiable en matière de santé, en effectuant de la recherche en politique et en analyse en vue d'appuyer une prise de décision fondée sur des données probantes, en travaillant avec les communautés minoritaires de langue officielle et autres en vue d'améliorer l'accès aux services de santé dans la langue officielle de leur choix, et en tenant compte des attentes des Canadiens en matière de vie privée relativement à l'information sur la santé.

Résultat stratégique

Accès à des produits de santé et à des aliments efficaces et sûrs et à des renseignements en vue de choix de santé sains.

Description des activités de programme

Produits de santé et aliments

Santé Canada est responsable d'une large gamme d'activités de protection et de promotion de la santé qui ont des répercussions sur la vie quotidienne des Canadiens. À titre d'organisme fédéral chargé de la réglementation des produits de santé et des aliments, la Direction générale des produits de santé et des aliments (DGPSA) évalue et surveille l'innocuité, la qualité et l'efficacité de milliers de médicaments (d'usage humain et vétérinaire), les vaccins, le sang et les produits sanguins, les produits biologiques et les thérapies génétiques, les instruments médicaux, les produits de santé naturels et la salubrité des aliments que nous consommons. La Direction générale fournit également des renseignements utiles sur les risques et les avantages liés aux produits de santé et aux aliments, de façon à permettre aux Canadiens de prendre des décisions éclairées concernant leur santé et leur bien-être.

Nos responsabilités en matière de réglementation couvre la totalité du cycle de vie des produits de santé et des aliments, depuis les essais cliniques jusqu'à la surveillance de la conformité et à l'application de la loi. Nous devons également faire face aux défis que représentent les progrès rapides de la technologie et les percées scientifiques, qui ont suscité l'arrivée d'un nombre sans précédent de produits biologiques, de thérapies génétiques, de vaccins, d'aliments génétiquement modifiés et d'autres aliments nouveaux. Nous relevons ces défis en misant sur une démarche scientifique rigoureuse et une gestion efficace des risques afin d'asseoir nos décisions sur des données probantes. Ces disciplines font partie intégrante de nos opérations quotidiennes et, jumelées à nos activités de promotion de la santé, elles permettent aux Canadiens d'avoir accès, en temps opportun, à des produits de santé et à des aliments salubres, efficaces et de qualité.

Résultat stratégique

Réduction des risques pour la santé et l'environnement de substances et de produits réglementés, et milieux de vie et de travail plus sains.

Description des activités de programme

Santé environnementale et sécurité des consommateurs

Le mandat de Santé Canada, aux fins de cette activité de programme, consiste à se pencher sur de nombreux éléments de la vie quotidienne qui ont des effets sur la santé des Canadiens. Ces éléments comprennent la qualité de l'eau potable, la qualité de l'air, l'exposition aux rayonnements, la consommation et l'abus de substances (y compris d'alcool), la sécurité des produits de consommation, le tabac et la fumée secondaire, la santé en milieu de travail et les produits chimiques présents dans le milieu de travail et dans l'environnement. Nous participons aussi à d'autres activités liées à la santé et à la sécurité, y compris les initiatives de sécurité publique et d'antiterrorisme du gouvernement, d'inspection de la nourriture et de l'eau potable offertes aux voyageurs, et de la planification d'urgence en santé pour les dignitaires étrangers en visite. Notre mandat national élargi découle de plusieurs lois, dont la *Loi sur les aliments et drogues*, la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, la *Loi sur les produits dangereux*, la *Loi sur les dispositifs émettant des radiations*, la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* et la *Loi sur le tabac*. Nos résultats sont obtenus au moyen de partenariats et d'une présence active dans chaque région du pays.

Règlement sur les produits antiparasitaires

Santé Canada réglemente l'importation, la vente et l'utilisation des pesticides en vertu de la *Loi sur les produits antiparasitaires* (LPA) et ses règlements du

gouvernement fédéral pour éviter des risques inacceptables pour les humains et l'environnement. La portée de notre travail s'étend à plus de 5 000 pesticides homologués, y compris les herbicides, les insecticides, les fongicides, les agents antimicrobiens, les produits chimiques pour les piscines, les agents microbiens, les agents de conservation des matériaux et du bois, les répulsifs pour animaux, les insectifuges et les dispositifs de lutte contre les rongeurs et les insectes.

Dans le cadre des activités de ce programme, les responsabilités réglementaires continues représentent la plus grande part du travail et elles contribuent à atteindre nos résultats stratégiques. En utilisant des méthodes et des protocoles reconnus à l'échelle internationale, nous procédons à des évaluations de la santé, de l'environnement et de la valeur fondées sur la science. Les pesticides obtiennent une homologation seulement si les risques pour la santé humaine et l'environnement sont jugés acceptables et si le produit est efficace. Nous établissons des limites maximales de résidus de pesticide pour les denrées alimentaires en vertu de la *Loi sur les aliments et drogues*. Les pesticides plus anciens sont réévalués afin de déterminer si leur utilisation continue d'être acceptable selon des méthodes scientifiques courantes. Par ailleurs, nous facilitons, encourageons et veillons du mieux possible à ce que la LPA et les conditions d'homologation soient respectées. Nous élaborons également des pratiques et des produits de lutte antiparasitaire durable de concert avec les intervenants et en faisons la promotion.

Résultat stratégique

De meilleurs résultats en matière de santé et réduction des inégalités de santé des Premières nations, des Inuits et des autres Canadiens.

Description des activités de programme

Santé des Premières nations et des Inuits

L'activité de programme sur la Santé des Premières nations et des Inuits a entre autres pour objectifs d'améliorer les résultats dans le domaine de la santé, d'assurer la disponibilité des services de santé et l'accès à des services de qualité, ainsi que de favoriser un meilleur contrôle du système de santé par les Premières nations et les Inuits. Avec le concours des Premières nations et des Inuits, la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits offre, par l'entremise de ses bureaux régionaux, des programmes de santé publique et de santé communautaire dans les réserves, y compris des services d'hygiène du milieu, de prévention des maladies transmissibles et non transmissibles, et de santé primaire dans les postes de soins infirmiers et les centres de santé communautaire de collectivités éloignées ou isolées, afin de compléter et d'appuyer les services offerts par les autorités sanitaires régionales, provinciales et territoriales.

L'activité de programme sur la Santé des Premières nations et des Inuits appuie également les programmes de promotion de la santé destinés aux Autochtones, peu importe leur lieu de résidence (p. ex. l'Initiative sur le diabète chez les Autochtones), ainsi que les services de consultation, de toxicomanie et de bien-être mental. Dans le cadre des Services de santé non assurés, tout Indien inscrit ou Inuit reconnu au Canada, peu importe son lieu de résidence, peut obtenir le remboursement des frais encourus pour des médicaments, des soins dentaires, des soins de la vue, des fournitures médicales et de l'équipement médical, des services d'intervention à court terme en santé mentale en cas de crise et du transport pour raison médicale.

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée

Résultat stratégique

Protection et promotion de la santé et de la sécurité des Canadiennes et des Canadiens contre les risques liés aux technologies de procréation assistée.

Description des activités de programme

Délivrance des autorisations et mise en application d'un cadre réglementaire pour les technologies de procréation assistée

Pour réaliser cet objectif, l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée devra utiliser les moyens suivants :

- délivrer des autorisations pour les activités réglementées et pour les installations utilisées par des personnes et des organisations qualifiées;
- évaluer les demandes à la lumière des exigences d'autorisation, ainsi que de considérations scientifiques et éthiques;
- procéder à des inspections périodiques des cliniques de procréation assistée, des fournisseurs de service ou des activités de recherche pour assurer la conformité; et
- obtenir la participation ou le soutien d'autres organisations reconnues en vue de l'élaboration d'autres moyens de soutien, par exemple, des normes, des lignes directrices et des modèles d'accréditation.

Information sur la santé et gestion des connaissances pour les technologies de procréation assistée

Pour réaliser cet objectif, l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée devra utiliser les moyens suivants :

- tenir un registre de renseignements personnels sur la santé afin d'intégrer l'information pertinente sur la santé des donneurs, des patients et des enfants nés des techniques de procréation assistée en vue d'avoir un mécanisme de recherche et de retraçage;
- fournir des rapports permanents sur les activités réglementées de procréation assistée, y compris les taux de réussite des cliniques de procréation assistée et les résultats de recherche, afin de permettre aux utilisateurs de méthodes de procréation assistée de prendre des décisions éclairées; et
- fournir de l'information publique sur les questions de procréation assistée par l'entremise d'un site Web ou tout autre moyen, tel que des brochures.

Instituts de recherche en santé du Canada

Résultat stratégique

Recherche exceptionnelle – Soutenir la meilleure recherche en santé pour créer des connaissances en santé qui tiennent compte des possibilités et des priorités.

Description des activités de programme

Financer la recherche en santé

Planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de subventions visant à favoriser et à permettre la réalisation de recherche en santé exceptionnelle, notamment des programmes de collaboration définis par des chercheurs et des instituts.

Résultat stratégique

Chercheurs exceptionnels dans des milieux innovateurs – Un solide milieu de recherche en santé capable d'entreprendre des recherches exceptionnelles.

Description des activités de programme

Financer les chercheurs en santé et les stagiaires

Planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de bourses salariales visant à permettre aux chercheurs en santé de consacrer plus de temps à leurs recherches, ainsi que des concours de bourses salariales visant à perfectionner les futurs chercheurs en santé.

Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé

Planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de subventions visant à appuyer des activités rendant possible la recherche, comme le réseautage, l'acquisition de nouveaux appareils, des bases de données ou des ressources spécialisées. Favoriser la participation des intervenants des secteurs public et privé grâce à des programmes et des concours qui favorisent la collaboration.

Développer et appuyer un milieu de recherche en santé énergique grâce à des alliances nationales et internationales et à l'établissement de priorités

Planifier, lancer et gérer des subventions d'appui aux instituts permettant de réaliser les activités des instituts, comme l'élaboration de priorités stratégiques pour la recherche en santé et la création d'alliances, ainsi que des concours et des programmes de subventions pour des programmes nationaux et internationaux en partenariat.

Informers la recherche, les pratiques cliniques et les politiques publiques sur les questions éthiques, juridiques et sociales liées à la santé et à la recherche en santé

Entreprendre des consultations pour permettre un dialogue plus général entre les secteurs, les disciplines et les milieux qui déboucheront sur un plus grand engagement du public, de meilleures connaissances et une compréhension des questions éthiques, juridiques et sociales dans le contexte de la santé et de la recherche en santé. En outre, planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de subventions visant à créer de nouvelles connaissances et à octroyer des subventions qui permettent d'obtenir des données efficaces sur les questions éthiques, juridiques et sociales dans le contexte de la santé et de la recherche en santé.

Résultat stratégique

Mettre en pratique les résultats de la recherche en santé—Adoption des résultats de recherche dans les pratiques, les programmes et les politiques favorisant la productivité dans le système de santé et stimulation du développement économique au moyen de découvertes et d'innovations.

Description des activités de programme

Appuyer les activités sur l'application, l'échange et l'utilisation des connaissances et des stratégies pour renforcer le système de santé

Mettre en œuvre des stratégies permettant la diffusion, l'échange, la synthèse et l'application efficaces des résultats issus de la recherche en santé qui déboucheront sur l'amélioration du système de santé canadien. En outre, planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de subventions visant à créer de nouvelles connaissances, à renforcer la capacité et les réseaux du Canada et, en collaboration avec nos partenaires, à ef-

fectuer des recherches efficaces et à appliquer les connaissances issues de la recherche en santé.

Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite à des institutions canadiennes

Mettre en œuvre des stratégies permettant le développement et la commercialisation efficaces de la recherche en santé qui déboucheront sur une meilleure qualité de vie pour la population canadienne grâce à l'amélioration du système de santé, des produits et de l'économie du Canada. En outre, planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de subventions visant à créer et à transférer les nouvelles connaissances, à renforcer la capacité et les réseaux du Canada et à entreprendre la commercialisation efficace de la recherche en santé.

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Résultat stratégique

Dérogations touchant les secrets commerciaux au sein du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail qui concilient le droit de l'industrie de protéger les renseignements commerciaux véritablement confidentiels et le droit des employeurs et des travailleurs d'obtenir de l'information complète et précise sur les dangers liés à la santé et à la sécurité que posent les produits chimiques en milieu de travail.

Description des activités de programme

Processus de demandes de dérogation

Sous cette activité, le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses enregistre les demandes de dérogation reçues d'un fournisseur ou d'un fabricant qui désire protéger des renseignements exclusifs, rend des décisions concernant la vali-

dité des demandes de dérogation, évalue et formule des décisions quant à la conformité des fiches signalétiques ou des étiquettes relatives à ces demandes et administre un processus d'appel propre à ces décisions.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Résultat stratégique

Les prix demandés par les fabricants de médicaments brevetés ne sont pas excessifs.

Description des activités de programme

Examen du prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) passe en revue les prix départ-usine, à savoir les prix auxquels les titulaires de brevet vendent leurs médicaments pour usage humain ou vétérinaire qui sont distribués au Canada sous ordonnance ou en vente libre aux grossistes, aux hôpitaux et aux pharmacies pour que ces prix ne soient pas excessifs. Le CEPMB rend compte de ses activités au Parlement annuellement par l'intermédiaire du ministre de la Santé qui présente un compte rendu de ses principales activités, une analyse des prix des médicaments brevetés et des tendances des prix de tous les produits pharmaceutiques. Il fait également rapport des dépenses de recherche-développement des fabricants de produits pharmaceutiques brevetés.

Agence de santé publique du Canada

Résultat stratégique

Une population en meilleure santé au moyen de la promotion de la santé et de la prévention des maladies et des blessures.

Description des activités de programme

Santé de la population et santé publique

En collaboration avec des partenaires, l'Agence dirige les interventions fédérales et mobilise les efforts pan-canadiens visant à promouvoir et à protéger la santé publique nationale et internationale. Les mesures sont les suivantes : prévoir les menaces pour la santé publique, s'y préparer, intervenir et s'en relever; surveiller les maladies, les blessures, les autres risques de même que leurs déterminants et l'état général de la santé publique au Canada et dans le monde pour appuyer des projets de prévention et de promotion de la santé, faire des recherches et des rapports à leur sujet; établir et maintenir un réseau de santé publique regroupant les intervenants. L'Agence utilise les meilleures connaissances et données probantes disponibles pour : informer, conseiller et mobiliser les groupes d'intérêts canadiens et internationaux en santé publique quant aux buts, aux politiques, aux stratégies d'intervention, aux instruments, aux pratiques et aux capacités communautaires; fournir des renseignements, des conseils et un leadership en santé publique aux Canadiens et aux intervenants.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	1 674 443 733	...	...	1 674 443 733	1				
...	...	97 142 511	...	97 142 511	1a				
...	...	1	...	1	1b				
...	...	...	300 000	300 000					
...	...	...	11 417 277	11 417 277					
...	...	...	4 115 390	4 115 390					
...	...	...	440 754	440 754					
...	...	...	19 364 000	19 364 000					
...	...	...	(84 000)	(84 000)					
...	...	...	(1 639 200)	(1 639 200)					
...	...	...	(55 000)	(55 000)					
...	1 674 443 733	97 142 512	33 859 221	1 805 445 466					
...	1 189 350 297	...	...	1 189 350 297	5				
...	...	1	...	1	5b				
...	...	...	154 998	154 998					
...	...	...	700 000	700 000					
...	...	...	(11 417 277)	(11 417 277)					
...	...	...	(283 729)	(283 729)					
...	...	...	(219 335)	(219 335)					
...	1 189 350 297	1	(11 065 343)	1 178 284 955					
...	72 922	...	...	72 922	(S)				
...	111 530 000	...	(6 064 664)	105 465 336	(S)				
237 925	...	...	235 070	472 995	(S)				
...	...	...	310 901	310 901	(S)				
...	...	...	10 488	10 488	(S)				
...					
237 925	2 975 396 952	97 142 513	17 285 673	3 090 063 063		2 997 549 685	92 278 308	235 070	2 891 979 514

Ministère

1 Dépenses de fonctionnement

1a Virement de 400 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 3 910 580 \$ du crédit 35 (Santé)

1b Virement de 11 017 277 \$ du crédit 5 (Santé), de 204 810 \$ du crédit 35 (Santé) et de 300 000 \$ du crédit 1 (Industrie)

Virement du : crédit 1 (Industrie)

crédit 5

crédit 35

CT, crédit 10 ⁽¹⁾CT, crédit 15 ⁽¹⁾

Virement au : crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)

crédit 35

crédit 40

Total—Crédit 1

5 Subventions et contributions

5b Virement de 700 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 154 998 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)

Virement du : crédit 5 (Patrimoine canadien)

crédit 35

Virement au : crédit 1

crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)

crédit 20

Total—Crédit 5

(S) Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile

(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs

(S) Honoraires—Agence de recouvrement

Crédits non requis pour l'exercice en cours

					Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
...	9 022 000	...	...	9 022 000	10	Dépenses du programme	129 753	8 892 247	...	...
...	659 000	...	(655 052)	3 948	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 948	...	...	...
...	9 681 000	...	(655 052)	9 025 948		Total de l'organisme—Budgétaire	133 701	8 892 247	...	...
					Instituts de recherche en santé du Canada					
...	41 252 000	...	...	41 252 000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2 791 545	...	2 791 545	15a	Virement de 50 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 12 500 \$ du crédit 40 (Santé)				
...	...	...	50 000	50 000		Virement du : crédit 35				
...	...	...	12 500	12 500		crédit 40				
...	...	...	16 000	16 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(1 000 000)	(1 000 000)		Virement au : crédit 20				
...	...	...	(101 458)	(101 458)		crédit 55 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	41 252 000	2 791 545	(1 022 958)	43 020 587		Total—Crédit 15	39 364 042	3 656 545	...	38 509 217
...	786 765 000	...	...	786 765 000	20	Subventions				
...	...	29 125 000	...	29 125 000	20a	Virement de 1 635 000 \$ du crédit 40 (Santé)				
...	...	...	...	...	20b	Virement de 219 335 \$ du crédit 5 (Santé), de 1 000 000 \$ du crédit 15 (Santé) et de 62 500 \$ du crédit 40 (Santé)				
...	...	1	...	1		Virement du : crédit 5				
...	...	...	219 335	219 335		crédit 15				
...	...	...	1 000 000	1 000 000		crédit 40				
...	...	...	1 697 500	1 697 500		Virement au crédit 55 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(2 623 541)	(2 623 541)						
...	786 765 000	29 125 001	293 294	816 183 295		Total—Crédit 20	799 646 533	16 536 762	...	758 147 761
...	4 648 000	...	(389 310)	4 258 690	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 258 690	...	...	4 218 530
...	...	...	8 505	8 505	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	8 505	...
...	832 665 000	31 916 546	(1 110 469)	863 471 077		Total de l'organisme—Budgétaire	843 269 265	20 193 307	8 505	800 875 508
					Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
...	3 019 000	...	...	3 019 000	25	Dépenses du programme				
...	...	144 850	...	144 850	25a	Dépenses du programme				
...	...	...	61 000	61 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	3 019 000	144 850	61 000	3 224 850		Total—Crédit 25	3 024 453	200 397	...	2 858 516
...	493 000	...	(116 668)	376 332	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	376 332	...	...	398 080
...	3 512 000	144 850	(55 668)	3 601 182		Total de l'organisme—Budgétaire	3 400 785	200 397	...	3 256 596

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	5 800 000	...	...	5 800 000	30	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			
...	...	5 092 025	...	5 092 025	30a	Dépenses du programme				
...	...	...	86 000	86 000		Dépenses du programme			
...	5 800 000	5 092 025	86 000	10 978 025		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	712 000	...	(89 266)	622 734	(S)	6 742 543	4 235 482	...	4 783 128	
...	...	...	26	26	(S)	622 734	...	...	543 337
...	...	...	...	...		26	...	...	7
...	6 512 000	5 092 025	(3 240)	11 600 785		7 365 303	4 235 482	...	5 326 472	
Agence de santé publique du Canada										
...	299 278 000	...	...	299 278 000	35	Dépenses de fonctionnement			
...	...	30 730 105	...	30 730 105	35a	Virement de 1 433 000 \$ du crédit 1 (Santé)				
...	...	1	...	1	35b	Virement de 206 200 \$ du crédit 1 (Santé) et de 126 000 \$ du crédit 1 (Transports)				
...	...	...	1 639 200	1 639 200		Virement du : crédit 1			
...	...	...	126 000	126 000		crédit 1 (Transports)			
...	...	...	25 000	25 000		CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	...	...	1 064 000	1 064 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	(4 115 390)	(4 115 390)		Virement au : crédit 1			
...	...	...	(700 000)	(700 000)		crédit 5			
...	...	...	(50 000)	(50 000)		crédit 15			
...	...	...	(2 075 000)	(2 075 000)		crédit 40			
...	299 278 000	30 730 106	(4 086 190)	325 921 916		305 468 895	20 453 021	...	277 484 711	
...	179 306 000	...	...	179 306 000	40	Subventions et contributions			
...	...	6 018 366	...	6 018 366	40a	Virement de 293 605 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	1 000 000	...	1 000 000	40b	Virement de 55 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 2 075 000 \$ du crédit 35 (Santé)				
...	...	...	55 000	55 000		Virement du : crédit 1			
...	...	...	293 605	293 605		crédit 5 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	2 075 000	2 075 000		crédit 35			
...	...	...	(12 500)	(12 500)		Virement au : crédit 15			
...	...	...	(1 697 500)	(1 697 500)		crédit 20			
...	179 306 000	7 018 366	713 605	187 037 971		182 153 238	4 884 733	...	176 625 680	
...	28 005 000	...	(4 816 255)	23 188 745	(S)	23 188 745	...	...	23 043 639

...	...	...	1 287	1 287	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 287	...	...	12 367
...	...	...	236	236	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	236	...	...	...
...	506 589 000	37 748 472	(8 187 317)	536 150 155	Total de l'organisme—Budgétaire	510 812 401	25 337 754	...	477 166 397
237 925	4 334 355 952	172 044 406	7 273 927	4 513 912 210	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 362 531 140	151 137 495	243 575	4 178 604 487

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Politique, planification et information en matière de santé	125 165 797	117 646 886	...	...	187 453 493	172 801 855	...	...	...	...	312 619 290	290 448 741
Produits de santé et aliments	308 347 544	292 443 783	1 428 944	1 205 015	9 574 790	9 331 348	41 206 136	40 715 004	...	...	278 145 142	262 265 142
Santé environnementale et sécurité des consommateurs	275 794 999	262 523 141	970 750	818 624	44 043 923	43 231 950	15 487 864	12 456 883	...	...	305 321 808	294 116 832
Règlement sur les produits antiparasitaires	74 937 548	70 156 353	...	...	...	...	6 975 000	7 443 545	...	...	67 962 548	62 712 808
Santé des Premières nations et des Inuits	1 192 768 220	1 163 439 017	1 483 306	1 250 858	937 212 749	926 540 551	5 450 000	3 224 264	...	...	2 126 014 275	2 088 006 162
Sous-total	1 977 014 108	1 906 209 180	3 883 000	3 274 497	1 178 284 955	1 151 905 704	69 119 000	63 839 696	...	...	3 090 063 063	2 997 549 685
Revenus affectés aux dépenses	(69 119 000)	(63 839 696)	...	...	...	...	(69 119 000)	(63 839 696)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	1 907 895 108	1 842 369 484	3 883 000	3 274 497	1 178 284 955	1 151 905 704	...	...	...	...	3 090 063 063	2 997 549 685
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée												
Délivrance des autorisations et mise en application d'un cadre réglementaire pour les technologies de procréation assistée	4 030 414	59 631	...	...	...	...	...	...	...	...	4 030 414	59 631
Information sur la santé et gestion des connaissances pour les technologies de procréation assistée	4 995 534	74 070	...	...	...	...	...	...	...	...	4 995 534	74 070
Total de l'organisme—Budgétaire	9 025 948	133 701	...	...	...	...	...	...	...	...	9 025 948	133 701
Instituts de recherche en santé du Canada												
Financer la recherche en santé	24 250 713	23 120 048	...	...	448 199 836	476 390 419	...	...	...	...	472 450 549	499 510 467
Financer les chercheurs en santé et les stagiaires	8 788 387	11 778 138	...	...	209 287 000	178 664 135	...	...	...	...	218 075 387	190 442 273
Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé	2 682 396	3 489 819	...	...	67 749 459	62 672 498	...	...	...	...	70 431 855	66 162 317
Développer et appuyer un milieu de recherche en santé énergétique grâce à des alliances nationales et internationales et à l'établissement de priorités	4 282 322	1 308 682	...	...	23 828 000	21 973 588	...	...	...	...	28 110 322	23 282 270

Informer la recherche, les pratiques cliniques et les politiques publiques sur les questions éthiques, juridiques et sociales liées à la santé et à la recherche en santé	2 525 108	436 227	...	...	3 799 000	1 757 171	...	...	...	...	6 324 108	2 193 398
Appuyer les activités sur l'application, l'échange et l'utilisation des connaissances et des stratégies pour renforcer le système de santé	3 050 534	2 224 778	...	...	37 728 000	32 792 615	...	...	...	...	40 778 534	35 017 393
Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite à des institutions canadiennes	1 708 322	1 265 040	...	...	25 592 000	25 396 107	...	...	...	...	27 300 322	26 661 147
Total de l'organisme—Budgétaire	47 287 782	43 622 732	...	...	816 183 295	799 646 533	...	...	...	...	863 471 077	843 269 265
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses												
Processus de demandes de dérogation	3 601 182	3 400 785	...	...	...	...	...	...	...	...	3 601 182	3 400 785
Total de l'organisme—Budgétaire	3 601 182	3 400 785	...	...	...	...	...	...	...	...	3 601 182	3 400 785
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés												
Examen du prix des médicaments brevetés	11 600 785	7 365 303	...	...	...	...	...	...	...	...	11 600 785	7 365 303
Total de l'organisme—Budgétaire	11 600 785	7 365 303	...	...	...	...	...	...	...	...	11 600 785	7 365 303
Agence de santé publique du Canada												
Santé de la population et santé publique	349 162 184	328 700 643	...	...	187 037 971	182 153 238	50 000	41 480	...	...	536 150 155	510 812 401
Revenus affectés aux dépenses	(50 000)	(41 480)	...	...	...	...	(50 000)	(41 480)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	349 112 184	328 659 163	...	...	187 037 971	182 153 238	...	...	...	...	536 150 155	510 812 401
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 328 522 989	2 225 551 168	3 883 000	3 274 497	2 181 506 221	2 133 705 475	...	...	...	...	4 513 912 210	4 362 531 140

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
Politique, planification et information en matière de santé									
...	1 925 000	...	...	1 925 000	1 915 570	9 430	...	1 925 850
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé									
...	96 033	...	...	96 033	32 000	64 033	...	32 000
...	8 000 000	...	...	8 000 000	...	8 000 000	...	7 100 000
...	10 000 000	...	(4 000 000)	6 000 000	4 648 000	1 352 000	...	3 141 087	
Programme de subventions de partenariat entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé									
...	17 403 967	...	...	17 403 967	17 016 202	387 765	...	7 359 642
...	19 740 000	...	...	19 740 000	19 740 000	...	...	15 000 000
...	...	...	...	...	...	...	...	19 999 998
...	57 165 000	...	(4 000 000)	53 165 000	43 351 772	9 813 228	...	54 558 577	

Produits de santé et aliments									
...	5 000 000	...	...	5 000 000	5 000 000	...	...	5 000 000
...	400 000	...	(169 951)	230 049	230 049	...	...	400 000
...	500 000	...	(49)	499 951	256 774	243 177	...	130 816	
...	5 900 000	...	(170 000)	5 730 000	5 486 823	243 177	...	5 530 816	

Santé environnementale et sécurité des consommateurs									
...	5 000	...	...	5 000	...	5 000	...	...
Commission internationale de protection contre les radiations									
...	600 000	...	...	600 000	500 000	100 000	...	600 000
...	500 000	...	...	500 000	256 774	243 226	...	130 816
Programme de bourses postdoctorales de Santé Canada									
...	3 950 000	...	...	3 950 000	3 749 998	200 002	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	464 996
...	5 055 000	...	...	5 055 000	4 506 772	548 228	...	1 195 812

Santé des Premières nations et des Inuits									
...	10 200 000	...	...	10 200 000	10 200 000	...	...	10 200 000
Fonds de transport pour raison médicale du Nunavut									
...	3 200 000	...	...	3 200 000	3 200 000	...	...	3 200 000
...	1 600 000	...	...	1 600 000	1 600 000	...	...	1 600 000
Fonds de transport pour raison médicale des Territoires du Nord-Ouest									
Fonds de transport pour raison médicale du Yukon									

...	6 333 333	...	...	6 333 333	Subvention au gouvernement du Yukon pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires et le secrétariat opérationnel	6 333 333	...	...	6 333 333
...	4 333 334	...	...	4 333 334	Subvention au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	4 333 334	...	...	4 333 333
...	4 333 333	...	...	4 333 333	Subvention au gouvernement du Nunavut pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	4 333 333	...	...	4 333 334
...	30 000 000	...	...	30 000 000		30 000 000	...	...	30 000 000
...	98 120 000	...	(4 170 000)	93 950 000	Total—Subventions	83 345 367	10 604 633	...	91 285 205
Contributions									
...	2 850 000	...	9 715	2 859 715	Politique, planification et information en matière de santé				
...	75 600 000	...	(1 500 000)	74 100 000	Programme de contributions pour la santé des femmes	2 859 715	...	...	2 862 109
...	29 097 840	1	(1 553 864)	27 543 977	Contributions au Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires	72 675 918	1 424 082	...	184 799 936
...	2 230 000	...	...	2 230 000	Programme de contributions dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	26 740 301	803 676	...	23 232 377
...	3 090 000	...	319 806	3 409 806	Contribution à l'Institut canadien d'information en matière de santé	2 230 000	...	...	2 230 000
...	23 000 000	...	1 144 995	24 144 995	Programme de recherche sur les politiques en matière de santé	799 154	2 610 652	...	2 272 105
...	...	...	...	...	Programme de contributions pour améliorer l'accès aux services de santé offerts aux communautés de langue officielle en situation minoritaire	24 144 995	...	...	20 962 950
...	135 867 840	1	(1 579 348)	134 288 493	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	(20 898)
Produits de santé et aliments									
...	3 600 000	...	200 000	3 800 000	Contribution destinée à renforcer le système de don et de transplantation de tissus et d'organes au Canada	3 800 000	...	...	3 600 000
...	400 000	...	(355 210)	44 790	Contribution à la recherche sur les produits de santé naturels	44 525	265	...	518 505
...	4 000 000	...	(155 210)	3 844 790		3 844 525	265	...	4 118 505
Santé environnementale et sécurité des consommateurs									
...	14 000 000	...	(714 596)	13 285 404	Paiements aux provinces et aux territoires pour aider à assurer aux Canadiens l'accès à des programmes et services efficaces de réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie	13 207 562	77 842	...	13 308 758
...	15 759 000	...	(800 663)	14 958 337	Contributions à l'appui de la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme	14 772 434	185 903	...	15 658 770
...	9 935 588	...	809 594	10 745 182	Fonds des initiatives communautaires de la stratégie antidrogue	10 745 182	...	...	9 345 235
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3 950 000
...	39 694 588	...	(705 665)	38 988 923		38 725 178	263 745	...	42 262 763
Santé des Premières nations et des Inuits									
...	217 906 031	...	(13 639 986)	204 266 045	Paiement à des bandes indiennes, à des associations ou aux groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé	204 266 045	...	...	202 302 256
...	2 500 000	...	765 625	3 265 625	Programme de contribution pour le soutien en santé mentale offert aux anciens résidents des pensionnats indiens	3 265 625	...	...	1 549 523
...	167 266 578	...	(72 224 918)	95 041 660	Contributions pour la gouvernance en santé et soutien à l'infrastructure des Premières nations et des Inuits	87 779 387	7 262 273	...	3 602 759
...	211 120 456	...	77 382 118	288 502 574	Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits	288 502 574	...	...	2 435 600

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	51 885 290	...	(10 223 051)	41 662 239	Contributions aux programmes d'établissements de santé et d'immobilisations des Premières nations et des Inuits	41 662 239	...	...	...
...	118 282 514	...	18 184 461	136 466 975	Contributions aux prestations en soins de santé des Premières nations et des Inuits	136 466 975	...	...	...
...	9 724 800	...	19 258 678	28 983 478	Contributions à la protection de la santé des Premières nations et des Inuits	28 983 478	...	...	...
...	119 742 200	...	(24 677 808)	95 064 392	Contributions aux soins de santé primaires des Premières nations et des Inuits	91 654 467	3 409 925	...	...
...	8 240 000	...	714 301	8 954 301	Contributions au projet pilote de prestations en soins de santé non assurés de Bigstone	8 954 301	...	...	...
...	5 000 000	...	5 460	5 005 460	Contribution à l'Organisation pour la promotion de la santé des peuples autochtones	5 005 460	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	616 915 303
...	911 667 869	...	(4 455 120)	907 212 749		896 540 551	10 672 198	...	826 805 441
...	1 091 230 297	1	(6 895 343)	1 084 334 955	Total—Contributions	1 068 560 337	15 774 618	...	1 109 525 288
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	193 032 840	1	(5 579 348)	187 453 493	Politique, planification et information en matière de santé	172 801 855	14 651 638	...	290 897 156
...	9 900 000	...	(325 210)	9 574 790	Produits de santé et aliments	9 331 348	243 442	...	9 649 321
...	44 749 588	...	(705 665)	44 043 923	Santé environnementale et sécurité des consommateurs	43 231 950	811 973	...	43 458 575
...	941 667 869	...	(4 455 120)	937 212 749	Santé des Premières nations et des Inuits	926 540 551	10 672 198	...	856 805 441
...	1 189 350 297	1	(11 065 343)	1 178 284 955	Total du ministère	1 151 905 704	26 379 251	...	1 200 810 493
Instituts de recherche en santé du Canada									
Subventions									
Financer la recherche en santé									
...	421 408 000	24 225 001	2 566 835	448 199 836	Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	476 390 419	(28 190 583)	...	443 803 883
Financer les chercheurs en santé et les stagiaires									
...	198 437 000	...	350 000	198 787 000	Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	168 527 978	30 259 022	...	158 545 869
...	10 500 000	...	...	10 500 000	Bourses d'études supérieures du Canada	10 136 157	363 843	...	8 148 512
...	208 937 000	...	350 000	209 287 000		178 664 135	30 622 865	...	166 694 381
Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé									
...	65 473 000	4 900 000	(2 623 541)	67 749 459	Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	62 672 498	5 076 961	...	66 610 823

					Développer et appuyer un milieu de recherche en santé énergique grâce à des alliances nationales et inter- nationales et à l'établissement de priorités				
...	10 828 000	...	...	10 828 000	Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	8 973 588	1 854 412	...	9 090 781
...	13 000 000	...	...	13 000 000	Subventions aux instituts	13 000 000	...	...	12 999 999
...	23 828 000	...	...	23 828 000		21 973 588	1 854 412	...	22 090 780
					Informer la recherche, les pratiques cliniques et les politiques publiques sur les questions éthiques, juridiques et sociales liées à la santé et à la recherche en santé				
...	3 799 000	...	...	3 799 000	Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	1 757 171	2 041 829	...	1 399 998
					Appuyer les activités sur l'application, l'échange et l'utilisation des connaissances et des stratégies pour renforcer le système de santé				
...	37 728 000	...	...	37 728 000	Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	32 792 615	4 935 385	...	33 318 754
					Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite à des institutions canadiennes				
...	25 592 000	...	...	25 592 000	Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	25 396 107	195 893	...	24 229 142
...	786 765 000	29 125 001	293 294	816 183 295	Total de l'organisme	799 646 533	16 536 762	...	758 147 761

Agence de santé publique du Canada

Subventions

Santé de la population et santé publique

					Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche				
...	22 092 000	1 000 000	(6 281 105)	16 810 895		15 191 010	1 619 885	...	7 572 090
...	3 000 000	...	...	3 000 000	Subvention à l'Institut national du cancer du Canada pour l'Ini- tiative canadienne pour la recherche sur le cancer du sein	3 000 000	...	...	3 000 000
...	8 010 000	...	(7 248 000)	762 000	Subventions à l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	762 000	...	...	68 762
...	...	587 500	1 500 000	2 087 500	Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	2 000 000	87 500	...	...
...	...	2 600 000	(2 600 000)	...	Subventions à des étudiants diplômés et à des étudiants au niveau postdoctoral dans le secteur de la santé publique et à des départements universitaires liés à la médecine commu- nautaire et à la santé publique	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10 000 000
...	33 102 000	4 187 500	(14 629 105)	22 660 395	Total—Subventions	20 953 010	1 707 385	...	20 640 852

Contributions

Santé de la population et santé publique

...	2 402 000	...	(723 000)	1 679 000	Contributions à la Société canadienne du sang ou à d'autres organismes de transfusion ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	1 551 846	127 154	...	1 705 547
-----	-----------	-----	-----------	-----------	---	-----------	---------	-----	-----------

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	20 750 000	1 018 366	8 337 170	30 105 536	Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	28 071 158	2 034 378	...	23 381 914
...	81 830 000	...	823 477	82 653 477	Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	82 358 657	294 820	...	82 642 199
...	13 100 000	...	7 302 292	20 402 292	Contribution à l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	20 377 680	24 612	...	19 923 284
...	28 122 000	...	1 041 523	29 163 523	Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	28 654 639	508 884	...	28 331 884
...	...	1 625 000	(1 438 752)	186 248	Contributions à des universités et à des organisations de santé publique pour la création de produits et d'outils de perfectionnement de la main d'œuvre en santé publique	186 248	...	...	...
...	...	187 500	...	187 500	Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	...	187 500	...	...
...	146 204 000	2 830 866	15 342 710	164 377 576	Total—Contributions	161 200 228	3 177 348	...	155 984 828
...	179 306 000	7 018 366	713 605	187 037 971	Total de l'organisme	182 153 238	4 884 733	...	176 625 680
...	2 155 421 297	36 143 368	(10 058 444)	2 181 506 221	Total du portefeuille ministériel	2 133 705 475	47 800 746	...	2 135 583 934

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Produits de santé et aliments	41 206 136	40 715 004	37 719 227
Santé environnementale et sécurité des consommateurs	15 487 864	12 456 883	11 954 506
Règlement sur les produits antiparasitaires	6 975 000	7 443 545	5 855 812
Santé des Premières nations et des Inuits	5 450 000	3 224 264	3 353 835
Total du ministère—Budgétaire	69 119 000	63 839 696	58 883 380
Agence de santé publique du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Santé de la population et santé publique	50 000	41 480	62 500
Total de l'organisme—Budgétaire	50 000	41 480	62 500
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	69 169 000	63 881 176	58 945 880

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements des achats de biens et de services	7 537 194	2 530 613
Recouvrements des dépenses en capital	...	3 842
Recouvrements des paiements de transfert	6 218 001	7 697 950
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	26 401 099	7 169 308
	40 156 294	17 401 713
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Règlement sur le prix à payer pour vendre des médicaments	4 076 613	3 943 516
Revenus provenant de la vente de médicaments	6 671 614	5 924 670
Matériel médical	3 500 200	3 935 242
Réglementation de la lutte antiparasitaire—Entretien	4 131 660	4 495 537
Redevances	17 460	14 496
Divers	2 985 052	2 932 954
	21 382 599	21 246 415
Location et utilisation de biens publics	423 751	447 669
Services de nature réglementaire—		
Revenus provenant de la vente de médicaments	19 247 215	16 556 965
Réglementation de la lutte antiparasitaire	3 337 060	2 052 584
Divers	3 217 846	2 776 394
	25 802 121	21 385 943
Services de nature non réglementaire—		
Services d'hospitalisation	2 702 074	2 934 548
Services de santé	1 185 188	1 316 656
Service de dosimétrie	4 751 608	4 882 969
Programme d'aide aux employés	5 442 809	4 501 091
Revenus d'inspection	549 331	779 739
Revenus provenant de la vente de médicaments	721 881	720 421
Divers	2 057 227	1 810 374
	17 410 118	16 945 798
Ventes de biens et de produits d'information	712 170	476 445
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	2 347 925	2 758 941
Intérêts sur débiteurs en souffrance	1 281 802	324 475
Autres frais et droits	508 207	229 589
Divers	3 749 120	5 610 533
	7 887 054	8 923 538
	73 617 813	69 425 808

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	235 070	237 925			
Revenus divers	1 557 935	1 487 602			
Total du ministère	115 567 112	88 553 048			
Instituts de recherche en santé du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de bourses d'exercices antérieurs	1 972 229	3 776 889			
Recouvrements de services à des tiers d'exercices antérieurs	242 083	77 823			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	217 509	276 284			
	2 431 821	4 130 996			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	8 505	...			
Revenus divers	140	1 088			
Total de l'organisme	2 440 466	4 132 084			
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 213	4 627			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	26 472	4 267			
	38 685	8 894			
Ventes de biens et de services—					
Autres frais et droits	591 445	486 260			
Total de l'organisme	630 130	495 154			
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 028	...			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 560	149			
	8 588	149			
Ventes de biens et de services—					
Autres frais et droits	210 017	1 413 408			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	26	7			
Total de l'organisme	218 631	1 413 564			
Agence de santé publique du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements des achats de biens et de services	477 220	888 428			
Recouvrements des paiements de transfert	806 579	1 140 129			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 889 836	4 151 243			
	3 173 635	6 179 800			
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges—					
Redevances	28 377	25 375			
Services de nature non réglementaire—					
Trousse de premiers soins	41 776	62 287			
Autres services de nature non réglementaire	47 095	63 456			
	88 871	125 743			
Autres frais et droits—					
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	7 948	11 890			
	125 196	163 008			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 287	12 367			
Revenus divers—					
Surplus de revenus par crédit net	...	12 500			
Divers	212 555	80 239			
	212 555	92 739			
Total de l'organisme	3 512 673	6 447 914			
Sommaire du portefeuille ministériel					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	45 809 023	27 721 552			
Ventes de biens et de services	74 544 471	71 488 484			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	244 888	250 299			
Revenus divers	1 770 630	1 581 429			
Total du portefeuille ministériel	122 369 012	101 041 764			

SECTION 25

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Sécurité publique et Protection civile

Ministère

Agence des services frontaliers du Canada

Service canadien du renseignement de sécurité

Service correctionnel

Commission nationale des libérations conditionnelles

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Gendarmerie royale du Canada

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	25.2
Sommaire du portefeuille ministériel	25.6
Activités de programme	25.13
Paiements de transfert	25.16
Détail des montants disponibles pour être dépensés	25.20
Revenus	25.20

Ministère**Résultat stratégique**

Améliorer la sécurité publique et la protection civile de la population canadienne dans le contexte d'une société ouverte.

Description des activités de programme*Gestion des mesures d'urgence et sécurité nationale*

Les fonctions au sein de ce secteur comprennent : la planification des mesures d'urgence, l'avertissement et l'intervention, dont le Centre des opérations du gouvernement et le Centre canadien d'intervention en cas d'incident cybernétique, une politique en matière de gestion des urgences, une politique de sécurité nationale, la préparation et le rétablissement des activités et l'inspecteur général du Service canadien du renseignement de sécurité.

Police et application de la loi

Les fonctions au sein de ce secteur comprennent : des politiques en matière de police, l'application de la loi et des stratégies frontalières et la formulation d'une vision globale de même que l'élaboration d'un plan stratégique pour assurer l'intégration de l'information pour la sécurité publique et l'interopérabilité entre les ministères et les organismes au Canada.

Sécurité de la population et partenariats

Les fonctions au sein de ce secteur comprennent : la Stratégie nationale pour la prévention du crime, la Politique sur la police des Premières nations de même que les politiques liées aux services correctionnels et au régime de mise en liberté sous condition.

Agence des services frontaliers du Canada**Résultat stratégique**

Gestion efficace et efficiente de la frontière afin de contribuer à la sécurité et à la prospérité du Canada.

Description des activités de programme*Accès*

Assurer la circulation légitime des personnes et des marchandises tout en favorisant l'observation des lois et des règlements à la frontière.

Sécurité

Assurer la sécurité des Canadiens dans le cadre du programme de sécurité du gouvernement et grâce à une gestion efficace et efficiente de la frontière.

Innovation fondée sur les sciences et la technologie

Utiliser la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada en matière de sciences et de technologie pour moderniser la gestion de la frontière et accroître l'efficacité et l'efficience des opérations frontalières.

Service canadien du renseignement de sécurité**Résultat stratégique**

Fournir des renseignements de sécurité au gouvernement du Canada.

Description des activités de programme*Service canadien du renseignement de sécurité*

Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces et fournit des évaluations de la sécurité.

Service correctionnel**Résultat stratégique**

Les délinquants sont logés et réintégrés de façon sûre et efficace dans les collectivités canadiennes.

Description des activités de programme*Prise en charge et garde*

Prise en charge et garde, assurer l'exécution des peines par des mesures de garde raisonnables, sûres et humaines.

Réinsertion et gestion des cas

Réinsertion et gestion des cas, aider à assurer la réadaptation et la réinsertion sécuritaire des délinquants dans la collectivité.

CORCAN (OSS)

CORCAN, un organisme de service spécial (OSS) qui fonctionne selon le principe de recouvrement des coûts, donne aux délinquants des possibilités d'emploi et d'aide à acquérir des compétences relatives à l'employabilité afin de les soutenir dans leur recherche d'emploi après leur libération dans la collectivité.

Commission nationale des libérations conditionnelles**Résultat stratégique**

Des décisions relatives à la mise en liberté sous condition qui contribuent à la protection du public par la réinsertion en toute sécurité des délinquants dans la collectivité.

Description des activités de programme

Décisions – Mise en liberté sous condition

Consiste à examiner des cas et à rendre des décisions judicieuses, à fournir le soutien nécessaire à la prise de décisions, à donner de la formation adéquate afin d'assurer la compétence dans tous les aspects du processus décisionnel et à élaborer des politiques pour guider les décisions et les opérations.

Résultat stratégique

Transparence et imputabilité du processus de mise en liberté sous condition, lequel assure une participation active et un engagement des victimes de crime et du public avant et après la prise de décisions pour une mise en liberté sous condition.

Description des activités de programme

Transparence et imputabilité du processus de décisions de mise en liberté sous condition

Consiste à communiquer des renseignements aux victimes et à fournir de l'aide aux observateurs présents aux audiences de la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) ainsi qu'aux personnes désireuses de consulter le registre des décisions de la CNLC, à établir des stratégies d'information à l'intention du public et à enquêter sur les incidents graves survenant dans la collectivité.

Résultat stratégique

Des décisions de pardon et des recommandations de clémence qui contribuent à la protection du public et appuient le processus de réhabilitation.

Description des activités de programme

Décisions de pardons – Recommandations de clémence

Consiste à examiner les demandes de réhabilitation et à décider judicieusement s'il convient d'octroyer ou de refuser la réhabilitation, à fournir le soutien nécessaire aux prises de décisions touchant la réhabilitation, à élaborer une politique en matière de clémence et de réhabilitation, à percevoir les recettes liées aux réhabilitations et à formuler des recommandations concernant la clémence.

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Résultat stratégique

Les problèmes des délinquants au sein du système correctionnel fédéral sont identifiés et résolus au moment opportun et de façon raisonnable.

Description des activités de programme

Surveillance des opérations correctionnelles

Le rôle du Bureau de l'enquêteur correctionnel est d'enquêter sur les plaintes individuelles des délinquants concernant les recommandations, décisions, actes ou omissions du Service correctionnel du Canada (SCC). Il a également l'obligation d'examiner et de formuler des recommandations concernant les politiques et pratiques du SCC donnant lieu aux plaintes individuelles, afin de relever les carences systémiques et d'y remédier. L'article 19 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* exige l'examen des enquêtes du SCC en cas de décès ou de blessure grave d'un délinquant. Le Bureau surveille également les incidents d'usage de la force, conformément aux recommandations de la Commission Arbour.

Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique

Services de police fédérale de qualité.

Description des activités de programme

Opérations fédérales et internationales

Les services de police fédérale offrent des services de protection, d'enquête, d'application de la loi et de police au gouvernement fédéral, à ses ministères et organismes et aux Canadiens.

Services de police de protection

Les services de police de protection dirigent la planification, la mise en œuvre, la gestion et le suivi du Programme national de protection de la sécurité de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), incluant la protection des dignitaires, la sécurité lors d'événements majeurs et d'initiatives spéciales, dont les sommets dirigés par le Premier ministre à caractère international.

Résultat stratégique

Services de police contractuels de qualité.

Description des activités de programme

Services de police communautaires, contractuels et autochtones

Ces services contribuent à assurer la sécurité des foyers et des communautés en offrant des services de police à diverses communautés dans huit provinces (exception faite du Québec et de l'Ontario) et dans trois territoires, par le truchement d'ententes de partage des coûts entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations municipales et autochtones.

Résultat stratégique

Services de soutien de qualité aux services de police.

Description des activités de programme*Opérations relatives aux renseignements criminels*

Un programme national de gestion des informations et des renseignements pour dépister et prévenir les actes criminels de groupes organisés, de nature grave ou qui menacent la sécurité nationale au Canada ou à l'étranger et qui ont une incidence sur le Canada.

Opérations relatives à la police technique

Établissement de politiques et prestation de conseils et de services de gestion afin de prévoir, de rechercher, de créer et d'assurer la disponibilité d'outils techniques et de connaissances spécialisées grâce auxquels les membres sur le terrain et les partenaires peuvent mieux exécuter leur devoir, soit prévenir et enquêter sur les actes criminels et appliquer la loi, assurer la protection contre le terrorisme et exercer leurs fonctions dans un milieu sûr et sécuritaire.

Services de soutien aux services de police

Les services de soutien appuient la GRC dans son rôle en tant que corps de police.

Services de police nationaux

Ces services contribuent à la sécurité des foyers et des communautés, pour les canadiens, par l'acquisition, l'analyse, la répartition et l'entreposage d'applications scientifiques et technologiques qui sont mises à la disposition de toutes les agences canadiennes accréditées d'application de la loi.

Résultat stratégique

Paiements applicables à toutes les activités.

Description des activités de programme*Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la GRC*

Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*.

Indemnisation des membres de la GRC pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions

Indemnisation des membres de la GRC pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions.

Paiements sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la GRC tués dans l'exercice de leurs fonctions

Paiements sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la GRC tués dans l'exercice de leurs fonctions.

Pensions aux familles des membres de la GRC qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions

Pensions aux familles des membres de la GRC qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions.

Associations des anciens de la Gendarmerie royale du Canada

Associations des anciens de la Gendarmerie royale du Canada.

Association internationale des chefs de police

Association internationale des chefs de police.

Enregistrement, délivrance de permis et infrastructure de soutien

Exécution d'activités relatives à la délivrance de permis grâce aux activités des contrôleurs des armes à feu fédéraux (CAF), aux ententes avec les autres ministères fédéraux et à la gestion des rôles et des relations des CAF provinciaux; enregistrement des armes à feu dans le Registre canadien des armes à feu (RCAF) et appui aux agences publiques au moyen d'activités de délivrance de permis et d'enregistrement; exploitation du Bureau central de traitement et du centre d'appels 1 800; tenue et analyse des données relatives au rendement du Programme, et gestion de l'infrastructure de technologie de l'information du Programme et de son interface avec d'autres bases de données.

Politiques, réglementation, communications et intégration du portefeuille

Les activités visent à appuyer le développement et la recherche en matière de politiques stratégiques; la coordination de l'évaluation et des propositions législatives ou réglementaires; l'intégration des initiatives de l'agence et du portefeuille; la planification et la mise en œuvre de projets de consultation et de collaboration avec les partenaires du Programme, les collectivités autochtones et d'autres communautés, le secteur bénévole et communautaire, d'autres gouvernements, et les groupes professionnels; la gestion ou la participation aux initiatives internationales; la production de matériel de communication visant à soutenir la conformité au Programme; la réponse aux requêtes des clients et des parlementaires; les activités relatives à l'Accès à l'information et protection des renseignements personnels et à des services exécutifs; les services de traduction et de révision.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique

Le Comité externe d'examen de la GRC cherche à exercer une influence positive sur la façon dont les questions relatives aux relations de travail sont réglées au sein de la Gendarmerie.

Description des activités de programme

Examen des cas indépendant, opportun, équitable et impartial, menant à la formulation de conclusions et de recommandations judiciaires dans tous les cas renvoyés devant le Comité

Le président du Comité peut statuer sur des questions soumises au Comité par la GRC, soit en se fondant sur les documents versés au dossier, soit à la suite d'une audience. Dans l'exécution de son travail d'examen, le Comité tente d'assurer un équilibre entre des intérêts tout aussi complexes que variés, tout en veillant à ce que les principes du droit administratif et du travail et les recours prévus par la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* soient respectés. Dans chaque cas, il doit tenir compte de l'intérêt public et assurer le respect du droit des membres de la GRC à un traitement équitable et juste.

Diffusion de renseignements sur le rôle du Comité et sur ses conclusions et recommandations, ainsi que sur les principes juridiques pertinents

Le CEE veille à ce que ses conclusions et recommandations applicables à chaque cas soient expliquées clairement aux parties en cause et au commissaire de la GRC. Les résumés de ces conclusions et ces recommandations, ainsi que les articles d'intérêt et les renseignements sur des questions connexes, sont largement

distribués au moyen d'une publication trimestrielle (Communiqué), de même que sur le site Web du CEE, dans son rapport annuel et dans d'autres documents respectant l'obligation gouvernementale de rendre des comptes.

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique

Assurer le maintien de collectivités sûres par la promotion des valeurs canadiennes telles que les droits de la personne et les droits civils, le multiculturalisme et le respect de la diversité, l'égalité et l'équité, ainsi que le respect de la primauté du droit.

Description des activités de programme

Surveillance civile de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme fédéral autonome créé en 1988 et qui a pour rôle d'examiner les plaintes du public concernant la conduite des membres de la GRC de façon équitable et objective.

Le travail que la Commission accomplit doit être pertinent, à bien des niveaux. Les plaintes reçues, les enquêtes menées et les rapports rédigés doivent tous être de qualité exceptionnelle. Le travail pourra ainsi supporter un examen critique des plus rigoureux et être compris par les plaignants et les membres visés de la GRC, tout en suscitant un débat fructueux sur les problèmes abordés.

Grâce à cette pertinence soutenue, la Commission est en mesure d'apporter une contribution remarquable à la responsabilité d'élaboration des politiques de Sécurité publique et Protection civile.

La Commission s'intéresse de près aux cas qui portent sur la conduite de la police en ce qui concerne le traitement des personnes en garde à vue, les décès en cellule, le recours à la force, le traitement des personnes souffrant de troubles psychiques, les relations avec les collectivités autochtones et les poursuites policières à grande vitesse. Les questions découlant de la *Loi anti-terroriste* et de la *Loi sur le crime organisé* adoptées récemment, qui ont conféré de nouveaux pouvoirs extraordinaires à la police, revêtent également de l'importance pour la Commission.

À ce jour, le Commissaire de la GRC a souscrit à plus de 94 pour cent des conclusions défavorables et des recommandations de la Commission. Les recommandations de la Commission influencent peu à peu la conduite de la GRC et la politique nationale sur les pratiques policières.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	147 890 000	...	...	147 890 000	1	Ministère			
...	...	3 426 190	...	3 426 190	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	3 602 959	...	3 602 959	1b	Virement de 491 567 \$ du crédit 1 (Conseil privé)				
...	...	...	491 567	491 567		Virement de 9 825 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile)			
...	...	...	9 825 000	9 825 000		Virement du : crédit 1 (Conseil privé)			
...	...	...	1 007 000	1 007 000		crédit 5			
...	...	...	(346 386)	(346 386)		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	(350 000)	(350 000)		Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	147 890 000	7 029 149	10 627 181	165 546 330		crédit 35				
...	298 673 000	...	...	298 673 000		Total—Crédit 1	158 204 735	7 341 595	...
...	...	2 832 000	...	2 832 000	5	Subventions et contributions				
...	...	...	(9 825 000)	(9 825 000)	5b	Contributions			
...	298 673 000	2 832 000	(9 825 000)	291 680 000		Virement au crédit 1				
...	73 000	...	2 709	75 709		Total—Crédit 5	131 943 770	159 736 230	...	
...	11 456 000	...	(1 227 484)	10 228 516	(S)	Ministre de la Sécurité publique—Traitement et allocation pour automobile	75 709	...	...
...	458 092 000	9 861 149	(422 594)	467 530 555	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 228 516	...	...
...	1 119 660 000	...	...	1 119 660 000		Total du ministère—Budgétaire	300 452 730	167 077 825	...
...	...	118 923 697	...	118 923 697		Agence des services frontaliers du Canada				
...	...	6 387 199	...	6 387 199	10	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	373 500	373 500	10a	Virement de 373 500 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), 689 995 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 60 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)			
...	...	...	689 995	689 995		Virement de 75 000 \$ du crédit 1 (Transports)			
...	...	...	75 000	75 000		Virement du : crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)			
...	...	...	60 000	60 000		crédit 1 (Défense nationale)			
...	...	...	18 161 923	18 161 923		crédit 1 (Transports)			
...	...	...	350 000	350 000		crédit 5 (Défense nationale)			
...	...	...	7 994 000	7 994 000		CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
						CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
						CT, crédit 15 ⁽¹⁾				

...	...	...	(5 576 200)	(5 576 200)	Virement au : crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)					
...	...	...	(334 920)	(334 920)	crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)					
...	...	...	(137 200)	(137 200)	crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)					
...	...	...	(1 700 000)	(1 700 000)	crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire)					
...	1 119 660 000	125 310 896	19 956 098	1 264 926 994	Total—Crédit 10	1 113 152 373	151 774 621	...	1 014 488 192	
...	28 853 000	...	...	28 853 000	15 Dépenses en capital					
...	...	20 950 850	...	20 950 850	15a Dépenses en capital					
...	...	1 870 000	...	1 870 000	15b Dépenses en capital					
...	28 853 000	22 820 850	...	51 673 850	Total—Crédit 15	30 144 410	21 529 440	...	18 116 508	
...	145 020 000	...	(8 175 497)	136 844 503	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	136 844 503	...	...	136 082 184	
90 597	...	...	274 328	364 925	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	241 103	...	123 822	148 910	
...	...	...	717 830	717 830	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	717 830	...	...	14 784	
90 597	1 293 533 000	148 131 746	12 772 759	1 454 528 102	Total de l'organisme—Budgétaire	1 281 100 219	173 304 061	123 822	1 168 850 578	
Centre canadien des armes à feu ⁽²⁾										
...	50 737 000	...	...	50 737 000	20 Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement					
...	...	...	(50 737 000)	(50 737 000)	Virement au crédit 61					
...	50 737 000	...	(50 737 000)	...	Total—Crédit 20	...	...	...	...
...	14 654 000	...	...	14 654 000	25 Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement					
...	...	...	(14 654 000)	(14 654 000)	Virement au crédit 62					
...	14 654 000	...	(14 654 000)	...	Total—Crédit 25	...	...	...	...
...	14 000 000	...	...	14 000 000	30 Contributions					
...	...	...	(14 000 000)	(14 000 000)	Virement au crédit 70					
...	14 000 000	...	(14 000 000)	...	Total—Crédit 30	...	...	...	...
...	4 204 000	...	(4 204 000)	...	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
13 084	...	...	(13 084)	...	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	...	...
13 084	83 595 000	...	(83 608 084)	...	Total de l'organisme—Budgétaire	...	...	...	...
Service canadien du renseignement de sécurité										
...	310 882 000	...	...	310 882 000	35 Dépenses du programme					
...	...	8 863 116	...	8 863 116	35a Dépenses du programme					
...	...	307 704	...	307 704	35b Virement de 350 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)					
...	...	...	350 000	350 000	Virement du : crédit 1					
...	...	...	13 035 000	13 035 000	CT, crédit 5 ⁽¹⁾					
...	...	...	40 000	40 000	CT, crédit 10 ⁽¹⁾					
...	...	...	1 688 000	1 688 000	CT, crédit 15 ⁽¹⁾					

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	(542 770)	(542 770)	Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(352 900)	(352 900)	crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	310 882 000	9 170 820	14 217 330	334 270 150	Total—Crédit 35	325 439 236	8 830 914	...	316 053 780
...	35 266 000	...	(4 763 484)	30 502 516	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 502 516	...	...	31 532 826
359	...	...	855 588	855 947	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	854 983	...	964	1 029 609
359	346 148 000	9 170 820	10 309 434	365 628 613	Total de l'organisme—Budgétaire	356 796 735	8 830 914	964	348 616 215
Service correctionnel									
...	1 380 738 000	...	...	1 380 738 000	40 Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement				
...	...	33 567 818	...	33 567 818	40a Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	40b Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Virement de 25 196 184 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	25 196 184	25 196 184	Virement du : crédit 45				
...	...	...	427 620	427 620	CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	...	...	161 660 000	161 660 000	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(39 040)	(39 040)	Virement au crédit 50				
...	1 380 738 000	33 567 819	187 244 764	1 601 550 583	Total—Crédit 40	1 562 620 311	38 930 272	...	1 370 289 063
...	161 936 000	...	...	161 936 000	45 Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital				
...	...	...	(25 196 184)	(25 196 184)	Virement au crédit 40				
...	161 936 000	...	(25 196 184)	136 739 816	Total—Crédit 45	124 538 377	12 201 439	...	116 842 738
...	166 679 000	...	14 309 296	180 988 296	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	180 988 296	...	...	162 269 831
12 201 558	...	...	(2 149 581) ⁽³⁾	10 051 977	(S) Fonds renouvelable CORCAN	(2 842 470)	...	12 894 447	1 754 455
221 094	...	...	866 371	1 087 465	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	236 387	...	851 078	851 131
...	...	...	2 313	2 313	(S) Pertes d'opérations de change	2 313	...	...	40 986
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	47 201
12 422 652	1 709 353 000	33 567 819	175 076 979	1 930 420 450	Total budgétaire	1 865 543 214	51 131 711	13 745 525	1 652 095 405

45 303	...	...	...	45 303	L14b Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> . Limite 50 000 \$ (Net)	(989)	...	46 292	(2 255)
12 422 652	1 709 353 000	33 567 819	175 076 979	1 930 420 450	Total de l'organisme—	1 865 543 214	51 131 711	13 745 525	1 652 095 405
45 303	...	...	...	45 303	Budgétaire	(989)	...	46 292	(2 255)
					Non budgétaire				
					Commission nationale des libérations conditionnelles				
...	37 660 000	...	...	37 660 000	50 Dépenses du programme				
...	...	1 659 989	...	1 659 989	50a Virement de 39 040 \$ du crédit 40 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	574 000	...	574 000	50b Dépenses du programme				
...	...	...	39 040	39 040	Virement du : crédit 40				
...	...	...	386 000	386 000	CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	37 660 000	2 233 989	425 040	40 319 029	Total—Crédit 50	38 353 596	1 965 433	...	37 633 948
...	5 397 000	...	(407 109)	4 989 891	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 989 891	...	...	5 196 264
...	...	...	1 250	1 250	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	1 250	...	...	1 000
649	...	...	2 303	2 952	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 289	...	1 663	9 505
649	43 057 000	2 233 989	21 484	45 313 122	Total de l'organisme—Budgétaire	43 346 026	1 965 433	1 663	42 840 717
					Bureau de l'enquêteur correctionnel				
...	2 750 000	...	...	2 750 000	55 Dépenses du programme				
...	...	127 900	...	127 900	55a Dépenses du programme				
...	...	...	7 857	7 857	Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	18 000	18 000	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	2 750 000	127 900	25 857	2 903 757	Total—Crédit 55	2 830 895	72 862	...	2 754 307
...	364 000	...	(39 002)	324 998	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	324 998	...	...	413 451
...	3 114 000	127 900	(13 145)	3 228 755	Total de l'organisme—Budgétaire	3 155 893	72 862	...	3 167 758
					Gendarmerie royale du Canada				
...	1 396 661 000	...	...	1 396 661 000	60 Application de la loi—Dépenses de fonctionnement				
...	...	217 252 863	...	217 252 863	60a Virement de 1 296 944 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 313 242 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 36 164 875 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	1 296 944	1 296 944	Virement du : crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	313 242	313 242	crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	36 164 875	36 164 875	crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	14 817 000	14 817 000	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	(32 000)	(32 000)	Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	(182 000)	(182 000)	crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	(10 000 000)	(10 000 000)	crédit 70				
...	1 396 661 000	217 252 863	42 378 061	1 656 291 924	Total—Crédit 60	1 570 411 375	85 880 549	...	1 441 119 361
...	...	1	...	1	61a Centre canadien des armes à feu—Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement—Virement de 38 052 750 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	1	...	1	61b Centre canadien des armes à feu—Virement de 12 684 250 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) et de 681 000 \$ du crédit 62 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	50 737 000	50 737 000	Virement du : crédit 20				
...	681 000	681 000	crédit 62				
...	160 000	160 000	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	2	51 578 000	51 578 002	Total—Crédit 61	50 598 343	979 659	...	42 363 703
...	...	1	...	1	62a Centre canadien des armes à feu—Dépenses de fonctionnement pour les activités et les fonctions d'enregistrement—Virement de 10 990 500 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	1	...	1	62b Centre canadien des armes à feu—Virement de 3 663 500 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	14 654 000	14 654 000	Virement du crédit 25				
...	(681 000)	(681 000)	Virement au crédit 61				
...	...	2	13 973 000	13 973 002	Total—Crédit 62	11 759 408	2 213 594	...	11 440 206
...	261 071 000	...	...	261 071 000	65 Application de la loi—Dépenses en capital				
...	...	33 846 030	...	33 846 030	65a Application de la loi—Virement de 80 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 58 125 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	80 000	80 000	Virement du : crédit 5 (Défense nationale)				
...	58 125	58 125	crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international)				

...	...	...	(2 500 000)	(2 500 000)	Virement au crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)					
...	261 071 000	33 846 030	(2 361 875)	292 555 155	Total—Crédit 65	225 392 498	67 162 657	...	201 220 561	
...	50 845 880	...	...	50 845 880	70 Application de la loi—Subventions et contributions					
...	...	1	...	1	70a Application de la loi—Virement de 10 500 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile)					
...	...	1	...	1	70b Application de la loi—Virement de 3 500 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) et de 10 000 000 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile)					
...	...	...	14 000 000	14 000 000	Virement du : crédit 30					
...	...	...	10 000 000	10 000 000	crédit 60					
...	50 845 880	2	24 000 000	74 845 882	Total—Crédit 70	68 826 093	6 019 789	...	53 688 838	
...	23 000 000	...	(2 563 292)	20 436 708	(S) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	20 436 708	...	...	22 489 472	
...	290 110 701	...	(19 602 662)	270 508 039	(S) Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	270 508 039	...	...	277 519 040	
...	55 969 030	...	2 569 828	58 538 858	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 538 858	...	...	59 687 190	
...	...	...	17 370 867	17 370 867	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	17 370 867	...	...	1 950 164	
2 752 856	...	...	4 657 644	7 410 500	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 867 566	...	3 542 934	4 457 132	
2 752 856	2 077 657 611	251 098 899	131 999 571	2 463 508 937	Total de l'organisme—Budgétaire	2 297 709 755	162 256 248	3 542 934	2 115 935 667⁽²⁾	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada										
...	790 000	...	...	790 000	75 Dépenses du programme					
...	...	85 354	...	85 354	75a Dépenses du programme					
...	...	...	5 000	5 000	Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾					
...	790 000	85 354	5 000	880 354	Total—Crédit 75	815 151	65 203	...	809 488	
...	105 000	...	(11 250)	93 750	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	93 750	...	...	122 546	
...	895 000	85 354	(6 250)	974 104	Total de l'organisme—Budgétaire	908 901	65 203	...	932 034	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada										
...	5 615 000	...	...	5 615 000	80 Dépenses du programme					
...	...	371 200	...	371 200	80a Dépenses du programme					
...	...	...	167 274	167 274	Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾					
...	...	...	40 000	40 000	CT, crédit 15 ⁽¹⁾					
...	5 615 000	371 200	207 274	6 193 474	Total—Crédit 80	6 011 305	182 169	...	5 233 427	

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	688 000	...	(73 718)	614 282	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	614 282	...	...	596 698
...	6 303 000	371 200	133 556	6 807 756		Total de l'organisme—Budgétaire	6 625 587	182 169	...	5 830 125
15 280 197	6 021 747 611	454 648 876	246 263 710	6 737 940 394		Total du portefeuille ministériel—	6 155 639 060	564 886 426	17 414 908	5 707 991 686
45 303	...	...	...	45 303		Budgétaire	(989)	...	46 292	(2 255)
						Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, le Centre canadien des armes à feu a été transféré à Gendarmerie royale du Canada. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 70 535 525 \$.

⁽³⁾ Le redressement présente un correctif de l'autorisation reportée.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Gestion des mesures d'urgence et sécurité nationale	72 433 803	66 544 129	...	...	172 347 859	42 373 461	...	...	...	...	244 781 662	108 917 590
Police et application de la loi	32 970 121	31 682 280	...	...	2 059 600	1 932 451	...	...	...	...	35 029 721	33 614 731
Sécurité de la population et partenariats	70 446 631	70 282 551	...	...	117 272 541	87 637 858	...	...	...	...	187 719 172	157 920 409
Total du ministère—Budgétaire	175 850 555	168 508 960	...	...	291 680 000	131 943 770	...	...	...	...	467 530 555	300 452 730
Agence des services frontaliers du Canada												
Accès	724 528 647	700 714 259	35 145 850	18 569 163	...	...	20 507 972	20 507 972	...	...	739 166 525	698 775 450
Sécurité	408 181 945	348 870 322	14 428 000	9 495 320	...	...	...	...	...	...	422 609 945	358 365 642
Innovation fondée sur les sciences et la technologie	290 651 632	221 879 200	2 100 000	2 079 927	...	...	...	...	...	...	292 751 632	223 959 127
Sous-total	1 423 362 224	1 271 463 781	51 673 850	30 144 410	...	...	20 507 972	20 507 972	...	...	1 454 528 102	1 281 100 219
Revenus affectés aux dépenses	(20 507 972)	(20 507 972)	...	...	...	...	(20 507 972)	(20 507 972)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	1 402 854 252	1 250 955 809	51 673 850	30 144 410	...	...	...	...	...	...	1 454 528 102	1 281 100 219
Service canadien du renseignement de sécurité—												
Budgétaire	365 628 613	356 796 735	...	...	...	...	...	...	...	...	365 628 613	356 796 735
Service correctionnel												
Prise en charge et garde	1 303 003 565	1 293 570 276	115 469 416	104 030 079	282 000	356 328	...	...	...	...	1 418 754 981	1 397 956 683
Réinsertion et gestion des cas—												
Budgétaire	478 792 092	448 841 297	21 270 400	20 687 022	1 551 000	900 682	...	...	...	...	501 613 492	470 429 001
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	45 303	(989)	45 303	(989)
CORCAN (OSS)	80 805 977	76 860 875	2 400 000	3 273 531	...	...	73 154 000	82 976 876	...	...	10 051 977	(2 842 470)
Sous-total—												
Budgétaire	1 862 601 634	1 819 272 448	139 139 816	127 990 632	1 833 000	1 257 010	73 154 000	82 976 876	...	...	1 930 420 450	1 865 543 214
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	45 303	(989)	45 303	(989)
Revenus affectés aux dépenses	(73 154 000)	(82 976 876)	...	...	...	...	(73 154 000)	(82 976 876)	...	...	...	...
Total de l'organisme—												
Budgétaire	1 789 447 634	1 736 295 572	139 139 816	127 990 632	1 833 000	1 257 010	...	...	...	...	1 930 420 450	1 865 543 214
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	45 303	(989)	45 303	(989)

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Commission nationale des libérations conditionnelles												
Décisions—Mise en liberté sous condition	34 565 755	33 962 013	...	...	...	...	...	...	...	...	34 565 755	33 962 013
Transparence et imputabilité du processus de décisions de mise en liberté sous condition	7 853 576	6 561 010	...	...	...	...	...	...	...	...	7 853 576	6 561 010
Décisions de pardons—Recommandations de clémence	2 893 791	2 823 003	...	...	...	...	...	...	...	...	2 893 791	2 823 003
Total de l'organisme—Budgétaire	45 313 122	43 346 026	...	...	...	...	...	...	...	...	45 313 122	43 346 026
Bureau de l'enquêteur correctionnel												
Surveillance des opérations correctionnelles	3 228 755	3 155 893	...	...	...	...	...	...	...	...	3 228 755	3 155 893
Total de l'organisme—Budgétaire	3 228 755	3 155 893	...	...	...	...	...	...	...	...	3 228 755	3 155 893
Gendarmerie royale du Canada												
Opérations fédérales et internationales	612 008 650	585 665 763	41 847 206	40 377 192	...	...	8 907 441	7 696 640	...	...	644 948 415	618 346 315
Services de police de protection	144 214 710	102 005 695	6 498 171	6 891 212	...	...	1 979 987	5 378 939	...	...	148 732 894	103 517 968
Services de police communautaires, contractuels et autochtones	2 038 268 633	1 989 628 369	202 095 708	151 032 066	...	...	1 313 685 398	1 252 100 630	...	...	926 678 943	888 559 805
Opérations relatives aux renseignements criminels	80 840 004	79 136 402	4 318 023	2 629 691	...	...	989 493	855 182	...	...	84 168 534	80 910 911
Opérations relatives à la police technique	176 316 479	180 107 204	22 029 466	10 700 061	...	...	3 463 727	2 137 956	...	...	194 882 218	188 669 309
Services de soutien aux services de police	76 798 333	79 187 071	3 191 023	4 848 740	...	...	989 493	856 647	...	...	78 999 863	83 179 164
Services de police nationaux	197 417 112	161 594 067	12 575 558	8 913 535	386 080	382 291	5 974 234	7 803 478	...	...	204 404 516	163 086 415
Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pension de la GRC</i>	...	...	...	...	20 436 708	20 436 708	...	...	...	...	20 436 708	20 436 708
Indemnisation des membres de la GRC pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	...	...	...	...	58 821 000	55 118 533	...	...	...	...	58 821 000	55 118 533
Paiements sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la GRC	...	...	...	...	1 535 000	2 001 459	...	...	...	...	1 535 000	2 001 459
Pensions aux familles des membres de la GRC qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	...	...	...	...	100 000	66 768	...	...	...	...	100 000	66 768

Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	1 900	1 900	...	...	...	...	1 900	1 900
Association internationale des chefs de police	...	...	...	...	1 900	1 900	...	...	...	...	1 900	1 900
Enregistrement, délivrance de permis et infrastructure de soutien	80 914 340	79 324 305	...	...	13 000 001	11 075 742	...	...	...	...	93 914 341	90 400 047
Politiques, réglementation, communications et intégration du portefeuille	4 882 704	3 235 053	...	...	1 000 001	177 500	...	...	...	...	5 882 705	3 412 553
Sous-total	3 411 660 965	3 259 883 929	292 555 155	225 392 497	95 282 590	89 262 801	1 335 989 773	1 276 829 472	...	...	2 463 508 937	2 297 709 755
Revenus affectés aux dépenses	1 335 989 773	1 276 829 472	...	...	...	...	1 335 989 773	1 276 829 472	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	4 747 650 738	4 536 713 401	292 555 155	225 392 497	95 282 590	89 262 801	2 671 979 546	2 553 658 944	...	...	2 463 508 937	2 297 709 755
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada												
Examen des cas indépendant, opportun, équitable et impartial, menant à la formulation de conclusions et de recommandations judiciaires dans tous les cas renvoyés devant le Comité	779 282	778 196	...	...	...	...	...	...	...	...	779 282	778 196
Diffusion de renseignements sur le rôle du Comité et sur ses conclusions et recommandations, ainsi, que sur les principes juridiques pertinents	194 822	130 705	...	...	...	...	...	...	...	...	194 822	130 705
Total de l'organisme—Budgétaire	974 104	908 901	...	...	...	...	...	...	...	...	974 104	908 901
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada—												
Budgétaire	6 807 756	6 625 587	...	...	...	...	...	...	...	...	6 807 756	6 625 587
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	8 537 755 529	8 103 306 884	483 368 821	383 527 539	388 795 590	222 463 581	2 671 979 546	2 553 658 944	...	...	6 737 940 394	6 155 639 060
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	45 303	(989)	45 303	(989)

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
Gestion des mesures d'urgence et sécurité nationale									
...	500 000	...	...	500 000	Programme conjoint de recherche sur les interdépendances relatives aux infrastructures	494 216	5 784	...	500 000
...	154 000	...	...	154 000	Programme de bourses de recherches de la Sécurité publique et Protection civile	96 250	57 750	...	144 375
...	654 000	...	...	654 000		590 466	63 534	...	644 375

Sécurité de la population et partenariats									
...	509 795	...	...	509 795	Société John Howard	509 795	...	...	509 795
...	451 807	...	...	451 807	Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry	451 807	...	...	451 807
...	834 542	...	...	834 542	Autres organismes nationaux de bénévolat actifs dans le secteur de la justice pénale	788 061	46 481	...	834 542
...	19 460 000	...	...	19 460 000	Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	4 238 787	15 221 213	...	18 825 231
...	21 256 144	...	...	21 256 144		5 988 450	15 267 694	...	20 621 375
...	21 910 144	...	...	21 910 144	Total—Subventions	6 578 916	15 331 228	...	21 265 750

Contributions									
Gestion des mesures d'urgence et sécurité nationale									
...	876 856	...	...	876 856	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et Protection civile	262 846	614 010	...	184 977
...	8 471 000	...	...	8 471 000	Contributions versées aux provinces et aux municipalités en exécution de la <i>Loi sur la protection civile</i>	8 148 741	322 259	...	8 341 947
...	160 000 000	...	...	160 000 000	Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	31 679 253	128 320 747	...	125 347 877
...	...	...	350 000	350 000	L'aménagement de sites commémoratifs consacrés aux victimes de l'attentat à la bombe d'Air India	300 000	50 000	...	...
...	...	...	1 996 003	1 996 003	Aide financière aux provinces de Québec et de l'Ontario pour le rapatriement des Canadiens du Liban	1 392 155	603 848	...	...
...	169 347 856	...	2 346 003	171 693 859		41 782 995	129 910 864	...	133 874 801

Police et application de la loi									
...	975 000	...	134 600	1 109 600	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et Protection civile	982 451	127 149	...	1 093 111

...	...	...	950 000	950 000	Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations	950 000	...	...	950 000
...	975 000	...	1 084 600	2 059 600		1 932 451	127 149	...	2 043 111
Sécurité de la population et partenariats									
...	78 457 000	...	(9 825 000)	68 632 000	Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations	65 096 907	3 535 093	...	67 006 791
...	27 983 000	...	(4 357 603)	23 625 397	Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	15 803 998	7 821 399	...	11 530 175
...	...	2 832 000	...	2 832 000	Lutte contre les activités des gangs de jeunes	...	2 832 000	...	...
...	...	...	927 000	927 000	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et Protection civile	748 503	178 497	...	921 757
...	106 440 000	2 832 000	(13 255 603)	96 016 397		81 649 408	14 366 989	...	79 458 723
...	276 762 856	2 832 000	(9 825 000)	269 769 856	Total—Contributions	125 364 854	144 405 002	...	215 376 635
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	170 001 856	...	2 346 003	172 347 859	Gestion des mesures d'urgence et sécurité nationale	42 373 461	129 974 398	...	134 519 176
...	975 000	...	1 084 600	2 059 600	Police et application de la loi	1 932 451	127 149	...	2 043 111
...	127 696 144	2 832 000	(13 255 603)	117 272 541	Sécurité de la population et partenariats	87 637 858	29 634 683	...	100 080 098
...	298 673 000	2 832 000	(9 825 000)	291 680 000	Total du ministère	131 943 770	159 736 230	...	236 642 385
Centre canadien des armes à feu ⁽¹⁾									
Contributions									
...	13 000 000	...	(13 000 000)	...	Enregistrement, délivrance de permis et infrastructure de soutien Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	...	...	...	...
...	1 000 000	...	(1 000 000)	...	Politiques, réglementation, communications et intégration du portefeuille Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	...	...	...	...
...	14 000 000	...	(14 000 000)	...	Total de l'organisme	...	...	...	...
Service correctionnel									
Subventions									
...	100 000	...	...	100 000	Prise en charge et garde Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	176 141	(76 141)	...	72 391
...	60 000	...	...	60 000	Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan pour l'obtention d'une place en psychiatrie	60 000	...	...	59 764

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	122 000	...	...	122 000	Subvention au département de psychologie de l'Université de la Saskatchewan, pour une chaire de psychologie judiciaire	120 187	1 813	...	119 935
...	282 000	...	...	282 000		356 328	(74 328)	...	252 090
...	200 000	...	...	200 000	Réinsertion et gestion des cas Subvention aux collectivités autochtones pour des services et des programmes correctionnels pour Autochtones	...	200 000	...	...
...	482 000	...	...	482 000	Total—Subventions	356 328	125 672	...	252 090
Contributions									
Prise en charge et garde									
...	135 000	...	(135 000)	...	Paiements aux collectivités autochtones pour l'exécution de programmes et la prestation de services correctionnels pour Autochtones	...	...	...	1 078 403
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	91 860
...	135 000	...	(135 000)	...		...	...	...	1 170 263
Réinsertion et gestion des cas									
...	1 216 000	...	...	1 216 000	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	829 182	386 818	...	865 194
...	...	...	135 000	135 000	Paiements aux collectivités autochtones pour l'exécution de programmes et la prestation de services correctionnels	71 500	63 500	...	5 000
...	1 216 000	...	135 000	1 351 000		900 682	450 318	...	870 194
...	1 351 000	...	...	1 351 000	Total—Contributions	900 682	450 318	...	2 040 457
Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	417 000	...	(135 000)	282 000	Prise en charge et garde	356 328	(74 328)	...	1 422 353
...	1 416 000	...	135 000	1 551 000	Réinsertion et gestion des cas	900 682	650 318	...	870 194
...	1 833 000	...	...	1 833 000	Total de l'organisme	1 257 010	575 990	...	2 292 547⁽²⁾
Gendarmerie royale du Canada									
Subventions									
...	23 000 000	...	(2 563 292)	20 436 708	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (S) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	20 436 708	...	...	22 489 472

...	48 821 000	...	10 000 000	58 821 000	Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	55 118 533	3 702 467	...	40 251 664
...	1 535 000	...	...	1 535 000	Paiements sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la GRC Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions	2 001 459	(466 459)	...	1 512 374
...	100 000	...	...	100 000	Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	66 768	33 232	...	65 795
...	1 900	...	...	1 900	Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	1 900	...	...	1 900
...	1 900	...	...	1 900	Association internationale des chefs de police Association internationale des chefs de police	1 900	...	...	1 900
...	73 459 800	...	7 436 708	80 896 508	Total—Subventions	77 627 268	3 269 240	...	64 323 105
Contributions									
...	386 080	...	...	386 080	Services de police nationaux Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police	382 291	3 789	...	372 899
...	...	1	13 000 000	13 000 001	Enregistrement, délivrance de permis et infrastructure de soutien Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	11 075 742	1 924 259	...	11 482 306
...	...	1	1 000 000	1 000 001	Politiques, réglementation, communications et intégration du portefeuille Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	177 500	822 501	...	...
...	386 080	2	14 000 000	14 386 082	Total—Contributions	11 635 533	2 750 549	...	11 855 205
...	73 845 880	2	21 436 708	95 282 590	Total de l'organisme	89 262 801	6 019 789	...	76 178 310 ⁽¹⁾
...	388 351 880	2 832 002	(2 388 292)	388 795 590	Total du portefeuille ministériel	222 463 581	166 332 009	...	315 113 242

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, le Centre canadien des armes à feu a été transféré à Gendarmerie royale du Canada. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 11 482 306 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Agence des services frontaliers du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Accès	20 507 972	20 507 972	14 938 055
Total de l'agence—Budgétaire	20 507 972	20 507 972	14 938 055
Service correctionnel			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
CORCAN (OSS)	73 154 000	82 976 876	69 111 664
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Compte des prêts aux libérés conditionnels	...	3 131	5 614
Total de l'organisme—			
Budgétaire	73 154 000	82 976 876	69 111 664
Non budgétaire	...	3 131	5 614
Gendarmerie royale du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Opérations fédérales et internationales	8 907 441	7 696 640	6 801 092
Services de police de protection	1 979 987	5 378 939	1 511 354
Services de police communautaires, contractuels et autochtones	1 313 685 398	1 252 100 630	1 167 136 000
Opérations relatives aux renseignements criminels	989 493	855 182	755 677
Opérations relatives à la police technique	3 463 727	2 137 956	1 889 192
Services de soutien aux services de police	989 493	856 647	755 677
Services de police nationaux	5 974 234	7 803 478	6 754 020
Total de l'organisme—Budgétaire	1 335 989 773	1 276 829 472	1 185 603 012
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	1 429 651 745	1 380 314 320	1 269 652 731
Non budgétaire	...	3 131	5 614

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 878 483	2 295 444
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	9 566 170	5 885 990
	11 444 653	8 181 434
Revenus divers	35 387	8 242
Total du ministère	11 480 040	8 189 676
Agence des services frontaliers du Canada		
Revenus fiscaux—		
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	21 322 736 980	23 252 808 513
Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale	32 434 620	31 329 296
	21 290 302 360	23 221 479 217
Taxe d'accise—Carburant moteur—Essence	56 615 158	53 225 566
Droits de douane à l'importation	3 704 221 852	3 329 810 371
Droits d'accise—		
Spiritueux parvenus à maturité	2 468	99 457
Spiritueux non parvenus à maturité	431 599	6 405
Bière	2 405	2 416
Cigarettes	858 689 519	41 723 247
Cigares	36 323 126	36 608 922
Tabac naturel canadien en feuilles	219 040	1 145 618
	895 668 157	79 586 065
Autres taxes et droits d'accise—		
Taxes à la fabrication—		
Bijoux	2 448 336	40 775 893
Automobiles	929 021	172 656
Climatiseurs pour automobiles	17 416 747	24 839 615
Vins	2 537 045	2 289 181
Divers	(67 119)	2 608 524
	23 264 030	70 685 869
Total des revenus fiscaux	25 970 071 557	26 754 787 088

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Autres revenus—			Autres frais et droits	492 579	453 469
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 207 377	325 256			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 992 428	4 363 730			
	4 199 805	4 688 986	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	855 588	1 029 549
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges	1 876 472	1 887 477	Revenus divers	43 578	24 314
Location et utilisation de biens publics	...	9	Total de l'organisme	5 698 948	4 131 760
Services de nature réglementaire	6 442 201	5 386 989	Service correctionnel		
Services de nature non réglementaire	14 124 735	11 792 468	Autres revenus—		
Ventes de biens et de produits d'information	715	354 986	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Autres frais et droits	181 293	141 925	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	930 115	954 836
	22 625 416	19 563 854	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	505 161	2 507 960
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	274 328	196 772		1 435 276	3 462 796
Revenus divers—			Ventes de biens et de services—		
Intérêts et pénalités	26 785 034	16 163 129	Location et utilisation de biens publics—		
Divers—			Locations	53 648	65 343
Amendes imposées pas le tribunal	1 036 575	1 716 928	Chambre et pension—Détenus	596 777	573 376
Saisies	15 727 291	8 779 574		650 425	638 719
Autre	4 904 031	8 211 249	Services de nature non réglementaire—		
	21 667 897	18 707 751	Vente de repas	27 542	37 541
	48 452 931	34 870 880	Services psychiatriques—Contrat	517 891	923 369
Total des autres revenus	75 552 480	59 320 492	Entretien des détenus—Contrat (accords fédéraux-provinciaux)	3 250 216	1 981 796
Total de l'organisme	26 045 624 037	26 814 107 580	Service de blanchisserie	860	570
			Frais d'accès à l'information	2 312	3 597
			Vente CORCAN—		
			Frais de formation	22 262 344	22 597 928
				26 061 165	25 544 801
			Ventes de biens et de produits d'information—		
			Vente de produits manufacturés	2 274 247	2 898 808
			Vente CORCAN—Vente de produits manufacturés	60 456 072	46 860 628
				62 730 319	49 759 436
			Autres frais et droits	731 841	165
				90 173 750	75 943 121
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	866 371	777 025

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Revenus divers—			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	685 793	2 699 905
Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice	3 201	1 489			
Amendes et confiscations	197 776	145 948		7 748 574	6 506 719
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	1 100	873	Ventes de biens et de services—		
Commandes téléphoniques	191 032	165 653	Services de nature réglementaire—		
Réclamations de l'État	40 165	161 125	Accès à l'information	3 624	5 234
Divers	123 081	258 042	Autre	7 711 419	20 103 880
	556 355	733 130		7 715 043	20 109 114
Total de l'organisme	93 031 752	80 916 072	Services de nature non réglementaire—		
Commission nationale des libérations conditionnelles			Services de police aux gouvernements locaux	490 030 166	455 760 459
Autres revenus—			Services de police aux gouvernements provinciaux et territoriaux	869 420 130	842 161 099
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Autres frais	2 490 640	2 581 004
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	11 744	10 687	Autres revenus provenant de droits et redevances	654 572	351 112
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 795	96 560	Frais de licence	2 833	1 241
	13 539	107 247	Stationnement payé	78 071	61 057
Ventes de biens et de services—			Location de bâtiments résidentiels	6 773 535	6 188 320
Services de nature non réglementaire	969 000	713 765	Location de bâtiments non résidentiels	78 599	61 352
Ventes de biens et de produits d'information	...	336	Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	297 571	294 297
Autres frais et droits—			Ventes de produits d'information	86 129	57 693
Revenus reportés	5 616	345 641	Ventes d'autres biens	3 626 601	2 873 475
	974 616	1 059 742	Divers	7 940 654	8 062 169
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 303	4 487		1 381 479 501	1 318 453 278
Revenus divers	256	...	Autres frais et droits—		
Total de l'organisme	990 714	1 171 476	Revenus reportés	28 099 603	(25 185 307)
Gendarmerie royale du Canada			Divers	4 299 660	5 558 967
Autres revenus—			Autre	(986 448)	1 140 074
Revenus de placements— ⁽¹⁾				31 412 815	(18 486 266)
Autres comptes—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 644 561	4 576 748
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—			Revenus divers	5 872	3 553
Intérêt	35 047	13 851	Total de l'organisme	1 433 041 413	1 331 176 997⁽²⁾
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
Remboursement des dépenses de fonctionnement de biens ou services	6 799 026	3 310 772	Autres revenus—		
Récupération des pertes monétaires de l'exercice précédent	...	11 459	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Remboursement pour réparation à des véhicules automobiles	257 299	464 295	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	598	...
Divers	1 000	19 175	Total de l'organisme	598	...
Autre	5 456	1 113			

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Revenus fiscaux	25 970 071 557	26 754 787 088
Autres revenus—		
Revenus de placements	78 819	36 146
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	25 920 206	23 702 110
Ventes de biens et de services	1 538 059 390	1 418 943 517
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 643 151	6 584 581
Revenus divers	49 094 379	35 640 119
Total des autres revenus	1 619 795 945	1 484 906 473
Total du portefeuille ministériel	27 589 867 502	28 239 693 561

(1) Intérêt sauf indications contraire.

(2) Au cours de l'exercice, le Centre canadien des armes à feu a été transféré à Gendarmerie royale du Canada. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 23 042 906 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 26

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Transports

Ministère

Société canadienne des postes

Office des transports du Canada

Commission de la capitale nationale

Bureau de l'infrastructure du Canada

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Monnaie royale du Canada

**Tribunal d'appel des transports du
Canada**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	26.2
Sommaire du portefeuille ministériel	26.6
Activités de programme	26.12
Paievements de transfert	26.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés	26.18
Revenus	26.18

Ministère**Résultat stratégique**

Un réseau de transport efficace qui contribue à la réalisation des objectifs du Canada en matière de croissance économique et de commerce.

Description des activités de programme

Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché

Cette activité de programme comprend l'élaboration de politiques, de lois, de programmes et d'un soutien à l'infrastructure des transports pour que la concurrence et les forces du marché guident le développement du réseau national des transports et qu'un marché sain et vigoureux encourage les concurrents actuels et les nouveaux venus à innover et à fournir de nouveaux services pour répondre aux besoins en transports des Canadiens. Les activités d'orientation qui y contribuent comprennent la surveillance et l'analyse du réseau de transport canadien, la production de rapports annuels sur la santé de ce dernier, des études économiques et l'élaboration de nouvelles politiques. De plus, dans le cadre de cette activité de programme, Transports Canada administre des programmes de subventions aux aéroports, aux ports, aux routes et aux ponts et remplit les fonctions de locateur et de surveillant des ports, des aéroports et des sites du réseau de navigation aérienne. Sous le volet infrastructure de cette activité de programme, Transports Canada négocie la cession de ports, d'aéroports et de terrains de la voie maritime à des intervenants locaux et exploite des ports et des aéroports jusqu'au moment de leur cession, ainsi que des ports et des aéroports fédéraux éloignés.

Résultat stratégique

Un réseau de transport sûr et sécuritaire qui contribue à la réalisation des objectifs du Canada en matière de développement social et de sûreté.

Description des activités de programme

Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un réseau de transport sûr et sécuritaire

Les politiques, l'élaboration de règlements, la surveillance, l'application des règlements ainsi que les activités de communication venant appuyer un réseau de transport sûr et sécuritaire relèvent des activités du programme de Sécurité et Sûreté. Le programme élabore également les normes, lois et règlements nationaux et exerce des activités de surveillance, de mise à l'essai, d'inspection, d'application des règlements, de sensibilisation et de perfectionnement pour promouvoir la sécurité et la sûreté dans tous les modes de transport. Il conçoit aussi des plans de préparation aux situations d'urgence et fournit des services relatifs aux aéronefs au gouvernement ainsi qu'à d'autres organismes liés aux transports.

Résultat stratégique

Un réseau de transport respectueux de l'environnement qui contribue à la réalisation des objectifs du Canada en matière de développement durable.

Description des activités de programme

Politiques et programmes en appui au développement durable

Cette activité de programme comprend l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et des politiques visant à protéger l'environnement naturel et à obtenir un réseau de transport plus durable au Canada.

Résultat stratégique

Sociétés d'État.

Description des activités de programme

Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

La société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. (PJCCI) est une filiale de La Société des ponts fédéraux Limitée, une société d'État qui ne reçoit pas de crédits parlementaires. La direction des programmes de surface et cessions a la responsabilité de verser des contributions à la PJCCI qui a pour mandat d'exploiter et d'entretenir le pont Jacques-Cartier, le pont Champlain, la section fédérale du pont Honoré-Mercier, une partie de l'autoroute Bonaventure, le tunnel de Melocheville et l'estacade du pont Champlain, en exécutant des travaux d'entretien réguliers et majeurs, suivant les besoins, tout en offrant à leur usagers un passage sécuritaire et efficace sur ces infrastructures.

Marine Atlantique S.C.C.

L'objectif de Marine Atlantique S.C.C. est l'exploitation des services sûrs, fiables et efficaces de transport maritime et des services connexes dans la région atlantique du Canada pour contribuer à la réalisation des objectifs gouvernementaux. Marine Atlantique S.C.C. obtient une aide financière à partir des coûts budgétés moins les revenus des usagers pour certains services de traversier pour lesquels le Canada a accepté la responsabilité, notamment les services prévus par l'Acte d'Union et la Confédération.

La société d'État assure les services suivants :

- a) respecter les engagements constitutionnels (services entre North Sydney et Port-aux-Basques); et
- b) assurer d'autres services que ceux prévus par la Constitution (entre North Sydney et Argentinia).

VIA Rail Canada Inc.

L'objectif de VIA Rail Canada Inc. est de gérer et d'assurer les services ferroviaires pour le transport des voyageurs au Canada de façon à en améliorer la sûreté,

l'efficacité et la rentabilité. VIA Rail est responsable de la gestion et de l'assurance de la plupart des services ferroviaires pour le transport des voyageurs au Canada en vertu du contrat de services ferroviaires voyageurs conclu avec le ministre des Transports. VIA Rail doit assurer les services prescrits par le Ministre dans des ententes fondées sur les coûts budgétés moins les revenus. VIA Rail à son tour gère, assure et fait la mise en marché de services, entretient son équipement et passe des marchés avec le CN et le CP pour obtenir le droit de faire circuler des trains de voyageurs sur leurs réseaux respectifs et leur faire assurer l'exploitation de ces trains ainsi que la prestation d'autres services de soutien. VIA Rail reçoit également des fonds pour l'acquisition et la rénovation d'installations et de matériel et d'autres immobilisations.

La construction du nouveau pont à bas niveau à Cornwall, Ontario, ainsi que ses améliorations d'infrastructure connexes (La Société des ponts fédéraux Limitée)

Cette activité de programme englobe la construction du nouveau pont à bas niveau à Cornwall (Ontario) afin de remplacer le pont en détérioration du chenal Nord du Pont international de la voie maritime, ainsi que les améliorations d'infrastructure connexes sur l'île Cornwall.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Ce programme comprend des paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, dont la mission est de fournir un contrôle efficace des personnes - ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à une compagnie aérienne en vue de leur transport - qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée.

Parc Downsview Park Inc.

L'investissement dans le Parc Downsview Park Inc. a pour but de permettre la conclusion du transfert des terres de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc.

Société canadienne des postes

Résultat stratégique

Prestation de services postaux parlementaires, de services aux aveugles, et paiements décroissants pendant la période de transition pour la mise en œuvre du régime de pension de la Société canadienne des postes.

Description des activités de programme

Paiements concernant les programmes publics

Paiements concernant des services que la Société assure en franchise en vue d'appuyer les programmes publics du gouvernement : le courrier parlementaire franc de port et les documents à l'usage des aveugles.

Paiement, pendant la période de transition, pour la mise en œuvre du régime de pension de la Société canadienne des postes

Paiement visant à soutenir, pendant la période de transition, la mise en œuvre du régime de retraite de la Société canadienne des postes.

Office des transports du Canada

Résultat stratégique

Un cadre de réglementation économique juste et ouvert qui aide à la mise en place d'un réseau de transport national rentable et accessible.

Description des activités de programme

Réglementation économique du système de transport fédéral

Réglementation économique du transport aérien, ferroviaire et maritime par l'administration de lois, règlements, codes de pratiques volontaires, programmes d'éducation et de visibilité, et par le règlement de différends. En tant que tribunal quasi judiciaire indépendant faisant rapport au Parlement du Canada par l'intermédiaire du ministre des Transports, l'Office des transports du Canada rend ses décisions de façon indépendante sur divers sujets qui touchent le domaine des transports au Canada.

Commission de la capitale nationale

Résultat stratégique

Maximiser l'apport des terrains fédéraux et la programmation publique en développant la capitale comme source de fierté d'importance nationale.

Description des activités de programme

Animation et promotion de la capitale

L'objectif consiste à susciter la fierté et à promouvoir l'unité, grâce à la programmation dans la capitale. Les principaux produits sont une série d'événements marquants (notamment la Fête du Canada et le Bal de neige), des programmes d'interprétation et des activités commémoratives. De même, cette activité vise à mieux faire connaître la capitale partout au Canada, au moyen de campagnes nationales de marketing et de communications présentant la capitale comme un lieu où les Canadiens peuvent admirer le patrimoine, la culture et les réalisations de leur pays.

Planification, design et utilisation des sols

Cette activité guide l'utilisation et l'aménagement physique des terrains fédéraux, coordonne l'aménagement et assure l'excellence en design et en planification des terrains fédéraux, à la mesure du rôle et de l'importance de la capitale. Les produits comprennent des plans visionnaires à long terme, établis en consultation avec d'autres domaines de compétence et services chargés de la planification, pour guider l'utilisation, l'aménagement et la gestion des terrains de la capitale nationale ainsi que la détermination de la Masse des terrains d'intérêt national à préserver pour les générations futures. En vertu de la *Loi sur la capitale nationale*, la Commission de la capitale nationale (CCN) examine et approuve toutes les propositions de changements à l'utilisation des terrains et au design, de même que les cessions de terrains fédéraux dans la région de la capitale du Canada (RCC), selon leur importance, l'environnement naturel et le patrimoine. La CCN élabore des stratégies et facilite la participation fédérale aux projets en matière de transport urbain et de transport en commun dans la RCC; elle participe aussi à des études conjointes menées avec des partenaires provinciaux et municipaux, pour résoudre les problèmes visant le transport interprovincial et urbain. Aussi, dans le cadre de ses programmes, elle gère les constructions à valeur patrimoniale, le paysage culturel et les biens et collections archéologiques et elle approuve les désignations des édifices patrimoniaux de la capitale. La clientèle visée par cette activité regroupe l'ensemble de la CCN, tous les organismes gouvernementaux intéressés à la RCC, les Canadiens et les autres visiteurs, ainsi que les organismes internationaux et privés qui bénéficient tous des avantages d'une capitale intéressante de calibre international.

Gestion des biens immobiliers

La CCN gère et protège les biens physiques d'importance nationale dans la RCC, au bénéfice des généra-

tions futures de Canadiens. L'objectif consiste à améliorer le riche patrimoine culturel et l'excellent environnement naturel de la capitale du Canada, et à optimiser la contribution des nombreux terrains et bâtiments de la CCN, à l'appui des programmes et du mandat de cette dernière, tout en veillant à ce que ses biens soient dûment accessibles au public. L'actif et le passif environnementaux sont gérés de manière durable et responsable. La CCN possède plus de 470 kilomètres carrés de terrain, soit 10 p. 100 de la RCC ainsi que 27 chemins et promenades, 570 kilomètres de sentiers, 1 639 bâtiments et 110 ponts. Elle gère aussi près de 650 baux ainsi que les opérations sur le terrain pour la plupart des organismes fédéraux de la RCC. Elle administre ses biens en appliquant des politiques et règlements pertinents et en utilisant un programme d'entretien et de remise en état fondé sur le cycle de vie. Voici ses fonctions relatives aux biens immobiliers : conserver et préserver les biens patrimoniaux, culturels et naturels les plus précieux de la capitale (y compris les résidences officielles); promouvoir et réglementer les activités publiques menées sur les terrains fédéraux; protéger et gérer les ressources naturelles; assurer la gestion environnementale; enfin, exécuter les services et programmes à caractère récréatif ou destinés aux visiteurs. Le cas échéant, les biens servent à générer un revenu s'ajoutant aux crédits fédéraux, à l'appui du travail de la CCN (p. ex., location à bail, permis d'utilisation de terrains). Des projets d'aménagement foncier visent à mettre en valeur la capitale pour les générations futures. Cette activité englobe aussi l'acquisition de propriétés d'intérêt national et l'aliénation des biens excédentaires. Ces tâches sont menées en étroite collaboration avec les villes d'Ottawa et de Gatineau ainsi qu'avec des organismes fédéraux (p. ex., Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et la Gendarmerie royale du Canada). La CCN verse aussi des paiements tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et aux commissions scolaires au Québec. Les clients comprennent des personnalités politiques de marque

(pour les résidences officielles), des organismes gouvernementaux à tous les niveaux, les visiteurs de la capitale, les résidents locaux et tous les Canadiens qui bénéficient d'une capitale intéressante.

Bureau de l'infrastructure du Canada

Résultat stratégique

Améliorer la viabilité des villes et des collectivités et l'infrastructure publique locale, régionale et nationale du Canada afin d'améliorer la qualité de vie des Canadiens sur les plans économique, social, culturel et environnemental.

Description des activités de programme

Investissements dans l'infrastructure

Contribuer à construire, à rénover ou à améliorer l'infrastructure publique et à accroître la capacité dans ce domaine grâce à des partenariats.

Développement des politiques, des connaissances et des partenariats

Développer des politiques faisant la promotion de l'objectif stratégique qui sont axées sur la recherche et des partenariats solides en fonction des défis et des possibilités d'aujourd'hui et de demain.

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Résultat stratégique

Un parc urbain consacré aux loisirs et aux activités touristiques et culturelles en vue de sauvegarder le patrimoine culturel du Vieux-Port de Montréal et d'en faire la promotion tout en facilitant l'accès du public au bord de l'eau.

Description des activités de programme

Gestion du Vieux-Port de Montréal en tant que parc urbain, une destination touristique offrant des activités de loisir et des activités culturelles

La Société du Vieux-Port de Montréal inc. (SVPM) a pour mandat de promouvoir et développer les terrains du Vieux-Port de Montréal selon le Plan principal de développement approuvé. Le Plan vise, entre autres, à assurer un libre accès du site aux piétons, le contrôle par le secteur public de son développement et le développement du caractère historique, maritime et portuaire du site. La SVPM administre, gère et maintient les propriétés de Sa Majesté selon une entente de gestion avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui a la garde de la propriété.

Monnaie royale canadienne

Résultat stratégique

Les résultats stratégiques de la Monnaie royale canadienne (MRC) sont les suivants :

- élever la MRC au rang de marque de classe mondiale reconnue pour la qualité, l'innovation et le dépassement des attentes des clients;
- s'assurer que les pièces de circulation canadiennes et les services sont rentables, accessibles, pertinents et qu'ils incitent les Canadiens à célébrer leur histoire, leur culture et leurs valeurs;
- s'assurer que les pièces de circulation étrangères, les produits d'investissement et les services d'affinage, les pièces de collection et les autres produits et services connexes sont les meilleurs dans leurs marchés respectifs;

- générer un profit et maintenir la viabilité à long terme de l'entreprise grâce à un engagement continu à satisfaire les besoins des clients, à susciter la croissance et à être rentable;
- créer un milieu de travail où les employés font valoir les valeurs de l'entreprise et célèbrent leur succès; et
- s'assurer que la santé, la sécurité et l'environnement sont des critères prépondérants dans la création d'un milieu de travail idéal.

Tribunal d'appel des transports du Canada

Résultat stratégique

Fournir au milieu des transports au Canada un processus indépendant permettant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports.

Description des activités de programme

Audience en révision et en appel

Assure le fonctionnement d'un tribunal indépendant chargé de répondre aux demandes provenant du milieu des transports concernant la révision des décisions relatives à l'application des règlements ou à la délivrance des permis prises par le ministre des Transports aux termes de la *Loi sur l'aéronautique* et tenir des audiences pour les appels. À la suite d'une audience, le Tribunal peut, selon le cas, confirmer la décision du Ministre, y substituer sa propre décision, ou encore renvoyer l'affaire au Ministre pour réexamen.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	234 692 000	...	...	234 692 000	1	Ministère			
					1a	Dépenses de fonctionnement				
						Virement de 1 224 834 \$ du crédit 55 (Transports), de 394 899 \$ du crédit 60 (Transports), de 1 955 580 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 797 576 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 756 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada)				
...	...	47 068 532	...	47 068 532	1b	Virement de 3 731 688 \$ du crédit 10 (Transports)				
...	...	1	...	1		Virement du : crédit 1 (Agence du revenu du Canada)				
...	...	...	756 000	756 000		crédit 1 (Défense nationale)			
...	...	...	1 955 580	1 955 580		crédit 5 (Défense nationale)			
...	...	...	797 576	797 576		crédit 10			
...	...	...	3 731 688	3 731 688		crédit 55			
...	...	...	1 224 834	1 224 834		crédit 60			
...	...	...	394 899	394 899		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	14 999 000	14 999 000		Virement au : crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)			
...	...	...	(75 000)	(75 000)		crédit 20			
...	...	...	(4 000 000)	(4 000 000)		crédit 25 (Industrie)			
...	...	...	(150 000)	(150 000)		crédit 35 (Santé)			
...	...	...	(126 000)	(126 000)		crédit 45			
...	...	...	(15 775)	(15 775)		crédit 80			
...	...	...	(173 000)	(173 000)					
...	234 692 000	47 068 533	19 319 802	301 080 335		Total—Crédit 1	253 862 282	47 218 053	...	267 934 155
...	76 455 000	76 455 000	5	Dépenses en capital				
...	...	2 669 500	...	2 669 500	5a	Dépenses en capital				
...	76 455 000	2 669 500	...	79 124 500		Total—Crédit 5	71 255 420	7 869 080	...	66 569 084
...	296 228 000	296 228 000	10	Subventions et contributions				
...	...	3 967 161	...	3 967 161	10a	Contributions				
...	...	1	...	1	10b	Virement de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)				
...	1 000 000	1 000 000		Virement du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)				
...	(3 731 688)	(3 731 688)		Virement au : crédit 1				
...	(290 000)	(290 000)		crédit 15				
...	296 228 000	3 967 162	(3 021 688)	297 173 474		Total—Crédit 10	231 125 089	66 048 385	...	389 855 989

...	30 488 000	...	...	30 488 000	15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
...	...	1 800 000	...	1 800 000	15a	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
...	...	1	...	1	15b	Virement de 290 000 \$ du crédit 10 (Transports)				
...	...	...	290 000	290 000		Virement du crédit 10				
...	30 488 000	1 800 001	290 000	32 578 001		Total—Crédit 15	32 178 000	400 001	...	31 288 000
...	80 980 000	...	...	80 980 000	20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.				
...	...	1	...	1	20b	Virement de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Transports)				
...	...	...	4 000 000	4 000 000		Virement du crédit 1				
...	80 980 000	1	4 000 000	84 980 001		Total—Crédit 20	82 080 000	2 900 001	...	70 233 000
...	169 001 000	...	...	169 001 000	25	Paiements à VIA Rail Canada Inc.	169 001 000	...	...	169 001 000
...	381 366 000	...	...	381 366 000	30	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
...	...	65 600 000	...	65 600 000	30a	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
...	381 366 000	65 600 000	...	446 966 000		Total—Crédit 30	441 068 000	5 898 000	...	428 766 000
...	...	200 000	...	200 000	33a	Versements à la Société des ponts fédéraux Limitée pour remplacer le pont en détérioration du chenal Nord du Pont international de la voie maritime et apporter des améliorations à des infrastructures connexes	129 441	70 559	...	...
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...	77 445
...	3 300 000	...	(1 137 351)	2 162 649	(S)	Versement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont	2 162 649	...	...	2 792 695
...	66 781 000	...	(2 686 994)	64 094 006	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64 094 006	...	...	65 327 762
...	23 900 000	...	26 800	23 926 800	(S)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>	23 926 800	...	...	29 329 644
...	53 927 814	...	336 876	54 264 690	(S)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	54 264 690	...	...	52 790 229
962 801	...	...	1 369 265	2 332 066	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	962 801	...	1 369 265	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	199 771
962 801	1 417 191 736	121 305 197	18 496 710	1 557 956 444		Total budgétaire	1 426 183 100	130 404 079	1 369 265	1 574 164 774

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					L32b				
					Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc. (Brut)—Virement de 2 492 000 \$ du crédit L70 (Transports)				
...	...	1	...	1	Virement du crédit L70				
...	...	...	2 492 000	2 492 000					
...	...	1	2 492 000	2 492 001	Total—Crédit L32b	2 492 000	1	...	...
					L34b				
					Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc. (Brut)—Virement de 1 \$ du crédit L75 (Transports)				
...	...	1	...	1	Virement du crédit L75				
...	...	...	1	1					
...	...	1	1	2	Total—Crédit L34b	...	2	...	...
...	...	2	2 492 001	2 492 003	Total non budgétaire	2 492 000	3	...	...
962 801	1 417 191 736	121 305 197	18 496 710	1 557 956 444	Total du ministère—	1 426 183 100	130 404 079	1 369 265	1 574 164 774
...	...	2	2 492 001	2 492 003	Budgétaire	2 492 000	3	...	...
					Non budgétaire				
					Société canadienne des postes				
...	147 210 000	...	...	147 210 000	35	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	147 210 000	...	172 210 000
500 000 000	...	...	...	500 000 000	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 \$ (Net)	...	500 000 000	...
...	147 210 000	...	...	147 210 000	Total de l'organisme—	147 210 000	...	...	172 210 000
500 000 000	...	...	...	500 000 000	Budgétaire	...	...	500 000 000	...
					Non budgétaire				
					Office des transports du Canada				
...	23 173 000	...	...	23 173 000	40	Dépenses du programme			
...	...	1 048 550	...	1 048 550	40a	Dépenses du programme			
...	...	...	351 000	351 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	23 173 000	1 048 550	351 000	24 572 550	Total—Crédit 40	23 288 700	1 283 850	...	23 924 162
...	3 644 000	...	(446 686)	3 197 314	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 197 314	...	3 642 255

64 624	...	...	58	64 682	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	64 682	...	...	66 990
64 624	26 817 000	1 048 550	(95 628)	27 834 546		Total de l'organisme—Budgétaire	26 550 696	1 283 850	...	27 633 407
Commission de la capitale nationale										
...	74 657 000	...	...	74 657 000	45	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	1 104 652	...	1 104 652	45a	Virement de 15 775 \$ du crédit 1 (Transports)				
...	...	...	15 775	15 775		Virement du : crédit 1				
...	...	...	1 068 000	1 068 000		CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	353 000	353 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	74 657 000	1 104 652	1 436 775	77 198 427		Total—Crédit 45	77 198 427	...	...	70 195 000
...	16 713 000	...	...	16 713 000	50	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital				
...	...	1 222 000	...	1 222 000	50a	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital				
...	16 713 000	1 222 000	...	17 935 000		Total—Crédit 50	17 935 000	...	...	22 898 000
...	91 370 000	2 326 652	1 436 775	95 133 427		Total de l'organisme—Budgétaire	95 133 427	...	...	93 093 000
Bureau de l'infrastructure du Canada										
...	37 103 000	...	...	37 103 000	55	Dépenses de fonctionnement				
...	...	3 715 700	...	3 715 700	55a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	368 000	368 000		Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	(1 224 834)	(1 224 834)		Virement au crédit 1				
...	37 103 000	3 715 700	(856 834)	39 961 866		Total—Crédit 55	32 593 173	7 368 693	...	37 271 572
...	1 787 169 000	...	...	1 787 169 000	60	Contributions				
...	...	279 009 289	...	279 009 289	60a	Contributions				
...	...	1	...	1	60b	Virement de 708 710 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	708 710	708 710		Virement du : crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	(394 899)	(394 899)		Virement au : crédit 1				
...	...	...	(103 650)	(103 650)		crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)				
...	...	...	(234 547)	(234 547)		crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	(60 504)	(60 504)		crédit 1 (Industrie)				
...	1 787 169 000	279 009 290	(84 890)	2 066 093 400		Total—Crédit 60	1 414 679 651	651 413 749	...	524 702 925
...	18 800 000	...	...	18 800 000	65	Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(1 700 000)	(1 700 000)		Virement au : crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	(17 100 000)	(17 100 000)		crédit 84b				
...	18 800 000	...	(18 800 000)	...		Total—Crédit 65	...	...	...	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)		\$	\$	\$	\$
...	1 552 000	...	899 091	2 451 091	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 451 091	...	...	2 545 584
...	...	...	23 781	23 781	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	23 781	...
...	...	19 112 014	...	19 112 014	(S)	Fonds pour le transport en commun	19 112 014	...	...	380 887 986
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	581 928 000
...	1 844 624 000	301 837 004	(18 818 852)	2 127 642 152		Total budgétaire	1 468 835 929	658 782 442	23 781	1 527 336 067
...	2 492 000	...	...	2 492 000	L70	Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc. (Brut)				
...	...	...	(2 492 000)	(2 492 000)		Virement au crédit L32b				
...	2 492 000	...	(2 492 000)	...		Total—Crédit L70	...	...	...	...
...	1	...	...	1	L75	Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc. (Brut)				
...	...	...	(1)	(1)		Virement au crédit L34b				
...	1	...	(1)	...		Total—Crédit L75	...	...	...	...
...	2 492 001	...	(2 492 001)	...		Total non budgétaire	...	...	...	...
...	1 844 624 000	301 837 004	(18 818 852)	2 127 642 152		Total de l'organisme—				
...	2 492 001	...	(2 492 001)	...		Budgétaire	1 468 835 929	658 782 442	23 781	1 527 336 067
						Non budgétaire	...	...	...	...
						Société du Vieux-Port de Montréal inc. ⁽²⁾				
...	...	1	...	1	84b	Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement—Virement de 17 100 000 \$ du crédit 65 (Transports)				
...	...	...	17 100 000	17 100 000		Virement du crédit 65				
...	...	1	17 100 000	17 100 001		Total—Crédit 84b	15 225 700	1 874 301	...	...
...	...	1	17 100 000	17 100 001		Total de l'organisme—Budgétaire	15 225 700	1 874 301	...	...

					Monnaie royale canadienne					
					(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 \$, le 11 mars 1999 (Net)				
75 000 000	...	...	...	75 000 000			...	...	75 000 000	...
75 000 000	...	...	...	75 000 000		Total de l'organisme—Non budgétaire	...	...	75 000 000	...
					Tribunal d'appel des transports du Canada					
...	1 200 000	...	...	1 200 000	80	Dépenses du programme				
...	...	58 650	...	58 650	80a	Virement de 173 000 \$ du crédit 1 (Transports)				
...	...	...	173 000	173 000		Virement du : crédit 1				
...	...	...	6 000	6 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	1 200 000	58 650	179 000	1 437 650		Total—Crédit 80	1 211 147	226 503	...	1 168 439
...	129 000	...	(3 056)	125 944	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 944	...	...	116 389
...	1 329 000	58 650	175 944	1 563 594		Total de l'organisme—Budgétaire	1 337 091	226 503	...	1 284 828
					Total du portefeuille ministériel—					
1 027 425	3 528 541 736	426 576 054	18 294 949	3 974 440 164		Budgétaire	3 180 475 943	792 571 175	1 393 046	3 395 722 076
575 000 000	2 492 001	2	...	577 492 003		Non budgétaire	2 492 000	3	575 000 000	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ La Société du Vieux-Port de Montréal inc. est un nouvel organisme.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché	176 138 588	174 316 642	40 246 530	37 708 462	280 673 339	258 629 353	325 953 394	324 857 767	...	...	171 105 063	145 796 690
Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un réseau de transport sûr et sécuritaire	538 722 640	507 799 279	35 274 331	31 074 044	64 021 474	21 232 056	59 723 000	60 790 380	...	...	578 295 445	499 314 999
Politiques et programmes en appui au développement durable	62 390 295	46 548 284	3 603 639	2 472 914	8 906 000	7 691 019	69 000	97 247	...	...	74 830 934	56 614 970
Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	32 578 001	32 178 000	...	...	...	...	...	...	...	...	32 578 001	32 178 000
Marine Atlantique S.C.C.	84 980 001	82 080 000	...	...	...	...	...	...	...	...	84 980 001	82 080 000
VIA Rail Canada Inc.	169 001 000	169 001 000	...	...	...	...	...	...	...	...	169 001 000	169 001 000
La construction du nouveau pont à bas niveau à Cornwall, Ontario, ainsi que ses améliorations d'infrastructure connexes (La Société des ponts fédéraux Limitée)	200 000	129 441	...	...	...	...	...	...	...	...	200 000	129 441
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	446 966 000	441 068 000	...	...	...	...	...	...	...	...	446 966 000	441 068 000
Parc Downsview Park Inc.	...	...	...	...	...	...	...	...	2 492 003	2 492 000	2 492 003	2 492 000
Sous-total												
Budgétaire	1 510 976 525	1 453 120 646	79 124 500	71 255 420	353 600 813	287 552 428	385 745 394	385 745 394	...	...	1 557 956 444	1 426 183 100
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 492 003	2 492 000	2 492 003	2 492 000
Revenus affectés aux dépenses	(385 745 394)	(385 745 394)	...	...	...	...	(385 745 394)	(385 745 394)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	1 125 231 131	1 067 375 252	79 124 500	71 255 420	353 600 813	287 552 428	...	...	...	...	1 557 956 444	1 426 183 100
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 492 003	2 492 000	2 492 003	2 492 000
Société canadienne des postes—												
Budgétaire	147 210 000	147 210 000	...	...	...	...	...	...	...	...	147 210 000	147 210 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	500 000 000	...	500 000 000	...
Office des transports du Canada												
Réglementation économique du système de transport fédéral	27 834 546	26 550 696	...	...	...	...	...	...	...	...	27 834 546	26 550 696
Total de l'organisme—Budgétaire	27 834 546	26 550 696	...	...	...	...	...	...	...	...	27 834 546	26 550 696

Commission de la capitale nationale—													
Budgétaire	95 133 427	95 133 427	...	...	...	...	...	...	...	...	...	95 133 427	95 133 427
Bureau de l'infrastructure du Canada													
Investissements dans l'infrastructure	29 166 178	25 902 552	...	...	2 080 048 562	1 429 160 315	...	...	...	...	...	2 109 214 740	1 455 062 867
Développement des politiques, des connaissances et des partenariats	13 270 560	9 141 712	...	...	5 156 852	4 631 350	...	...	...	...	...	18 427 412	13 773 062
Total de l'organisme—Budgétaire	42 436 738	35 044 264	...	...	2 085 205 414	1 433 791 665	...	...	...	...	...	2 127 642 152	1 468 835 929
Société du Vieux-Port de Montréal inc.—⁽¹⁾													
Budgétaire	17 100 001	15 225 700	...	...	...	...	...	...	...	...	...	17 100 001	15 225 700
Monnaie royale canadienne—													
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	75 000 000	...	75 000 000	...
Tribunal d'appel des transports du Canada													
Audience en révision et en appel	1 563 594	1 337 091	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 563 594	1 337 091
Total de l'organisme—Budgétaire	1 563 594	1 337 091	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 563 594	1 337 091
Total du portefeuille ministériel—													
Budgétaire	1 456 509 437	1 387 876 430	79 124 500	71 255 420	2 438 806 227	1 721 344 093	...	...	...	...	...	3 974 440 164	3 180 475 943
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	577 492 003	2 492 000	577 492 003	2 492 000

⁽¹⁾ La Société du Vieux-Port de Montréal inc. est un nouvel organisme.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché									
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs									
...	25 425 821	...	...	25 425 821		25 309 197	116 624	...	24 889 689

Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un réseau de transport sûr et sécuritaire									
Subvention pour la fermeture de passages à niveau									
...	300 000	...	(120 000)	180 000		140 000	40 000	...	200 000
Subvention au Programme de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et de maintien de la navigabilité (COSCAP) de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)									
...	130 000	...	...	130 000		130 000	...	...	...

...	430 000	...	(120 000)	310 000		270 000	40 000	...	200 000
...	25 855 821	...	(120 000)	25 735 821	Total—Subventions	25 579 197	156 624	...	25 089 689

Contributions									
Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché									
...	188 000	...	...	188 000		157 660	30 340	...	122 944
Association du transport du Canada									
...	244 000	...	...	244 000		244 000	...	...	239 000
Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour des services de maintien de l'ordre à l'égard du pont de la Confédération									
...	300 000	...	...	300 000		...	300 000	...	600 000
Contribution aux Chemins de fer nationaux du Canada pour le Programme de remise en état du pont de Québec									
...	770 000	...	...	770 000		720 563	49 437	...	777 471
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada									
...	1 647 000	...	38 000	1 685 000		1 442 015	242 985	...	558 081
Terre-Neuve-et-Labrador—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Nain, Davis Inlet, Hopedale, Postville, Makkovik, Rigolet, Cartwright, Black Tickle, Charlottetown, Port Hope Simpson, Mary's Harbour, Fox Harbour et Williams Harbour)									
...	2 352 598	...	187 080	2 539 678		2 415 704	123 974	...	2 235 741
Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports :									
...	1 369 219	...	(302 219)	1 067 000		1 014 902	52 098	...	863 573
Programme initial									
Contribution à l'administration aéroportuaire régionale de Thompson au titre des coûts de remise en état de—									
La piste 05/23 de l'aéroport de Thompson									

...	...	...	2 121 000	2 121 000	Contributions des aéroports transférés non RNA— Paiements forfaitaires	1 050 000	1 071 000	...	1 169 998
...	11 773 000	...	2 823 000	14 596 000	Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	14 596 000	...	...	14 344 439
...	8 466 000	...	3 028 000	11 494 000	Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	11 493 091	909	...	9 354 777
...	9 168 121	...	408 879	9 577 000	Programme stratégique d'infrastructures routières :				
...	6 384 423	...	2 205 577	8 590 000	Points de passage frontaliers—Planification et intégration	1 490 490	8 086 510	...	947 087
...	64 096 857	5 608 161	(4 173 018)	65 532 000	Points de passage frontaliers	7 619 800	970 200	...	12 131 866
...	10 667 968	...	1 897 032	12 565 000	Composante routière	64 921 049	610 951	...	138 606 245
					Système de transport intelligent	6 375 817	6 189 183	...	4 148 903
...	1 967 000	...	(778 000)	1 189 000	Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	1 132 353	56 647	...	12 006 504
...	38 000 000	...	(1 700 000)	36 300 000	Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	36 276 784	23 216	...	35 399 862
...	1 870 000	...	...	1 870 000	Contribution financière spéciale à la Régie intermunicipale de l'aéroport régional de Mont-Joli qui servira à la construction d'un abri polyvalent ainsi qu'à la réalisation de divers projets d'immobilisations	1 270 000	600 000	...	30 000
...	5 600 000	...	(5 600 000)	...	Contribution à l'appui de la cession des aéroports ne faisant pas partie du Réseau national des aéroports	...	...	...	...
...	8 100 000	3 800 000	3 900 000	15 800 000	Programme de contributions aux fonds d'exploitation, d'immobilisations et de lancement nécessaires pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées	13 079 622	2 720 378	...	25 291 888
...	20 000	...	...	20 000	Groupe de recherches sur les transports au Canada	20 000	...	...	12 000
...	3 300 000	...	(1 137 351)	2 162 649	(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal et pour la réfection de la voie de circulation du pont	2 162 649	...	...	2 792 695
...	53 927 814	...	336 876	54 264 690	(S) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	54 264 690	...	...	52 790 229
...	...	1	8 400 000	8 400 001	Fonds d'infrastructure de transport de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique	8 400 000	1	...	...
...	...	...	777 000	777 000	Contribution à la Sauder School of Business pour appuyer le Consortium de recherche de l'Initiative de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique	776 391	609	...	...
...	...	...	588 000	588 000	Fonds de cession des ports	513 000	75 000	...	58 664 572
...	...	...	7 500	7 500	Contribution à l'Association du transport du Canada pour le Programme 2006 canadien des prix en transport	7 500	...	...	7 500
...	...	...	2 500 000	2 500 000	Paiement à Ridley Terminals Incorporated—Fonctionnement	1 797 000	703 000	...	3 036 000
...	...	...	100 000	100 000	Contribution à la province de la Colombie-Britannique pour le camionnage du Lower-Mainland	79 076	20 924	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 857 679
...	230 212 000	9 408 162	15 627 356	255 247 518		233 320 156	21 927 362	...	378 989 054

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	250 000	...	...	250 000	Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un réseau de transport sûr et sécuritaire	250 000	...	...	250 000
...	167 060	...	...	167 060	Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du Programme Opération Gareautrain	...	167 060	...	...
...	7 145 000	...	(3 560 000)	3 585 000	Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	3 505 001	79 999	...	11 045 000
...	56 000 000	...	(10 942 586)	45 057 414	Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	12 558 683	32 498 731	...	17 403 367
...	4 442 940	...	47 060	4 490 000	Programme de contribution pour la sûreté maritime	4 486 372	3 628	...	4 392 940
...	...	10 000 000	...	10 000 000	Code canadien de sécurité	...	10 000 000	...	...
...	...	...	142 000	142 000	Programme de contribution pour la sûreté du transport voyageurs et du transport en commun	142 000	...	...	...
...	...	...	20 000	20 000	Contribution à la Vision nationale pour la sûreté routière du Canada	20 000	...	...	60 000
...	...	...	...	...	L'Association des transports du Canada pour une base de données sur la documentation internationale de la recherche sur les transports	...	...	...	144 000
...	68 005 000	10 000 000	(14 293 526)	63 711 474	Éléments non requis pour l'exercice en cours	20 962 056	42 749 418	...	33 295 307
...	692 919	...	77 081	770 000	Politiques et programmes en appui au développement durable	753 682	16 318	...	497 632
...	21 432 052	(15 441 000)	(2 149 052)	3 842 000	Sur la route du transport durable	3 840 886	1 114	...	6 985 926
...	1 950 025	...	599 975	2 550 000	Plan d'action 2000 sur le changement climatique :	2 093 830	456 170	...	299 753
...	5 307 997	...	(3 563 997)	1 744 000	Programme de démonstration en transport urbain	1 002 621	741 379	...	281 552
...	29 382 993	(15 441 000)	(5 035 993)	8 906 000	Initiatives liées au transport des marchandises	7 691 019	1 214 981	...	8 064 863
...	327 599 993	3 967 162	(3 702 163)	327 864 992	Changement climatique : train de mesures pour la réduction des émissions—Initiatives liées au transport non routier des marchandises	261 973 231	65 891 761	...	420 349 224
					Total—Contributions				
					Sommaire du ministère par activité de programme				
...	255 637 821	9 408 162	15 627 356	280 673 339	Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché	258 629 353	22 043 986	...	403 878 743
...	68 435 000	10 000 000	(14 413 526)	64 021 474	Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un réseau de transport sûr et sécuritaire	21 232 056	42 789 418	...	33 495 307
...	29 382 993	(15 441 000)	(5 035 993)	8 906 000	Politiques et programmes en appui au développement durable	7 691 019	1 214 981	...	8 064 863
...	353 455 814	3 967 162	(3 822 163)	353 600 813	Total du ministère	287 552 428	66 048 385	...	445 438 913

Bureau de l'infrastructure du Canada

Contributions

Investissements dans l'infrastructure

...	915 734 000	216 881 289	(2 195 853)	1 130 419 436	Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	681 217 730	449 201 706	...	417 530 360
...	104 691 000	23 531 000	(257 599)	127 964 401	Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	53 059 795	74 904 606	...	72 300 666
...	171 000 000	16 278 000	...	187 278 000	Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	81 566 276	105 711 724	...	11 066 962
...	...	4 000 000	...	4 000 000	Contribution au Harbourfront Centre	4 000 000	...	...	...
...	...	1	708 710	708 711	Programme Infrastructures Canada	...	708 711	...	...
...	...	19 112 014	...	19 112 014	(S) Fonds pour le transport en commun	19 112 014	...	...	380 887 986
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	20 325 000
...	1 191 425 000	279 802 304	(1 744 742)	1 469 482 562		838 955 815	630 526 747	...	902 110 974
<hr/>									
Développement des politiques, des connaissances et des partenariats									
...	3 250 000	247 000	...	3 497 000	Contributions en vertu du Programme de recherches, connaissances et rayonnement	2 971 498	525 502	...	755 059
...	...	...	1 659 852	1 659 852	Contribution à la Fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastructures municipales durables	1 659 852	...	...	2 724 878
...	3 250 000	247 000	1 659 852	5 156 852		4 631 350	525 502	...	3 479 937
...	1 194 675 000	280 049 304	(84 890)	1 474 639 414	Total—Contributions	843 587 165	631 052 249	...	905 590 911
<hr/>									
Autres paiements de transfert									
Investissements dans l'infrastructure									
...	592 494 000	18 072 000	...	610 566 000	Programme d'autres paiements de transfert du Fonds de la taxe sur l'essence	590 204 500	20 361 500	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	581 928 000
...	592 494 000	18 072 000	...	610 566 000	Total—Autres paiements de transfert	590 204 500	20 361 500	...	581 928 000
<hr/>									
Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	1 783 919 000	297 874 304	(1 744 742)	2 080 048 562	Investissements dans l'infrastructure	1 429 160 315	650 888 247	...	1 484 038 974
...	3 250 000	247 000	1 659 852	5 156 852	Développement des politiques, des connaissances et des partenariats	4 631 350	525 502	...	3 479 937
...	1 787 169 000	298 121 304	(84 890)	2 085 205 414	Total de l'organisme	1 433 791 665	651 413 749	...	1 487 518 911⁽¹⁾
...	2 140 624 814	302 088 466	(3 907 053)	2 438 806 227	Total du portefeuille ministériel	1 721 344 093	717 462 134	...	1 932 957 824

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché			
Revenus des prévisions des services de l'air	160 000	220 824	234 921
Revenus des ports publics provenant des frais imposés aux usagers et des permis aux droits de quai	8 577 000	8 552 814	9 032 516
Revenus dans les aéroports provenant des frais imposés aux usagers et contrats de services	4 690 000	4 991 445	5 037 571
Paievements de location reliés aux biens meubles des autorités des aéroports	302 498 394	302 512 872	288 319 791
Recherche et développement	1 744 000	1 406 180	2 550 288
Inspection et certification	...	3 413	86
Location et concessions	7 574 000	6 895 077	8 123 993
Vente et formation	109 000	129 306	111 896
Divers	601 000	145 836	263 451
	325 953 394	324 857 767	313 674 513
Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un réseau de transport sûr et sécuritaire			
Règlements de l'aviation canadiens	8 648 000	8 089 974	8 291 560
Entretien d'aéronefs et services de pilotage	34 369 000	34 369 114	29 699 824
Droits réglementaires de sécurité maritime	7 544 000	8 170 103	8 313 524
Revenus du Programme d'immatriculation des véhicules importés	4 600 000	4 599 774	2 423 146
Inspections et certification	1 792 000	1 751 076	2 118 817
Centre d'essais des véhicules automobiles	155 000	256 667	289 726
Location et concession	598 000	981 060	839 563
Vente et formation	812 000	823 374	1 071 082
Recherche et développement	1 100 000	1 117 500	...
Divers	105 000	631 738	698 470
	59 723 000	60 790 380	53 745 712
Politiques et programmes en appui au développement durable	69 000	97 247	47 452
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	385 745 394	385 745 394	367 467 677⁽¹⁾

⁽¹⁾ Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Société immobilière du Canada limitée—Dividendes	7 250 000	11 000 000
Société canadienne des postes—Dividendes	79 615 000	58 700 000
Monnaie royale canadienne—Dividendes	1 000 000	1 000 000
Société immobilière du Canada limitée pour Queen's Quay West Land Corporation	70 197	4 792 429
Ponts Jacques-Cartier et Champlain	...	5 850 000
Andrew Ferri—Voie maritime	...	31 580
Administration portuaire de Saint John	265 098	214 517
Administration portuaire de Prince Rupert	115 479	113 315
Administration portuaire de St. John's	97 445	90 365
Administration portuaire de Halifax	1 155 492	1 058 748
Administration portuaire de Trois-Rivières	112 939	142 181
Administration portuaire de Vancouver	4 117 142	3 989 402
Administration portuaire de Port Alberni	68 930	59 791
Administration portuaire de Toronto	195 205	193 048
Administration portuaire de Sept-Îles	223 098	188 699
Administration portuaire de Québec	536 573	450 180
Administration portuaire de Montréal	3 650 894	3 579 628
Administration portuaire de Thunder Bay	66 749	59 528
Administration portuaire de Windsor	27 340	28 689
Administration portuaire de Hamilton	533 728	491 880
Administration portuaire de Nanaimo	146 464	138 254
Administration portuaire de North Fraser	54 009	52 680
Administration portuaire de Fraser River	497 174	683 262
Administration portuaire de Belledune	129 853	127 511
Administration portuaire de Saguenay	39 884	36 257
	99 968 693	93 071 944
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	333 076	...
Ponts Jacques-Cartier et Champlain	99	223 940
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	92 504	...
Paievements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA)	...	14 053 293
Divers	...	1 947 883
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	7 234 159	6 793 573
	7 659 838	23 018 689
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Permis de transport d'explosif	33 605	37 146
Revenus de redevances	22 600	60 543
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent	7 419 271	10 535 982
	7 475 476	10 633 671

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Location et utilisation de biens publics—			Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CP	201 330	118 007
Location à bail de wagons-trémies—CN	3 432 018	5 480 342	Revenus pour les frais de surestaries reliés aux wagons-trémies du CN	155 087	232 061
Location à bail de wagons-trémies—CP	7 887 610	10 739 898	Revenus des Chemins de fer nationaux du Canada pour les frais de surestaries reliés aux wagons-trémies	...	406 025
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	992 713	994 209	Revenus d'intérêts des aéroports cédés	1 562	20 458
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	7 477 470	8 074 803	Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats	(10 763)	...
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	295 755 063	295 489 584		1 388 236	1 638 060
	315 544 874	320 778 836		398 208 321	402 393 080
Services de nature réglementaire—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 369 265	962 801
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères—Frais d'utilisation imposés	20 937 734	19 222 592	Revenus divers—		
Services de nature non réglementaire—			Amendes	898 082	892 683
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères—Frais d'utilisation imposés	14 194 131	16 355 421	Produits de cession des ventes de biens immobiliers	6 613 520	5 059 435
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	142 377	138 043	Divers	545 408	410 012
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats	36 955 379	...		8 057 010	6 362 130
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	51 291 887	48 861 784		515 263 127	525 808 644⁽²⁾
Ventes de biens et de produits d'information—			Total du ministère		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	726 475	297 124	Office des transports du Canada		
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	843 639	961 013	Autres revenus—		
	1 570 114	1 258 137	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Autres frais et droits—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	19 405	78 827
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 550	2 413	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	28 691	25 855
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	...	134 090		48 096	104 682
Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CN	1 039 470	725 006	Ventes de biens et de services—		
			Droits et privilèges	...	10
			Ventes de biens et de produits d'information—		
			Produits des ventes des ordres et décisions	...	27
			Autres frais et droits—		
			Frais pour services rendus à des compagnies	20	50
				20	87
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	58	131 614
			Revenus divers	44 073	24 029
			Total de l'organisme	92 247	260 412

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Bureau de l'infrastructure du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de traitements, biens et services	13 559	3 275
Autres paiements provenant des sociétés d'État consolidées	325 488	...
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent—		
Traitements et salaires	64 066	...
Autres dépenses de fonctionnement	143 811	656 956
Autres paiements provenant des organismes sans but lucratif	11 399	...
Autres paiements provenant des autres paliers de gouvernement	6 071 912	...
	6 630 235	660 231
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits	85	100
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	23 781	...
Revenus divers	7 000	...
Total de l'organisme	6 661 101	660 331⁽²⁾
Tribunal d'appel des transports du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 411	4 589
Total de l'organisme	4 411	4 589
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	99 968 693	93 071 944
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 342 580	23 788 191
Ventes de biens et de services	398 208 426	402 393 267
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 393 104	1 094 415
Revenus divers	8 108 083	6 386 159
Total du portefeuille ministériel	522 020 886	526 733 976

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, la Société immobilière du Canada limitée a été transférée du Bureau de l'Infrastructure du Canada au ministère des Transports.

SECTION 27

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2006-2007

Travaux publics et Services gouvernementaux

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	27.2
Sommaire du portefeuille ministériel	27.5
Activités de programme	27.8
Paievements de transfert	27.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	27.11
Revenus	27.11

Résultat stratégique

Services de qualité : les ministères et organismes bénéficient de toute une gamme de services pangouvernementaux centralisés très efficaces.

Description des activités de programme*Services d'approvisionnement*

Faire l'acquisition de biens et de services pour le compte du gouvernement fédéral. Gérer le processus d'approvisionnement en aidant les clients dans la définition des besoins, dans le lancement des appels d'offres et l'évaluation des propositions, ainsi que dans la négociation et l'administration des contrats. Comprend également des activités liées aux investissements dans la réforme des approvisionnements et à la mise en œuvre de l'initiative Les prochaines étapes. Gérer tous les aspects des grands projets (plus de 100 millions de dollars) se rapportant aux achats. Les bureaux régionaux exercent les activités d'acquisition de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) dans l'ensemble du Canada. En outre, TPSGC a des bureaux aux États-Unis et en Europe, essentiellement pour répondre aux besoins des militaires.

Fonds renouvelable des services optionnels

Fonds permettant d'offrir des services spécialisés aux ministères clients, par exemple des services d'inspection maritime et des services techniques, la gestion des biens saisis, l'administration des voyages, l'approvisionnement en communications, les normes adoptées par consensus et les services d'évaluation de la conformité. Ce secteur fournit aux ministères clients des services d'aliénation. Achat de vaccins et de médicaments pour le compte des provinces et des territoires.

Fonds renouvelable de la production de défense

Ancien fonds inutilisé à l'heure actuelle. On le maintient pour assurer les services d'acquisition de fournitures militaires en cas d'urgence.

Locaux et avoirs fédéraux

Gestion efficace des investissements immobiliers placés sous la garde de TPSGC dans le cadre de la réalisation des programmes du gouvernement.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Prestation de services immobiliers facultatifs moyennant des honoraires à l'intention des autres ministères gardiens, ainsi que des autres ministères et organismes qui demandent des services en sus de ceux qui sont déjà financés dans le cadre du Programme de la gamme des services de gestion des locaux et des avoirs fédéraux.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers

Réalisation, selon le principe du recouvrement des coûts, des opérations d'aliénation courantes pour les biens immobiliers dont le gouvernement n'a plus besoin, afin de produire des recettes pour l'État.

Services de Gestion de l'information (GI)/Technologie de l'information (TI)

Les services de GI-TI permettent de fournir, au gouvernement du Canada, des solutions de gestion et de technologie de l'information. Ils permettent également d'aménager les infrastructures, d'assurer la conception et d'exercer un leadership pour les grands projets de services réalisés dans l'ensemble du gouvernement.

Fonds renouvelable des Services de télécommunications

Il s'agit des services de gestion de réseaux et d'infrastructures, des services de télécommunication de la voix, des services de transmission par satellite et des services gérés. Il s'agit de la seule activité gérée à l'heure actuelle grâce à un fonds renouvelable entièrement compensatoire et financé par les clients.

Services d'intégration des affaires

Au nom du Ministère, la Direction générale de l'intégration des services facilitera ou assurera directement la prestation de services intégrés aux ministères clients et à TPSGC, notamment : la gestion et la prestation du Programme de filtrage de sécurité du personnel et des installations ainsi que du Programme des marchandises contrôlées; l'intégration de la vaste gamme des services de TPSGC lorsque les clients ont besoin de solutions intégrées dans le cadre de projets complexes; la gestion et la prestation des services de marketing et des services multimédias et la coordination des occasions de partage des services. Ces activités sont menées et administrées à l'échelle nationale par l'entremise de nos bureaux du secteur de la capitale nationale et des régions.

Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie

Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Prestation de services de traduction, de services technolinguistiques et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux selon le principe du recouvrement des coûts. Sur demande, prestation de services de traduction, de services technolinguistiques et d'autres services linguistiques à l'intention des autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

Fournir, à titre facultatif et moyennant des honoraires, des services d'experts-conseils et de vérification aux ministères et organismes fédéraux et, sur demande, aux administrations provinciales, territoriales, municipales et autochtones au Canada, de même qu'aux gouvernements étrangers et aux organismes internationaux.

Services d'information du gouvernement

Gestion de la plate-forme de communication du gouvernement du Canada, en donnant accès à l'information sur les programmes et les services gouvernementaux grâce à différentes voies de communication (ligne téléphonique sans frais 1 800 O-Canada, site Web Canada.gc.ca et Gazette du Canada).

Services du receveur général

Gérer les opérations pour le Système ministériel de gestion financière. Fournir aux ministères des services optionnels de numérisation de documents. Fournir les services optionnels d'impression des effets de paiement, par exemple des relevés d'information sur les impôts et les relevés de rémunération. Les services optionnels sont offerts selon le principe du recouvrement des coûts.

Rémunération de la fonction publique

Services de communications à l'intention des fonctionnaires et des pensionnés qui reçoivent des enveloppes contenant les talons de paye ou de prestation de pension et prestation de services de pension pour le ministère de la Défense nationale.

Résultat stratégique

Intendance saine : les Canadiens bénéficient de l'application d'une intendance saine et d'une surveillance adéquate dans le cadre de la prestation de services pangouvernementaux centralisés.

Description des activités de programme

Intendance des opérations d'approvisionnement

Politique des approvisionnements; assurance de la qualité des contrats; perfectionnement professionnel; examen du rendement des fournisseurs et autres activités de gestion et d'administration pour permettre de réaliser les programmes.

Intendance des biens immobiliers

Leadership stratégique et gestion prospective des ressources et des biens immobiliers pour permettre au gouvernement de réaliser ses programmes.

Intendance de la Gestion de l'information (GI)/Technologie de l'information (TI)

Intendance de la TI porte sur les normes, l'architecture, l'ingénierie, la sécurité, les relations avec les clients, la gestion des programmes des directions générales, la stratégie et la gouvernance dans le domaine de la TI.

Intégration des affaires – Gestion du rendement

Au nom du Ministère, la Direction générale de l'intégration des services : déterminera les besoins opérationnels et stratégiques des ministères clients; recueillera de l'information sur les besoins futurs des clients et en fera part aux directions générales; diffusera de l'information sur les secteurs d'activité aux clients afin d'harmoniser leurs attentes en matière de prestation de services aux capacités de TPSGC; établira l'infrastructure nécessaire à la gestion efficace des relations avec les clients, et d'un point de vue ministériel, mesurera et contrôlera les perceptions des clients quant à la valeur des services offerts par TPSGC et fera part des résultats aux secteurs d'activité, afin qu'ils puissent en tenir compte dans le cadre de la planification, de l'élaboration et de l'amélioration de leur processus. Ces activités sont menées et administrées à l'échelle nationale par l'entremise de nos bureaux du secteur de la capitale nationale et des régions.

Intendance de la traduction

Gestion des programmes, stratégie, gouvernance et activités de surveillance et de soutien. Il s'agit également d'exercer les activités nécessaires pour :

- assurer la permanence des services linguistiques offerts au Parlement, à la magistrature et au gouvernement fédéral;

- promouvoir le développement et la croissance de l'industrie langagière au Canada;
- veiller à l'élaboration et à la diffusion des normes de traduction, de terminologie et technolinguistiques au Canada; et
- jouer le rôle de spécialiste fonctionnel dans les domaines de la traduction, de la terminologie, de l'interprétation, de la linguistique et de la technolinguistique pour les autres ministères et organismes.

Intendance de l'information du gouvernement

Les activités d'intendance de l'information du gouvernement consistent à gérer stratégiquement, à coordonner et à surveiller l'information de l'ensemble du gouvernement dans les secteurs de la publicité, de la recherche sur l'opinion publique, des expositions, de l'accès public à l'information électronique, de l'édition, de l'administration du droit d'auteur de l'État et de la surveillance des médias électroniques. Ces activités sont précisées dans la politique de communication du gouvernement du Canada et dans les procédures connexes.

Intendance du receveur général

Assurer un soutien de qualité supérieure pour le Trésor et les Comptes du Canada (perception des recettes, opérations de gestion de la trésorerie, services de paiement, Comptes publics, État mensuel des opérations financières et comptes centraux).

Intendance de la paye de la fonction publique

Administration des processus de paye du gouvernement. Développement et maintenance de systèmes informatiques et d'une infrastructure nationale de bureaux de service. Formation et conseils offerts aux conseillers en rémunération dans les ministères. Liaison avec les conseillers en rémunération, le Secrétariat du Conseil du Trésor et les compagnies d'assurances à propos du régime d'assurance de soins dentaires.

Intendance des pensions de la fonction publique

Administration des processus de gestion des pensions du gouvernement. Développement et maintenance de systèmes informatiques. Conseils et formation offerts. Prestation de services dans le domaine des assurances, dont la liaison avec les pensionnés, avec les compagnies d'assurances et, parfois, avec les employés. Élaboration de directives administratives sur les assurances et de cours de formation à l'intention de l'ensemble des conseillers en rémunération.

Intendance du Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales

Le BEOG fournit des conseils et des orientations fonctionnelles aux ministères sur un large éventail d'activités liées à l'écologisation des opérations gouvernementales. Il appuie le Secrétariat du Conseil du Trésor dans l'élaboration continue de politiques et la gestion continue du rendement dans ce domaine, y compris l'élaboration et l'amélioration constante d'un cadre gouvernemental de gestion du rendement en ce qui concerne l'écologisation des opérations gouvernementales. Il planifie et élabore les stratégies de développement durable de TPSGC, surveille le rendement et rédige le rapport annuel sur le rendement du Ministère en ce qui a trait au développement durable.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
...	2 154 809 000	...	...	2 154 809 000	1				
					1a	Dépenses de fonctionnement				
						Virement de 2 877 360 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 235 600 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 26 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	107 473 862	...	107 473 862	1b	Virement de 67 535 351 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 1 872 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
...	...	1	...	1		Virement du : crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
...	...	...	235 600	235 600		crédit 1 (Conseil du Trésor)			
...	...	...	26 000	26 000		crédit 5			
...	...	...	70 412 711	70 412 711		crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences)			
...	...	...	1 872 000	1 872 000		CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	...	...	16 610 360	16 610 360		CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	...	...	648 870	648 870		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	27 150 000	27 150 000		Virement au : crédit 1 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	(58 000)	(58 000)		crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)			
...	...	...	(35 000)	(35 000)		crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)			
...	...	...	(209 000)	(209 000)		crédit 5			
...	...	...	(13 479 000)	(13 479 000)		crédit 10			
...	...	...	(100 000)	(100 000)					
...	2 154 809 000	107 473 863	103 074 541	2 365 357 404		Total—Crédit 1	2 201 244 711	164 112 693	...	2 129 196 951
...	342 634 000	...	...	342 634 000	5	Dépenses en capital			
...	...	10 554 000	...	10 554 000	5a	Virement de 13 479 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	1	...	1	5b	Virement de 1 700 000 \$ du crédit 65 (Transports)				
...	...	...	13 479 000	13 479 000		Virement du : crédit 1			
...	...	...	1 700 000	1 700 000		crédit 65 (Transports)			
...	...	...	(70 412 711)	(70 412 711)		Virement au crédit 1			
...	342 634 000	10 554 001	(55 233 711)	297 954 290		Total—Crédit 5	256 738 699	41 215 591	...	284 948 953

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	3 632 000	...	...	3 632 000	10	Subventions et contributions			
...	...	41 670 000	...	41 670 000	10a	Subventions			
...	...	...	1	1	10b	Contributions—Virement de 100 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)			
...	...	...	100 000	100 000		Virement du crédit 1			
...	3 632 000	41 670 001	100 000	45 402 001		Total—Crédit 10	45 384 905	17 096	...
...	72 922	...	...	72 922	(S)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile	72 922	...	...
...	80 628 000	...	26 724 246	107 352 246	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	107 352 246	...	113 773 044
7 030 039	(8 000 000)	...	8 000 000	7 030 039	(S)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(6 104 512)	6 740 868 ⁽²⁾	6 393 683
41 353 825	...	...	...	41 353 825	(S)	Fonds renouvelable des services optionnels			
...	...	...	(4 000 000)	(4 000 000)		Radiation d'une portion du surplus accumulé			
41 353 825	...	...	(4 000 000)	37 353 825		Total	(892 582)	...	38 246 407
29 555 409	(481 000)	...	481 000	29 555 409	(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada			
...	...	...	(6 000 000)	(6 000 000)		Radiation d'une portion du surplus accumulé			
...	...	...	590 003	590 003		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
29 555 409	(481 000)	...	(4 928 997)	24 145 412		Total	(461 179)	...	24 606 591
45 203 664	...	...	...	45 203 664	(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction			
...	...	...	(11 000 000)	(11 000 000)		Radiation d'une portion du surplus accumulé			
...	...	...	3 110 961	3 110 961		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
45 203 664	...	...	(7 889 039)	37 314 625		Total	4 616 021 ⁽³⁾	...	32 698 604
150 000 000	...	...	...	150 000 000	(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers	...	...	150 000 000
41 699 063	...	...	...	41 699 063	(S)	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique			
...	...	...	(19 000 000)	(19 000 000)		Radiation d'une portion du surplus accumulé			
41 699 063	...	...	(19 000 000)	22 699 063		Total	(6 834 532)	...	29 533 595
100 000 000	...	...	...	100 000 000	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense	...	...	100 000 000
...	...	...	1 946 105	1 946 105	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	1 946 105	...	...
710 782	...	...	272 553	983 335	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	644 960	65 822	272 553
...	...	...	776	776	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	776	...	...
...	...	...	467 800 726	467 800 726	(S)	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versées aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	467 800 726	...	...

...	...	...	(468 072 645)	(468 072 645)	(S)	Recouvrements des ministères responsables	(468 072 645)	...	...	(466 001 166)
...	...	...	6 169	6 169	(S)	Pertes d'opérations de change	6 169	...	...	405
415 552 782	2 573 294 922	159 697 865	48 800 724	3 197 346 293		Total budgétaire	2 603 442 790	212 152 070	381 751 433	2 528 158 393
1 242 595	...	...	...	1 242 595	L15b	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 22 000 000 \$ (Net)	(10 037 884)	...	11 280 479	827 253
50 174 125	...	...	...	50 174 125	(S)	(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4.</i> Limite 50 000 000 \$ (Net)	2 207 334	...	47 966 791	2 620 993
51 416 720	...	...	...	51 416 720		Total non budgétaire	(7 830 550)	...	59 247 270	3 448 246
415 552 782	2 573 294 922	159 697 865	48 800 724	3 197 346 293		Total du portefeuille ministériel—	2 603 442 790	212 152 070	381 751 433	2 528 158 393
51 416 720	...	...	...	51 416 720		Budgétaire	(7 830 550)	...	59 247 270	3 448 246
						Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

(2) Le 19 janvier 1995, la décision du Conseil du Trésor a été rendue, étant entendu que l'excédent de 5 000 000 \$ accumulé à la fin de l'exercice sera versé au Trésor.

(3) En avril 2007, le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction a reçu l'autorisation du CT de prélever de son autorisation non utilisée un montant ne dépassant pas 6 000 000 \$ en 2006-2007. Le montant utilisé par le Fonds est de 4 616 021 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paievements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Services d'approvisionnement	227 697 119	229 966 249	...	...	...	...	60 490 120	60 489 594	...	...	167 206 999	169 476 655
Fonds renouvelable des services optionnels	137 752 825	94 316 643	...	...	...	...	100 399 000	95 209 225	...	...	37 353 825	(892 582)
Fonds renouvelable de la production de défense	100 000 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	100 000 000	...
Locaux et avoirs fédéraux	2 020 682 150	1 898 792 574	297 954 290	256 738 699	45 130 082	45 112 986	472 341 109	472 341 108	...	...	1 891 425 413	1 728 303 151
Fonds renouvelable des Services immobiliers	997 169 000	984 752 140	...	...	...	...	847 169 000	984 753 835	...	...	150 000 000	(1 695)
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	19 030 039	2 756 939	...	...	...	...	12 000 000	8 861 452	...	...	7 030 039	(6 104 513)
Services de Gestion de l'information (GI)/Technologie de l'information (TI)	459 337 185	455 095 190	...	...	...	...	196 057 521	196 057 063	...	...	263 279 664	259 038 127
Fonds renouvelable des Services de télécommunications	158 536 179	161 338 194	...	...	...	...	135 836 000	168 172 726	...	...	22 700 179	(6 834 532)
Services d'intégration des affaires	39 759 690	38 339 164	...	...	...	...	22 877 574	22 877 540	...	...	16 882 116	15 461 624
Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie	57 109 300	58 178 700	...	...	...	...	...	...	...	...	57 109 300	58 178 700
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	243 228 349	211 699 596	...	...	...	...	205 913 000	207 083 575	...	...	37 315 349	4 616 021
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	123 393 743	71 395 130	...	...	...	...	99 248 000	71 856 309	...	...	24 145 743	(461 179)
Services d'information du gouver- nement	40 896 207	39 991 535	...	...	...	...	9 182 351	9 182 351	...	...	31 713 856	30 809 184
Services du receveur général	10 027 693	10 688 197	...	...	...	...	3 416 294	3 416 277	...	...	6 611 399	7 271 920
Rémunération de la fonction publique	4 618 644	4 448 961	...	...	...	...	2 578 842	2 578 825	...	...	2 039 802	1 870 136
Intendance des opérations d'appro- visionnement	91 615 561	68 113 358	...	...	...	...	3 724 091	3 723 972	...	...	87 891 470	64 389 386
Intendance des biens immobiliers	56 906 469	53 307 520	...	...	...	...	2 016 335	2 016 250	...	...	54 890 134	51 291 270
Intendance de la Gestion de l'infor- mation (GI)/Technologie de l'information (TI)	15 039 823	15 011 341	...	...	...	...	809 292	809 258	...	...	14 230 531	14 202 083
Intégration des affaires—Gestion du rendement	40 678 505	40 678 505	...	...	...	...	34 619 215	34 619 215	...	...	6 059 290	6 059 290
Intendance de la traduction	2 449 000	2 449 000	...	...	...	...	...	...	...	...	2 449 000	2 449 000
Intendance de l'information du gouvernement	18 631 447	20 291 209	...	...	...	...	...	...	...	...	18 631 447	20 291 209
Intendance du receveur général	155 808 935	145 994 364	...	...	...	...	17 961 659	17 961 523	...	...	137 847 276	128 032 841
Intendance de la paye de la fonction publique	40 960 414	39 687 041	...	...	...	...	7 769 932	7 769 848	...	...	33 190 482	31 917 193
Intendance des pensions de la fonction publique	77 849 840	75 920 415	...	...	...	...	52 576 434	52 576 248	...	...	25 273 406	23 344 167

Intendances du Bureau de l'écologisation													
des opérations gouvernementales	7 498 737	6 164 498	...	...	...	...	5 429 164	5 429 164	...	...	2 069 573	735 334	
Étendre la portée du crédit L29g													
de Finances	...	...	...	...	...	...	...	...	1 242 595	(10 037 884)	1 242 595	(10 037 884)	
Administration des biens saisis	...	...	...	...	...	...	...	...	50 174 125	2 207 334	50 174 125	2 207 334	
Sous-total—													
Budgétaire	5 146 676 854	4 729 376 463	297 954 290	256 738 699	45 130 082	45 112 986	2 292 414 933	2 427 785 358	...	...	3 197 346 293	2 603 442 790	
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	51 416 720	(7 830 550)	51 416 720	(7 830 550)	
Revenus affectés aux dépenses	(2 292 414 933)	(2 427 785 358)	...	...	...	...	(2 292 414 933)	(2 427 785 358)	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel—													
Budgétaire	2 854 261 921	2 301 591 105	297 954 290	256 738 699	45 130 082	45 112 986	...	...	...	...	3 197 346 293	2 603 442 790	
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	51 416 720	(7 830 550)	51 416 720	(7 830 550)	

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Subventions									
Locaux et avoirs fédéraux									
...	496 539 490	...	(28 738 764)	467 800 726	(S) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	467 800 726	...	...	464 843 287
...	(496 539 490)	...	28 466 845	(468 072 645)	(S) Recouvrement auprès des ministères ayant la garde des biens immobiliers	(468 072 645)	...	...	(466 001 166)
...	...	44 120 000	...	44 120 000	Dessaisissement des barrages Laniel, Kipawa et des Quinze	44 120 000	...	...	...
...	...	44 120 000	(271 919)	43 848 081		43 848 081	...	...	(1 157 879)
Services d'information du gouvernement									
...	1 000 000	(1 000 000)	...	...	Subventions à l'appui des activités et des projets visant une meilleure compréhension et valorisation de l'identité canadienne et une prise de conscience sociale	...	...	...	...
...	1 000 000	43 120 000	(271 919)	43 848 081	Total—Subventions	43 848 081	...	...	(1 157 879)
Contributions									
Locaux et avoirs fédéraux									
...	12 000	...	...	12 000	Association canadienne de normalisation	12 000	...	...	...
...	1 170 000	1	100 000	1 270 001	Contributions à l'Argentia Management Authority	1 252 905	17 096	...	4 000 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 073 000
...	1 182 000	1	100 000	1 282 001		1 264 905	17 096	...	9 073 000
Services d'information du gouvernement									
...	1 450 000	(1 450 000)	...	...	Contributions à l'appui des activités et des projets visant une meilleure compréhension et valorisation de l'identité canadienne et une prise de conscience sociale	...	...	...	...
...	2 632 000	(1 449 999)	100 000	1 282 001	Total—Contributions	1 264 905	17 096	...	9 073 000
Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme									
...	1 182 000	44 120 001	(171 919)	45 130 082	Locaux et avoirs fédéraux	45 112 986	17 096	...	7 915 121
...	2 450 000	(2 450 000)	...	...	Services d'information du gouvernement	...	...	...	...
...	3 632 000	41 670 001	(171 919)	45 130 082	Total du portefeuille ministériel	45 112 986	17 096	...	7 915 121

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services d'approvisionnement	60 490 120	60 489 594	55 210 123
Fonds renouvelable des services optionnels	100 399 000	95 209 225	94 044 553
Locaux et avoirs fédéraux	472 341 109	472 341 108	436 284 815
Fonds renouvelable des Services immobiliers	847 169 000	984 753 835	912 274 398
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	12 000 000	8 861 452	6 730 844
Services de Gestion de l'information (GI)/ Technologie de l'information (TI)	196 057 521	196 057 063	219 048 163
Fonds renouvelable des Services de télécommunications	135 836 000	168 172 726	131 505 494
Services d'intégration des affaires	22 877 574	22 877 540	15 401 265
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	205 913 000	207 083 575	204 892 551
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	99 248 000	71 856 309	103 602 472
Services d'information du gouvernement	9 182 351	9 182 351	14 761 739
Services du receveur général	3 416 294	3 416 277	4 820 912
Rémunération de la fonction publique	2 578 842	2 578 825	2 877 162
Intendance des opérations d'approvisionnement	3 724 091	3 723 972	7 371 419
Intendance des biens immobiliers	2 016 335	2 016 250	1 694 387
Intendance de la Gestion de l'information (GI)/ Technologie de l'information (TI)	809 292	809 258	3 175 914
Intégration des affaires—Gestion du rendement	34 619 215	34 619 215	38 157 060
Intendance de l'information du gouvernement	...	...	228 091
Intendance du receveur général	17 961 659	17 961 523	14 202 544
Intendance de la paye de la fonction publique	7 769 932	7 769 848	6 890 973
Intendance des pensions de la fonction publique	52 576 434	52 576 248	48 927 976
Intendance du Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales	5 429 164	5 429 164	...
Total budgétaire	2 292 414 933	2 427 785 358	2 322 102 855
Non budgétaires (reentrées disponibles pour être dépensées)			
Recouvrement—Caisse d'avance fixe	1 242 595	10 037 884	...
Recouvrement—Biens saisis	...	32 998 147	35 470 186
Total non budgétaire	1 242 595	43 036 031	35 470 186
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	2 292 414 933	2 427 785 358	2 322 102 855
Non budgétaire	1 242 595	43 036 031	35 470 186

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 027 481	18 963 501
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	4 971 423	5 311 664
	7 998 904	24 275 165
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	412 432 660	378 198 132
Services de nature réglementaire—		
Bénéfices de bassins de radoub	5 542 169	5 128 839
Divers	74 521 472	105 524 207
	80 063 641	110 653 046
Services de nature non réglementaire—		
Location, licences et permis	955 269 392	1 065 763 094
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes de biens et de produits d'information	10 919 101	12 850 022
Publications	9 066 916	6 625 149
Divers	818 097 369	803 140 140
	838 083 386	822 615 311
Autres frais et droits	138 631 835	19 343 677
	2 424 480 914	2 396 573 260
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	272 553	710 782
Revenus divers—		
Dons à l'État	172 790	155 334
Gain de change	33 789	...
Divers	54 438 438	45 027 213
	54 645 017	45 182 547
Total du portefeuille ministériel	2 487 397 388	2 466 741 754

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 28

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Index

A

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, *voir volume III, section 5*

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, *voir volume III, section 4*

ACTIFS NON FINANCIERS, *voir volume I, section 10*

Activités de programme—*Voir section ministérielle appropriée*

Administration du pipe-line du Nord, 23

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL, 2

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, 3

Agence canadienne d'évaluation environnementale, 14

Agence canadienne d'inspection des aliments, 7

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée, 24

Agence canadienne de développement international, 2

Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions, 14

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC, 4

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada, 10

Agence de la consommation en matière financière du Canada, 15

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE, 5

Agence de santé publique du Canada, 24

Agence des services frontaliers du Canada, 25

AGENCE DU REVENU DU CANADA, 6

Agence Parcs Canada, 14

Agence spatiale canadienne, 17

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE, 7

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 1*

ANCIENS COMBATTANTS, 8

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, 1.48

A—Fin

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, 1.75

Autorisations disponibles des exercices antérieurs, 1.87

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, 1.95

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, 1.97

AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, *voir volume III, section 11*

AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, *voir volume III, section 10*

B

Bibliothèque du Parlement, 19

Bibliothèque et Archives du Canada, 20

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, 11

Bureau de l'enquêteur correctionnel, 25

Bureau de l'infrastructure du Canada, 26

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones, 3

Bureau du directeur des lobbyistes, 10

Bureau du surintendant des institutions financières, 15

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 22

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, 15

Centre de recherches pour le développement international, 2

Chambre des communes, 19

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, 9

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, 11

Comité des griefs des Forces canadiennes, 12

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, 25

Commissaire à la magistrature fédérale, 18

C—Suite

Commissariat à l'éthique, 19

Commissariat aux langues officielles, 11

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, 18

Commission canadienne de sûreté nucléaire, 23

Commission canadienne des affaires polaires, 3

Commission canadienne des droits de la personne, 18

Commission canadienne des grains, 7

Commission canadienne du lait, 7

Commission canadienne du tourisme, 17

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire, 12

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 9

Commission de la capitale nationale, 26

Commission de la fonction publique, 20

Commission des champs de bataille nationaux, 20

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, 25

Commission des relations de travail dans la fonction publique, 20

Commission des revendications particulières des Indiens, 3

Commission du droit d'auteur, 17

Commission du droit du Canada, 18

Commission mixte internationale, 2

Commission nationale des libérations conditionnelles, 25

COMPTES CONSOLIDÉS, *voir volume I, section 4*

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, 20

Conseil canadien des normes, 17

Conseil canadien des relations industrielles, 22

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, 24

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, 24

C—Fin

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 20
 Conseil de recherches en sciences humaines, 17
 Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 17
 Conseil des Arts du Canada, 20
 CONSEIL DU TRÉSOR, 10
 Conseil national de recherches du Canada, 17
 CONSEIL PRIVÉ, 11
 Conseiller sénatorial en éthique, 19
 Corporation commerciale canadienne, 2
 Cour suprême du Canada, 18
 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER, *voir volume I, section 5*

D

DÉFENSE NATIONALE, 12
 Dépenses ministérielles par article courant, 1.13
 Dépenses ministérielles par catégorie, 1.4
 Description des activités de programme, Résultat stratégique et—*Voir section ministérielle appropriée*
 Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, 1.12
 Détail des autres paiements de transfert, 1.11
 Détail des montants disponibles pour être dépensés—*Voir section ministérielle appropriée*
 DETTE PORTANT INTÉRÊT, *voir volume I, section 6*
 Développement social, 22
 Directeur général des élections, 11
 DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, 13

E

École de la fonction publique du Canada, 10
 ENCAISSE ET DÉBITEURS, *voir volume I, section 7*

E—Fin

Énergie atomique du Canada limitée, 23
 ENVIRONNEMENT, 14
 État des revenus et charges, 1.3
 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, *voir volume III, section 1*
 ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET RAPPORT ET OBSERVATIONS DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE, *voir volume I, section 2*

F

Financement agricole Canada, 7
 FINANCES, 15
 FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, *voir volume III, section 7*

G

Gendarmerie royale du Canada, 25
 GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 16

I

INDUSTRIE, 17
 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, *voir volume III, section 2*
 Instituts de recherche en santé du Canada, 24

J

JUSTICE, 18

M

Monnaie royale canadienne, 26
 Musée canadien de la nature, 20
 Musée canadien des civilisations, 20
 Musée des beaux-arts du Canada, 20
 Musée national des sciences et de la technologie, 20

O

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET PASSIF ÉVENTUEL, *voir volume I, section 11*
 Office de commercialisation du poisson d'eau douce, 21
 Office des transports du Canada, 26
 Office national de l'énergie, 23
 Office national du film, 20

P

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, *voir volume III, section 8*
 Paiements de transfert—*Voir section ministérielle appropriée*
 PAIEMENTS DE TRANSFERT, *voir volume III, section 6*
 PARLEMENT, 19
 PATRIMOINE CANADIEN, 20
 PÊCHES ET OCÉANS, 21
 PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, *voir volume I, section 9*
 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, *voir volume III, section 9*
 Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, 1.34
 Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, 1.40
 Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), 1.42

R

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, 1.21
 Récapitulation des charges externes par catégorie, 1.10
 Récapitulation des revenus externes, 1.28
 Résultat stratégique et description des activités de programme—*Voir section ministérielle appropriée*
 Ressources humaines et développement des compétences, 22

R—Fin

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES
COMPÉTENCES, 22

RESSOURCES NATURELLES, 23

Revenus—*Voir section ministérielle appropriée*

REVENUS, CHARGES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, *voir*
volume I, section 3

Revenus ministériels, 1.22

S

SANTÉ, 24

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, 2

Secrétariat de la Commission des nominations publiques, 11

Secrétariat des conférences intergouvernementales
canadiennes, 11

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE, 25

Sénat, 19

Service administratif des tribunaux judiciaires, 18

Service canadien du renseignement de sécurité, 25

Service correctionnel, 25

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, *voir*
volume III, section 3

S —Fin

Société canadienne d'hypothèques et de logement, 22

Société canadienne des postes, 26

Société d'assurance-dépôts du Canada, 15

Société d'expansion du Cap-Breton, 5

Société de développement du Cap-Breton, 23

Société du Centre national des Arts, 20

Société du Vieux-Port de Montréal inc., 26

Société Radio-Canada, 20

Sommaire du portefeuille ministériel (de la provenance et de
l'utilisation des autorisations)—*Voir section ministérielle*
appropriée

Statistique Canada, 17

T

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 14

TABLEAUX SOMMAIRES ET APPENDICES, 1

Téléfilm Canada, 20

TRANSPORTS, 26

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES
GOUVERNEMENTAUX, 27

Tribunal canadien des droits de la personne, 18

T—Fin

Tribunal canadien des relations professionnelles
artistes-producteurs, 22

Tribunal canadien du commerce extérieur, 15

Tribunal d'appel des transports du Canada, 26

Tribunal de la concurrence, 17

Tribunal de la dotation de la fonction publique, 20

V

Ventes de biens et de services, 1.30

Vérificateur général, 15